Les Tempérants

Livre II

Réflexions Socio-Économiques pour la Paix

.

Faire comprendre à la raison ce que le cœur sait déjà.

Bernard GARDE

Autoédition en téléchargement gratuit sur le site
https://www.bernardgarde-lestemperants.com

© 2024 by Bernard GARDE
All rights reserved - Tous droits réservés
Dépôt Légal deuxième trimestre 2024
ISBN 978-2-913283-81-7 – EAN 9782913283817
Autoédition en téléchargement gratuit sur le site
https://www.bernardgarde-lestemperants.com

Á vous-même
et pour nous tous.

...et en remerciant ma douce Claude pour son soutien quotidien et son infinie patience, ainsi que Roseline, André, Cédric et Michel, pour l’efficacité de leur aide technique ou scientifique.

Découvrir l'essentiel, c'est regarder
autrement l'évidence qui nous aveugle.

Réflexions Socio-Économiques 1

Le Temps des Humains

Aussi essentiel que puisse paraître le cadre politico-institutionnel de toute société humaine, depuis les rites et traditions d'une simple tribu néolithique jusqu'à la complexité administrative et réglementaire des pays contemporains les plus puissants, force est de reconnaître que notre première traversée océanique n'a couvert que l'apparence des choses, dans la mesure où la dimension politique n'est que le reflet (souvent décalé) des pratiques socio-économiques les plus quotidiennes. Nous avons pu constater que les rouages politiques jusqu'à présent improvisés par l'Histoire définissent une règle du jeu largement faussée par la *sur*-domination d'une infime minorité de « citoyens », sur la base d'intérêts égoïstes d'ordre économique, idéologique ou même religieux, fixant ainsi les barreaux d'une cage qui empêche toute évolution démocratique et populaire véritable en l'absence des garanties émancipatrices sans précédent désormais offertes par la République délodiste. En tout état de cause, la dimension politique de chaque société confirme les relations et tensions socio-économiques dont elle est la résultante et les entretient formellement en les institutionnalisant par la loi et via la constitution

correspondante, et ce, à tel point qu'à ce stade de l'Histoire, tout progrès sociétal d'envergure systémique induira *d'abord* l'évolution délodiste, politique et pacifique, envisagée dans le Livre I des *Tempérants*.

Cela revient à dire qu'au fil du temps, toute société évoluée peut être décrite comme une sorte de pyramide encore imparfaite, dont la base est nécessairement ancrée dans la réalité géographique et historique d'un territoire écologiquement défini par ses ressources naturelles et sa population, et dont les côtés visibles en constituent les facettes sociale, économique, culturelle et politique, à travers une quadruple relation de complémentarité historique. Le bien-être collectif, ou l'équilibre sociétal durable, et l'altitude culturelle d'une telle pyramide dépendraient donc de l'emplacement optimal de son sommet dans le noble but d'approcher la perfection de celle de Khéops (à défaut du rêve unitaire d'une tour de Babel), noble nécessité qui n'empêcherait pas pour autant de bâtir un monument évolutif en termes de dimensions ou de matériaux, au fil du temps et des aspirations de l'Humanité.

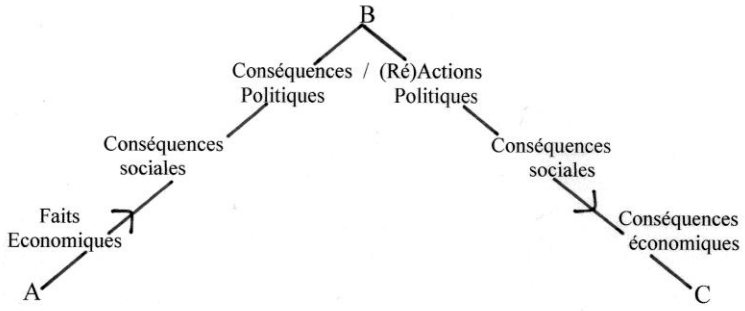
Dans cette optique, le premier océan traversé étant l'Atlantique et son mystère politique en référence à la civilisation idéale qui y serait engloutie, il est désormais temps de doubler le Cap Horn et d'explorer le Pacifique, dont le nom plutôt trompeur cache la réalité de mécanismes socio-économiques sournoisement violents au point d'aboutir à la triste mondialisation *financière* que la main invisible du marché nous impose. Cela dit, avant d'entrer de plain-pied sur le terrain concret des relations socio-économiques grâce à une approche aussi factuelle et exhaustive que possible, il est prudent de considérer la relation dynamique qui unit les quatre faces de la pyramide sociétale précédemment mentionnée, en prenant en compte *le temps historique* qui change sans arrêt les données multiples d'une société humaine en perpétuelle évolution.

Car de ce point de vue précis, le projet des *Tempérants* ne saurait afficher la prétention de stopper l'Histoire en figeant quelque monument pyramidal pour une vaine éternité, mais peut raisonnablement s'imposer comme l'étape incontournable permettant de garantir définitivement l'*équilibre* optimal de cette construction humaine évolutive en termes de

proportions, et ce, quelles que soient les évolutions à venir et la culture des bâtisseurs. Le seul but de ces réflexions universelles est en effet de promouvoir la Paix *par* la Justice en évitant désormais aux humains les constructions si bancales qui s'écroulent périodiquement sur les plus faibles à force d'oppresser structurellement la classe moyenne *élargie*, de laquelle dépendent la survie, l'essor et la pérennité de toute société civilisée.

1 - Le Paradoxe de l'Histoire Diagonale.

Dans la durée, sur la page blanche de l'Histoire des humains, on peut utilement se représenter l'incessante construction de nos sociétés à la façon de diagonales se présentant comme une suite de V renversés, en raison même du décalage permanent associant les trois dimensions économique, sociale et politique de toute « civilisation » en évolution, sachant que la dimension culturelle constituera l'objet unique du Livre III des *Tempérants*.

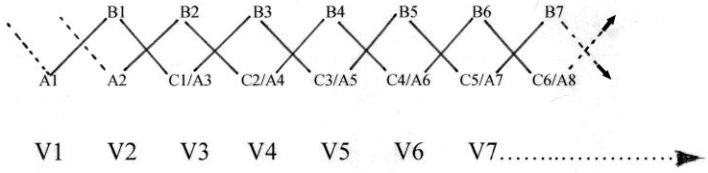


Au bas de la diagonale ascendante AB se situe la sphère concrète des relations socio-économiques quotidiennes entre tous les individus et

groupes d'individus, à travers une créativité comportementale plus ou moins improvisée, dont le résultat aboutit peu à peu à la création ou à la modification d'une strate sociale organisée et conscientisée (située au milieu de la pente) puis, plus tardivement encore, à une prise en compte politique localisée au sommet de la diagonale en question. De fait, toute innovation importante dans le domaine micro-économique se cristallise *en différé* sous forme macro-sociale sitôt que son utilité historique la rend suffisamment contagieuse, entraînant non seulement l'adoption de nouvelles mœurs, mais plus encore l'apparition d'une nouvelle catégorie socio-professionnelle de plus en plus influente. Enfin, dans un troisième temps seulement, l'équilibre politique du sommet de la diagonale s'en trouve affecté, modifié, voire totalement réinventé, tel que le montre par exemple le parcours victorieux de la « bourgeoisie » française jusqu'au pouvoir suprême en 1789, et bien au-delà.

Or l'inertie et le décalage temporel qui président à la succession de ces trois étapes suscitent symétriquement l'apparition de la diagonale descendante du même V renversé, BC, dont la pente oblique exprime non seulement le délai d'application de toute décision gouvernementale éventuelle, mais plus spécifiquement encore, le fait qu'entre temps, les nouvelles conditions socio-économiques ont pu évoluer au point de se trouver déjà bien au-delà de leur point A (et ce, même si à court terme, certains effets « immédiats », dès lors superficiels, peuvent induire une pente descendante plus forte et donc plus courte, à la façon des toitures asymétriques en *shed* si typiques des bâtiments industriels).

Sachant qu'en outre, l'évolution microéconomique permanente fait généralement apparaître un nouveau V inversé lorsque le précédent atteint son sommet, le chevauchement de ces lettres identiques finit par ressembler à une succession de X, voire à une double spirale plus ou moins comparable à l'ADN, dans un perpétuel duo d'influences et de contre-influences (sinon même un trio en incluant d'autres décalages probables dès l'étape intermédiaire du social), illustrant là l'inévitable complexité des interdépendances socio-économiques et politiques entre les humains, sur fond de mariage impossible entre individu et société.



Selon les moments de l'Histoire de chaque pays ou « nation », les V ou X qui s'aligneront sur la page du temps pourront changer de police, de taille ou de couleur, sachant que les moments où la sphère politique est en phase avec l'actualité socio-économique la plus fraîche sont hélas rarissimes et souvent associés à la remise à plat violente d'une crise historique aux conséquences humaines les plus désastreuses, maculant alors de sang et de sueur froide le vélin déchiré de l'aventure humaine. L'objectif des réflexions du livre précédent n'était autre que de gommer à l'avenir lesdites crises en permettant aux énergies libérées par la démocratie locale d'influer le plus directement possible sur la rationalité collective d'un gouvernement républicain enfin assuré par le peuple, en cohérence totale avec l'immense majorité de ses citoyens, devenus égalitairement souverains. Mais qu'en est-il de la dimension socio-économique sous-entendue par une telle société ?

En gardant à l'esprit les représentations mentales de cette trame historique sociétale en V, X ou ADN, ainsi que l'image pyramidale déjà mentionnée, afin de ne jamais perdre de vue la recherche d'équilibre et le besoin de cohérence continue dans la complexité de facteurs socio-

économiques en perpétuelle mutation, il est grand temps de définir une nouvelle approche des Sciences-Économiques et Sociales basée sur la réalité *objectivée* des rapports sociaux et autant que possible libérée des contingences historiques et autres interférences politiques indues.

De fait, en s'approchant de la matière brute de l'actualité dans sa réalité socio-économique, on risque le plus souvent de réduire la science correspondante à de simples chiffres ou statistiques, voire à de savants calculs économétriques dépourvus de la moindre cohérence sociale, sans compter le danger de valider inconsciemment telle ou telle idéologie ou contre-idéologie politique, et ce, à plus forte raison sous l'influence des interférences de l'acteur gouvernemental. Mieux vaut dès lors repartir du point zéro en restant dans l'observation de *faits* aussi impossible à nier que le postulat selon lequel deux plus deux font quatre dans la base dix du vécu de tout humain. Car même si les derniers développements de certaines sciences exactes aboutissent à tout relativiser, la réalité de nos expériences terrestres individuelles et collectives reste concrètement aussi limitée que mesurable, et le premier devoir de toute réflexion *utile* consiste à respecter la condition humaine telle qu'elle se vit à la surface du globe. Dès lors, point n'est besoin de prendre pour objet scientifique la société libérale mondialisée dans sa contingence historique actuelle, ni même d'imaginer le miroir aux alouettes d'une société antilibérale pour tomber dans l'excès inverse d'un socialisme dictatorial, quand la juste mesure s'avère accessible moyennant la quête d'une observation plus objective, dans le sens pratique d'universellement pertinente.

2 - Unité Elémentaire et Société Minimale.

L'élément de base constitutif de toute société n'est autre que l'individu « adulte » dans sa qualité de personne physique censément autonome et responsable, qu'un besoin basique de survie d'abord, puis d'amélioration constante de sa condition matérielle et de son bien-être, pousse à aménager son environnement au fil d'une quête légitime de sécurité et de confort. C'est le cas d'école d'un Robinson Crusoé avant sa rencontre avec Vendredi, si souvent rappelé en guise d'introduction à

maintes initiations aux Sciences-Économiques. Même si la société est la condition de l'existence et de la « pérennisation » de l'individu de par la reproduction de ce dernier, le cas élémentaire du naufragé totalement isolé permet de constater que Robinson est bien obligé de satisfaire à ses nécessités les plus « primaires », en particulier ici de s'alimenter par la cueillette, la chasse ou la pêche, de se vêtir en fonction des conditions climatiques, et de s'abriter via une forme de logement improvisé, tout cela dans le seul but de survivre, répondant ainsi à des besoins *vitaux* qui sont hélas encore loin d'être décemment garantis à tous les humains d'aujourd'hui ! Pour ce faire, il produit un effort assimilable au travail, et obtient un résultat concret sous forme de bien matériel, donc de bien-être relatif. Il peut épargner sa peine, s'investir dans une tâche nouvelle propre à gagner du temps, évaluer le « prix » que lui coûte la capture de tel ou tel gibier en termes d'effort et de temps consacré à sa recherche, autant de choix concrets démontrant qu'à lui seul, ce naufragé solitaire constitue déjà l'embryon véritable d'une micro-économie condamnée à l'autonomie la plus absolue. L'individu, en sa seule condition d'acteur économique ou de décideur autonome, animé tout autant par son libre-arbitre que par ses besoins vitaux, constitue dès lors l'élément premier de toute société, et contester cette évidence équivaudrait aussitôt à nier la liberté et les droits fondamentaux de chaque « citoyen » sur le plan politique. En opérant des choix priorisés en fonction de l'évaluation spontanée et intuitive de ses besoins, Robinson Crusoé fait preuve d'un comportement forcément rationnel *de son propre point de vue*, au sein d'une réalité strictement *économique*, puisque n'impliquant au départ aucune autre personne.

Dès lors que le célèbre naufragé rencontre celui qu'il nomme Vendredi, la réalité de leur contact humain devient *socio*-économique et la solitude de chacun disparaît au profit de la naissance d'une *société* minimale limitée à deux individus seulement, tandis que leurs rapports d'interdépendance offrent de nouvelles possibilités qu'un seul homme ne saurait envisager, non sans impliquer en contrepartie un risque de domination de l'un sur l'autre, de conflit d'intérêt ou d'incompatibilité de choix concernant les priorités, et dès lors la nature même des besoins matériels à satisfaire. Ainsi, le contact et les échanges entraînés par la

présence de deux individus en un même endroit forment aussitôt une société qui complète la fiction accidentelle d'une économie individuelle par la dimension inévitablement grégaire ou *sociale* de tous les humains que nous sommes. La solitude provisoire de Robinson Crusoé, puis sa rencontre avec Vendredi, permettent donc de différencier l'économique du social dans leur état le plus embryonnaire, et il est vrai qu'à l'instar d'Adam et Eve, tout « couple » partageant temps et espace forme une microsociété déjà viable et reproductible à l'infini, dans laquelle les rapports sociaux et économiques, bien que supposément gratuits, sont loin d'être simples, s'il faut en croire la proportion de divorces et de conflits qui caractérise trop souvent la vie conjugale jusqu'à présent. Cela souligne à quel point les comportements et leurs subtils ressorts psychologiques déterminent la teneur et la *qualité* du moindre rapport interindividuel, révélant des personnalités de tempérament et de force aussi uniques que variables, selon la définition même de tout être vivant.

Dès ce niveau élémentaire, la complexité de ces comportements *socio*-économiques révèle le besoin subséquent d'associer individu et société dans une juste complémentarité, afin d'éviter la lutte permanente de l'*état de nature* décrit par Hobbes, dans un intérêt partagé pour une relation apaisée, condition *sine qua non* de la réalisation d'objectifs communs améliorant le sort de chacun des partenaires. Nous retrouvons là l'enjeu économique et social de la démocratie, puisque toute société est fondée sur la définition plus ou moins consciente d'un idéal commun susceptible d'associer de gré ou de force les volontés individuelles, et nous savons déjà à quel point ladite force peut être contraignante envers la majorité dans le cadre d'une économie exagérément libérale doublée d'une constitution insuffisamment démocratique.

Ayant ainsi défini le cadre physique minimal de l'individu et de la société, il est temps de considérer la source première de la valeur *socio-économique* et son universalité.

3 - L'Égalité Objective du Temps Humain.

L'élément de base de toute valeur socio-économique n'est autre que le temps de vie impliqué dans la moindre activité (voire inactivité) humaine, en tant que durée physiquement vécue ou « dépensée » d'une manière ou d'une autre de façon définitive, et dont la *valeur objective constante* dérive de la précarité temporelle du principe même de Vie. De la naissance à la mort, chacun de nous dispose en effet d'un capital vital variable et imprévisible en termes de durée disponible ou de longévité, tandis qu'a priori, du moins au départ de la vie, toutes les potentialités individuelles sont *naturellement* identiques dans leur infinie variété pour tout être humain normalement constitué, par le seul fait de la « loterie » foncièrement *égalitaire* qui préside à la naissance de chaque individu autant qu'à l'essence de son être et à sa « fin » inéluctable. Lorsque des différences sont *statistiquement* observables, elles ne sont dues qu'à l'interférence historique de nos cultures et de nos sociétés, et résultent dans ces cas-là d'inégalités le plus souvent sociales, économiques ou culturelles au sens le plus large du terme, ce qui n'empêche aucunement de constater par ailleurs que, dès leur naissance, certaines personnes malchanceuses puissent se trouver gravement « handicapées » de façon accidentelle. Hormis ces tristes exceptions dont les cas extrêmes seront sans aucun doute appelés à se raréfier dans un monde devenu meilleur sous l'effet bénéfique d'un progrès plus encore sociétal et humain que seulement médical, force est d'admettre que nous naissons malgré nous tout à la fois uniques, différents, mais *objectivement égaux*, armés d'un capital génétique, d'un tempérament parfois héréditaire, ainsi que d'un corps doté d'une intelligence potentielle, qui constituent autant d'atouts éventuels, pour peu que notre éducation et surtout notre contexte socio-économique en stimulent les meilleurs côtés.

Soumis à un compte à rebours imperturbable qui grignote minute après minute notre frêle existence terrestre, chacun d'entre nous vit un parcours unique en fonction de ses choix ou non-choix, en se frayant un destin si possible heureux dans le monde complexe avec lequel il faut

composer de gré ou de force, et chaque aventure individuelle peut offrir d'incroyables surprises, au gré de rencontres et d'un hasard que seule quelque volonté peut réellement transformer en opportunité. De fait, et en dépit des inégalités sociales et culturelles criantes qui *statistiquement* offrent des chances très variables de réussite (dans tous les sens relatifs que ce terme peut recouvrir), nombreux sont les parcours individuels paradoxaux qui prouvent chaque jour que rien n'est joué d'avance. Le fait de naître pauvre peut stimuler d'aucun à devenir un *self-made man* multimillionnaire, tandis que nombre d'héritiers de la bourgeoisie dorée peuvent s'avérer totalement incapables de s'épanouir, au point de finir ruinés par le jeu, l'insouciance ou la drogue. La santé, le bon moral et l'intelligence ne sont l'apanage d'aucune catégorie sociale à l'échelon de chaque vie *particulière*, preuve s'il en faut que l'argent ne saurait tout acheter ou garantir, et à plus forte raison s'agissant d'affection ou de sentiment. Ainsi donc, en se libérant de la loupe déformante résultant des *conséquences* socio-économiques et culturelles de notre condition animale encore trop partiellement humanisée, force est de reconnaître qu'en réalité, l'*égalité naturelle* préside à la naissance de chacun d'entre nous, aussi étrange que cela puisse paraître, et que même la plupart des handicaps usuels éventuels peuvent positivement servir notre destin, ce que de nombreux acteurs ou artistes prouvent chaque jour sur scène ou dans nos cinémas. Or il en est de même du capital de temps disponible pour chacun d'entre nous, puisque notre longévité individuelle est par définition imprévisible, le « rideau » pouvant tomber sans prévenir sur chaque destin particulier, sous forme d'accident ou de maladie, si ce n'est en raison de l'usure extrême qu'on appelle vieillesse. Certes, les progrès constants de la science et de la médecine permettent aux plus chanceux d'entre nous de rester plus longtemps en bonne santé, mais de nombreuses autres maladies ou affections nouvelles se développent sous l'effet contraire d'un mode de vie et d'un environnement précisément détériorés par certaines des conséquences socio-économiques propres au néolibéralisme mondialisé dénoncé dans ces *Réflexions*. En tout état de cause, bien loin des rêves scientistes qui prétendent nous rendre un jour quasiment « a-mortels », la vie terrestre a sa limite individuelle et seule l'*espèce* humaine en tant que société peut défier le temps de génération

en génération, laissant à chacun d'entre nous la possibilité d'ajouter sa contribution unique, si modeste soit-elle.

La *valeur* irremplaçable de nos vies humaines tient donc toute entière dans sa fragilité temporelle, et le premier postulat le plus évident qu'il nous faut admettre est bien celui de l'*égalité naturelle ou objective* qui associe tous les êtres humains rendus de fait contemporains par leur naissance sur la planète Terre à une époque donnée. Il ne faut voir là que la simple affirmation d'une réalité évidente au départ de chaque vie, équivalente à l'égalité des droits politiques déjà proclamés et reconnus depuis longtemps par tous les esprits libérés des travers autocratiques, que ces derniers soient d'ordre temporel ou spirituel. Nier cette évidence revient à mettre le doigt dans l'engrenage mortifère de la discrimination ou de l'esclavagisme, sous quelque prétexte que ce soit, en supposant que *par nature*, certains individus seraient inférieurs à d'autres, et plus encore, que la *valeur* même de toutes les vies individuelles ne serait pas *identique*, alors que toutes les différences observables dans nos sociétés humaines ne sont que les résultats historiques déformants d'interactions socio-économiques, culturelles et politiques. D'où l'intérêt de se libérer de toute valeur historiquement *relative* pour constater l'égalité naturelle *absolue* qui caractérise les vies individuelles, du moins à leur point de départ, même si, aussitôt après la naissance, les données contingentes d'un environnement géographique, historique et humain interfèrent avec chaque parcours unique. Dans toute société développée qui se respecte, la *vie*, ne serait-ce qu'en tant que survie biologique, constitue le bien primaire le plus précieux, en tant que condition préalable à toute autre dimension humaine, et sa valeur universellement identique ne dépend donc en aucune façon du statut « historique » de l'intéressé, du moins du seul point de vue *objectif*.

Lorsque quelque catastrophe se produit, et que l'urgence requiert aussitôt des secours médicaux, toutes les victimes se trouvent de fait égalitairement secourues sans aucune considération de catégorie socio-professionnelle, d'opinion politique, de culture ou même d'appartenance religieuse éventuelle. Autrement dit, leur vie a bel et bien le même prix, la même valeur aux yeux des secouristes, dont les priorités ne tiendront

compte que de la gravité des blessures, indépendamment de tout autre critère.

Si, pendant la suite du traitement médical, certaines victimes se trouvent favorisées quant à la qualité des soins, au renom du chirurgien ou au lieu de convalescence, il ne s'agit-là que d'un biais sociétal, de fait plutôt injuste, *culturellement* induit par les travers et préjugés d'une société inachevée, et dont l'aspect inégalitaire ne peut que choquer tout esprit parfaitement neutre. Cet exemple montre à quel point la valeur objective ou *naturelle* de la vie est identique pour tous, tandis que notre évaluation individuelle, culturelle ou sociétale, se trouve subjectivement biaisée, induisant une inégalité de traitement pour le moins choquante en l'occurrence (sauf en cas de différenciation individuelle pleinement assumée par chacun, sans aucun débordement objectif sur l'*égale liberté* d'autrui).

4 - La Valeur Objective, ou « Minutée ».

Le deuxième postulat de départ, toujours impossible à démontrer de par l'évidente permanence de sa réalité, n'est autre que l'égalité et la constance absolue de la *valeur-temps* à notre échelle humaine, dans son expression socio-économique ici quantifiable en une fraction pratique et vécue très facile à se représenter puisqu'il s'agit de la *Minutée*. Cette unité de temps universellement partagée représente concrètement une minute exacte de temps humain définitivement vécue et nécessairement investie dans une quelconque activité, y compris le simple repos, et la subdivision horaire qu'elle représente mérite logiquement l'appellation explicite de *Minutée*, tout comme on peut parler d'une cuillérée d'huile en cuisine ou d'une pelletée de terre au jardin.

Il paraît pour le moins réaliste de poser l'hypothèse que toute vie humaine peut se mesurer ainsi, puisqu'il est déjà évident pour chacun que la source de toute valeur économique est le travail, c'est-à-dire la dépense énergétique humaine nécessaire à la production d'un bien ou d'un service, via l'activité. Or, en laissant de côté toute considération

socio-économique ou culturelle historiquement contingente et propre à relativiser cette valeur-temps, on peut aussitôt remarquer que la Minutée est d'une *valeur constante* quelle que soit son affectation pratique dans le vécu de chaque individu, nonobstant l'élasticité psychologique qui nous fait parfois trouver le temps trop long ou trop court en fonction des circonstances du moment de vie à passer. En réalité, chaque minute a *naturellement* la même valeur objective, et ce, tant à l'échelon d'une seule vie qu'à celui d'une société de millions d'êtres humains ou même d'un marché mondialisé. Toute autre considération tendant à y mettre un « prix » différent, qu'il soit affectif ou sociologique, n'est que le résultat empirique d'une culture très particulière, d'un cadre historiquement et géographiquement défini, qui dès lors affecte à cette Minutée une valeur *relative, subjective ou artificielle*, en contraste avec la valeur *absolue, objective et naturelle* des soixante secondes de vie humaine concernées.

Vivre, du moins vivre librement, c'est pouvoir choisir d'affecter tel moment à telle activité dans tel but qui nous paraît utile ou agréable, sachant que le compte à rebours fatal qui nous est imparti rend chaque instant précieux et unique. C'est aussi accepter de sacrifier un segment de temps vécu pour une finalité jugée prioritaire, ce qui, du point de vue socio-économique, revient à transformer ces secondes définitivement « mortes » en un résultat censé nous épanouir dans le meilleur des cas. Ainsi, à la façon d'un Léonard de Vinci qui, fort de sa propre lucidité, croyait apprendre à vivre alors qu'il apprenait à mourir, chacun de nous est appelé à transcender l'évaporation de son temps par la jouissance de chaque instant, particulièrement grâce à la permanence cumulative d'un résultat concret, humain ou matériel, propre à nous épanouir dans une utilité partagée.

En conséquence, la *valeur objective naturelle* que représente la Minutée (notée *Mnt*) est la seule unité de mesure susceptible de rendre compte de toute relation socio-économique factuelle, à quelque échelle que ce soit, et pourrait même s'adapter pour servir de base à l'évaluation de notre environnement, comme de ses rares et si précieuses ressources, dans le cadre d'une conscience écologique accrue par les apports de la pensée tempérante.

Pour ce qui concerne ce Livre II des *Tempérants*, la Minutée permet enfin de rendre l'analyse théorique *objective* de bout en bout, en reliant ses dimensions *micro*-économiques et *macro*-économiques de façon aussi transparente et continue que possible. La nature concrète et universelle de cette unité de mesure respecte par ailleurs la réalité la plus quantifiable qui soit, tout en permettant aussi de connecter, pour la première fois sans déformation ni édulcoration possible, les conditions *socio*-économiques pratiques de l'*individu* et de la *société*, afin que les futurs calculs économétriques et autres modélisations éventuelles qui en découleront ne soient plus jamais dépourvus de leur dimension humaine et sociale. Cela revient à dire que tous les aspects comptables, pratiques et théoriques, autant que les prix et les valeurs monétaires, deviendront transparents en pouvant de la sorte s'exprimer en quantité ou transfert de temps vécu, rendant accessible à chacun la signification pratique de n'importe quel niveau de gestion socio-économique. Il suffira pour cela de comparer toute donnée disponible par rapport à sa réalité vécue en Minutées, en convertissant dans cette unité de mesure tous les chiffres et nombres statistiquement obtenus de prime abord en base 10, afin de ne plus jamais perdre la réalité horaire, humaine et sociologique en jeu au fil des raisonnements.

Rappelant ici ce que Sir William Petty cherchait à définir en tant que « *Universal Par* » (ou sorte de dénominateur commun), alors qu'il compilait statistiquement la richesse de l'Irlande nouvellement conquise par l'armée anglaise de Cromwell, l'unité de mesure que représente la Minutée permettra en prime de conserver la référence immuable de cette valeur objective et naturelle par contraste avec la valeur subjective et toute relative de nos mœurs sociales, condition préalable à un nouveau mode de calcul économique plus exhaustif que jamais, dans l'optique légitime d'optimiser enfin ce dernier à travers sa double dimension économique *et sociale*, en considérant aussi facilement les domaines publics que privés. C'est enfin grâce à cet instrument de mesure, outil direct de compréhension du réel, que la Constitution Délodiste pourra inclure et mesurer la teneur des droits socio-économiques sans lesquels aucune Paix ou Justice sociale n'est possible, ni aucun droit politique

effectif, à condition de pouvoir rendre techniquement complémentaires et paritaires l'égalité minimale et la liberté d'entreprendre, dans le sens le plus large possible de ce dernier terme.

En connectant ainsi l'analyse et la théorie à la mesure réelle la plus constante et fiable qui soit, du moins à l'échelon terrestre de nos vies humaines, il n'est pas impossible qu'un nouvel objet scientifique apparaisse, ou plutôt que les « sciences économiques » soient à même d'établir quelques lois naturelles enfin pertinentes en tout lieu et à toute époque. De fait, on a coutume de dire qu'une science humaine ne saurait être exacte, puisque l'homme fait lui-même partie de son objet d'étude, ce qui entraîne un risque de biais subjectif inévitable ainsi qu'une auto-manipulation plus ou moins volontaire des résultats éventuels, assertion tout à fait justifiée aussi longtemps que l'on considère comme « objet » d'étude la société dans sa complexité historique grandement improvisée. Mais dès lors que l'on pourra rattacher chaque paramètre d'étude future à l'élément objectif et immuable d'un seul *temps* humainement vécu via la Minutée, cette dernière deviendra une référence permanente d'une utilité sans précédent, à la manière d'un phare côtier, ou mieux encore d'une bonne étoile polaire guidant le navigateur jusqu'au port d'une conclusion réaliste et pertinente. Á tout le moins, c'est là la garantie de pouvoir développer une théorie économique *et sociale* respectant le vécu de chaque acteur de nos sociétés humaines, et ce, quels que soient le lieu et l'époque considérés, libérant de la sorte les futurs économistes de l'impasse si ridicule d'équations économétriques ou financières aussi savantes qu'inutiles.

5 - Money is Time.

Robinson Crusoé, soumis comme tout être vivant à la loi de la précarité temporelle, montre ainsi le fondement de la valeur économique *stricto sensu* avant sa rencontre avec Vendredi, puisque chacune de ses action de survie ou d'amélioration de son confort lui coûtera un effort strictement mesurable en Minutées, c'est-à-dire en durée de vie sacrifiée à l'obtention du résultat correspondant, qu'il s'agisse de la chasse, de la

cueillette, ou a fortiori de la fabrication du moindre objet. Du point de vue *objectif et naturel* de son « compte à rebours » vital et personnel, chaque minutée -que nous pouvons désormais écrire sans majuscule- a bel et bien le même poids temporel, tandis que le « prix » ou la valeur de ce qu'il obtiendra via son activité solitaire dépendra directement du nombre de minutées nécessaires à la satisfaction du besoin ressenti.

Ainsi notre Robinson nous enseigne-t-il que *la valeur objective* ou le coût objectif de toute chose n'est que *l'addition du temps* consacré à l'obtention du résultat escompté, ce qui revient à douter de l'adage selon lequel *time is money*, du moins dans l'ordre révélateur que cette formule très anglo-saxonne impose à notre monde. En effet, bien que cette équation verbale soit par définition réversible, sa présentation usuelle tend à faire croire que le temps n'a pour valeur que la somme d'argent qu'il permet de gagner, et sous-entend surtout que le temps de telle personne peut être infiniment plus précieux que celui de telle autre, incluant aussitôt un biais social et historique qui n'a plus rien de *naturel* ou d'*objectif*, au sens de l'égalité fondamentale unissant tous les êtres humains face au principe de Vie. Cette vision pour le moins réductrice du temps se trouve biaisée par le comportement caractéristique de la loi de nature déjà mentionnée, par laquelle les plantes, les animaux *et les humains* se trouvent assujettis à une concurrence vitale basée sur la violence et la *sur*-domination, bien au-delà des solidarités objectives naturelles de l'existence. De fait, la réalité *historique* de la vie terrestre organise la coexistence obligée de tous les êtres vivants via de multiples et subtiles coopérations complémentaires, hélas toujours chapeautées et tristement relativisées par la loi du plus fort, induisant une distorsion permanente du principe égalitaire présidant à la naissance de toutes les entités individuelles, surtout dès lors qu'un leadership justifié s'aggrave en *sur*-domination aussitôt illégitime.

Or les humains se caractérisent par leur quête insatiable d'une constante amélioration de leurs conditions historique et géographique, matérielle et sociale, précisément grâce aux civilisations qu'ils bâtissent via la Connaissance qu'ils accumulent tant bien que mal. Le cas précis de cet adage entre le temps et l'argent révèle donc ici le fossé qui sépare

l'impression, en apparence si évidente, affirmée par l'ordre de ses deux termes, de la réalité aveuglante et objective qui permet de soutenir que bien au contraire, *l'argent n'est que du temps.* Car dans la microsociété composée des seuls Robinson et Vendredi, l'argent se trouve déjà sous-entendu, présent à tout moment sous la surface de l'interrelation entre ces deux êtres, via un transfert inévitable de valeur objective mesurable en minutées, révélant aussitôt le biais historique susmentionné, puisque, précédemment à cette rencontre, Robinson se trouvait dans la situation d'un « nouveau-né adulte » aussi intégralement libre et indépendant que possible en raison de son inexistence sociale, les seules contraintes ne pouvant provenir que de l'environnement naturel, à ce stade solitaire. Il n'est nul besoin d'être économiste pour constater que le temps vécu à titre individuel se passe d'argent, tout en impliquant -déjà- la valeur de chaque minutée, tandis que la moindre notion d'argent est indissociable de toute situation de *co*-existence, de deux à une infinité d'individus, en tant que moyen d'évaluation de quelque transfert ou partage de valeur précisément *minutaire*, dans le sens vital et universel de ce terme.

6 - La Minutée, Valeur Socio-Économique Universelle.

Une fois retiré le voile obscur de la contingence historique et de ses aléas culturels, la minutée se révèle comme la seule et unique valeur objective réellement *universelle* permettant enfin de comprendre -au sens étymologique d'*inclure* et d'associer- tous les éléments et toutes les échelles de notre évolution socio-économique, ce qui devrait, à terme, révéler les lois ou les fondements naturels de la condition terrestre de tous les êtres vivants dans leurs aspects relationnels les plus pratiques, à tel point que même les animaux et autres végétaux pourraient se sentir objectivement concernés si leur niveau de conscience égalait celui des humains.

De fait, le contact établi entre Robinson et Vendredi induit une *interdépendance* qui entraîne aussitôt un échange de valeur en même temps qu'un changement de nature de cette valeur-temps, puisque, de strictement économique, cette dernière devient *socio*-économique dès

lors qu'elle implique deux personnes. Toute communauté d'existence en un même lieu et sur une même période implique donc un échange de valeur(s) qui conditionne aussitôt la suite des relations sociales induites, en fonction directe des initiatives, comportements, actions et réactions des protagonistes de l'*Histoire* micro-sociétale qui se met en place.

Or, qu'il soit conflictuel ou pacifique, et en l'absence de toute conscience suffisamment objective, le fameux contact en question n'a plus aucune chance d'être durablement égalitaire ou équilibré en termes d'échange de valeurs à la fois psychologiques, morales, physiques ou concrètement matérielles. S'agissant en particulier du « travail » ou de l'effort impliqué par l'aménagement de l'environnement immédiat pour la satisfaction de tous les besoins supposant coopération ou échange, les valeurs objectives transmises ne seront plus équivalentes, induisant peu à peu la dépendance de l'un par rapport à l'autre en fonction de critères subjectifs dès lors de plus en plus artificiellement entretenus. Imaginons un instant que Robinson et Vendredi créent chacun séparément divers objets qu'ils souhaitent échanger ne serait-ce que partiellement. Le troc aussitôt impliqué par cette situation en l'absence de monnaie d'échange ne peut être basé que sur une estimation de valeur des plus empirique, pour ne pas dire inéluctablement pifométrique. En effet, au sein de cet « embryon » d'échange commercial il s'avère impossible pour chaque acquéreur ou acheteur d'apprécier précisément la valeur, le coût ou le prix *objectif* de l'objet convoité, a fortiori si ce « demandeur » ne sait pas comment créer ou se procurer lui-même ledit bien. Dès lors, le prix demandé par le « vendeur » a toutes les chances d'être surévalué -ou sous-évalué-, s'éloignant ainsi de sa valeur objective ou réelle. Il va de soi qu'il en est exactement de même pour tout échange de valeur ou d'effort s'agissant d'une situation de répartition du travail dans un but peu ou prou « partagé ». Cette *interdépendance inégalitaire* opère dès lors une authentique soudure sociale entre deux êtres complémentaires, tout en distordant spontanément par la même occasion l'égalité naturelle des valeurs objectives telles qu'exprimables en minutées. Notons ici que si la situation d'échange pouvait de la sorte se multiplier entre offreur et demandeur dans une réciprocité d'ignorance et de besoin aboutissant à faire « gagner » tantôt l'un, tantôt l'autre à chaque nouvelle occasion, le

« marché » dual qui en résulterait pourrait s'équilibrer globalement en termes d'échange de « valeur objective », à travers une interdépendance égalitaire extraordinairement miraculeuse. Or il n'en est rien, et bien au contraire, l'Histoire démontre que tout contact prolongé aboutit très vite à la dépendance chronique de l'un des protagonistes via la domination, puis *sur*-domination quasi constante de l'autre.

Les raisons expliquant ici l'aspect *systématique* du déséquilibre observable peuvent être évidemment multiples. Dès les premiers temps de l'Humanité, elles tiennent à la force physique, voire à une certaine forme d'intelligence tactique des premiers dominants, lesquels se sont aussitôt approprié tout l'espace disponible et ses précieuses ressources en assujettissant leurs contemporains via la justification de leurs droits (devenus entre temps héréditaires) par l'intermédiaire de n'importe quel prétexte disponible, en particulier d'ordre religieux, tendance évolutive spontanée qui valide de fait la morale d'un Jean de la Fontaine, selon lequel « *la raison du plus fort est toujours la meilleure* ». Cela dit, bien que devenue si commune de par la loi du marché qui constitue le seul mode d'évolution historique par défaut de notre incomplète humanité, l'intelligence tactique en question ne saurait pour autant être séparée du revers de sa brillante médaille, puisque l'on peut tout aussi légitimement l'apparenter à la sournoiserie, la duperie, voire au vol caractérisé ou à la violence délibérée, du moins vis-à-vis de la situation d'égalité *naturelle* qui précède *par essence* l'histoire sociale. Au gré d'une évolution des plus empirique, la légalité historique a remplacé la légitimité naturelle via des comportements dictés par la concurrence face à la rareté des ressources, autorisant dès lors un progrès social trop relatif pour assurer une progression pacifique et harmonieuse, du moins s'agissant ici des humains et de l'idéal de mieux-être et de Justice qui les caractérise.

7 - Le Paradoxe de l'Endettement Objectif.

Ainsi donc, à tout le moins en termes de valeur objective et dans le cadre de relations socio-économiques usuelles, hors la gratuité du cercle familial ou purement associatif, toute personne recevant plus de

minutées qu'elle n'en donne à travers l'échange profite des avantages de la domination, tandis qu'à l'inverse toute personne recevant moins de valeur qu'elle n'en fournit subit une situation de dépendance ou de soumission. Certes, l'Histoire humaine montre aussi que cette apparente injustice est compensée par quelques devoirs parfois assumés par les dominants au profit des dominés, à l'instar de la protection des serfs et vilains par le seigneur féodal en cas d'absolu danger extérieur, ou de la fourniture d'emplois et donc aussi de salaires par le chef d'entreprise en économie de marché, mais force bien est de constater à cet effet que l'équilibre toujours très précaire de ces relations complémentaires trahit avant tout un risque permanent d'*abus* de pouvoir dont la seule limite est un rapport de force aléatoire au gré de révoltes, de grèves et autres révolutions ou guerres qu'un avenir dûment pacifique et *humainement* progressiste devrait bannir.

Il est indéniable que malgré les hoquets douloureux de l'Histoire humaine, les rapports socio-économiques tissés au sein des civilisations qui se succèdent ont tendance à s'améliorer peu à peu, tandis que la violence globale diminue effectivement, ce qui permet de dire qu'*en temps normal*, au stade optimal et mature de chaque nouvelle société, la situation de la plus grande partie des dominés est en principe meilleure que lors de tous les paliers historiques qui ont pu précéder, réalité que corroborerait sans doute une juste comparaison entre les travailleurs ou même les personnes assistées d'aujourd'hui et les serfs ou esclaves des temps révolus, en supposant que ces dernières conditions aient disparu ! Il n'en reste pas moins que jusqu'à présent, chaque civilisation connaît une période de vieillissement et de décadence en conséquence des abus précités et d'un décalage devenu incohérent entre les valeurs sociales *objectives* et *historiques*, avec pour effet la corruption de ses pouvoirs politiques et administratifs, la dévalorisation de ses principes moraux, la tétanisation de ses rouages fonctionnels, la paupérisation croissante des dominés, la décadence des mœurs, de la culture et des arts, ainsi que la disparition du lien social et son remplacement par toutes les formes possibles de violence exacerbée. C'est alors que la pyramide sociétale précitée s'effondre sur elle-même à la façon d'un château de cartes par trop fragilisé, laissant place, après maintes souffrances inhumaines, à

une nouvelle tentative de « vivre ensemble » censée tenir compte des erreurs précédentes.

Á ce stade des *Réflexions Socio-Économiques*, et à l'instar de ce qui se produit dans la sphère politique, il apparaît dès lors que le biais historique impliqué par la pesanteur de nos comportements spontanés (pour ne pas dire « animaux ») aboutit inéluctablement à la chute de nos multiples sociétés humaines, principalement du fait de l'ignorance des véritables valeurs échangées et en raison de notre difficulté à respecter la réalité *objective* initiale de l'existence dans son essence universelle. D'où l'intérêt urgent sans précédent de tout reconsidérer via la référence factuelle et permanente de la minutée, véritable fil d'Ariane à ne lâcher sous aucun prétexte. Or la juste prise en compte de cette valeur-temps incontournable, tout aussi égalitairement répartie que la simple durée des soixante secondes qui composent chaque minute de vie terrestre, permet de remarquer ici un très étrange paradoxe, puisque, de fait, toute *sur*-domination *historique* socio-économique, individuelle ou collective, susceptible de révéler un quelconque accaparement de valeur objective mesurable en minutée, équivaut symétriquement à un endettement du dominant vis-à-vis du dominé du point de vue de la réalité *naturelle* ou *objective*. Cela s'accomplit au travers de la situation d'interdépendance inégalitaire déjà mentionnée, dont la base est la victoire du plus fort sur le plus faible via la situation de concurrence interindividuelle dérivant de la rareté vitale, selon les critères *subjectifs* propres à chaque nouvelle fiction historique collective. L'aspect *relatif* des comportements socio-économiques induits par telle ou telle civilisation permet de considérer comme légale, normale et « morale » toute situation d'interdépendance inégalitaire rendue nécessaire par le niveau de développement sociétal de la période historique correspondante. Ainsi en est-il de l'esclavage, pratique qui fut très longtemps admise comme naturelle et moralement justifiée du seul fait de son utilité socio-économique avérée, tout comme il en fut de l'ordre médiéval et de la condition du servage en d'autres temps. Ces situations de « *sur*-dépendance nette », aussi choquantes et scandaleuses qu'elles puissent paraître aujourd'hui, perdurent hélas en de trop nombreux endroits du monde, avec la complicité directe de la logique économique néolibérale, telle la honteuse condition des enfants

doublement *mineurs* d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine, ou celle des millions de travailleurs chinois enfermés jour et nuit au sein de leurs usines. De fait, pour autant qu'elle puisse se révéler, entre autres choses via le dénominateur commun de la minutée, et quelle que soit l'époque considérée, la situation de dépendance de tout dominé s'avère peu ou prou de même *nature* que l'esclavage, tandis que son évolution dans le long terme ne traduit qu'un changement de *degré*, malgré les progrès matériels et sociaux indéniables autorisés par chaque nouvelle étape historique.

8 - Endettement Objectif et Équilibre Sociétal.

L'endettement des dominants du seul point de vue de la réalité *objective* doit pourtant être relativisé, précisément selon le critère de son utilité historique variable, dans la mesure même où ces leaders socio-économiques sont souvent porteurs d'initiatives susceptibles d'associer leurs « suiveurs » en vue de réalisations en partie profitables à tous. Si Robinson Crusoé a l'idée d'entreprendre telle ou telle action concrète nécessitant la collaboration de Vendredi, il est bien nécessaire et somme toute logique que le premier prenne le commandement du second dans la réalisation de l'objectif correspondant, ce qui implique un minimum d'intérêt supposé commun aux deux protagonistes et sous-entend déjà un embryon de *contrat social* à travers une complémentarité de fait. Dès lors, tout n'est qu'une seule question de dosage et de proportion, via la définition d'un équilibrage politique et social acceptable par les deux personnes concernées, tandis que « l'utilité commune » supérieure de Robinson dans ce cas précis, avérée par son initiative prometteuse d'un mieux-être partagé, justifierait sa position de dominant, avec la valeur objective supplémentaire qui pencherait en sa faveur dans la balance déséquilibrée de l'interdépendance inégalitaire déjà mentionnée. Á ce stade de la réflexion, il faut donc espérer que la prise en compte de la minutée en tant que valeur ou mesure objective et absolue, autant que la comparaison qu'elle autorisera avec l'évolution sociétale subjective et relative du stade historique considéré, permettront de définir un point d'équilibre optimal, au-delà duquel la disproportion aboutit d'une part à

un gaspillage économico-écologique, et d'autre part à l'effondrement socio-politique inéluctable de la civilisation ou du système en cause.

Nous retrouvons là le risque d'abus de pouvoir inhérent à toute autorité plus ou moins auto-proclamée et toujours imposée dans le cadre empirique de l'Histoire humaine, dont le drame est tout entier contenu dans la contradiction des fins et des moyens, et plus encore la tentation permanente de l'excès ou de l'*intempérance*, tendance si ouvertement exacerbée par notre société de surconsommation. La nature, à travers la réalité tout aussi *historique* de sa faune et de sa flore, construit et fait très lentement évoluer (par simple adaptation réactive) d'innombrables sociétés animales ou végétales d'un niveau de « conscience » déjà fort conséquent, dans une subtile harmonie relativisée par l'acceptation de la loi du plus fort, dans la mesure où un équilibre quasi permanent ne la pousse jamais à l'excès, sous peine de rééquilibrage impitoyable. Or le propre des humains est de ne pas se satisfaire de cette pesanteur et de souhaiter, même sans le formuler, s'approcher asymptotiquement d'un idéal comparable à l'état *objectif* et *quasi égalitaire* de leur naissance ou de leur origine, avant toute histoire individuelle ou collective, comme en témoigne l'évolution des mentalités et des mœurs sociales et politiques, malgré le triste effet de ressac temporaire de périodes décadentes hélas récurrentes. Cette quête inconsciente n'est pas sans rappeler celle du Paradis perdu, tandis que notre pseudo supériorité sur le monde animal ou végétal nous vaut d'être tout autant capables du pire que du meilleur via maintes formes d'extrémisme comportemental.

Inlassablement, à la façon obstinée d'une vague océane voulant surmonter un obstacle, le génie collectif de la conscience humaine *se* dépasse d'ère en ère pour le meilleur de sa finalité *absolue* en risquant le pire de ses moyens *relatifs*, dans un danger chaque fois augmenté par l'irraison de ses finalités intermédiaires. Le point d'équilibre susceptible de garantir les proportions harmonieuses de nos sociétés futures devrait donc être l'aboutissement de ces *Réflexions*, afin de mieux canaliser le flot de l'Histoire dans l'intérêt de tous, et seule la minutée constitue l'outil de mesure factuel approprié pour parvenir enfin à déterminer ce

seuil de Tempérance du point de vue socio-économique, dans le respect total de la loi naturelle sous-jacente.

9 - Minutée et Rareté.

La rareté des moyens de subsistance disponibles pour la simple survie de notre Robinson encore solitaire suppose de sa part un effort quotidien de chasse et de cueillette doublé de la recherche risquée qui consiste à se procurer l'aliment comestible en évitant le poison. Du seul point de vue de l'objet des présentes *Réflexions*, cette quête vitale est déjà mesurable en minutées, tandis que tous les besoins alimentaires qui se diversifient au fil des jours définissent aussitôt un semblant d'objectif économique, par lequel le naufragé peut choisir « librement » telle ou telle activité dans un but déterminé. Outre sa force physique, le seul capital dont dispose ce dernier se limite au temps disponible de chaque journée, tandis que chaque bien naturel tombant en sa possession pour sa consommation -immédiate ou différée- n'aura *de facto* pour stricte valeur que le nombre de minutées nécessaires à son obtention. Ainsi son goût dictera-t-il ses priorités alimentaires dans la mesure du choix limité offert par son environnement, et la valeur qu'il attribuera à tel gibier par exemple sera directement fonction du nombre moyen de minutées que supposera la capture de ce dernier.

Par chance, notre Robinson peut être amené à croiser son gibier préféré dès la première heure d'un matin béni, mais s'il souhaite se le procurer régulièrement, il est facile de comprendre que la « valeur » de cette proie sera mesurée par le temps *moyen* nécessaire à sa capture, très facilement exprimable en minutées. Notons ici que, le protagoniste de notre histoire étant seul, la valeur purement *économique* ainsi attachée à chaque « bien » sera *objective* ou *naturelle* en tant qu'évaluation du « travail », autrement dit du seul effort impliqué, de la fatigue physique mesurant la frustration de la chasse et plus encore le sacrifice de la portion de vie irrécupérable investie dans cette activité jugée vitale ou prioritaire. De plus, le moindre progrès accompli via l'expérience dans sa manière de chasser, voire de concevoir des pièges de plus en plus

subtils, peut lui simplifier la vie et accélérer d'autant la satisfaction de ses besoins alimentaires en lui faisant ainsi « gagner du temps », ce qui aura pour effet direct de réduire la valeur objective du gibier en question en termes d'effort-coût, libérant le reste de sa journée pour d'autres activités éventuelles, sans doute de moins en moins vitales.

En résumé, la rareté suscite donc un besoin de travail en vue de la satisfaction d'une consommation sous forme de biens matériels jugés par définition utiles, et la minutée permet de mesurer l'effort nécessaire en termes concrets et chiffrables de *valeur objective* universellement égale et donc immuable, puisque correspondant à soixante secondes de vie humaine. Cette unité de temps vécu, aussitôt et à jamais perdu à la façon d'une mort partielle, constitue le seul paramètre permanent de la situation insulaire en question, tandis que la quantité totale de temps disponible se limite à vingt-quatre heures par jour, en considérant que même le sommeil puisse être un choix économique comme les autres.

Dans cette version on ne peut plus simplifiée de société réduite à un seul individu autonome, la valeur objective maximale quotidienne de Robinson est de vingt-quatre heures, diminuées du temps de sommeil et de repos diurne, voire des pauses repas, si l'on considère la définition habituelle d'une activité en tant que *travail*. Ainsi le capital quotidien potentiel de 1.440 minutées se réduit-il plus raisonnablement, sur la base supposée de 8h d'une forme ou d'une autre de labeur sur six jours par semaine, à 480 minutées effectivement disponibles. Dans ce cadre moyenné techniquement mesurable, *toutes* les activités que cet homme solitaire considèrera comme un « effort », autrement dit une obligation peu ou prou imposée par les circonstances ou rendue nécessaire par son propre choix, seront ici évaluables sous la forme du montant direct des minutées qu'elles impliqueront, ni plus, ni moins, tandis que seules des variations de « productivité » ou d'organisation permettront à Robinson Crusoé de développer le confort de sa solitude, tant sur le plan matériel que pour son bien-être psychologique au fil du temps. Il faut noter par ailleurs que plus il diversifiera sa « production » d'effort ou de travail en multipliant ses résultats sous forme de « biens » librement choisis, plus la valeur objective unitaire de chacun de ces biens diminuera, puisqu'en

aucune façon son capital quotidien objectivement disponible ne saurait changer. Il semble donc logique de dire que la valeur *objective* de toute production diminue en proportion directe de son volume croissant, ce que l'histoire économique semble pour le moins toujours confirmer.

Dès lors que Robinson Crusoé n'est plus seul grâce à la présence de Vendredi, l'analyse économique embryonnaire plonge aussitôt dans l'inconnu d'une « microsociété », au sein de laquelle la *valeur objective* devient aussitôt *subjective* et *socialement historique* en fonction des rapports entre les deux protagonistes dans la durée, tandis que toutes les données élémentaires de cette « socio-économie » naissante se trouvent relativisées par l'interférence ou l'interdépendance de deux volontés différentes, de deux « agents économiques » ou *sujets* précédemment autonomes. C'est alors qu'à l'instar de toutes les dualités physiques de l'univers infini, depuis les mouvements internes de l'atome jusqu'aux attractions intergalactiques, l'inévitable interrelation qui s'initie aussitôt produit le premier *contact*, véritable étincelle de *communication* entre les deux forces potentielles en présence, dont la nature plus ou moins pacifique dépend largement du contexte qui s'impose à l'ensemble de ces deux éléments, lesquels vivent sur une île qui n'est désormais plus déserte pour personne. La rareté joue ici un rôle primordial, puisqu'elle peut mettre en concurrence vitale deux bouches ayant besoin de manger pour survivre dans un contexte de ressources insuffisantes, voire très difficilement accessibles. C'est l'explication la plus usuelle de la valeur des choses, exception faite du fameux syllogisme qui veut qu'un cheval boiteux soit d'autant plus cher qu'il est rare ! Cela étant dit, la rareté commune n'induit une valeur qu'à travers le travail ou l'effort impliqué pour la combattre et la vaincre, ce dernier étant toujours mesurable en minutées *objectives* d'existence offertes, humainement et *naturellement* équivalentes d'une personne à l'autre, en dépit de tous les biais *culturels* ou *historiques* qui apparaissent en même temps que la société.

Ainsi la rareté n'explique-t-elle pas directement la valeur, pas plus qu'elle ne saurait la mesurer de façon fiable et permanente, puisque tout dépend en réalité du travail qu'elle implique pour obtenir l'objet ou le bien qu'elle caractérise. Par contre, la rareté agit sur le *comportement*

de tout être vivant et autonome vis-à-vis des autres en instaurant une concurrence vitale aussi implacable pour les humains que pour la faune et la flore qui les entourent. Les limites spatio-temporelles de l'existence terrestre font que les ressources sont rares et l'état de nature hobbesien, en l'absence de toute société minimale, condamne chacun à lutter pour sa survie dans une course folle qui semble très loin d'être apaisée par la mondialisation libérale actuelle, malgré les spectaculaires progrès que les sciences et les techniques accomplissent chaque jour. Il est vrai que dans le monde d'aujourd'hui, la multiplication artificielle des biens et services disponibles autorise une « démocratisation » notoire, mais cette dernière reste foncièrement injuste et paradoxalement inégalitaire, alors même que les conditions semblent techniquement réunies pour partager équitablement les fruits du génie humain collectif dans le respect des ressources planétaires. C'est ce paradoxe aberrant, entretenu par la folie ubuesque des pouvoirs financiers ultralibéraux et de leurs serviteurs politiques, qu'une analyse enfin *socio*-économique basée sur la minutée devrait permettre de scanner finement, afin de pouvoir en mesurer toute l'antilogique, sans jamais perdre de vue la réalité humaine dont cet outil de mesure tiendra pleinement compte d'un bout à l'autre de l'analyse, autorisant dès lors, du moins faut-il l'espérer, des conclusions frappées du sceau du bon sens. La rareté des ressources apparaît ainsi comme une excuse facile propre à justifier le comportement « naturel » de conflit permanent, ainsi que la misère croissante qu'implique l'option 100% ultralibérale et mondialiste imposée aujourd'hui à toutes les populations, tout comme on peut plaider les circonstances atténuantes pour amoindrir et expliquer la gravité des pires crimes, alors même que le *libéralisme vertueux*, à la fois local et humain, s'est vu depuis longtemps confisqué par l'installation d'un totalitarisme monopolistique, socio-économique, culturel et politique, dont l'effet pervers est de maintenir artificiellement notre monde en situation de guerre économique, de rareté spéculative et autre gaspillage écologiquement mortifère.

Le premier comportement dérivant du moindre *contact* dans le cadre de ressources naturelles toujours rares est celui de la lutte entre individus ou de la guerre entre tribus, clans, et autres communautés en tout genre. Dès la présence de deux êtres en un même lieu, le premier

réflexe, si souvent observé dans la nature, n'est autre que de chercher à éliminer ou éloigner le concurrent, solution de loin la plus simple pour supprimer l'état de concurrence vitale, réaction défensive dont l'instinct de propriété est encore l'illustration la plus courante. Si tel est le cas, Robinson et Vendredi ne sont que deux « sociétés » encore séparées, deux individus totalement indépendants dressés l'un contre l'autre dans une lutte mortifère et stressante propre à gâcher leur vie quotidienne, outre le fait conséquent que cet état de guerre permanente accapare toute leur énergie, les privant ainsi de faire quoi que ce soit de positif. Dès lors intervient tôt ou tard une évolution comportementale quand chacun comprend l'intérêt d'une « paix » coopérative susceptible de sécuriser la survie individuelle nécessaire tout en additionnant utilement les énergies en un embryon de « société », et dès ce moment-là, on est de droit de dire que la domination physique à l'état brut n'est plus le *seul* mode opératoire de communication, même si l'un parvient à soumettre ou dominer l'autre. Psychologiquement, l'interdépendance qui se crée entre les deux personnages cohabitant sur l'île tisse un lien social par lequel chacun a besoin de l'autre, pour des motifs qui paraissent dès lors aussi différents que complémentaires, hors le besoin de survie solidaire.

Remarquons au passage que les deux individus ainsi en présence peuvent simplement échanger ce qu'ils chassent, cueillent, pêchent ou fabriquent, auquel cas le troc qui en découlera les transformera aussitôt en « artisans-commerçants » de statut équivalent, sans pour autant que les valeurs objectives échangées puissent être égalitairement respectées, pour les raisons déjà mentionnées plus haut. Ils peuvent de même vivre pratiquement « en couple » en se répartissant gratuitement des tâches qui n'auront toujours pas la même valeur objective la plupart du temps. Enfin, plus vraisemblablement, ils peuvent s'associer dans une forme d'entreprise pour la réalisation de quelque objectif inatteignable en solo, auquel cas ils connaîtront les premiers rapports de « travail », toujours avec le risque d'un échange de minutées spontanément déséquilibré puisque l'un des deux domine l'autre en prenant l'habitude de décider seul pour le duo.

En tout état de cause, cet embryon de société aura tôt fait de se hiérarchiser entre un « meneur » et un « suiveur », ou un « dominant » et un « dominé », sur la seule base d'une *justification* de la différence systématique qui fait gagner celui qui s'impose aux dépens de celui qui subit. Á l'échelon de deux individus, on imagine facilement que la force de caractère, l'esprit d'initiative ou la seule inspiration d'une idée utile, peut justifier le leadership en question et les avantages qui en résulteront inéluctablement concernant le transfert de valeur objective que cette domination subjective impliquera. Dans la réalité historique des sociétés plus nombreuses, et dès le stade d'un clan ou d'une tribu, les dominants s'imposent sur des critères de plus en plus infondés incluant souvent la force physique ou les moyens d'une richesse matérielle relative, mais aussi plus subtilement la superstition, la manipulation psychologique des suiveurs via une compétence charismatique d'entrainement, parfois un savoir-faire particulier jalousement transmis à quelque initié, voire tout aussi bien l'hérédité de la position sociale et la propriété terrienne, desquelles découlent historiquement bien d'autres formes de pouvoir socio-économique, dans un effet cumulatif quasiment inévitable.

Ainsi donc la rareté suscite non seulement un impérieux besoin d'action imposé par l'environnement, mais surtout un comportement à la fois individuel et social dont la finalité est d'améliorer les conditions matérielles de la survie, puis de la vie humaine, au travers d'une forme d'équilibre précaire -sans cesse improvisé- reliant nécessairement des êtres aussi historiquement différents que naturellement égaux.

10 - Leadership et Progrès, ou l'Inégalité Positive.

L'égalité naturelle et objective de tous les êtres humains vis-à-vis de l'existence disparait hélas dans la minute qui suit la naissance de chacun, marquant le début de la vie en tant qu'aventure individuelle au sein de l'Histoire collective de l'Humanité. Il s'ensuit un destin chaque fois unique, aussitôt modulé par les circonstances de conditions socio-économiques et culturelles pour le moins déterminantes, selon le milieu familial immédiat et les aléas de la vie. Or, la nature contraignante du

milieu dans lequel l'enfant naît n'empêche pas forcément celui-ci de se réaliser individuellement, en particulier dans les sociétés assez libres et ouvertes à l'idée de progrès ou d'innovation. De fait, nombreux sont les exemples de personnalités ayant « réussi » d'un point de vue culturel, social ou matériel malgré les pires conditions de départ, faisant preuve de qualités propres à briser toutes les barrières du déterminisme socio-économique, à la façon d'un Bernard Tapie, dont la force de caractère et l'optimisme charismatique excuseraient presque tous les excès, à moins qu'ils ne les expliquent !

Malgré le verrouillage de l'ascenseur social qui caractérise toute société vieillissante sclérosée par ses propres contradictions, force est de constater que certains d'entre nous parviennent bel et bien à prendre l'escalier, puisque, après tout, chaque contexte historique est susceptible d'offrir de nouvelles opportunités laissant son libre cours à l'initiative individuelle ou collective, autrement dit à la liberté d'entreprendre, dans le sens le plus large possible du terme. La vie tribale en milieu naturel, qui fait rêver les bobos parisiens en quête d'authenticité pittoresque, se caractérise hélas le plus souvent par une quasi absence d'évolution, une communautarisation totale et vitale interdisant toute initiative novatrice, entretenue et verrouillée par un ensemble de rites et de superstitions au sein d'une hiérarchie immuable, dans le cadre d'une société tout à fait respectable en tant que telle vis-à-vis de son propre contexte, mais tout aussi impossible à généraliser en tant que modèle, en particulier lorsque l'échelle géo-démographique acquiert la moindre ampleur.

Dès lors, le seul but des *Réflexions Socio-Économiques* doit être la recherche d'un juste milieu, si possible mesurable, afin de s'imposer incontestablement comme un fait *objectif* propre à réconcilier tous les points de vue en la matière, puisque la finalité de toute connaissance est bien de comprendre, autrement dit d'inclure par complémentarité ce qui semble s'exclure par préjugé ou ignorance. C'est ainsi, et seulement ainsi, que toute science rejoint l'*essence* des choses chaque fois qu'elle parvient à décrire les mécanismes de la loi naturelle en dépassant les limites trompeuses de nos sens premiers. Le réflexe de peur d'un skieur débutant ignorant *tout* de ce sport est de se pencher en arrière tout en

raidissant les jambes, ce qui ne fait qu'accélérer la descente et garantir la chute, alors que la moindre conscience de la loi physique lui fournit aussitôt maîtrise et sécurité en prenant le contrepied de son instinct pour se pencher vers l'aval et plier souplement les membres inférieurs.

Au stade actuel de ces *Réflexions*, force est de reconnaître que c'est bel et bien la liberté d'initiative individuelle, grâce à l'intarissable créativité qu'elle autorise, qui est depuis toujours le moteur principal de tout progrès matériel autant que social, politique et culturel. Dès lors, la finalité de la présente recherche est de rendre compatible la libre marche de l'aventure humaine, dans ses comportements historiquement naturels mais relativement irrationnels, avec le juste respect minimal de *l'égalité objective* qui préside à l'essence des choses comme des êtres, un peu à la façon d'un moyen permettant enfin de distinguer le bon cholestérol du mauvais afin d'améliorer la santé. L'idée sous-jacente est qu'un tel progrès doit éclairer l'Humanité sur les conditions objectives permettant le maintien d'un équilibre optimal et durable entre ces deux nécessités complémentaires, afin de ne plus risquer les fatales disproportions de la construction sociétale, tandis que le résultat attendu devrait assurer une Paix et une Justice socio-économiques minimales concernant les besoins vitaux, matériels et culturels de chaque personne vivant en société. Il apparaît donc ici que le rôle déterminant du leader justifie sa fonction et son autorité dans la pratique *historique* spontanée, à la seule condition d'être suffisamment utile et profitable au suiveur pour que ce dernier s'associe à son projet et accepte la domination correspondante sur la base d'une réelle compétence. Traduite en termes actuels, cette évidence apparente explique pourquoi on peut à juste titre admirer et soutenir un petit entrepreneur qui « mouille sa chemise » au quotidien en compagnie de salariés qu'il connaît personnellement, tandis que les abus éhontés du management aveugle d'une multinationale seront à juste titre ressentis comme insupportables et en tout point comparables à une délinquance économique sans limite, cette différence d'attitude indiquant au passage l'importance de l'échelle, de la proportion et de la finalité.

C'est à l'intérieur de limites précises à fonder objectivement que le *libéralisme positif* doit être défini, afin de correspondre pleinement à

la liberté *universelle* que supposent la Justice et la démocratie socio-économique. Par ce dernier terme, il faut comprendre la possibilité pour tout citoyen libre de s'épanouir dans l'entreprise de son choix, auto-fondée, associative ou via une embauche classique, liberté à entendre au sens d'objectif non pas nécessairement économique *stricto sensu*, mais tout aussi bien social ou culturel, en retrouvant viabilité et rentabilité à une échelle aussi locale et humaine que possible, mais sans pour autant prétendre ni pouvoir empêcher l'improvisation historique de l'inévitable coagulation des puissances économiques privées et planétaires, déjà largement déconnectées de la réalité utile, et dont les énormes entités financières continueront à s'entredévorer, le cas échéant. L'essentiel est de recréer de façon pérenne les conditions d'une vie socio-économique localement, régionalement et nationalement dynamique, aussi autonome ou souveraine que possible à tout point de vue, afin de se protéger du libéralisme mondialisé en se distanciant de ses rouages hors sol et de sa logique financière de plus en plus absurde. Il faut donc déconnecter ce qui connecte de ce qui déconnecte (pour ne pas dire pire en plus court !).

Le niveau d'aberration déjà atteint depuis très longtemps par le capitalisme hyper-financier depuis qu'il se mondialise montre que la déconnection de la réalité est avant tout le fait de son propre marché dérégulé puisque ce dernier ne respecte en aucune façon les principes du libéralisme, aboutissant au diktat de monopoles surpuissants associés à des états-entreprises qui n'ont plus rien de « démocratique », au travers d'une irrationalité de plus en plus patente. Il est donc urgent de définir plus logiquement les critères d'un équilibre optimal, en même temps que toutes les conditions pratiques d'une compatibilité durable entre les diverses échelles de gestion économique et sociale, et sur la base d'une observation aussi réaliste que possible. Pour l'heure, constatons que la liberté individuelle doit inclure et respecter celle d'entreprendre tandis que l'autorité fonctionnelle qui correspond à cette dernière ne saurait être remise en cause, dans la mesure où elle conditionne l'efficacité que suppose tout projet d'entreprise.

L'idée très souvent innovante qui suscite le besoin d'action est la condition *sine qua non* de tout progrès et de toute croissance *utiles*, bien

que depuis des décennies, les excès induits par l'évolution capitaliste nous éloignent de l'équilibre optimal parce que l'ignorance de la réalité *totale* dicte aux plus puissants des comportements d'une bêtise de plus en plus injuste. Car il serait bon qu'en réponse à une mondialisation inéluctable aussi déséquilibrée, une *totalisation* de l'entendement nous évite le totalitarisme économique autant que politique. Sous ce terme écrit en italiques, il faut lire une compréhension des devoirs naturels de chaque dominant, dans l'intérêt même de son propre objectif autant que pour pérenniser sa raison d'être socio-économique, un peu à la façon d'un certain paternalisme patronal hélas effacé depuis longtemps par les effets pervers d'une concurrence aussi malhonnête qu'inhumaine.

En utilisant désormais le simple outil de la minutée et sa mesure objective à la fois invariable et universelle, laquelle ne saurait être niée qu'en s'avouant aussi subjectivement partial qu'un esclavagiste, il doit être possible de différencier enfin le libéralisme utile et épanouissant de l'*ultra*libéralisme superflu et nocif qui caractérise la situation mondiale actuelle, non pas dans l'intention illusoire d'arrêter la course forcément spontanée et improvisée de ce dernier, dont les effets ne sont d'ailleurs pas tous négatifs, mais afin de garantir et de préserver pour les suiveurs un *égal* minimum de Liberté, de Paix et de Justice dans la dimension socio-économique de ces trois idéaux. Après tout, il ne s'agit-là que de favoriser l'avènement d'une néo-gestion socio-économique dix fois plus efficace, rationnelle et plus que jamais économe en énergie humaine et fossile, en prouvant qu'à l'inverse du réflexe comportemental usuel et obsessionnellement financiarisé des dominants d'aujourd'hui, la Justice sociale *minimale* conditionne autant la justesse économique *optimale* que l'équilibre politique *maximal* de toute civilisation.

Janvier 2020

Réflexions Socio-Économiques 2

Les Incidences de la Minutée

En scrutant la réalité objective permanente et universelle noyée sous la surface d'apparences historiques pour le moins déformantes, il est possible de se libérer des us et coutumes de toute société contingente pour comprendre que la minutée, en tant qu'expression de vie humaine plus ou moins volontairement dépensée, investie ou sacrifiée, constitue la seule mesure fiable et constante de toutes les actions individuelles ou collectives ayant pour but de transformer le monde pour un mieux-être socio-économique, ainsi que *conséquemment* culturel et politique.

Cette recherche naturelle et légitime de sécurité, de confort et de bonheur pousse les humains à aménager sans cesse leur environnement pour le meilleur et pour le pire, au gré d'idéaux partagés ou de maints abus comportementaux selon le cas, pour aboutir à la construction de sociétés qui, à la façon d'une tour hautaine faussée par des fondations imparfaites, finissent par s'effondrer de la triste manière que l'on sait. Or l'idéal irrépressible qui suscite chaque nouveau chantier sociétal n'est autre que le besoin de tempérance et d'équilibre sans lesquels toute

construction s'avère vouée à l'échec, et la prise en compte de la minutée devrait autoriser un progrès sans précédent dans la connaissance des conditions socio-économiques d'un « optimum » aussi vital pour la Paix sociale que pour le respect urgent de notre environnement planétaire.

1 - La Valeur Objective Individuelle.

L'individu étant de fait l'élément de base de la société, de par la liberté d'initiative que sa propre intelligence garantit en dépit de tous les conditionnements culturels dont il peut faire l'objet, il est ici logique de considérer que toute personne adulte, c'est-à-dire physiquement mature et suffisamment autonome du point de vue mental, constitue le premier acteur socio-économique, tandis que son « capital » personnel *naturel et objectif* n'est autre que le temps total de vie dont cette personne pourra disposer afin de l'appliquer à telle ou telle activité, que cette dernière soit librement choisie ou plus ou moins imposée par autrui.

Malgré toutes les apparences de valeur sociale relativisée ou de compétences innées fort variables mentionnées au chapitre précédent, et aussi surprenant que cela puisse paraître, la valeur socio-économique *objective* de chaque citoyen est constamment la même et se résume au nombre de minutées effectivement disponibles dans une journée de vingt-quatre heures, selon les critères de la communauté humaine dont il fait partie, tandis que ces mœurs se trouvent elles-mêmes tributaires de conditions historiques, géographiques et même culturelles plus ou moins favorables au développement de la productivité matérielle des minutées disponibles, en particulier en fonction du progrès technique.

Notons ici que selon les époques de notre Histoire humaine et les civilisations que des conditions géographiques et climatiques peuvent différencier, la définition sociale de ce qui est nécessaire ou superflu varie inévitablement, y compris concernant la prise en compte socio-économique de tel ou tel rôle individuel. Par exemple, la notion de foyer peut strictement correspondre à tout individu adulte, mais aussi inclure le statut de couple ou de famille, voire de tribu, induisant alors la prise

en compte ou la définition d'un revenu unique, d'un double revenu ou de revenus multiples s'agissant des personnes actives, voire jusqu'à la possibilité de considérer le rôle parental comme une fonction sociale essentielle justifiant un salaire ou une allocation. Ces choix éthiques, infiniment évolutifs, peuvent être parfaitement pris en compte via une description « *minutaire* » des relations humaines, à condition toutefois d'entendre cet adjectif usuellement juridique dans sa nouvelle acception de « calcul en minutée » (et non plus d'authenticité d'acte notarié), ce qui sera désormais le cas dans ces pages.

Pour ce qui concerne chaque activité habituelle impliquant un revenu socialement défini et peu ou prou exprimable en argent, quelle que soit la valeur toujours relative de la monnaie utilisée, la première conséquence de l'approche minutaire est de révéler *l'égalité universelle et constante* de chacun des êtres humains passés, présents et à venir, indépendamment des immenses progrès autorisés par les sciences et de leurs conséquences spectaculaires sur les techniques appliquées et la productivité du travail qui en découle. Cela revient à dire par exemple qu'une journée de balayage et de nettoyage d'un technicien de surface a dans l'*absolu* la même valeur *objective* qu'une journée d'enseignant, d'ingénieur ou même de chef d'entreprise, tandis que les différences qui caractérisent les revenus historiquement justifiés et observables de ces métiers ne sont que de nature subjective, culturelle et donc *relative*.

De plus, si la *nécessité* d'entretenir la propreté de tel ou tel lieu est ressentie par la « communauté », voire par n'importe lequel de ses membres, l'utilité des efforts impliqués par cette tâche revêt la même importance quelle que soit la personne qui l'accomplit, et la dépense énergétique qui lui correspond en termes de sacrifice de temps de vie est nécessairement équivalente à celle de toute autre activité professionnelle de même durée. Les différences d'évaluation historiquement nécessaires ou superflues sont des plus trompeuses dans la mesure où tous les rôles pourraient être échangés sans difficulté par le biais de la naissance, de l'éducation et de la formation que chaque emploi présuppose.

Autrement dit, les variations individuelles ressenties, ainsi que les jugements de valeur qui hiérarchisent l'ensemble des professions et autres fonctions, sont subjectivement interprétés selon des circonstances *culturelles* très variables qui occultent de fait l'égalité *naturelle* de tous les êtres humains, sinon même de tous les êtres vivants.

Par exemple, concernant l'échelle interindividuelle, il est usuel de penser que toute tâche « déléguée » à autrui serait plus efficacement accomplie par soi-même, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de fonctions subalternes demandant très peu de qualification. Quand une personne aisée fait *occasionnellement* son ménage, elle se considère souvent plus efficace que sa femme de ménage habituelle, parce que l'ardeur possible à titre exceptionnel (a fortiori dans l'urgence et pour soi-même) n'a rien de commun avec l'endurance et la fatigue que suppose la même dépense physique à longueur de journée. C'est ainsi que l'on en vient à nourrir un préjugé négatif en considérant les fournisseurs d'efforts physiques basiques comme de soi-disant paresseux, à l'instar d'un célèbre duo de comiques parodiant des employés municipaux. En réalité, chaque métier revêt sa propre pénibilité et dès lors qu'il faut l'accomplir dans la durée de façon systématique, voire monotone, la productivité moyenne s'avère aussitôt équivalente d'une personne à l'autre et parfaitement mesurable en minutées de façon scientifique et objective, comme c'est le cas dans toute entreprise afin d'optimiser l'usage d'un temps jugé de plus en plus précieux, ne serait-ce qu'en termes de coût salarial.

Les notions essentielles de productivité moyenne et de pénibilité seront largement développées dans un chapitre ultérieur, mais notons ici qu'en termes absolus, l'utilité et la valeur socio-économique *objectives* de toute production individuelle de bien ou de service ne dépendent en aucun cas de la personne physique concrètement impliquée, tandis que, concernant la hiérarchisation des rôles et autres revenus afférents, les différences culturellement autorisées se fondent sur des impressions de compétences plus ou moins démontrées dont les critères sont en grande partie subjectifs, à tel point qu'avec une même devise européenne, par exemple, les enseignants allemands se trouvent deux fois mieux payés (et donc considérés) que leurs homologues français.

L'utilité commune, aussi pratique que sociale, de tout métier ou de toute fonction est donc universellement identique d'une personne à l'autre du point de vue *objectif*, en termes de valeur socio-économique inhérente à chaque existence individuelle, ce qui revient à dire ici que l'expression de cette participation concrète au bien-être et au progrès collectifs, via le travail et son résultat sous forme de salaire, de produit ou de service, revêt une valeur minutaire constante et identique en toute période et en tout lieu. Les seules différences observables proviennent nécessairement des contextes géographiques et historiques, dont l'effet est d'une part de hiérarchiser les rôles socio-économiques, culturels et politiques, au sein de chaque population concernée, et d'autre part de faire évoluer le développement matériel de la civilisation humaine grâce aux progrès de la connaissance (via les conséquences des innovations techniques et organisationnelles sur la productivité et la relativisation subséquente de la rareté).

L'universalité de cette égalité naturelle est tout aussi observable à travers le temps, démontrant que la valeur minutaire objective d'un simple serf médiéval ou d'un compagnon bâtisseur de cathédrale est identique à chaque minute de travail vécue par nos contemporains, dans la mesure logique où, placés dans les *mêmes* conditions culturelles et techniques, nous ne saurions faire ni plus ni mieux que nos ancêtres. Le chantier médiéval du château de Guédelon en est encore pour longtemps la preuve originale et quotidienne, tandis que si l'on prétend reconstruire Notre-Dame de Paris à l'identique, *stricto sensu*, il faudra engloutir des fortunes en travail de compagnonnage hautement qualifié, sans compter le nombre d'artisans à impliquer sur un tel chantier, et surtout le temps que suppose la faible productivité de chacun des emplois concernés, la recherche de matériaux de base devenus quasiment introuvables, ainsi que la maturation préalable du bois de la nouvelle charpente qui suppose plusieurs décennies ! La restauration de cette cathédrale ne pourra donc respecter son ambitieux délai qu'en utilisant des méthodes de travail, outils et autres matériaux fort différents de ce qui permit la construction de ce chef-d'œuvre architectural, pour un résultat visuellement identique *en apparence*. En réalité, placées exactement dans les mêmes conditions

environnementales et sociétales, toutes les vies individuelles revêtent la même valeur minutaire objective, laquelle confère le même poids socio-économique *vital* à chaque minute de leur temps éphémère.

Ainsi, la minutée individuelle est-elle le nouveau fondement de l'analyse socio-économique, universellement quantifiable à tout instant, tandis que sa valeur « historique », relative en termes de productivité et de résultat-produit, peut tout aussi aisément se mesurer via la précision du lissage statistique, autorisant un contrôle précis de son évolution au gré du progrès technique. Car c'est bien de ce dernier que dépendent la lutte contre la rareté, la démocratisation d'un bien-être matériel optimal et la libération de tous les humains vis-à-vis des contraintes du travail, non pour le supprimer en tant qu'activité indispensable à l'équilibre de chacun dans son utilité sociale envers les autres, mais pour en conserver la meilleure part dans une juste *proportion*, en termes de mode de vie librement maîtrisé ou de temps libre retrouvé, équitablement partagé.

Chaque valeur objective individuelle peut se chiffrer en minutées quotidiennement appliquées à telle ou telle activité, sur la base d'une limite horaire définie par les us et coutumes du moment, et cette valeur se subdivise en autant d'unités de biens ou services produits, au prorata du temps de travail nécessaire. Lorsque Pablo Picasso, conscient de la valeur sociétale et pécuniaire de son génie, peignait un tableau par jour en y consacrant par exemple une huitaine d'heures, la *valeur objective* dudit tableau de maître était -et reste encore aujourd'hui- chiffrable à seulement 480 minutées, augmentées des autres minutées nécessaires à la production préalable de tout le matériel d'artiste-peintre utilisé pour l'œuvre en question, tandis que la valeur de ce travail est équivalente à une journée de nettoyage du technicien de surface déjà mentionné, et ce, en dépit de la différence induite par la société entre la renommée de l'artiste et la modestie du statut de l'agent de propreté. L'évaluation des revenus de ces deux personnes dépend quant à elle des mœurs sociales de l'époque, révélant au passage toute la subjectivité qui caractérise ces dernières, à travers la rationalité très relative d'une économie de marché dictant les conditions salariales de l'employé et la loterie -ô combien spéculative- qui s'attache à l'œuvre de l'artiste.

Ce double exemple révèle aussi la différence notoire qui sépare la production d'un bien a priori durable (le tableau), de la fourniture d'un service au résultat éphémère, le nettoyage de surface étant le plus souvent quotidiennement nécessaire. Dans le premier cas, l'objet créé s'ajoute au patrimoine culturel de l'Humanité et peut faire l'objet de nombreuses cessions au point de devenir un investissement spéculatif, tandis que le fruit du travail de propreté, déjà curieusement immatériel, disparaît en quelques heures de fréquentation du lieu correspondant. La durabilité très variable des productions individuelles est donc largement prise en compte par les analyses économiques et financières, ce qui ne saurait remettre en cause l'équivalence minutaire précédemment définie, qu'il s'agisse de la simple production agricole de denrées alimentaires promptement consommées ou de la construction de bâtiments aptes à traverser plusieurs siècles. Que la trace matérielle du travail accompli soit durable ou non, de même que visible ou non, l'utilité exprimable en besoin ressenti du bien ou du service considéré est la même, et la valeur objective de l'effort fourni en termes de sacrifice de vie personnelle est immuablement identique dans son expression minutaire.

Enfin, force est de constater que, même à titre individuel, toute activité socio-économique implique l'utilisation de biens ou de services en provenance d'autrui, obligeant par exemple un horticulteur à acheter ses outils, au même titre qu'un coiffeur ou tout autre artisan, tandis que le degré d'interdépendance matérielle désormais atteint par nos sociétés mondialisées diversifie les contacts économiques jusqu'au point de nous rendre tous anonymement solidaires. Cette atomisation croissante des intermédiaires impliqués dans la production du moindre objet, résultat du développement technologique et commercial, aboutit logiquement à la multiplication des fournisseurs et nous empêche le plus souvent de connaître le véritable producteur du bien considéré, puisque ce dernier n'est plus jamais unique. Cette évolution en grande partie inéluctable est directement fonction du degré de développement matériel et humain de chaque société, dont elle solidarise ainsi tous les membres à des degrés toutefois variables selon le type de produit considéré.

Ainsi, certains produits restés très « artisanaux » peuvent encore impliquer un circuit particulièrement court, permettant par exemple à un flûtiste concertiste de se fournir directement (et sur mesure) auprès d'un facteur d'instrument qui sait encore d'où le bois précieux proviendra, mais de fait, la quasi-totalité des produits et services de consommation courante implique désormais un nombre incalculable de coproducteurs et autres intermédiaires, entraînant de la sorte une complexité croissante aggravée par l'absence délibérée de frontières commerciales propre au néolibéralisme actuel. C'est précisément dans ce contexte en apparence inextricable que la minutée individuellement mesurable prend tout son sens, puisque cette unité de mesure concrète est par définition identique en tout *lieu* et en tout temps.

2 - La Valeur Objective Partagée.

Dérivant logiquement d'une spécialisation des tâches et métiers sans laquelle la démocratisation de l'accès à tant de biens et services ne saurait évoluer positivement, la complexité croissante des productions associe de plus en plus d'acteurs socio-économiques sur des échelles géographiques très variables, dont le processus de mondialisation actuel semble représenter le dernier degré possible. L'étape historique dictée par la logique ultralibérale et ses priorités exclusivement financières se caractérise de la sorte par une hyper-concentration de la richesse et des moyens de production entre les mains d'une infime minorité d'acteurs tout-puissants, confortée par une disparition des frontières commerciales propice à tous les abus de la concurrence la plus déloyale, sur la base de l'exploitation du travail bon marché côté production et d'une savante manipulation commerciale côté consommation, or cette évolution n'a pu qu'exacerber l'*anonymisation* des interdépendances en interdisant toute transparence comptable *objective*, au sens minutaire de ces *Réflexions*.

Malgré la mécanisation ou la robotisation croissante de maintes productions, dont l'effet direct est de limiter la *proportion* de travail impliquée dans la fabrication d'objets de toute nature, il est paradoxal d'observer que la principale cause de délocalisation des activités n'est

autre que la maximisation outrancière des minutées quotidiennes et la sous-évaluation du salaire qui leur correspond, qu'il s'agisse de produire des biens matériels ou de proposer des services à distance, et ce, autant que faire se peut à l'insu du consommateur. Cette obsession managériale concerne non seulement le salaire directement versé, mais plus encore les conditions avantageuses de l'environnement socio-économique et politique, en profitant du moindre décalage de sous-développement et de tous ses « avantages » collatéraux en termes de faible coût social du travail, de taxes et impôts réduits, ou de corruption administrative.

De ce point de vue, la mondialisation apparaît comme la fuite en avant d'un capitalisme financier dont la logique touche l'absurde en même temps que le « plafond » indépassable de la frontière planétaire, tandis que les conséquences humaines et écologiques des abus induits aboutissent à la double impasse que l'on observe. Pour autant, l'analyse minutaire ici proposée devrait permettre aux néo-économistes d'évaluer *objectivement* la teneur exacte des échanges quotidiens, quelle que soit leur échelle, en permettant non seulement de peser tous les transferts de valeur socio-économique, mais plus encore de mesurer le décalage entre les valeurs *historiques* et *objectives* concernées, révélant de la sorte la subjectivité des salaires, revenus, profits, coûts et autres prix afférents.

L'évaluation systématique du travail est déjà scientifiquement généralisée dans un but de gestion aussi « profitable » que possible du personnel de chaque entreprise, tandis que les instruments de mesure sophistiqués rendus disponibles par le développement informatique et l'efficacité des statistiques appliquées à la comptabilité la plus concrète permettent de gérer un nombre illimité de données factuelles concernant tous les aspects des activités industrielles et administratives. Une telle coïncidence entre l'évolution historique de l'Humanité et la puissance de calcul autorisée par les nouvelles technologies permettra aux macro-économistes de compiler toutes les informations nécessaires en totale continuité avec la micro-économie quotidienne, via l'analyse minutaire, et de brosser le portrait grandeur nature de chaque filière de production, de distribution ou de consommation concernant les biens matériels, de même que l'équivalent s'agissant des activités de service.

Grâce à ladite minutée, les simulations économiques deviendront exhaustives en intégrant de bout en bout la dimension sociale du vécu humain, tandis que tous les résultats futurs en deviendront directement compréhensibles, même par les non-spécialistes, améliorant au passage la « prévisibilité » des effets induits par telle ou telle décision privée ou publique. Dans cette optique, l'innovation sans doute la plus importante consistera à traduire en minutées toutes les relations socio-économiques jusqu'à présent évaluées en termes financiers, sachant que ces derniers ne reflètent que la subjectivité historique de la société analysée à travers l'improvisation d'une valeur monétaire passablement fictive, car sujette à maintes formes de spéculation et d'abus de pouvoir. De même, toutes les échelles de comptabilisation se verront très utilement éclairées par la transparence et l'universalité de cette unité de mesure, qu'il s'agisse donc de la gestion d'une famille, d'une entreprise, d'une municipalité, d'un état, voire de la planète, sur la base d'enquêtes échantillonnées ou par le biais de la standardisation qu'autorisera désormais ce nouveau dénominateur commun. Même en conservant des présentations socio-économiques et comptables fort différentes d'un pays à l'autre, aucune variation historique ou géographique ne pourra altérer l'observation et l'évaluation minutaires, ce qui facilitera la comparaison internationale sur la base d'une réalité incontournable quelles que soient les époques et les civilisations ainsi concernées. L'analyse minutaire permet en effet de compiler les données utiles associées à tout échange de valeur objective partagée, qu'il s'agisse des interrelations de travail à l'intérieur d'une entreprise, du cycle complet de production pouvant regrouper tous les fournisseurs et intermédiaires d'un marché spécifique, ou des rapports d'échange via le commerce et la distribution. On imagine donc aisément l'impact d'une telle analyse sur la compréhension future des principaux paramètres socio-économiques que constituent les salaires et profits, le niveau des prix, la monnaie, la productivité ou l'emploi, sans oublier les dimensions déjà évoquées en page précédente, et dont la liste aussi exhaustive que possible fera l'objet des prochains chapitres. En résumé, il suffira d'observer la réalité minutaire de toute activité relevant peu ou prou de la sphère socio-économique, en particulier par le biais de sa moyenne statistique concrètement avérée, pour avoir aussitôt accès à la

réalité objective de l'élément analysé et pouvoir en suivre (sinon même en prédire) l'évolution dans les meilleures conditions de précision.

S'agissant de cette valeur objective partagée via la parcellisation des tâches et leur éclatement géographique (par ailleurs plus ou moins justifié), l'évaluation du travail matérialisé au travers de chaque objet ou prestation complexe se fera en compilant au prorata toutes les dépenses minutaires impliquées à chacune des étapes de la production ou de la fourniture du bien ou du service considéré, sans se laisser égarer par la valeur si subjective de rapports (in)humains historiquement biaisés. La réalité ainsi révélée sera de la plus grande utilité pour comprendre les *vrais* mécanismes socio-économiques, déceler l'incohérence de certains comportements réflexes *de facto* induits par l'ignorance de nos relations *objectives*, et surtout déterminer les seuils à ne pas dépasser concernant les distorsions qui détruisent peu à peu l'équilibre sociétal indispensable à la Paix civile (seuils plus encore qualitatifs ou de proportionnalité, que quantitatifs ou de simple volume historique).

Sur la base de cette nouvelle approche, les futurs économistes et statisticiens auront pour tâche cruciale de repérer à partir de quel point précis les valeurs socio-économiques dérivant de quelque déséquilibre deviennent néfastes au système observé, sitôt dépassé un palier vital à déterminer objectivement en termes de *proportion*, un peu à la façon de l'endettement critique d'un ménage ou d'une entreprise dont la situation devient alors irrécupérable. L'usage systématique de l'analyse minutaire devrait donc permettre de piloter plus sainement nos futures sociétés humaines afin d'éviter la « faillite » économique et sociale, si tristement observable depuis plusieurs décennies, d'une crise chronique largement entretenue via un système auto-condamné par son jusqu'au-boutisme. En révélant les vrais mécanismes à l'œuvre sous la surface troublée de l'improvisation historique, les économistes *minutaristes* pourront définir les conditions d'une nouvelle gestion *exhaustivement* rationnelle à tous les échelons de la réalité économique *et sociale*, autorisant une prise de conscience des limites *objectives* à ne pas dépasser en matière de travail, de production, de répartition et de consommation, sous peine de subir des conséquences politiques -et écologiques- d'une violence croissante.

En quelque sorte, l'analyse minutaire alertera tous les citoyens et leur gouvernement enfin démocratique sur le moindre risque de déséquilibre macroéconomique éventuel, voire sur la preuve concrète de toute dérive induisant *de facto* la moindre délinquance économique et sociale.

Qui plus est, ce rôle de garde-fou sera d'autant plus facile à tenir que la future Constitution délodiste, en incluant le minimum de droits et de devoirs socio-économiques correspondant à leur dimension politique, évitera désormais tout risque *vital* à chaque citoyen, en déconnectant la partie la plus essentielle de l'économie objective de son développement historique. Ainsi l'analyse minutaire permettra-t-elle enfin de décrisper ou de dédramatiser définitivement les relations humaines quotidiennes participant à la satisfaction de tous les besoins unanimement ressentis, selon les critères évolutifs typiques de chaque stade de développement, tout en laissant parallèlement libre cours aux initiatives individuelles ou collectives concernant un marché devenu libéral dans le meilleur sens (désormais préservé ou pérennisé) de ce terme.

Pour l'heure, rappelons ici que chaque personne active, au sens socio-économique usuellement convenu, contribue à l'enrichissement collectif en proportion des minutées qu'elle consacre régulièrement à la production de tout bien ou service peu ou prou échangeable avec autrui, tandis que l'interdépendance croissante et inévitable qui associe une multitude d'agents économiques individuels dans le cycle production-distribution-consommation permet à la moindre société évoluée de lutter utilement contre la rareté, en dépit de tous les excès observables de nos jours. C'est précisément l'ignorance de la réalité objective et l'irrespect de notre égalité naturelle minimale qui nous poussent sans cesse à la faute, induisant spontanément les réflexes comportementaux si bêtement préjudiciables du skieur novice déjà mentionné.

Une sorte d'inertie historique nous dicte encore une attitude et des préjugés hérités de l'état de nature hobbesien en contexte de rareté absolue, alors même que, grâce aux sciences appliquées, les *moyens techniques* sont déjà à notre disposition pour dominer nos sens primaires par l'intelligence. Là se situe tout l'intérêt de la minutée, car le progrès

matériel potentiel autorisé par le développement industriel ne saurait se généraliser de façon équilibrée sans de nouveaux *moyens intellectuels* concernant les sciences humaines, en particulier dans le domaine crucial de la *socio*-économie. Dans cette perspective, l'analyse minutaire est le seul outil permettant aux humains de *se* voir et de *se* comprendre en tant qu'objets assujettis à la pesanteur de la matérialité sociale universelle qui s'applique à tous les êtres vivants, faune et flore comprises. De fait, n'est-il pas logique qu'après avoir découvert et inventé autant de choses d'ordre surtout matériel, l'Humanité ait besoin d'un progrès équivalent dans le domaine des sciences sociales ?

3 - La Richesse Objective.

Les pages qui précèdent suggèrent logiquement que la seule richesse objective réside dans l'addition de toutes les minutées associées à la production de tout bien ou service. Concernant la valeur objective partagée ou collective, cela signifie que la contribution d'une entreprise en termes de richesse additionnelle effective ne peut représenter que la somme de toutes les minutées nécessaires à son activité, définissant une sorte de *valeur ajoutée objective*, laquelle n'a qu'un rapport très relatif avec l'évaluation financière que le marché *historique* peut lui attribuer compte tenu des comportements ô combien subjectifs concernant les prix pratiqués entre fournisseurs, sous-traitants et autres intermédiaires. Cela dit, en termes de richesse matérielle, le même capital humain de minutées totalisées par toute entreprise produit un volume et un nombre d'unités de biens ou de services directement dépendants du niveau de développement technologique et donc de la productivité minutaire qui en découle, réduisant d'autant le prix de revient ou le coût de production objectif de chaque unité de produit ou service, et matérialisant ainsi la démocratisation ou la dévaluation progressive dudit produit ou service au gré de sa multiplication pour un même volume de minutées.

Sur un autre plan, et à l'instar des relations entre particuliers, les échanges interentreprises sont spontanément soumis à maintes sortes de distorsions par le biais d'un marché impitoyable où tous les coups sont

virtuellement permis, aboutissant, à plus ou moins longue échéance, à une concentration monopolistique excessive qui ne dit pas toujours son nom, particulièrement lorsqu'un secteur économique est dominé par un oligopole trop consensuel pour être honnête, en dépit des lois *anti-trust* théoriquement applicables. De fait, la concurrence libérale produit un enchevêtrement de plus en plus complexifié de relations de business, véritable jungle désormais internationalisée, dans laquelle nombre de PME font les frais de la dépendance via le rôle inconfortable de sous-traitant, tandis que la délocalisation et l'optimisation financière dictent désormais leur loi aux dépens des principes même de la libre entreprise, s'agissant de tous ceux qui subissent les conséquences du processus si néfaste de la monopolisation des marchés, équivalent économique d'une *dictaturisation* politique.

Dans ce contexte historique particulier qui pousse investisseurs et spéculateurs à profiter fébrilement des dernières opportunités avant la coagulation planétaire de leurs comportements contradictoires, l'analyse minutaire *micro* et *macro*économique de la mondialisation permettra de révéler toute les incohérences de cette guerre économique quotidienne de façon plus éclatante et plus transparente que jamais, même une fois dûment installé et pérennisé le minimum sanctuarisé des droits socio-économiques du citoyen délodiste. Indépendamment de cette évolution nécessaire, et grâce à l'unité de valeur universelle qu'offre la minutée, les analystes et commentateurs spécialisés pourront aisément révéler les véritables enjeux économiques nationaux, continentaux ou mondiaux, mettant ainsi tous les méga-décideurs financiers, industriels et politiques face à leurs véritables responsabilités, tandis que les citoyens concernés par leurs décisions pourront en apprécier les tenants et aboutissants en parfaite conscience d'être respectés ou floués selon le cas.

La richesse objective d'un pays, comprise en tant qu'une sorte d'équivalent-P.I.B. calculé sur la base d'une comptabilité « nationale » agrégeant tous les échanges d'une population spécifique sur son espace géographique, se résume donc au nombre total de minutées travaillées sur l'ensemble de la période considérée. Cela revient à dire qu'au moins potentiellement, la véritable richesse socio-économique de tout espace

comptable donné ne saurait excéder la somme des minutées appliquées au travail par l'ensemble de la population active maximale considérée, en fonction des usages en cours concernant les heures travaillées et les classes d'âge « actives ». Il en est de même à l'échelon international ou mondial, car toutes les données concrètes du temps travaillé sous forme de minutées peuvent se mesurer de la même façon objective en tout lieu, l'économie internationale n'étant de fait que la transposition de la même réalité socio-économique sur une échelle plus large (déguisant souvent l'exportation des contradictions nationales via un néo-colonialisme plus ou moins violent).

L'universalité de la minutée, en même temps que son objectivité égalitaire face à la valeur intrinsèque de toute vie humaine individuelle, apparaît donc comme le seul *lien* permanent permettant enfin de rendre compte le plus *factuellement* possible de toutes les interactions socio-économiques micro-locales aussi bien que planétaires, reléguant au rang d'artifice historique biaisé toute allégation selon laquelle il serait devenu impossible de réfléchir utilement à l'échelle d'un pays en raison de la complexité de relations internationales devenues mondialisées. De fait, la conscience historique ne peut définir comme internationales que les relations impliquant des entités nationales différentes, lesquelles ne sont donc, du point de vue économique *stricto sensu*, que de simples espaces comptables artificiellement différenciés par une frontière de papier. On peut dès lors définir, selon la période et l'espace choisis, une multitude d'espaces comptables privés ou publics, individuels ou collectifs, aussi bien que locaux, régionaux, nationaux, internationaux ou continentaux, et ce, de façon parfaitement « arbitraire », sans que la réalité permanente des faits socio-économiques n'en soit affectée, a fortiori s'agissant de la minutée. Par contre, en illustration parfaite du contraste déjà mentionné entre la valeur objective universelle et les valeurs historiques locales et temporaires, le commerce international actuel, exacerbé par la logique mondialiste ultralibérale, est entièrement construit sur la différenciation artificielle des valeurs socio-économiques historiques propres au temps présent et si différentes d'un pays à l'autre, voire d'une culture à l'autre, en contradiction plus irrationnelle que jamais vis-à-vis de l'universalité minutaire objective.

Précisément, tous les profits dérivés de cette mondialisation via la suppression des frontières sont le résultat d'un opportunisme mettant en concurrence des espaces comptables bien trop différents quant à leur niveau de développement, surtout concernant le coût social du travail, entraînant ainsi la désintégration des sociétés les plus avancées au profit de pays plus pauvres transformés de force en usines du monde. Il ne faut voir là que l'aboutissement logique, désormais politiquement incontrôlé, voire carrément assisté, du jeu naturel de la concurrence et de la loi du plus fort, tel que dicté par notre instinct primaire en situation de rareté. Jusqu'à présent, faute de compréhension socio-économique exhaustive *minutairement* assistée, toutes les tentatives sociétales dignes du nom de civilisation se sont construites sur la base de valeurs historiques aussi biaisées que les réflexes irréfléchis du skieur débutant déjà mentionné, lequel est finalement responsable de sa propre chute par ignorance ou irrespect de quelques lois physico-existentielles fondamentales.

La richesse objective, du point de vue *socio*-économique, n'est autre que l'Humanité elle-même comprise à travers ses activités les plus variées, dont le but légitime est de partager un confort matériel et une sécurité vitale sans lesquels l'essentiel de la finalité humaine ne saurait s'épanouir. Ce bien-être commun, minimal et évolutif appelé *société* est ainsi la condition *sine qua non* du bonheur humain individuel et collectif que seules procurent la Justice et la Paix, à un degré historique relatif selon chaque culture considérée, et en relation avec son environnement. La finalité suprême inscrite dans chaque (re)construction sociétale, en tant qu'idéal de civilisation, est donc de libérer les citoyens de tout souci vital pour les faire accéder au niveau le plus élevé possible d'humanité, c'est-à-dire de conscience et de jouissance équilibrée via les activités les plus gratuites que suppose le *temps maîtrisé*. Or la minutée universelle n'est rien d'autre que la parcelle minimale et comptabilisable de la Vie humaine, et s'offre donc comme la seule unité de mesure historiquement disponible pour enfin évaluer et rationaliser toutes les dimensions socio-économiques de l'Existant, du moins à l'échelle utile et significative du degré de conscience propre à notre espèce terrestre.

En acquérant les moyens de comprendre sa nature objective dans le domaine vital que constitue sa dimension socio-économique, grâce à l'analyse minutaire et à la nouvelle gestion sociétale qui en découlera, l'Humanité gagnera enfin son *temps libre*, c'est-à-dire libéré de tous les excès qui caractérisent encore le gaspillage et l'injustice du tout ou rien, si tristement typiques des aberrations du capitalisme mondialisé. Car l'économie n'est après tout qu'une science bassement utilitaire, dont la seule « noblesse » est théoriquement d'épargner temps et efforts tout en minimisant logiquement l'utilisation des matériaux et autres ressources naturelles nécessaires, définition évidente pourtant aux antipodes de la réalité historique imposée par la loi du marché financier, du moins du point de vue de la répartition du travail et de ses fruits. De fait, le calcul économique minimisant coûts, efforts et ressources fait partie intégrante de la gestion quotidienne de toute entreprise, mais la priorité financière du néo-libéralisme actuel aboutit à un racket social systématique sans précédent, entraînant l'asymétrie d'un gaspillage minoritaire suicidaire construit sur la précarisation et l'aliénation croissantes du plus grand nombre. D'où le besoin urgent de l'analyse et de la gestion minutaires, grâce auxquelles les conditions d'une « décroissance optimisée » seront rendues compatibles avec une équité socio-économique minimale enfin constitutionnellement garantie.

Les réflexions précédentes semblent donc induire que la richesse objective d'une communauté coïncide en tout point avec les minutées de vie sacrifiées par sa population « active », ce qui constitue la définition même de la survie, comme d'un progrès matériel socialement organisé, sachant depuis Malthus et Darwin que la population en question dépend aussi très largement de son environnement historique et géographique, le premier pouvant relativiser grandement la rareté via l'organisation et la technologie appliquée, le second conditionnant de fait les ressources alimentaires, matérielles et fossiles au moins localement disponibles. En respectant toutes ces conditions d'époque et de lieu, l'analyse minutaire permet de décrire n'importe quelle société plus ou moins autonome et développée, et plus encore les infinies relations que la mondialisation de fait occasionne désormais, avec l'avantage sans précédent de révéler par contraste les aspects positifs et négatifs de la moindre évolution. Ce que

l'on nomme progrès, au sens matériel de ce terme, n'est autre que la subdivision infinie de la Valeur Objective Collective produite par une communauté donnée, via la multiplication exponentielle de biens et de services rendus accessibles, au gré d'un développement historiquement aussi aléatoire qu'improvisé. De fait, dans toute société *en progrès*, les comportements spontanés suscitent une créativité propre à faire évoluer le mode de vie bien autant que le niveau de vie, en proposant sans cesse de nouveaux objets ou services de confort, via une synergie de plus en plus complexe, tel métier nouveau suscitant tel besoin et tel autre métier ou adaptation socio-professionnelle corrélée, tandis que les contraintes environnementales semblent être ainsi relativisées par l'évolution rapide des sciences et des connaissances, sachant que l'époque actuelle s'avère être à l'opposé de ce portrait sociétal, preuve de la régression historique de l'*ultra*libéralisme monopolistique et planétaire, visible en particulier sous forme de détérioration généralisée des modes de vie observables, d'inégalités croissantes et de gaspillage écologiquement suicidaire.

En quelque sorte, plus la valeur objective commune s'atomise en une multitude de biens et services, plus cette réalité historique relative se développe en se complexifiant du point de vue social, économique et politique, via l'interdépendance croissante mentionnée plus haut, cette dernière devenant toujours plus anonyme. Le développement matériel qui en résulte est bien palpable et permet à chaque population concernée d'améliorer sensiblement son *niveau de vie*, non sans remettre en cause un *mode de vie* dont l'appréciation reste beaucoup plus subjective. Ici encore, l'usage de l'analyse minutaire devrait permettre de compléter ce double tableau sociétal pour aider les « décideurs » à comprendre plus objectivement comment la progression du niveau de vie peut hélas être associée à une dégradation du mode de vie et des conditions sociales, en révélant les disproportions dans la répartition de la richesse commune, ainsi que les paliers critiques précis à respecter à tout prix pour éviter un déséquilibre *sociétalement* préjudiciable, voire périodiquement fatal.

4 - Rapports de Force, Produits et Marchés.

L'interdépendance, malheureusement encore *vitalement injuste* par ignorance plus ou moins volontaire de la valeur objective minutaire, est le moteur de toute croissance ou de tout progrès, via l'initiative des leaders et leur autorité sur les suiveurs, dans un rapport de force peu ou prou assimilable à une violence directe ou indirecte aussitôt légalisée et pérennisée. Le vol de minutées qui correspond forcément à cet échange déséquilibré est censé se justifier par le besoin d'un profit nécessaire au réinvestissement, condition *sine qua non* d'une richesse future et d'un progrès matériel dont l'ensemble de la société peut profiter à terme.

N'importe quel employeur individuel ou groupe d'actionnaires associés peut ainsi dérober quotidiennement des milliers, des millions, voire des milliards de minutées à un nombre sans limite d'employés-suiveurs dont le sort dépendra du seul bon vouloir des premiers, tout en s'améliorant au fil des conflits sociaux ou des évolutions réglementaires progressivement imposées par la Loi afin de maintenir un minimum de cohésion sociétale. De même ne faut-il pas oublier que les rapports de distribution et de consommation sont également des sources d'échanges inégaux par le biais de l'évaluation artificielle des prix sur un marché dont le mécanisme concurrentiel est *de facto* à finalité monopolistique. Les mœurs ont ainsi grandement évolué, permettant à chaque nouvelle étape historique d'approcher un semblant d'équilibre improvisé, hélas sans cesse remis en cause par la tendance spontanée du libre-échange à abuser de la situation. La moindre recherche de profit semble impliquer un vol de minutées, et donc, au travers de ce larcin légal, l'appropriation plus ou moins directe de la vie d'autrui via son travail, dans une relation rugueuse dont la réalité n'est qu'un degré relatif de surexploitation aussi bien que de discrimination sociale, y compris par le biais de l'exclusion.

Cette nécessité historique, sans laquelle aucun progrès ne paraît possible, ne saurait pour autant être remise en cause sans supprimer aussitôt la liberté d'entreprendre pour la transférer à un pouvoir dès lors

politique, impliquant tous les risques de dictature déjà avérés par le XX° siècle, tandis qu'entre le tout libéral des U.S.A. et le tout socialiste de l'U.R.S.S ou de la Chine d'alors, l'Europe occidentale tentait le mariage impossible d'une improvisation dite *mixte* dont les avantages sociaux notoires, bien trop fragilement fondés, se trouvent remis en cause depuis l'avènement de la mondialisation capitaliste. La « troisième voie » ainsi espérée n'a jamais pu s'imposer de manière apaisée ni pérenne, sans doute faute d'instrument objectif d'analyse et de mesure, ce qui laisse entrevoir un réel espoir de compréhension exhaustive des réalités socio-économiques grâce à l'analyse minutaire transversale de phénomènes et d'échelles jusqu'à présent dissociés et parcellaires. Qu'il s'agisse-là de fusionner les rationalités micro et macro-économiques ou de définir et objectiver la frontière du Public ou du Privé, l'analyse minutaire devrait autoriser une prise en compte de l'ensemble des éléments en jeu, tout en incluant de bout en bout l'aspect social et humain que seule la minutée permet d'exprimer.

Concernant aussi la valeur socio-économique de tout produit ou service, les comportements historiques sont dictés par l'abus de pouvoir dérivant spontanément de l'état de nature en situation de rareté absolue, à travers la double obsession de minimiser les coûts de production que représentent les salaires en particulier, et de maximiser sur le marché les prix imposés au consommateur, via la quête permanente d'une situation monopolistique. En pratique, cette stratégie individuellement rationnelle s'avère collectivement inconséquente puisque les salariés et employés constituent aussi la majeure partie des consommateurs, ce qui pousse l'entreprise à délocaliser sa production, voire sa clientèle, en exportant cette contradiction afin d'éviter d'avoir à la résoudre par la recherche empirique d'une juste proportion dans la répartition des richesses issues du travail, sous forme de salaires et autres revenus.

Afin de décrire les tenants et aboutissants de ces comportements, l'analyse minutaire permettra de se libérer de tout biais historique basé sur une valeur financière ou monétaire subjective, pour mettre au jour le *délit objectif* de cette rationalité -de fait antilibérale- dans des termes immédiatement convertibles en réalité sociale vécue. De la même façon,

cet instrument de mesure socio-économique aidera les néo-spécialistes de cette science humaine à calculer de manière réaliste tous les effets numériques associant par exemple la nature des produits ou services à la portée démographique de leur utilité, la valeur objective d'un produit ou service à sa fréquence de consommation, le niveau des salaires et le nombre d'employés concernés à leur impact sur le marché de l'emploi, etc... Á terme, toutes les données statistiques désormais contrastées vis-à-vis de la seule valeur objective pourront être croisées de façon quasi scientifique pour révéler la nature réelle des liens éventuels de causalité dans leurs corrélations, libérant d'autant l'observateur des vains travers dérivant de la relativité historique, géographique et culturelle.

5 - Valeur Objective, Valeur Historique, Temps et Argent.

Pour aller désormais nettement plus loin que l'aperçu prometteur des sections qui précèdent, tout en en résumant la teneur essentielle, il semble pour le moins logique d'observer que, d'un point de vue enfin *socio*-économique, et s'agissant d'une communauté comptable définie usuellement comme un pays, voire un peuple ou une nation selon le cas, la *valeur objective* intégrale correspondant à sa situation économique se trouve éclatée en une *valeur historique* totale représentant la richesse matérielle (et de services) résultant des minutées consacrées au travail par sa population active, sur une base comptable annuelle, pour peu que cette population soit en situation minimale d'éco-souveraineté en ce qui concerne sa production intérieure ou « domestique ».

Via l'observation du processus historique, il s'avère par ailleurs établi depuis longtemps que toute valeur socio-économique se calcule en « argent », la monnaie ou devise monétaire étant le vecteur de chaque transaction ou échange, principalement par les salaires, les revenus, les prix et les profits. De fait, quel que soit le support accepté par confiance (d'où l'emploi du mot *fiduciaire*), l'argent, au sens le plus large de ce concept, représente le fluide économique de toute société, le sang vital du Léviathan hobbesien, assurant l'évaluation indispensable des choses, comme du « temps travaillé » des citoyens (au sens réducteur d'acteurs

économiques), et représentant ainsi l'unique instrument disponible pour comptabiliser, même de façon très empirique et évolutive, l'ensemble des valeurs d'échange qui caractérisent une civilisation un tant soit peu évoluée.

Or l'on sait ici à quel point cet unique outil de mesure est aussi subjectif que variable, puisqu'il concourt de fait à la quantification des *minutées historiques*, lesquelles sont immanquablement biaisées par les mœurs sociales, politiques et culturelles du lieu et du moment, outre le fait que la confiance commune en cette valeur-argent repose sur une fiction dont le support n'est que purement arbitraire, même s'agissant de l'or, le cas échéant.

Puisque théoriquement, la masse monétaire est censée mesurer la valeur historique relative de l'ensemble des biens et services disponibles et produits sur un espace donné par et pour sa population, on est en capacité de décrire les flux financiers de tous ordres et d'en déduire la *valeur minutaire historique* qui en découle logiquement, ne serait-ce qu'en divisant la richesse historique totale exprimée en argent par le nombre total de minutées qui lui correspond. Un tel calcul peut être relativisé, ou plutôt précisé en tenant compte de l'utilité démographique des biens et services produits, et surtout en déduisant le cas échéant l'accumulation de masse monétaire ne correspondant pas à la période considérée, mais en tout état de cause, les socio-économistes de demain pourront déterminer cette *valeur minutaire historique* pour tout lieu et toute époque de leur choix, sur la base des observations statistiques les plus factuelles, complétées selon leurs besoins par des modélisations et échantillonnages devenus enfin réalistes grâce au principe de l'analyse minutaire incluant le temps humainement consacré au travail.

On imagine aisément les nouvelles perspectives qui s'ouvrent aux spécialistes de la matière socio-économique, désormais armés du microscope-télescope de la minutée dans l'analyse micro aussi bien que macroéconomique de la réalité objective de chaque espace et moment, sans compter les possibilités d'anticipation des conséquences de telle ou telle mesure, le cas échéant. Car en contrastant la *mesure historique* des

valeurs socio-économiques directement exprimées en termes financiers avec la *valeur objective minutaire* et universelle qui leur correspond, les analystes pourront aisément mesurer toutes les disproportions exprimant le « différentiel minutaire » de l'époque et du lieu considérés, que celui-ci soit global, ou selon chaque marché, filière et agrégat significatif. Ce différentiel représentera en effet la distorsion mesurable entre la valeur historique ou subjective de la minutée en termes d'argent et sa valeur objective ou naturelle exprimée dans les mêmes termes.

Cela devrait permettre de repérer les paliers critiques induisant les effets pervers qui grippent si souvent la machine socio-économique, tout en autorisant pour la première fois dans l'histoire des sciences dites « humaines » une vision exhaustive de tous les mécanismes à l'œuvre, et ce, d'autant plus facilement que les nombreux outils d'observation, de compilation, de calcul et autre modélisation acquièrent sans cesse de nouvelles capacités, associées à une fiabilité sans précédent.

Pour résumer les lignes qui précèdent via un exemple simpliste, imaginons une population de 50 millions d'habitants dont 25 millions de personnes sont actives. En supposant un temps de travail moyen effectif de 40h par semaine, moins cinq semaines de congés annuels, le nombre de minutées représentant de fait la valeur annuelle socio-économique totale produite par ce pays précis peut se calculer assez logiquement : 60 minutées x 40h = 2.400 Mnt hebdomadaires par personne active, soit x 47 semaines = 112.800 Mnt annuelles individuelles, ce qui, multiplié par 25 millions d'actifs permet de totaliser 2 820 000 000 000 Mnt soit donc en toutes lettres pas moins de deux-mille-huit-cent-vingt milliards de *minutées objectives* rendues de fait historiquement disponibles pour le niveau de développement sociétal, culturel et technique propre à la population en question (minutées qu'il pourrait être bon d'exprimer en unités agrégatives plus simples à manipuler). Il suffit de supposer pour notre exemple un P.I.B. comparable à un pays développé actuel, soit par exemple, ici, 600 milliards de valeur estimée en euros, pour pouvoir en déduire la *valeur historique individuelle par actif* de ce pays, soit 600 milliards divisés par 25 millions d'actifs = 24.000 euros par année.

Pour obtenir enfin la *valeur historique minutaire* de cette même richesse nationale représentée par le seul PIB, il faut encore diviser ces 24.000 euros par le nombre total de minutées annuellement travaillées de chaque actif, soit 112.800, ce qui pour cet exemple donnera comme résultat une valeur de 0,2127659 euros / Mnt. Cette unité historiquement temporaire, relative et subjective mesure pourtant très concrètement la véritable richesse moyenne produite par une minute de travail dans le pays-test de l'exemple ci-dessus, sachant que pour lui donner un sens plus intelligible correspondant au vécu réel d'un employé usuellement mensualisé, mieux vaut bien sûr raisonner en valeur objective historique mensuelle, soit dans ce cas précis : 24.000 euros / 12 mois, autrement dit 2.000 euros par mois.

En se basant donc sur l'observation historique et la comparaison qu'elle autorise vis-à-vis de la minutée objective, l'analyse minutaire de toute situation socio-économique devrait compléter le tableau de bord des futurs économistes pour autoriser enfin une évaluation socialement respectueuse des réalités professionnelles et sectorielles de toute échelle, dans le but de mettre au jour les équilibres minimaux et les proportions vitales à respecter, et plus encore pour permettre à tous les points de vue complémentaires de se réconcilier grâce à une description objectivement indubitable, transversale et universelle.

En ne tenant compte ici que des salaires, c'est-à-dire en excluant quelque autre forme de revenu plus ou moins régulier ou autre activité bénévole que ce soit, (voire un travail non déclaré !), on peut considérer que dans cet exemple précis, toute personne gagnant *plus* de 2.000 euros par mois perçoit en termes de richesse *plus* de minutées qu'elle n'en dépense au travail et profite donc d'une situation de domination relative nette, directe ou indirecte, tandis qu'inversement, toute personne dont le salaire mensuel est inférieur à 2.000 euros se trouve objectivement en situation de dépendance relative nette, sacrifiant gratuitement et de force une certaine proportion de minutées via la situation d'interdépendance inégalitaire imposée par les mœurs socio-économiques en vigueur.

Les chiffres volontairement fictifs utilisés à travers cet exemple méritent bien sûr d'être actualisés en respectant la réalité historique via les statistiques officielles de chaque bilan annuel (par exemple celles de l'INSEE concernant la France), voire en prenant en compte toutes les autres formes de revenu, mais l'importance démographique des salariats public et privé donne déjà le « la » de l'économie nationale en question, tandis que la répartition de pouvoir d'achat et de consommation qui en découle s'en trouve aussitôt très largement prédéterminée. En affinant le calcul grâce aux formidables instruments statistiques et informatiques désormais disponibles, la minutée, par sa valeur historique exprimée en salaire ou revenu mensuel, peut révéler plus concrètement que jamais la réalité des rapports sociaux et des inégalités qui les caractérisent, ce qui permettra tôt ou tard de différencier les *inégalités justifiées*, en tant que différences technico-professionnelles, des injustices objectives ou autres *inégalités vitales*. Enfin, cette même analyse minutaire forcera tous les instituts statistiques à redéfinir nombre de leurs critères d'observation de façon plus réaliste et transparente, car en fonction directe de l'évolution socio-économique de la société, telle que *minutairement* observable.

Cela dit, dans l'exemple qui précède, les perdants se trouvent en situation d'exploitation nette en étant victimes d'un vol systématique de minutées tout autant que d'euros, ce qui revient à dire qu'ils sont pour partie esclaves d'autrui, dans la mesure où une portion non négligeable de leur vie quotidienne ne leur appartient plus, induisant une précarité qui les enferme dans la dépendance en leur interdisant le plus souvent d'accumuler le moindre patrimoine, voire de faire évoluer leur situation socio-professionnelle. Quel que soit le secteur de l'activité en question, privé, public, primaire, secondaire ou tertiaire, la minutée historicisée permet de décrire objectivement une situation d'injustice que l'on doit logiquement considérer comme *illégitime*, et donc infondée quelle que soit la loi qui peut la valider historiquement en apparence, car contraire de fait à l'égalité naturelle et universelle à laquelle chaque naissance donne droit, et par là même incohérente vis-à-vis de la réalité objective et permanente de l'égalité minutaire, avec pour conséquence la création ou l'aggravation d'un déséquilibre sociétal cumulatif.

Cette illégitimité désormais concrètement mesurable en minutées réside donc intégralement dans l'observation objective de faits socio-économiques quantifiables quels que puissent être l'époque et le lieu, et ce, indépendamment de tout jugement moral, sachant en plus que ne pas en convenir reviendrait à légitimer maintes formes de discrimination de nature peu ou prou comparable à de l'esclavage, sitôt que l'équilibre le plus *vital* se trouve remis en cause. Ainsi peut-on d'ores et déjà affirmer qu'à l'instar de la démocratie politique, dont le principe de base répartit égalitairement le droit de vote entre tous les citoyens d'un même pays, la démocratie socio-économique effective qui doit aller de pair devrait supposer de respecter *d'abord* un minimum d'égalité minutaire *vitale*, sans lequel aucun ordre social, ni même aucune constitution, ne saurait être *objectivement* légitime et historiquement pérenne.

C'est dans cette inégalité minutaire de base que réside le biais socio-économique principal, véritable source de tous les déséquilibres et de leur inévitable exacerbation dans le long terme, à la façon d'une tare congénitale dont l'aggravation systématique autant que systémique finit par complexifier les sociétés actuelles au point de se déconnecter du bon sens le plus élémentaire, obligeant tous les gouvernements à étayer une pyramide *a-sociétale* et toujours plus bancale par maintes complications vainement redistributives et tant d'autres emplâtres médicaux, policiers ou carcéraux, sans pour autant remettre en cause les abus de pouvoirs socio-économiques dépassant certains paliers cruciaux. C'est alors que le tissu commun se déchire inexorablement, que les violences sociales, idéologiques et religieuses se cristallisent et fragmentent la société en autant de clans de plus en plus intolérants, suite à l'abandon du pouvoir politique aux mains d'un néolibéralisme devenu dictatorial, s'agissant du moins de la situation mondiale actuelle.

Cela dit, l'égalité minutaire en question devra naturellement être *relativisée* en tenant compte de la réalité matérielle et historique de la garantie citoyenne minimale déjà établie dans le Livre I comme principe constitutionnel, ce qui impliquera ici l'intermédiaire d'une comptabilité spécifique à vocation collective et localement contrôlée afin d'assurer cette égalité minimale, en autorisant, au-delà de ladite garantie, toutes

les différenciations que peut justifier chaque société en relation avec son Histoire, en particulier concernant les hiérarchisations professionnelles indispensables. Entre autres options potentielles, on peut envisager que l'ensemble des besoins matériels effectivement universels soit couvert a minima par la garantie citoyenne, sur la base d'un calcul incluant les seuls biens et services en question, et indépendamment du reste de la réalité socio-économique, solution nécessairement à deux paliers qui fera l'objet du prochain chapitre. Notons pour le moment que l'égalité minimale socio-économique supposera la définition d'un compartiment systémique approprié, non seulement en termes de bien et de services unanimement nécessaires, mais aussi de travail et de fonction d'utilité commune égalitairement répartis, afin de laisser par ailleurs libre cours à l'évolution socio-économique historiquement improvisée via la liberté d'entreprendre, quel que soit le contexte économique, social ou culturel concerné.

L'analyse minutaire, transversale et exhaustive par définition, est donc le seul moyen objectif de réconcilier tous les points de vue sur la base d'une réalité respectant la condition permanente d'un équilibre optimal, seule façon d'ajuster durablement les trois premiers côtés de notre pyramide sociétale, en retrouvant, au travers de l'égalité minutaire minimale, le principe universel équivalant au droit de vote individuel, élément et plus encore fondement sans lesquels toute société humaine est vouée à la violence jusqu'à l'effondrement. Grâce aux possibilités nouvelles ici offertes par l'approche minutaire universelle, la dimension politique de l'Égalité en droit pourra enfin s'appuyer sur sa dimension jumelle socio-économique, en donnant à un futur gouvernement devenu démocratique, car délodiste, les moyens de gérer *un minimum* d'intérêt collectif de façon objective et proportionnée, et cela, quel que soit le développement spontané toujours assuré par la libre entreprise, parmi bien d'autres formes de créativité matérielle, sociale ou culturelle.

Il est à souligner ici à quel point la minutée *historique*, bien que très relative dans sa valeur financière, représente toute la réalité vécue à travers la matérialité des interrelations humaines, déterminant le pouvoir d'action de chaque individu sur sa vie et dans ses rapports avec autrui,

dans le seul cadre officiel d'une économie socialement organisée. Elle traduit en effet le plus concrètement possible les pouvoirs de chacun (pouvoir de choix et pouvoir d'achat entre autres choses), d'abord par le biais du travail, dont toute la valeur consiste à créer une richesse si possible utile, en transformant l'environnement dans une quête légitime de confort, de bien-être et de progrès partagés, en dépit de tous les excès désormais avérés d'une économie de marché jusqu'à présent incontrôlée de fait, si ce n'est pour en accaparer les surprofits via n'importe quelle forme d'*abus* de pouvoir.

La minutée porte décidément bien son nom, dans la mesure où, en situation de travail, donc d'effort ou de peine, l'obsession de chacun est de s'*économiser*, quitte à dépenser sans compter la vie des autres par quelque sur-domination historique, si *préjudiciablement* antinaturelle en termes d'égalité de valeur objective. Dans ce contexte d'activité peu ou prou lucrative, pour survivre, voire surpasser les autres compris comme des concurrents, la minutée exprime tout le *calcul* nécessaire jusqu'à l'obsession de ne plus perdre une seconde, décrivant ainsi des relations de travail et d'échange stressantes dans le cadre plus ou moins vital d'une matérialité nécessaire et donc prioritaire. En ce sens, et comme le mot *travail* l'exprime lui-même en français par sa dérivation du concept de *torture*, la minutée traduit toute la pesanteur de notre matérialité via l'obligation minimale de consommer pour survivre et de produire pour consommer, en essayant au passage d'améliorer la vie en question.

La seule priorité, dès lors, consiste à gérer de façon efficace et optimale cette contrainte d'existence terrestre, ne serait-ce que pour en éviter tous les risques d'excès mortifères envers l'Humanité autant que vis-à-vis de notre environnement, tels qu'on peut observer ces derniers depuis des décennies. Or, non seulement le temps *précède* le travail, prouvant à quel point l'argent n'est que le résultat de ce dernier, mais encore, le propre de tout travail est de permettre de vivre mieux dans l'espoir de gagner du *temps libre*, finalité véritable de tout être humain normalement constitué, malgré les apparences d'un système mondialisé qui a perdu le Nord depuis trop longtemps, et dont la logique libérale

déboussolée a précisément remplacé les fins par les moyens, aboutissant au drame actuel d'une misère et d'une surconsommation simultanées.

6 - L'Anti-Minutée, ou Temps Libre.

Pour utile qu'elle soit concernant les relations de travail censées satisfaire aux besoins de production, d'échange et de distribution dans tout cadre socio-économique suffisamment évolué, la minutée, de par sa nature de calcul utilitaire à la fois chronométrique et financier, ne peut se concevoir complètement que vis-à-vis de son opposé, le plus souvent défini par défaut comme *temps libre*. De fait, le caractère obligatoire, régulier et plus ou moins monotone du travail rémunéré, bien qu'allant toujours de pair avec la dignité de l'individu en tant que maillon utile à la société, représente pour beaucoup une *nécessité insuffisante*, à plus forte raison s'agissant de fonctions subalternes, de tâches répétitives ou fatigantes, souvent mal rétribuées et socialement déconsidérées. Pour autant, d'un point de vue objectif et minutaire, tout emploi sera un jour considéré comme ayant la même utilité et la même valeur que n'importe quel autre, grâce à l'évolution des mentalités que suscitera l'instauration concrète de la garantie minimale citoyenne, sans pour autant empêcher, du point de vue historique, la hiérarchisation *légitime* qui respectera en tout point l'équilibre sociétal.

Sans anticiper ici une future réflexion à développer sur le travail et l'emploi, force est de constater que la véritable valeur du temps libre réside, non pas dans l'inaction et le repos parfois bien nécessaires, mais dans le *libre choix* de l'activité ou de l'inactivité que cette portion de vie authentiquement autonome autorise. De ce point de vue, le temps libre mérite pleinement son adjectif en ce qu'il défait les liens de nécessité vitale attachés à notre pesanteur biologique autant qu'économique et sociale. Il est bien sûr possible de comptabiliser tout loisir en termes de minutées, ce que font nombre de victimes du capitalisme matérialiste en se révélant si avares et stressées dans la maximisation de leurs brèves périodes de vacances qu'elles passent à côté des bienfaits gratuits de ces parenthèses de liberté. Plus raisonnablement, le temps libre doit inclure

et satisfaire le besoin légitime de consommer une partie des fruits de son travail via toutes les dépenses nécessaires, le shopping alimentaire et vestimentaire pouvant être aussi utile qu'agréable pour beaucoup, mais il devrait aussi dépasser ce stade basique des consommations matérielles en favorisant toutes les activités propres à épanouir l'*être* humain en tant qu'individu et personne sociale, tant physiquement que psychiquement, étant donné le choix quasi illimité des activités et situations possibles. Or il apparaît que plus un loisir se détache d'une raison d'être utilitaire ou physique, plus il a tendance à se dématérialiser et à rendre superflu tout besoin de minuter ou évaluer les choses.

Cela suggère que le temps libre, dans la meilleure acception de ce terme, doit finir par élever l'être humain au-dessus de sa condition terrestre de super-animal en lui offrant la possibilité de développer sa *conscience d'être*, via les cinq sens de son corps et l'intelligence de son mystérieux cerveau dans sa dimension spirituelle, jusqu'à atteindre le niveau d'une réelle « sagesse tempérante », aussi sereine et équilibrée que possible, définition probable du bonheur optimal que seules peuvent nous procurer la Justice et la Paix. Cela suppose le partage *égalitaire* de tout ce qui est ressenti comme vital, ou socialement, économiquement, culturellement et politiquement indispensable à chaque citoyen, et les présentes *Réflexions* ont pour but d'en définir la proportion sociétale exacte, afin d'assurer et de préserver ces deux valeurs suprêmes, dont dépendent directement l'existence, l'utilité et la pérennité d'une société humaine digne de cette appellation.

Aux antipodes de l'aliénation programmée du temps libre que la surconsommation et la surcroissance d'aujourd'hui imposent aux uns en privant tous les autres du nécessaire, le tout sur un rythme effréné qui interdit la moindre conscientisation de bon sens, le futur modèle socio-économique à définir devra en quelque sorte rationaliser humainement les comportements utiles à travers l'analyse minutaire, afin de définir et faire sans cesse évoluer la base matérielle et sociale nécessaire de la Garantie Citoyenne Universelle à laquelle chacun a droit par naissance, non sans exonérer d'autant le cours libéré de l'Histoire à venir de toute exploitation vitale illégitime, et dans l'optique de procurer à chacun un

authentique *libre choix de vie* sur au moins la moitié de son existence quotidienne ou hebdomadaire (entre autres périodicités possibles).

Le tourbillon accélérateur du cercle vicieux qui nous enferme est si pervers qu'une simple minutée de réflexion semble manquer pour se poser les questions essentielles du moment. Comment se fait-il qu'après tant de progrès techniques et une telle progression de la productivité du travail, en particulier depuis le début de la révolution industrielle, nos contemporains soient encore obligés de trimer près de quarante heures par semaine dans des conditions aussi stressantes que contraignantes, et pour des rémunérations la plupart du temps jugées insuffisantes, sans avoir les moyens de profiter d'un temps libre bien mérité ? A quoi sert-il de produire toujours plus d'objets de confort matériel si l'on n'a jamais le temps d'en profiter, sachant que tout ce qui ne sert pas dessert via la pollution de l'encombrement ? Est-il cohérent qu'une population active en proportion décroissante soit toujours plus harassée par le challenge productiviste du management à l'anglo-saxonne, alors qu'un nombre croissant de citoyens laissés pour compte sont condamnés au chômage ou à la précarisation ? Quelle logique peut intellectuellement soutenir la mondialisation face à l'actuelle catastrophe écologique dérivant de ses folles pratiques, sans même mentionner les tensions socio-économiques et politiques gravissimes qui en découlent ?

Á vrai dire, l'exacerbation du principe historique et spontané de l'accumulation matérielle et financière induit depuis déjà longtemps une antilogique touchant à l'absurdité contradictoire la plus flagrante, tandis que le personnel politique sélectionné (sinon auto-proclamé) des fausses démocraties électorales se couche platement devant les exigences sans limite des financiers et autres actionnaires multinationaux. Il en résulte une quasi interdiction du temps libre dans son sens le plus noble, en réduisant cette respiration vitale à l'obligation de surconsommer des produits de plus en plus inutiles tandis que toutes les dimensions un tant soit peu sociales et humaines se délitent via la prescription omniprésente de l'individualisme concurrentiel.

Historiquement parlant, les pays les plus « développés » du XX° siècle étaient sur le point de franchir le cap prometteur d'une société post-industrielle ou *société du temps libre*, dans une cohérence relative des quatre dimensions de leur pyramide sociétale, lorsque les dominants multinationaux, atteignant une masse critique déjà supérieure à bien des pays ou nations, ont imposé leur loi du plus fort à des politiciens trop facile à convaincre ou corrompre, instaurant ainsi la déréglementation commerciale pour profiter des travailleurs « esclavagisés » des pays les plus pauvres dans une quête de surprofit et de spéculation aux dépens de l'Humanité. Le temps libre des plus chanceux en fut aussitôt remis en cause par la nécessité totalement artificielle de *sur*-travailler pour rester compétitif, tandis que d'innombrables autres citoyens furent condamnés à l'abandon sociétal via le temps creux, pour ne pas dire le temps *mort*, de la dépendance ou du chômage.

Il n'en reste pas moins que la noble quête du temps libre, en tant que *mieux-être* à la fois individuel et collectif, vécu en partage sur une échelle humaine et donc locale, reste programmée dans le logiciel de tous les Terriens à travers l'embryon de Tempérance qui nous définit comme des êtres humains en cours d'accomplissement, ce qui signifie que l'accession à l'équilibre nécessaire entre temps travaillé et temps libre n'est qu'une question d'évolution prochaine. De fait, les nouvelles puissances économiques, boostées par l'actuelle logique mondialiste, semblent rattraper le temps perdu sur un rythme de développement aussi prodigieux que prometteur, puisqu'aussitôt tous les peuples concernés commencent à réclamer leur part du gâteau et faire valoir des droits sociaux et politiques dont le besoin universel est déjà patent.

En même temps que les misères symétriques de la pauvreté et de la surconsommation, dont l'injustice et l'inanité respectives ne peuvent que choquer tout esprit honnête, la période historique actuelle démontre le besoin urgent de dépasser enfin les clivages apparents résultant de la désintégration programmée de nos sociétés (in)humaines. Mieux encore, chacun peut constater que l'universalité géographique de cette exigence d'équité socio-économique et démocratique profite opportunément du réseau Internet pour faciliter une prise de conscience accélérée, ce qui

laisse espérer pour bientôt la juste construction sociétale nécessaire à la Paix. Car en dépit des divisions et des concurrences entretenues par la plupart des pouvoirs sous n'importe quel prétexte idéologique, politique ou religieux, la soif de profit par géo-différenciation des actionnaires et financiers les plus opportunistes ne fait qu'accélérer la coagulation de tous les enjeux mondiaux ainsi que la défiance croissante des citoyens-consommateurs vis-à-vis de leurs dirigeants. D'où la nécessité vitale de rechercher, par le biais de ces *Réflexions*, les conditions objectives d'un nouvel équilibrage enfin durable, *écolocalement* maîtrisé, couvrant les quatre dimensions sociétales indispensables et respectant les besoins les plus universels, ce qui, sur le plan vécu du quotidien de chacun, devrait enfin promouvoir l'autonomie de choix que suppose le temps libre. Ce dernier n'est pas un luxe réservé à une minorité de privilégiés, mais représente le couronnement de tout travail individuel et collectif, le repos bien mérité qui succède à l'effort de chacun, et surtout la mutation des fruits d'une croissance équilibrée en progrès humain authentique via quelque activité librement choisie, sans attendre une incertaine retraite.

7 - Du Temps Libre au Temps Librement Travaillé.

Dès lors que les progrès techniques autoriseront la jouissance du temps libre dans une proportion significative et croissante par le biais d'une meilleure organisation socio-économique, cette liberté changera de *nature* pour dépasser le seul cadre de la détente nécessaire ou du simple loisir, en permettant aux citoyens les plus créatifs de développer leurs dons et autres passions via la renaissance des activités artisanales à vocation locale ou régionale, tandis que bien d'autres pourront proposer leurs compétences à des employeurs rendus vertueux par l'impossibilité d'empiéter sur la dimension vitale constitutionnellement garantie. Or il est déjà certain que les prochaines études économiques confirmeront la possibilité de dégager au moins 50% de temps libre (s'agissant de tout pays ayant dépassé les contraintes de la survie), et ce, en tenant compte de ce que chaque peuple considère comme le minimum vital décent. Du moins est-ce là le challenge de la suite des présentes *Réflexions*.

La qualité du temps libre, tout autant que sa quantité disponible, mesure donc la réussite ou l'échec de toute réalité sociétale et permet d'évaluer la pertinence des ressorts idéologiques et philosophiques qui la sous-tendent, ce qui ne plaide en rien pour la logique néolibérale au regard de la situation mondiale actuelle. En interdisant par principe un minimum d'équité via l'autorégulation morale des meneurs vis-à-vis des suiveurs, la croissance « spontanée » résultant du libre-échange le plus débridé induit simultanément les gaspillages et la pauvreté, alors que depuis fort longtemps les potentialités matérielles du progrès technique permettraient de couvrir tous les besoins vitaux de l'Humanité, avec en prime la libération *optionnelle* de la moitié du temps de vie de chaque « éco-citoyen ».

Ce que certains, chaque jour de plus en plus nombreux, appellent *décroissance*, n'est que l'expression du besoin de (re)trouver un juste équilibre entre le temps et l'argent (ou plus précisément temps travaillé, argent et temps libre), ce qui suppose d'assurer la parité entre l'équité et la différenciation, le social et l'économique ou l'égalité citoyenne et la liberté individuelle. Comme déjà précisé au cours du premier livre des *Tempérants*, la démocratie locale sera à même de procurer à tous les citoyens une égale *liberté de choix* desdites priorités sociales, pour jouir d'une même garantie matérielle minimale via une égale participation minutaire, tandis que, par ailleurs, les conditions pratiques d'une vraie liberté positivement progressiste seront rendues compatibles avec une paix sociale aussi équitable que pérenne. Bien au-delà du sens étriqué de progrès technique et matériel, la croissance n'est souhaitable qu'en tant que vecteur d'évolution sociale et humaine via le partage *optimal* de ses fruits, tandis que l'équilibre qui en découle a dès lors toutes les chances d'être respectueux de l'environnement et de ses inestimables ressources, prouvant à quel point écologie et société sont les deux faces d'une seule et même médaille.

Le pari soutenu par ces *Réflexions* réside dans l'affirmation que cet objectif d'équilibre sociétal est *matériellement réalisable* grâce à la disparition de la rareté via la productivité accrue qu'autorise le progrès technique, *socialement indispensable* pour assurer la Paix grâce à une

Justice minimale démocratiquement définie, et surtout *écologiquement urgentissime* pour la survie de notre planète si fragile.

En permettant de *tout relier* sur la base du temps vécu, l'analyse minutaire aidera à déterminer objectivement les tenants et aboutissants de cette nouvelle équation, tant il est indispensable de pouvoir mesurer la réalité concrète sans jamais la réduire, afin de définir et faire évoluer le palier vital et universel correspondant à la Garantie Citoyenne, en tant que dimension socio-économique des droits et devoirs de tout citoyen responsable et condition première de la Justice et de la Paix.

Février 2020

Réflexions Socio-Économiques 3

Principes de Biéconomie

Arrêt sur Image

Tel un colosse aux pieds d'argile, la mondialisation financiarisée se trouve aujourd'hui stoppée net par le Covid 19, un microscopique virus dix fois plus mortel que la grippe, résultat d'un contraste aberrant entre quelques traditions alimentaires hygiéniquement assez douteuses sur un pittoresque marché local chinois et l'interdépendance planétaire artificiellement encouragée par la logique du surprofit, à moins que cela ne soit tout simplement dû qu'à un accident de laboratoire. Bien qu'il s'agisse là d'une crise sanitaire exceptionnelle a priori indépendante de tout système socio-économique, la fulgurante propagation de ce virus à travers le monde souligne aussi très brutalement le risque inhérent aux interdépendances imposées par la logique déséquilibrante du commerce multinational.

Importé de *l'atelier du monde*, selon l'expression médiatique en vogue, ce nouveau coronavirus entre dans l'Histoire à la façon d'une leçon illustrant idéalement le propos critique et constructif des présentes

Réflexions, car tout cela ressemble fort à l'expérience révélatrice d'un certain Titanic en démontrant ainsi une fois de plus l'incroyable fragilité de tout gigantisme. En effet, ce célèbre paquebot était une prouesse technique sans précédent en même temps qu'une ville flottante résumant tous les aspects de la société la plus développée, avant d'être découpé par un iceberg isolé sous le triple effet d'une vitesse arrogante, d'un orgueil aveugle, et d'un gouvernail ridiculement atrophié. Or ces trois caractéristiques fatales se trouvent à la source de la crise sanitaire qui sévit à ce stade de l'écriture des *Tempérants*, crise majeure résultant de l'anarchie sociale, sociétale et même planétaire d'un ultralibéralisme devenu dictatorial et démesuré, car improvisé au *travers* littéral d'une délinquance managériale et actionnariale sans borne, et plus encore via l'atrophie volontaire d'une gouvernance politique de moins en moins démocratique.

Ce n'est certes pas la fin du monde, et le naufrage en cours ne saurait être aussi total que celui du fameux paquebot, dans la mesure où cette pandémie devrait se calmer à terme, une fois rassasiée de dizaines de milliers de morts à déplorer, en espérant bien qu'il ne s'agira pas de centaines, mais les réactions d'ores et déjà observables s'avèrent pleines d'enseignements utiles propres à conforter la thèse des *Tempérants*. La panique immédiate, si égoïstement fébrile et spéculative des marchés financiers précède et provoque tout à la fois la crise économique que l'enrayement des rouages industriels et commerciaux suscite de son côté dans l'économie réelle, au point de remettre en cause tout le système en place depuis des décennies. Cet état d'urgence historique et planétaire anticipe dès lors la crise écologique vers laquelle un tel système nous entraîne, en s'appliquant directement à l'espèce humaine responsable, et il est pour le moins frappant d'observer ici que les mesures prises, les remèdes nécessaires et les réactions politiques sont aux antipodes des mantras ultralibéraux récités en chœur depuis si longtemps, prenant à rebours toutes les priorités imposées aux peuples manipulés jusqu'à ce jour.

Il n'est qu'à observer le retournement de veste instantané du Président Macron, désormais prêt à déverser sans compter des dizaines,

voire des centaines de milliards d'euros via l'Europe afin de sauver les entreprises et les emplois, quitte à envisager de nationaliser certaines activités, tandis qu'il déborde de louanges officielles à l'adresse de tous les personnels médicaux après avoir si royalement ignoré leurs justes doléances depuis qu'il est « aux affaires ». Ses promesses empressées de générosité sociale tout azimut pour sauver des meubles soudainement devenus des êtres humains risquent pourtant de coûter un « pognon de dingue » encore récemment dénoncé par le même pouvoir, tandis que, sur un autre plan, le gouvernement tout entier ose s'émouvoir du degré de dépendance de notre économie vis-à-vis de l'étranger et plus encore de la Chine, à plus forte raison dans le domaine crucial des principes actifs médicamenteux et autres équipements vitaux rendus nécessaires par les circonstances. C'est dire à quel point la stratégie du zéro-stock, du profit à court terme et de la spéculation anticipée sur la croissance en prend pour son grade dans un tel contexte, et ce, au point de voir une grande puissance économique comme la France manquer si cruellement de masques de protection ou de fournitures industrielles élémentaires.

Sans vergogne aucune, et tout en se chamaillant vainement sur la réponse budgétaire urgente censée pallier les multiples conséquences économiques et sociales de la crise en cours, les promoteurs de l'Europe libérale et de la mondialisation heureuse, mis en place par le principe électoral des pseudo-démocraties, parlent désormais de confinement, d'isolement, de frontières à contrôler ou à fermer, mais également de ré-industrialisation, de solidarité, de priorités humaines et sociales, comme s'ils avaient été soudainement frappés par la grâce d'une illumination à la faveur de cette plaie sanitaire. En référence inconsciente à la minutée objective, la survie physique et individuelle que sous-entend la simple existence semble reprendre toute son importance dans la psychologie de nos « sachants » et *sur*dominants, alors même que le système historique qu'ils ont jusqu'à présent défendu est entièrement basé sur l'exploitation sans limite ou l'abandon des mêmes populations aujourd'hui menacées, prouvant au passage que tout système faussement démocratique a besoin de la survie pour mieux oppresser la vie. En quelque sorte, toute société insuffisamment civilisée vous autorise autant le droit de survivre qu'elle vous interdit le droit de vivre au sens complet de ce dernier terme.

Cela dit, soudainement replacés face à leurs responsabilités par cet enjeu vital et exceptionnel, le Président Macron et le Gouvernement français font preuve de réelle humanité, de bonne volonté, ainsi que d'une relative compétence dans l'urgence extrême qui prévaut, prenant à bras le corps leur devoir de sauveteur afin de parer au plus pressé et de limiter le nombre de victimes, ce qui, pour l'heure, ne semble hélas pas être le cas de tous les pays, faute de moyens ou de volonté politique. Dans ses plus récentes allocutions, le Président français semble avoir ouvert les yeux sur une réalité qui pourrait faire évoluer sa conception du pouvoir et de la logique ultralibérale, ce qui serait une bénédiction inespérée pour la majorité de ses concitoyens, tant il serait dommage que cela ne soit qu'une parenthèse idéologique forcée, doublée d'une récupération politique à des fins électorales. Quoi qu'il en soit, la pause généralisée impliquée par le confinement et le brusque ralentissement économique qui en découle ne peuvent être que bénéfiques d'un point de vue culturel et sociétal, à la façon d'un incident technique obligeant un automobiliste inconscient à ralentir avant le virage dangereux que sa vitesse excessive aurait à coup sûr rendu fatal. C'est en effet l'occasion pour chacun d'entre nous de se recentrer sur l'essentiel, la famille, le voisinage immédiat, de faire le tri entre le nécessaire et le superflu pour les provisions minimales à stocker par précaution, et surtout de renouer avec la valeur suprême du temps. En restant chez eux, nombre de nos compatriotes auront ainsi l'occasion unique de réfléchir enfin aux vraies priorités et de savourer la moindre nourriture comme rare et précieuse, sans compter le plaisir de s'adonner à quelque activité habituellement impossible faute de temps, jusqu'au point de comprendre qu'il est plus épanouissant de faire soi-même ce dont on a besoin plutôt que d'acheter tel objet ou service tout fait, d'autoproduire selon ses capacités plutôt que de consommer passivement en se rendant anormalement dépendant. Ainsi donc toute crise est-elle l'occasion d'un apprentissage profitable, et celle du Covid19 n'échappe pas à la règle selon laquelle tout obstacle n'est qu'un marchepied qui nous grandit d'autant que nous avons lutté.

En l'occurrence, la folie de l'actuelle mondialisation à la sauce financière est désormais rendue évidente par la voracité d'un simple

micro-organisme, démontrant à quel point une gestion locale et humaine des priorités s'impose de toute urgence tant du point de vue écologique que socio-économique et politique, ce qui nous ramène tout droit sur les rails des présentes *Réflexions*. Concernant la France, il est possible que la crise actuelle fasse très prochainement le lit politique des écologistes, seule façon d'éviter l'empoisonnement le plus immédiat de nos sociétés, tout autant qu'un risque réel d'extrémisme politique, mais il serait vain d'en attendre grand-chose, car l'improvisation toujours opportuniste qui caractérise les partis politiques en l'absence de démocratie authentique ne saurait suffire à terme sans les solutions cohérentes que la recherche ici développée s'efforce de dessiner pour le bien d'un avenir plus juste et plus pacifique. D'où l'intérêt de refermer cette parenthèse historique et de poursuivre résolument le propos des *Tempérants*.

1 - Le Dilemme Socio-Économique.

Les réflexions du chapitre précédent font clairement apparaître le besoin de dépasser la contradiction permanente qui empoisonne jusqu'à présent l'Histoire de notre Humanité et occasionne toutes les formes de violence collective conduisant tôt ou tard à l'effondrement des sociétés humaines. Entre le social et l'économique, ou l'humain et le matériel, un fossé permanent s'est peu à peu creusé au fil de la complexification des communautés ou « civilisations », opposant la réalité comptable des priorités économiques aux comportements sociaux qui leurs donnent corps, tandis que par ailleurs, l'échelle croissante des interdépendances qui en découlent a fini par opposer l'individu et la société de façon quasi schizophrène. Cette constante dualité entre les besoins légitimes de liberté individuelle et d'égalité minimale (sans laquelle ladite liberté ne saurait s'appliquer à *tous*), aboutit logiquement au besoin d'inverser la priorité entre les deux premiers termes de la belle devise républicaine française pour garantir d'abord une égalité minimale à partir de laquelle une authentique liberté peut s'épanouir sans risque d'opprimer qui que ce soit de façon vitale. Ainsi le tout premier livre des *Tempérants* a-t-il permis de comprendre que le droit de vote universel caractérisant tout système prétendument démocratique n'a de sens concret qu'en incluant

une dimension socio-économique matériellement garantie et localement contrôlée, outre naturellement la libération de ce droit de vote de toute obligation de transfert de pouvoir et l'ensemble des nouveaux principes et rouages constitutionnels correspondants.

En réalité, comme l'Histoire le démontre encore jusqu'à présent, la Liberté a toujours prévalu sur l'Égalité en la précédant par la force, c'est-à-dire via telle ou telle forme de violence plus ou moins admise en fonction du développement matériel et culturel des diverses populations concernées. Les meneurs s'imposent ainsi aux suiveurs au travers d'un équilibre pour le moins précaire, dont l'évolution dépend principalement d'un rapport de force sans cesse remis en cause en l'absence de Justice minimale, sauf lorsque lesdits meneurs ont l'intelligence de comprendre et d'assumer suffisamment le rôle *social* que le peuple des suiveurs est en droit d'attendre de leur part.

De fait, dans une situation de rareté naturelle dictant de simples comportements de survie concurrentielle, il n'est d'autre moyen de faire progresser la société, en totale improvisation, tandis que le progrès tout relatif qui en résulte permet peu à peu de faire évoluer les notions de morale sociale et de décence économique ou matérielle, sans pour autant garantir quoi que ce soit à *chaque* sujet ou citoyen, comme l'atteste la misère des uns, la paupérisation des autres et l'enrichissement pour le moins excessif d'une infime minorité, et ce, même dans les pays les plus développés. Cette « précarité » entretenue par le risque de tout perdre, jusqu'à la satisfaction nécessaire des besoins les plus vitaux, pérennise un rapport de force assimilable à de l'esclavage et explique l'absence de choix ou de liberté de la quasi-totalité des citoyens, si caractéristique du capitalisme en tant que comportement naturel et spontané fondé sur la priorité du seul intérêt individuel ou privé.

Le gâchis qui en résulte n'est que trop patent de nos jours, dès lors que l'on tient compte *aussi* de tous les coûts sociaux qu'implique ce comportement primaire ou réflexe, tandis que l'étayement improvisé du château de cartes que représente une telle « société » gaspille une part croissante de ressources en rattrapage impossible des contradictions du

marché, sans pouvoir contrebalancer les effets pervers de l'économisme comptable sur la société humaine. Tout l'intérêt de l'analyse minutaire consistera à scanner l'ensemble du système socio-économique de façon exhaustive et transparente, pour aboutir à la conclusion que la meilleure solution, en termes non seulement sociaux et environnementaux, mais également *économiques*, consiste à assurer un minimum d'égalité dans la répartition du travail, du temps et de valeur qui en résulte. Tel doit être le défi urgent des économistes tempérants, que l'analyse minutaire rend désormais aptes à inclure le fait social dans l'étude économique pour pacifier durablement leur société avec autant de justesse que de Justice.

Il est grand temps que notre skieur tire les leçons de ses chutes à répétition, et comprenne que ses réflexes naturels sont pour une bonne part contraires à l'intérêt de son équilibre et de sa santé, réflexion enfin intelligente et volontaire rendue possible par le progrès des sciences et des techniques, de l'industrialisation et de la mécanisation, mais aussi de l'informatique et de la robotique, lesquelles sont autant de miracles accumulés à travers des siècles de génie humain, de sueur et de labeur. Les multiples catastrophes sociétales qui ponctuent si douloureusement notre Histoire sont le résultat du comportement spontané et primaire d'une libre violence exacerbée jusqu'à l'abus de l'auto-contradiction, dans sa triple nature politique et *socio*-économique, tandis qu'à la façon de corrections cuisantes et d'effets boomerang d'une ampleur toujours croissante, les crises qui en résultent font chaque fois payer aux plus faibles les conséquences du comportement déviant des plus forts.

Or, force est de constater ici que le niveau déjà atteint par la technologie appliquée devrait permettre depuis longtemps d'envisager la « capitalisation sociale » d'un minimum de travail, de confort et autre temps libre garanti à tous, droit imprescriptible de fait indissociable de la citoyenneté républicaine, mais hélas sans cesse repoussé aux calendes grecques par l'inertie de comportements primaires hérités d'un temps révolu. Le grand intérêt de l'analyse minutaire à venir sera de permettre l'évaluation *objective* des agrégats qu'impliquent la citoyenneté socio-économique et la garantie matérielle correspondant aux droits et devoirs

afférents, en fonction directe de l'évolution des besoins, des mœurs et des sciences appliquées, ainsi que de toutes les ressources disponibles.

Qui plus est, l'évolution actuelle de nos sociétés artificiellement mondialisées par la logique ultralibérale démontre chaque jour que cette dernière est désormais en panne de solution pour perdurer sans violence croissante et déstabilisante, prouvant à quel point un tout autre système est urgemment nécessaire, dont la caractéristique première doit être la priorité localement garantie d'une répartition égalitaire *minimale* des richesses, *conjointement* au respect de la liberté d'entreprendre. Á cet égard, la minutée objective, en tant qu'élément de comparaison et repère universel autorisant une description enfin exhaustive de tous les rouages socio-économiques, constitue une valeur nouvelle (voire une véritable découverte de par son principe d'égalité ou d'équivalence permanente), ainsi qu'un instrument de mesure assurant enfin la prise en compte de la réalité vécue par chacun. Mais comment faire pour associer de façon cohérente des éléments en apparence aussi opposés que la Liberté et l'Égalité, ou l'individu et la société, sachant que la raison doit nous en faire inverser l'ordre (ou plutôt le désordre) naturel ?

2 - La Quatrième Voie de la Biéconomie.

Face à ce dilemme, l'Histoire a poussé les humains à concevoir spontanément maintes formes de royaumes, empires et autres dictatures, peu à peu améliorés via la démocratisation trop partielle du principe électoral à défaut du droit de vote décisionnel, tandis que sur le plan socio-économique, se dessinaient empiriquement trois possibilités de solutions tout à la fois idéologiques et pratiques dont il est ici utile de rappeler l'apport historique.

Le capitalisme « à l'anglo-saxonne » s'est imposé comme une évidence naturelle dérivant du comportement pragmatique dicté par le commerce, l'artisanat, l'industrie et la finance, dans une logique d'abord locale et nationale, puis mondiale à travers le colonialisme, évolution doublement confortée par des principes philosophico-religieux et plus

encore la validation de la théorie libérale des lois du marché, dont la si mystérieuse main autocorrective est censée garantir l'enrichissement de tous via la seule quête individuelle du profit. Certes l'Europe et bien d'autres continents pratiquaient déjà lesdits commerce et artisanat, voire l'industrie, mais le vrai capitalisme à très grande échelle, délibérément et militairement sous-tendu par une vision politique impérialiste, s'est épanoui de la façon la plus aboutie en Grande-Bretagne, puis aux États-Unis, leaders mondiaux historiques de cette pratique, justifiée en pensée libérale, puis néolibérale ou *ultra*libérale.

Face à cette évolution et en réaction contre les conditions de vie inhumaines que l'exploitation des masses autorisait via le capitalisme pur et dur, les thèses communistes et socialistes n'ont pas manqué de prendre corps, particulièrement grâce à l'œuvre de Karl Marx, suscitant l'avènement historique de dictatures dites « du prolétariat », lesquelles ont surtout permis un renouvellement du personnel autocratique sous l'emprise de leaders tels que Staline et Mao Tsé Toung pour former en URSS et en Chine de vastes empires dictatoriaux au prix de centaines de millions de morts et d'une privation totale de liberté individuelle. De nombreux pays soi-disant révolutionnaires se sont ainsi construits sur l'antithèse du capitalisme, tandis que ces deux « modèles » d'empire ont dominé le monde via maints états vassaux ou satellites en s'enrichissant d'une guerre d'influence commerciale et militaire quasi continue pour le plus grand malheur du XX° siècle. Á terme, l'échec du socialisme façon communisme en tant que système centralisé est devenu patent depuis la disparition de l'URSS, sans pour autant empêcher la Chine de conserver depuis lors le faux prétexte de cette vitrine politique en se convertissant à l'économie de marché via un mariage d'intérêts bien compris avec le capitalisme multinational, preuve s'il en fallait du caractère dictatorial de l'ultralibéralisme devenu monopolistique et financier.

Entre ces deux extrémités impérialistes du capitalisme absolu et des dictatures « pseudo-socialistes », l'Europe continentale semble avoir spontanément opté pour une synthèse en forme de compromis via la nécessaire acceptation d'un état providence associé à une relative liberté individuelle, exception faite des dérives nationalistes des pires moments

du siècle dernier. Pour autant, ce mélange des genres s'est avéré de plus en plus intenable dans la durée, comme en témoigne l'évolution à la fois politique et socio-économique des sociétés concernées depuis la mise en place de la mondialisation sous le diktat des banques et des entreprises multinationales. C'est ainsi que la construction européenne s'est trouvée détournée des objectifs de sa fondation pour devenir le triste « machin » mondialiste que craignait le Général de Gaulle, transformant aussitôt le pis-aller du principe d'économie mixte en une coquille aussi creuse que vide de sens.

Du point de vue politique, tout lecteur des Tempérants sait déjà pourquoi un système mixte non directement démocratique, mélangeant de surcroît intérêt public et privé, finit par se corrompre au service des pouvoirs économiques et financiers, ne serait-ce qu'à travers les lobbies, tandis que l'incompatibilité de ces mêmes intérêts ouvre la porte à tous les abus déjà largement étudiés dans les précédentes *Réflexions*. Cette vision mixte à l'européenne, digne du « *et en même temps* » d'apparence centriste affiché par un Emmanuel Macron par ailleurs néolibéral, cache en réalité toute l'impasse résultant de l'incompatibilité entre les besoins d'Égalité et de Liberté étudiés plus haut, tant ces deux éléments de notre nature humaine se repoussent à la façon de l'huile et de l'eau. L'échec historique qui résulte de cette tentative de synthèse improvisée, face à la thèse capitaliste et son antithèse socialiste, démontre qu'il est vain de prétendre mélanger deux composants substantiellement opposés sans en payer aussitôt le prix par un imbroglio croissant de contraintes et autres réglementations contradictoires, un labyrinthe inextricable de strates et de structures décisionnelles aussi impuissantes qu'inefficaces, autorisant bon gré mal gré tous les abus d'une centralisation aisément corruptible.

« Synthèse » ne veut pas nécessairement dire mélange ou mixage sitôt que les deux éléments concernés, aussi nécessaires l'un que l'autre, doivent être intégrés à la construction sociétale idéale. En effet, puisque les deux aimants de la nature humaine s'excluent mutuellement de par leurs orientations inversées, le grave hiatus qui en découle ne peut être résolu qu'en acceptant le principe « complémentarisant » d'une *double* gestion socio-économique clairement explicite sous le terme logique de

biéconomie, à différencier de l'appellation trop raccourcie de certaines approches de nature *bio*économique, car ici dans le sens d'une binarité-dualité plus ou moins paritaire concernant toute société humaine en tant que réalité « *physico-matérielle* ». Après tout, lorsqu'un ingénieur doit intégrer deux liquides incompatibles au sein d'une même mécanique, la seule chose à faire est de séparer ces derniers de façon rigoureusement étanche, via la mise au point technique de deux circuits aussi exclusifs que complémentaires, afin d'éviter le moindre risque d'interférence aux conséquences négatives sur le bon fonctionnement de la machine (quand celles-ci ne sont pas périodiquement explosives dans le pire des cas !).

Ainsi, pour tenir compte de l'impasse historique qui empoisonne les humains en société sous l'emprise de leurs comportements réflexes jusqu'au point de leur faire ignorer l'Égalité naturelle inscrite dès leur naissance et inconsciemment programmée pour le meilleur de leur futur, la seule invention logique et viable permettant d'assurer la Paix et la Justice au sein de la sphère socio-économique n'est autre que la mise en place d'un *double système* propre à respecter la dualité de notre nature individuelle et sociale, à la façon complémentaire des deux hémisphères du cerveau qui nous « pilote ». Or, afin de se libérer définitivement de cette pesanteur sociétale historique et des accidents mortels périodiques qu'elle induit, la condition *sine qua non* est d'inverser le rapport *réflexe* Individu > Société en fondant les conditions culturelles et pratiques d'un binôme *réfléchi* Société > Individu, sur la base de l'analyse minutaire factuelle et de la stricte complémentarité biéconomique. De cette façon, il sera enfin possible de rompre avec la violence vitale qui plombe notre idéal sociétal et divise notre intérêt commun en priorisant stupidement le seul profit individuel, pour capitaliser peu à peu un progrès social et matériel dûment universel sur la base duquel la Liberté et la créativité de chaque personne pourront s'épanouir en toute innocuité. Autrement dit, et à la différence de ce que l'instinct semble nous dicter, chaque être humain ne devient un individu libre qu'en étant *d'abord* une personne sociale, à la façon d'un écolier irréprochable qui ne peut savourer le vrai plaisir de jouer librement chez lui qu'après avoir fait ses devoirs, ou le bonheur de n'être plus tard un adulte autonome et responsable qu'après avoir été sociabilisé via l'éducation, l'instruction et l'apprentissage.

Aveuglés par l'évidence de l'égalité minutaire objective au point de l'ignorer, les peuples et leurs leaders progressent à tâtons, quand ce n'est pas à reculons, selon leur instinct le plus primaire, en se cognant douloureusement aux obstacles de leurs propres contradictions, en se laissant toujours guider par des réflexes dépassés, tandis qu'échec après échec, leur trop lente progression reste foncièrement aussi empirique qu'aléatoire. Il est pourtant assez révélateur de constater à ce stade que le développement des sociétés humaines oblige chaque pays ou nation à progresser par défaut dans la direction de la solution mixte européenne, malgré la remise en cause ou la démolition gravissime qu'entraîne dans son sillage la mondialisation financière actuelle.

En un sens, les deux blocs idéologiques extrêmes du libéralisme absolu et du socialisme totalitaire ont fini par mettre de l'eau dans leur vin en composant une répartition poreuse plus ou moins équilibrée entre services publics et économie privée, attestant malgré eux la nécessité d'une association minimale entre individu et société. Malheureusement, les pseudo-constructions sociétales improvisées qui procèdent d'un tel empirisme ne peuvent en aucun cas assurer la moindre garantie décente et universelle qui seule pourrait apaiser les relations socio-économiques dans le respect de tous les droits et devoirs minimaux de chacun de leurs « éco-citoyens ».

La proportion croissante des besoins collectifs, voire universels, qui caractérise plus que jamais le développement des sociétés les plus évoluées, montre que l'association complémentaire des deux pièces du puzzle sociétal est indispensable, et plus encore que la réussite pérenne de toute culture ou civilisation dépend directement de la satisfaction du plus grand nombre possible de ses participants, dans le respect d'un équilibre subtil (et jusqu'à présent très insuffisant) associant la force de la multitude à la libre initiative de chacun. Or jusqu'à présent, ce noble objectif plus ou moins avoué n'est approché que bien trop rarement, et surtout d'une façon bancale et maladroite propice aux pires gaspillages, en raison même de l'absence d'instrument de mesure objectif, et plus encore, de frontière cohérente entre lesdites sphères publique et privée,

lesquelles devraient enfin pouvoir se compléter de façon dynamique en épargnant autant que faire se peut la peine des humains et les ressources limitées de leur environnement.

La quatrième voie doit donc inclure les deux premières, en les différenciant de façon strictement complémentaire, grâce à l'application du principe biéconomique, c'est-à-dire la mise en place d'une économie publique incluant *tous les citoyens* sur une base minutaire égalitaire, afin d'assurer enfin à chacun le minimum vital correspondant à la Garantie Citoyenne ainsi que la fonction sociale qui lui correspond. C'est donc, d'une manière ou d'un autre, l'association cohérente, en deux temps complémentaires, d'un socialisme localement et démocratiquement géré et d'un libéralisme retrouvé, guéri de tous ses excès historiques.

Tout l'enjeu de la biéconomie consiste à promouvoir une analyse enfin objective de la double réalité socio-économique qui s'impose à chaque communauté humaine, en séparant les deux faces de notre nature sociale afin de les rendre strictement complémentaires, sans qu'aucune interférence entre les deux logiques sous-jacentes ne puisse transgresser la frontière ainsi définie au fil de l'évolution future. C'est aussi la seule façon de s'émanciper définitivement des malheurs humains et terrestres qu'engendrent encore l'inégalité vitale et toutes les formes de violences quotidiennes qui en procèdent, en ouvrant une quatrième voie cohérente face aux trois impasses sociétales déjà éculées par la longue Histoire des générations passées. C'est enfin, et surtout, le respect concret et matériel de l'égalité vitale que suppose en principe toute démocratie sur le plan politique. De fait, la Paix et la Justice minimales requises pour le bien d'un futur sans violence ne sont accessibles qu'à ce prix-là, tandis que l'analyse minutaire et sa solution *biéconomique* garantiront audit *prix* d'être le plus bas possible, en termes écologiques de respect de la vie bien au-delà de la survie, tant s'agissant des humains que de leur rapport avec toutes les espèces végétales et animales présentes sur Terre.

Sur un plan plus sociologique, le principe minutaire et l'astuce technique biéconomique qui la complète aboutiront à terme à la quasi-disparition des classes sociales *étanches* typiques de l'ordre -ou plutôt

du désordre- historique usuel, rejoignant en cela certaines réflexions du premier Livre des *Tempérants*. En effet, jusqu'à présent improvisés via les comportements primaires et violents que dictent depuis si longtemps notre pesanteur historique et l'ignorance de notre double nature, tous les systèmes s'avèrent condamnés à édifier des pyramides sociétales dont la solidité n'est que relative dans la durée, induisant mécaniquement une division en diverses catégories sociales aux droits et devoirs clairement *déséquilibrés*, alors que la réussite et la longévité de chaque civilisation dépendent de la propension de celle-ci à constituer une classe moyenne aussi large que possible, et plus encore de sa capacité à promouvoir une hiérarchie *objective* garantissant le même équilibre de proportionnalité entre les droits et les devoirs de chacun, en particulier en matière socio-économique.

Au sein de la plupart des sociétés actuelles, il semble en effet que l'on puisse globalement résumer ces multiples portraits sociétaux en une sorte de triptyque vertical de proportions variables, mais révélant toujours au sommet une classe dominante très minoritaire rassemblant les décideurs et autres leaders détenant les vrais pouvoirs, puis en son milieu une classe moyenne le plus souvent majoritaire produisant de fait la richesse commune et dont la moitié inférieure est la plus exploitée, et pour finir, à sa base, une classe de laissés pour compte regroupant selon les appellations du moment les nécessiteux, les « actifs-néo-précarisés », les assistés, les oubliés de la république et autres *drop-out* dont le triste point commun est d'être en situation de pauvreté, et dès lors privé de vie matérielle et sociale décente d'une manière ou d'une autre, dans le sens d'un minimum vital historiquement évolutif en fonction du niveau et de la nature du développement de chaque société.

Ce rappel complète utilement le portrait de notre pyramide dans sa verticalité, et la tendance actuelle, si exacerbée par la mondialisation, nous démontre une fois de plus que cet ordre imposé par l'Histoire via la loi du plus fort se fonde sur des comportements réflexes biaisés dont les conséquences sont immanquablement l'abus de pouvoir quel que soit le domaine sociétal considéré, la violence organisée en système de plus en plus faussement démocratique et, pour finir, l'effondrement accéléré

par déclassement ou précarisation de la classe moyenne et corruption contagieuse du sommet jusqu'à la base, faisant tôt ou tard régresser la communauté vers une société de type féodal ou médiéval, quand ce n'est pas vers l'anarchie la plus primaire ou son symétrique de dictature.

Or l'existence même de cette ségrégation en trois classes et de l'ordre plus ou moins violent qui lui correspond n'est que le résultat du mélange impossible entre les deux faces de notre identité humaine, et surtout de la priorité instinctive du réflexe individuel sur la réflexion collective. Tant que le besoin collectif d'égalité minimale ne garantira pas à chacun une vie décente moyennant une égale participation à la valeur minutaire nécessaire à tous, les excès engendrés par la priorité de l'individu sur la société fausseront la construction sociétale en violence discriminatoire, condamnant d'avance tout projet de société, avec pour effet la contrainte empoisonnante d'une lutte vitale justifiant tous les abus, doublée d'une ségrégation sociale en trois étages au minimum.

Dans ce chantier faussement « sociétal », puisque prioritairement fondé sur chaque individu, aucune stabilité n'est garantie, aucune Paix quotidienne de l'âme, de l'esprit ou du corps n'est possible, puisque les comportements individualistes s'exacerbent au fil du temps jusqu'aux pires excès, en raison de la confusion alors inévitable entre les intérêts privés et publics. Il va de soi que de pareils systèmes, historiquement faussés par des conditions originelles de rareté qui dictent encore notre animalité primaire, s'avèrent totalement contraires à l'égalité minutaire objective qui définit le droit minimal de chacun à une existence décente. Le mode vie qui en résulte se réduit à un mode de survie matérialiste dévorant *tout* le temps disponible de nos existences individuelles pour finir en mode de *non-vie sociale* au fil de ses contradictions, à tel point que, quel que soit le niveau de vie atteint, la Paix de l'être humain n'est jamais au rendez-vous. N'importe quel animal évolué sait répartir son temps d'éveil entre le « travail » ou l'effort nécessaire à sa survie, et la liberté de jouer, de se reposer, de se reproduire, d'exciter sa curiosité par quelque aventure *gratuite*, voire d'observer et contempler les beautés de son environnement, à travers un temps libéré de toute nécessité vitale, à l'instar de ce que ferait le moindre couple d'humains naufragés sur une

île déserte, sitôt franchi le cap de la survie biologique. Autant dire qu'il est pour le moins aberrant que la vie « en société » interdise à la quasi-totalité des citoyens cette liberté élémentaire à longueur de vie active, pour finir par « retraiter » les maltraités d'une sur-domination toujours plus minoritaire. D'où l'unique solution d'une répartition universelle, minimale et égalitaire du travail vital et de ses fruits indispensables, afin de libérer simultanément *la moitié* du temps de vie de chacun en tant que choix individuel, privatif autant que familial, ainsi que constamment évolutif tout au long d'une vie dès lors *socialement* profitable à tous.

La finalité humaine et pratique de la biéconomie, face physique de toute démocratie exhaustive, n'est autre que de respecter *d'abord* la nature grégaire qui nous caractérise en conditionnant notre survie, ne serait-ce que par la nécessité de la reproduction, de l'éducation et de la transmission, et ce, à l'instar de n'importe quel être vivant un tant soit peu évolué, tandis que tout aussi logiquement, la pensée philosophique et humaniste qui correspond à cette quatrième voie ne pourra que faire évoluer dans le meilleur sens les mentalités et les comportements de demain. En effet, le paysage sociologique de l'Humanité tempérante à venir ne saurait être ségrégatif en aucune manière, puisque tout citoyen adulte jouira de la garantie d'un minimum vital décent et positivement évolutif, moyennant son intégration d'office à la communauté locale via sa propre contribution à la satisfaction des besoins les plus communs, et ce, quel que puisse être le mode opératoire concret que cette citoyenneté économique impliquera. Dès lors, tous les adultes seront d'abord égaux sur l'essentiel de ce qui équivaut au « *sociétalement* vital », ce qui aura pour effet d'assurer à chacun un revenu minimal garanti, résultat d'un effort ou travail strictement équivalent à celui des autres du point de vue minutaire. Par ailleurs, les nombreuses potentialités du développement, grâce aux sciences et techniques appliquées et via leurs conséquences sur l'évolution permanente de la productivité, permettent d'ores et déjà de n'utiliser qu'une partie limitée du temps quotidiennement disponible pour la résolution de cette priorité collective localement gérée, a fortiori si cette participation s'avère effectivement répartie sur *tous* les membres adultes de la communauté républicaine.

Ainsi, par le seul fait de sa naissance, via une éducation dûment *sociabilisante* dans le meilleur sens du terme, chacun se sentira d'abord accueilli, respecté et protégé par sa fonction communautaire *assurée*, la fameuse « *utilité commune* » minimale, à laquelle correspondra de fait un confort matériel et culturel jugé optimal par voie démocratique, en fonction des mentalités du moment et surtout des ressources disponibles du territoire considéré. Par cette égalité minimale et garantie, l'identité républicaine et démocratique acquerra tout son sens en se concrétisant dans les faits, au lieu d'être vainement proclamée comme un faux droit politique et un idéal théorique démentis par l'injustice vitale, source de toute violence.

Sociologiquement parlant, tous les citoyens feront donc *d'abord* partie de la même *classe unique* dans la conscience commune d'être également et *égalitairement* utiles à la communauté, ayant chacun la garantie d'une fonction sociale minimale de même valeur, en payant le même impôt en minutées pour le même avantage ou résultat, ce qui donnera enfin corps aux véritables notions d'identité républicaine et de Fraternité via cette priorité égalitaire sur les dimensions *vitales* de toute existence. La Liberté, dans son acception la plus authentique, apparaîtra dès lors effectivement possible *pour tous* et pour la première fois dans l'Histoire, en tant que libre choix totalement individuel concernant la façon de profiter du temps équivalent laissé parallèlement disponible, avec la conscience tranquille de ne plus jamais construire son bonheur personnel sur le malheur d'autrui. Au lieu d'être condamné à subir ou faire subir les violences permanentes d'une société mixte aboutissant au gaspillage de quantité d'excès entre deux effondrements, l'être humain aura gagné son pari socio-économique sur sa propre nature animale en créant enfin les conditions pratiques d'une tempérance propice à la Paix autant qu'à la Justice. Le portrait sociétal qui en résultera fera dès lors apparaître le meilleur de toutes les potentialités individuelles, quel que soit le domaine considéré, offrant enfin à chacun le même temps libre et les mêmes chances d'épanouissement par le mérite, sur la toile de fond d'une Égalité minimale dûment respectueuse de chaque vie humaine et de son fragile environnement.

En l'absence de partition biéconomique clairement définie sur la base comptable -et objective- de l'analyse minutaire, aucune garantie individuelle et universelle n'est en effet possible, et dans ces conditions empiriques, le secteur public, tout comme l'État, se résume à un « sous-minimum » compressé par l'anarchie prédominante des intérêts privés, se réduisant dès lors à la définition étroite d'une administration et des marchés toujours plus opaques qui affectent son pouvoir en contexte de *prétempérance*, tandis que ses priorités et autres moyens d'action restent biaisés par l'insuffisance de démocratie qui pollue son fonctionnement. Cette absence de frontière biéconomique étanche au sein d'une société condamne l'ensemble des citoyens à (sur)vivre sans garantie d'égalité minimale universelle et vitale, suscitant, entretenant et exacerbant les comportements concurrentiels au point de contraindre tous les gagnants à oppresser les perdants sans aucune limite morale, tandis que « l'état de nature » qui perdure ainsi empoisonne l'intelligence jusqu'au risque de rendre même les plus chanceux pathologiquement drogués de pouvoir et d'argent. C'est alors que la décadence et la corruption sonnent le glas de la civilisation correspondante, sous le double effet du vertige de la tête et de la gangrène des pieds de chaque nouveau Léviathan.

3 - Biéconomie Individuelle.

La section cruciale qui a précédé implique inévitablement une redécouverte de l'individu en sa qualité d'agent économique et élément sociétal, non pas de façon arbitraire, mais bien au contraire en tenant compte ici de la réalité minutaire objective et de l'analyse historique qu'elle induit en termes de « système » socio-économique. En autorisant une compréhension *exhaustive* de la nature individuelle *et* sociale de l'être humain via la dualité qui définit ses besoins vitaux *et* sociétaux, l'universalité minutaire et la solution biéconomique soulignent à quel point l'*homo-oeconomicus* est également une personne sociale. Il faut entendre par là que le juste besoin individuel de confort, de sécurité et de liberté est tout aussi nécessaire qu'insuffisant, puisqu'il se double *simultanément* du besoin d'utilité sociale, de reconnaissance et d'égalité minimale au sein de quelque communauté. Dans la mesure où ces deux

besoins s'avèrent aussi nécessaires que contradictoires sur le parcours de chacun comme à travers toute l'Histoire de l'Humanité, la *partition biéconomique* apparaît comme la seule façon d'en ordonner la dualité subséquente, à condition d'assurer la séparation complémentaire de ces deux natures, et ce, dès l'échelon de chaque citoyen compris dans son individualité. Autrement dit, afin de respecter la valeur équivalente, en quelque sorte *pré*-historique, des êtres humains, l'Égalité et la Justice minimales objectivement nécessaires à la Paix impliquent la division de chacun de nous en deux êtres complémentaires dans une juste et à vrai dire *égale* proportion, contrairement au réflexe instinctif habituel dicté par notre nature animale. Il en résulte que toute personne majeure doit appartenir à l'*équivalent* d'une société publique, localement gérée, dont les nouveaux contours devront être définis au cours de ces *Réflexions*, mais en acquérant, grâce à cette sécurité égalitaire, la vraie liberté de participer à la sphère privée de la vie économique telle que l'Histoire l'improvise. En réalité, la classe sociale unique signalée plus haut n'aura même plus de raison d'être, puisqu'il ne peut y avoir de catégorisation qu'à partir de deux classes, et le schéma confus habituel des sociétés politiquement et économiquement non démocratiques sera remplacé par la double nature -effectivement assumée- de chaque citoyen, devenu un échantillon-portrait fidèle de la société en son entier par l'atomisation du principe biéconomique jusqu'à l'échelon individuel. La classification sociale, en tant qu'utile hiérarchisation historiquement fondée, même sur des critères subjectifs, n'aura dès lors plus le moindre effet pervers sur la dignité et la décence vitales ainsi universalisées, puisqu'il va de soi que seule l'économie toujours aussi libre du secteur privé permettra à chaque citoyen de faire évoluer son statut historique, via l'addition d'une progression personnelle dès lors amplement méritée.

La dualité fondamentale définissant l'individualité grégaire fait potentiellement de chacun d'entre nous un fonctionnaire doublé d'un capitaliste, si l'on accepte de caricaturer les choses pour mieux résumer l'essence contradictoire de notre double nature. De fait, plus ou moins consciemment, chaque être humain a besoin de se sentir sécurisé et utile à sa communauté sous une forme ou une autre de fonction sociale, car à défaut de garantie en la matière, la vie -voire la survie- quotidienne n'est

qu'un souci permanent, une continuelle incertitude dans la crainte du lendemain, sous l'épée de Damoclès d'une précarité et d'un isolement toujours possibles. De la même façon, et qui plus est, dans les mêmes proportions psychologiques, notre individualité a besoin d'autonomie d'action et d'initiative, la liberté d'entreprendre n'étant qu'une facette parmi beaucoup d'autres de l'infinie créativité potentielle du moindre individu. Or les multiples remarques « macro-sociétales » des sections précédentes s'avèrent intégralement transposables à l'échelon unitaire basique de chaque individualité, dont la nature est sans cesse tiraillée entre égoïsme et générosité, narcissisme et altruisme, jusqu'au point de susciter des comportements familiaux, professionnels, ainsi que socio-politiques, touchant parfois à la schizophrénie.

La compréhension de cette condition à la fois psychologique et sociétale implique donc de concevoir désormais chaque citoyen comme une sorte de « fonctionnaire » en qualité de personne sociale *et* de libre individu en tant qu'*homo-œconomicus*, cette double identité ne pouvant bien sûr se concrétiser autrement que sous la forme du calcul minutaire et de sa traduction ou actualisation historique toujours évolutive. Aussi surprenant que cette affirmation puisse paraître, nous ne connaîtrons la Paix individuelle et sociale, autant que l'équilibre durable et écologique qu'elle impliquera, que lorsque chaque citoyen sera ainsi égalitairement impliqué dans l'utilité commune nécessaire à la résolution garantie de tous les besoins vitaux, tels que chaque société peut démocratiquement les définir en fonction de ses diverses ressources via l'analyse minutaire. Ainsi la *biéconomie individuelle* est-elle le fondement de toute société intelligente dépassant les limites du comportement réflexe et primaire qui empoisonne la vie sociale des humains depuis des millénaires, en permettant de coordonner enfin *distinctement* les deux pôles vitaux de nos pulsions sociétales et individuelles contradictoires pour pouvoir les rendre utilement complémentaires.

Contrairement au mélange confus qui nous dicte tant d'erreurs depuis les premières communautés humaines, et dont la caractéristique est de promouvoir sans cesse un ordre *vertical* discriminatoire peu ou prou imposé par la force et la violence, la partition en quelque sorte

verticale autorisée par le parallélisme ou la subdivision simultanée de deux temps de vie en parfaite correspondance vis-à-vis de leurs finalités individuelle et collective rendra *tous* les citoyens équitablement libres et utiles. Leur identité commune pourra de la sorte s'épanouir et s'affirmer solidairement grâce à l'égalité minimale garantie, en libérant d'autant les esprits de leur inquiétude vitale, tandis que l'essentiel du temps ainsi libéré offrira constamment le vrai choix individuel de son utilisation. Ce cloisonnement nécessaire à la résolution définitive de la contradiction socio-économique s'avère être la seule et unique solution pour satisfaire durablement aux conditions sociétales de la démocratie, de la Justice et de la Paix, en respectant la même binarité paritaire de l'individu jusqu'à la société.

L'Histoire elle-même suggère en creux cet indispensable progrès en montrant que toutes les économies développées sont condamnées à faire croître la proportion de richesse consacrée aux services publics en tout genre, y compris en accéléré dans les pays émergents, Chine en tête, ce qui finit d'ailleurs par augmenter le coût social du travail bon gré mal gré, et quel que soit le régime politique du pays considéré. Le propre d'une société « économiquement avancée » est de multiplier les richesses *universellement* nécessaires, au point même d'aboutir à une quasi parité d'importance quantitative entre les secteurs public et privé à maints égards, a fortiori si l'on tient compte de tous les biens et services « vitaux » pour l'ensemble des citoyens en termes de minimum social décent. Face à cette loi vérifiable dans l'histoire de presque toutes les civilisations, le démantèlement systématique des services publics prôné par le néolibéralisme actuel fait d'autant plus figure de régression *a-sociétale* en direction de la jungle primitive. Or, précisément, malgré la déconstruction temporaire programmée par cette mondialisation toute financière et ses effets socio-politiques ravageurs, les sociétés avancées dignes de ce nom sont toujours empiriquement aimantées par le besoin d'un équilibre -hélas très confusément mixé- entre les secteurs public et privé, dans l'acception la plus large de ces termes. Cela étant dit, la séparation de ces deux secteurs n'est pas assez explicitement établie, autorisant un mélange des genres propice à tous les abus, et d'autre part ces deux sphères n'associent pas systématiquement chacun des citoyens

dans son individualité. Il n'en reste pas moins que la tendance historique montre qu'il n'est pas si impensable d'envisager en quelque sorte autant de « fonctionnaires » que de citoyens, ici dans le seul sens d'une semi-sécurisation vitale, dès lors que l'on se doit de raisonner en termes de *temps partiel et de valeur (ou richesse) vitale égalitairement répartis*, impliquant donc logiquement la moitié de l'ensemble des énergies ou ressources sociétales, afin de satisfaire à ce qu'il faut bien appeler la *loi de l'équilibre bisphérique tendanciel*, (et ce, même indépendamment de la production ou fourniture des biens et services correspondants par tel ou tel secteur public ou privé). Il apparaît en effet que toute société *équitablement* développée a tendance -même malgré elle- à « égaliser » l'ensemble de ses énergies, biens, services et besoins tant matériels que culturels ou financiers, en deux *moitiés* correspondant curieusement à notre double nature d'individu grégaire, soit une moitié indispensable à chaque citoyen de façon minimalement identique ou égalitaire, dès lors concernant l'ensemble de la population, tandis que l'autre moitié, moins vitale ou plus optionnelle, ne semble concerner que la demi-population supérieure, ce schéma correspondant toutefois, comme déjà précisé, à l'*apogée* d'une civilisation aussi équilibrée que possible grâce au ciment continu de classes moyennes très largement majoritaires, ce que toute observation sociologique exhaustive *et minutarisée* pourra très bientôt confirmer.

Enfin, le nouveau palier historique sans précédent que représente la gestion biéconomique semble déjà inconsciemment anticipé par la multiplication d'avis experts de bon sens sur le besoin de garantir un revenu élémentaire universel, ou même de distribuer d'office une rente citoyenne afin de maintenir un minimum d'activité et d'équilibre social dans un monde rendu fou par la griserie de ses élites et une économie vidée de son sang pécuniaire. L'idée fait donc son chemin en direction d'un minimum égalitaire considéré comme juste et nécessaire, mais les conditions pratiques d'une telle évolution requièrent le calcul minutaire et le principe biéconomique, sans lesquels il serait injuste et suicidaire pour la dignité des humains de rétribuer des personnes sans contrepartie pendant que d'autres resteraient forcées de s'aliéner au travail jusqu'aux limites du *burn out*. La société tempérante, en tant que super-individu,

devra donc sans doute consacrer la moitié de sa richesse à sa nature *de facto* intérieurement sociale ou grégaire, à travers la fourniture égalitaire de la Garantie Citoyenne et le strict contrôle des devoirs correspondants en matière d'emploi minimal à mi-temps, outre les habituels services publics ou régaliens forcément inclus dans la même sphère publique.

4 - Sphère Publique et Biéconomie.

Dans une logique délodiste et biéconomique, la redéfinition du Bien Commun ou du secteur public dépasse inévitablement les critères plutôt limités de l'expérience historique, pour concerner ici tout ce qui permet de concrétiser la garantie citoyenne minimale dans sa dimension socio-économique. En effet, en fonction des cultures et des mentalités propres à chaque pays, et plus encore selon chaque époque considérée, la prise en charge collective de tel ou tel besoin par l'autorité publique varie sensiblement, prouvant à quel point *le choix* permettant de définir telle ou telle activité comme relevant de la collectivité ou de l'initiative privée reste relatif et donc subjectif. Cela dit, cet empirisme est naturel, puisque le propre de tout développement est bien de faire *évoluer* les besoins de l'ensemble des citoyens (parfois très au-delà de l'optimum), ce qui nous pousse à redéfinir sans cesse le bagage matériel et culturel considéré comme un minimum décent. Chaque population autonome ou souveraine doit donc pouvoir choisir librement et démocratiquement la proportion, le contenu et l'étendue concrète de « l'action publique » au service de toute la communauté, ce qui sera très loin d'être le cas aussi longtemps que la démocratie directe, locale et seulement *déléguée* au niveau national, ne sera pas la source de toute décision.

La distinction entre sphères privée et publique est donc le reflet très fidèle de la situation politique d'un pays, de ses institutions, de son niveau de développement socio-économique, et plus encore des valeurs culturelles qui sous-tendent la société en question. Les services publics sont de fait définis et priorisés en fonction d'un contexte évolutif, tantôt progressiste, tantôt régressif, selon l'équilibrage hélas jusqu'à présent si précaire de systèmes sociétaux biaisés par leurs propres contradictions,

tandis qu'en l'absence de démocratie authentique, les élites dictent leurs volonté à la majorité des citoyens en toute illégitimité fondamentale, puisqu'en se satisfaisant de l'apparente légalité d'un système électoral confiscatoire. Dès lors, il va de soi que l'évolution délodiste permettra de garantir une bien meilleure définition des priorités et, a fortiori, des domaines d'action réservés aux seuls pouvoirs publics, sans oublier une répartition spontanément optimale desdits pouvoirs entre les différents échelons géographiques du territoire considéré.

Les choix stratégiques et qualitatifs résultant de cette nécessaire évolution déterminent l'aire réservée du *Domaine Public* et de l'action collective, au travers d'une tendance historique naturelle qui semble peu ou prou équilibrer ce Bien Commun vis-à-vis du secteur privé, comme déjà constaté précédemment, (du moins en termes de besoins vitaux ou communs à tous les citoyens de chaque société) et l'évolution délodiste, désormais équipée de l'outil minutaire et de la solution biéconomique, ne manquera pas de remanier ces priorités dans un ordre socialement et économiquement beaucoup plus efficient, enfin capable de respecter la Maison Commune du point de vue humain autant qu'écologique. Par ailleurs, il est probable que bien d'autres activités ou fonctions seront « socialisées » ou communalisées au fil du temps et de l'apparition de besoins considérés comme devenant peu à peu universels et permanents, sans pour autant jamais empiéter sur l'*équi*-proportion de liberté privée, en termes de calcul minutaire objectif.

En pratique, s'agissant surtout de prioriser les choix en question, il devrait être possible d'utiliser le principe pétitionnaire et statistique prévu par la Constitution délodiste afin de savoir selon quel ordre de priorité la majorité citoyenne considère les divers biens et services déjà collectivement fournis ou potentiellement disponibles. De même, pour répondre à certains besoins moins systématiques, il est techniquement possible d'envisager une limite quantitative pour profiter d'abord de la « gratuité » d'un service public spécifique, limite au-delà de laquelle le citoyen doit alors « payer » le même service via l'économie privée. En toute logique historique, ledit Domaine Public sera appelé à croître en importance, jusqu'à atteindre le maximum de 50% de la richesse totale,

que cela soit en secteur public ou par sous-traitance du secteur privé, attestant directement la démocratisation d'une croissance économique optimisée et pérennisée en progrès social partagé, tandis que l'efficacité autorisée par des innovations techniques et scientifiques toujours plus performantes permettra de réduire d'autant, pour chacun des citoyens, le temps et le rythme de travail nécessaires à la satisfaction de ces besoins individuels et collectifs *vitaux*, c'est-à-dire déjà amplement suffisants.

Quel que soit le mode opératoire démocratiquement choisi pour l'indispensable *partition biéconomique*, et bien au-delà du seul secteur public, le *Domaine* Public se définira d'un point de vue plus complet comme étant l'ensemble des activités privées ou publiques assurant pour chaque citoyen les mêmes garanties matérielles et culturelles minimales, sous la forme de production de biens ou de services, pour la satisfaction de tous les besoins jugés *citoyennement* universels, correspondant aux possibilités de la société concernée en termes de ressources disponibles. Ce droit élémentaire fait partie intégrante de l'Égalité constitutionnelle dans sa dimension matérielle afin de garantir l'essentiel des besoins les plus concrets, sans la satisfaction desquels aucune liberté de choix, ni même de temps personnel, et donc d'implication culturelle et politique, ne saurait être assurée pour *tous* les citoyens.

Le droit sans précédent ainsi obtenu par chacun se doublera du devoir simultané de participer au service public dans la limite du temps et des moyens nécessaires à la satisfaction de cette Garantie Citoyenne par la collectivité, sur la base d'une organisation minutaire contrôlée aussi localement que possible et démocratiquement gérée. Cela implique donc un égal statut pour tous les citoyens au sein du Domaine Public, sous la forme *minutairement* proportionnée d'une participation le plus souvent financière via l'impôt, en relation objective et variable avec les revenus de chacun, et plus rarement par le biais d'un Service Citoyen à mi-temps, s'agissant des adultes qui ne sont pas autonomes du point de vue socio-économique, puisque chaque être humain naissant en société acquiert simultanément le droit *et* le devoir d'endosser un rôle social à part entière, de même que l'utilité commune qui lui correspond, assurant par là sa dignité en même temps que son confort matériel et culturel, sa

tranquillité d'esprit et sa symétrique liberté de choix et d'action sur la moitié de son existence quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle.

Cette participation individuelle au bien commun est l'expression la plus concrète de la tempérance sociétale nécessaire à la Paix civile, et la juste répartition des droits et devoirs afférents constitue le seul moyen de respecter et de garantir a minima l'égalité objective définissant la vie au départ de toute histoire individuelle ou collective. D'une manière ou d'une autre, le fameux « *vivre ensemble* », si souvent invoqué depuis la disparition de sa réalité trop précaire, impliquera plus que jamais cette révolution dans nos mentalités, autant que la reconnaissance de notre solidarité d'humains embarqués sur la même planète par le Mystère de l'Existence. Il n'est certes pas évident d'accepter spontanément une telle nécessité, tant les esprits d'aujourd'hui sont plus que jamais modelés, non seulement via l'éducation, mais quasiment génétiquement depuis des générations, par le culte du profit et de l'individualisme forcené.

Pourtant les limites du système historique spontané faussement appelé « libéral » sont déjà trop évidentes pour avoir le choix et ne pas opter pour la solution idéalement clarifiée d'une partition biéconomique harmonieuse sur la mesure fiable et constante de la pulsation minutaire. Quel que soit le temps de réflexion nécessaire pour digérer ces pages, toute intelligence tempérante et bien intentionnée comprendra par elle-même qu'il n'est aucune autre solution disponible pour s'offrir enfin le luxe authentique du libre choix, du temps libre, et de la simplification nécessaire de nos existences et de nos sociétés, à la seule condition de le faire *ensemble* et *pour tous* au sein de chaque communauté républicaine.

Á défaut d'une telle organisation volontairement acceptée par la compréhension de notre double nature, personne n'est réellement libre dans la semi-jungle habituelle des sociétés mélangeant les intérêts privés et publics, économiques et sociaux, ou solitaires et solidaires, dont les essences contradictoires nous divisent de part en part depuis l'élément individuel jusqu'à l'ensemble sociétal. La confusion permanente entre ces deux besoins *également vitaux* explique les injustes douleurs de la longue Histoire de notre Humanité, en nous dictant des comportements

inutilement concurrentiels de rapports de force primaires dignes d'une jungle animale, pour aboutir aux résultats des aberrations d'aujourd'hui. De fait, en l'absence de la double société rendue techniquement possible par le principe biéconomique sur la seule base de la référence minutaire objective et universelle, chacun se trouve encore stupidement condamné à lutter pour survivre, à dominer pour vivre mieux, voire à tricher pour accumuler au-delà de toute décence, au prix du gaspillage généralisé du temps si précieux qui fait toute la valeur de chaque existence.

Le niveau de vie des gagnants minoritaires se paie alors au prix fort d'un manque chronique de temps libre, de liberté d'esprit et de bon sens élémentaire perdu dans la surconsommation ou la soif inextinguible de pouvoir, tandis que l'immense majorité des vrais perdants n'a pas de quoi satisfaire son juste minimum vital, sauf à se laisser exploiter sur un rythme rendu de plus en plus insupportable par la mise en concurrence mondialisée. En perpétuant ainsi le brouillage des cartes publiques et privées sans définition rationnelle ou étanche de ces deux hémisphères sociétaux ni sanctuarisation d'un minimum vital égalitaire, nos sociétés gaspillent toujours plus d'argent et de temps, autrement dit de valeur minutaire et de vie humaine, au point de mettre en péril tout l'équilibre planétaire, faute de savoir régler intelligemment les contrastes excessifs, et à terme explosifs, du tableau sociétal de chaque aventure collective.

Pire encore, c'est précisément ce mélange de genres incohérent qui oblige tous les rouages de nos sociétés humaines à se complexifier inutilement autant qu'à grossir indéfiniment, sans pour autant satisfaire la quête essentielle d'un bonheur équilibré par la sécurité d'une juste Paix civile. La précarité psychologique si naturellement entretenue par les conditions historiques de notre vie terrestre nous dictera le mauvais réflexe du skieur novice régulièrement accidenté aussi longtemps que la répartition économique de nos tendances contradictoires en deux temps parallèles distincts ne sera pas démocratiquement assurée par et pour chaque individu, ni contrôlée le plus localement possible. La violence endémique, plus ou moins explicite, des nombreux systèmes sociétaux testés jusqu'à présent via une Histoire toujours oppressante et souvent sanglante, résulte de fait de cette confusion comportementale primaire,

véritable dilemme dont la résolution n'est possible qu'en acceptant enfin la clarification biéconomique de notre ambivalence terrestre, via une analyse minutaire libérée de tout préjugé social, culturel ou idéologique.

En s'appuyant sur les fantastiques progrès de la connaissance, dont les potentialités n'attendent plus qu'un nouveau cap à la hauteur de l'idéal humaniste du Tempérant qui sommeille en chaque personne, la solution biéconomique ici proposée offre la seule issue pertinente pour résoudre l'équation qui définit notre pesanteur sociétale. Le propre de l'homme n'est-il pas en effet de chercher à comprendre les mécanismes du monde qui l'entoure pour se libérer de ses limites en en respectant les lois, comme c'était le cas pour son rêve de voler tel un oiseau ?

C'est pourquoi, dans le domaine désormais crucial des sciences sociales, la prochaine étape de notre humanisation encore incomplète passera inévitablement par l'application du principe biéconomique et du calcul minutaire pour ce qui concerne l'économie, aussi sûrement que tout progrès politique substantiel supposera mise en place d'une forme ou une autre de constitution délodiste. Dans l'attente du complément culturel qui fera l'objet du prochain volume, ces trois premières faces de la fameuse pyramide sociétale (faces politique, économique et sociale), sont indissociablement liées par une cohérence nouvelle correspondant aux besoins sociétaux les plus urgents du monde déboussolé qui suscite ces observations tempérantes.

Au moment où la logique néolibérale et monopolistique, typique du comportement historique réflexe décrit plus haut, semble sur le point d'atteindre son apogée planétaire en même temps que son incohérence la plus explosive, la solution socio-économique ici proposée permet de comprendre désormais à quel point l'échelle toujours grandissante des contradictions exportées via le commerce mondial financiarisé ne fait qu'aggraver les déséquilibres « spontanés » engendrés par l'absence de rationalité collective minimale et régionale. De la même façon, tous les systèmes politiques qui correspondent à ce comportement si primaire s'avèrent biaisés par le principe électoraliste autant que par la porosité d'une frontière trop floue entre sphères privée et publique, au point que

les responsables politiques finissent immanquablement par s'agenouiller platement devant les pouvoirs économiques, tandis que leur rôle sociétal et régalien devient ingérable face aux conséquences sociales de la loi du marché. Or, vue sous le nouvel éclairage de l'approche biéconomique, cette évolution, comparable au pathétique pédalage d'un cycliste sur un vélo dépourvu de chaîne, corrobore toutes les remarques qui précèdent au travers d'un sur-place *humain* et *social* de plus en plus exténuant et énergivore, ce que tant de citoyens peuvent observer quotidiennement en subissant la fuite d'un temps mal vécu, sous l'emprise d'une délétère accélération.

Á ce stade des présentes *Réflexions*, force est donc de noter que la « socialisation partielle » (de principe et par le calcul minutaire), ou semi-sécurisation légale de l'ensemble des citoyens de chaque société, s'avère incontournable pour l'avenir de notre Humanité si le monde doit progresser vers la Paix via une Justice ainsi devenue universelle, quelles que soient les modalités que l'application de cette invention nécessaire induise, comme l'occasion se présentera de le remarquer ultérieurement. Constatons pour l'instant qu'il s'agit ni plus ni moins d'une révolution culturelle au sens le plus noble du terme, dont l'intérêt sans précédent est de clarifier et simplifier la complexité sociétale en se libérant de la confusion caractéristique de nos comportements historiques les plus instinctifs. Par le moyen de la biéconomie minutarisée, les conditions socio-économiques de la sérénité individuelle et de la Paix sociale, tant communautaire qu'internationale, se verront enfin *toutes* réunies, tandis que les économies de vie, de temps et de ressources naturelles qui en résulteront rendront le développement et sa croissance modérée enfin compatibles avec le respect de l'environnement, du fait que ces deux moteurs du progrès humain ne seront plus suralimentés par les excès nocifs et cumulatifs que tout déséquilibre sociétal habituel nourrit via ses propres contradictions. Dès lors, une croissance durable, vertueuse, raisonnable et partagée pourra voir le jour, en lieu et place de la frénésie boulimique actuelle, laquelle, au bout du compte ne satisfait personne de façon « équilibrée ». D'une manière ou d'une autre, que cela puisse s'organiser concrètement ou grâce à certains calculs de répartition, tout citoyen majeur doit donc être égalitairement impliqué dans la résolution

de la priorité communautaire que représente la seule Garantie Citoyenne matérielle et culturelle, à la façon du paiement d'une cotisation par les membres d'une quelconque association, condition préalable du droit de vote et de participation aux divers projets impliquant cette dernière, ce qui ne doit aucunement empêcher certaines personnes de se voir dûment confier plus de responsabilités de façon démocratique, et donc délodiste. Telle devrait être la nouvelle réalité sociétale d'un avenir réellement pacifié, en lieu et place du velours pseudo démocratique qui gante une main de laissez-faire toujours plus abusive aux dépens des droits vitaux. En passant ainsi de l'économie mixte monétaire à la double économie minutaire, le cloisonnement biéconomique indispensable répondra aux besoins contradictoires des individus et de la communauté, permettant à chacun de se sentir enfin respecté dans l'utilité de ses devoirs citoyens universels autant que dans la liberté de ses droits individuels.

De plus, en dépit de l'empirisme historique qui a prévalu jusqu'à ce jour, il a été observé que la proportion des besoins *communs* aux citoyens de chaque population assez évoluée croît spontanément jusqu'à atteindre peu ou prou la moitié des énergies humaines ou de la valeur socio-économique de l'entité sociétale considérée, sinon même du total des produits et services fournis par les secteurs public et privé, quel que soit le panachage spécifique des productions-prestations de ces derniers. Si cette tendance révélatrice de notre ambivalence socio-économique naturelle doit progressivement aboutir à la quasi « fonctionnarisation » *de principe*, ou plus exactement à la semi-sécurisation universelle d'une population adulte donnée, on peut considérer dans ce cas que la partition biéconomique consiste tout simplement, d'une manière ou d'une autre, à garantir à chaque citoyen adulte l'*équivalent* technique et financier d'un temps de travail partiel de 50%, vital et suffisant, pour lui comme pour la société, temps partiel dont la proportion minutarisée par rapport au temps libre ou privé serait sans doute appelée à décroître en fonction du progrès (du moins en l'état actuel de ces *Réflexions*).

La tendance historique évoquée ci-dessus, ainsi que sa confusion inaboutie en raison des improvisations empiriques *mixant* les besoins si contradictoires de l'individu et de la société, de la liberté et de l'égalité,

ou du privé et du public, suggèrent la recherche d'un équilibrage partitif clair, optimal et dynamique entre les deux principaux secteurs sociétaux, et surtout la double existence de chaque citoyen via son appartenance à chacun de ces deux espaces, lesquels deviendront aussitôt parfaitement complémentaires.

La partition biéconomique *individualisée* peut ainsi s'entendre comme un tri aussi nécessaire que salutaire après des siècles d'évolution sociétale improvisée, pour enfin capitaliser socialement un minimum de garanties devenues potentiellement accessibles à tous grâce au progrès des sciences appliquées, et ce n'est pas un hasard si la planétarisation du système comportemental le plus naturel coïncide avec le besoin urgent de reclasser et simplifier les choses dans la pagaille socio-économique peu à peu constituée. De ce point de vue-là, la biéconomie minutaire est comparable à la dé-segmentation d'un ordinateur déjà saturé de dossiers oubliés et autres documents obsolètes ou redondants qui finissent par paralyser le bon fonctionnement du disque dur, et ce, aux fins d'opérer un *restart* nécessaire sur les meilleures bases possibles, apte à filtrer et classer spontanément la suite complète du travail informatique souhaité.

Cet assainissement sociétal de l'économie aura pour seul but de pacifier la satisfaction des besoins vitaux communs à l'ensemble des citoyens, en libérant par ce biais *toutes* les énergies individuelles que le temps libre et son secteur « privé » garantiront toujours par ailleurs. La différence notoire est que, pour la première fois dans l'histoire humaine, cette liberté y gagnera son sens plein de *libre choix pour tout un chacun*, ce qui aura pour effet quasi immédiat, dans ledit secteur libre ou privé, de promouvoir les meilleures initiatives autant que de décourager les pires, exactement à l'opposé de l'évolution habituelle caractéristique de nos systèmes non dédoublés, ou « mono-systèmes ».

En matière de débat idéologique, ce palier historique présentera l'avantage de désamorcer les conflits politiques dans ce qu'ils ont de plus violent et caricatural, puisque les idées dites de droite, de gauche ou du centre se trouveront dès lors toutes intégrées au sein du système biéconomique, dans une complémentarité optimale qui les libèrera de

l'édulcoration si compromettante pudiquement déguisée sous le terme de « *real politics* ». Le nouveau secteur public démocratiquement défini par la partition biéconomique individualisée correspondra de fait au côté social de notre Humanité dans son expression collective, tandis que le secteur privé ainsi libéré pour *chaque* citoyen favorisera plus que jamais le côté individuel et personnel de nos trajectoires uniques. Autant dire que jambe droite et jambe gauche marcheront désormais de concert sans se faire le moindre croche-pied faussement centriste, pour savourer une randonnée terrestre enfin libérée des accidents quasi permanents de la violence et de ses extrémismes. S'il faut donc résumer l'apport politique prévisible de la biéconomie minutaire en complément de la constitution délodiste qui lui correspond, le meilleur terme possible est celui de *bi-centrisme intégral* ou *complet*, dans la mesure où le véritable équilibre à trouver entre les deux natures si contradictoires de notre Humanité ne saurait plus être en aucun cas le « *et en même temps* » impossible d'une mixité promettant tout avec son contraire, telle la trompeuse couverture politique de l'ultralibéralisme européen. La seule solution équitable et stable dans la durée consiste dès lors à associer le meilleur de nos deux lobes cérébraux sans mélanger en aucune façon leurs fonctionnalités idéalement complémentaires, via le *bi-centrisme intégral* de ce que l'on pourrait appeler ici un *équi-libéralisme* impliquant tous les citoyens et incluant par-là même l'ensemble de l'éventail politique ou idéologique habituellement observé. Cela revient à dire que la division caricaturale des positions politiques usuelles se dissoudra en chacun de nous grâce à la dualité pleinement assumée qu'autorisera la biéconomie, individuelle autant que collective.

Les idéologies si parcellaires qui catégorisent les citoyens entre gauche, droite et tant de nuances ou variantes extrémistes, apparaissent comme des caricatures compréhensibles et historiquement nécessaires dans la mesure où, jusqu'à présent, notre pesanteur socio-économique s'est plu à nous faire mélanger les deux ingrédients clés de notre recette sociétale, pour un résultat hélas toujours indigeste à long terme. Mais à la lumière de la biéconomie et de sa juste mesure minutaire et objective, ces vaines luttes politiques expriment toute l'incohérence de ce mélange impossible, tel que résumé par le fameux dilemme déjà mentionné. Il est

dès lors certain que la mise en place d'une société biéconomique, tout comme sa *re*constitution enfin démocratique via la solution délodiste, apaisera ces conflits politiques en débats de fond ouverts sur des choix concrets, au point de libérer les *néocitoyens* de tout risque d'extrémisme idéologique à venir, y compris celui d'un *ultra*libéralisme déguisé en pseudo-centrisme ou autre « sociale démocratie » à l'européenne.

Du point de vue de la logique économique, et comme la suite de ce livre donnera l'occasion de le constater, la biéconomie joue le rôle d'une sorte de catalyseur-séparateur permettant de rendre compatibles les caractères affirmés de la rationalité *micro*-économique et de sa sœur jumelle *macro*-économique, en offrant à chacune « sa propre chambre », son propre espace vital indispensable au cœur de chaque citoyen, pour rendre enfin plus harmonieuse et pacifique la vie de toute la maisonnée. En effet, en l'absence de solution biéconomique, et bien que toujours légitimement fondée en tant que source essentielle de progrès via toutes sortes d'initiatives innovantes, la recherche individuelle d'un *juste* profit aboutit historiquement à sa propre négation en atteignant à terme l'*abus* de pouvoir de quelque coagulation monopolistique toujours liberticide, sur une dimension peu à peu humainement disproportionnée, et pour les conséquences que l'on sait. Autrement dit, faute de solution tempérante, délodiste et biéconomique, toute domination légitime et méritée devient *sur*-domination, violence et injustice vitales, sans aucun repère objectif pour faire le moindre tri salutaire, y compris dès le départ de son essor, en raison de la double nature qui s'y mélange immanquablement. D'où le besoin, non seulement de libérer le temps de son carcan de surtravail, mais aussi de répartir les seuls *excès* du *sur*profit pour rendre la justice vitale due à chaque citoyen adulte, moyennant la garantie d'exercer une activité à mi-temps, en tant que droit et devoir constitutionnels.

Face à ce dilemme de rationalité impliquant principalement les profits, les salaires et autres prix, les contradictions d'échelle que tout circuit économique renvoie en boomerang disparaîtront grâce à l'effet à la fois dissociatif et « *complémentarisant* » de la solution biéconomique dans la vie de chaque citoyen. De fait, l'opposition de nos deux natures socio-économiques, habituellement révélée par le changement d'échelle

entre la micro-économie d'entreprise et la macro-économie sociétale, se résoudra dès l'échelon individuel et local sans impliquer la moindre contradiction au niveau de la comptabilité nationale, grâce son effet de capitalisation sociale évolutive. Par ce dédoublement généralisé à tous les citoyens adultes, le catalyseur biéconomique permettra de précipiter au fond de l'éprouvette tous les éléments d'un minimum social devenu peu à peu sanctuarisé au fil du libre bouillonnement d'une Histoire dont le secteur privé restera toujours le principal moteur, surtout en matière d'innovation. Ainsi se constituera le fameux cœur pyramidal sécurisé.

La double économie, voire la double société, qui apparaît là aux yeux du lecteur est tout sauf l'effet d'une fatigue visuelle, puisque tant du point de vue politique qu'idéologique ou socio-économique, l'astuce biéconomique correspond au *bon sens commun* de la plus évidente des lois physiques en matière de balance minimale. Car, sauf à parler d'un engin solitaire à deux roues qui ne saurait convenir à la situation d'une société, l'équilibre de tout moyen de locomotion routière un tant soit peu collectif repose sur la répartition spatiale judicieuse de quatre roues tout aussi complémentaires que les faces d'une certaine pyramide. Dans cet exemple quelque peu prosaïque, la séparation rationnelle proposée à travers ce chapitre correspond à l'*espacement* des deux roues de chaque essieu, tout comme il en est forcément de même pour les rails d'une voie ferrée, faute de quoi, depuis le début de l'Histoire des humains, nos réflexes primaires nous font rouler tantôt sur un unique côté jusqu'à l'extrême, tantôt sur deux roues centrales dont l'une est toujours derrière l'autre, tandis que les passagers se disputent le privilège de conduire, dans l'ignorance de la seule solution d'équilibre durable, au risque ainsi garanti de quelque accident périodique aggravé par la vitesse d'une fuite en avant. La philosophie duale sous-jacente à la biéconomie délodiste n'est autre qu'un humanisme tempérant et respectueux de ce que toutes les convictions économiques, idéologiques ou même religieuses ont de meilleur et d'universel. Non seulement cette « solution » à la fois simple et pratique permettra de respecter enfin les lois quasiment physiques des sociétés humaines, mais encore rejoindra-t-elle l'essence de nos idéaux les plus élevés, prouvant en cela à quel point les multiples chemins de la pensée et de la connaissance peuvent se rejoindre au-dessus des mêlées

habituelles, sitôt qu'une avancée utile peut correspondre aux attentes de chaque période critique de l'Histoire.

Comment dès lors ne pas terminer ces réflexions intermédiaires sur la plus belle image qui soit, à travers la célèbre histoire allégorique des *longues cuillères*, au sujet du Paradis et de l'Enfer ? Le résumé en est assez simple puisque l'un et l'autre ressemblent à un très copieux banquet que les mêmes convives doivent savourer tout en étant obligés d'utiliser de trop longues cuillères, lesquelles prolongent leur avant-bras sans possibilité d'en ajuster la prise en main, tandis qu'assis sur des tabourets trop hauts et n'ayant pas de table autour du plateau central, ils s'avèrent incapables de manger quoi que ce soit (Enfer) sans nourrir celui d'en-face pour être nourri en retour (Paradis).

Malgré une origine encore incertaine que seuls des historiens ou anthropologues pourraient peut-être éclaircir en datant ou en localisant l'invention de la cuillère, cette légende offre une percutante illustration du propos qui se termine ici, tant par la simple invention pratique qui solutionne judicieusement ce dilemme, que par les valeurs morales et humaines qui suscitent la bonne réaction. De fait, la vie terrestre ne sera qu'un enfer déguisé foncièrement injuste et violent aussi longtemps que l'intérêt individuel prévaudra *de façon vitale* sur l'intelligence sociale, puisqu'en réalité, la générosité minimale d'une semi-égalité prioritaire est dans l'intérêt *préalable* de chacun.

La comparaison avec cette allégorie s'arrête pourtant là, dans la mesure où la partition biéconomique des sociétés délodistes de l'avenir respectera autant la liberté individuelle que la nécessité d'une justice sociale minimale, sans quoi il est vrai que ces deux besoins légitimes resteront toujours aussi aliénants, obsédants et impossible à satisfaire. La solution *de principe* vient d'être établie et succinctement décrite en tant qu'intuition dérivée de l'observation du présent. Á charge, pour les prochaines *Réflexions*, d'en préciser les modalités pratiques qui peuvent correspondre, du moins autant que faire se peut.

Mars 2020

Réflexions Socio-Économiques 4

Les Options Biéconomiques

Leçon de Management

En taillant leur route avec obstination en dépit du gros temps de l'actualité, les *Réflexions* tempérantes peuvent se nourrir au passage des aléas de la météo historique pour mieux s'en émanciper grâce à leur cap résolument universaliste, tandis que les algues accrochées à leur carène depuis leur port d'attache français concrétisent un lien indéfectible dont la spécificité n'en est pas moins mondialement profitable.

Ainsi en est-il, en pleine crise sanitaire du Covid 19, de l'éhonté mensonge du gouvernement français concernant la prétendue inutilité des masques de protection pour *tous* les citoyens, sur la décision d'un Président Macron forcé d'assumer l'inconscience du prédécesseur dont il était le conseiller puis le ministre, alors que nombre de pays et villes-états asiatiques, d'une densité de population record, ne déplorent que quelques dizaines ou centaines de victimes sans avoir eu aucun recours au confinement. Pourquoi commander tardivement -à la Chine qui plus est !- deux milliards de masques aussi *bêtement* faciles à fabriquer selon

les propres paroles de ce même Président, si leur usage généralisé n'a aucun intérêt ? En réalité, via une cruelle comparaison quotidienne avec nos voisins nord-européens ou les exemples déjà mentionnés, les erreurs de gestion s'ajoutent aux fautes politiques pour dénoncer de la façon la plus éclatante toute l'aberration de la logique mondialiste et financière, attestant ainsi la perte de souveraineté la plus minimale qui soit dans le domaine crucial de l'urgence sanitaire, tout autant que l'incurie d'un superpouvoir centralisé géré à la façon d'une entreprise du CAC 40. Ce flagrant délit d'anti-gestion vaut donc au peuple français des milliers de morts, de souffrances et de privations de liberté inutiles, tandis que par un effet boomerang douloureusement mérité, la paralysie économique et sociale résultant du confinement généralisé lève à nouveau le voile sur l'inefficience comportementale inhérente au libéralisme *incontrôlé*. De fait, sans même faire appel aux précédents chapitres des *Réflexions* en cours, la seule leçon positive à tirer de cette triste situation est que tout bien ou service d'intérêt commun ou universel doit faire l'objet d'une gestion et d'une production aussi locales ou régionales que possible, ne serait-ce que par cohérence démocratique en termes de souveraineté à échelle humaine, puisque la gestion étatique ou sur-centralisée s'avère foncièrement inapte en termes de réactivité et d'efficacité. Sachant par ailleurs qu'il n'est aucun besoin d'être énarque pour comprendre que l'emploi local et le respect de notre environnement vont forcément de pair avec cette indispensable relocalisation, les chantres du libéralisme débridé se trouvent au pied du mur, stoppés de justesse avant le pire, désormais incapables de vendre leur rêve égoïste aux masses électorales et piteusement condamnés à faire « marche arrière toute » pour sortir de la folle impasse de l'argent-Roi, au point de contredire ouvertement leur propre *credo*.

Force est dès lors de constater que l'attente d'un autre monde se fait plus urgente que jamais, à travers maints questionnements et débats sur l'*après-crise*, dont l'obsession exacerbée se résume peu ou prou à la question ô combien passionnante du « *what next ?*». En espérant que ce traumatisme mondial sans précédent procurera enfin l'occasion d'une remise en cause humainement profitable, et ce, en dépit des risques de mésentente cacophonique sur les solutions à apporter, la pierre d'angle

ajoutée par la présente recherche pourrait se muer en clé de voûte d'une arche future propre à relier les quatre piliers de toute société humaine, à condition d'en reprendre dès à présent la taille assidue, au moyen des nouveaux outils désormais disponibles.

1 - Biéconomie Horizontale ou Parallèle.

Afin de tenir compte du dilemme exploré dans les chapitres qui précèdent, et plus encore du besoin de séparation totale qui s'impose désormais pour rendre compatibles et complémentaires les deux facettes de notre nature humaine via la biéconomie, la première idée qui vient à l'esprit consiste à imaginer ici deux sociétés parallèles, deux économies totalement étrangères l'une à l'autre, dans le temps vécu comme dans l'espace occupé, mais placées côte à côte, un peu à la façon de deux pyramides, à condition de laisser suffisamment d'espace entre elles pour que leur volume puisse éventuellement croître sans le moindre risque de contact préjudiciable. Cela étant dit, sachant que la base de tout édifice sociétal cohérent se résume aux fondations écologiques de son territoire et de ses ressources naturelles autant que démographiques, la croissance horizontale n'est qu'une stupide finalité guerrière, comparée au besoin d'élévation progressiste que représente de son côté la « verticalisation ». Dès lors, l'image la plus adéquate pour le présent propos est plutôt celle d'une « arche » politique assise sur deux solides piliers d'importance en tout point équivalente, à condition toutefois que ces derniers, en tant que Domaine Public et Domaine Privé, puissent évoluer de concert, au fil désormais ininterrompu des progrès de l'Histoire humaine.

Dans cette partition économique d'apparence extrême, pour ne pas dire « extrémiste », chaque personne adulte appartiendrait dès lors à deux sociétés parfaitement étanches dont les caractéristiques pourraient conserver les avantages principaux du socialisme et du capitalisme. La société communale qui en résulterait de prime abord prendrait la forme d'un communisme ou d'un socialisme idéalisé, sans pour autant risquer en aucune façon les dérives dictatoriales et si mortifères des systèmes centralisés et oppressifs d'hier et d'aujourd'hui, puisque la Constitution

délodiste garantirait *localement* un pouvoir directement démocratique à l'échelle humaine choisie par la majorité absolue des citoyens.

En parallèle, ou plus encore en complément très logique de cette société *communaliste* axée *socio*-économiquement sur la satisfaction concrète de la Garantie Citoyenne matérielle et culturelle, une nouvelle économie authentiquement libérale serait enfin en mesure de s'épanouir en offrant à chacun une même chance d'entreprendre -ou de participer *librement* à- toute aventure individuelle ou associative d'ordre privé. Il est à noter toutefois que cette indispensable économie de marché, pour respecter ses propres principes, serait elle-même assujettie à certaines limites écologiques et sociétales à définir en fonction de la loi commune démocratiquement établie, sur la base de choix éthiques et scientifiques évolutifs profitant, entre maintes autres choses, de l'analyse minutaire. Ces limites, objectivement fondées dans toute la mesure du possible, détermineraient alors un *plafond* en parfaite symétrie et cohérence vis-à-vis du *plancher* que représenterait la Garantie Citoyenne minimale.

L'usage spontané du conditionnel semble pourtant s'imposer ici par l'aspect pour le moins absolutiste de cette double recette de cuisine sociétale, avec pour résultat une assiette compartimentée offrant deux aliments aussi complets l'un que l'autre, puisque dans cette première hypothèse les Communes, les Départements et les Régions devraient *de facto* acquérir les moyens collectifs de satisfaire concrètement tous les besoins répertoriés dans la Garantie Citoyenne minimale, avec tous les risques qu'impliquerait la propriété commune des moyens de production afférents. De plus, si l'on mettait en place cette biéconomie horizontale, les deux demi-sociétés qui en résulteraient risqueraient d'être placées en situation de concurrence quasi redondante pour satisfaire différemment les mêmes besoins « vitaux », tandis que l'appropriation communale des moyens de production supposée par un tel système impliquerait tous les risques de rigidité, de planification autoritaire, voire de définition plus ou moins aveugle des besoins prioritaires, malgré les avantages certains d'une gouvernance locale ou régionale aussi démocratiquement assurée que possible.

Loin d'un bi-centrisme judicieusement équilibré, cette solution passablement schizophrène semble a priori n'avoir aucune chance de fonctionner en raison même de son double extrémisme, à l'image d'une balance dont les plateaux seraient bien trop éloignés pour ne pas briser l'axe qui les relie sous l'effet de leur charge, tandis que d'un point de vue plus écologique, la mise en concurrence des deux sous-systèmes impliqués ne ferait peut-être qu'accroître les risques de gaspillage, de redondance et autre double emploi, sauf à prévoir certaines précautions.

De prime abord, le bi-extrémisme de cette option « horizontale » semble être tout sauf la bonne solution à trouver, cumulant les multiples risques déjà si tristement expérimentés par les *excès* du capitalisme et du communisme, dont la dénonciation au cours des chapitres précédents a précisément abouti à la définition d'une quatrième voie, pour dépasser la troisième solution d'un impossible mélange des genres, cette dernière étant alors assimilable à l'image d'un seul et même plateau de balance condamné à un équilibre central bien trop précaire.

Pour autant, si l'on souhaite aller jusqu'au bout de cette logique horizontale, force est de constater qu'elle semble cohérente du point de vue des deux principes fondamentaux que représentent dans ce cas la satisfaction collective de tous les besoins essentiels, tant individuels que communautaires, ainsi que la nécessité constitutionnelle d'un localisme maximisé propre à rendre les citoyens et leur Commune ou Département aussi autonomes que possible, conditions fondamentales d'une liberté équitablement partagée, d'une meilleure réactivité de terrain et d'une souveraineté écologiquement optimale. De fait, s'agissant d'une société communale démocratiquement maîtrisée par la majorité citoyenne, les craintes précédentes liées au centralisme si autoritaire et liberticide des expériences communistes du passé n'auraient plus lieu d'être, puisque les choix définissant les besoins à satisfaire via la Garantie Citoyenne minimale, ainsi que la façon collective de les satisfaire via la production des nombreux biens et services correspondants, seraient constamment entre les mains des citoyens concernés, avec l'avantage sans précédent d'une réelle proximité de gestion.

Moyennant cette contrainte politique délodiste, il est possible de concevoir la Commune et le Département, en particulier, à la façon de puissances locales aptes à prendre les meilleures décisions, avec sans doute beaucoup plus d'efficacité qu'un État central dont la distanciation par rapport au terrain explique autant la corruption que l'incapacité à réagir, ne serait-ce que dans l'urgence d'une crise. L'actualité française la plus fraîche en donne parfaitement l'illustration, à travers le contraste qui oppose les bonnes paroles sans effet du Président Macron ou de son gouvernement, et les actions locales concrètes de nombreux maires et élus régionaux, à l'exemple de la décision prise par la mairie de Belfort de produire très localement les masques de protection sanitaire que Paris est incapable de lui fournir. Preuve que dans ce contexte de naufrage sanitaire, les petites chaloupes municipales sont plus sûres et plus utiles que n'importe quel Titanic orgueilleux devenu impossible à manœuvrer.

Dès lors, rien ne saurait empêcher ces pages d'explorer plus en détail l'option encore possible d'un *communalisme délodiste* organisé à la façon d'une société totalement égalitaire dans toutes les dimensions de la vie concrète que cela suppose. Puisque, par souci constitutionnel de limitation de l'impact écologique de l'Humanité, autant qu'en raison du droit collectif à une autonomie maximale, les communautés locales et départementales doivent procurer un travail utile à chaque citoyen pour la satisfaction garantie des besoins vitaux, la création d'*ateliers communaux*, voire intercommunaux ou départementaux, représente bel et bien une solution possible, ce qui suppose logiquement la propriété collective des seuls moyens de production locaux correspondants, mais désormais sans aucune exclusivité foncièrement abusive de ce principe, grâce à la présence d'un Domaine Privé d'importance équivalente, à la différence de ce qu'imposent les sociétés intégralement communistes ou socialistes. La tolérance de ce double système *socio*-économique offre ici l'avantage certain d'une liberté privée préservée, via un heureux effet de symétrie équilibrée avec la saine contrainte de garantie démocratique et locale offerte par la Constitution délodiste.

Le communisme marxiste et sa dictature du prolétariat toujours dévoyée en autocratie centralisée ont largement démontré leur échec, du

fait qu'il ne s'agissait que d'une antithèse totale du capitalisme, d'une construction idéologique purement *réactive*, pour aboutir finalement au véritable reflet inversé du capitalisme libéral, en raison de l'absence de démocratie politique, d'autonomie locale ou régionale, et plus encore à cause de l'absolutisme systémique qui lui interdit par principe de tolérer toute liberté d'entreprendre dans le cadre d'une économie privée. Or la solution délodiste, ici confortée par la garantie constitutionnelle d'une double économie publique *et* privée, telle que la permettra la gestion biéconomique et minutaire, supprime de fait tous les risques inhérents au communisme en question, via un communalisme démocratique tout-à-fait respectueux de la sphère privée qui la complète, tandis que les priorités et définitions des deux domaines en question évolueront au gré de la préférence majoritaire, sur un mode historique enfin pacifié.

De même, à l'opposé de la lutte des classes et des vains conflits idéologiques imposés jusqu'à présent par un impossible mélange des genres face au fameux dilemme déjà exploré opposant le privé au public ou l'individu à la société, le communalisme délodiste et biéconomique n'aura plus aucune raison d'opposer les citoyens en clans politiciens dès lors que la règle majoritaire s'appuiera sur le peuple tout entier, car la population concernée, enfin libérée des préjugés parcellaires et partiaux qui la subdivisent artificiellement, aura désormais acquis la liberté de participer en proposant, et plus encore de tout choisir en votant au lieu d'élire. Il ne fait aucun doute que le bon sens commun évitera tous les excès suscités par les minorités *sur*dominantes de l'Histoire, puisque par définition, chacun d'entre nous pourra enfin se décider en fonction de sa double nature, de son double intérêt d'individu-citoyen, ce qui garantira la préservation constante des deux sphères complémentaires.

La nouvelle politique s'épanouira dès lors en libre choix à la fois individuel et collectif via la majorité citoyenne, sur la base de débats de fond qui feront tomber toutes les manœuvres politiciennes d'aujourd'hui dans les sombres oubliettes d'une Histoire révolue. L'avenir délodiste et biéconomique démontrera ainsi que la co-résolution des besoins vitaux communs à tous les humains ne peut être assurée pacifiquement que par une forme ou une autre de socialisme local démocratiquement piloté.

2 - Biéconomie Horizontale et Entreprise Publique.

Malgré les images historiques d'un passé grandement révolu, il est inutile de ressentir frissons ou sueur froide en envisageant une forme de « néo-socialisme » d'échelle communale ou semi-régionale, pas plus qu'il ne serait ici justifié de craindre le principe de l'entreprise publique, puisque cette dernière a toujours existé d'une manière ou d'une autre, ne serait-ce que dans certains domaines jugés trop sensibles, voire vitaux pour l'indépendance nationale de tel ou tel pays. Après tout, les services publics sont de fait des entreprises fournissant des biens et des services nécessaires à l'ensemble de la population, et le coup de frein récemment imposé à l'ultralibéralisme par le Covid 19 a précisément le mérite de remettre brutalement les pendules à l'heure en réhabilitant le besoin d'État-providence et de service public. La différence notoire qu'offre la Commune délodiste tient au fait que tout le pouvoir décisionnel résidera désormais au plus près des citoyens, alors qu'à terme, par sa lourdeur et son opacité, l'État-providence ne tient jamais ses promesses à la hauteur de l'attente citoyenne. Les déplorables politiques de démantèlement de l'État au profit des marchés privés ont historiquement coïncidé avec la mondialisation, à travers une forme d'O.P.A. sans aucun précédent sur les services publics, entraînant peu à peu la vente des fleurons nationaux et la remise en cause des monopoles publics les plus justifiés, pour le bien d'une concurrence faussement proclamée, aux mains d'oligopoles financiers trop peu enclins à baisser les prix réels malgré l'apparence de leurs vains artifices commerciaux. Cette régression temporaire, véritable tentative d'effraction sur la Maison Commune, ne saurait perdurer sans aboutir à son contraire sous forme de quasi dictature populiste, alors que désormais, la gestion délodiste d'échelle communale et départementale se propose d'éviter ces deux formes d'excès historiques sur la base enfin universelle de son principe biéconomique et minutarisé.

Une nouvelle forme d'entreprise publique, mais aussi d'ateliers communaux ou intercommunaux, d'initiative municipale ou associative, peut dès lors parfaitement répondre aux besoins individuels et collectifs

considérés comme *vitaux*, tout en généralisant une valeur temps-travail *publique* strictement égale entre tous les citoyens adultes qui composent de fait la République dans ses dimensions humaine et territoriale. Après tout, les pouvoirs centraux, même semi-démocratiques, imposent depuis longtemps des priorités différentes de celles des citoyens, à l'instar de l'effarant budget militaire actuel d'un pays tel que la France, impliquant nombre d'entreprises publiques ou semi-publiques, tandis que le même État est activement présent dans maints conseils d'administrations quasi privés dont les finalités sont loin d'être vitales pour l'écrasante majorité des Français. Dès lors, Pourquoi ne pas considérer l'égalité minimale de la Garantie Citoyenne comme *la priorité absolue*, dans la mesure où elle conditionne la réalité des droits constitutionnels si fièrement proclamés par notre triple devise nationale ?

Tout n'est pas possible avec l'argent, mais rien n'est impossible avec le temps, a fortiori si ce dernier se démultiplie en se partageant de façon enfin équitable via la démocratie locale. La redécouverte des liens locaux les plus immédiats, en même temps que des potentialités infinies de l'initiative partagée, constitue un sursaut récent mais déjà salutaire, propre à remplacer peu à peu l'ambition individuelle et financière pour la résolution de tous les besoins vitaux et communs aux humains d'un même territoire. Et qu'importe après tout si la productivité risque d'en souffrir, ne serait-ce que temporairement, dès lors qu'un nouveau *sens* d'utilité sociale partagée redonne goût à l'existence de chacun au sein d'une société équitablement recomposée.

Sur les décombres d'un hyper-capitalisme embourbé dans ses ultimes contradictions planétaires, les innombrables projets qui germent et s'enracinent, plus particulièrement en province, peuvent être compris comme une émancipation des plus prometteuse à condition qu'un cadre délodiste, doublé d'un biéconomisme minutairement calculé, devienne le nouveau terrain d'entente très largement majoritaire que l'actuel stade historique rend aussi urgent qu'indispensable. Car faute d'adopter une constitution délodiste, les choix politiques ultra-minoritaires définissent inévitablement de fausses priorisations collectives, tandis qu'à défaut de biéconomie assurant enfin l'égalité minimale de la Garantie Citoyenne,

les intérêts *principalement* privés continueront d'exclure les plus faibles d'entre nous, tout en surexploitant la quasi-totalité des « actifs ». Ainsi, l'économie de marché s'avérant incapable de maintenir un minimum de Justice universelle vitale à travers la dignité d'un emploi utile garanti et la jouissance d'un minimum de temps libérable, il est du devoir de la Commune et du Département d'assurer cette dimension économique et sociale d'une Constitution républicaine enfin complète, sur la base d'un principe de priorité, ou à tout le moins de parité, vis-à-vis du Domaine Privé.

3 - Bien Commun et Propriété Collective.

La propriété collective sous forme municipale ou départementale peut donc répondre aux besoins concrets de chaque population locale, pour l'essentiel de la vie quotidienne, moyennant toutefois la définition d'une dimension appropriée en termes démographiques, ce qui ne doit nullement empêcher l'agrégation des énergies au niveau régional, voire national, en fonction directe de l'universalité des besoins et de la taille des projets correspondants. Cette appropriation populaire et justifiée de certains moyens de production peut offrir une solution supérieure à celle du libre marché habituel ou du secteur privé, surtout si elle permet de s'émanciper d'une dépendance excessive envers l'argent via la richesse très supérieure d'un *temps partagé*, encourageant une logique localiste propre à renouer le lien des êtres humains avec leur terroir, grâce à une diversification des emplois dans le domaine crucial de l'agriculture et de l'alimentation, pour ne citer que la première nécessité vitale. De même, tous les secteurs impliqués dans la satisfaction des besoins *vitaux* de logement, d'habillement, d'éducation, de santé, de mobilité et autre sécurité, peuvent très logiquement relever du Domaine Public local ou départemental, et cette option biéconomique horizontale peut dès lors impliquer la mise en place d'infrastructures appropriées, voire d'ateliers communaux, départementaux ou régionaux, le cas échéant.

Ici encore, il faut se méfier de toute comparaison indue avec les tristes expériences du socialisme ou du communisme d'*État*, puisque

dans ses nombreuses dimensions concrètes, cette nouvelle organisation socio-économique locale ou micro-régionale doit rester de bout en bout assujettie aux choix prioritaires de la majorité citoyenne *concernée*, en s'avérant selon le cas complémentaire ou concurrentielle vis-à-vis d'un secteur privé tout aussi indispensable.

Cette différence majeure peut donner l'assurance d'une solution locale de haute qualité vis-à-vis des éléments principaux constitutifs de chaque entreprise, dans l'intérêt même de la population adulte qui reste aux commandes. De fait, la définition des besoins et de leur priorisation, mais aussi l'exigence de qualité du produit ou du service résultant de cet effort collectif, seront du ressort direct de la majorité citoyenne, évitant d'autant les rigidités technocratiques et centralisées de toute décision trop éloignée du terrain, tandis que les volumes de production pourront être parfaitement ajustés à la surface démographique et géographique voulue, avec assurément beaucoup moins de gaspillage écologique que ce que les transports mondiaux impliquent dans l'actuelle économie de marché. Après tout, confier à des intérêts privés le choix des biens à produire n'est pas une garantie d'efficience collective, s'il faut en croire le vain gaspillage écologique que représente la surproduction de gadgets inutiles alors que tant de besoins vitaux ne sont toujours pas satisfaits. Bien au contraire, via un degré minimal de démocratie économique et locale, et concernant les processus de fabrication, l'utilisation ou non de matières dangereuses ou toxiques, les conditions de travail et la qualité finale et écologiquement durable des biens et services communautaires, les exigences des citoyens-consommateurs-décideurs seront sans doute largement plus cohérentes que les stratégies financières et commerciales qui polluent nos vies autant que notre planète pour le seul profit d'une infime minorité de surdominants.

Á bien y réfléchir, la nature même des produits et services a toutes les chances de s'en trouver grandement améliorée en termes de fonctionnalité et de qualité, en particulier grâce à la créativité partagée des concepteurs et de leurs utilisateurs ainsi rapprochés. L'occasion se présentera plus loin d'entrer dans le détail des principaux paramètres de la vie socio-économique quotidienne, mais il est certain qu'une gestion

aussi localiste que possible des nombreux besoins *vitaux et universels* suscitera la mise au point de solutions plus équilibrées et plus optimales que l'actuel marché libéral ou son triste jumeau autocratique et pseudo socialiste, tout en assurant une autonomie propre à éviter les chocs et autres crises périodiques qu'engendrent à la fois le marché mondialisé et le centralisme politique.

Par exemple, concernant l'alimentation et l'environnement qui en est la source première, il ne fait aucun doute qu'à terme, les choix majoritaires aboutiront au refus salutaire de l'industrialisation abusive des filières, de la chimie agroalimentaire et de toutes les importations inutiles de denrées souvent aussi insipides qu'incontrôlables quant à leur qualité, selon une priorité trop financière qui empoisonne notre monde, ruine notre santé, exploite les pays les plus pauvres et désertifie nos campagnes. Bien au contraire, la maîtrise enfin régionale et majoritaire des productions alimentaires ne pourra qu'assurer le retour aux vraies valeurs du terroir, via la généralisation de l'agriculture biologique dont maints Pierre Rabhi ont déjà démontré l'inépuisable potentiel, mais aussi grâce à la diversification des cultures traditionnelles ou localement compatibles et à la création d'emplois chargés de sens et d'utilité que ce progrès urgent offrira en prime. Autant dire qu'en termes de qualité de vie alimentaire, la (re)prise en main collective et locale des priorités ne pourra qu'être bénéfique à l'ensemble des citoyens, quitte à consacrer un budget proportionnellement plus important que par le passé à cette « médecine préventive » par excellence, s'il s'avérait que les coûts de production devaient augmenter, ce qui reste à démontrer, puisqu'il est déjà unanimement reconnu qu'il suffit de manger mieux pour manger moins.

Cela dit, la redécouverte des potentialités agricoles locales et la reprise en main des priorités alimentaires seront à la fois confortées et complétées par la renaissance des productions artisanales, la stimulation d'un certain degré d'autoproduction familiale grâce au temps libéré, et naturellement la poursuite des activités industrielles d'un marché libre enfin assaini dans le cadre du secteur privé. Car en lieu et place de la concurrence dégradante du libéralisme incontrôlé, dont il est facile de

constater les effets sociaux, sanitaires et écologiques si désastreux, la nouvelle émulation réciproque entre secteur privé et public autorisée par la biéconomie offrira enfin la garantie d'un libre choix pour chacun de nos concitoyens. Ainsi, un peu à la façon de la Régie Renault en son temps, le Domaine Public redonnera le « la » de la meilleure partition possible, concernant plus particulièrement la qualité des produits et les conditions sociales de leur fabrication, faute de quoi les entreprises du secteur privé seront en droit de le remplacer par le simple jeu de la préférence du consommateur, sachant que dans le long terme, les deux domaines deviendront toujours plus complémentaires que concurrents. L'important est de constater que si l'exigence publique impose un haut niveau de qualité à tout point de vue, le secteur privé se verra contraint d'éviter le dumping multiforme qui caractérise trop souvent sa néfaste concurrence interne.

Concernant l'habitat, et dès lors à plus long terme, l'effet d'une gestion délodiste et biéconomique devrait se faire sentir positivement à travers nos paysages urbains, voire nos modes de logement. En effet, l'architecture, autant que la planification urbaine, sont les fidèles reflets d'une société, de sa culture et de son niveau de développement. Or, le moins que l'on puisse dire est que l'actuel modèle occidental, véhiculé par la seule économie de marché, est très loin de l'équilibre optimal, tant du point de vue humain qu'écologique, et ce, malgré l'accumulation de très nombreuses contraintes réglementaires, la plupart du temps bien intentionnées. Entre les extrêmes du rêve de la villa individuelle et du cauchemar banlieusard de la « barre d'H.L.M. », il est probable que les citoyens délodistes sauront trouver de nouvelles solutions actuellement interdites aux architectes par les contraintes financières d'un marché pour le moins opaque et spéculatif, pour développer un habitat social se rapprochant du concept équilibré de la fameuse Garden City d'Ebenezer Howard, tout en l'actualisant comme il se doit face aux progrès de la technique et de la conscience écologique.

Sans risquer de digresser vers quelque science-fiction, on peut d'ores et déjà imaginer que les habituelles questions à résoudre dans ce domaine crucial auront là plus de chance de trouver leur juste réponse

démocratique. Comment limiter les trajets domicile-travail ? Comment concilier les avantages architecturaux de la maison individuelle et de l'appartement, sachant que la première ne deviendra jamais une solution généralisable à toute l'Humanité ? Comment humaniser la disproportion des ensembles et loger toute une population en limitant la hauteur des immeubles à celle des plus grands arbres, afin de préserver une osmose visuelle entre la Nature et notre véritable échelle humaine ? Comment moduler l'intérieur de tout logement pour autoriser la personnalisation infinie d'un espace concrètement fini ? Comment encourager, via une nouvelle architecture, le lien social entre colocataires, copropriétaires ou voisins de quartier ? Comment optimiser la consommation énergétique et le respect accru de l'environnement via tous les matériaux et autres équipements les plus indispensables ?

Le génie populaire et citoyen, déjà visible dans la créativité du *do-it-yourself* et de certaines initiatives de voisinage (hélas encore trop rares faute de liberté), complètera utilement l'expérience des architectes en se libérant de l'argent par le temps gagné, autant que de l'isolement individuel par l'échange et la mutualisation des solutions, tout comme des outils et autres équipements. Imprégnés d'une nouvelle philosophie de vie, les comportements changeront pour le meilleur dans un cadre sécurisé par la Garantie Citoyenne et son absence de concurrence vitale. Que l'on soit locataire ou que l'on devienne propriétaire, le choix de l'une ou l'autre option deviendra plus libre que jamais, tandis que la maîtrise d'un temps disponible enfin retrouvé laissera chacun suivre sa priorité sans effets pervers sur la vie d'autrui, y compris donc en matière d'immobilier.

Si le logement social s'améliore nettement à l'avenir, le besoin d'accession à la propriété en deviendra peut-être tout-à-fait secondaire, même dans l'optique de « vouloir laisser quelque chose » à ses enfants, dans la mesure où ceux-ci profiteront de la même Garantie Citoyenne. Á long terme, de plus, l'obsession de l'appropriation immobilière et de sa pathétique suraccumulation sera grandement tempérée par l'assurance d'un *libre* accès à une propriété minimale déjà suffisante et sécurisante, ce qui aura pour intérêt collatéral d'équilibrer les marchés locatifs privé

et public en termes de nature et de volume, et surtout d'éviter les excès situationnels actuels, qui voient tant de familles modestes se « saigner aux quatre veines » pour acquérir si tardivement une mythique maison individuelle au moment même où ce privilège devient une charge ou un souci, tandis que la plupart de ceux qui peuvent s'offrir ce luxe plus tôt n'ont jamais le temps libre indispensable pour en savourer le confort.

Cela dit, la propriété de tout bien de consommation, et a fortiori de notre cadre de vie privé ou familial, constitue un besoin légitime de sécurité propre à épanouir nos existences éphémères en réponse à une quête de confort personnalisé, voire de pérennisation, d'un point de vue plus psychologique, outre une intention de transmission aux générations futures. Si les conditions de cette préférence naturelle perdurent, elles se trouveront facilitées par la satisfaction collective et locale de la Garantie Citoyenne et l'évolution du pouvoir d'achat qui en résultera pour les citoyens locataires et autres jeunes couples ou célibataires en situation de primo-accession à quelque propriété. Il est dès lors probable que la majorité de la population saura conforter ce droit au logement privé et à sa pleine propriété, dans une optique écologiquement utile d'habitation ou jouissance directe, selon un minimum de critères dûment inclus dans la Garantie Citoyenne, tout en laissant à chacun le droit d'obtenir encore plus ou mieux via le marché libre du secteur privé. Car, dans l'option extrême que représente cette biéconomie horizontale et « parallèle », la propriété individuelle des biens de consommation, logement compris, ne devrait jamais être incompatible avec la propriété collective de certains moyens de production indispensables à la satisfaction de la Garantie Citoyenne.

L'extrapolation ici délibérée de cette forme de biéconomie, pour utopique qu'elle soit en réalité, a le mérite de faire utilement réfléchir aux principales exigences qu'implique la démocratie locale directe dans sa dimension socio-économique, ainsi qu'aux mutations conséquentes de cette évolution à long terme. Comme on peut s'en douter, et bien au-delà des seuls besoins d'alimentation et de logement, les autres priorités minimales du Pack Républicain concernent les équipements mobiliers de confort, ainsi que les solutions de mobilité et les besoins culturels.

Tout porte à croire que dans ces domaines aussi, la prise en compte de l'exigence majoritaire, via ledit principe biéconomique, aura pour effet d'encourager les secteurs public autant que privé à respecter enfin un minimum de *qualité*, tout en réduisant d'autant la surconsommation et le gaspillage. La durée de vie maximisée des produits, leur compatibilité et leur *réparabilité* auront toutes les chances de remplacer l'obsolescence programmée ainsi que les multiples astuces techniques et commerciales comparables, dès lors que la majorité citoyenne pourra enfin participer à la définition des critères de qualité et imposer ces derniers en tant que modèle face au marché privé, s'agissant du contenu *vital* de la Garantie Citoyenne.

Les normes de qualité qui existent déjà, dont les critères sont hélas le plus souvent définis par les intérêts économiques concernés via leurs lobbies, seront prioritairement dictées par les consommateurs de la majorité citoyenne, dont l'intérêt général sera d'interdire la production de produits bas de gamme scientifiquement sabotés, lesquels entraînent des achats anormalement renouvelés au détriment de la clientèle la plus modeste. Concernant l'ameublement, par exemple, et si l'on s'en tient toujours ici au principe biéconomique absolu en cours d'exploration, les Ateliers Publics pourraient aisément proposer des meubles plus variés et surtout nettement plus durables que les « kits » industriels aux modes éphémères proposés aujourd'hui, dont la si piètre qualité interdit toute réutilisation et fait précocement vieillir les surfaces synthétiques. Ici encore, la dégradation actuelle du marché de masse n'a d'égale que les outrances luxueuses réservées aux élites, en lieu et place d'une solution de juste milieu plus équilibrée et accessible à tous, telle que pourrait l'encourager une néo-société délodiste et biéconomique, quelle que soit l'option choisie, sans oublier que le renouveau enfin viable d'un libre artisanat local accroîtrait l'éventail des possibilités en la matière.

Ainsi, la provocation intellectuelle de la biéconomie horizontale et parallèle permet-elle, malgré tous ses excès, de définir les premiers contours d'une démocratie économique localement rationalisée, apte à concrétiser la priorité du choix politique et citoyen sur le *seul* intérêt financier du *sur*profit, s'agissant du moins de la satisfaction des besoins

vitaux couverts par la Garantie Citoyenne universelle à laquelle chacun a droit. Á l'inverse du fonctionnement habituel du secteur privé, le secteur public doit donc logiquement laisser le premier et le dernier mot au citoyen en tant que consommateur, autant pour exprimer tel ou tel nouveau besoin considéré comme vital, que pour fixer objectivement les conditions qualitatives, financières et matérielles de la production qui correspond, particulièrement grâce au calcul minutaire. Libre alors au marché privé d'offrir mieux ou plus, en concurrence ou en complément.

4 - Deux Monnaies pour Deux Richesses ?

Le cœur technique de la modalité de partition biéconomique ici discutée semble impliquer l'astuce envisageable d'une *double monnaie* afin d'assurer l'étanchéité totale des échanges de travail et de richesse intérieurs à chacun des deux Domaines définis plus haut. L'occasion se présentera de développer d'utiles réflexions monétaires minimales, mais pour le propos en cours, force est de souligner la condition *sine qua non* de la coexistence de deux systèmes monétaires et financiers, sachant que l'un comme l'autre se nourrissent alors nécessairement -et séparément- du travail humain, source première de valeur objective ou subjective, dans le sens respectif de minutaire ou historique.

En toute logique, au sein du Domaine Public, ou de *l'économie publique* dans la nouvelle acception du terme, la seule monnaie possible en tant que mesure universelle de valeur n'est autre que la minutée telle que définie précédemment, puisque la dimension égalitaire du minimum vital ne peut que correspondre à la valeur objective réelle du temps de vie concrètement sacrifié pour la production de tout bien ou service, sur la base d'une absolue et constante égalité de valeur-temps entre tous les citoyens concernés.

Ainsi, selon cette configuration, pour le noble projet collectif et prioritaire que représente la suppression de la moindre misère matérielle ou culturelle, et en tant qu'obligation socio-économique concrétisant là les droits politiques de chaque citoyen adulte, la fourniture des biens et

services correspondant à la Garantie Citoyenne minimale requiert une égale participation de tous les citoyens majeurs, en principe sur la même base horaire, de même que pour une identique rétribution en minutées, et donc un même pouvoir d'achat sur l'ensemble des biens et services collectivement produits. Conséquemment, dans un tel contexte, la seule unité monétaire possible assurant la fluidité des échanges concernés est la minutée décimalisée par commodité, mais toujours instantanément convertible en termes de temps vécu réel, universel et objectif.

Cette valeur est souverainement créée par la communauté locale, régionale ou nationale, sous quelque forme que ce soit, mais procède en réalité de l'effort et du travail qui en sont la source humaine, tandis que la création monétaire qui en découle se doit de correspondre à la réalité de toute les nouvelles « richesses » produites et consommées, afin de respecter un ajustement optimal entre la masse monétaire en circulation et le volume des biens et services échangés. Par exemple, sur la base hypothétique d'un horaire partiel équivalent à 18h de fonction sociale hebdomadaire, et de 45 semaines effectives par an, chaque citoyen aura la garantie de 48600 minutées lui assurant tous les biens et services de la Garantie Citoyenne minimale, telle que démocratiquement définie en fonction de choix prioritaires et évolutifs tenant compte des ressources disponibles du pays et de l'époque considérés.

Cela suppose naturellement de préciser le contenu concret de ce minimum à la fois socialement et économiquement décent, sachant que ce dernier pourra varier au gré des conditions géographiques, culturelles et bien sûr techniques de chaque société, impliquant dès lors plus ou moins de temps partagé, le cas échéant.

Á cet effet, on peut remarquer que la richesse démographique du grand nombre peut pallier le manque de développement scientifique ou technologique, selon une tendance assez naturelle qui fait que pour toute société suffisamment équilibrée, la solidarité communautaire doit être d'autant plus forte et prioritaire que le pays concerné s'avère pauvre en ressources. Inversement, il n'est pas surprenant d'observer que, le plus souvent, un développement socio-économique « avancé » s'accompagne

d'une relative minimisation du temps nécessaire à la satisfaction des besoins jugés socialement vitaux, en même temps que d'une logique émancipation du temps libre individualisé. Il n'empêche que dans tous les cas, et comme l'Histoire mondiale le démontre jusqu'aux présentes *Réflexions*, l'absence d'une partition biéconomique et d'une démocratie véritable interdit l'équilibrage sociétal durable autant que la disparition des inégalités les plus criantes, en termes de situations individuelles.

Le système monétaire du Domaine Public et de son économie sociale doit donc être sanctuarisé par sa totale séparation vis-à-vis de l'évolution historique et empirique du Domaine Privé, afin d'assurer la pérennité ainsi que les progrès constants de la Garantie Citoyenne, et plus encore pour supprimer tous les risques de déviance ou de rupture, de « crise » et autre spéculation si caractéristiques de la logique libérale, au travers de son improvisation historique. On sait déjà qu'en principe, l'établissement de plafonds, objectivement déterminés par les nouveaux économistes sur la base de l'analyse minutaire, devrait être en mesure de limiter l'ampleur des hoquets indigestes de l'économie de marché à venir, et que par ailleurs, l'existence même du Domaine Public et social contribuera à limiter les excès propres à son frère jumeau privé, mais pour autant, et par définition, on peut être certain que la liberté légitime qui doit prévaloir dans ce dernier secteur ne se verra jamais à l'abri des fluctuations propres à son empirisme intrinsèque.

Être libre c'est prendre des risques, et toute la noblesse de notre Humanité dans sa dimension *historique* tient précisément à cette liberté d'innover et d'entreprendre aux fins de quelque objectif jugé utile, puis à terme approuvé ou non par les consommateurs. Il est donc logique que le « Domaine Privé » d'une économie de marché, même plafonnée, soit condamné à tâtonner à travers le modelage d'un monde en perpétuelle évolution, tandis que par ailleurs, les plus grands progrès matériels qui en découlent ne sauraient être remis en cause, a fortiori lorsqu'ils sont peu à peu socialement partagés. Tout l'intérêt de la biéconomie et de sa condition politique délodiste consiste donc à sécuriser prioritairement et définitivement l'espace socio-économique dit *public*, sur la base d'une *contrainte volontaire* ou d'une *obligation consentie* par l'intelligence

sociétale, (équivalant peu ou prou à un impôt universel sous forme de travail socialement utile), tout en respectant par ailleurs le libre cours de l'Histoire humaine. Au vu des réflexions du présent chapitre, le besoin de sécurisation égalitaire minimale ne fait là que se confirmer, puisque aucune autre solution n'est capable d'assurer à *tous* les citoyens l'égalité légitime d'un minimum vital socialement décent, doublée de la liberté tout aussi légitime de s'épanouir dans le cadre du Domaine Privé. C'est donc en acceptant cette universalité d'un même devoir sociétal que l'on gagne le même droit individuel à la vraie liberté d'être et de choisir. En passant, précisons qu'il ne faut pas s'étonner de confondre quelque peu les notions de Domaine et de secteur, s'agissant du public et du privé, nuances qui s'éclairciront en temps utile. On peut toutefois observer que l'appellation de Domaine fait référence à la répartition *minutaire* sur les deux niveaux que représentent le sociétal et l'individuel, alors que les secteurs recouvrent les réalités habituellement sous-entendues par ces termes. Or dans l'option extrême actuellement testée de deux économies parallèles et séparées, la confusion relative qui vient d'être observée est rendue obligatoire par l'identification de chacun des deux Domaines au secteur correspondant, de façon aussi absolue qu'un demi-socialisme et demi-capitalisme maintenus côte à côte, dédoublant ainsi l'existence de chaque citoyen adulte. D'où l'impossibilité de différencier -du moins à ce stade- les deux termes en question.

Pour revenir au propos en cours, il faut en déduire qu'à chacune des deux monnaies dans ce cas disponibles aux mêmes citoyens via les Domaines socio-économiques si complémentaires du Public et du Privé, correspondra naturellement l'éventail des biens et services procurés par tous les échanges impliqués, sans aucune possibilité d'interférence aussi bien financière que matérielle, du moins dans ce cas sociétal « limite ». Par le simple jeu d'un bi-monétarisme interne techniquement tout-à-fait réalisable, chaque citoyen se verra assuré de pouvoir se procurer tous les biens indispensables à une vie plus que décente via le confort matériel, social et culturel de la Garantie Citoyenne, mais en participant *d'abord* comme tout un chacun à l'économie sociale du Domaine Public vital et prioritaire, tandis que cette contrainte partielle garantira à chacun au moins autant de temps *libre* pour faire fleurir et fructifier ses multiples

dons personnels au sein de l'économie de marché du Domaine Privé. Ainsi, plus la société se développera au fil du temps, au sens *qualitatif* de progrès plutôt que de croissance, plus le contenu de la Garantie Citoyenne pourra combler *pour tous* les attentes légitimes d'un bien-être matériel et sociétal équilibré, seule et unique façon de garantir la Paix via la Justice pour le meilleur avenir de notre Histoire planétaire selon cette option dédoublée. Il en résultera une « tempérisation » bienfaisante des dangereuses pulsions concurrentielles qui font systématiquement dévier nos actes jusqu'aux pires excès que l'on a pu décrire, tandis que par ailleurs, une tempérance comportementale dûment assainie nous fera enfin respecter toutes les contraintes écologiques nécessaires envers le précieux socle terrestre qui fonde notre pyramide sociétale. Cela montre à quel point il suffit de ne plus mélanger les sphères incompatibles de nos besoins contradictoires, objectifs (publics) et historiques (privés), pour les rendre aussitôt complémentaires, même dans un système aussi caricatural.

5 - Une Politique Économique Démocratique.

La cohérence de toute société suppose l'agrégation politique des comportements socio-économiques à travers la mise en place d'un récit collectif permettant à la fiction historique correspondante de devenir une réalité aussi concrète qu'imparfaite, car jusqu'à présent, l'Histoire a toujours fondé cette puissance collective sur des idéologies résultant de rapports de force, sous la domination d'une minorité auto-justifiée via la persuasion d'un « discours » le plus souvent religieux, philosophique ou idéologique, sans pour autant cacher durablement la violence physique, culturelle, militaire, ou financière en cause. La solution économique et sociale qui en découle est dès lors marquée du sceau fatal de l'injustice, et logiquement condamnée à l'échec via la décadence qu'entraînent la corruption centralisée du pouvoir politique et les contradictions sociales déjà observées. Á terme, étant accaparée par la minorité dominante, la politique économique ne peut qu'être défavorable à l'intérêt majoritaire du peuple concerné, réalité dont l'actuelle mainmise du néolibéralisme

mondial sur tous les pouvoirs politiques via la globalisation financière constitue la démonstration la plus récente.

La dimension économique d'une vraie démocratie suppose donc non seulement l'organisation délodiste des institutions politiques, dont les principes ont été esquissés grâce au premier livre des *Tempérants*, mais plus encore la définition par les citoyens du *contenu* de la Garantie Citoyenne, et conséquemment, la maîtrise démocratique et aussi locale que possible du Secteur Public tout entier, et ce, quelle que soit l'option biéconomique choisie. Il est en effet pour le moins logique que toutes les énergies requises pour répondre à la priorité collective et sociale de l'égalité minimale soient maîtrisées de bout en bout par les citoyens, via l'analyse minutaire en particulier, seule façon d'asseoir la priorité de la cohérence commune sur l'anarchie de l'intérêt particulier, selon ce que tout peuple attend légitimement de sa puissance publique. La liberté du Domaine Privé ne doit pas s'en trouver amoindrie mais bien au contraire confortée dans le meilleur sens possible afin de respecter chaque citoyen dans sa moindre entreprise ou initiative individuelle.

La différence notoire qu'autorise le principe biéconomique tient au fait que seule la solidarité républicaine universelle, dûment comprise et majoritairement établie, permet de définir sainement tous les tenants et aboutissants de la Garantie Citoyenne, sachant que le contenu concret de cette dernière évoluera au fil des progrès culturels, et techniques en particulier. Dès lors, la politique économique pourra enfin revêtir le sens sociétal qu'elle est supposée endosser depuis toujours, en étant dûment conduite par la majorité des *socio-actifs-consommateurs-décideurs* que deviendront désormais *tous* les adultes, associés dans la satisfaction de cette priorité publique. La définition qualitative de l'éventail concret des biens et services publics, tout comme l'évaluation quantitative minutaire de leur valeur-temps-travail, deviendra désormais le *privilège commun* de l'ensemble des citoyens sur la base équivalente d'un temps partiel de fonction sociale au sein du Domaine Public, propre à garantir au moins autant de temps libre pour chaque personne dans le cadre du Domaine Privé. Par l'état de *socio-actif*, il faut entendre l'équivalent d'une sorte de « fonctionnarisation » citoyenne concernant la production de tous les

biens et services utiles à l'ensemble de la population dans le cadre de ladite Garantie Citoyenne, et dans le sens avant tout *éco-sécuritaire* du terme entre guillemets.

Ainsi, du moins pour l'essentiel de ce que constitue la dimension socialement vitale de l'existence de chacun, les choix collectifs d'ordre socio-économique seront démocratiquement opérés à tous les échelons politiques correspondants, tandis que la rationalité automatique qui en découlera remplacera les errements permanents et les basses manœuvres d'un gouvernement central le plus souvent inopérant, voire néfaste. De fait, faute de démocratie authentique et donc délodiste, et plus encore de justice minutaire minimale via la solution biéconomique, les pouvoirs politiques, forcément légaux sans être pour autant légitimes, sont sans arrêt obligés de corriger ou de compenser les excès et les contradictions socio-économiques du système qui les met en place ou qui les tolère, dans un rôle impossible de fusible au sein du court-circuit qui oppose les attentes légitimes des peuples aux fins égoïstes des vrais maîtres du jeu. Dans ce domaine, la partition biéconomique et son pilotage dûment démocratique stabiliseront et apaiseront définitivement la société sans aucun besoin de rattrapage impossible concernant les diverses facettes du Domaine Public proprement dit.

Grâce à l'évaluation majoritaire des moyens et autres ressources disponibles via l'analyse minutaire, l'efficience des finalités et de la gestion de ce secteur public préservera l'ensemble des citoyens de toute crise socio-économique majeure, ainsi que des conséquences humaines si douloureuses qui l'accompagne, tandis que chaque citoyen se sentira utile aux autres dans son propre intérêt. Les sources intra-sociétales de corruption, de décadence ou de violence s'en trouveront peu à peu taries et remplacées par le flot porteur des opportunités enfin offertes *à tous* via le Domaine Privé, sachant que ce dernier se verra maintenu en état de libéralisme vertueux par le nécessaire plafonnement de ses pratiques et plus encore par le risque de passer légitimement sous contrôle public en cas de préférence démocratiquement exprimée. Autrement dit, et en cohérence totale avec les principes délodistes sur le plan politique, la maîtrise des choix socio-économiques *utiles à tous* sera du ressort des

citoyens et non plus de l'État-providence, dans la mesure où ce rôle de régulateur et redistributeur bien trop partiel des ressources vitales sera devenu inutile en se voyant remplacé par la gestion locale et régionale du Domaine Public et de la Garantie Citoyenne. Cela correspondra, sur le plan économique, au principe démocratique fondamental selon lequel plus on se rapproche du sommet de l'État, plus le pouvoir correspondant doit revêtir une nature principalement représentative de délégation non décisionnelle, dont la double fonction est d'une part de faire appliquer les choix citoyens majoritaires sur l'ensemble du territoire républicain, et d'autre part de représenter la République vis-à-vis de l'extérieur.

En réponse à la double nature de notre Humanité, dont l'égalité universelle objective et l'individualisme historique forment le cœur de l'équation cornélienne en jeu, la partition biéconomique apparaît donc comme la seule solution possible pour établir les conditions de la Paix sociale via la Justice minimale qui en constitue la fondation. Ce partage intelligent s'avère de fait doublement équitable, puisque d'une part, il répond au besoin universel de Fraternité en associant égalitairement tous les citoyens pour la sécurisation de leurs besoins vitaux, et d'autre part, il respecte la nécessité historique de réalisation individuelle via la liberté d'initiative, avec l'avantage sans précédent de permettre enfin à *tous* les humains de profiter du temps que cela suppose. L'équité philosophique sous-jacente se retrouve aussi dans la répartition temporelle entre ces deux priorités si complémentaires, sociétale et individuelle, répartition qui s'avère ici confirmée par la tendance historique observable, puisque même au travers de l'improvisation mixée de tous les systèmes passés et présents, les parts respectives des besoins publics et privés semblent toujours s'équilibrer en un deal *fifty-fifty* aussi indispensable que deux jambes de même longueur. Cette véritable *loi d'équilibre bisphérique* corrobore la légitimité absolue du principe biéconomique en exprimant spontanément le besoin de *parité* entre les sphères privée et publique, autrement dit l'individu et la société, au sein de toutes les civilisations d'envergure dignes de ce nom. Restait seulement à ne plus mélanger ces deux modes d'une même existence par l'application dudit principe.

Enfin, la solution biéconomique semble ici induire le besoin de *plafonds* autant que de *planchers*, s'agissant des limites nécessaires en matière socio-économique. Car, pour utopique qu'elle soit, la solution horizontale respectant les deux versions sociétales les plus absolues de l'Histoire du XX° siècle offrirait malgré tout une atténuation symétrique qui mérite un détour réflexif, puisque d'un côté, le communisme ou le socialisme le plus redoutable se verrait *politiquement* contraint par la démocratie locale directe, tandis qu'à l'autre extrémité du capitalisme, le marché *ultra*libéral serait *économiquement* plafonné afin d'éviter les excès déséquilibrants qui suscitent maintes formes de rupture. Dès lors, ayant déjà largement exploré la démocratie locale directe et défini en quoi devrait consister le plancher légal de la Garantie Citoyenne, il est pertinent de saisir au vol la question des limites supérieures à ne pas dépasser, autrement dit, du *plafond*.

Dans le domaine si vital des comportements socio-économiques quotidiens, l'absence de plafond crée les conditions d'un « appel d'air » irrésistible au profit du jeu spontané de la concentration monopolistique, avec pour conséquence la négation même du principe libéral et tous les déséquilibres révélés par l'actuelle mondialisation dans ses dimensions commerciales et financières. Il est dès lors logique que, symétriquement au besoin légitime d'assurer le minimum de la Garantie Citoyenne, il paraisse nécessaire de plafonner l'envergure de la liberté d'entreprendre chaque fois qu'elle *se* contredit par abus de pouvoir ou incohérence face à l'équilibre sociétal, ne serait-ce que sur le plan écologique, à l'instar de la situation mondiale actuelle. Or dans cette optique, et de la même façon que pour l'évaluation de toutes les données du Domaine Public, la minutée et l'analyse minutaire pourront devenir les outils privilégiés des futurs *biéconomistes* en leur permettant de mesurer plus objectivement toutes les déviances historiques éventuelles et d'en déduire les paliers à respecter, par comparaison entre les valeurs spontanément échangées au sein du Domaine Privé et leur réalité objective en termes d'échanges minutaires. Il deviendra ainsi possible de définir lesdits plafonds au-delà desquels un risque de crise ou de rupture devient certain, afin que le Domaine Privé se maintienne dans les limites d'une concurrence jugée politiquement et écologiquement saine. Cela dit, l'essentiel reste que les

aléas inévitables du libéralisme n'auront plus d'effet déstabilisant sur le secteur sanctuarisé du Domaine Public et de sa Garantie Citoyenne, du moins en termes d'égalité vitale universelle.

Plus rapidement qu'on ne saurait l'espérer, l'objectif majoritaire sera naturellement d'inclure dans le minimum égalitaire tous les biens et services suffisant au bien-être quotidien, au point de libérer la totalité des Tempérants de toute participation un tant soit peu *forcée* au domaine Privé. C'est alors que la « civilisation du temps libre » aura atteint son secret idéal de toujours, a fortiori si la liberté en question s'épanouit en un éventail d'activités propres à savourer le monde via les cinq sens de notre corps et la culture enfin *positive* de notre intelligence, au sens de conscience d'être en parfaite harmonie avec l'Univers à chaque instant du miracle de la Vie. Cela étant dit, et dès sa mise en place minimale, le *biéconomisme* procurera déjà à tout un chacun une liberté de choix sans aucun précédent dans l'Histoire planétaire des humains, d'une part sous la forme d'une liberté de décision collective grâce à la démocratie locale directe, y compris en matière économique, s'agissant-là de la Garantie Citoyenne, et d'autre part via la libre utilisation du temps personnel de chacun dans le cadre du néo-Domaine Privé. La clé du bonheur social se verra ainsi offerte sur le confortable coussin de la répartition égalitaire des deux temps composant la moindre existence grégaire, seule façon de respecter notre double nature historique et de résoudre définitivement l'équation de nos contradictions. Nul besoin de préciser à quel point le cours de l'Histoire à venir s'en trouvera positivement révolutionné en termes de Paix et de Justice.

6 - Une Impasse Prévisible.

La Biéconomie horizontale ou parallèle, bien que théoriquement utile pour réfléchir aux implications du principe contenu dans le premier mot de cette expression, n'en paraît pas moins utopique et trop radicale pour fonctionner, et tout lecteur attentif aura compris dès le départ les sérieux doutes spontanément attachés à cette option extrême, au point de suggérer l'image de la balance de Roberval aux plateaux trop éloignés.

De fait, la distanciation excessive des sphères publique et privée induite par le principe de cette option a non seulement le défaut de déconnecter totalement les deux domaines concernés, mais aussi celui de leur laisser encourir les risques inhérents à leur nature totalitaire respective, dangers que la démocratie locale et ses plafonnements minutaires ne sauraient sans doute durablement pallier.

Certes, les initiatives collectives peuvent être aussi bénéfiques que viables et rien de doit interdire aux futures Communes délodistes de suggérer, d'encadrer ou d'*entreprendre* directement toute activité jugée collectivement souhaitable sur la base clé des Propositions Citoyennes. D'ailleurs, de nombreuses formes d'association entrepreneuriale, via la solution des coopératives locales par exemple, devraient logiquement se multiplier à l'avenir dans le cadre stimulant de la réappropriation d'un destin collectif à l'échelle humaine de chaque « territoire », ce qu'une constitution délodiste ne saurait que favoriser réglementairement, quitte à impliquer directement les futures Communes en tant qu'initiatrices et co-gérantes si nécessaire. Cela dit, autant ces besoins « d'intervention collective » sont pertinents lorsqu'ils tiennent compte de la spécificité d'une production locale à promouvoir ou doivent répondent à quelque manquement du marché privé, autant il serait trompeur de croire que *tous* les besoins concernés par la Garantie Citoyenne pourraient être judicieusement satisfaits par les Ateliers communaux, départementaux régionaux et autre kolkhoz du même genre. Plus techniquement parlant, sur le plan des choix à opérer, ainsi que des rouages complexes à mettre en place et à développer, la gestion collective de *toutes* les productions nécessaires aurait peu de chance d'être aussi efficace, souple, et surtout innovante, que l'optimisation plutôt aboutie de la plupart des entreprises du secteur privé, pour peu que les aspects « collectivement cruciaux » des activités concernées par la Garantie Citoyenne s'avèrent à l'avenir démocratiquement contrôlés, y compris donc dans le secteur privé.

De plus, malgré l'éventualité et la concrète possibilité de pouvoir techniquement séparer biens et services, autant que salaires et monnaies, en deux Domaines si clairement distincts, le fait d'éloigner autant ces derniers risquerait fort d'encourager à terme une dichotomie doublée de

schizophrénie, avec pour résultat une arche dont les deux piles auraient tendance à s'éloigner toujours plus en prenant de la hauteur au fil du temps, et ce d'autant plus que, du point de vue historique le plus naturel, *c'est bien toujours l'initiative individuelle qui précède la structuration sociétale*. Cela signifie que tout système collectif volontairement imposé est trop artificiel pour être le moteur et constituer l'énergie initiale de si nombreuses volontés individuelles censées s'agréger dans une synergie créatrice de nouveauté. Même la définition du bien-être à assurer par le biais de la Garantie Citoyenne ne saurait se *décréter* collectivement sans de fait préexister via la créativité du Domaine Privé et le mode de vie qui en procède. Les initiatives les plus utiles, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales, sont le plus souvent issues d'un seul cerveau individuel au départ, voire éventuellement d'une poignée de personnes associées dans une commune réflexion, mais usuellement à l'instigation d'un unique individu. Certes, cela ne remet en cause en aucune façon le juste besoin de rationalisation collective démocratique et de priorisation du politique sur l'économique, comme cette nécessité se révèle via les présentes *Réflexions*, mais force est ici de reconnaître que le *primum movens* de l'inspiration et de l'innovation a toujours été l'apanage de l'individu sur le terrain privé qui lui correspond. Cela démontre l'utilité des leaders économiques et autres « self made men » du marché privé, malgré tous les abus que devront objectivement révéler les chapitres à venir, tandis que symétriquement, sur le versant politique, l'expérience historique semble démontrer que tout individu se croyant inspiré pour conduire un destin collectif dérive tôt ou tard vers une forme ou une autre de dictature personnelle et aveugle, comme c'est hélas le cas de la plupart des politiciens prétempérants.

On peut objecter qu'une vraie démocratie localement contrôlée devrait désormais éviter ce genre de risque via la Constitution délodiste, mais la réalité historique diagonale décrite dans le premier chapitre de ce Livre II semble décidément s'opposer à tout système artificiellement *basé* sur l'initiative collective *ex-nihilo*. C'est sans doute pourquoi tout socialisme *absolu* n'est de fait qu'une douce utopie, un beau rêve dénué de toute contrainte réaliste, dont la douleur du réveil est directement proportionnelle à la hauteur de vue. L'organisation par trop cloisonnée

envisagée par l'option biéconomique horizontale ou parallèle exprime donc un semi-extrémisme bilatéral contradictoire vis-à-vis de *l'instinct historique* des humains, qu'un système sérieusement équilibré se doit de respecter, particulièrement s'agissant de la liberté d'entreprendre et du droit *minimal* de propriété qui va de pair.

Outre la complexité juridique d'un double système devant faire coexister sur le même espace, pour la même population, des droits de propriété tantôt collectifs et tantôt privés, mais de façon beaucoup plus rigide que toute législation mixte actuelle, le fait est que la négation de la propriété individuelle au profit d'une collectivisation des moyens de production s'oppose à la définition même du processus historique déjà vécu par la quasi-totalité des Terriens. La propriété d'un chez soi, d'une affaire personnelle ou familiale, tout comme d'une grande entreprise, est historiquement devenue *de facto* la condition pratique de l'exercice de la *liberté*, et semble ainsi correspondre à l'essence même des conditions terrestres qui s'imposent à chaque citoyen dans sa relation aux autres, y compris lorsqu'il s'agit de « propriété collective » d'une communauté vis-à-vis d'une autre via les concepts de culture et de souveraineté. Dès lors, la future société délodiste toute entière, en tant que rationalisation politique et démocratique, gagnera plutôt à définir les obligations, les contraintes et les limites de ce droit historiquement aussi légitime que le besoin d'égalité minimale, particulièrement grâce à l'analyse minutaire directe pour le Domaine Public, ou comparative pour le Domaine Privé.

7 - Socialisation en Douceur.

Plutôt que de décréter un quelconque collectivisme sur la base trop rigoureuse d'un principe égalitaire pour autant pleinement justifié, mieux vaut compter sur la tendance historique de toutes les sociétés un tant soit peu avancées, quelle que soit la civilisation concernée, même si l'on sait désormais que le biéconomisme devra *clarifier* la confusion sociétale improvisée en séparant ce qui est complémentaire. De fait, de très nombreuses petites communautés passées, voire actuelles, peuvent donner l'impression de fonctionner sur un mode purement collectif, le

plus souvent en parfaite osmose avec leur environnement naturel, tout en affirmant si nécessaire la *propriété collective* de leur territoire en cas de besoin. Cet état de chose, proche de la situation originelle du monde à l'aube de l'Humanité, sans cacher pour autant la hiérarchisation des multiples rôles que la vie tribale induit, peut faire imaginer l'idéal d'un monde sans propriété privée dans lequel chaque membre de la société deviendrait colocataire virtuel d'un territoire *de facto inappropriable* compte tenu de la nature si passagère de nos vies individuelles.

Force est de constater que tous les développements sociétaux de notre Histoire se sont construits sur la mise en pratique d'une forme ou d'une autre de propriété, et plus encore d'une imbrication de multiples niveaux d'appropriation individuelle ou collective, dont l'effet sur la liberté d'entreprendre (au sens le plus large de ce terme), a autorisé les progrès matériels et culturels spectaculaires que l'on sait. Or, il apparaît qu'à l'inverse, chaque civilisation digne de ce nom tend à développer aussi une forme de « collectivisation improvisée » via la socialisation ou la généralisation de services et d'activités concernant *tous* ses sujets ou citoyens, suivant en cela la loi d'*équilibre bisphérique* précédemment mentionnée. Nous retrouvons là l'expression historique de la fameuse dualité entre individu et société, démonstration du besoin de partition équilibrée entre les Domaines Public et Privé, mais sur la base d'une socialisation progressive de réalités préalablement d'ordre privé. Il faut donc en conclure que toute collectivisation autoritaire et artificielle est vouée à l'échec du fait qu'elle ne respecte pas le *sens* de l'évolution, dont la flèche sur la balance de l'équilibre sociétal procède *du* privé *vers* le public. Dès lors, si l'on prétend trouver *la* solution durable, au sens tant historique qu'écologique du terme, on doit non seulement éviter la séparation exagérée des deux domaines complémentaires, mais encore renoncer à la prédominance motrice et exclusive du domaine Public, ce en quoi les nombreux doutes émis au début de ce chapitre concernant l'option biéconomique horizontale ou parallèle se trouvent pleinement justifiés.

Pour autant, au vu de ces réflexions sur le concept de propriété, on est en droit d'affirmer qu'à très long terme, la mise en place d'une

société à la fois délodiste et biéconomique constituera la meilleure façon de réduire le droit de propriété à l'*usus* temporaire d'un bien en réalité commun et progressivement socialisé au fil du temps, car la satisfaction de plus en plus exhaustive des besoins matériels et culturels les plus indispensables via le Domaine Public aura pour effet de libérer d'autant le Domaine Privé du besoin d'appropriation individuelle, et ce, parce que le bien-*être* de chacun, loin de croître avec le seul *avoir*, suppose de se libérer des soucis de la matérialité. La seule condition essentielle est qu'à l'avenir, la partition biéconomique autorise le contact dynamique approprié entre les deux sphères à associer sans pour autant en mélanger les composantes incompatibles, grâce au contrôle démocratique minimal (et aussi local que possible) que cela suppose, et plus encore grâce au calcul minutaire, dont la pertinence universelle recouvre aussi bien les deux domaines sociétaux.

En réalité, un tel contrôle peut tout-à-fait s'opérer en continu et en douceur sans aucunement nécessiter la collectivisation généralisée et les risques bien connus qu'elle ferait encourir, même s'il est désormais établi que le Domaine Public doit logiquement avoir le *dernier* mot. Rapprocher les deux piles de l'arche sociétale s'impose donc jusqu'au point de les rendre de fait adjacentes sur toute leur hauteur, mais en même temps, la nécessité -ne serait-ce qu'écologique- d'éviter à terme toute forme de redondance inutilement concurrentielle doit aussi nous faire renoncer à l'image nouvelle de deux vastes immeubles sociétaux simplement accolés l'un à l'autre. Dès lors apparaît ici *la seule* solution raisonnable et réaliste autorisée par l'heureux mariage du délodisme politique et du biéconomisme social qui lui donne corps, mais sous une présentation plus verticale et dynamique propre à respecter l'Histoire pour enfin pacifier son avenir.

8 - Biéconomie Verticale ou Étagée.

Plutôt que d'envisager deux piles sociétales trop éloignées sous la liaison précaire d'une arche politique dangereusement écartelée, la *biéconomie verticale ou étagée* propose l'image d'un monument unique

en forme de fusée à trois étages, vision nettement plus compatible avec la réalité historique, autant que vis-à-vis du principe pyramidal de toute société, tel que ce dernier se trouve décrit dans le Livre I. Il ne s'agit pas là de schématiser une quelconque hiérarchie de pouvoir vertical, mais de tenir compte du fonctionnement logique de chaque société en évolution.

En imaginant que le temps terrestre et son expérience historique permettent à cette fusée sociétale de s'allonger indéfiniment, l'ogive qui coiffe la fusée représente alors la recherche et l'innovation à la source de tout progrès, via la quête permanente d'un *savoir* qui caractérise les humains depuis leurs premiers pas. Du point de vue biéconomique, cette ogive, renfermant la capsule exploratrice, peut déjà être partiellement composite, dans la mesure où les découvertes scientifiques en question sont le résultat de structures privées, publiques ou mixtes. Il n'en reste pas moins que la plupart du temps, c'est bien l'initiative privée qui fait évoluer cet étage supérieur vers l'inconnu, puisque, même lorsque la puissance publique soutient structurellement ou financièrement quelque projet d'exploration innovante, l'idée originelle provient forcément de cerveaux *individuels*. En conséquence, l'action publique, le cas échéant, vient plutôt en couverture ou complément de l'initiative privée, un peu à la façon de renforts utiles visibles sur la courbure aérodynamique de ladite ogive.

L'étage central de la fusée sociétale apparaît dès lors comme le lieu privilégié du Domaine Privé de la libre entreprise, dont la fonction est avant tout d'appliquer les découvertes de l'ogive grâce à l'artisanat, l'industrie, le commerce et tous les comportements liés à la production, la distribution et la consommation, tels que l'Histoire les développe plus ou moins empiriquement. Le bouillonnement permanent que la liberté comportementale induit à cet étage essentiel n'interdit pas un minimum d'encadrement, en prolongement des renforts publics de l'ogive, par le biais de la Loi bien sûr, mais aussi via certaines entreprises publiques stratégiquement vitales pour des raisons politiques jugées pertinentes selon chaque société humaine, à la façon d'une structure extérieure pour contenir, et donc abriter, ledit bouillonnement intérieur, en maintenant au passage une frontière *formelle* avec l'extérieur, en tant que carlingue.

Enfin le socle de cette fusée, sans lequel l'ensemble sociétal ne saurait tenir debout, et dont les ailerons aident à respecter la trajectoire, constitue dans notre exemple le lieu privilégié du Domaine Public, en tant que *réceptacle* des progrès en provenance du deuxième niveau sitôt que ces derniers deviennent définitivement indispensables, ou *vitaux*, tandis que, grâce à des réacteurs directionnels appropriés, cet étage à la fois social et politique est censé pouvoir orienter le bolide spatial dans la meilleure direction possible.

En s'autorisant quelques aberrations de plus, propres à choquer tout spécialiste de l'aérospatiale, on peut assimiler le moteur principal à la structure politique de la société en question, voire au Domaine Public correspondant, dont l'activation dépendrait d'un carburant enrichi qui serait dès lors fourni par l'étage central du Domaine Privé. L'important est ici de réaliser que cette biéconomie verticale doit séparer les deux premiers étages plus finement que jamais via une sorte de *filtre* évitant désormais tout mélange indu et toute interférence nocive entre ces deux étages complémentaires, mais autorisant, au fil d'une aventure sociétale enfin pacifiée, la socialisation *en douceur* de tous les éléments matériels et culturels de la Garantie Citoyenne.

Quant aux passagers-pilotes de ce prototype enfin propre à nous libérer de notre pesanteur socio-économique vitalement concurrentielle, ils deviennent *tous* des citoyens *complets* en acquérant le même droit d'exister aux trois étages de la fusée, selon un juste partage du Temps et de sa mesure minutaire, endossant de la sorte *chacun*, d'une manière ou d'une autre :

- une égale responsabilité vis-à-vis du Domaine Public, ne serait-ce qu'à travers une nouvelle forme d'impôt *universel* propre à remplacer de nombreux prélèvements actuels, ou via le Service Citoyen (socle et premier étage),

- un rôle individuel toujours plus *librement* choisi au fil du temps dans le cadre du Domaine Privé (deuxième étage),

- enfin l'accès à la créativité personnelle ou partagée la plus large possible via les loisirs privés ou associatifs, dans un temps libre authentique dépassant le réflexe si compréhensible du farniente pour évoluer vers l'épanouissement d'une conscience apaisée, en parfaite harmonie avec son environnement sociétal autant que naturel (ogive et cockpit).

Ce schéma biéconomique *verticalisé*, authentique transcription en termes socio-économiques du principe démocratique et républicain, semble être, du moins à ce stade des *Réflexions*, la seule option possible pour pouvoir établir la Paix et la Justice minimales auxquelles tout être humain à droit par sa naissance en tant qu'individu au sein d'une société enfin intégralement *civilisée*. Les « trois temps de vie » correspondant aux divers étages précités composent de fait le cocktail idéal de toute existence, et le drame persistant de l'Histoire humaine, jusqu'à présent, tient au fait que, sur la seule base de rapports de force aussi primaires que violents, tant sociaux que politiques, le confus mélange improvisé des deux étages les plus essentiels aliène toutes les libertés -y compris celles des *sur*dominants- en d'impossibles situations et comportements extrêmes qui privent donc l'ensemble de la société de la seule véritable *émancipation* que procure -et suscite en retour- une conscience apaisée et solidaire, doublée du temps libéré ou libérable qu'elle suppose.

Au-delà du matériel, chacun sait, chacun sent, ne serait-ce que confusément, que la quête du bien-être, tout en supposant naturellement un minimum de confort, est conditionnée par l'existence d'un équilibre sociétal durable, lequel sous-entend, en droit comme en fait, la Justice et l'Égalité minimales de la Garantie Citoyenne. Le « bonheur » sociétal du fameux *vivre ensemble* est à ce prix, et chacun s'y retrouvera dans sa double nature en passant du piétinement confus du passé à la valse à trois temps de l'avenir, le troisième temps laissant enfin place à l'esprit conscient, apaisé et créatif qui seul fait *pleinement* apprécier la vie.

Car plus encore qu'une croissance à venir sciemment tempérée par la raison écologique, et ce, d'autant plus facilement que les causes les plus profondes de tous les excès auront enfin disparu, le progrès sera *humain* en termes de partage entre un temps *public* résolvant l'essentiel jusqu'au suffisant, et un temps *privé* assurant un complément de plus en plus « superflu », bien que psychologiquement tout aussi vital, au point qu'un troisième temps qualifiable dès lors d'*intime*, réellement libéré de toute matérialité, émancipera l'esprit et la créativité de chacun en pleine conscience du miracle de l'Existence, tant il est vrai que l'exploration et l'innovation ne caractérisent pas seulement la science professionnelle, mais toute forme de quête individuelle artistique, artisanale ou culturelle de nature privée, solitaire, familiale ou plus largement partagée.

Reste dès lors à préciser la pertinence et les rouages possibles de cette prometteuse option biéconomique, en observant désormais sous ce nouvel éclairage les principaux constituants d'une future réalité socio-économique et politique dûment apaisée par l'évolution culturelle que cherchent encore à promouvoir ces *Réflexions* dans leur quête obstinée du chemin de la Justice.

Avril 2020

Réflexions Socio-Économiques 5

Macroscopie Biéconomique 1

Besoins - Consommation - Biens et Services

1 - Perspective.

Toute compréhension suppose un effort d'inclusion exhaustive couvrant les principales dimensions constitutives de l'objet étudié, ce qui revient à dire que le principe biéconomique précédemment établi ne pourra se préciser plus utilement qu'en se confrontant à la réalité socio-économique telle que rendue visible par une analyse macroscopique. En effet, les comportements individuels les plus anodins n'acquièrent leur signification sociale -et plus encore sociétale- qu'à l'échelle de l'analyse *macro*-économique, sachant ici que, désormais, cette dernière deviendra d'autant plus révélatrice qu'elle pourra s'établir sur la base objective de l'évaluation minutaire. Cet échelon optimal d'observation est corroboré par le fait que le bien-fondé de tous les comportements interindividuels improvisés se trouve tôt ou tard validé ou invalidé par la cohérence ou l'incohérence des conséquences « collectives » impliquées, tandis que le cœur de l'équation à résoudre dans ce volume tient toujours entièrement dans l'équilibre nécessaire à trouver et à maintenir pacifiquement entre

l'intérêt particulier et l'intérêt général, via les concepts biéconomiques des Domaines Privé et Public.

Le macroscope d'une nouvelle compréhension des choses, enfin susceptible d'améliorer notre connaissance utile des contraintes socio-économiques historiques autant qu'*objectives*, se trouve désormais doté de l'outil fiable -et universel- que représente ici l'évaluation minutaire, auquel vient de s'adjoindre la description prometteuse de la (ré)partition biéconomique dans sa version verticale. Ainsi donc, entre le télescope aux visées interplanétaires et le microscope explorant l'ADN cellulaire, ce double macroscope sociétal devrait autoriser une redécouverte, une relecture des principales données de la vie économique et sociale, sous un angle désormais propre à révéler une nouvelle cohérence explicative de toutes les aberrations particulièrement observables depuis plusieurs décennies. Pour rappel, toutefois, il ne s'agit aucunement de remettre en cause dans ces pages le principe libéral de toute forme d'entreprise, ni la liberté d'action que suppose l'évolution historique, mais bien d'en éviter tous les *excès* objectifs autant qu'illégitimes, condition *sine qua non* de l'établissement d'un minimum de *démocratie sociale* et de Paix civile.

La citoyenneté économique suppose la participation active de *chaque* personne adulte à la résolution des besoins vitaux de *tous*, sur la base d'une gestion et d'une autonomie aussi locales que possible, et seul le principe d'une partition biéconomique étanche, dont le Domaine Public s'atomise égalitairement entre les citoyens, permet de garantir une équité minimale sur toutes les dimensions vitales jugées décentes par la collectivité, ne serait-ce que sous forme de *calcul* de répartition. Dans le cadre d'une biéconomie verticale ou étagée, il en résulte qu'à l'instar de l'administration et des services publics de toute envergure, les microéléments sociétaux du Domaine Privé que sont les particuliers ou ménages, les associations, et plus encore les entreprises, produisant quelque richesse sous la forme de biens ou de services, sont appelés à participer « égalitairement » à la satisfaction pratique des besoins vitaux de la Garantie Citoyenne sous une forme ou une autre de « (ré)partition comptable » de leur double nature. De fait, puisque les deux domaines socio-économiques doivent être à la fois séparés et complémentaires,

l'atomisation individuelle des droits et des devoirs inclus dans la priorité publique implique, de façon *comptable*, en tant que calcul intermédiaire de répartition de valeur, une « *semi-fonctionnarisation* » de principe des agents économiques des deux secteurs sociétaux, public et privé, en ce sens que le moindre revenu, individuel ou groupé, se subdivise au moins théoriquement entre les deux *Domaines* sociétaux, sur la base paritaire des 50% de valeur historique équilibrant intégralement l'égalité sociale et la liberté individuelle. Il s'agit d'un simple calcul préalable résultant du principe biéconomique (et « bi-social ») permettant de définir chaque adulte actif en tant qu'*individu grégaire* ou « citoyendividu » de double nature, ce qui constitue une étape fondamentale pour fonder en toute objectivité le rééquilibrage ou la répartition de la moitié de la richesse totale (en tant que richesse vitale ou universelle) qui devrait en résulter d'ici la fin de ces *Réflexions*.

En réalité cela n'a rien de révolutionnaire puisque qu'à travers les impôts, taxes et contributions qui s'additionnent au fil des années, le secteur privé participe déjà pleinement à la redistribution improvisée, et ce, dans des proportions qui avoisinent peu ou prou les cinquante pour cent, selon la tendance historique du principe d'*équilibre bisphérique*, même si les apparences peuvent varier d'un pays à un autre concernant tel ou tel impôt particulier, voire telle ou telle dépense contrainte et donc universelle « imposée » via quelque marché privé, au lieu d'être confiée à l'État et ses multiples administrations. Grâce à l'analyse minutaire et à la répartition égalitaire minimale de la Garantie Citoyenne entre *tous* les citoyens, la solution biéconomique doit seulement permettre une gestion beaucoup plus juste et efficace que par le passé, en associant pour la première fois dans l'Histoire la justice d'une égalité minimale prioritaire à la liberté d'initiative individuelle de *chaque* adulte. Comme pourront le constater les futurs biéconomistes par l'analyse minutaire de toutes les données économiques et sociales, cette simple réorganisation aura pour effet d'économiser des milliards de minutées en réduisant d'autant les innombrables gaspillages des systèmes historiquement improvisés et le coût toujours croissant des replâtrages impossibles qui en résultent.

Pour résumer la différence entre les biéconomies horizontale et verticale, rappelons que dans le premier cas, chaque citoyen est censé appartenir à un Domaine Public entièrement communautarisé à la façon d'une société socialiste ou communiste, alors que dans le second cas qui nous intéresse désormais, les citoyens ne sont pas concrètement obligés de faire partie du service public et doivent pouvoir participer aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne tout en travaillant dans le secteur privé au sens classique du terme. La nécessaire contrepartie est qu'au lieu de jouer sur deux espaces socio-économiques totalement différents, la présente biéconomie verticale ou étagée se révèle plus proche de la réalité historique et plus compatible avec notre double nature humaine, en permettant un subtil panachage sans mélange des *Domaines* Public et Privé entre *secteurs* public et privé, au sens habituel des deux derniers termes. En effet, et c'est bien là la différence majeure entre les deux options biéconomiques, cette solution verticale autorise en quelque sorte un débordement du Domaine privé sur le secteur public en n'impliquant désormais les actuels fonctionnaires que pour la moitié de leur temps, tandis que réciproquement, le débordement du Domaine public sur le secteur privé aboutira peu ou prou à *fonctionnariser* -au sens sociétal de sécuriser- tous les acteurs privés dans la même proportion individuelle, l'essentiel étant ici que du point de vue comptable et minutaire, aucun citoyen adulte ne soit laissé sur le bord du chemin.

Telle est la finalité inéluctable de la logique biéconomique, en tant que meilleure solution concrètement possible de démocratie sociale effective pour le bien de la Paix civile, de la Justice minimale qu'elle suppose et de l'efficience économique aussi bien qu'écologique qui en découlera à terme. Car l'obsession de la recherche en cours n'est autre que de fixer un nouveau cap historique digne d'intérêt et répondant aux aspirations profondes et impatientes de l'Humanité au stade actuel de son évolution, sachant que l'identification précise du but à atteindre est la condition préalable de la mise au point très prochaine des multiples instruments et moyens techniques qui permettront de l'approcher, tâche essentielle de ces *Réflexions* et des économistes de demain, sur la base universelle de l'analyse minutaire.

Ayant ainsi refait le point en pleine traversée pour garder le cap, il est possible de reconsidérer l'ensemble des agrégats économiques qui font vivre nos sociétés humaines, dans l'espoir sincère que la nouvelle optique biéconomique et minutaire ici exposée, si possible sans effet nocif de loupe déformante, s'en trouvera de bout en bout confirmée en tant qu'unique solution réaliste de pacification définitive des rapports sociaux, au sein d'une double économie apte à partager enfin, pour un minimum vital décent et écologiquement amplement suffisant, le temps, le travail et la richesse entre *tous* les citoyens d'une même République devenue *socio-économiquement* démocratique, tout en restant utilement et dès lors légitimement hiérarchique, c'est-à-dire propre à autoriser la juste domination autant qu'à interdire techniquement la *sur*-domination.

Guidé par le phare de cette nouvelle perspective biéconomique, et plus encore par la future possibilité d'évaluation minutaire qui lui est objectivement associée, il est temps d'explorer l'archipel complexe des principaux agrégats socio-économiques, à la façon renouvelée d'une abeille butinant de fleur en fleur, en se laissant la liberté de revenir sur ses pas le cas échéant, afin d'élaborer peu à peu le miel d'une réflexion finalement beaucoup moins empirique qu'il n'y paraît. Il va de soi que chacune des îles dudit archipel pourrait justifier une thèse copieusement documentée, mais le but des pages qui suivent est seulement d'observer les faits résultant de l'improvisation historique dans son état actuel pour comprendre à quel point la (ré)partition biéconomique minutarisée sera la seule façon d'apaiser la condition humaine, individuelle *et* sociale.

2 - Besoins et Consommation.

Pour se laisser spontanément guider du concret vers l'abstrait, force est de considérer d'abord les besoins qui sont à l'origine de tout effort de travail, rejoignant en cela les conditions premières de Robinson Crusoé et Vendredi, telles que rappelées au début du présent volume. Le moins que l'on puisse dire est qu'en matière d'expression des besoins, matériels ou non, et plus encore de satisfaction de ces derniers via la consommation, l'évolution historique et empirique du marché *néo*libéral

offre le résultat d'une fuite en avant des plus irrationnelle, associant sur une balance de plus en plus déséquilibrée la misère et la paupérisation des masses à la concentration de la richesse entre les mains d'une infime minorité de multimilliardaires devenus plus caricaturaux qu'un Oncle Picsou. Dans cet environnement, les besoins vitaux s'avèrent *très mal* satisfaits (voire pas du tout) pour la grande majorité des humains, tandis que même lorsqu'un emploi décent permet d'y répondre, la précarité de fait causée par l'absence de toute garantie assurant ce minimum vital implique une remise en cause permanente, un stress existentiel touchant à la survie physique et morale autant qu'à la dignité sociale de chaque personne, sous l'effet du risque permanent de tout perdre au gré d'un marché piloté par le seul intérêt financier. C'est d'ailleurs cet état de dépendance abusive -car vitale- qui oblige la masse des travailleurs à subir les règles d'un marché de dupe basé sur la violence de l'inégalité des conditions de survie décente, au sens désormais objectif et universel de l'échange minutaire, et ce en particulier en matière de salaire ou de revenu du travail.

Dans les conditions spontanément imposées par cet empirisme historique, la satisfaction toute relative du minimum vital est donc un souci permanent générateur de violence comportementale au sein d'une atmosphère concurrentielle artificiellement entretenue et exacerbée par la gestion égoïste des meneurs et autres premiers de cordée. Il en résulte une impossibilité de garantir à chacun ledit minimum vital, tandis que l'insatisfaction des besoins correspondants, particulièrement en matière de nourriture et de logement, interdit à la plupart des humains l'accès à une vie quotidienne décente et à une santé minimale équilibrée, via la précarité d'un statut intrinsèquement proche de l'esclavage, voire de la condition de quelque animal domestique. La multiplication des délaissés pudiquement assistés pour maintenir l'apparence d'une paix sociale tout aussi précaire n'est qu'une facette supplémentaire de ce triste tableau, et confirme de fait l'incapacité du système *exclusivement* libéral à garantir à *chacun* le simple droit légitime d'exister physiquement et socialement dans le respect d'une dignité et d'une liberté minimales et vitales.

En symétrie inévitable à de tels manques, les excès concernant besoins et consommation sont tout aussi patents, a fortiori dans les pays dits développés, avec pour caractéristiques principales la multiplication de faux besoins constamment plus artificiels, l'inefficience que révèle l'incohérence croissante des priorisations en matière de consommations individuelles ou collectives, l'accumulation incessante de possessions matérielles de moins en moins utiles et de plus en plus encombrantes, et plus encore la cruelle absence de temps libre pour profiter du confort censé résulter de cette surconsommation effrénée. L'*affluent society* et son lot de gavage matériel interdit donc tout équilibre comportemental spontané par le seul fait du mélange des besoins contradictoires de notre double nature, individuelle et collective, privée et publique, tandis que la grave confusion sociétale qui en découle fait que quasiment tous les citoyens passent à côté de l'équilibre optimal au point de mélanger aussi facilement les fins et les moyens que l'essentiel et le superflu.

La conséquence la plus dramatique est le manque universel de *temps libre* qui condamne tous les citoyens à l'aliénation du trop ou du pas assez et interdit la jouissance totale que supposent l'esprit libre et le temps nécessaire à consommation optimale et pleinement consciente des nombreux produits et services disponibles, condamnant même les plus chanceux à accumuler des biens et des avoirs sans en *être* plus satisfait faute de temps et de sérénité, faute de choix et de tranquillité sociale. La frénésie contagieuse de nos actuelles fourmilières urbaines, sous l'effet de l'accélération du rythme de « vie » que cette fuite en avant collective précipite, suscite en contrepartie la vaine compensation d'une multitude de contre-besoins anormalement utiles, à la façon des contrepoisons que représentent entre autres choses des services médicaux et hospitaliers sur-utilisés, mais aussi la sollicitation abusive de la justice, de la police et de l'armée (résultats sociétaux des fausses échappatoires de maintes formes de drogues et autres déstabilisations comportementales).

Ainsi la collectivité nationale ressent-elle le besoin d'accumuler sans limite ces impossibles antidotes dans des disproportions ingérables, absorbant via ces besoins collectifs une part croissante de l'énergie et de la richesse commune dans un replâtrage aussi nécessaire qu'insuffisant,

tandis qu'à l'échelle des individus, les contrepoisons les plus précaires s'expriment à travers la surconsommation de toutes sortes de gadgets propres à distraire les plus nombreux du non-sens systémique qui les exploite, pendant que tant d'autres se trouvent condamnés à consulter un psy, un coach, un prêtre, voire un gourou, dans l'espoir de retrouver un sens à la vie et de faire face au vide spirituel si effarant de ce trop-plein matériel. La décomposition sociétale que l'incohérence consommatrice entraîne dans son sillage multiplie anormalement le besoin d'assistance via nombre de métiers souvent révélateurs du manque de sens commun, de lien social et d'équilibre psychologique, si caractéristique des « états d'âme » de nos contemporains, particulièrement s'agissant des pays les plus riches, aussi surdéveloppés que *mal* développés.

Même au sommet de la puissance consommatrice, les citoyens multimilliardaires d'aujourd'hui se noient dans leur *ego* surdimensionné au point de perdre toute notion de décence et de responsabilité sociale, sacrifiant la meilleure part de leur génie aux excès d'une consommation impossible, accumulant des yachts et des résidences dont seuls leurs « domestiques » peuvent profiter, tandis qu'eux-mêmes sont condamnés aux soucis si obsédants d'une concurrence exacerbée jusqu'au niveau mondial, sans compter la déliquescence chronique de rapports humains faussés par la surabondance d'argent, y compris dans le cercle familial et amical du *self made man* ou de ses futurs héritiers.

Tandis que la satisfaction des besoins les plus essentiels reste interdite à tant de nos concitoyens au point de les exclure de la société, le gaspillage quantitatif induit par la surconsommation n'a d'égal que le gâchis qualitatif de l'absence de temps et de liberté pour profiter des fruits les plus essentiels du travail, obligeant même les citoyens les plus chanceux à courir après le temps en se dopant de boosters alimentaires ou autres, aux dépens de leur santé physique et mentale. Faute de temps libre, les loisirs deviennent eux-mêmes une obligation de consommer sans savourer, en maximisant sans cesse les activités dans un rythme toujours accéléré, ou, à l'inverse, en se laissant faussement bercer par la paresse d'une dépendance passive, ces deux comportements extrêmes

condamnant à payer d'une manière ou d'une autre -et au prix le plus fort- un temps supposé libre qui devrait être gratuit.

Au fil des années et des désillusions de maints consommateurs, les conséquences à long terme de cette folle confusion boulimique vont jusqu'à faire entrer en scène les habitudes les plus destructrices à travers l'évasion artificielle que proposent alors toutes sortes de drogues et de comportements dégradants, tout particulièrement en matière de besoins sexuels abusifs, dont l'obsession quantitative, largement relayée par des médias jouant le rôle de seringues, finit par devenir pathologique. Ces formes de décadence endémique sont typiques de toute société arrivée au terme de son impasse et signent un effondrement culturel qu'exprime pleinement la création artistique en tant que miroir le plus fidèle et le plus sensible de l'âme individuelle et collective.

Pour compléter ce tableau hélas réaliste, point n'est besoin de rappeler en détail l'étendue du gaspillage écologique qui empoisonne la terre, l'air et l'eau sur toute la surface planétaire, conséquence, entre autres choses, de la surconsommation qui vient d'être décrite, doublée de l'inévitable déconnexion de la plupart des humains vis-à-vis de leur environnement naturel, puisque, de fait, la nature ne peut être savourée et respectée qu'en restant au diapason du temps optimal qui rythme ses immuables saisons. Preuve en est, s'il le fallait, la redécouverte de ces deux valeurs vitales que sont la nature et le temps libre pendant la crise du Covid 19, du moins chez tous ceux qui ont eu la chance paradoxale de pouvoir réfléchir à l'occasion du confinement et des risques vitaux encourus.

Dès lors, comment ne pas constater l'échec de l'improvisation historique *exclusive* et son insuffisance constante à satisfaire l'*ensemble* des citoyens dans la cohérence de leurs besoins matériels et humains les plus fondamentaux ? Force est bien de reconnaître que le tableau hélas pleinement figuratif « dépeint » dans les pages qui précèdent offre la démonstration indubitable de l'incapacité des comportements spontanés à promouvoir un *minimum* de Paix ou d'équilibre sociétal en matière de besoins et de consommation.

3 - Biéconomie et Tempérance Consommatrice.

En chaussant les lunettes plus fiables de la biéconomie verticale dans le cadre délodiste qui lui correspond logiquement, il est impossible de ne pas comprendre les avantages sans précédent de la *quatrième voie* ici proposée, après le triple échec si retentissant du capitalisme hyper-libéral, du communisme totalitaire, et des systèmes mixtes beaucoup trop confus jusqu'ici imposés par défaut.

Le premier avantage de la partition biéconomique et plus encore de la juste *répartition* qu'elle autorise entre les deux besoins *objectif* et *historique* si étroitement complémentaires de notre nature humaine, sera bien évidemment l'éradication totale de la misère, de la pauvreté et de la précarité dont la réalité insoutenable couvre notre Léviathan de plaies ouvertes, saignantes et purulentes, propres à faire tant souffrir le skieur novice déjà mentionné jusqu'au point de lui gâcher sa descente, sachant désormais que la « charité » et l'assistance que ces blessures sociétales impliquent jusqu'à présent seront remplacées par la Justice et la dignité auxquelles tout être humain a droit par essence autant que par naissance.

D'un point de vue éco-démocratique, la définition des besoins à satisfaire via la Garantie Citoyenne fera forcément l'objet d'un tri en termes de priorités décroissantes, à l'échelon politique redéfini par les constituants délodistes et sur la base des Propositions Citoyennes, voire tout simplement en tenant compte de la réalité statistique observable au quotidien. On pourra aussi conforter cette priorisation des besoins en fonction d'un classement référendaire autorisant la population entière à exprimer lesdites priorités en toute transparence, auquel cas le bon sens majoritaire ne saurait se tromper puisqu'émanant de fait directement du vécu quotidien de l'ensemble des citoyens. En tout état de cause, il est ici certain que les besoins vitaux concernant le logement, l'alimentation, l'habillement, le confort minimal et la santé arriveront en tête de liste des urgences individuelles ou familiales, définissant ainsi la priorisation qualitative et officielle des objectifs à atteindre collectivement via le

Domaine Public (des secteurs public et privé). S'agissant parallèlement des besoins collectifs, la néo-gestion communale et départementale de la démocratie locale autorisera une prise en compte enfin directe, fidèle et totalement transparente des nécessités citoyennes en matière de santé publique, de sécurité, d'équipement et autre infrastructure, tandis que la participation de chaque citoyen adulte à la production de cette richesse commune favorisera le sens de la solidarité et le respect du Bien Public.

Même lorsqu'il s'agit de préférences qualitatives impliquant un risque de subjectivité, il s'avère que la comparaison impossible entre des choix de *nature* différente n'empêche aucunement l'établissement d'un *classement* préférentiel, a fortiori en matière de besoins à la fois matériellement et socialement vitaux, et les éventuels aléas individuels de la sélection ainsi obtenue seront démocratiquement tempérés par les conditions de vie *de facto* communes à la quasi-totalité des citoyens sollicités, par le biais d'un choix majoritaire de *bon sens*, au regard des circonstances culturelles sociétales de la période considérée.

Concernant non plus la nature ou la qualité, mais le volume ou la quantité des besoins couverts par la sphère publique de chaque société biéconomique dans le cadre du minimum garanti à tous les citoyens (et moyennant leur égale participation), seules l'analyse minutaire et son évaluation objective et universelle permettront de déterminer la richesse effective disponible à chaque communauté républicaine, en fonction des ressources humaines, technologiques et environnementales du lieu et du moment. Le principe de base d'une *partition* égalitaire entre les deux moitiés complémentaires de notre nature sociétale, pleinement conforté par l'observation historique si justement révélatrice de la loi d'équilibre bisphérique, suggèrera sans doute une répartition *fifty-fifty* du total des richesses produites annuellement par l'économie considérée, tout en sachant que, concernant en particulier la contrainte du Domaine Public, il s'agit là d'un maximum encore intuitif à ce stade des *Réflexions*, mais qui devra répondre au nouveau besoin de répartition égalitaire du travail minimal et des richesses *vitales* entre tous les citoyens, au prorata des situations individuelles minutairement égalisées, outre la mutualisation

habituelle de toutes les ressources nécessaires aux services publics et autres infrastructures communes.

Cela dit, il est aussi probable qu'à terme, la répartition 50/50 se confirme en permettant de transformer le minimum vital de la Garantie Citoyenne en un véritable confort pleinement suffisant pour la grande majorité de la population concernée, selon les choix démocratiques qui pourront désormais s'opérer et s'ajuster avec le temps, transformant en douceur une croissance assainie en progrès socialement partagé dans d'égales proportions, à l'instar de ce que semble démontrer l'*équilibre bisphérique tendanciel* et spontané déjà mentionné, et dont le principe est que 50% de tous les biens et services produits par les deux secteurs privé et public d'une économie suffisamment consistante et autonome correspondent de fait à des besoins *universels*, dès lors propres à définir le champ du Domaine Public, et par là le *minimum vital* de la Garantie Citoyenne correspondante (en incluant les biens et services proprement collectifs).

Quelle que puisse être l'évolution démocratiquement choisie (et non plus majoritairement subie), le calcul minutaire, direct ou non, de par sa simplicité objective et sa nature *de facto* universelle, s'imposera à terme comme le seul mode possible de détermination de la valeur socio-économique, en tant qu'unité de mesure de toutes les richesses associées à un travail, ou un statut social le cas échéant, et ce, indépendamment du domaine ou secteur sociétal considéré. On peut donc partir du principe minimal à confirmer selon lequel la moitié de la richesse totale créée par une économie devrait être consacrée non plus seulement aux services publics habituels du « Bien Commun » *stricto sensu*, mais surtout à la satisfaction égalitaire et universelle de la Garantie Citoyenne selon les divers droits et devoirs correspondants, et sur la seule base fiable, car immuable, du fameux calcul minutaire. Ainsi chaque citoyen profitera du privilège de participer aux choix démocratiques des priorités établies au sein du Domaine Public, tout en endossant sa propre part historique, en proportion objectivement établie, dans la réalisation concrète et/ou le financement de la Garantie Citoyenne correspondante, et dans le cadre localement contrôlé et constamment transparent offert par la Commune

et le Département. Telle semble se dessiner la définition complète d'une démocratie économique optimale et suffisante, en respectant à part égale l'égalité vitale et la liberté individuelle, en concordance parfaite avec les droits politiques théoriquement proclamés depuis si longtemps.

L'éradication de la pauvreté et de l'exclusion qui découlera de cette évolution, dûment complétée par la Paix sociale qu'autoriseront la biéconomie minutaire et la démocratie locale la plus directe possible, constituera un palier historique sans précédent propre à libérer *toutes* les énergies, avec l'avantage d'en conserver désormais les côtés les plus vertueux et positifs, pour la plus grande satisfaction de tous, y compris les *véritables* leaders sociaux, économiques et culturels à venir. Dans un tel contexte, les biens, les services et leur juste consommation pourront enfin satisfaire l'ensemble des néocitoyens en remplaçant désormais la surabondance polluante d'un niveau de vie insensé, associée à l'injuste misère de l'exclusion, par la qualité socialement efficiente d'un *mode* de vie optimal, garantissant à chaque personne l'accès à un épanouissement complet, c'est-à-dire individuel *et* social, propre à libérer le *temps* des êtres humains à longueur de vie, au point de leur faire ignorer jusqu'au besoin d'une retraite *absolue* un tant soit peu prématurée.

Il en résultera aussi un réagencement spontané des priorités et des choix individuels autant que collectifs en ce qui concerne les biens et les services utiles ou « futiles », sans que l'équilibre indispensable et objectivement mesurable de l'Égalité minimale citoyenne puisse être remis en cause, tandis que les néo-économistes pourront s'accorder plus facilement que jamais sur la réalité comptable et factuelle des minutées telles que celles-ci seront identiquement vécues par des citoyens adultes devenus tous *actifs* en participant égalitairement au cadre minimal du Domaine Public.

En matière de produits et services disponibles, tout autant que dans la « consommation » de ces richesses, chaque citoyen se trouvera enfin responsabilisé en tant qu'adulte libre de ses choix, au lieu d'être infantilisé et trompé par la surconsommation exacerbée qu'encourage la crainte inconsciente et permanente de manquer du nécessaire. Car c'est

bien le risque sous-jacent de précarisation et l'absence de toute garantie équitable et minimale qui gouvernent les pires excès comportementaux observables dans les sociétés improvisées de notre Histoire humaine, lesquelles disparaissent les unes après les autres en s'effondrant sous le poids de leurs tares ou contradictions congénitales faute d'avoir trouvé les conditions objectives d'un équilibre à la fois politique *et* social. Bien au contraire, et tôt ou tard, la biéconomie minutaire ou minutarisée ne pourra que mettre tout le monde d'accord sur l'essentiel, grâce à la prise de conscience *objective* de notre double nature sociétale, et l'apaisement des rapports sociaux qu'autorisera le partage minimal égalitaire sera le meilleur moyen de réduire à son minimum toute forme de gaspillage, de replâtrage ou autre dérive, en termes humains de santé et de bien-être, tout comme vis-à-vis des précieuses ressources de la Terre et des droits également vitaux de son écosystème global.

Outre ces progrès cruciaux, la répartition biéconomique offrira pour la première fois un vrai choix en matière de consommation, dans la mesure où, désormais assuré de mériter par sa propre contribution un minimum vital déjà socialement confortable, chaque éco-citoyen pourra déterminer son panachage personnel entre le temps et l'argent, en pleine conscience du fait que l'*être* se trouve du côté du temps aussi sûrement que l'*avoir* dépend de l'argent et des biens matériels qu'il procure. Ce libre choix en forme de « curseur » ou de panachage personnalisé sera particulièrement vrai concernant la libre action de chaque individu dans son Domaine Privé, a fortiori dès lors que les conditions matérielles du progrès permettront d'ajuster le volume de temps individuel nécessaire à la mission du Domaine Public. Autant dire que, pour la toute première fois dans l'Histoire de notre Humanité, *tous* les citoyens d'une même communauté républicaine auront le privilège de jouir d'un vrai pouvoir de choix, d'une véritable liberté décisionnelle en matière de *mode* de vie et de consommation, tout en profitant de l'assurance-tout-risque d'une vie décente garantie ainsi que d'une égale utilité commune dans le récit de l'aventure sociétale. Sachant que la première richesse est le *temps* dont dépend largement la santé, l'évolution comportementale suscitée par une société aussi apaisée ne pourra conduire qu'à la généralisation d'un mode de vie aussi psychologiquement serein qu'écologiquement

raisonnable, dès lors que, libéré de toute incertitude vitale concernant un confort rendu peu à peu suffisant et optimal grâce au progrès technique, chacun sera à même de s'émanciper des gaspillages concurrentiels, sur fond de solidarité citoyenne enfin pérenne et de lien social démultiplié.

4 - Consommation Associative ou Mutualisée.

Dans un double cadre délodiste et biéconomique apte à soutenir la toile d'un tableau sociétal équilibré, il ne serait pas surprenant que de nouvelles formes de consommation partagée se développent sur la base associative du voisinage ou du quartier, dans la mesure où le respect mutuel encouragé par le partage universel du Domaine Public ne pourra que favoriser les solutions les plus pratiques et les plus économiques. Déjà de très nombreuses associations ou entreprises mutualisées ont largement fait la preuve de leur raison d'être et de leur efficacité, et de tout temps le partage d'intérêts très localement communs s'est présenté comme une formule efficace de consommation groupée répondant à un même besoin, pour économiser la peine et les moyens de chacun des participants concernés, à l'exemple d'agriculteurs voisins se regroupant pour l'achat de matériels trop coûteux ou d'usage trop occasionnel.

Entre les pôles symétriques des besoins universels concernant l'ensemble des citoyens et l'achat individualisé et systématique de tout bien d'équipement par chaque foyer, l'échelon local du quartier, voire de l'immeuble, devrait se développer en tant qu'espace d'avenir dans le contexte optimal de la décrispation concurrentielle biéconomique. Cette évolution à long terme des mentalités sera par ailleurs liée à la mise en place de la démocratie locale et plus encore fortement encouragée par les nouveaux modes de communication via Internet, dont les contacts permettent autant la prise de conscience d'une citoyenneté planétaire définitive que la possibilité de se mobiliser utilement dans son propre quartier et de rencontrer toute personne partageant un même intérêt, ce que favoriseront par ailleurs une juste proportion hebdomadaire, voire quotidienne, de temps libre, et son rythme de vie enfin ré-humanisé.

Ainsi la répartition biéconomique offrira-t-elle sur un plateau la clé nouvelle de liens sociaux redimensionnés à l'échelle humaine la plus locale possible, à travers la renaissance et la redécouverte de l'espace communal et du quartier comme cadre de vie, sans pour autant exclure les contacts planétaires les plus ouverts et les plus tolérants que l'on puisse imaginer. La satisfaction partagée des besoins universels via une gestion aussi locale que possible aura donc pour effet non seulement de supprimer la pauvreté et l'exclusion sociale, mais aussi de garantir le tri écologiquement et économiquement le plus efficient de tous les besoins individuels ou collectifs, permettant ainsi à leur consommation d'être pleinement appréciée en totale conscience du *temps* et du rythme de vie que cela suppose, tandis que l'éventail des liens humains à travers les relations interpersonnelles, jusqu'à présent étiolé par la mondialisation ultralibérale, ne pourra que s'épanouir à nouveau spontanément.

5 - Besoins et Consommation en Domaine Privé.

Si le Domaine Public est par la force des choses le sujet principal de ces pages, en tant que nouveauté ô combien nécessaire redéfinissant le secteur public habituel et s'ajoutant en complément éco-démocratique à la libre évolution historique du Domaine Privé, il n'en reste pas moins que les besoins satisfaits par ce dernier, tout comme leur consommation, se trouveront grandement assainis par la répartition biéconomique ici proposée. De fait, comme c'est déjà le cas via les impôts, taxes et autres contributions, le secteur dit « privé » participera toujours activement à la satisfaction des besoins collectifs dans leur nouvelle définition, dont le but prioritaire n'est autre que la concrétisation de la Garantie Citoyenne.

Le véritable Domaine Privé, dans l'acception biéconomique de ce terme, jouira d'une liberté d'initiative pleinement retrouvée propre à stimuler plus que jamais sa profitable créativité, particulièrement en ce qui concerne les biens et services les moins vitaux ou les plus innovants, que seuls les citoyens impliqués d'une façon ou d'une autre au sein de ce Domaine spécifique (les deux secteurs étant ici confondus) pourront dès lors se procurer. En tenant compte ici des chapitres précédents, cela

suppose en effet une séparation -de principe- entre les deux Domaines biéconomiques, y compris au cœur du secteur privé et de ses multiples activités ou « entreprises », s'agissant de tout employé, indépendant, ou employeur exclusivement actif dans ce secteur précis de l'économie, comme il sera précisé lors d'un prochain chapitre. Du seul point de vue des besoins « privés » et de la consommation qui leur correspond, il est certain que la nouvelle répartition égalitaire et universelle des priorités sociétales du Domaine Public encouragera un tri spontané plus pertinent concernant les besoins ressentis ou suscités au sein des Domaine et secteur Privés, lesquels seront toujours aussi libres et concurrentiels.

Grâce à l'universalisation systémique d'un accès individuel aux *deux* sphères sociétales devenu beaucoup plus équilibré qu'avant toute répartition biéconomique, les besoins, les biens et services, et les modes de consommation propres au Domaine Privé auront toutes les chances de devenir vertueux et *positifs* dans leur apport complémentaire vis-à-vis de leurs équivalents au sein du Domaine Public. La résurgence d'un néo-artisanat local et indépendant, tout comme la renaissance des petites entreprises familiales à vocation régionale, complètera et concurrencera utilement l'offre habituelle des méga-firmes à vocation multinationale, dans un double marché désormais débarrassé de toute crispation vitale et dès lors incomparablement plus respectueux des aspirations nouvelles de citoyens-consommateurs plus avertis et matures que jamais. Il faut rappeler à cet effet que n'importe quel adulte ayant une idée concernant la production de tout bien ou service nouveau susceptible d'intéresser peu ou prou ses compatriotes pourra l'exploiter ou la négocier sur le marché libéral du secteur privé, sauf s'il préfère en faire bénéficier le Domaine Public en tant que *citoyen bienfaiteur*, et dès lors totalement désintéressé.

Qu'il s'agisse de nouveaux produits ou services, ou de versions plus luxueuses et sophistiquées que ce qui est garanti par le Domaine Public, l'offre du secteur privé sera plus pertinente que jamais en tant que vecteur de progrès via la nouveauté et l'amélioration constante des solutions proposées à ses consommateurs, sachant que l'équilibre social désormais acquis et pérennisé aidera le client potentiel à opérer un tri

spontané entre l'utile et l'inutile, le complémentaire et le redondant, le trop plein et le suffisant. Á terme, la finalité de la croissance elle-même s'en trouvera redéfinie de façon positive et écologiquement *optimale*, et ce, d'autant plus inévitablement que la relocalisation d'un maximum d'activités, condition primordiale de la souveraineté et de l'autonomie locales et régionales, réduira au strict minimum les risques de pollution logistique. La finalité ou la raison d'être de la libre entreprise retrouvera toute sa pertinence grâce aux plafonds techniques que les biéconomistes sauront objectivement trouver via l'analyse minutaire comparative, en tenant compte des rouages financiers empiriques et subjectifs propres au seul secteur privé de cette économie libérale. Cela dit, le fait que chaque citoyen soit désormais potentiellement libre de participer ou non à ce secteur privé sans aucun risque vital ne pourra qu'assainir le marché correspondant, non seulement en matière de revalorisation des salaires s'agissant du travail, mais aussi concernant les futurs produits et leurs modes de fabrication, moyennant un contrôle enfin démocratique sur les enjeux écologiques, grâce à l'organisation délodiste du nouveau pouvoir politique..

Ainsi, la répartition biéconomique, en associant *chaque* citoyen dans la résolution de l'équation qui condamne jusqu'à présent toutes les sociétés humaines à la violence et à l'injustice, apparaît comme la seule solution techniquement possible pour satisfaire *intelligemment* tous les besoins de l'Humanité dans leurs dimensions individuelles et sociétales, autant que matérielles et psychologiques. En cela, cette solution sans précédent rejoint pleinement le point d'équilibre pluridimensionnel qui doit réunir la société, la politique, l'économie, et l'écologie autour du concept de croissance optimale et mesurée, tel le sommet évolutif et parfaitement centré d'une pyramide sociétale idéale, tant il est vrai que la *seule* quête du *sur*profit détourne toujours les humains en deçà ou au-delà de l'optimum. L'économie libérale authentique, positive et *légitime* est donc seulement celle qui peut naître de la répartition biéconomique et se maintenir constamment compatible avec l'équivalence du Domaine Public telle que jusqu'à présent définie, faute de quoi elle n'est qu'abus pouvoir et violence sans limite sur la dimension *vitale* des individus, en totale contradiction vis-à-vis des droits imprescriptibles de l'Homme et

du Citoyen. Car, contrairement à la course primaire et spontanée que motive la double obsession historique du pouvoir et de l'argent, la quête individuelle du bien-être le plus complet passe nécessairement par le partage d'une vie en société sur la base d'un minimum d'égalité laissant à chacun une part identique de liberté, et la raison d'être de l'*économie*, privée autant que publique, tient à son strict rôle de *moyen* assujetti à cette fin. D'où la nécessaire mutation de cette dernière en *bi*-économie.

6 - Consommation, Liberté et Responsabilité.

La consommation résultant des besoins ressentis suppose d'une façon ou d'une autre une priorisation des achats de biens et services en fonction de l'urgence de leur utilité, et pour ce faire, la liberté de chaque citoyen-consommateur s'exprime de jour en jour à travers la notion très relative de « pouvoir d'achat ». Les choix permanents qui s'opèrent à la moindre occasion représentent une forme de pouvoir mesurant de fait la position de chaque individu sur l'échelle sociale en termes de moyens financiers. En ce sens, le pouvoir d'achat d'un richissime investisseur s'appropriant une vaste entreprise à vendre n'a rien de commun avec l'impuissance d'achat et l'absence fréquente de choix imposées au plus grand nombre, puisque la masse des dominés se trouve contrainte de se procurer la pire qualité au prix *en apparence* le plus bas, tandis que le rapport qualité/prix dudit produit l'oblige à consommer plus souvent et à dépenser plus encore.

Cette exploitation via la consommation de produits et services à valeur sciemment faussée, voire à obsolescence programmée, si typique de la quête néolibérale du *sur*profit, ne saurait perdurer dans le cadre d'un futur Domaine Public intégralement basé sur la valeur minutaire objective, car dans ce contexte, tous les citoyens jouiront par définition du même pouvoir d'achat sur l'ensemble des biens et services inclus dans la Garantie Citoyenne, et pourront de surcroît traduire n'importe quel prix ou coût, public ou privé, en termes minutaires.

Cela dit, même s'il faut s'attendre à ce que le Domaine Public offre un choix d'objets et de prestations plus limité et moins varié que celui du Domaine Privé, il est essentiel que chaque citoyen conserve une liberté de choix dans les deux domaines complémentaires de la société, en affectant de plein gré n'importe quelle partie de son revenu, universel ou privé, à l'achat de tel ou tel bien jugé prioritaire. Toutefois, ce droit de choisir n'échappera pas à la règle selon laquelle il ne saurait y avoir de pouvoir sans responsabilisation, puisque, par principe républicain, l'autonomie individuelle et responsable attribuée de droit à chacun des citoyens impliquera l'efficience minimale de son comportement en tant que consommateur, particulièrement s'agissant des besoins jugés vitaux de la Garantie Citoyenne. C'est là une question de logique évidente et d'éducation civique minimale, par laquelle chaque citoyen se doit d'être aussi responsable et autonome que tous les autres participants actifs du même Domaine Public. Á moyen terme, et parallèlement à l'éradication définitive de la pauvreté et de l'exclusion, la proportion d'adultes et de familles nécessitant encore une assistance en matière de consommation se réduira donc quasiment à néant, du fait de l'évolution psychologique et comportementale qu'entraînera l'association égalitaire de *tous* dans la concrétisation de la Garantie Citoyenne. La délinquance et la misère des exclus, si honteusement encouragées par les injustices du mono-système économique actuel, sans aucun secours *efficace* possible des autorités, se verront bientôt remplacées par l'intégration universelle de citoyens recouvrant enfin leur dignité perdue ou volée, tandis qu'une nouvelle rationalité des options de consommation en découlera inévitablement. Cela dit, même en situation de biéconomie délodiste, il sera cohérent que toute personne adulte devenant *sur*dépendante de la communauté locale pour cause d'inefficience patente de ses choix de consommation soit au moins temporairement privée de sa liberté de pouvoir d'achat en recevant d'office les biens et services nécessaires sous forme directe et matérielle, et non plus via un budget autogéré. Il n'en reste pas moins que l'autonomie pleinement assumée de la plupart des consommateurs deviendra spontanément cohérente aussitôt que les conditions sociétales minimales sont réunies dès l'échelon du quartier et de la Commune. D'où l'importance cruciale d'intégrer le principe de la Responsabilité individuelle au sein même de la Constitution délodiste, et plus encore au

contenu de l'instruction civique, a fortiori en matière de comportement socio-économique *vital* et de gestion pratique du Revenu Universel.

Le pouvoir d'achat, en tant que libre choix individuel opéré en toute conscience, se trouve largement bafoué et manipulé dans le cadre totalitaire de l'économie ultralibérale, tant par sa limitation quantitative via le retard d'évolution des salaires face aux progrès de la productivité, qu'au travers de la manipulation des prix, jointe à la dégradation de la qualité de nombre de produits et autres prestations. Á n'en pas douter, la mise en place démocratique du Domaine Public, grâce à la prochaine partition biéconomique, ne pourra que stimuler l'accomplissement total de la liberté que doit exprimer entre autres choses le légitime besoin de consommer, tandis que les priorités écologiques bientôt affichées par la majorité des citoyens auront tout le loisir de se concrétiser pour de bon via des choix politiques et locaux enfin démocratiques, sans interférence possible de quelque lobby ou minorité que ce soit.

7 - Biens et Services en Mono-Économie Mixte.

Entre le besoin de consommer ou de créer, et la consommation immédiate, progressive ou différée qui en constitue très logiquement la finalité (du moins tant que l'argent n'est qu'un moyen !), le produit ou la prestation de service apparaît comme la concrétisation du processus économique, au sein de ce que l'on nomme encore *économie réelle*, par contraste avec la fiction de son reflet monétaire et financier ô combien déformé !

Dans ce domaine on ne peut plus palpable de la vie économique, il suffit de lécher les vitrines de luxe des magasins de « l'élite » ou de se promener dans les dédales de nos hypermarchés pour comprendre que le mono-système ultralibéral aboutit à l'aberration d'une surconsommation anormalement contrastée, reflétant l'extrémisme social si caractéristique de toute société confusément improvisée. L'existence du luxe et de la sophistication que celle-ci suppose ne saurait être ici remise en cause, puisqu'il s'avère que les excellents produits et services correspondants

répondent librement au besoin d'une partie de la population et donnent aussi l'occasion de démocratiser ultérieurement certaines versions via quelque pâle copie profitant de diverses innovations. De fait, il est tout à fait normal qu'un nouveau produit soit d'abord réservé à une clientèle limitée et fortunée, et ce d'autant plus que sa fabrication initiale en trop petite quantité entraîne logiquement un coût unitaire assez élevé, auquel s'ajoute sur l'étiquette une « prime à la nouveauté » doublée du savant marketing de l'exclusivité. De plus, à l'inverse de l'innovation, le luxe peut aussi bien se justifier à travers le respect rigoureux d'une tradition artisanale de plus en plus coûteuse impliquant les matériaux les plus nobles ainsi qu'une main-d'œuvre manuelle hyper-qualifiée, souvent sans possibilité d'économiser temps et argent au travers de la moindre mécanisation. Ainsi, et quel que soit le domaine de production concerné, le luxe traditionnel, et a fortiori les nouveaux produits ou services situés à la pointe extrême de l'innovation, s'avèrent être les fers de lance de la « fusée sociétale », au sommet du cockpit et de son ogive, ce en quoi le capitalisme participe librement à l'évolution historique non seulement matérielle mais aussi culturelle de nos sociétés désormais mondialement interconnectées. Autant l'on peut être choqué ou révolté par le contraste insoutenable entre le marché du luxe et la permanence de la misère la plus injuste, autant il est nécessaire de respecter ces besoins raffinés ou futuristes et d'affirmer l'utilité de l'innovation en reconnaissant ainsi à la sphère privée sa valeur si créative et stimulante sur la base d'intérêts individuels très souvent associés.

Cette dimension historiquement vitale de l'initiative individuelle et de la libre entreprise doit donc être pleinement respectée dans le cadre du secteur privé et, de fait, la nouvelle répartition biéconomique en deux domaines strictement distincts libèrera le consommateur privé de toute la « mauvaise conscience » qui gâche son plaisir dans le cadre mono-systémique des économies mixtes d'aujourd'hui. Par définition, tout ce qui sera gagné et dépensé dans le secteur privé sera le fruit du libre jeu de l'Histoire subjective et improvisée, sans plus aucune interférence ou effet pervers possible sur le Domaine Public de la Garantie Citoyenne, tant il est vrai que le plus aberrant n'est aucunement l'existence du luxe, mais plutôt le fait que, par le biais de la même unité monétaire et de la

confusion mono-systémique, le même euro se dépense ou s'investisse dans le futile en puisant dans le vital.

Dès lors, concernant tous les produits et services disponibles, l'aberration la plus évidente se situe entièrement à l'autre extrémité, sur l'autre plateau de cette improbable « *imbalance de Valbero* », véritable inversion réflexe du bon ordre des choses qu'impose la nature objective sur sa jumelle historique d'une crise à la suivante. Car pour la quasi-totalité des richesses peu ou prou indispensables au quotidien de 90% des consommateurs, le résultat observable, largement aggravé depuis le hold-up financier perpétré par la mondialisation dès les années 70, se résume à un curieux mélange de surabondance et de gaspillage éhontés sur le plan quantitatif, doublé d'appauvrissement et d'empoisonnement sanitaire sur le plan qualitatif.

Concernant l'alimentation quotidienne, en effet, la multiplication déroutante des milliers de références et produits industriels exposés sur les gondoles de nos hypermarchés est censée être la preuve quotidienne d'un choix constamment élargi de consommations courantes, dont les suremballages chatoyants, les tarifs soi-disant abordables et autres offres promotionnelles font craquer la volonté de clients bien trop pressés pour discerner, alors que la surabondance correspondant à ce faux paradis de tentations bat des records de gaspillage, tant dans le processus logistique de distribution et de stockage que dans les placards, les congélateurs et autres réfrigérateurs des particuliers.

Plus grave encore que cette atomisation des besoins alimentaires les plus simples, l'éloignement géographique des lieux de fabrication, ainsi que la complexification internationale des circuits commerciaux de sous-traitance, induisent l'utilisation massive d'additifs dangereux et le choix stratégique des matières premières les moins chères, donc les plus pauvres, voire néfastes sur le plan nutritif, tandis qu'aucune satisfaction gustative ne peut résulter de ces piètres aliments végétaux ou carnés bourrés de produits phytosanitaires et autres hormones de croissance. Sous couvert de nourriture, il s'agit là d'un empoisonnement de masse résultant de la seule priorité financière d'un *sur*profit débridé, avec les

effets sociétaux que l'on observe sur la santé, s'agissant de l'obésité, du cholestérol, de la plupart des cancers et des maladies cardiovasculaires si caractéristiques des économies les plus riches. Mais qu'importe, après tout, tant que la médecine et les hôpitaux offrent l'occasion d'un marché complémentaire et tout aussi juteux aux frais de la collectivité ! Tel est le portrait réaliste de la société de consommation qui va de pair avec la folle quête d'une surcroissance autoalimentée dont les excès sont le prix de la *bêtise*, dans le sens d'une rationalité humaine calquée sur le réflexe d'un animal prédateur et solitaire, aux dépens de notre incontournable processus solidaire d'humanisation.

L'habillement, comme tout autre domaine dont les produits sont censés répondre à un besoin vital, trahit lui aussi une évolution de pente clairement négative concernant la qualité des matériaux et la durée de vie du vêtement ou de l'accessoire considéré, dans le seul but d'obliger la majorité d'entre nous à consommer sans compter, via les artifices des marques, des modes saisonnières et de l'hyper-moulant. Sachant que le textile constitue de fait la deuxième source de pollution mondiale après l'industrie pétrochimique, le gaspillage ainsi induit par la médiocrité des matériaux, leur fragilité de texture, de finition et de surface par rapport au lavage ou à l'usage courant qu'on peut en attendre, sont autant de preuves de l'échec qualitatif et de l'abus quantitatif qui définissent le commerce mondial actuel, sur la triste base de l'exploitation de la main-d'œuvre délocalisée la moins chère et la plus docile.

S'agissant enfin des biens d'équipements qui forment l'essentiel des autres consommations matérielles, la caractéristique principale du même marché libre, hélas devenu pathologiquement ultralibéral, révèle et cache tout à la fois l'appauvrissement du consommateur par la baisse de qualité scientifiquement dosée de la plupart des produits disponibles. Á l'exception de quelques versions de luxe réservées aux citoyens les plus aisés, les produits manufacturés les plus courants sont conçus pour ne pas être réparables, pour ne pas être compatibles entre eux, et surtout pour être remplacés le plus fréquemment possible via la trop fameuse stratégie industrielle de l'obsolescence programmée, si tentante et facile à mettre en œuvre depuis la sophistication électronique et informatique

des centrales et autres robots ménagers. Même l'automobile, bien que rendue plus accessible par une concurrence mondiale effrénée, suit la logique de la fausse différenciation et d'un renouvellement abusif par la multiplication superflue des modèles et des millésimes.

Tout comme vis-à-vis de nombreux autres domaines déjà décrits par ailleurs tels que ceux de la restauration, de l'immobilier, des loisirs ou du tourisme, la mono-économie libérale démontre ainsi les limites et la contradiction de sa rationalité exclusivement financière, du point de vue concret des biens et services qu'elle procure. De fait, *le gaspillage quantitatif et l'appauvrissement qualitatif* sont les tristes conséquences de la logique commerciale induite par la mondialisation ainsi débridée et poussée jusqu'à l'extrême de l'absurde, pour le piètre résultat humain que l'on sait en matière d'équilibre individuel autant que sociétal.

Certes, il faut toujours rendre à César ce qui lui appartient, et le développement plus ou moins anarchique autorisé par la logique du seul profit privé a permis à des milliards d'humains d'évoluer en direction d'un confort matériel aussi réel que relatif, au point que la progression historique et spontanée du fameux « modèle occidental » est tout autant plébiscitée dans les faits que critiquée dans ses excès. Il n'en reste pas moins certain que, précisément, le totalitarisme socio-économique de ce mono-système et l'absence de répartition stricte des sphères privée et publique entre *tous* les citoyens expliquent les abus *anti*-sociétaux qui viennent d'être retracés, en laissant toujours spontanément gagner les comportements privés et individuels les plus égoïstes aux dépens de la solidarité commune objective, avec à terme pour résultat inévitable la désintégration sociale et politique de toutes les valeurs humaines et de la rationalité collective sous le coup de la logique des valeurs boursières.

En résumé, et hormis les rares exceptions de certains secteurs artisanaux concernés par le seul luxe, l'absence de toute partition socio-économique individualisée impliquant chaque « éco-agent » physique ou moral de la société crée les conditions d'une jungle dans laquelle les meilleures entreprises et leurs produits sont déloyalement concurrencés et promptement éliminés par les pires, à la façon des conditions ineptes

de la délocalisation mondiale en fonction des coûts ou des taxes. C'est ainsi qu'à terme, les comportements économiques les plus délinquants gangrènent peu à peu toutes nos sociétés jusqu'à leurs rouages collectifs et politiques, démontrant à quel point la rationalité individuelle induira l'incohérence sociétale jusqu'à l'effondrement aussi longtemps que les Domaines Privé et Public découlant de notre double nature humaine resteront si confusément mélangés et déséquilibrés par manque d'inter-proportionnalité optimale.

8 - Biens et Services en Biéconomie.

La priorité absolue acquise au Domaine Public consiste à créer et maintenir les conditions systémiques de la Garantie Citoyenne et de la participation universelle correspondante, en s'appuyant, comme c'est le cas depuis toujours, sur une partie des richesses annuellement produites par l'ensemble des acteurs socio-économiques, via une gestion délodiste totalement démocratique et aussi locale et régionale que possible. Cela revient à dire que, s'agissant des biens et services, la responsabilité des néo-citoyens devenus décideurs politiques concerne non seulement les besoins collectifs habituels et leurs marchés publics ou semi-publics, mais aussi la définition et le volume des biens et des services désormais garantis en tant que « minimum incompressible » répondant aux besoins jugés *vitaux* de chaque citoyen. Á la différence de tout socialisme, ou du communisme absolu, le secteur public de cette biéconomie verticale n'est pas directement impliqué dans la « production » de la plupart des biens et services usuels concernés, sauf défaillance avérée du secteur privé, ou intérêt collectif et stratégique évident dans des domaines tels que les infrastructures majeures, les transports ou l'énergie par exemple, selon la préférence de la majorité citoyenne.

Les principaux services publics seront toujours indispensables et devraient rester l'apanage de ce secteur tout en s'ajustant en nature et en volume à l'évolution des besoins et au choix de citoyens décideurs plus impliqués que jamais. Notons ici toutefois que l'assainissement sociétal induit par le partage équitable de la Garantie Citoyenne minimale via la

répartition biéconomique aura pour effet de réduire considérablement de très nombreux besoins collectifs en termes de proportion ou de volume.

La Garantie citoyenne universelle supprimera en effet le besoin d'assistance sociale à fonds perdus vis-à-vis des populations exclues ou en situation de précarité, de par la quasi disparition de celles-ci, tandis que la politique si ruineuse de replâtrage symptomatique qui correspond à ces secours n'aura plus lieu d'être puisque chaque citoyen participera activement à la richesse collective produisant les biens et services utiles à tous. De la même façon, après cicatrisation aussi rapide que possible des multiples plaies sociétales causées par les abus du mono-système mixte jusqu'à présent imposé faute de mieux, les multiples besoins de services hospitaliers, policiers, juridiques, carcéraux et militaires se verront réduits à des proportions minimales deux à trois fois inférieures aux consommations publiques d'aujourd'hui, ce qui aura pour effet de libérer des budgets conséquents pour des relations socio-économiques *positives*, tant il est vrai que ces sur-dépenses en pansements sociétaux sont aujourd'hui le reflet typique de la sortie de route d'une économie financiarisée déconnectée de toute réalité.

Ainsi l'énergie considérable absorbée par le volume excessif des besoins publics d'ordre palliatif pourra-t-elle s'investir positivement en associant enfin tous les citoyens sur la base transparente d'une échelle humaine locale pour tisser à nouveau les liens défaits par l'exacerbation d'une division concurrentielle généralisée. Solidement outillés grâce à l'analyse minutaire directe ou comparative, les économistes de demain pourront évaluer l'ampleur du gouffre énergétique causé par l'injustice et l'inefficience de l'économie improvisée tout en vérifiant avec surprise la véracité des proportions d'économies mentionnées précédemment. Le premier effet de la répartition biéconomique sera dès lors la réduction spectaculaire des « anti-besoins » publics, autrement dit des dépenses anormales ou excessives dont le seul but est de pallier les dégâts sociaux de l'actuelle mono-économie libérale à coups « d'anticorps sociétaux ». A charge pour la future majorité citoyenne de réaffecter différemment la richesse correspondante dans la nouvelle priorité du Domaine Public, et sans doute également dans les secteurs si stratégiquement primordiaux

de l'éducation, de la recherche, de la transition climatique, ainsi que des infrastructures, comme autant d'*investissements* positifs pour l'avenir.

Outre ces spectaculaires économies d'énergie et d'argent public, le droit de regard de la collectivité sur tous les biens et services inclus dans la Garantie Citoyenne constitue le deuxième aspect de l'innovation biéconomique. Car, tout en laissant libre cours à une économie libérale plafonnée si nécessaire au gré de la majorité citoyenne, secteur au sein duquel toute personne physique ou morale extérieure au *secteur* public sera en quelque sorte « semi-fonctionnarisée », dans le seul sens éco-sécuritaire défini plus haut, le contenu concret de la Garantie Citoyenne fera l'objet de choix et de contrôles démocratiques et majoritaires, un peu comme si la *Société* du Domaine Public devenait en quelque sorte le client principal des *sociétés* du Domaine Privé, à travers une forme ou une autre d'extension d'un « marché public » universalisé, mais devenu enfin totalement transparent et localement contrôlé.

La nouveauté tient dans cet aspect universel au sens plein de répartition minimale et partielle entre *tous* les citoyens, ainsi que dans la solution technique de la distinction étanche entre les deux Domaines concernés, sur la base permanente et objectivement fiable de l'analyse minutaire. Cela étant dit, l'ingérence nécessaire du Public sur le Privé n'a rien de véritablement révolutionnaire, à la façon de l'obligation des médicaments génériques en matière de santé, ou des nombreux chantiers publics confiés aux entreprises privées. Mais la partition biéconomique et la définition enfin démocratique des enjeux socio-économiques de la Garantie Citoyenne auront pour effet de contrôler et de maîtriser de bout en bout la *qualité* des biens et services afférents en toute transparence et surtout d'éviter les abus dérivant de l'opacité qui caractérise hélas les mono-systèmes ou systèmes mixtes habituels, du moins s'agissant ici du Bien Public et de ses précieux budgets.

Les biens de consommation individuelle ou familiale répondant aux exigences de la Garantie Citoyenne feront l'objet de contraintes de *qualité* désormais imposées par la majorité citoyenne, non seulement concernant le processus de leur fabrication via des normes améliorées

dans l'intérêt supérieur du consommateur final, mais plus encore ici en matière de durée de vie du produit, de respect des priorités écologiques et de coût devenu objectif par le calcul minutaire. Cela revient à dire que, contrairement à la situation actuelle, les produits *de base* propres à assurer le confort matériel minimal de l'ensemble des citoyens seront d'une qualité et d'une « durabilité » optimales compte tenu des diverses ressources humaines et environnementales disponibles. En conséquence, le gaspillage qualitatif et financier des sous-produits populaires de type « premier prix » sera promptement interdit de fait par les exigences du marché public concernant ladite Garantie Citoyenne, avec pour effet de colossales économies d'énergie permettant de réduire automatiquement -et dans des proportions ici insoupçonnables- l'empreinte carbone et la ponction fossile de cette société devenue spontanément écologique. Il en ira forcément de même en ce qui concerne les services, soit par le biais du pilotage indirect d'un Domaine Public devenu un client ou donneur d'ordre désormais incontournable vis-à-vis du Domaine Privé, soit plus directement sous la forme éventuelle d'entreprises publiques servant de références et de modèles à respecter a minima via une concurrence dès lors assainie, plus particulièrement dans le secteur bancaire, comme il pourra être précisé lors d'un chapitre ultérieur. En réalité, la biéconomie atomisée entre tous les citoyens aura pour conséquence positive précise d'équilibrer utilement la relation liant le producteur au consommateur, en permettant à ce dernier d'avoir sa part légitime d'influence dans le choix et la qualité des biens et services avérés indispensables à toute la communauté, qu'il s'agisse-là de la satisfaction des besoins individuels ou collectifs du Domaine Public et de sa Garantie Citoyenne.

Après tout, nombre d'entreprises sont déjà habituées à se laisser contrôler constamment par leurs plus gros clients, y compris concernant le processus de fabrication, les matériaux utilisés, les coûts et les prix. Dès lors, chaque étape est déjà scientifiquement évaluée, et les tests de résistance mécanique ou électronique assurés par maints services semi-publics normatifs ne demandent qu'à être améliorés dans l'optique de la qualité durable du produit fini et de la satisfaction du consommateur. Par ailleurs, les enquêtes de qualité, souvent biaisées dans l'intérêt des fabricants dont les lobbies définissent les critères, gagneraient à être

recentrées sur une liberté d'expression permettant au consommateur de participer concrètement à l'amélioration constante du produit ou de la prestation, grâce à des suggestions de bon sens directement inspirées par l'expérience de l'utilisateur ou de l'usager final. En tout état de cause, le contrôle par les consommateurs des contenus concrets de la Garantie Citoyenne complètera sur ce versant final l'évolution de la démocratie économique, dont l'effet principal sera la réduction du gaspillage, et du même coup la progression du *vrai* pouvoir d'achat, avec les avantages écologiques induits par des produits toujours plus durables et réparables.

Car la qualité accrue n'est en aucun cas synonyme de dépense supplémentaire, dès lors que la satisfaction du consommateur procure le plaisir d'utiliser plus longtemps l'objet en question, réduisant d'autant un prix d'achat mérité qui rend ledit objet à la fois plus respectable et plus résistant dans la durée. Cette même logique s'applique sur le terrain de l'alimentation biologique, laquelle n'est qu'un retour indispensable au bon goût des produits les plus courants d'avant l'ère des Monsanto et autre Bayer, gage supplémentaire d'une santé pleinement recouvrée que les citoyens auront tôt fait d'exiger à juste titre, quitte à redécouvrir le chemin du jardinage familial ou partagé grâce au temps libéré.

Enfin, en guise de troisième et dernier progrès notoire dérivant de la biéconomie verticale autant que de la constitution délodiste, les marchés publics eux-mêmes se trouveront transformés et assainis par la prise de contrôle citoyenne et très largement majoritaire de leurs tenants et aboutissants. Quel que soit le niveau décisionnel, local, régional ou national, les pratiques opaques bizarrement tolérées dans le cadre d'une économie mixte (dont la frontière entre public et privé se délite toujours plus à force d'années de copinages et autres pantouflages) deviendront techniquement impossibles du fait de l'étanchéité totale garantie par la biéconomie, et plus encore de par les exigences légitimes des citoyens délodistes et de leurs représentants Délégués, dont les futures décisions collégiales toujours majoritairement approuvées, ainsi que les rotations fonctionnelles systématiques, éviteront tout risque de dérapage.

En effet, l'obtention de trop nombreux marché publics est encore assurée via des méthodes de lobbying ou de concurrence plus ou moins faussée par des quasi-monopoles, sur fond de devis délibérément sous-évalués -ou inversement surévalués- en fonction de l'enjeu financier des travaux ou des chantiers considérés. Á la une des médias, la réalité la plus scandaleuse montre ainsi chaque semaine de nombreux hommes politiques honteusement impliqués dans maintes affaires de corruption, de détournement de fonds publics et autres « magouillages » dignes de n'importe quelle république bananière, sans même mentionner tous ceux qui échappent à la moindre enquête, renforçant le dégoût généralisé des citoyens envers la politique politicienne si typique du mode électoral déjà dénoncé, et dont les abus structuraux sont proportionnels à la taille des marchés autant qu'à l'éloignement géographique du pouvoir.

Ici encore, l'objectivité imparable de l'analyse minutaire utilisée pour évaluer le Domaine Public, mais aussi la séparation totale des deux domaines sociétaux et la gestion démocratique des choix ultimes, seront autant de garanties de transparence et de rigueur, avec pour résultat une économie de moyens sans précédent dans l'Histoire de la République. Après tout, n'importe quel contrat privé suppose le strict respect de ses termes en matière de durée, de délai, de qualité et de coût total, et les économistes techniciens savent parfaitement évaluer la quasi-totalité des moyens à mettre en œuvre. Dans ces conditions, il paraît certain que les décideurs du Domaine Public seront facilement plus pointilleux et plus scrupuleux que nombre d'élites actuelles, sous le contrôle transparent et constant des citoyens directement concernés.

Aussi peut-on affirmer qu'un système biéconomique clairement départagé ne pourra qu'améliorer constamment l'efficience des diverses priorités économiques et l'efficacité de leur concrétisation, en même temps que les relations sociales correspondantes, grâce à l'implication égalitaire minimale de chaque citoyen adulte et actif, tandis que l'usage des ressources humaines et naturelles s'en trouvera optimisé de manière quasiment automatique, pour le plus grand bien de la Paix sociale et de l'équilibre environnemental. Les biéconomistes auront à cœur d'évaluer l'importance financière des économies subséquentes, mais il est certain

que le total des richesses et autres énergies ainsi libérées permettra de réaménager toutes les ressources sociétales selon le duo des Domaines Public et Privé, en diminuant sensiblement nombre d'impôts et taxes par rapport à la situation actuelle de nombreuses catégories de citoyens, via un tri enfin *rationnel*, dont l'intérêt sera de supprimer simultanément le gaspillage et la pauvreté, démontrant au passage à quel point ces deux scandales systémiques sont étroitement liés.

9 - Une Proportionnalité Prometteuse.

Sachant que l'énergie socio-économique disponible sera presque doublée par l'implication de *tous* les citoyens adultes dans le cadre du Domaine Public, il est à parier que, d'ores et déjà, le volume de temps nécessaire à la satisfaction des besoins de la Garantie Citoyenne devrait correspondre à l'équivalent de deux jours et demi ouvrés par semaine, à plus forte raison compte tenu de la réduction spectaculaire de tous les anti-besoins palliatifs mentionnés plus haut, intuition raisonnable que les biéconomistes de demain pourront assurément corroborer par eux-mêmes. En effet, à l'instar de toute expérience associative, le principe du partage égalitaire et universalisé du temps et du travail se traduit concrètement par un double effet, *surmultiplicateur* du côté du résultat et *subdiviseur* en matière de coût, d'effort ou de temps individuel requis.

C'est là que réside toute la magie pratique de la *solidarité*, face palpable et vécue de la Fraternité, sitôt qu'une chaîne humaine s'attelle à un noble but pleinement partagé. Un peu à l'image de la division du travail qui booste la productivité, mais dans un meilleur contexte de par sa finalité sociétale commune, le partage minimal égalitaire entre tous les citoyens augmente l'efficacité de tout processus ainsi que la qualité et la dimension de son résultat au point de pouvoir de fait renverser des montagnes en faisant face aux plus grands enjeux. Si, par exemple, des consommateurs se regroupent pour mutualiser les réponses possibles à leurs besoins alimentaires en produits frais, voire concernant d'autres produits négociés en commande groupée, il leur est possible de fonder un magasin associatif à moindre frais sur la base d'une gestion partagée

dans l'intérêt de tous, et la participation de chacun peut se trouver dès lors minimisée jusqu'à la proportion symbolique et ridicule d'une seule demi-journée de service par mois, comme c'est déjà le cas dans nombre d'initiatives locales récentes.

Cette redécouverte encore toute fraîche de la puissance solidaire, et de son corollaire de répartition égalitaire minimale, en saine réaction contre les abus d'un mondialisme et d'une concentration indifférents à l'échelle humaine du territoire ou de la Commune, permet aux humains de se réapproprier progressivement les dimensions les plus vitales de la liberté partagée, tandis que les initiatives de magasins municipaux ou coopératifs et autres AMAP fleurissent partout comme la preuve d'un nouveau besoin sociétal concret attestant la maturité et la conscience de tous les peuples du monde jusqu'aux plus modestes de leurs citoyens. Il y a là une semence spontanée des plus prometteuse, un patient travail de colibri propre à transformer les mentalités individuelles pour retrouver les deux significations indissociables d'un vrai *sens commun*. C'est la preuve concrète qu'un nouvel avenir plus citoyen que jamais est en train de frémir dans le confus bouillonnement de cette fin d'ère industrielle et commerciale, condamnée par son évaporation financière planétaire.

Dans cette coagulation, la bulle ultralibérale mondiale représente l'ultime soubresaut, touchant là jusqu'au plafond naturel de l'équilibre écologique, tandis que, déjà échaudés par l'injustice trop flagrante de ce château de cartes bancaires, les citoyens du monde, avec ou sans gilet jaune, sont dans l'attente de tout autre chose. Leur nouvelle conscience politique n'espère rien d'autre que la constitution délodiste de leur choix souverain, tandis que leur double besoin vital de Justice et de Liberté sous-entend déjà la solution biéconomique, seule façon de respecter à part égale la dualité fondatrice de tout être humain, voire sans doute de tout être vivant, au degré de conscience près. Très concrètement, les mentalités individuelles changent déjà malgré elles en se nourrissant de la pourriture que le mono-système hyper-libéral suscite au pied de sa pyramide toujours plus bancale, tandis que la fermentation désormais enclenchée, royalement ignorée par nos élites dorées, révèle un désarroi

citoyen croissant face aux fausses solutions qui divisent nos sociétés en tentations extrêmes.

Pour transformer cette multitude d'attentes individuelles en un récit commun et un nouveau projet réaliste digne de la maturité sociale des peuples d'aujourd'hui, les présentes *Réflexions* tempérantes, à la fois politiquement délodistes et socialement biéconomiques, offrent la seule issue pacifique permettant de changer le cours de l'Histoire et de transcender les conflits permanents de notre double nature. La preuve a semblé pour le moins facile à apporter s'agissant des besoins, des biens et des services, s'il faut en croire les pages qui précèdent, puisque l'on sait désormais que la cohérence *totale* de tout comportement individuel économiquement rationnel suppose la prise en compte *exhaustive* de sa dimension sociale et collective, donnant par contraste toute la mesure du gaspillage irrationnel de la seule logique financière et individualiste.

D'où l'intérêt de préciser les éléments indubitables et objectifs d'un comportement pleinement rationnel, enfin libéré des réflexes subjectifs et contradictoires imposés par notre pesanteur terrestre, dans l'intérêt supérieur d'un bien-être authentique pacifiquement partagé via la justice des mœurs et la justesse des sciences.

Mai 2020

Réflexions Socio-Économiques 6

Macroscopie Biéconomique 2

Travail - Activités - Emploi - Retraite

1 - Un Double Concept.

Alors que débute à peine l'exploration de l'archipel des éléments macroéconomiques constitutifs des sociétés contemporaines, le concept de biéconomie se peaufine déjà, à la façon d'ingrédients temporairement « réservés », mûrissant en saveur et texture pendant la préparation d'une recette gastronomique, au point de révéler une double nature qui justifie quelques précisions concernant les termes de partition et de *ré*partition.

En réalité, il faut sous-entendre par le terme de partition le seul principe de séparation étanche entre Domaine Public et Domaine Privé à tous les échelons de l'organisation sociétale, incluant aussi bien chaque citoyen adulte à titre individuel que l'ensemble de la société dont il fait partie, sur un plan pour ainsi dire vertical, tandis que la *ré*partition fait référence au principe de subdivision de chacun des deux Domaines concernés entre *tous* les citoyens, au sens *universel* du droit de vote par exemple, sur un plan dès lors horizontal. L'atomisation citoyenne de la

répartition est de fait la condition *sine qua non* de l'égalité minimale et de la liberté individuelle auxquelles chaque citoyen a ici droit, en tant qu'expression concrète de toute démocratie intégrale digne de ce nom. La biéconomie apparaît donc comme un double principe, non seulement parce qu'elle dédouble la réalité sociétale en clarifiant ses contradictions objectives et historiques pour les rendre si utilement complémentaires, mais plus encore parce que son principe interne de *ré*partition assure à *tous* les citoyens d'une part l'*égalité* minimale impliquée par les mêmes droits et devoirs démocratiquement définis concernant le seul Domaine Public avec sa Garantie Citoyenne et tous ses services publics habituels, et d'autre part la permanence d'une égale *liberté* de participer (ou non) au secteur public ou privé, du moins au-delà de chaque partition inter-domaniale individuelle et du minimum des droits et devoirs citoyens. La liberté ainsi dédoublée qui résulte de ce principe biéconomique s'exerce *collectivement* via les choix démocratiques du Domaine Public, autant qu'*individuellement* grâce aux libres options professionnelles de chacun au sein des secteurs privé et/ou public.

Á la façon d'un relief îlien se détachant peu à peu d'une brume matinale, et en tant que seul moyen équitable et définitif de résoudre l'équation de nos besoins sociétaux contradictoires, ce double concept se précise ainsi et permet de relire tout autrement l'exemple si souvent mentionné du fameux gâteau des richesses à partager, véritable image stéréotypée devenue une référence permanente dans notre inconscient collectif. De ce point de vue, l'Histoire empirique, sur fond de mélange anarchique des comportements individuels et sociaux, aboutit toujours à terme à l'insécurité vitale d'une concurrence tout azimut, malgré les tentatives permanentes de rééquilibrage de gouvernements censés être soucieux de maintenir tant bien que mal une paix sociale impossible, pour des résultats très variables en fonction du contexte culturel, mais hélas constamment insuffisants à cet effet.

Le résultat de cette improvisation, dans la confusion qu'impose toute approche *monosystémique*, quel que soit son centre de gravité, au sens de la « partition bisphérique », revient à promouvoir la violence, la frustration et l'injustice en même temps que le gaspillage des ressources

dans les proportions incontrôlables d'un puits sans fond, tandis que pour répondre aux revendications incompressibles des peuples exploités, les vrais maîtres du jeu et leurs serviles représentants politiques exigent un gâteau de croissance toujours plus gros pour n'en partager que quelques miettes par souci de charité à défaut de justice, et ce, alors même que ledit gâteau s'avère déjà honteusement surabondant concernant les pays les plus riches et autres économies émergentes.

Pour reprendre cette traditionnelle image pâtissière d'un point de vue biéconomique, force est de constater que tout sera différent sitôt que les conditions politiques, socio-économiques et culturelles d'un progrès véritablement *humain* nous auront enfin libérés des réflexes primaires de notre animalité historique via la solution intelligente d'une Paix juste et rigoureusement équilibrée grâce à la gestion délodiste et minutaire de notre réalité terrestre. Dans ces conditions, le gâteau sociétal de toutes les richesses produites et consommées sera peu ou prou partagé en deux « moitiés relatives » permettant à chaque citoyen d'exister pleinement au sein de chacun des deux domaines concernés, sachant bien sûr qu'en fonction des préférences exprimées de façon démocratique ainsi que des ressources humaines et naturelles disponibles, le Domaine Public pourra sensiblement évoluer en matière de contenu, tout en se rapprochant des 50% d'un équilibre bisphérique devenu inter-domanial et *citoyennisé* grâce à sa *ré*partition égalitaire semi-volumétrique. La véritable liberté d'entreprendre, exempte de toute forme d'insécurité ou inégalité *vitale*, pourra donc s'épanouir pour chacun des citoyens, afin de donner corps à la constitution démocratique dans ses dimensions socio-économiques les plus quotidiennes, tandis que, désormais assuré de vivre décemment et de s'impliquer socialement par l'efficacité d'un partage minimal garanti sous contrôle local, et plus encore rendu maître de son propre destin individuel dans le cadre de son Domaine Privé, chacun aura droit à *deux* parts de gâteau dont les saveurs et autres plaisirs gustatifs induits seront idéalement complémentaires (l'une, de proportion fixe car égalitaire, et l'autre individuellement très variable, car libérale par essence).

Aucune autre solution que cette *partition-répartition* ne saurait assurer la paix civile à l'avenir, pour la simple raison que refuser le droit

individuel et universel à un partage strictement égalitaire du Domaine Public, ainsi que le même droit d'entreprendre ou de s'associer en toute liberté en tant que membre autonome du Domaine Privé, ferait perdurer l'injustice de tous les abus de pouvoir imaginables sous une forme ou une autre d'esclavagisme déguisé ou de discrimination sociale, dont la violence objectivement illégitime porte atteinte aux droits de l'Homme et du Citoyen. Pire encore, vis-à-vis de la planète qui nous nourrit, la continuation de l'actuelle confusion mono-systémique et de l'injustice qu'elle entraîne reste la source principale de tous les gaspillages socio-économiques autant qu'écologiques dont la crise planétaire actuelle est la déplorable expression, attestant l'incomplétude patente du *seul* calcul économique et financier qu'impose le profit déréglementé, ou *sur*profit.

2 - La Double Nature du Travail.

Au cœur de l'activité humaine qu'implique la satisfaction de tout besoin grâce à la production du bien ou la prestation du service qui lui correspond, le travail revêt de nombreuses formes et appellations aux nuances parfois très subtiles, mais dont les différences apparentes ont surtout tendance à cacher l'universalité sous-jacente. On peut toutefois s'accorder sur le fait que tout travail implique un effort régulier, une dépense énergétique à la fois physique et mentale ou intellectuelle, donc le sacrifice d'un certain temps de vie appliqué à la production d'un objet concret ou non, lequel est soit directement utilisable par l'intéressé dans le cas d'un Robinson Crusoé, soit échangeable contre autre chose via une forme ou une autre d'argent ou de monnaie dans le cadre de toute société un tant soit peu développée, outre la solution intermédiaire mais fort peu pratique du troc. Á la différence de n'importe quel « loisir », le travail, dans son acception contemporaine, implique une forme d'emploi plus ou moins stable et routinier au sein d'une économie caractérisée par l'interdépendance croissante de sa multitude de métiers et fonctions.

La nature *historique* du travail au cours de l'évolution humaine est forcément contingente, en fonction non seulement des besoins et du niveau de développement culturel et technique de chaque communauté,

mais aussi des contraintes géographiques et des ressources naturelles disponibles. Il est par ailleurs utile de rappeler que la *valeur objective* du travail est identique et universelle en tout temps et en tout lieu quelle que soit la tâche effectuée par la personne concernée, malgré le miroir déformant des apparences sociétales et des niveaux de compétence qui peuvent différencier *subjectivement* les salaires ou revenus et aboutir à une hiérarchisation de valorisation sociale tout à fait compréhensible. Il n'en reste pas moins que la nature profonde et permanente du travail se résume à la création d'une valeur censément utile du point de vue social, par le biais d'une transformation des ressources naturelles offertes par notre environnement terrestre, impliquant au passage la responsabilité directe de l'Humanité vis-à-vis de ce dernier.

Notons aussi que le travail n'est pas seulement un effort soutenu induisant fatigue et sueur puisqu'il est surtout la meilleure façon de s'accomplir au quotidien dans le cadre d'une vie sociale active associant les individus en « communautés de travail » dès l'apparition des toutes premières sociétés tribales. De ce point de vue-là, le travail émancipe la personne concernée de sa propre solitude en lui conférant un rôle et une *utilité commune*, via sa participation concrète à l'amélioration collective des conditions de vie. Même plus ou moins imposé par l'injustice des inégalités vitales de tout développement historique improvisé, le travail est psychologiquement indispensable à l'équilibre optimal des humains, tant il est profitable à chacun de *se* dépenser en lien avec ses semblables ne serait-ce que pour donner un sens à la vie et exister socialement vis-à-vis des autres. Le drame humain et permanent de toutes les sociétés mono-systémiques précédant historiquement la solution biéconomique tient à l'empoisonnement des relations sociales et à l'usage -par défaut- de la force et de l'injustice, dont la conséquence est de faire percevoir le travail comme une contrainte de plus en plus insupportable, une cruelle privation de « vie » et de liberté, sous l'emprise d'un abus de pouvoir cumulatif entraînant à terme les multiples déviances comportementales déjà décrites et leur cycle infernal de violence et de contre-violence.

Or, pour peu que l'on prenne quelque hauteur en se détachant de l'empirisme historique guidé par la main secrète du marché et sa loi du

plus fort digne d'une jungle inhumaine, il suffit d'observer les choses par le biais du macroscope biéconomique pour comprendre que la vraie nature du travail est intrinsèquement sociétale et universelle, tout autant qu'individuelle et sociale. Les deux premiers termes soulignent en effet le besoin, le droit vital et l'obligation pour chaque adulte de participer a minima au Domaine Public sur la base d'une stricte égalité minutaire traduite en valeurs historiques, tandis que les deux derniers réaffirment le droit pour chacun d'entre nous de s'impliquer (ou non) par le travail ou quelque autre activité librement choisie dans le Domaine Privé. De fait, la participation de chaque adulte aux objectifs du Domaine Public fait partie des droits et devoirs constitutionnels de tout citoyen, en tant que garantie minimale égalitaire et matérielle correspondant au droit de vote et de proposition en matière politique. Dès lors, il semble impératif que toute personne en âge de travailler accomplisse son devoir citoyen dans cette dimension socio-économique cruciale, sans aucun souci de lutte vitale, répondant ainsi à la nature sociale du travail tout autant qu'à la reconnaissance sociétale qui lui est aussitôt attachée, ne concrétisant au passage rien de moins que la Justice et la Paix.

La solidarité, la Fraternité et l'utilité commune sous-entendues par la devise républicaine française et l'article premier de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen correspondent à cette sphère sociétale publique de la partition biéconomique, tandis que par ailleurs, la *ré*partition induite entre tous les citoyens concernés impose la participation minimale de chaque adulte, sous une forme ou sous une autre, et sur une base rigoureusement égalitaire en équivalent minutaire, sachant qu'au sein de ce Domaine Public, la liberté se trouve dès lors garantie par la démocratie directe et locale la plus participative qui soit grâce à la constitution délodiste correspondante. S'agissant enfin de la sphère privée de la société biéconomique, le travail s'en trouve aussitôt libéré de la moindre angoisse vitale ou autre culpabilité éventuelle vis-à-vis d'autrui, tout en permettant à chacun de choisir (et ainsi maîtriser) son parcours personnel plus librement que jamais, selon le panachage jugé optimal entre le temps des êtres et l'argent des choses.

La nature profonde du travail, au sens psychologique de réalisation de soi-même à travers un lien social épanouissant et apaisé, devient dès lors un idéal accessible à *tous* et techniquement contrôlable de la façon la plus simple qui soit grâce à la partition, la *ré*partition, et la gestion minutaire de toutes les valeurs objectives produites et échangées. Que l'on puisse imaginer une application factuelle de ce double principe en termes de participation physique individuelle ou quelque autre solution sous forme d'équivalent-impôt ne saurait altérer en aucun cas l'intérêt sans précédent de la (ré)partition biéconomique ici développée, dont la mise en œuvre aboutira tôt ou tard à une nouvelle compréhension du terme générique de travail, puisque les deux faces complémentaires de celui-ci permettront à chacun d'apprécier concrètement la double nature de nos relations socio-économiques, sans plus jamais en mélanger les finalités si contradictoires. La solution biéconomique garantira ainsi une nouvelle prise de conscience éco-citoyenne de la valeur du travail, lui conférant enfin ses *deux* sens complémentaires quelle que soit l'activité concernée, dans le respect égalitaire et solidaire du « travail social » ou sociétal propre au Domaine Public, tandis que l'activité « privée » s'en trouvera pour la première fois libérée et accessible à *tous*, encourageant une créativité individuelle ou associée sans précédent.

Enfin la double nature du travail deviendra aussi plus clairement visible à l'échelon de chaque citoyen, dans la mesure où la proportion d'activité publique de chacun correspondra au besoin sécurisant de la routine professionnelle dans sa fonction nécessairement utilitaire, vitale et régulière, tandis que le Domaine Privé prendra plus que jamais son sens de carrière et d'expérience individuelle ou associée, avec toute la part d'incertitude, d'aventure et de libre initiative qui caractérise notre Humanité toujours insatiable de nouveauté, l'essentiel étant que chaque citoyen ait une *égale* chance de se sécuriser et de s'aventurer sur toute la durée de sa vie d'adulte-actif.

Les appellations futures du travail dans l'une ou l'autre sphère pourront sans doute varier et se préciser au fil des pages à venir, mais mieux vaut s'en tenir pour le moment aux termes généraux d'*activité publique* et *d'activité privée,* tout en se laissant le droit de préciser ces

formulations encore imparfaites si nécessaire, sachant par ailleurs que l'activité minimale pourra être au maximum équivalente à un travail de Service Citoyen à mi-temps dans le secteur public, voire privé, au seul sens d'une prise en charge locale et communale, s'agissant des adultes socio-économiquement dépendants. Enfin, cette double nature du travail n'impliquera aucunement une double vie obligatoire, mais au contraire le choix sans précédent de pouvoir s'activer librement sur la moitié de son existence, et de gagner ainsi le luxe d'un panachage personnalisé toujours possible entre le temps et l'argent, à longueur de vie d'adulte.

3 - Le Droit-Devoir de Travailler.

Puisque chaque citoyen pris individuellement constitue l'élément de base de la société dont il fait partie, tout autant que l'unité minimale à laquelle s'attachent les droits et devoirs politiques afférents, le travail en tant qu'*activité publique* doit être compris simultanément comme le privilège et l'obligation de toute citoyenneté économique minimale. De fait, le droit constitutionnel à l'obtention garantie d'un emploi fait partie des revendications permanentes des citoyens exclus et précaires de toute société mono-systémique, a fortiori s'agissant du capitalisme néolibéral actuel dont le volant de chômage si flexible et la concurrence exacerbée entre les travailleurs du monde entier maximisent le taux de surprofit en minimisant les salaires de base. Avoir la garantie d'un emploi stable est pourtant partout ressenti comme un droit fondamental conditionnant de fait la dignité humaine la plus élémentaire, malgré l'incapacité flagrante du *monosystème* libéral à répondre efficacement à cette attente légitime. Cela dit, il est également vrai que dans le contexte de l'improvisation historique la plus libérale qui soit, on ne saurait espérer une adéquation totale, spontanée et permanente permettant à tous les citoyens d'obtenir automatiquement un emploi correspondant à leur souhait, puisque, de fait, toute évolution dynamique implique des changements constants de besoins en matière de travail et d'emploi, suscitant de la sorte un fossé difficilement ajustable entre les offres et les demandes correspondantes tout autant qu'une adéquation constamment imparfaite entre formations, diplômes et nécessités économiques des employeurs potentiels. Mais ce

sont là les caractéristiques inhérentes du secteur privé, alors que, par définition, le côté public concerne des activités beaucoup plus pérennes et régulières dans la plupart des cas.

Pour faire valoir ce *droit-devoir*, et contre toutes les incertitudes vitales jusqu'à présent attachées au besoin ou à la recherche d'emploi, le principe biéconomique, via la Garantie Citoyenne inscrite dans la future constitution délodiste, assurera localement un travail, une fonction et un revenu à tout citoyen inemployé ou inactif dans le secteur privé, dans les mêmes conditions d'utilité, de durée, de productivité et de revenu que dans la partie domaniale publique du secteur privé. On comprend dès lors à quel point la gestion biéconomique et minutaire sera essentielle pour définir ces droits et devoirs socio-économiques de façon efficace, avec pour résultat la dédramatisation totale des rapports sociaux les plus vitaux, et la transparence absolue d'une organisation aussi locale que possible via une Commune Républicaine *directement* démocratique.

Pour s'en tenir à ce même contexte, ajoutons que nombre de nos concitoyens ne travaillent pas, suite à un choix délibéré pour des raisons privées, comme c'est le cas lorsqu'un couple se contente plus ou moins librement d'un seul revenu, où lorsque, dans une proportion hélas non négligeable, certains citoyens assistés perdent toute envie de (re)trouver le moindre emploi sous l'effet d'une démotivation chronique face à la moindre contrainte, encouragée par des allocations dépourvues de toute contrepartie. Enfin au sommet d'une pyramide sociétale de plus en plus difforme, une infime minorité de citoyens préfère de loin faire travailler les autres grâce à l'accumulation de *sur*profits, en s'octroyant quelque emploi ou statut fictif et quasi héréditaire, tandis que par ailleurs, maints trafiquants et autres hors-la-loi profitent de la déliquescence sociétale généralisée pour développer leur économie parallèle à travers les pires « activités » qui soient.

Ces situations individuelles fort variables, que l'on peut parfois regrouper en catégories citoyennes discriminées ou en gangs organisés, décrivent la réalité de toute société historiquement inachevée du point de vue sociétal, résultat direct d'une improvisation qui laisse perdurer

une part de jungle et d'insécurité vitale au sein même des sociétés les plus avancées, induisant toutes les injustices si facilement observables en matière de relation à l'emploi et au travail. Or, même dans le cas d'un couple se contentant d'un seul salaire, le principe biéconomique et la justice délodiste remettent en cause la vision habituelle des choses, du moins en partie, c'est-à-dire concernant la seule *activité publique* ou son équivalent en termes minutaires. En effet, dans l'absolu du principe biéconomique, toute personne qui ne travaillerait pas serait censée être remplacée par la double participation de son conjoint ou de n'importe quelle tierce personne, ce qui s'avèrerait contraire au principe d'égalité et de répartition des responsabilités sociétales minimales correspondant à la citoyenneté socio-économique de *chacun*.

L'activité *publique* ne peut être qu'individuellement assumée par chaque citoyen apte à travailler à cet effet, ce qui doit inclure toutes les classes d'âge adulte, y compris les retraités d'aujourd'hui et jusqu'à la quasi-totalité des personnes dites *handicapées*, sous condition de tous les aménagements nécessaires dans ces deux derniers cas. De fait, ce que l'on sous-entend par le droit à la dignité d'un emploi fait référence à la participation citoyenne concrétisée par la future activité publique de chaque adulte, et le principe d'autonomie individuelle minimale suppose l'impossibilité de l'inactivité totale, au sens sociétal du travail d'utilité publique. Certes, au premier abord, on peut être choqué d'imaginer une forme d'interdit, d'obligation, ou de limite partielle dans la répartition des tâches professionnelles jusqu'au sein d'un couple, mais ledit couple est déjà un embryon de « société », et la dignité de chaque individualité concernée supposera a minima sa participation à l'objectif sociétal de l'activité publique universelle, en tant que preuve concrète de sa propre citoyenneté, puisque chaque personne un tant soit peu apte à participer au Bien Commun se définit par sa double nature, à l'instar de la société entière à travers l'équilibrage de ses deux Domaines agrégés.

De plus, il ne faut pas oublier que l'universalité du travail et de l'emploi *public* (que ce dernier soit assuré en secteur public ou privé) révolutionnera les conditions pratiques de la vie quotidienne en offrant à chacun un temps partiel propre à autoriser toute la souplesse nécessaire

que suppose l'attention aux enfants éventuels d'un couple, tout comme le respect des contraintes scolaires ou la présence parentale si essentielle à l'épanouissement d'une vie familiale plus authentique que jamais. En effet, c'est l'absence totale de partition et de répartition biéconomiques qui suscite des choix extrêmes ou « forcés » au sein d'une société mixte rendue totalitaire par le diktat systémique de la loi du marché, et il ne fait aucun doute qu'adultes et parents apprécieront de pouvoir panacher et ajuster leurs temps de travail respectifs en fonction des besoins de chaque tranche de vie, pour le plus grand bien d'un *mode de vie* propre à inclure le temps au même titre que l'argent. Car le vrai totalitarisme, au sens socio-économique du terme, n'est autre que l'absence de tout choix ou panachage individuel induite par la pesanteur et la confusion d'un mono-systémisme naturel ou historique, (quel que soit par ailleurs le contexte politique plus ou moins dictatorial ou pseudo-démocratique). De même s'agissant des retraités, et moyennant les aménagements et modalités nécessaires, la citoyenneté supposera de rester impliqué dans la vie active vitale et locale de façon plus diverse et enrichissante que ce à quoi aboutit l'isolement individualiste actuel, ce qui sera en particulier possible via l'intégration communale des activités associatives, dans un cadre intergénérationnel propice à l'entretien et au développement des capacités et compétences de chacun, jusqu'aux limites biologiques les plus naturelles de la vie. Cette vision à long terme n'empêchera pas les sociétés en cours de *tempérisation* de faire évoluer ces questions en une sorte de « fondu enchaîné » nécessairement progressif et individualisé, quitte à prévoir des équivalences contributives objectivement évaluées grâce à l'analyse minutaire, le cas échéant.

Une fois révolus les préjugés et autres us et coutumes dictés par des siècles de mono-systémisme, grâce à la pacification prochaine des relations socio-économiques vitales, chacun comprendra l'intérêt *social* de l'évidence selon laquelle l'individu ne saurait devenir citoyen qu'en assumant *personnellement* sa proportion de travail social ou public, ce qui reviendra peu ou prou à simplifier le labyrinthe actuel des impôts et taxes en faisant participer chaque adulte, même minimalement valide, à part égale vis-à-vis de ses concitoyens, sans aucune dérogation possible autre que celle qui serait médicalement justifiée par quelque maladie, le

grand âge ou le plus grave des handicaps, sachant que la gestion locale de ce droit-devoir minimal ira de pair avec l'adaptation des activités et des contraintes de rythme en fonction des âges et autres états de santé du public adulte ainsi devenu universellement solidaire sur la moitié vitale de sa double existence.

Cette conséquence cruciale du *biéconomisme* concrétise l'idéal d'un impôt universel et égalitaire en termes de minutées, correspondant strictement au minimum déterminé par la Garantie Citoyenne et le Bien Public, seule façon équitable d'assurer le « vivre ensemble » sociétal et pratique de toute démocratie digne de cette appellation. Sachant que la réorganisation subséquente de cette société économisera une proportion insoupçonnable de ressources humaines, de par l'implication de *tous* les citoyens adultes (au lieu des deux tiers, voire de la quasi moitié comme c'est le cas de nos jours) et sans oublier la réduction spectaculaire des « faux besoins palliatifs » qui gangrènent le monde actuel, l'obligation constitutionnelle d'être actif à part équitable au sein du Domaine Public, dûment actualisée sur sa base minutaire, devrait seulement, et dans le « pire » du cas limite, impliquer d'y consacrer deux journées et demie d'activité socialement utile par semaine, sur la base raisonnable d'une moyennisation annuelle incluant les habituelles périodes de congés, complétée par les aménagements locaux d'une démocratie communale enfin éco-participative.

4 - Travail et Vie Active.

Le véritable taux d'activité global des pays les plus développés est en fait bien plus faible qu'il n'y paraît sur les tableaux statistiques, dans la mesure où les classes d'âge concernées devraient être élargies en-deçà et au-delà de leurs limites actuelles pour inclure les adolescents et les retraités. En effet, on parle de vie active, d'actifs et d'inactifs tout en subissant une évolution dont ni les décideurs économiques, ni les gouvernements ne tiennent assez compte, faute de secouer l'inertie des habitudes et de remettre en cause des mentalités devenues obsolètes.

Ainsi observe-t-on que les jeunes ont de plus en plus de mal à entrer dans la vie active, que les adolescents se démotivent vis-à-vis de leur collège ou lycée jusqu'au point de multiplier les sorties de route comportementales, que les diplômes et les spécialités se concurrencent sur un réseau de formations devenu un vaste marché de plus en plus lucratif et privé, et même que les qualifications et les études longues ne sont plus une garantie d'obtenir un emploi, ne serait-ce qu'en raison de l'évolution du « marché » entre la première année post-bac et la fin des études, le cas échéant.

Pour ce public de jeunes citoyens, dont l'âge de majorité et de responsabilisation devrait être avancé d'au moins deux années pour tenir pleinement compte de *toutes* les évolutions sociétales et culturelles, la Garantie Citoyenne d'un travail socialement utile dans le nouveau cadre du Domaine Public (et ce, quel que soit le secteur d'application) offrira l'occasion d'un bien-être incomparable à leur actuelle sur-dépendance, en même temps que l'avantage certain de mûrir en tant que citoyen plus autonome vis-à-vis de leurs parents, sans compter les multiples bienfaits d'une expérience concrète en parallèle à quelque formation que ce soit, comme le démontre déjà la réussite patente des modalités d'éducation par apprentissage ou autre alternance des filières professionnelles. Par ailleurs, et comme en témoigne ouvertement la maturité physiologique et sexuelle du corps de tout adolescent dès l'âge de quinze ans, il n'est pas psychologiquement sain ni naturel pour un lycéen d'attendre aussi longtemps l'entrée *progressive* dans la vie active, et cette dépendance anormalement prolongée, jointe au stress et à la monotonie qu'entraîne également une éducation sans application pratique, explique à coup sûr une bonne part du mal-être de trop nombreux lycéens et étudiants.

Pour répondre à cette attente impatiente bien que trop rarement formulée, la solution biéconomique offre la réponse la plus cohérente, en complétant ainsi la formation de chaque lycéen par son intégration officielle dans la communauté active, ce qui est tout-à-fait possible pour peu que l'on réorganise l'enseignement et ses multiples programmes en fonction de cet impératif. Aussitôt l'apprentissage en lycée prendra tout son sens aux yeux de l'intéressé, grâce la saine et fructueuse synergie de

la théorie et de la pratique, ne serait-ce que psychologiquement, même en l'absence de tout rapport direct entre ces deux pôles indispensables, puisque chaque contexte d'expérience personnelle s'appréciera dès lors par contraste avec l'autre. Á cela s'ajoutera la stimulante multiplication des contacts entre collègues de travail d'âges très différents (autrement plus profitable en termes relationnels que les habituels copinages mono-générationnels en cours ou en récréation), et plus encore le bonheur de gagner déjà sa vie en apprenant par le labeur la vraie valeur des biens de consommation, et en soulageant d'autant le budget familial, au point de pouvoir ultérieurement poursuivre ses études, le cas échéant. C'est sans doute la meilleure façon de résoudre le mal-être de tant d'adolescents et d'étudiants en panne de motivation, et le moyen idéal de leur mettre « le pied à l'étrier » dans les meilleures conditions de respect égalitaire. Par ailleurs, la réorganisation inévitable des études et des rythmes scolaires ou universitaires dans cette direction sera d'autant plus pertinente que, d'ores et déjà, pratiquement toutes les carrières supposent une formation continue aussi souple que fréquente, et la « cerise sur le gâteau » de ces nouveaux progrès consacrera aussi la généralisation du respect du Bien Commun par la jeunesse, l'apaisement des relations intrafamiliales et la disparition du syndrome de l'immaturité à la *Tanguy*, outre la faillite des gangs de la drogue et des récupérateurs malintentionnés du malaise des jeunes d'aujourd'hui, faute de futures proies à pigeonner.

Concernant les « carrières » des *actifs*, la précarité associée à la plupart des emplois dépend directement ou non de l'implacable loi du marché mondialisé, dont la gestion à l'anglo-saxonne est hélas encore la « règle d'or ». Il en résulte pour beaucoup une incertitude stressante sur l'avenir professionnel au gré des absorptions et autres restructurations, de la désindustrialisation et de la disparition de tant d'emplois face à la concurrence si déloyale des pays *low cost*, voire à la néo-mécanisation d'une robotisation accrue. Autant dire que les périodes d'inactivité subie succèdent aux réorientations professionnelles obligées pour un nombre croissant de travailleurs désemparés, avec pour résultats inhumains les drames familiaux et personnels que l'on sait. Pour les actifs du secteur privé actuel, la nature mono-systémique de cet ultralibéralisme dicte une forme de totalitarisme économique, une logique du tout ou rien, le plus

souvent sans aucune possibilité de panachage entre temps et argent via le moindre emploi partiel, et toujours sous l'effet de réflexes patronaux visant systématiquement la maximisation du surprofit par l'exploitation aussi complète que possible de chaque employé, quitte à compenser les moindres droits sociaux acquis par l'exacerbation de la productivité et l'accélération permanente de la cadence de travail, jusqu'aux limites du *burn out*.

Au vu des progrès techniques accomplis et de la surabondance apparente qui en résulte, cette obsession comptable profite surtout du déséquilibre des rapports sociaux engendré par l'inégalité appliquée à la nature vitale des enjeux les plus essentiels, ce qui équivaut, depuis le début de l'Histoire « humaine », à normaliser la violence via la Loi, et ce, quel que soit le système politique concerné. Car, même dans le cas basique d'une démocratie délodiste *apparente*, les seuls droits politiques ne sauraient résoudre l'équation socio-économique correspondante de façon objective et techniquement définitive sans partition ni répartition biéconomiques et minutarisées. Concernant les carrières de plus en plus chaotiques des actifs de demain, cette clarification sans précédent des rapports sociaux permettra de supprimer tous les risques vitaux qui leurs sont attachés et, par-là même, de mieux équilibrer les rapports de force entre employeur et employé, encourageant ainsi une autorégulation du secteur privé du même domaine sous l'effet de la saine concurrence du Domaine Public, et relativisant d'autant le besoin de plafond du côté du secteur privé. Ainsi tous les rapports sociaux *et* (bi)économiques s'en trouveront-ils définitivement assainis, tandis que les vraies conditions de la Paix sociale seront enfin réunies, enracinées dans les comportements les plus quotidiens, afin de dompter le virus primaire du réflexe animal dérivant de la loi du plus fort, dans la seule proportion de ses *excès*.

En effet, le plus fort ne sera plus celui qui triche, abuse et vole au point de chasser du marché libre les employeurs les plus créatifs et les mieux intentionnés, puisque ces derniers pourront enfin s'épanouir dans leurs projets en tirant vers le haut tous ceux qui *choisiront* aussi de s'associer à leurs prometteuses entreprises, tandis qu'en parallèle, la part du Domaine Public de la néo-Société rassurera leurs propres employés

en les préservant de tout aléa vital. Quelles que soient les circonstances, par définition hélas imprévisibles, du marché libre et du secteur privé, le *nouveau patronat* pourra naviguer en toute clarté et en totale liberté sur l'étendue complète de la sphère privée, en sachant que sa participation au Domaine Public restera égale dans les proportions démocratiquement fixées par l'ensemble des néo-citoyens. Enfin, pour un patronat devenu *socio*-économiquement responsable, l'apaisement des relations sociales ne pourra qu'améliorer l'atmosphère de travail, la visibilité ou fiabilité d'une stabilité politique garantie par la Justice, pour investir et innover avec la conscience libérée de tout risque d'*abus* de pouvoir *illégitime*.

5 - Travail et Retraite.

Après la jeunesse, dont l'éducation lycéenne et supérieure doit être associée à une majorité légale incluant une pleine participation aux droits et devoirs du Domaine Public et de la Garantie Citoyenne, puis la population adulte *et* active désormais systématiquement impliquée dans la concrétisation de cette priorité éco-citoyenne vitale et minimale, force est de considérer, sous le nouvel éclairage du délodisme biéconomique, le cas de la population tendanciellement croissante des retraités devenus « inactifs », du moins au sens statistique officiel.

Historiquement, la retraite était une réponse à l'excès de fatigue engendré par le surtravail sous le double effet aggravant de l'âge et de l'exploitation éhontée de la santé humaine, particulièrement aux pires moments de la révolution industrielle. La *pension* correspondante était attribuée aux travailleurs les plus « âgés » devenus de fait physiquement incapables de poursuivre un trop dur labeur, et force est ici de constater qu'aujourd'hui encore, la caractéristique des pays en pleine phase de décollage économique est de reproduire le même schéma industriel par trop inhumain, comme c'est le cas en Inde ou en Chine pour ne prendre que ces deux exemples. Puis, peu à peu, au travers de conflits sociaux souvent violents, la retraite s'est imposée comme un droit, tandis que la fixation de son âge de départ correspondait peu ou prou à l'espérance de

vie moyenne de la population concernée, ce qui, globalement, laissait assez peu de temps aux plus chanceux pour en profiter.

Depuis cette époque déjà lointaine, et grâce à l'allongement pour le moins spectaculaire de l'espérance de vie « moyenne », la retraite est devenue un paradis psychologique qui donne droit à une longue tranche de vie en « relative » bonne santé pour un nombre toujours croissant de citoyens, et ce, malgré de graves et injustes disparités de condition et de durée entre les diverses catégories socio-professionnelles. De façon plus concrète et plus subtile à la fois, la retraite est certes ressentie comme un bonheur du fait qu'elle représente une totale liberté de temps personnel, mais elle peut en même temps être vécue comme une forme de rejet, voire d'exclusion de la vie active, sous l'effet du choc d'un changement de vie trop brutal et de la perte de repères concrets, de contacts humains et de contraintes stimulantes, avec à la clé le risque fréquent de l'ennui de ceux qui vivent cette étape comme un désœuvrement, tandis que le rétrécissement des relations qui en résulte peut induire un vieillissement prématuré à la fois physique, mental et plus encore psychologique.

Il va de soi que tout dépend de la carrière qui a précédé, puisque le contraste est flagrant entre les leaders ou cadres supérieurs qui font tout pour prolonger leurs activités à vie ou, à défaut, les remplacent par de nouvelles responsabilités, et les nombreux citoyens plus ou moins cassés par des tâches trop fatigantes et autres emplois harassants, dont le seul but est de cultiver leur jardin avec bonheur, entre deux bricolages de maison et autres moments conviviaux avec parents ou amis. Entre ces deux extrémités typiques des sociétés mono-systémiques, toutes les nuances sont possibles et tendent à démontrer que l'âge idéal du départ en retraite et les conditions correspondantes gagneraient à être modulés par l'intéressé en fonction de ses propres préférences. Du point de vue du retraité, et selon la dualité fondamentale de toute chose, il apparaît donc que la retraite est un bienfait d'autant plus nécessaire que la vie active qui l'a précédée était rude, tout en reconnaissant aussi qu'il s'agit d'une réelle mise à l'écart de la société, toujours plus ou moins subie, du fait que c'est un changement *total* et brutal, à l'image de la situation d'actif ou d'inactif aussi aléatoire que forcée au gré des aléas du marché

de l'emploi privé (bien qu'au sens précis des statistiques officielles, un demandeur d'emploi soit considéré comme un actif).

Par ailleurs, du point de vue sociétal et macro-économique, ce relatif « privilège » de l'âge induit un coût social croissant directement dépendant de l'évolution démographique entre les diverses générations et bien sûr de l'activité économique, sans même compter la complexité des dizaines de régimes de retraites peu à peu mis en place au fil d'une Histoire passablement improvisée. Le principe de la retraite ne saurait être remis en cause, du moins concernant le Domaine Privé qui devrait représenter la moitié du temps disponible, mais il suffit de s'imaginer à l'avance dans le contexte d'une société délodiste et biéconomique pour comprendre que l'actuelle situation n'est pas optimale. De fait, le *tout ou rien* imposé par une économie mixte -et non double- spontanément dominée par le capitalisme, perturbe la perception des paramètres en jeu au point d'entretenir une incessante contradiction. Par exemple, le fait d'être si intensément exploité jusqu'au dernier jour de sa carrière sur un rythme devenu peu à peu insoutenable et dans une atmosphère de travail empoisonnée par le *néo-management* ne peut que faire souhaiter une retraite anticipée et totale, dont la soudaine vacuité de temps libre n'est pas évidente à encaisser. Á l'inverse, de très nombreux travailleurs et employés se trouvent délaissés par la vie active et licenciés bien avant l'âge officiel de la retraite, ce qui suscite des frustrations contradictoires et des soucis de revenu bien compréhensibles. Ici encore, l'inertie des habitudes managériales et des réglementations légales qui en découlent bloque de fait toute évolution en douceur, toute adaptation à la moindre réalité nouvelle, telle que la simple possibilité d'obtenir un temps partiel dégressif avec l'âge, par exemple.

Á ce propos, il serait fort utile de pouvoir évaluer la proportion de salariés qui seraient prêts à continuer une forme de travail à temps partiel pendant quelques années librement choisies, soit dans le contexte de leur emploi habituel, soit en changeant de fonction pour une activité plus adéquate vis-à-vis de leur âge et de leurs capacités, lesquelles sont toujours aussi précieuses tout en changeant de nature, l'expérience et la

motivation des seniors compensant très largement leur fatigue physique inéluctable avec le temps.

Or la règle du jeu hélas imposée par l'actuel libéralisme mono-systémique interdit cette indispensable souplesse vis-à-vis de la valeur sociétale encore intacte de la plupart des retraités. En effet, l'absence totale d'utilité commune imposée « du jour au lendemain » au nouveau retraité, et plus encore le sentiment soudain d'un désintérêt général pour ses nombreuses potentialités, alors même que cette personne est encore pleinement valide, suscitent le plus souvent une déprime inconsciente, une perte de repère et de dignité autant que de contacts humains, dont les effets pernicieux pèsent très lourd dans la dégradation de la santé des seniors inactifs, entraînant, à travers un vieillissement prématuré, toutes les maladies chroniques dont le coût social n'est que trop visible, sans même compter le gâchis humain qui en résulte pour l'intéressé comme pour la société.

Force est de constater que les conditions de travail imposées tout au long de la plupart des carrières, tout comme l'abandon sociétal total subi lors du départ en retraite, sont autant de violences silencieuses qui relativisent grandement la soi-disant liberté acquise par nos aînés, au point que, paradoxalement, ceux qui se trouvent obligés de compléter de trop faibles pensions par un « petit boulot » ou une quelconque activité nouvelle se maintiennent longtemps plus épanouis et en meilleure santé que la plupart des autres, grâce aux bienfaits des contacts et de l'utilité sociale. Il faut en conclure que la retraite optimale suppose un minimum d'activité socialement utile, tout en garantissant un privilège bien mérité de temps libre et de souplesse organisationnelle. Il est dès lors facile de comprendre qu'une société biéconomiquement équilibrée doit continuer d'inclure tous les retraités ou seniors suffisamment valides au sein du Domaine Public, avec pour seule nuance la possibilité de choisir une activité adaptée, ainsi qu'un rythme horaire et saisonnier de plus en plus modulable au fil du temps. Les besoins de participation associative de nombreux retraités sont une preuve de plus de cette nécessité sociétale, à cette différence près qu'en participant au Domaine Public, les citoyens concernés y gagneront l'assurance d'un revenu minimal décent dans le

cadre de la Garantie Citoyenne, et le sentiment justifié d'une place et d'une valeur sociale toujours égales à celles des générations plus jeunes qui les suivent.

Il faut pour cela se placer résolument dans le contexte complet d'une société biéconomique quasiment centenaire, en considérant des carrières individuelles entièrement vécues dans ce cadre apaisé, afin de mieux savoir quel chemin suivre en la matière. Car il ne fait ici aucun doute qu'en pacifiant tous les rapports sociaux par l'assurance collective d'une existence décente, jointe à la liberté individuelle de choix au sein du Domaine Privé et complétée par l'équilibre écologiquement vertueux d'un vrai temps libre équitablement partagé, les futures générations ne seront plus ni physiquement ni moralement brisées par leur vie active, laquelle se prolongera dès lors jusqu'à l'âge le plus avancé, pour le plus grand bien d'une vie personnelle et sociale *humainement* riche au point d'en repousser les limites par le seul biais du bonheur que procure un authentique bien-*être* individuel *en société*, sans plus aucun fossé indu entre les générations qui se relayent sur le chantier pyramidal.

Dans une société devenue délodiste et biéconomique, désormais caractérisée entre autres par une alimentation assainie, des conditions de travail optimisées, et par-dessus le tout, la Paix et la Justice maximales garanties par le Domaine Public, la qualité d'un mode de vie basé sur la valeur d'un temps libre constamment disponible remplacera sans peine le niveau de vie surfait et les injustices symétriques qu'impose la seule priorité de « l'argent-roi », tandis qu'enfin l'épanouissement de chaque individualité deviendra la meilleure garantie de longévité en aussi bonne santé que possible, non sans effets génétiques tout aussi positifs sur les générations à venir.

Les retraités du Domaine Privé pourront poursuivre leur propre chemin de senior tout en restant pleinement associés au fondement de leur véritable citoyenneté, dans le sens complet de sa dimension socio-économique. Il n'est aucun meilleur moyen de rester branché sur la vie, connecté aux autres et acteur de la grande aventure sociétale, sachant qu'il suffira d'adapter ce légitime besoin permanent d'existence active

aux privilèges relatifs mérités par l'âge. Ainsi, à l'instar des abeilles qui assument des rôles successifs différents au cours de leur vie, les retraités pourront augmenter les moyens humains du Domaine Public dans des proportions insoupçonnables, tandis que la qualité de leur participation, déjà reconnue chez tous ceux qui ont l'occasion de travailler, ne pourra qu'accroître et fertiliser une synergie intergénérationnelle profitable à tous.

La majorité citoyenne pourra bien sûr faire évoluer les actuels systèmes de retraites par répartition ou par capitalisation concernant le Domaine Privé, mais les complications toujours associées à ces besoins seront grandement relativisées par l'effet d'une participation universelle au Domaine Public aussi prolongée que possible, garantissant à tous un minimum social décent, de façon plus efficace et motivante que toute autre solution imaginable. Cette prolongation d'activité naturellement dégressive au fil du temps sera d'autant plus logique que, le grand âge approchant, chaque senior actif, libéré du stress et des incertitudes qui prévalent encore, souhaitera « simplifier » sa vie en ayant naturellement tendance à réduire ses besoins de consommation, via l'influence d'une sagesse et d'une modération flagrantes chez la plupart de nos aînés. Ce qui est le plus important à cet âge, c'est la possibilité aménagée de rester *actif* et donc utile aux autres aussi longtemps que possible, à l'inverse du drame de tant de maisons de retraites, dont les pensionnaires vivotent et déclinent prématurément faute d'activité minimale et de contact avec les autres générations, en engraissant au passage quelque multinationale sans scrupule.

Tout est une question de mesure et de progressivité en fonction des véritables besoins ressentis par la majorité des futurs citoyens au vu de l'expérience familiale de chacun, mais il semble bien que, pour peu que l'existence s'améliore très sensiblement sous la forme d'un mode de vie enfin apaisé et d'un rythme quotidien rendu optimal entre le temps et l'argent, les générations à venir pourront certainement accroître leur espérance de vie en très bonne santé dans des proportions qui paraissent encore irréalistes de nos jours. Á l'opposé de cette heureuse évolution sur le très long terme, la situation actuelle montre une espérance de vie

moyenne qui plafonne ou régresse sous l'effet statistique des inégalités sociales et des maladies chroniques qui en découlent, tandis que même les citoyens des pays les plus riches se trouvent condamnés à vivre et vieillir en dépendant de consommations médicales compensatoires dans des disproportions aberrantes, et de façon anormalement prématurée. En ce sens, l'économie mono-systémique ultralibérale tue chaque année des millions de citoyens qui pourraient être autant de centenaires en herbe, hécatombe discrète réalisée via le silencieux crime contre l'Humanité qu'implique de fait tout abus de pouvoir *vital* sur autrui, s'agissant pour le moins du droit légitime et universel à la Garantie Citoyenne.

Cela participe des monstrueux gaspillages médicaux induits par l'injustice de tout mono-système actuel, malgré la relativisation toujours improvisée des économies mixtes, du fait même que ces dernières ne sont pas clairement dédoublées entre priorités publiques et privées. Aux antipodes de ces handicaps de santé généralisés et aggravés au fil de l'âge au point de concerner plus de la moitié des adultes sexagénaires, le schéma de santé d'une vie délodiste en contexte biéconomique éloignera jusqu'aux dernières limites le besoin d'assistance médicale chronique ou intensive en limitant d'abord la majeure partie des risques d'accident, offrant à la quasi-totalité des citoyens la dignité d'un départ final rapide en lieu et place de l'usure humiliante et de la décrépitude chronique qui enrichissent le marché privé de la santé en grevant les budgets de son service public au moins deux, sinon trois fois plus que nécessaire.

Pour en revenir à la participation logique et si précieuse de tous les retraités valides aux enjeux sociétaux propres au Domaine Public, il faut ajouter que l'effet direct de l'implication de cette immense armée de réserve sera de réduire encore plus sensiblement le temps de travail nécessaire, autrement dit « l'impôt-travail égalitaire » que supposera la fameuse Garantie Citoyenne de ce domaine prioritaire dans toute société biéconomique. Si l'on ajoute la participation de ces millions de citoyens à celle des lycéens ainsi qu'à celle des adultes déjà considérés en âge d'être actif et dont une large proportion manque encore à l'appel de nos jours, il est certain que le volume de temps requis pour chaque citoyen pourra se réduire à l'équivalent de deux jours et demi par semaine, voire

deux jours seulement, afin d'assurer un confort sécurisant et suffisant à tous les égards, défini par les choix politiques et sociétaux de la majorité citoyenne, et toujours sur la seule base universelle du calcul minutaire. Une telle perspective est tout-à-fait envisageable, a fortiori si l'on tient également compte de la disparition rapide des faux besoins palliatifs qui représentent probablement entre le cinquième et le quart des ressources sociétales actuelles, sans oublier maintes autres économies dérivant de l'amélioration qualitative des biens et services inclus dans la Garantie citoyenne grâce au contrôle collectif assuré dans le cadre du Domaine Public, progrès qualitatif dont l'effet sur la durabilité des produits et le respect de l'environnement sera tout aussi déterminant.

Ainsi peut-on constater que la prise en compte des catégories citoyennes et des classes d'âge vis-à-vis de leur relation au travail ou de la notion élargie d'activité, sous l'éclairage révélateur de la biéconomie minutaire, permet de construire une cohérence toute nouvelle de façon réaliste, en partant tout simplement des agrégats actuels d'une société pourtant désagrégée, et sans laisser de côté la réalité du vécu de la très grande majorité de nos concitoyens. Le moins que l'on puisse dire est que la clarification biéconomique fondée sur l'universalité de la valeur minutaire et la sécurisation minimale, et sans doute déjà suffisante, de tous les parcours citoyens via les garanties du Domaine Public, seront les meilleurs outils pour faire face à l'évolution accélérée du progrès technique dans ses développements les plus aléatoires, tant il est vrai que, désormais, les carrières individuelles sont appelées à évoluer sans cesse, transformant le métier unique et plus ou moins monotone d'une vie en plusieurs tranches professionnelles aux contextes de plus en plus variés.

Pour une part, la mondialisation néolibérale est responsable de ces changements à travers la délocalisation du travail, et ce, malgré une amorce toute récente de tendance inverse, mais il est aussi vrai que les choses vont plus vite en matière de technologie et de besoins, obligeant les mentalités à s'ouvrir sur un avenir professionnel plus improvisé et finalement moins « routinier » qu'auparavant. De telles incertitudes sont insupportables du point de vue humain ou psychologique tant qu'elles

planent sur un marché mono-systémique dirigé par l'unique intérêt du profit financier maximal, puisque dans un tel contexte, la loi du *tout ou rien* condamne toujours plus de citoyens à la précarité, antichambre de l'exclusion et prétexte à la surexploitation salariale la plus éhontée.

Mais dès lors qu'on se trouvera en situation optimale d'équilibre biéconomique, la sécurisation matérielle -et sociale- généralisée par la participation citoyenne universelle au Domaine Public effacera aussitôt tous les risques de précarisation et d'incertitude vitale face à un avenir par définition inconnu, tout en assurant à chacun d'entre nous la même liberté de participer aux « aventures » plus imprévisibles que jamais du secteur privé. Il en résultera, comme déjà précisé, un assainissement des mœurs socio-économiques jusqu'au sein même de ce secteur, où tout citoyen actif sera libre d'exercer un vrai choix, filtrant dès lors les seules initiatives positives et capables d'associer des êtres devenus enfin libres et responsables, sans plus jamais nuire aux droits vitaux de quiconque.

Au moment de conclure ces multiples réflexions concernant les trois périodes principales de la vie après le cocon de l'enfance, on peut voir se dessiner plus clairement une toute nouvelle société, dans laquelle l'implication du maximum de citoyens équilibrera de façon optimale l'activité de chacun, via une forme ou une autre d'équivalent de temps partiel démocratiquement établi comme plus ou moins proche des 50% du total des énergies ou richesses disponibles pour l'ensemble des deux domaines sociétaux, en incluant ici la totalité des Biens Communs. Cela signifie qu'au lieu d'être à 100% inactif en tant qu'étudiant sans avoir le droit de conjuguer études et travail, puis 100% « actif » en tant que travailleur ou employé sans avoir le droit réel d'exister librement pour profiter en même temps des fruits de son travail ou choisir une autre activité, puis 100% inactif à nouveau et coupé du reste de la société au point de s'étioler malgré soi faute d'activité et de statut social utile et garanti, les Tempérants de l'avenir pourront profiter pleinement d'une sorte de double vie sociale durant tout leur parcours d'adulte, gagnant, par l'intelligence d'un partage équitable et optimal, la liberté d'un choix permanent pour conjuguer sans crainte la sécurité et la variété de leur expérience socio-économique individuelle, et dans le respect garanti de

l'égalité minimale que suppose la Fraternité et la Paix civile. Même s'il est encore trop tôt pour se figurer plus techniquement une telle société, l'essentiel à retenir à ce stade se résume à l'idée qu'une *socio*-économie dûment équilibrée pourra inclure activement un éventail de catégories d'âges nettement plus large que ce qui s'observe actuellement, de façon à la fois socialement fondée et individuellement volontaire, et ce, grâce à l'équilibrage égalitaire des droits et des devoirs universels concernant la Garantie Citoyenne, et à la sécurisation définitive offerte à chacun en termes de « confort » ou de vie matérielle suffisante, de dignité sociale participative, et par-là même, d'équité et d'apaisement. Ainsi la sécurité physique des biens et des personnes, censée être le premier devoir de toute société, se trouvera-t-elle simultanément acquise et complétée par la tranquillité psychologique et philosophique de chaque être humain, et le temps libéré, en apaisant comme il se doit le mode et la pulsation de la vie à venir, offrira à chacun l'équivalent socio-économique d'une « semi-retraite » ressentie sous forme de libre choix, à n'importe quelle période de l'existence.

6 - Initiative Socio-Économique et Création d'Emploi.

Par principe constitutionnel, la République d'échelon communal se doit donc d'assurer à tout administré la Garantie Citoyenne du niveau de vie minimal ou socialement décent rendu possible par l'ensemble des ressources nationales disponibles, moyennant l'attribution d'une activité ou d'un emploi local, sous forme d'un travail d'utilité publique dès lors effectué si nécessaire dans le cadre du secteur public à défaut du secteur privé, et ce, indépendamment des emplois concernant les fonctionnaires ou employés territoriaux habituels. Cela dit, qu'il s'agisse-là de Service Citoyen minimal de secours, ou de fonction territoriale locale classique, la future Constitution délodiste supposera logiquement de conférer aux Municipalités le pouvoir de « créer » d'une manière ou d'une autre tout emploi jugé localement nécessaire en fonction des priorités définies par la majorité citoyenne, y compris via une collaboration intercommunale, voire départementale le cas échéant, ainsi qu'en endossant le droit de concurrencer ou remplacer localement un secteur privé insuffisant ou

absent, pour des activités de production ou de service *profitables* par le biais des Ateliers Communaux ou Départementaux, afin de multiplier et de diversifier les ressources financières locales, sans peser sur le budget annuel du fonctionnement administratif. Si le secteur privé ne s'interdit pas de produire et fournir des biens et services relevant de la Garantie Citoyenne, il n'y a aucune raison que l'État, les Départements et surtout les Communes se retiennent de rentabiliser, ou a minima d'équilibrer financièrement, les activités relevant du Service Citoyen.

L'objection patronale habituellement émise à l'encontre du droit universel à un emploi assurant à chaque citoyen adulte une vie décente minimale consiste à dire qu'on ne saurait *décréter* un emploi qui, par définition empirique de l'Histoire libérale, dépend en grande partie du marché et des besoins correspondants à satisfaire. Or le mono-système capitaliste, pour indispensable qu'il s'avère en tant qu'expression de la Liberté, est dans l'incapacité chronique de garantir le plein-emploi, et aboutit au double gaspillage d'une surproduction inutilement polluante associée à la précarité et à la pauvreté de très nombreux citoyens, tout particulièrement à travers l'exclusion totale que représente le chômage. Force est donc de constater que les besoins vitaux les plus *légitimes* ne sont ainsi jamais « universellement » satisfaits, y compris le besoin de sécurité matérielle et sociale que représente l'emploi en lui-même. Cette constatation démontre une fois de plus que, par la confusion des besoins individuels et sociétaux de notre double nature, et plus encore au travers de l'assujettissement du social à l'économique et du public au privé, chaque *monosystème* ne revêt en fait qu'une semi-légitimité concernant uniquement ce que la partition biéconomique définit comme Domaine Privé, tandis que le rôle social de ce même libéralisme s'avère toujours injuste et inefficace à l'échelon national via l'improvisation politique semi-démocratique qui lui correspond, et devient carrément inexistant à l'échelle mondiale de l'économie internationale.

Dès lors, la garantie d'un emploi minimal, condition *sine qua non* de la moindre dignité humaine et de la décence d'un niveau de vie respectant les droits de l'Homme et du Citoyen, relève légitimement du pouvoir collectif via la démocratie majoritaire la plus directe qui soit, à

une échelle communale, seule capable de s'ajuster au mieux aux besoins de la collectivité locale et de contrôler les choses en toute transparence réciproque. Puisque la sphère privée s'avère inapte à satisfaire la priorité sociétale d'une égalité minimale entre tous les citoyens, souvent même volontairement s'agissant du volant de chômage et de la concurrence vitale entre travailleurs, il est légitime que la communauté se réserve le droit de *décréter* l'emploi minimal de tous les exclus du marché libre, et encore plus logique que le manquement et l'injustice correspondants de l'hyper-libéralisme soient compensés par le prélèvement d'une partie des richesses du secteur privé au profit du Domaine Public via l'impôt-participation égalitaire et minutaire s'appliquant aux contribuables, que ces derniers soient des personnes physiques ou morales.

En réalité l'emploi se décrète depuis toujours, contrairement à ce que prétendent certains employeurs, lesquels signifient sans doute qu'à leur échelle, la décision d'employer ou non relève de leur liberté et ne saurait être imposée par quelque gouvernement, au risque de plomber la rentabilité et de fragiliser aussitôt leur entreprise face à ses concurrentes. Dans l'optique à si court terme du profit maximal, cela est parfaitement vrai du point de vue des employeurs, bien que les plus gros d'entre eux soient devenus de simples DRH dégraisseurs de personnel et exploiteurs néo-colonialistes de travail *low-cost*, pour le seul *sur*profit de quelques actionnaires insatiables.

Il n'empêche que ces mêmes dirigeants décrètent bien librement qu'ils ont besoin ou non de tel ou tel collaborateur, de telle ou telle usine, au gré d'un marché que certains d'entre eux contrôlent de plus en plus par le biais de situations quasi monopolistiques de fait. De même, lorsqu'un petit patron dynamique et courageux obtient un prêt bancaire pour un projet largement au-dessus de ses moyens du moment, il décrète bien les emplois correspondants, très en avance sur la réalité du marché, tandis qu'à une plus grande échelle, il est bien connu qu'une politique d'emploi élargie, en entraînant maints salaires nouveaux, provoque une consommation augmentée justifiant l'activité ainsi développée, réalité souhaitable dans la limite des contraintes écologiques et s'agissant de biens et de services dûment utiles. Enfin, dans le cas de n'importe quel

citoyen qui se décide à lancer une activité personnelle ou artisanale, de façon solitaire ou en s'associant à autrui, l'autocréation d'emploi qui en résulte se trouve bel et bien *décrétée* par l'intéressé. Ces trois exemples d'échelles complémentaires montrent donc que l'emploi se décrète très souvent en avance sur la réalité qu'il suscite via le travail correspondant, ce qui constitue la base même de la moindre *entreprise* au sens libéral du terme, en tant qu'authentique acte de liberté et pari parfois risqué sur l'avenir.

De plus, le propre de toutes les économies développées est de *créer* des emplois publics en grand nombre, via les politiques définies par les parlements et les gouvernants, bien que l'on sache ici, depuis le Livre Premier des *Tempérants*, que ces options politiques sont toujours biaisées par l'absence de démocratie directe, la représentativité par trop insuffisante des élus, l'opacité d'instances *sur*centralisées trop éloignées des besoins du terrain et l'ingérence constante d'intérêts privés profitant de la porosité mono-systémique entre les sphères publique et privée.

Les emplois créés par un État *centralisé*, via des administrations trop souvent aveugles ou « hors sol », ont de quoi être critiqués à maints égards, de par la lenteur de la réactivité et la lourdeur oppressive de ces dernières, tant les « protocoles » déconnectés de tout bon sens traduisent l'irresponsabilité de nombre d'énarques et autres technocrates en plein conflits d'intérêts, permettant aux véritables pouvoirs économiques d'en profiter pour dicter leur quatre volontés sur de juteux marchés publics. Contre ces risques structurels habituels, une gestion locale, tout à la fois communale et départementale, est assurée de faire beaucoup mieux pour ajuster les besoins d'emploi public aux réalités de chaque territoire, ce qui suppose, comme condition d'une autogestion locale maximisée dans l'intérêt direct de la majorité citoyenne, le droit constitutionnel pour les autorités territoriales de décréter et de créer des emplois concernant leur propre Domaine Public, même en lieu et place de l'État, emplois dont le financement correspondant fera l'objet d'un chapitre ultérieur. Sachant que tout citoyen doit être actif sur le Domaine Public (en secteur public ou privé), il sera du ressort des Municipalités de recenser en continu les besoins d'emploi de leurs administrés, et de proposer à chaque personne

inactive, et dès lors non déclarée par le Domaine Privé, l'emploi citoyen minimal et suffisant auquel chacun a droit par l'effet constitutionnel de sa citoyenneté. Cela remplacera tout risque de chômage, en offrant une activité à mi-temps aussi digne et productive qu'un emploi autonome, non sans offrir l'opportunité de formations profitables pour les citoyens concernés, avec l'effet bénéfique de stimuler le marché privé à réévaluer enfin comme il se doit le niveau des rémunérations salariales.

Ce droit à un emploi minimal et sécurisant, tel qu'assuré par la Garantie Citoyenne, constitue aussi un *devoir* de travail d'une intensité strictement égale à ce que le citoyen concerné pourrait assurer au sein du secteur privé, sur la seule base du total de minutées individuellement requis dans le cadre du Domaine Public, ce qui de fait remplacera très avantageusement la quasi-totalité des « allocations palliatives » jusqu'à présent octroyées sans aucune contrepartie, tout en simplifiant les tracas du labyrinthe administratif si caractéristique des mono-systèmes hyper-centralisés d'aujourd'hui. Enfin, il va de soi que la situation ici décrite ne devrait concerner que les citoyens adultes inemployés par le marché libéral du secteur privé, et n'ayant pas les moyens de « décoller » *socio-économiquement* par eux-mêmes.

Cela étant dit, l'image d'une semi-fonctionnarisation citoyenne n'est à comprendre qu'en tant que sécurisation vitale individualisée sur la base d'une égalité minutaire minimale et suffisante, sans aucunement chercher à subdiviser chaque vie active entre les deux domaines, Public et Privé, dont la séparation artificielle aboutirait à la situation impossible déjà décrite dans l'hypothèse d'une biéconomie « horizontale » d'abord envisagée, puis promptement dépassée. Il faudra donc aboutir tôt ou tard à une forme d'équivalence par calcul de répartition afin que tout citoyen adulte et actif dans l'un ou l'autre des deux secteurs en question jouisse des mêmes garanties vitales moyennant exactement la même *proportion* de droits et de devoirs afférents, ce qui constitue le challenge technique et final de l'ensemble des *Réflexions* à venir. La seule observation utile pour l'heure est que la notion sociétale de *Domaine* transcende déjà la réalité professionnelle de *secteur* d'activité, en réunifiant ainsi la dualité

entre public et privé, d'un point de vue analytique et théorique qui doit être exhaustif pour atteindre à l'universalité la plus objective qui soit.

7 - Travail Public et Utilité Commune.

Dans le mental productiviste des dirigeants les plus assoiffés de profit, toute fonction d'exécution administrative ou tertiaire au sein de l'entreprise est jugée comme foncièrement improductive en valeur utile, assimilable à un coût humain qu'il faut réduire à son strict minimum indispensable, tandis que tous les services publics payés par l'impôt sont perçus comme un gaspillage intrinsèque à limiter à tout prix via l'action si efficace des lobbies sur les « responsables » politiques. Cette logique d'intérêt particulier appliqué à la collectivité n'a rien de surprenant dans une économie mixte où tout se mélange pour autoriser les pires excès de surexploitation salariale et commerciale qui tentent encore de gommer les frontières de cohérence minimale pour le malheur planétaire que l'on sait. C'est de l'économisme comptable et financier pur et dur, dont hélas les peuples du monde font les frais, au travers d'une régression sociétale évidente à tout un chacun, avec son lot de violences et de divisions qui émiettent une pyramide commune en cours de démolition programmée.

L'Histoire montre pourtant que toute période apaisée et positive correspond systématiquement à l'équilibre jusqu'à présent trop précaire d'un partage minimal des richesses, partage qui se traduit à défaut de mieux par la satisfaction majoritaire des classes moyennes, tandis que simultanément les services publics utiles à tous croissent en importance, attestant l'existence même d'une société *civilisée* en lieu et place d'une jungle inhumaine. De fait, toute autre construction sociétale ne tient plus ou moins longtemps que sous forme de dictature à la fois économique et politique. Car le propre d'une évolution méritant le terme de *progrès* est de multiplier des besoins sociaux devenus unanimement nécessaires, et ces derniers se caractérisent toujours par l'importance des *services*, et surtout des services *publics*, en contraste complémentaire vis-à-vis de la production des biens matériels, plus typique de l'économie privée.

Par définition, lesdits services ont un coût qu'il faut comprendre comme un investissement permanent, leur nature commune spécifique impliquant avant tout le temps humain nécessaire à leur fourniture, sur un rythme dont la productivité est forcément plus limitée que lorsqu'on peut multiplier sans fin des produits par l'intermédiaire de machines. Le matérialisme primaire des pragmatiques gestionnaires à l'anglo-saxonne gagnerait en fait à devenir une intelligence exhaustive incluant toutes les conséquences sociétales correspondantes, ce qui ne saurait être le cas que lorsque *tous* les citoyens se libèreront de la moindre dépendance *vitale* par la double recette de la démocratie directe et de la Biéconomie minutaire.

L'utilité commune de ces services publics est aussi évidente que celle des entreprises privées émaciées par le *lean management*, et il est symptomatique d'observer que les seules structures tertiaires dignes de mériter la vénération sans borne des grands dirigeants sont celles de la finance spéculative, des banques et autres assurances. Au contraire de cette fausse priorisation, si socialement inefficiente, les services publics des sociétés les plus avancées impliquent toujours l'Homme, le contact humain et le temps indispensable à la prestation correspondante, sachant que pour l'essentiel, cette valeur biologiquement contrainte ne saurait changer en dépit des nouvelles utopies de « *l'homme augmenté* », dont l'intelligence encore naturelle risque fort d'être plutôt diminuée par sa remplaçante artificielle. Les récents développements scientifiques sont certes prometteurs d'immenses progrès techniques, à la seule condition toutefois de faire *d'abord* évoluer la société toute entière pour éviter de gaspiller tant d'énergie humaine et fossile en rapiéçages impossibles, en violence sociétale sournoise et autres guerres ouvertes aussi sanglantes qu'inutiles.

Les besoins sociaux, éducatifs, médicaux et culturels constituent un aboutissement post-industriel inévitable en termes de priorité, et les services publics correspondants sont les mieux placés pour en assurer la satisfaction de façon toujours plus humaine et désintéressée, pour peu que tout soit géré au plus près du terrain local, sur la base d'une action libérée de la notion dans ce cas fictive de rentabilité, ladite action devant

pour autant promouvoir de très sérieux efforts d'économie en termes de moyens *matériels* par juste souci écologique, sachant que dans le cadre biéconomique ici proposé, cette nécessaire frugalité sera très largement compensée par l'abondance assurée de *présence humaine* et de contact interpersonnel, tandis que par ailleurs de nombreux produits et matériels indispensables gagneront à être fabriqués par la collectivité en créant à nouveau des régies publiques afin de se libérer des actuels dérapages de marges et autres surprofits privés concernant les dépenses requises pour le Bien Commun.

Là se situe le grave malentendu entre les décideurs publics issus du mono-système libéral et la masse des peuples qu'ils dirigent par le biais de la fausse démocratie électorale, au point que les premiers gèrent la collectivité de façon de plus en plus centralisée, sur le principe d'une méga-entreprise nationale dont ils vendent ou sous-traitent la meilleur part aux intérêts privés, tout en dépouillant les peuples et les provinces des services publics les plus indispensables. Contre ce dévoiement et cet abandon des principes élémentaires de toute politique sociale minimale, la révolte des Gilets Jaunes français et les innombrables aspirations de reprise en main locale de tous les aspects d'une nouvelle citoyenneté sont autant de preuves de l'attente impatiente d'une société délodiste et biéconomique, sans laquelle aucune improvisation supplémentaire ne saurait résoudre l'*ensemble* des paramètres en jeu de façon durable, et surtout pacifique.

Les services publics créent autant de valeur que n'importe quelle autre activité et justifient les salaires et les dépenses qui en découlent, tandis que leur nature spécifique répond aux besoins caractéristiques de l'ère post-industrielle et post-croissance si redoutée par les tenants du profit strictement financier. Il est pourtant logique que dans une société devenue mature et globalement suréquipée du point de vue matériel, les nouveaux besoins impliquent de plus en plus de services concrets entre citoyens, pour le plus grand plaisir de satisfaire à l'instinct grégaire de notre Humanité. Mais cela suppose un minimum d'égalité, de liberté et de temps pour *chaque* membre de la communauté républicaine. Or il ne faut plus oublier que le temps humainement dépensé en travail est la

mesure de toute valeur, ce que le capitalisme sait d'ailleurs très bien à sa façon en exploitant à outrance les usines du monde que sont devenus les pays les plus peuplés tels que l'Inde ou la Chine. Qui plus est, comment pourrait-on remettre en cause l'utilité *commune* des services publics, alors même que celle des individus et des entreprises du privé est très logiquement centrée sur le seul intérêt *particulier*, que ce dernier soit individuel ou associé ?

En conclusion de ce copieux chapitre, force est de reconnaître que le *travail* humainement mesurable en minutées de valeur universelle et permanente est à la fois un droit et un devoir, dont le besoin quelque peu paradoxal exprime la dualité de la nature humaine. Les conditions pratiques dudit travail feront logiquement l'objet du prochain chapitre, mais la nature *individuelle et sociale* de ce besoin irrépressible d'activité reconnue et utile, largement explorée dans les pages qui précèdent, fait déjà ressortir les principaux avantages de la partition et de la répartition biéconomiques, lesquelles impliqueront bientôt *tous* les citoyens d'une même République au travers d'une double réalité, pour une économie de moyens matériels et de ressources en opposition symétrique totale vis-à-vis des gaspillages actuellement déplorés jusqu'à l'échelon planétaire.

En contrepartie, le temps disponible pour le travail, comme *en dehors*, deviendra plus abondant que jamais du seul fait qu'il sera enfin équitablement partagé en impliquant légitimement les nombreux inactifs d'aujourd'hui, pour traduire, dans la réalité vécue la plus quotidienne, le principe démocratique d'une égalité citoyenne minimale doublée d'une liberté individuelle aussi responsable que vitalement inoffensive. Autant dire que ces deux premiers chapitres de « macroscopie biéconomique » laissent présager bien d'autres découvertes réflexives, sous la surface de d'un océan déjà presque à moitié parcouru.

Juin 2020

Réflexions Socio-Économiques 7

Macroscopie Biéconomique 3

(Productivité - Pénibilité - Salaires - Prix - Profits)

1 - Cohérence de Fait et Souplesse de Principe.

Á la façon d'une sculpture sociétale peu à peu dégrossie, puis affinée par l'atelier des présentes *Réflexions*, le principe biéconomique apparaît non seulement comme *le* double concept respectueux de toute réalité objective et historique via la partition-répartition qu'il autorise, mais plus encore comme *la* définition même de toute cohérence socio-économique durable. En ce sens, cette prise de conscience met au jour le cœur universel de notre nature duale, individuelle *et* collective, tout en offrant une évaluation objective de l'ensemble des données observables grâce à l'analyse minutaire, permettant dès lors de dépasser les lois de pesanteur historique de notre animalité et de comprendre pourquoi les sociétés mono-systémiques ont toujours fini par péricliter.

La partition-répartition en jeu apparaît donc ici comme l'outil de précision enfin capable de régler l'*équilibre* nécessaire entre les deux domaines sociétaux complémentaires sans en mélanger les natures par

trop contradictoires, libérant aussitôt l'ensemble des citoyens en leur assurant une place égale dans l'un *et* l'autre domaine, sur la base d'une part minimale *égale* démocratiquement définie du côté public, et d'un *égale* liberté individuelle de se différencier sur le versant privé. Sans le respect légitime et universel des droits de l'être humain qu'autorise cette solution biéconomique, toute société mono-systémique se construit sur des fondations bancales, à la façon d'un squelette dont la symétrie et le parallélisme ne seraient pas suffisamment respectés, induisant à terme l'effondrement de l'ensemble sociétal par manque de cohérence vitale.

Or c'est bien la *cohérence* qui seule peut justifier et entretenir la *cohésion* des citoyens, associant ainsi toutes les énergies individuelles dans l'accomplissement d'un récit commun culturellement relatif, mais dont les effets matériels et humains sur la vie de chacun sont bien réels. De ce point de vue-là, l'avènement inéluctable de la vraie démocratie directe, locale et citoyenne de principe délodiste, associé à la mise en place d'une gestion biéconomique et minutarisée des rapports sociaux, devrait représenter un pas en avant historique sans précédent, puisque le nouveau récit commun qui en résultera, en assurant la cohérence d'un juste équilibre sociétal, introduira définitivement les conditions de la Paix civile, sociale et peu à peu internationale. La cohésion consécutive à ce progrès n'en sera que plus forte, dans le respect mutuel de la dignité de chaque personne et la fierté d'appartenir à une Humanité supérieure, au sein d'une civilisation qui n'aura plus aucune raison de s'effondrer à travers le moindre morcellement vital, et ce d'autant plus que chaque Commune restera maîtresse de l'essentiel du quotidien de ses citoyens.

Pour autant, la Biéconomie se prête potentiellement à toutes les configurations sociétales, au gré des cultures, des ressources, voire des niveaux de développement, et la *souplesse* de ce principe mérite d'être ici soulignée. En effet, à chaque réflexion sur la proportion de temps et de travail nécessaire à la satisfaction de tous les besoins collectifs, et par conséquent de la Garantie Citoyenne, s'associe logiquement la double inconnue des ressources socio-économiques disponibles d'une part, et de la définition des besoins ou de l'étendue du Domaine Public, d'autre part. La proportion entre les deux domaines sociétaux peut dépendre de

la richesse du pays ou de l'ensemble collectif considéré, peu ou prou assimilable à son « P.I.B. », tandis qu'en fonction des choix politiques majoritaires, de la définition du Bien Commun, des besoins sociétaux et de la Garantie Citoyenne, le volume historique dudit Domaine Public pourrait théoriquement varier sensiblement d'une société à l'autre. Cela confirme que le principe biéconomique s'avère bien réaliste et réalisable quels que soient le lieu, l'époque, la population et la culture considérés, preuve supplémentaire de la nature universelle de son objet comme de sa solution originale.

Ainsi apparaît-il que, selon les choix politiques propres à chaque culture, la contrainte minutaire de l'impôt universel que représente la participation de chacun au Domaine Public pourrait varier en deçà du maximum idéal de 50% le cas échéant, sachant que plus la proportion choisie s'éloignerait de ce maximum, plus le contenu concret de ladite Garantie Citoyenne serait limité dans ses ambitions, définissant dès lors une société très *incomplète* dans son équilibre et induisant les nombreux risques correspondants déjà répertoriés. La raison de cette dangereuse incomplétude tient au fait que la double nature qui fonde l'individu et la société impose la *parité inter-domaniale minutaire absolue* en tant que solution d'équilibre optimal, sur la base à la fois *objective et légitime* de l'essence même des rapports socio-économiques, et ce, contrairement à l'irrespect historique de toutes les tentatives sociétales qui ont précédé la solution ici proposée, lesquelles sont inévitablement incomplètes en matière de partition domaniale et plus encore de répartition citoyenne et égalitaire du Domaine Public (interdisant conséquemment un égal accès aux libertés du Domaine Privé).

Même sous une gestion délodiste et biéconomique *partielle*, une société humaine ne saurait dès lors offrir *toutes* les garanties sociétales minimales auxquelles chacun de ses citoyens a individuellement droit, ce que corrobore la loi de *l'équilibre bisphérique tendanciel* si aisément observable comme condition de tout équilibre général. Rappelons à cet effet que les sociétés humaines suffisamment autonomes ont tendance à développer une proportion de biens et services *de facto* universellement vitaux avoisinant les 50% de toutes les richesses qu'elles engendrent,

qu'il s'agisse de produits ou prestations de services fournies par l'un ou l'autre des secteurs public et privé, dans une proportion variable selon les us et coutumes de chaque culture. Or la justice sociale suppose par définition l'égalité absolue de tous les citoyens concernant les richesses matérielles et culturelles *vitales* ou devenues indispensables à chacun au regard du niveau de développement atteint par la société en question, ce qui revient à confirmer comme idéale la proportion de 50% du P.I.B. en tant que Domaine Public à vocation égalitaire. Il faut en déduire qu'une partition biéconomique en deux domaines inégaux ne saurait être que temporaire et risquée, sauf si elle évolue rapidement en direction de la parité 50/50, seule répartition inter-domaniale capable d'assurer la plus grande stabilité dans le plus long terme tout en procurant à chacun un confort matériel et social optimal doublé d'une liberté maximale.

Si l'on part du principe cohérent selon lequel le travail n'est pas une fin en soi, mais seulement le meilleur moyen de gagner un confort dont le temps libre doit faire partie intégrante, seule la biéconomie peut permettre à chacun de s'approprier tout à la fois le temps et la liberté de choix qui devraient toujours être associés audit travail. Il reviendra aux économistes et statisticiens, par le biais des analyses minutaires directe et comparative, d'évaluer *la richesse des nations*, pour reprendre un titre devenu célèbre, dans le but de déterminer ce que représentent lesdits 50% en termes de produits et services autant que de minutées. Or, il a déjà été souligné que les spectaculaires économies de faux besoins et autres énergies socio-économiques palliatives qu'autorisera la gestion biéconomique, jointes aux nouvelles ressources humaines provenant de l'implication de *tous* les citoyens, permettront de résoudre l'ensemble des besoins collectifs, Garantie Citoyenne comprise, sur la simple base d'un équivalent de deux jours et demi, voire seulement deux jours par semaine, selon une approche encore intuitive à ce stade des *Réflexions*, à faire vérifier via une évaluation minutaire exhaustive.

Par rapport aux habitudes actuelles, cela suggère que l'activité hebdomadaire pourrait même se voir écourtée au profit d'un temps libre équivalent à un weekend de trois jours pour quatre jours ouvrés, pari ici énoncé dont les prochaines pages devront toutefois apporter la certitude

anticipée, en attendant la démonstration chiffrée des analystes sur la base de leurs données les plus récentes. De fait, cela signifie simplement que l'évolution appelée croissance (via le travail) a pour but logique de faire s'épanouir un progrès (via le temps libre), rejoignant en cela la « valse à trois temps » déjà mentionnée au tout début de ce Livre II, un temps *public* nécessairement actif, un temps *privé* facultativement actif, ainsi qu'un temps *intime* intégralement libérable, couronnant le principe historiquement inévitable d'une tempérance économique respectueuse de l'équilibre écologique de notre fragile planète, seule façon d'accéder à l'après-Histoire de l'ère pacifique des Tempérants.

Concernant la souplesse du principe biéconomique, c'est-à-dire son adaptabilité potentielle à toute société historiquement possible, il faut souligner aussi que l'analyse minutaire peut factuellement décrire n'importe quelle entité socio-économique sur la base fiable d'un même dénominateur commun, autorisant dès lors l'option possible d'un calcul *de principe*, voire d'une partition-répartition *de principe*, et expliquant au passage pourquoi certaines nations, souvent de taille démographique modeste, sont spontanément plus proche de l'équilibre empirique.

Même en l'absence de démocratie délodiste et de biéconomie *de fait* strictement appliquées, il apparaît que certaines sociétés tentent une approche intuitive de la solution tempérante, suivant la loi tendancielle d'équilibre bisphérique qui caractérise toute civilisation suffisamment apaisée. C'est le cas de certains « petites » nations de l'Europe du Nord, entre autres exemples, chez lesquelles, par l'heureuse coïncidence de mœurs très *évoluées* tant politiquement que socialement, sans nul doute encouragées par un contexte géographique et démographique propice, les comportements individuels et sociaux se trouvent plus spontanément empreints d'une certaine rigueur vertueuse, dictant un civisme et une honnêteté relativement favorables à la Justice et à la Paix.

Cela conforte le besoin d'autogestion aussi *locale* que possible, seule façon de responsabiliser socialement chaque individu par la prise de conscience « palpable » de son appartenance à une société d'échelle humaine, lui donnant les moyens d'influer sur la vie communautaire par

sa propre participation et de contrôler tous les pouvoirs locaux de façon d'autant plus transparente et directe. Mais cette tendance empirique de toutes les sociétés avancées à rejoindre l'équilibre bisphérique optimal entre secteurs Public et Privé peut aussi suggérer qu'une certaine forme de biéconomie *de principe* pourrait s'envisager a minima quel que soit par ailleurs le contexte socio-économique et politique, afin de satisfaire aux besoins légitimes d'Égalité, de Liberté et de Justice.

De ce point de vue, la biéconomie *de principe* clarifie le calcul nécessaire à l'équilibre sociétal minimal et définit « scientifiquement » les conditions de la Paix civile et du respect concret de notre dualité fondamentale, en procurant à tous les peuples de la Terre les moyens de savoir enfin à quelle portion précise du gâteau sociétal chaque personne a *objectivement* et *légitimement* droit. Il suffit de s'en tenir au respect de notre double nature objective-égalitaire-sociale d'une part, et subjective-différenciatrice-individuelle d'autre part, pour que la partition et surtout la répartition *de principe* qui en découleront via le calcul minutaire et biéconomique deviennent une réalité permanente en tant que conditions universelles de la Justice et de la Paix.

Ainsi, la seule équation sociétale respectant notre double nature, objective *et* historique, tout en résolvant sa contradiction fondamentale, peut-elle stipuler que les conditions minimales de la Paix pour toutes les échelles relationnelles entre groupes d'humains supposent au minimum, comme au maximum, le partage égalitaire de 50% de l'ensemble des ressources socio-économiques d'une communauté donnée entre tous ses citoyens, et corrélativement la *tempérisation* de la liberté individuelle la plus totale et différenciatrice sur les 50% restants. Cela ne signifie pas que chacun doit payer 50% d'impôt, bien loin de là pour la quasi-totalité des citoyens, mais bel et bien que la moitié des richesses devrait être équitablement partagée entre tous les adultes actifs d'une même société, et que l'activité minutaire minimale correspondant aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne devrait équivaloir au minimum *et* maximum d'un travail à mi-temps, en tant que transposition de l'équilibre entre la liberté et l'égalité jusqu'à l'échelon de chaque citoyen au travers de son

propre vécu quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel (pour ici tenir compte des aménagements usuellement possibles).

Toute autre répartition induit un biais déséquilibrant en termes qualitatifs et quantitatifs, une forme ou une autre d'injustice objective *illégitime*, quelle que soit la justification « légale » de cet état de non-droit. La répartition domaniale égalitaire est en effet indispensable pour optimiser la satisfaction des besoins individuels collectivement ressentis et partagés, comme le montre la tendance historique bisphérique, faute de quoi le domaine Public ne peut assurer *tous* les besoins unanimement compris comme utiles au confort matériel requis par l'égalité minimale, tandis que l'absence de répartition individuelle égalitaire de ces 50% induit l'irrespect de l'égalité objective qui précède toute historicité. De fait, tant que l'Histoire sociétale ne garantit pas ce minimum, l'injustice pratique qui en résulte porte aussitôt atteinte aux droits de l'Homme et du Citoyen, via maintes modalités de discrimination, d'abus de pouvoir, d'exploitation ou d'esclavage, avec, à la clé, la garantie des violences et contreviolences que l'on sait, en conséquence logique de l'extrémisme socio-économique du *tout* ou *rien*, comme du *trop* ou du *pas assez*.

Symétriquement, la vraie Liberté *individuelle*, respectueuse des droits de tous et de chacun, ne peut s'épanouir, à l'instar de l'Égalité *sociale*, que sur la moitié de la surface socio-économique, tandis qu'en réduisant ses seuls *excès* d'amplitude injustifiés, elle gagne aussitôt en qualité ce qu'elle semble perdre en quantité, en abus et autre gaspillage écologique autant qu'humain. Car, sitôt qu'elle se trouvera enfin libérée des contradictions induites par la confusion inter-domaniale à tous les échelons de la société, la liberté individuelle ou partagée d'entreprendre se purifiera d'elle-même de tous les travers outranciers qui caractérisent la jungle la plus déréglementée, via une sorte d'auto-nettoyage propice à l'encouragement des seules meilleures initiatives. La *liberté individuelle* propre à la sphère privée ne peut donc se défaire de toute injustice qu'en s'appliquant en proportion *tempérisée* sur la moitié de l'espace sociétal total, à parité intégrale face à l'*égalité collective* de la sphère publique.

Telle est la souplesse du principe biéconomique et de sa mesure minutaire, par la simple compréhension de notre double nature et le tri indispensable entre les deux droits légitimes qui en découlent, tant pour l'individu que pour la communauté, seule et unique façon définitive de *s'émanciper* pour de bon, c'est-à-dire de dépasser enfin une animalité rendue jusqu'à présent confuse, imposée par une Histoire subie faute de compréhension. Il va de soi que les implications sociétales et politiques d'une telle découverte sont sans précédent, puisque, désormais, tous les peuples et leurs citoyens savent à quoi ils ont légitimement droit, ce qui remplacera avant longtemps leurs protestations imprécises en forme de refus par la proposition irréfutable d'une solution enfin juste et pacifiée.

La partition biéconomique, de *fait* ou de *principe*, apparaît donc plus que jamais comme la condition *sine qua non* de la Paix à travers le monde entier, et chaque peuple pourra s'approprier cette invention pour l'adapter à sa propre culture, s'agissant des biens et services considérés, sachant que la sphère politique sera bien obligée d'évoluer de son côté en direction de la démocratie la plus locale et la plus directe qui soit. Ce besoin de cohérence politico-socio-économique impliquera tôt ou tard une évolution vers la biéconomie délodiste *de fait*, même si la souplesse de ce principe universel permet aussi d'en passer par une version de pur principe à titre temporaire, rejoignant en cela l'option du sas historique d'une Sixième République avant la Septième, du moins concernant le cas français. La liberté individuellement partagée qui découle de ces principes pourra enfin offrir à chaque être humain la juste parcelle de souveraineté à laquelle il a droit par le hasard mystérieux de l'Existence, afin qu'il soit autant que possible maître de ses choix et de son temps de vie dans le respect des autres et de la planète. D'où l'intérêt d'explorer la valeur sociétale du temps en question dans le cadre contemporain des conditions de travail si communes à l'écrasante majorité des humains d'aujourd'hui.

2 - Durée Hebdomadaire du Travail et Productivité.

Parmi les conditions pratiques du travail dans le cadre réaliste de la plupart des emplois, et malgré de nombreuses variantes observables et souvent techniquement justifiées, la durée hebdomadaire du travail est devenue un repère essentiel de la vie quotidienne et du débat sociétal, en tant que contrainte légalement décrétée et déclinée en maints cas plus ou moins particuliers, au fil d'une improvisation historique construite sur la violence « légale » de la loi du marché et trop partiellement temporisée par des progrès sociaux gagnés de haute lutte, via l'équilibrage toujours précaire d'une contre-violence tout aussi humainement dommageable.

Cet état permanent de conflit social latent ou explicite constitue la trame dramatique de l'Histoire humaine, interdisant la sécurité et la juste Paix auxquelles tout un chacun devrait avoir droit, et l'aliénation généralisée qui en résulte condamne *de facto* dominants, indépendants et dominés aux choix dès lors totalitaires d'un mono-système aliénant qui les prive de temps libre autant que de sérénité. Indépendamment des horaires qui peuvent toujours être « aménagés » en fonction de chaque profession, force est d'observer que la durée hebdomadaire moyenne du travail a très peu évolué depuis les années 50 dès lors qu'on la compare aux gains de productivité réalisés dans quasiment tous les métiers, grâce aux progrès techniques de la mécanisation, de l'informatique et de la robotisation, sans même tenir compte de l'efficacité organisationnelle de la division des tâches qui a également progressé. Il ne s'agit pas là de la productivité vue sous l'angle micro-économique de la rationalité de telle entreprise ou tel secteur, sous la pression extrême de la concurrence des marchés (productivité touchant aux *cadences*, et dont la progression ne paraît jamais suffisante aux yeux des grands patrons et des actionnaires), mais de l'agrégation des formidables avancées techniques de l'humanité et de leurs avantages potentiels hélas insuffisamment « démocratisés » à l'échelon *macro*-économique ou collectif, via un processus historique et cumulatif remontant même jusqu'à l'Antiquité, et dont la « Révolution Industrielle » a autorisé le décollage le plus spectaculaire, tandis que les

immenses progrès accomplis depuis lors ne se sont toujours pas traduits en évolution sociale ou sociétale comparable et donc *proportionnelle*, surtout en ce qui concerne le rythme du travail, le partage des fruits de ce dernier, et la libération *optionnelle* de la moitié du temps disponible à longueur de vie pour chaque citoyen ou adulte-actif (ici au sens de jours ouvrables et durée hebdomadaire moyennée culturellement convenus).

Le retard systématique d'évolution, voire l'absence d'évolution, du temps de travail hebdomadaire légalement imposé concrétise hélas l'inertie d'une société mono-systémique entièrement basée sur l'intérêt privé de l'initiative individuelle, puisque, en toute spontanéité, le réflexe des employeurs soumis à la loi du marché ne saurait tenir compte des conséquences sociales de leur *comportement*, la rationalité *privée* de ce dernier s'avérant a minima en semi-contradiction historique permanente avec l'intérêt *public*. Afin de compenser les abus de pouvoir inévitables, le plus souvent sous la pression de violentes revendications populaires, les gouvernements sont censés résoudre l'équation sociétale duale déjà mentionnée, par l'établissement d'une réglementation légale minimale, mais l'absence de démocratie authentique et la puissance des monopoles économiques interdisent toute évolution en douceur permettant d'ajuster le temps de travail hebdomadaire sur l'évolution si spectaculaire de la productivité « technologique » dans le long terme.

Par la vertu routinière des habitudes prises de longue date, il est rationnel pour tout employeur de maximiser le temps de travail imposé à chaque employé, selon une tradition héritée d'époques lointaines à très faible productivité, fixant ainsi un réflexe intégré de façon quasiment génétique au fil des générations. Á long terme, le comportement et la mentalité qui en résultent dictent peu à peu une loi commune confortée par un vaste échafaudage institutionnel, technocratique et centralisé, dont le manque de souplesse évolutive est proportionnel à l'envergure. Or, sachant bien que toute évolution en douceur supposerait la remise en cause de ladite habitude par ceux-là même qui en profitent, il n'est pas surprenant que le retard d'évolution s'aggrave constamment pour ne se rattraper que très partiellement de crise en crise et sous l'effet explosif d'un *burn out* social périodique.

Á quoi servent donc le progrès technique et la multiplication par dix, vingt ou cinquante de la production horaire individuelle si tous ceux qui travaillent n'en retirent pas le moindre temps libre, alors même que la surproduction artificiellement entretenue pollue la planète tout en maintenant la misère et la précarité du plus grand nombre ? En vertu de quelle aberration managériale faut-il ainsi continuer d'exploiter à temps plein, et sur un rythme toujours accéléré, de moins en moins d'actifs pour de plus en plus d'inactifs dépendants, sans jamais distribuer en une juste proportion les gains de productivité à ceux dont le travail en est la source principale ? Les systèmes de supposé intéressement du personnel ne répondent en aucune manière au besoin légitime de rééquilibrage entre temps de travail et salaire, pas plus que les primes ponctuelles et variables qui évitent la mise à jour régulière de celui-ci, ce qui explique le décalage permanent entre production, productivité et pouvoir d'achat, si typique de la contradiction la plus fréquente du capitalisme. Pour s'en tenir au seul temps de travail, et en lien avec les réflexions du chapitre précédent sur la répartition de l'activité entre tous les citoyens et toutes les classes d'âge, force est ici de reconnaître le gâchis incommensurable que suscite un temps plein officiel habituellement imposé de trente-cinq à quarante heures hebdomadaires au sein d'une société prétendument développée, sachant que le temps complet maximisé en durée comme en intensité est rendu artificiellement nécessaire (y compris pour le salarié) par la compression des salaires dérivant d'une concurrence mondialisée *sociétalement* aussi déloyale que destructrice.

Certes, la « mise en concurrence » internationale imposée par la suppression des frontières commerciales semble interdire toute idée de réduction du temps de travail, au point de remettre en cause une *réforme des trente-cinq heures* à la fois fort maladroite et dûment sapée par une contre-attaque managériale hélas bien prévisible via la surproductivité et la flexibilité, s'agissant ici du cas français. Mais c'est précisément par l'exportation des contradictions sociétales via le commerce international mondialisé que le mono-système hyper-libéral évite de se remettre en cause et de partager les fruits d'un travail plus productif que jamais, se refusant à « octroyer » des hausses de salaire ou une semaine travaillée

réduite, interdisant par la même occasion aux pays les plus avancés de servir d'exemple en accédant enfin à l'ère postindustrielle d'un temps libéré, doublé d'une modération optimale de croissance humainement et écologiquement indispensable.

Ici encore, au lieu de rester aveuglé par ce tour de passe-passe mondialiste en croyant que la réalité mono-systémique planétaire est incontournable dans sa seule forme *ultra*libérale, il est plus que jamais essentiel de rappeler haut et fort que ce qui est international pour les uns n'est que national pour les autres, ce qui revient à dire que l'échelle de réflexion pertinente reste celle d'une entité politique et sociale donnée, dans la cohérence nécessaire de sa pyramide sociétale, contrairement à la jungle mondiale et désormais ingérable mise en place par les intérêts multinationaux. Le commerce international fera naturellement l'objet d'une réflexion ultérieure, mais le prétexte si éculé de la compétition internationale ne saurait interdire de réfléchir à la cohérence sociétale de chaque république indépendante, quitte à réaffirmer inévitablement les frontières nécessaires à toute souveraineté digne de ce nom, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris économiquement.

Si l'on raisonne en termes de finalité sociétale de tout progrès, le conflit des rationalités micro et macroéconomiques se révèle aussitôt en observant le résultat ubuesque des sociétés mono-systémiques sous la seule direction du surprofit privé. Concernant en particulier les pays dits développés, lesquels sont toujours censés montrer la voie de l'avenir du fait qu'ils ont déjà franchi toutes les étapes précédentes d'une évolution matérielle en grande partie inéluctable, le moins que l'on puisse dire est que le plafond de chaque espace comptable national démontre l'impasse des contradictions en question, expliquant à quel point il était essentiel pour les superpouvoirs économiques et multinationaux de faire éclater le carcan correspondant, histoire de retarder autant que faire se peut l'étape logique de l'ère postindustrielle et sociale du partage universel des fruits de la croissance, dans le respect de la liberté inoffensive ou de la juste hiérarchie différenciatrice et avec en prime la libération d'un si précieux temps de vie humaine.

Or, par la grâce amère de la mondialisation, le progrès social, qui va en principe de pair avec une gestion écologiquement compatible vis-à-vis de toutes les espèces vivantes, Humanité comprise, se réduit au non-sens le plus absolu, puisque la multiplication de la productivité n'a entraîné aucune avancée un tant soit peu proportionnelle concernant la durée légale du travail, sans compensation salariale tangible pour autant. En pure logique, cependant, le progrès technique devrait permettre de multiplier la production en rendant les produits d'autant plus accessibles à chacun, et parallèlement autoriser une baisse constante des contraintes horaires hebdomadaires, seule façon sensée de partager le droit-devoir du travail et son pouvoir d'achat entre un maximum de citoyens. Au lieu de cela, l'évolution la plus récente creuse chaque jour un peu plus le fossé débile opposant des actifs surbookés jusqu'aux limites du *burn out* et incapables de profiter sainement du trop peu de temps libre qu'il leur reste, à un nombre toujours croissant de sous-citoyens peu à peu exclus et condamnés à se précariser, sans avoir aucun moyen de profiter d'un temps surabondant qui n'a plus rien de libre pour cause de mort sociale.

Pourtant, contrairement aux promesses politiciennes d'un plein emploi rendu toujours plus inaccessible par les contradictions du mono-système actuel, la tendance lourde de l'innovation technologique et de la robotisation signe la fin du travail ou de l'emploi classique, surtout en ce qui concerne de nombreux salariés aux tâches les moins qualifiées, tandis que la maximisation du rendement financier met au chômage des quinquagénaires désemparés et comprime les salaires en dépit d'une productivité sans précédent. C'est au cœur de cette centrale économique que s'opère ainsi l'étrange et triple paradoxe associant le gaspillage de la surabondance à une précarisation généralisée, le mélange constant du nécessaire ou vital et du vain superflu, ainsi que le surmenage des actifs *versus* la destruction tant physique que psychologique des inactifs, en interdisant au passage tout choix individuel équilibré entre le temps et l'argent, via la fatidique impasse du *tout* ou *rien*.

Or, que l'on raisonne en termes de biens et services disponibles, ou de temps potentiellement libérable, la finalité inéluctable du progrès n'est autre que le partage minimal sans lequel tout le monde se retrouve

perdant, aliéné dans un rôle ou un autre sur la scène Shakespearienne de la vie sociale. L'emploi est un gagne-pain indispensable par définition, résumant le « droit-devoir » de travailler précédemment exploré, mais le travail, pas plus que l'argent qu'il procure, ne saurait être une finalité suffisante s'il dévore l'essentiel du temps quotidien dans des conditions de rythme de plus en plus insupportables pour la santé de chacun.

Cela revient à dire que, compte tenu de la productivité moyenne et générale actuelle, il est aberrant et *sociétalement* contreproductif de consacrer au travail autant d'heures hebdomadaires qu'il y a cinquante ans. Une telle absence d'évolution condamne un nombre croissant de citoyens au chômage et à l'assistanat, aux dépens de la dignité à laquelle ils ont droit, tandis que la surexploitation devient le lot empoisonné des actifs préservés. Il sera donc indispensable, tôt ou tard, de réduire très sensiblement la durée légale du travail salarié, quitte à réduire en partie le salaire, bien que le pouvoir d'achat de ce dernier puisse se maintenir compte tenu précisément de l'effet-prix qu'implique chaque hausse de productivité bien comprise. Car c'est toujours la Loi commune qui doit définir la rationalité collective du vivre ensemble économique et social et rendre compatible l'initiative privée et l'équilibre sociétal.

Sur la base de l'analyse minutaire des données impliquant non seulement le travail, mais encore les biens et services qui en résultent, les économistes de demain auront les moyens d'objectiver enfin tous les paramètres macroéconomiques pour que les citoyens puissent définir leur choix optimal, leur « centre de gravité sociétal », entre la durée du travail, sa valeur salariale et l'évolution de la productivité. La répartition en trois tiers des gains de productivité (hélas faussement promise) entre l'entreprise, les actionnaires et les employés, devrait faire l'objet d'un choix citoyen majoritaire, en parfaite conscience des intérêts *mutuels* à ménager, tandis qu'une règle d'or devrait consacrer la semaine de quatre jours comme base légale effective, compte tenu des progrès accomplis, dont les meilleurs effets ne sont encore que potentiels faute d'évolution des mentalités. Du moins peut-on s'attendre à une telle orientation, mais à condition d'adopter les solutions tempérantes du biéconomisme et du délodisme.

Par le jeu faussé des comportements spontanés en milieu mono-systémique libéral, tout est fait pour faire croire que le travail à plein temps est vital, et ce, d'autant plus facilement que ce dernier n'est pas rémunéré en due proportion de sa formidable productivité et que les prix imposés sont artificiellement surévalués jusqu'aux fausses apparences du discount sans qualité. Pris dans l'étau du double statut de travailleur et de consommateur, le citoyen se laisse ficeler par le crédit et accumule des biens dont il n'a pas le temps de profiter, s'assurant un niveau de vie toujours incertain sans jamais avoir le libre choix du mode de vie que suppose le panachage si essentiel entre le temps et l'argent. Qui plus est, mis en concurrence au sein d'une mondialisation sauvage, le voilà forcé de suivre un rythme de travail sans cesse accéléré, au point de subir une surexploitation comparable aux pires souvenirs de l'histoire industrielle, à cette différence près que le surmenage nerveux et psychique a pris le relais de la fatigue physique. Au final, le degré de violence systémique désormais atteint dans le travail quotidien, curieusement proportionnel aux niveaux d'éducation et de responsabilité de la plupart des employés, empêche les citoyens actifs de relever la tête de leur guidon, autant que de choisir leur rythme optimal et leur destination. Cette condition de vie au travail, peu ou prou digne d'un « forçat » contemporain, relève d'une forme d'esclavage moderne pour la seule satisfaction d'une minorité de dominants elle-même dépassée par la nature de plus en plus délinquante de son propre comportement, dans un contexte où plus aucun pilote ne se sent responsable de l'avion en perdition, faute de système politique démocratique et de solution rationnelle biéconomique.

Pour tenir compte de l'évolution technologique et des immenses progrès de productivité qui ont pu en résulter, mais aussi de la réduction tendancielle inévitable du volume de travail nécessaire qu'impliquent déjà la robotisation et l'intelligence artificielle, sans oublier la saturation matérielle du marché de la plupart des produits et services, il est crucial et urgent de réduire la semaine travaillée officielle à l'*équivalent* de quatre journées de 8h en tant que base légale définissant un emploi à plein temps concernant les sphères privée et publique. La moindre prise de recul ou de conscience vis-à-vis de la réalité actuelle et de sa rapide

évolution ne peut que corroborer une telle mesure, du quadruple point de vue pyramidal d'une logique proprement « exhaustive », c'est-à-dire politique, sociale, économique et culturelle, tandis que la semaine active de quatre jours représente à elle seule les progrès implicitement attendus par les citoyens des nombreux pays déjà suffisamment développés, du moins en matière de dosage hebdomadaire *moyen* du travail.

Quelle que soit l'application d'une telle mesure à l'échelon du salarié et de son entreprise, en réduisant proportionnellement la journée, la semaine ou le mois, et aussi surprenante que cette évolution puisse paraître puisqu'elle prend à rebours la folie mondialiste d'aujourd'hui, cette proportion de travail correspond au véritable besoin d'une société enfin équilibrée, dont les nouveaux termes de rythme et de temps de travail pourront être ultérieurement réajustés par la volonté citoyenne majoritaire, dans le cadre apaisé d'une biéconomie délodiste tôt ou tard inévitable, que celle-ci soit de fait ou de principe, c'est-à-dire concrète ou par calcul de répartition. En termes de santé physique et d'équilibre psychologique, cela répond au besoin du temps libre indispensable pour que chacun puisse gérer son quotidien personnel et familial sans stress, en savourant déjà *tout au long de sa vie active* les fruits mérités d'un travail devenu dès lors quantitativement moins aliénant. D'un point de vue plus macroéconomique, ladite semaine de quatre jours favorisera un indispensable rééquilibrage entre employeurs et employés en permettant enfin de répartir le travail sur le plus grand nombre possible de citoyens via la création d'emplois, tout en renchérissant à juste titre une valeur-travail devenue ainsi plus rare à plein-temps. De plus, l'équilibre social et politique de l'avenir ne pourra s'en trouver que définitivement garanti puisque, dans le cadre délodiste et biéconomique, tous les citoyens étant actifs, les deux Domaines, Public et Privé, se répartiront logiquement à égalité l'ensemble de toutes les activités socio-économiques minimales au sens légal ou minutaire de la répartition, tandis que sur un plan plus philosophique et donc culturel, les changements cruciaux ainsi réalisés favoriseront un partage de plus en plus optimal entre temps et argent ou *être* et *avoir*, afin de remettre dans l'ordre les finalités et leurs moyens correspondants, tant du point de vue individuel que collectif.

En prime, la maturité citoyenne et responsable induite par une telle évolution ira forcément dans le sens du respect de l'environnement, ne serait-ce qu'en réduisant les besoins par la jouissance d'un vrai temps libre propice à l'autoconsommation et à la saine frugalité que procure l'être libéré de l'avoir, tandis que la cinquième journée, en disparaissant du paysage actif du futur temps complet légal, répondra au besoin vital de décroissance dont tant d'économies obèses ont urgemment besoin.

Ici encore, cette démonstration théorique reste à confirmer via la description minutaire de la réalité socio-économique, tant l'affirmation d'une semaine de quatre jours peut paraître péremptoire aux esprits trop imbibés de néolibéralisme. Par ailleurs, l'apaisement sociétal vécu via le travail et ses futures conditions de volume horaire et de rythme devrait relativiser cette question, en laissant le choix final aux Tempérants de l'avenir, voire à chaque citoyen en fonction de priorités fort variables selon telle ou telle période ou tranche de vie, et ce, d'autant plus que les activités professionnelles ne seront plus subies ni ressenties comme une torture ou autre obligation aliénante, à l'opposé de la tendance actuelle.

Il va dès lors de soi qu'en fonction des cultures historiques, les Citoyens Tempérants de demain seront libres de définir et d'ajuster cet équilibre biéconomique indispensable, collectivement selon la majorité délodiste, et individuellement en devenant plus libres que jamais de *sur*-travailler dans la sphère privée, y compris dans le cadre du temps dit *intime*, sachant ici que par définition, sur une semaine de quatre jours comme de six, voire sept, la participation obligatoire au Domaine Public ne devrait jamais dépasser la juste proportion précédemment pressentie comme étant optimale, sous réserve d'être confirmée par la suite de ces *Réflexions*. Une fois encore, et quels que soient les choix majoritaires concernant la définition qualitative et quantitative du Domaine Public, en termes de biens et services matériels et culturels, l'essentiel sera de respecter une parfaite symétrie entre les deux sphères complémentaires, sur la base d'une semaine ouvrée officiellement définie, mais évolutive. Le principal intérêt sera de déterminer ainsi, par déduction, le demi-volume horaire du *travail minimal* requis par les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne et du Domaine Public, tandis que la participation de

nature financière correspondante proviendra d'un calcul aussi égalitaire, mais en termes de proportionnalité et au prorata des revenus de chacun.

Ainsi pourra s'offrir à tous l'avenir prochain d'une solution aussi équitable qu'équilibrée en matière d'emploi, de temps de travail et de productivité socialement rationalisés dans le noble but d'économiser la sueur des êtres humains, le sang de leurs inutiles violences et les toutes les richesses planétaires qui s'en trouvent si honteusement gaspillées.

3 - Intensité Professionnelle et Pénibilité.

La *productivité* définit le résultat concret d'un travail donné, dans les conditions de la pratique technologique et organisationnelle du moment, en mesurant la « production » achevée sur une période prise comme référence, à l'instar de la productivité horaire ou minutaire d'un ouvrier sur une chaîne de fabrication, du nombre de dossiers travaillés par l'employée d'une administration, ou de commandes prises par un agent commercial. Indépendamment de la « rentabilité » que suppose la différence entre le prix de vente final et le prix de revient ou coût, la productivité n'est pas uniquement une question de technique matérielle, puisqu'elle s'appuie aussi biologiquement sur le temps humain consacré à l'activité considérée, en particulier via *le rythme de travail* plus ou moins intense imposé au salarié, voire librement choisi en cas de travail « indépendant » de toute forme d'autorité.

De fait, la minutée ne mesure que le temps de vie « attaché » à l'effort de tout travail, comme à la durée équivalente de tout statut (dans le sens le plus large de ces termes), temps dont la valeur universelle est *objectivement* immuable puisque biologiquement égalitaire, alors que le rythme de travail, en tant qu'*intensité professionnelle*, peut quant à lui varier principalement en fonction des conditions de vitesse d'exécution imposées. Dès lors, pour une même durée de travail et dans les mêmes conditions techniques, l'intensité professionnelle peut occasionner une *surproductivité* ou -plus rarement- une *sous-productivité* chronique, ces

deux variantes possibles révélant respectivement une vitesse de croisière professionnelle au-delà ou en-deçà du rythme *optimal*.

L'intensité professionnelle optimale peut quant à elle se mesurer en tant que rythme de travail permettant à tout employé ou salarié, ou même travailleur indépendant, de *vivre* son activité sans effet *négatif*, c'est-à-dire entraînant un ressenti anormalement fatiguant, qu'il s'agisse du stress excessif d'un rythme harassant ou de l'ennui démotivant d'un manque d'occupation. La *vitesse* imprimée à l'acte productif joue donc un rôle déterminant sur la capacité de chacun à s'impliquer dans toute tâche ou fonction de manière *endurante*, autorisant une récupération à la fois physique et mentale optimale à l'échelon de la journée comme de la semaine, à travers un ajustement permanent aux conditions techniques du travail en question. Sinon, une forme ou une autre de fatigue ou de démotivation s'installe, dont les effets sont tôt ou tard préjudiciables à la santé, sans même compter les conséquences immédiates et permanentes de tels déséquilibres sur la productivité optimale, ainsi que concernant les risques d'accident corporel ou psychique.

Dans la pratique professionnelle la plus quotidienne, tout rythme de travail anormalement excessif ou insuffisant entraîne en effet une sorte de surexcitation ou de débranchement de l'attention selon le cas, occasionnant des erreurs, des oublis et autres fausses manœuvres qui sont autant de gaspillages de temps, d'énergie et de produits ou services, réduisant en fait la productivité moyenne idéale techniquement possible. Du point de vue du salarié, la démotivation se traduit par un dégoût vis-à-vis du travail en question, y compris concernant les emplois a priori les plus motivants et qualifiés, mais aussi par le stress négatif de la trop fameuse *boule au ventre*, dans un mélange empoisonnant de sensations contradictoires telles que l'impression d'être harassé par la hiérarchie, surmené par le volume de travail, dépassé par l'accélération constante des tâches, jusqu'au point de se croire « incompétent ». Á l'inverse, une forme de désœuvrement diffuse dans le mental du salarié la certitude d'être sous-estimé, sous-employé dans une tâche semi-fictive et exclu de l'ascenseur social, sans la moindre perspective d'évolution, le rythme se transformant alors en routine aussi ennuyeuse que démotivante.

Entre ces deux situations extrêmes, dont la première est toujours encouragée par logique spontanée du libéralisme, la détermination de l'intensité professionnelle optimale apparaît donc comme une condition fondamentale du respect de tout être humain au travail, sur la base d'une productivité minimale associant la compétence la plus courante d'une personne « normalement constituée » à un rythme physiologiquement et mentalement soutenable sur la durée. L'égalisation de la pénibilité ne peut s'obtenir qu'en tenant compte de l'intensité professionnelle, sur la base fiable des statistiques et de l'expérience collective. Il y a certes des métiers plus durs ou plus dangereux que d'autres, lesquels supposent un rythme ou des conditions de travail en équipe appropriées, mais toute tâche doit se mesurer aussi « objectivement » que possible à l'aune de l'équilibre que suppose la santé des employés et salariés. Á cet effet, il est aussi triste qu'étrange d'observer que, malgré leurs syndicats, si ce n'est parfois à cause d'eux, les citoyens-travailleurs ont fini par se plier à un rythme horaire et quotidien constamment accéléré sous la pression de managers imprégnés de productivisme néolibéral, y compris dans la plupart des administrations d'aujourd'hui. C'est de cette façon que les avantages de la *réforme des trente-cinq heures* se sont vus confisqués par l'exacerbation d'une surproductivité imposée, via une cadence de travail et une flexibilité aussitôt accrues, au point d'aboutir à une fatigue additionnelle annulant les effets de l'avantage acquis, tandis que même les cadres se sont habitués à rester disponibles quasiment jour et nuit, weekend compris, pour assumer le volume de travail d'un emploi à mi-temps supplémentaire et impayé, si ce n'est même beaucoup plus.

L'intensité professionnelle, située au cœur de la qualité de vie au travail, devra donc faire l'objet d'un calcul constamment affiné au fil du progrès technique, et ce, d'une façon aussi démocratique et locale que possible, au lieu de dépendre du seul point de vue managérial dans le contexte d'une mondialisation financière dont le rêve constant est de faire régresser les sociétés les plus avancées jusqu'aux pires conditions d'exploitation des actuels *ateliers du monde*. Quelle que soit l'échelle locale ou nationale, le rythme de travail peut en effet se définir de façon objective et quasi scientifique, ce qui est déjà partiellement le cas dans

toute entreprise soucieuse d'efficacité maximale, bien que justement pas optimale, faute de respecter la santé et le bien-être de la plupart des salariés. Ce sont d'ailleurs les cadres de la classe moyenne qui payent le plus lourd tribut en matière de stress, dans la mesure où les cols bleus, plus souvent protégés par des syndicats plus revendicatifs, ne peuvent se plaindre que de leurs salaires toujours trop bas et des plans sociaux qui désindustrialisent encore l'Europe. Il va dès lors de soi que le Domaine Public devra définir et contrôler le rythme de travail et la productivité moyenne qui, pour un contexte donné, correspondent à *toute* personne physiquement et mentalement apte à accomplir la tâche considérée, sur une durée impartie déterminée en collaboration avec les syndicats et le patronat. Cette officialisation évolutive servira d'étalon de mesure de la productivité minimale requise pour tout emploi équivalent concernant le *Service Citoyen* des adultes insuffisamment autonomes et localement pris en charge par chaque Commune, sachant qu'en contexte tempérant, le rééquilibrage de la relation entre employeur et employé ne pourra que réduire les cadences infernales imposées par l'ultralibéralisme actuel, au sein des deux futurs secteurs sociétaux concernés.

Les nombreux débats actuels sur la pénibilité cachent en réalité ce besoin de définition équitable et sécurisante de *tout* travail, en même temps que l'universalité de l'effort que ce dernier suppose. Toutes les tâches, tous les métiers, sont *pénibles* en tant qu'obligation d'un effort forcément quelque peu routinier, sacrifiant à jamais un temps vie par définition éphémère et précieux. On ne peut travailler qu'en se donnant un minimum de peine, et tout dépend en réalité des conditions concrètes de l'environnement professionnel en cause. Réclamer des avantages *spécifiques* au nom d'une pénibilité ou d'un risque procède surtout de la fragmentation actuelle de nos sociétés en perdition, par le biais d'un réflexe corporatif bien compréhensible face à l'absence d'évolution en matière salariale et à la déconsidération sociétale qui en découle, et plus encore, face à l'insuffisance des effectifs et des matériels nécessaires au confort optimal des employés concernés. Á cela s'ajoutent précisément, outre la dégradation de l'environnement sociétal du métier considéré, les conditions même de travail, le rythme insoutenable et l'insécurité si souvent dénoncés étant surtout dus à l'absence d'embauches suffisantes,

résultat direct d'un management ultralibéral *totalitairement* comptable. La pénibilité est alors ressentie différemment selon les métiers publics, ou privés, mais il est symptomatique d'observer que les revendications correspondantes sont beaucoup plus fortes du côté des services publics, en raison de l'absence relative de concurrence, face au remplacement de la politique sociale par une gestion bassement managériale, dont le but est de privatiser peu à peu tout l'espace public « rentabilisable » dans l'intérêt mono-systémique et minoritaire que l'on sait.

Qu'il s'agisse de la police, des personnels judiciaires, médicaux ou éducatifs, toutes les « corporations » du secteur public souffrent des mêmes maux, tandis qu'une désocialisation généralisée multiplie une violence de plus en plus insoutenable, sur fond de suppression délibérée des services nécessaires à tous. De leur côté, dépourvus de fait du droit de se plaindre sous la menace réelle de la précarisation professionnelle, les employés du secteur privé subissent sans défense les mêmes coups, jusqu'aux limites de la dépression. Au final, les uns et les autres, ficelés par la tentation facile, voire le besoin vital, de l'endettement, se laissent caricaturés au travers d'une vaine opposition savamment orchestrée par le pouvoir et des médias trop souvent superficiels, afin d'entretenir le *statu quo* d'un enfumage complexe au point d'en devenir illisible.

Tout cela n'est que le résultat d'une déshumanisation qui reflète le triste effondrement sociétal de la fameuse pyramide, sous l'effet de la cupidité à courte vue des drogués de l'argent et du pouvoir. Que cela soit volontaire ou non, que la *main invisible* du marché soit guidée ou non, l'actuel fiasco planétaire profite toujours aux mêmes, confirmant hélas l'approche d'un point de non-retour à travers le cercle vicieux de toutes les formes de violence et de leurs tristes reflets extrémistes. Avec sa cohorte de régressions idéologiques ou religieuses propres aux plus nostalgiques, doublée de l'inévitable décadence morale des mœurs via maintes formes de drogues, la fallacieuse promesse de l'Europe libérale et de sa globalisation démontre plus que jamais en creux la cohérence de la thèse délodiste et biéconomique ici proposée, en confirmant que tout travers constitutionnel aboutit, de crise en crise, aux plus grands risques de guerre civile ou internationale.

Même si les ressorts d'un tel gâchis sont largement remontés au point faire craindre à certains *la fin du monde*, il est ici prometteur de constater qu'une issue enfin pacifique est non seulement possible, mais désormais certaine à plus ou moins long terme, preuve qu'il ne s'agit dans le pire des cas que de la fin d'*un* monde qui n'a plus sa place dans l'Histoire. Mieux encore, en incluant le principe biéconomique dans leur constitution délodiste, les citoyens Tempérants éviteront désormais tous les hoquets du passé, du moins s'agissant-là des violences et injustices d'origine sociétale ou systémique, et de leurs effets délétères avérés sur les comportements individuels ou regroupés.

Concernant le rythme de travail et la pénibilité, il est facile de faire mieux qu'aujourd'hui et de trouver l'équilibre optimal dès lors que l'on regarde cette même réalité sous l'angle biéconomique, puisque la juste revalorisation du travail et le partage universel du temps donneront aussitôt les moyens de ré-enraciner tous les paramètres sociétaux en jeu sur la seule valeur objective et universelle que représente la minutée. Au risque de jouer sur les mots, force est de constater que les revendications corporatistes de prime à la pénibilité expriment la déprime résultant des conditions de travail, en termes de personnel, de moyens matériels et de salaires. Il paraîtrait en effet insultant vis-à-vis des policiers, pompiers et autres militaires, par exemple, de considérer qu'ils se sont librement engagés sans connaître les dangers inhérents à leur métier, alors que ce sont ces mêmes risques, par ailleurs stimulants, qui attirent précisément leurs caractères courageux. De fait tous les métiers physiques et intenses sont susceptibles d'impliquer quelque danger crucial, et l'évaluation de chaque pénibilité spécifique ne saurait être que subjective, a fortiori dès lors que l'on considère la contrainte de la fatigue psychique ou nerveuse que toute autre profession peut aussi impliquer.

En réalité, tous les métiers se valent du point de vue humain le plus objectif, et un minimum de recul historique permet de comprendre que toute pénibilité réelle jugée insupportable provient soit d'une juste intolérance induite par l'évolution des mœurs au fil du temps, soit de la dégradation sévère des conditions de travail telle que rappelée plus haut,

sachant que ces deux causes coexistent le plus souvent. Les salaires sont donc un élément essentiel, car pour s'en tenir ici au seul propos de la présente section, force est de reconnaître que la pénibilité plus ou moins ressentie désormais dans tous les contextes professionnels n'est que le résultat direct et palpable, en termes de santé individuelle physique et psychique, de la déréglementation ultralibérale si injustement imposée depuis plusieurs décennies aux secteurs privé et public, pour cause de pingrerie comptable pathologique des sommets hiérarchiques et autres abus de pouvoir détournant l'argent vital objectivement dû au personnel de chaque structure, le tout se trouvant aggravé par l'intensification sans limite des cadences professionnelles et l'augmentation correspondante du volume de travail à accomplir.

Les progrès techniques les plus récents, dont les conséquences sur la productivité peuvent être si positives, sont faussement accusés de tous les maux sociaux qu'ils semblent induire, alors que c'est la *finalité de leur utilisation* dévoyée qui supprime tant d'emplois et interdit le logique avènement d'une ère de services équitablement partagés en lieu et place d'une surproduction égoïste et matérielle. Tout cela à cause du mélange confus des besoins complémentaires de notre double nature individuelle et sociale, dont l'effet a jusqu'à présent condamné tous les humains aux comportements bestiaux d'une concurrence vitale à moitié utile, aux dépens d'un instinct grégaire pour moitié indispensable.

Dans le cadre biéconomique d'une société enfin démocratique, tout progrès technique ne peut être que bienvenu et utilisé dans l'intérêt général, non seulement au sein d'un secteur public forcément géré en fonction des choix majoritaires, mais aussi bien concernant le secteur privé, puisque la vraie concurrence de toutes les initiatives individuelles ou associées pourra spontanément en exclure les pires pratiques, par la disparition des rapports de force *vitaux* dans l'espace du libre marché. D'un point de vue mono-systémique, forcément libéral, le temps n'est qu'un prétexte à faire de l'argent et chaque personne est comptabilisée comme un coût, donc un profit perdu dont il faut minimiser la valeur en frôlant asymptotiquement la limite du supportable, ce qui encourage l'accumulation inégalitaire et la surproduction la plus polluante de biens

matériels inutilisables faute de temps, d'où découle la déshumanisation d'une décadence périodique aussi garantie qu'inutilement violente, alors que désormais, la solution équilibrée du délodisme biéconomique offre sur un plateau le moyen de calculer et répartir en assurant l'existence de chacun dans les deux sphères qui définissent notre Humanité, pour une juste Paix dès lors profitable à *tous*. Les conditions de travail, en termes d'intensité professionnelle, auront pour effet de supprimer autant que faire se peut la pénibilité de chaque métier dans le Domaine Public, dont les contraintes seront rendues universelles en termes de minutées tout autant que de moyens humains et matériels, puisque dans un tel système la richesse « suprême » ne saurait être que la personne humaine et son précieux temps de vie, lequel deviendra d'autant plus abondant qu'il sera intelligemment partagé. En effet, la source unique et universelle de la valeur socio-économique étant la minutée humainement concrétisée par le travail, il reviendra à chaque Commune ainsi qu'à l'État de définir tous les besoins publics en fonction des choix majoritaires des citoyens et des moyens disponibles, pour couvrir toute l'étendue biéconomique des 50% de Bien Commun que devra tôt ou tard garantir une société humaine équilibrée et définitivement apaisée, ce qui incitera le secteur privé à s'aligner à terme, en particulier en matière de revalorisation du travail, via la hausse du salaire horaire moyen et la « tempérisation » des conditions pratiques du couple pénibilité-productivité.

Cette prochaine réalité correspond à la tendance historique déjà observée au travers de la quête empirique de l'équilibre bisphérique, corroborant également le besoin de développer les services publics et le secteur tertiaire partagé, aux antipodes de la politique si privatisée ou *privatisante* des P.D.G.-politiciens que filtre le principe électoral des partis-lobbies et de leurs minorités aussi ambitieuses qu'égoïstes. Il est pour le moins logique qu'après tant de progrès techniques et matériels, rendus mondialement si excessifs par manque de Justice ou d'équité minimale, l'Humanité s'oriente enfin vers l'Age de l'Être *éco*-logique, via la répartition d'un temps partagé que seule la solution délodiste et biéconomique peut assurer en toute transparence. Au cœur du travail et de son rythme, la pulsation optimale pourra dès lors se mettre en place et plus encore se maintenir dans la durée, motivée par le retour du *sens*

de toute activité, pour une finalité à la fois individuelle *et sociale* que l'absence historique de la double solution ici proposée rendait jusqu'à présent inaccessible. Ainsi le travail *tempérisé* deviendra-t-il un mode de vie aussi épanouissant que le loisir.

En résumé, tout emploi, à plus forte raison public, se décrète par sa nécessité, autrement dit son *utilité commune*, et l'intensité rythmique qui lui correspond techniquement peut se mesurer objectivement sur la base de la préservation de la santé et de la motivation du salarié ou de l'employé, garantissant à chaque citoyen une égale pénibilité optimale, ajustée à la nature même du métier ou de la fonction considérée. Pour ce qui concerne le secteur privé, la liberté qui doit prévaloir permettra de faire osciller l'intensité professionnelle dans des proportions beaucoup plus supportables, via l'effet spontanément rééquilibrant de la Garantie Citoyenne du Domaine Public, sauf naturellement pour tous ceux qui décideront individuellement et en toute connaissance de cause de suivre un rythme de travail « sur-productif », le cas échéant, à l'instar de tous les artisans et indépendants qui prennent plaisir à « sur-travailler » pour eux-mêmes, prouvant en cela qu'une passion professionnelle peut aussi s'assimiler à un loisir. La grande différence induite par la biéconomie en matière de conditions de travail tiendra, ici encore, à l'assurance d'un libre choix propre à équilibrer les rapports de force entre employeur et employé, surtout dans le secteur privé, pour finalement concevoir ces deux piliers naturels de l'entreprise comme des partenaires collaborant plus librement que jamais dans un respect devenu mutuel.

4 - Salaires, Prix et Profits Mono-Systémiques.

Le fruit de tout travail *utile* est logiquement double, via la simple création d'un produit ou service donné, suivie du reflet pécuniaire de sa valeur marchande et surtout sociétale exprimable en argent, du moins lorsqu'il ne s'agit pas de troc. Chronologiquement, dans le cadre le plus fréquent, la condition première de tout emploi n'est autre que le *salaire*, souvent résumé en *location* de la force de travail correspondante. De fait, avant même que le produit ou service puisse être vendu et payé via

son prix de vente, le salaire et toutes ses conditions annexes définissent une sorte de contrat que la théorie libérale la plus classique suppose toujours équilibré, réciproque et volontaire, déterminant la valeur dudit salaire via la seule loi du marché, en fonction directe des proportions de l'offre et de la demande.

Cette théorisation a posteriori d'une négociation en concurrence naturelle correspond à une justification de l'état de nature hobbesien sur le plan socio-économique et décrit une situation qui n'a *historiquement* jamais existé, pas même sur le marché soi-disant plus fluide de la bourse et de sa spéculation mondialisée. Les conditions du marché « libre » des plus célèbres économistes néo-classiques sont irréalistes et curieusement utopiques comparées à la moindre réalité observable, particulièrement concernant la multiplicité et l'égalité-de-situation censées caractériser tous les acteurs individuels en jeu de part et d'autre du contrat d'emploi, sans même parler de la transparence supposée de tous les paramètres décisionnels. S'agissant en effet de la quasi-totalité des cas d'embauche, le salaire n'est pas le résultat d'une négociation à armes égales, même lorsqu'il semble parfois se marchander dans une étroite « fourchette » donnant l'illusion d'une marge de manœuvre plus ou moins stratégique. L'Histoire elle-même montre au contraire qu'au prix de grèves et autres révoltes sanglantes, c'est l'État ou la Loi qui a fini par déterminer la limite minimale jugée décente ou supportable concernant les plus bas salaires. Cela étant dit, l'éventail de ces salaires reflète en tout point la société dans son infinie variété, entre les deux extrémités du smicard surexploité et du PDG de multinationale sur-rétribué, puisqu'il est vrai que certains super-salariés, dès lors associés aux actionnaires, ont aussi le pouvoir d'imposer leurs propres conditions.

Il n'en reste pas moins que le patronat dicte en grande partie sa volonté en fonction de son intérêt dans le but micro-économiquement cohérent de minimiser tous ses coûts de production, même en faisant constamment pression sur le pouvoir politique, et jusqu'au point d'avoir imposé la mondialisation sauvage que l'on connaît depuis le hold-up historique de la fin des années 70. La recherche des salaires les plus bas est toujours l'idée fixe de cette délinquance mondiale sous la houlette

des multinationales et de leurs banques, obligeant tout le tissu industriel et commercial de chaque pays à suivre pour survivre jusqu'au point d'en déchirer la trame sociétale. La pression la plus coercitive sur les salaires, jointe à la recherche correspondante des fiscalités les plus avantageuses, forme le cœur même du nouvel ordre néolibéral, prouvant à quel point la sous-rétribution du travail et l'exploitation du temps de vie humaine sont la double clé de tous les abus observables, lesquels supposent la disparition des moindres contraintes sociétales dans le magma infernal d'une jungle planétaire. Preuve en est, s'agissant du cas français, le fait que plus du tiers des branches professionnelles concernées par le SMIC déroge à cette obligation légale envers les plus modestes salariés, sans faire pour autant l'objet de la moindre sanction.

Le salaire est donc l'expression de l'inégalité fondamentale de condition entre employeur et employé, dont l'effet est de dégager une plus-value sur le travail via un *profit d'activité*, par opposition *au profit commercial* que suppose par ailleurs la manipulation du consommateur. C'est bien par le biais de cette première plus-value que l'écart se creuse constamment entre dominants et dominés, tandis que se complètent peu à peu les finalités industrielles, puis commerciales et financières d'une logique de plus en plus déconnectée de la réalité socialement vécue.

Dans le labyrinthe de conditions salariales improvisées au fil de l'empirisme historique le plus total, les inégalités systématiques entre sexes et entre catégories socio-professionnelles aboutissent à des grilles de salaires illisibles, dont le reflet sociétal est la complication ingérable des fiches de payes, contributions et autres cotisations, jusqu'aux étages supérieurs des impôts, taxes et niches fiscales par dizaines, qui sont autant de replâtrages contradictoires et d'occasions de fraude dans leur ponction comme dans leur utilisation finale jusqu'au sommet de l'État. Car c'est au sein de cette relation duale d'emploi que s'initie le premier niveau d'interdépendance inégalitaire, le biais social à partir duquel se compliquent toutes les conséquences sociétales, à la façon du récit d'un minuscule mensonge qui se gonflerait de justifications de plus en plus ubuesques et alambiquées.

Or, sous l'éclairage sans précédent de la valeur minutaire et de la partition biéconomique, il s'agit en fait d'une *dramatique erreur*, certes logique sur le seul plan historique des contraintes premières de notre condition animale, mais précisément primaire et irréfléchie vis-à-vis de nos idéaux *humains* et plus encore de l'*égalité objective* qui fonde nos existences. De cette interdépendance inégalitaire initiale, de cette triste confusion engendrée par notre double nature, le premier biais social, à la façon d'une sorte de péché originel, prend forme et se développe en un cercle vicieux de violence concurrentielle, où le vital reste constamment menacé par défaut de partage sociétal minimal et universel (au sens du droit de vote).

Ainsi, loin d'être « logiquement » déterminé par la grâce d'un quelconque marché, le niveau des salaires, dans le cadre de tout mono-système mixte improvisé, ne saurait qu'approcher de façon injuste et erratique un semblant d'équité, dont les garanties légales n'ont souvent rien de légitime et n'ont surtout aucun moyen de durer en s'ajustant en douceur à l'évolution culturelle et technique. Ce besoin de cohérence sociétale s'exprime de fait depuis toujours par un minimum de cohésion politique précaire, donnant aux dirigeants politiques un pouvoir limité et intuitif de réglementation minimale, hélas toujours en décalage temporel avec la réalité, tandis que le mixage et la confusion mono-systémiques brouillent les paramètres en jeu et font perdurer jusqu'à aujourd'hui le gaspillage de toutes les ressources socio-économiques via le maintien d'inégalités *objectivement illégitimes*, comme cela devrait être démontré d'ici la fin de ces *Réflexions*.

Que ce soit par la Loi ou par le biais de l'ascendant patronal, le salaire se décrète bel et bien de façon trop empirique, sous l'influence de mentalités dont l'inertie est inévitable, et selon le bon vouloir d'un prince aussi secret que la *main invisible* du marché néoclassique. Tous les gouvernements s'en trouvent dès lors partagés entre le besoin social d'en rationaliser les nombreuses conséquences et celui de ménager des pouvoirs privés devenus parfois plus puissants que certains États. Faute de base objective et légitime, eux-mêmes mis en place, tolérés ou ligotés par les intérêts financiers via maints lobbies et autres experts à double

casquette, les élus les plus honnêtes ne réajustent que par à-coups et trop partiellement les hausses de salaires justifiées par l'évolution rapide de la productivité, sous la pression périodique de revendications salariales exacerbées, tandis que les conditions horaires de la plupart des emplois, figées dans le marbre législatif, finissent par exclure un nombre toujours croissant de citoyens sous l'effet du progrès technique et du plus récent *lean management*.

Vus sous l'angle opposé, et en tant qu'expression pécuniaire de tout travail, les salaires induisent inévitablement la notion de coût de production, même si l'on élargit leur définition au cas assez proche d'un *revenu* direct d'indépendant, s'agissant par exemple d'un artisan ou commerçant individuel, d'un agriculteur, d'un micro-entrepreneur ou autre travailleur *free-lance*. En réalité tout revenu direct du travail, à l'échelon individuel, peut être perçu comme l'élément principal d'un coût de production ou « prix de revient », dont la valeur doit *en principe* être assez largement dépassée pour impliquer un « profit » ou bénéfice, au sens le plus large de ces termes. Á cet effet, il est ici révélateur de remarquer que la quasi-totalité des employés ou salariés et travailleurs indépendants subissent de plein fouet la loi du marché en acceptant de force des conditions financières pour le moins défavorables, faiblesse caractéristique de toute position en bout de chaîne et au plus bas de la hiérarchie des *échangeurs* de la force de travail. Cette logique veut que certains indépendants travaillent à perte, quitte à se faire indemniser via l'impôt, comme c'est le cas de tant d'agriculteurs et autres éleveurs. De la même façon, un nombre croissant d'universités ou écoles supérieures imposent à de plus en plus d'enseignants le « néo-statut » de vacataire extérieur, ou prestataire auto-entrepreneur, situation on ne peut plus précaire comparée à tout emploi fixe. Ces solutions très fréquentes de sous-traitance individualisée traduisent une *uberisation* croissante au sein des sociétés néolibérales, attestant la remise en cause des garanties toutes relatives du passé, sous couvert de flexibilité, de modernisme et autre « progressisme » professionnel, comme si, pour l'*ultra*libéralisme, un salarié surexploité n'était qu'un micro-patron malchanceux, pour ne pas dire incapable.

Plus remarquable encore est le fait que, contre le principe même du marché libéral, de très nombreux salariés et travailleurs indépendants sont contraints de réduire leurs exigences à un strict minimum « vital » socialement indécent, sans jamais pouvoir négocier le moindre « profit » personnel, contrairement à l'employeur la plupart du temps. Pourtant la théorie du marché libre suppose l'automatisme d'un équilibre autorisant chaque partie à *profiter* de l'échange des valeurs, qu'il s'agisse d'emploi ou de commerce, ce qui supposerait donc que le salarié puisse vendre ou louer sa force de travail en réalisant une forme de « bénéfice » sur les minutées objectives correspondantes. L'Histoire du capitalisme montre hélas que tel n'est pas le cas pour la quasi-totalité des citoyens salariés et autres indépendants, comme a pu le démontrer la percutante analyse *critique* de Karl Marx, indépendamment de sa triste impasse politique. Le principe mono-systémique libéral inclut bel et bien l'inégalité vitale et sa sourde violence dans son génome, comme base de maximisation d'un profit dès lors toujours excessif et *pré-historiquement* illégitime, a fortiori depuis l'internationalisation exacerbée de cette tare congénitale via la mondialisation.

En l'absence de démocratie socio-économique minimale et de partition-répartition biéconomique, l'improvisation des marchés et leurs interférences inextricables entre contextes privé et public aboutissent à d'ubuesques contrastes de salaires et autres revenus du travail pour une responsabilité identique, le même « enseignant vacataire » du supérieur pouvant par exemple percevoir vingt-quatre euros de l'heure au service d'une école d'infirmières, quarante-deux euros de l'heure dans le cadre de l'université, et jusqu'à cent euros de l'heure en école d'ingénieur, et ce, dans la même ville, en étant rémunéré pour un travail identique par le même Conseil Général du département correspondant !

Les différences salariales et leurs multiples cas de figure sont le reflet de choix subjectifs encore plus patents sitôt que l'on compare des pays pourtant équivalents en termes de développement, utilisant qui plus est la même unité monétaire, à l'instar des premières nations fondatrices de l'Union Européenne via le Marché Commun, et l'ordre apparent des contraintes légales qui en résultent ne fait qu'étayer en vain un édifice

bancal, faussé depuis ses fondations par l'absence de la moindre logique objective respectant a minima la double nature humaine sous-jacente.

Dès lors, les paramètres connotés à la création de toute richesse par le travail, tels que les prix et les profits, s'en trouvent inévitablement biaisés, laissant libre cours aux comportements subjectifs primaires dont les excès sont dénoncés de toute part, sans pour autant que les critiques qu'ils attirent aboutissent à une solution équitable faute de clarification biéconomique et minutaire. Ainsi survit le couple infernal de l'individu et de la société, du Privé et du Public, condamné à partager le même lit, tandis que chacun tire la couverture à soi au fil des disputes qu'engendre une situation d'insécurité permanente et de tension parfois explosive.

Il suffit de se promener en ville ou même de surfer sur Internet pour s'étonner de l'incohérence des multiples prix affichés, entre deux offres promotionnelles et autres soldes à peine déguisés, dans une jungle tarifaire qui rend fou tout individu désireux de maximiser son pouvoir d'achat, tandis que les choses les plus vitales deviennent les plus chères, à l'instar des produits alimentaires de qualité nutritive suffisante. D'un certain point de vue, la fausse démocratisation à l'anglo-saxonne, avec son obsession de compression des prix, peut donner l'illusion éphémère d'un progrès social via la mode du *discount*, au point de rallier la masse docile des consommateurs qui n'ont pas le choix. Mais cette stratégie va de pair avec la compression des coûts salariaux, la dégradation de la qualité du produit et la délocalisation la plus sauvage, dont maints pays « développés » paient aujourd'hui les multiples conséquences sociétales.

Á l'image des salaires qui se précarisent ou ne se maintiennent que par la surexploitation, les prix de la plupart des produits et services ne signifient plus rien, dévalorisant le travail, et par ricochet, l'emploi qui procure à ce dernier son sens sociétal pour l'équilibre psychologique et la dignité de chacun. Il en résulte une inconscience généralisée de la vraie valeur des produits et services, dont l'effet comportemental induit une surconsommation propice aux pires gaspillages écologiques.

De son côté, le profit se maximise plus que jamais sur le dos du salarié autant que du fournisseur ou sous-traitant, par le jeu de positions dominantes équivalant à des monopoles de fait, se multipliant au gré de délocalisations géographiques doublement intéressées, pour souvent se parfaire via l'effet prix-qualité trompeur imposé au consommateur final. Le degré de surpuissance désormais atteint par les multinationales et les banques finit par faire exécrer le profit aux yeux de la majorité, faisant à terme le jeu de réactions populistes, voire dangereusement nationalistes, dont les leaders plus ou moins bien intentionnés sont hélas impuissants à changer la règle du jeu, faute de solution équilibrée. Le profit, tout comme le libéralisme en tant que liberté d'entreprendre, est pourtant naturellement *légitime*, mais à la seule condition de pouvoir en définir la nature objective et l'étendue ou surface domaniale et socio-économique, faute de quoi ce bénéfice compréhensible ne devient qu'abus de pouvoir et violence quotidienne en proportion directe de son empiètement sur le minimum socialement vital.

Concernant le profit, et en laissant pour plus tard l'étude de ses formes indirectes et financières pour rester à ce stade sur le seul terrain de son rapport vis-à-vis du travail et des prix, force est d'observer que les proportions de rentabilité ou de profitabilité varient selon l'activité, la région ou le pays, sans aucune cohérence factuelle autre que la fausse loi d'un marché planétaire désormais monopolisé, dans lequel les plus grosses fortunes et leurs entreprises dictent *leurs* quatre volontés à tout le reste du tissu économique, jusqu'à l'échelon le plus local. Certes les profits peuvent dépendre de la nouveauté du marché ou d'une demande soudainement accrue, comme c'est encore le cas concernant le prix de vente des masques de protection contre un récent coronavirus, mais est-il logique que certaines activités fonctionnent à perte alors que d'autres, souvent beaucoup moins utiles, procurent des marges à deux chiffres, quand ce n'est pas trois ? La pratique libérale, désormais déréglementée, considère que ces contrastes font partie de la règle d'un jeu où tous les coups sont permis, et que la responsabilité sans partage du management doit forcément révéler les meilleurs leaders, dont les entreprises peuvent ainsi absorber les concurrents un à un via une guerre permanente qui ne dit pas son nom, tandis que les salariés-soldats en font toujours les frais.

Au vu de la concurrence souvent déloyale que l'absence de toute contrainte proportionnée ne fait qu'amplifier, le désordre généralisé qui règne sur l'économie privée est loin de pouvoir démontrer la rationalité du profit dans ses multiples formes mondialisées, même s'agissant des seuls contextes industriels ou commerciaux. Á dire vrai, les entreprises elles-mêmes étant devenues de simples pions sur l'échiquier des plus grands joueurs, tous les fournisseurs et autres sous-traitants sont tenus en laisse par des contrats de « gains de productivité » qui les obligent à pressurer leur personnel et vivoter avec de trop faibles marges, preuve que les actuels rapports de violence sans limite affectent non seulement les individus en tant que salariés, mais encore les entités que sont les personnes morales des PME ou TPE, sans même parler ici des effets de subordination et d'exploitation de pays entiers par rapport à d'autres, dans le cadre d'un néocolonialisme inavoué.

Lorsqu'un groupe tentaculaire organise son marché interne entre diverses filiales souvent complémentaires, tous les profits respectifs se décrètent d'en haut, ce qui n'empêche pas, pour s'assurer toujours plus de rentabilité immédiate, d'abandonner les stratégies de concentration verticale pour l'option horizontale d'un quasi-monopole incontournable, quitte à se séparer de certaines unités afin de mieux leur imposer des baisses de marges à venir. Sans même parler ici du juteux commerce des reventes de succursales, il est visible que la définition des taux de profits fait l'objet d'un comportement managérial frisant la délinquance en col blanc, dans l'indifférence la plus totale face aux terribles conséquences sociales en jeu. La loi égoïste de ce marché mondialisé exacerbe donc l'incohérence de la plupart des comportements managériaux en matière de profit, et ne revêt plus rien de compatible avec le moindre libéralisme légitime, entraînant pour résultat l'exclusion d'un nombre croissant de citoyens, non seulement du droit à l'emploi, mais plus encore du droit à la liberté d'entreprendre, en particulier à l'échelon local des territoires provinciaux.

Qu'il s'agisse des salaires, des prix ou des profits, l'évolution du capitalisme mondial dans sa forme ultralibérale actuelle contrevient à la

légitimité démocratique au sens socio-économique du terme, excluant la quasi-totalité des citoyens de la liberté originelle de son histoire, par le jeu d'une concurrence foncièrement déloyale depuis que les protections sociétales se sont vues déboulonnées les unes après les autres, y compris l'indispensable besoin de cohérence frontalière minimale. Pourtant, ces trois agrégats si fondamentaux que sont lesdits salaires, prix et profits, directement issus du travail qui en constitue toute la valeur historique et financière, seront fort heureusement appelés à évoluer dans le prochain chapitre du présent volume, grâce à leur redéfinition à la fois minutaire et biéconomique. Car sans cette solution ou son équivalent de principe, il n'est aucun moyen de clarifier, de simplifier et surtout d'*équilibrer* le marché du travail et la condition salariale, pas plus que l'établissement des prix et des profits eux-mêmes, puisque les comportements induits par nos réflexes historiques et subjectivés par nos conditions à la fois culturelles et géographiques, offrent le spectacle d'un désordre mondial total, dont profitent pleinement les *Oncle Picsou* de tous les continents, pour le résultat social et humain que chacun peut observer.

Face à cette jungle artificiellement recréée sous le faux prétexte d'une relativisation généralisée, la découverte de la minutée, jointe à l'astuce de la partition-répartition, fournira désormais l'outil humain du dépassement de cette pesanteur économique, grâce à la prise en compte d'une double nature qu'il suffit de respecter sans plus aucun mélange comptable, afin que la rationalité sociétale et politique indispensable à la Paix puisse désormais se construire sur la *réalité objective et universelle* reliant l'ensemble des paramètres socio-économiques, au premier rang desquels se situent les salaires, les prix et les profits.

L'évaluation minutaire et la partition domaniale catalyseront la redéfinition indispensable de ces trois agrégats interdépendants, offrant même l'occasion de les *définir* enfin sainement et objectivement pour la toute première fois dans l'Histoire des humains, sans être trompé par la confusion préjudiciable qui aboutit à l'irrationalité actuelle. Cela devrait permettre de déterminer plus clairement que jamais en quoi consiste un *bon* salaire, un *bon* prix, un *bon* profit au sens de la justesse économique

et de la justice sociale qui en sera le fidèle reflet, dans le noble but de maîtriser nos réflexes primaires pour le bien suprême de la Paix.

Juillet 2020

Réflexions Socio-Économiques 8

Macroscopie Biéconomique 4

(Partition - Domaine Public - Domaine Privé)
(Salaires, Prix et Profits)

1 - La Partition « Minimoptimaximale ».

Au fil des chapitres qui précèdent, la partition biéconomique et la répartition citoyenne universelle qu'induit notre double nature ne font que se renforcer en tant que conditions concrètes *sine qua non* de toute paix sociale, civile et internationale, propre à libérer les humains et leurs sociétés à venir des violences et des injustices croissantes qui causent à terme tous les drames de l'Histoire. En tant qu'expression sociale de la démocratie véritable, ces deux principes garantiront à chaque citoyen le droit d'exister dans chacun des deux domaines enfin équilibrés par la solution tempérante, transposant ainsi *sociétalement* et verticalement la double nature de chaque citoyen et la parité binaire qu'elle nécessite, en réponse logique au principe d'égalité minimale que suppose une société humainement sécurisée. Mais *égalité* ne signifie ni égalitarisme absolu ni même identité totale, puisque chaque personne adulte pourra tracer son parcours unique au sein de ces deux domaines plus librement que

jamais, de façon individuelle ou associée, sachant bien que la Garantie Citoyenne collectivement offerte à chacun supprimera enfin les tensions vitales qui empoisonnent la vie sociale via les multiples formes d'abus de pouvoir illégitime qui ont jalonné jusqu'à ce jour ladite Histoire.

Grâce à l'implication minimale de *tous* les citoyens adultes par les droits et devoirs qui concrétisent leur pleine appartenance à la même société humaine, la démocratie se complètera avec la dimension socio-économique effective qui lui a tant fait défaut jusqu'à présent, offrant à chacun le privilège d'une égale participation à l'*utilité commune*, dans un cadre local ou départemental propre à garantir à la fois l'optimisation des énergies, la souplesse de réactivité et la transparence la plus directe. Moyennant la prise en compte de ce besoin sociétal vital pour la Paix en réponse à notre instinct si grégaire et notre interdépendance factuelle, la (re)définition démocratique du contenu des droits et devoirs universels correspondants deviendra par elle-même la fondation et la garantie de la vraie liberté de chacun dans le cadre du Domaine Privé, en permettant de dédramatiser définitivement les rapports socio-économiques, grâce à la « dé-vitalisation » de leur enjeu en Domaine Public, ces deux facettes constitutives de l'individu social -ou du *citoyendividu* - se côtoyant dans les activités quotidiennes de chacun, à stricte égalité de proportion.

Pour oser une image dentaire appropriée, tout se passe comme si notre instinct animal concurrentiel polluait notre longue Histoire depuis l'avènement des premiers humains, la faim nous donnant les crocs et la rareté condamnant chacun d'entre nous à avoir une dent contre tous les autres, ce qui nous oblige à mordre sur la liberté d'autrui et son droit égal et vital à l'existence. Pour ne plus connaître de rage de dent sociale, l'opération biéconomique s'imposera tôt ou tard, et d'autant plus tôt qu'elle sera totalement indolore et libérée de toute violence partisane en se réalisant dans le cadre républicain et délodiste du choix majoritaire, tandis que la solution technique de la partition-répartition dévitalisera pour de bon certaines dents par trop incisives et « douleurogènes » !

Plus sérieusement, notons à quel point l'observation de la réalité historique actuelle ne fait que corroborer le besoin urgent d'appliquer le

baume des Tempérants sur la plaie ouverte de nos sociétés ensauvagées par la mondialisation néolibérale, tant l'échec humain, démocratique et écologique de cette dernière est devenu insupportable. Cela étant dit, la recette ici proposée suppose un équilibre bi-domanial approprié, dont la proportion semble décidément s'imposer via un dosage en *fifty-fifty*, s'il faut en croire les observations comparatives des chapitres précédents.

Comme le démontre l'évolution historique elle-même, bien qu'à la fois empiriquement et maladroitement pour cause de confusion mono-systémique et de démocratie incomplète, la tendance spontanée de toute société ou civilisation suffisamment *aboutie* à promouvoir un équilibre sociétal en deux moitiés par définition égales, préfigurant un Domaine Public de besoins universels et un Domaine Privé de liberté optionnelle, semble répondre à une Loi naturelle propre aux humains en tant qu'êtres vivants spécifiques et différents des autres espèces terrestres, animales ou végétales. Ces dernières font certes preuve d'organisation complexe, de comportements sociaux solidaires et autres modes de communication très élaborés justifiant tout autant de respect que d'admiration, mais le propre de l'Humanité semble résider ici dans un besoin irrépressible de Liberté ou d'initiative individuelle *et* partagée, sans aucun doute suscité par une insatisfaction vis-à-vis de notre pesanteur originelle, avec pour effets directs une innovation et une évolution permanentes dont l'unique race humaine planétaire peut être fière, nonobstant les maints dégâts et autres excès précisément induits par les contradictions de notre double nature, encore confusément mélangée. Or le besoin grégaire de bâtir une société mutualisant les nécessités universellement partagées en tant que minimum indispensable pour chaque peuple se trouve pareillement -et donc égalitairement- inscrit au cœur de la créativité humaine, pour ainsi sécuriser et encadrer la Liberté vitale par le confort (encore si relatif !) d'une forme de Justice et de Paix.

Force est donc de respecter la nécessité et la proportion de cette loi d'équilibre bisphérique, par laquelle, d'une manière ou d'une autre, les sociétés humaines *les plus pacifiées* ont tendance à mutualiser peu ou prou la moitié de leur énergie sociétale de façon universelle, pour répartir entre le plus grand nombre de leurs membres, sujets ou citoyens,

les biens et les services matériels et culturels collectivement considérés comme indispensables, tandis qu'à l'inverse, les sociétés les plus figées se caractérisent par la violence accrue d'une forme de dictature verticale et l'absence d'une très large classe moyenne réellement prédominante. Cette *équi*-partition naturelle et tendancielle est observable dans chaque société d'envergure et d'autonomie suffisantes, et ce, indépendamment des secteurs, privé ou public, qui peuvent procurer cet avantage sociétal « localement universel ». Il faut en déduire que le minimum socialement nécessaire à la Paix la plus durable qui puisse être suppose bel et bien la répartition égalitaire de 50% de la richesse totale entre tous les citoyens, sachant que la forme concrète des besoins à satisfaire varie bien sûr en fonction de chaque culture autant que des conditions naturelles locales. La mutualisation totale de la richesse commune, à l'instar de l'apparent socialisme de certaines microsociétés tribales, peut se trouver justifiée lorsqu'un environnement hostile très particulier en fait une question de nécessité vitale élémentaire, mais ces exceptions ne font que confirmer en creux la règle visiblement imposée par l'Histoire, laquelle exprime précisément la réalité à la fois sociale *et* individuelle de notre « double nature ». Le Domaine Public, dans la pleine acception biéconomique et délodiste de ce terme, correspond donc au respect de notre appartenance sociale sur la base incontournable d'un *minimum* de 50% de la richesse totale de la communauté considérée, sachant que le contenu concret de cette mutualisation est d'une façon ou d'une autre défini par les us et coutumes spécifiques à chaque société. Les socialisations « primitives », historiquement très supérieures à ces 50%, correspondent à des sociétés isolées d'envergure démographique très limitée et dont la caractéristique est soit de profiter d'une surabondance de ressources propice à la paix la plus spontanée, soit tout au contraire -et le plus souvent hélas- de subir la rareté extrême de ces dernières en raison d'un environnement naturel inhospitalier, dès lors propice à une solidarité vitale absolue. S'il est un contre-exemple encore actuel à cette observation, à l'instar de la famine et de la surpopulation de certains pays parmi les plus pauvres du monde, force est de constater que le paradoxe correspondant résulte surtout de la concomitance artificielle du sous-développement et du progrès médical. En réalité, dès qu'une population augmente dans un cadre géographique intermédiaire entre les deux extrêmes du paradis terrestre et du désert, et

à plus forte raison dès que les contacts entre humains se multiplient, le besoin d'une société beaucoup plus complexe se fait ressentir, induisant inévitablement le « dilemme » qui suscite la solution Tempérante, par le biais du principe de partition-répartition biéconomique, dont l'effet sans équivalent sera de respecter, clarifier, et répartir la contrainte historique bisphérique dérivant de notre double nature humaine.

Cette partition-répartition quantitative en valeur ne peut s'ajuster en toute objectivité que grâce à l'analyse minutaire, tandis que sa nature qualitative en termes de produits et services suppose logiquement une gestion délodiste pour en ordonner les priorités en toute transparence. Faute de tels progrès, la tendance vers l'équilibre bisphérique reste trop empirique et biaisée pour satisfaire aux conditions de la Paix et de la Justice, ce qui se traduit par une inégalité illégitime de distribution de valeur autant que par un gaspillage et une inefficience chroniques en matière de production, de consommation et d'équilibre écologique.

Concernant le Domaine Public, et en dessous de cette proportion minimale de 50%, le déséquilibre bisphérique ou inter-domanial traduit une insuffisance de « répartition démographique » de la richesse totale, preuve *minutairement* mesurable d'une injustice illégitime, puisqu'elle empiète inévitablement sur le minimum *sociétalement* vital auquel tout citoyen a droit de par sa naissance ou sa présence dans la communauté. En effet, tant que la part universellement vitale de ce minimum de 50% n'est pas égalitairement répartie entre tous les citoyens, moyennant bien sûr leur égale participation aux devoirs correspondants, il est impossible d'assurer la Paix et la Justice faute de démocratie socio-économique optimale, puisque d'une manière ou d'une autre, certaines des richesses matérielles ou culturelles d'utilité commune essentielle se trouvent alors indûment -et surtout *inéquitablement*- accaparées par quelque minorité. L'échec sociétal usuel qui en résulte se traduit non seulement en termes de répartition illégitimement -ou abusivement- inégalitaire de la richesse commune, mais aussi en termes d'incohérence concernant les biens et services, à l'instar de l'actuelle régression des services publics imposée par les intérêts privés, ou de la vente des biens publics les plus rentables à ces derniers, tandis que sur le marché privé, une forme d'*extrémisation*

croissante oppose un grand luxe minoritaire à la dégradation qualitative des consommations de masse, sans la moindre place pour le juste milieu du meilleur rapport qualité-prix.

Inversement, (sinon réciproquement), le minimum volumétrique cité plus haut, nécessaire au Domaine Public pour asseoir tout équilibre sociétal durable au point de le rendre de fait définitif, ne saurait dépasser lesdits 50% sans empiéter dangereusement sur la liberté de chacun aux dépens d'un progrès socio-économique et culturel optimal, puisque tout dépassement du palier fatidique des 50% ferait courir le risque collectif d'une « socialisation » abusive en privant les citoyens de leur proportion légitime -et tout aussi vitale- de liberté individuelle dans le respect d'un juste équilibre bisphérique entre les Domaines Public et Privé, même en cas de volonté démocratiquement exprimée. En effet, la double nature qui caractérise objectivement chaque être humain en qualité d'individu grégaire équilibré suppose qu'il puisse assumer son entière liberté ou responsabilité *personnelle* sur l'exacte moitié de son temps d'existence, en *équi*-proportion avec sa participation minimale aux priorités de la vie sociale à travers la Garantie Citoyenne du Domaine Public, entre autres besoins collectifs de nature par ailleurs indivisible.

Concernant la réalité historique et très empirique de l'équilibre bisphérique tendanciel, il est utile de remarquer ici que la naissance des civilisations ou sociétés complexes a coïncidé avec l'avènement d'une forme de liberté d'initiative individuelle, non seulement rendue possible par les circonstances, mais plus encore faisant progresser ces dernières. Ainsi peut-on noter que la créativité individuelle, aujourd'hui appelée liberté d'entreprendre, fait partie intégrante de l'évolution naturelle de notre Humanité, développant progressivement l'équivalent d'un secteur privé qui a peu à peu complété la socialisation quasi-totale des sociétés tribales d'origine, en en réduisant d'autant la (dis)proportion au fur et à mesure que celles-ci ont pu se libérer de contraintes naturelles ressenties comme autant de frustrations et d'obstacles à l'épanouissement culturel, dans le sens le plus large de ce dernier terme.

Cette évolution historiquement inéluctable apparaît comme une preuve supplémentaire de la pertinence biéconomique, puisqu'elle est la démonstration d'un besoin vital de liberté individuelle associé au cadre préexistant des collectivités les plus réduites, tandis que, depuis lors, le véritable challenge de toutes les sociétés humaines élargies se résume à la vaine recherche d'un mariage équilibré entre les deux paramètres de l'éternelle équation unissant l'individu à son groupe d'appartenance. La « privatisation » de fait engendrée par l'appropriation des richesses a simultanément enrichi et développé de nombreuses sociétés humaines en nature et en ampleur, non sans réduire d'autant un espace collectif et solidaire tout aussi indispensable.

La seule stabilisation définitive possible de ce processus, afin de respecter l'unique et juste proportion paritaire, suppose plus que jamais la solution d'une partition biéconomique strictement égalitaire entre les Domaines Public et Privé, tandis que le respect de la moindre égalité démocratique sous-entend quant à lui la *ré*partition de l'accès aux deux sphères complémentaires entre tous les citoyens. Les calculs minutaires directs et comparatifs à venir ne pourront que démontrer la pertinence universelle et l'efficacité socio-économique de cette solution totalement inédite, en révélant objectivement que seul cet équilibrage absolu peut éviter les multiples gaspillages et les contradictions sociétales qui nous empêchent de vivre ensemble en Paix, avec les conséquences humaines et écologiques que l'on sait. Le pari ici formulé sera validé avec succès par toute analyse minutaire exhaustive et honnête pour attester que la Justice sociale ainsi garantie par la partition-répartition biéconomique, loin d'être contraire à quelque intelligence économique, est en réalité la condition même de la *justesse* de toute gestion optimale dans le respect total de la véritable liberté d'entreprendre, celle-là même qui associe au lieu d'exploiter, qui crée au lieu de détruire.

Cette liberté individuelle étant tout aussi vitale que la sécurité dérivant du besoin d'égalité minimale, force est d'en conclure que tout dépassement des 50% de partition interdomaniale en faveur du Domaine Public réduirait illégitimement les chances d'épanouissement personnel auxquelles tout être humain à droit, ce qui est typiquement le cas des

mono-systèmes socialistes ou communistes, en un triste miroir vis-à-vis des excès inverses du capitalisme débridé. Nous retrouvons là le fameux dilemme que même les économies mixtes à l'européenne n'ont jamais pu résoudre, faute de solution biéconomique et d'analyse minutaire, et le seul but des présentes *Réflexions* n'est autre que d'indiquer la bonne direction pour sortir du tunnel en impasse qui plombe notre Humanité. Les solutions ici proposées créent les conditions d'un décollage *sociétal* historiquement aussi déterminant que la Révolution Industrielle, pour logiquement compléter le stade économique actuel grâce à l'ère sociale qui devra tôt ou tard lui succéder en tant qu'innovation prioritaire ou nouveau centre de gravité.

En respectant la dualité des êtres humains autant que la réalité historique via la découverte de la minutée *objectivée* et plus encore du principe biéconomique, il sera donc désormais possible de se libérer des pesanteurs du passé pour s'émanciper à la façon des pilotes d'avion, à condition que les deux ailes de notre appareil soient de *même taille*, afin d'éviter les crashs à répétition et leurs fatales conséquences. Á l'image des tout premiers aéroplanes expérimentaux auxquels il manquait hélas quelque chose d'essentiel pour décoller, les sociétés actuelles, rendues toujours plus confusément mixtes malgré la pression irrésistible de la loi existentielle de l'équilibre bisphérique tendanciel, gaspillent encore des milliards de vies humaines et des quantités astronomiques de ressources naturelles sans trouver le *juste* équilibre de la Paix qui suppose l'analyse minutaire et son principe de partition-répartition biéconomique (sachant par ailleurs que ces innovations ne pourront être définitivement adoptées que dans le cadre politique serein d'une République devenue délodiste).

Pour l'heure, constatons ici que la partition 50/50 entre les deux Domaines sociétaux complémentaires représente non seulement le strict *minimum* auquel chaque moitié de notre nature humaine à droit, mais tout autant le *maximum* qui puisse s'envisager sans remettre aussitôt en cause l'autre face de notre humanité, individuelle ou collective, ce qui définit curieusement un *optimum* simultané propre à rendre idéalement complémentaires les deux ailes de l'avion sociétal précité. D'où le choix du terme quelque peu osé de *minimoptimaximum* dans lequel, pour une

fois, l'optimum n'est pas un compromis de second choix, mais tout au contraire l'expression exacte de la meilleure mesure sociétale possible et de la proportion à respecter pour assurer un équilibre constant, humain dans sa finalité autant qu'écologique dans ses moyens.

2 - Salaires et Revenus du Travail en Biéconomie.

Les paragraphes ci-dessus soulignent à quel point notre double nature est d'abord sociale avant même de devenir individuelle, et ce, tant du point de vue de l'Histoire collective des sociétés de plus en plus complexes progressivement apparues au fil des millénaires, que du point de vue particulier et unique de chaque nouveau-né, d'abord totalement dépendant de son environnement familial et communautaire avant de pouvoir se *co*-construire via l'adolescence, pour finalement s'émanciper autant que possible en tant qu'adulte. Sachant ici que ces deux facettes constitutives de tout être humain comme de sa société d'appartenance doivent être respectées à proportion égale, ce que corrobore l'attraction historique de chaque civilisation relative vers l'équilibre bisphérique, et après avoir considéré au chapitre 7 les conditions pratiques du travail et de l'emploi, il est temps de s'intéresser ici au salaire ou revenu résultant des efforts quotidiens qu'implique toute évolution vers un mieux-être matériel et culturel durable.

En matière de salaire ou de revenu direct du travail, il a déjà été constaté à quel point l'empirisme historique et géographique le plus subjectif règne en maître absolu sur toute la surface du globe, sur la base confuse de mono-systèmes inévitablement improvisés et exclusivement fondés sur la lutte entre individus, classes, communautés et nations, via une concurrence propre à autoriser les pires comportements sur fond de guerre économique, d'angoisse vitale et de précarisation, tandis que les déséquilibres fondamentaux en jeu s'accentuent jusqu'aux sanglantes ruptures périodiques des crises socio-politiques et autres conflits civils, régionaux ou internationaux.

Il n'est aucun besoin d'être économiste pour constater la variété infinie des conditions de salaire (ou de revenu individuel du travail en cas d'artisanat ou de micro-entreprise), malgré la complexité croissante de cadres réglementaires devenus un obscur labyrinthe d'obligations et d'exonérations, de contributions et d'allocations, lesquelles sont autant de vaines rustines sur une bouée sociétale fuyant de toute part, ce qui finit par ne profiter qu'aux plus filous en encourageant toutes sortes de fraudes légales sous couvert d'optimisation, sans même mentionner la jungle européenne des travailleurs détachés et sa grande sœur mondiale des délocalisations opportunes d'emplois ou de sièges sociaux. Toutes les inégalités « salariales » observables, y compris la discrimination des femmes par rapports à leurs collègues masculins, attestent l'incohérence d'une véritable loterie financière relative au fruit du travail, laquelle est source de stress permanent, puisque l'habitude du *tout ou rien*, typique des sociétés mono-systémiques, met constamment en jeu le minimum socialement vital de toute personne dépendante d'autrui, y compris en tant que prestataire individuel, artisan, commerçant ou sous-traitant.

Les écarts salariaux toujours croissants entre le salaire minimum dit *légal* et les indécentes fortunes accordées aux super-PDG des plus grandes entreprises ne sont que la caricature d'une socio-économie sans boussole objective, en tant que résultat logique des déséquilibres induits par les mono-systèmes, dont la tendance toujours plus libérale détruit à terme toute cohérence sociétale à travers la monopolisation du pouvoir économique et sa prédominance de fait sur son jumeau politique, par intimidation et chantage, voire par corruption idéologique et financière.

En contexte biéconomique, la double nature qui fonde la réalité historique de notre pesanteur sociétale s'éclaircit et se rationalise grâce à l'analyse minutaire et son principe associé de partition-répartition, et ce, y compris concernant les salaires et revenus du travail, puisque ces derniers revêtent dès lors une double raison d'être dont les éléments complémentaires ne doivent plus être mélangés. La définition même de salaire ou revenu du travail, au sens *complet* du terme, exprime dès son échelle individuelle la dualité fondamentale déjà maintes fois soulignée,

tandis que la valeur qui doit correspondre à ce paramètre sociétal se répartit inévitablement entre Domaine Public et Domaine Privé.

Dans son sens le plus large, la valeur *objective* de tout travail à mi-temps ou Garantie Citoyenne, autrement dit le *bon* et *juste* salaire ou revenu universel du travail, compris en tant que *minimum* individuel dans le cadre du Domaine Public, devrait correspondre à une partie non négligeable des 50% de la richesse « nationale » totale annuellement ou mensuellement produite par la communauté nationale, cette proportion du gâteau sociétal étant mutualisée et égalitairement répartie entre tous les citoyens adultes participant d'une façon ou d'une autre aux priorités communes du Domaine Public, même si cela s'opère dans le contexte du secteur privé. Car en plus de la Garantie Citoyenne, les 50% attribués au Domaine Public doivent également inclure tous les besoins collectifs d'infrastructure et de services publics priorisés par les citoyens de façon démocratique via leur constitution délodiste, tant à l'échelon communal, que départemental ou national, autrement dit le patrimoine commun de tous les biens publics universellement nécessaires, mais indivisibles.

Le travail correspondant, jusqu'à hauteur de 50% d'un emploi à temps complet, peut indifféremment provenir du secteur public ou du secteur privé selon le cas, dans la mesure ou l'une et l'autre sphère sont susceptibles de créer toutes les embauches nécessaires et de susciter le revenu correspondant, (en particulier grâce aux nouvelles compétences du secteur Public), sachant que ce salaire minimal et vital sera universel en termes de valeur minutaire et de « traduction » financière historique, indépendamment du contexte ou du niveau de compétence de l'adulte concerné, puisque cette proportion objective ou publique de tout emploi revêt la même utilité commune *sociétale*. Le fait même de faire société fusionne l'ensemble des citoyens adultes d'une même entité nationale en une *supra-individualité collective* (de 50 % de la richesse totale) aux yeux de laquelle toutes les fonctions professionnelles d'utilité *commune* ont par définition la même valeur minutaire objective, ou le même droit socio-économique, au regard de l'égalité vitale et du Domaine Public, à l'image du droit de vote individuel en matière de participation politique.

Cela revient à dire ici que pour chaque *adulte actif* (pléonasme s'agissant du Domaine Public y compris dans le secteur privé) et compte tenu de l'effet multiplicateur du progrès technique et de la productivité, un travail hebdomadaire à mi-temps de deux jours, voire deux jours et demi par semaine en équivalent moyenné, suffira à résoudre l'ensemble des priorités collectives minimales et vitales en matière de mutualisation des salaires et revenus, en assurant à chacun le privilège sociétal sans précédent de la Garantie Citoyenne, selon le principe d'égalité salariale et minutaire concernant uniquement le Domaine Public. De cette façon, chaque citoyen se prémunit contre la moindre incertitude vitale et peut dès lors s'accomplir pleinement en tant qu'être humain solidaire dans la dimension sociale minimale que cela suppose. Il y gagne non seulement le bien-être incomparable procuré par l'absence de stress ou de précarité concurrentielle concernant son droit à une vie socialement décente et suffisante des points de vue matériel et culturel, mais bénéficie surtout, en *sur*prime, et pour la toute première fois de l'Histoire, d'une totale liberté de choix au sein du Domaine Privé, y compris s'agissant d'un temps équivalent d'existence enfin libéré et ainsi rendu *équilibéral*. Cela rejoint plus ou moins la proportion globale de mutualisation sociétale tendanciellement visible dans les toutes économies développées, même si des différences incontestables en termes de taxes et d'impôts ou de répartition sectorielle entre public et privé peuvent induire une illusion d'optique quant à la répartition « locale » des biens et services devenus universellement nécessaires. De ce point de vue, le salaire minimum et objectif qu'autorise la partition-répartition biéconomique sur la base de l'analyse minutaire permettra enfin de procéder à une saine et optimale réorganisation domaniale via la définition plus réaliste que jamais des droits et devoirs de chaque citoyen en tant que membre individuel de sa communauté, avec pour conséquence cruciale l'établissement définitif des conditions de la Justice civile, autrement dit, de la Paix sociale, ainsi que la disparition de toute forme de pauvreté ou de précarité. Comme il sera souligné plus loin dans ce même livre, cela équivaut aussi à une sorte d'impôt minimal et unique, directement exprimé sous forme d'un « demi temps de travail » de valeur *objective* universellement constante, du moins en tant qu'élément intermédiaire de calcul de répartition afin d'établir la graduation des taux historiques de l'impôt effectif au prorata

de chaque revenu. Mais en tant que principe « répartitif » individualisé, cette *micropartition* est toujours minutairement exprimable en termes de proportion fixe, par laquelle tous les néo-citoyens adultes acquièrent une égale dignité en participant a minima au même objectif sociétal, tel que démocratiquement défini et localement assuré suivant une priorisation devenue démocratique, et donc délodiste. Ainsi, tous les adultes-actifs seront sécurisés en devenant des citoyens socio-économiques égaux en droits comme en devoirs vitaux sur 50% de la richesse sociétale totale, y compris s'agissant des Biens Communs habituellement financés par une partie des impôts (pour les services publics et autres infrastructures).

Plus une société disposera de ressources humaines, culturelles et naturelles, plus ce minimum de garantie sociale pourra correspondre à de confortables prestations en matière de qualité de vie et de mode de vie, bien au-delà du simple niveau de vie matériel optimal qu'autorisera par ailleurs un tel système, seule façon de respecter à terme les joyaux de notre environnement terrestre, ainsi que l'écosystème de notre propre Humanité.

Face à toutes les formes actuelles de gaspillage, au soi-disant endettement de l'État et des collectivités et à la rareté prétendue des moyens financiers, on est en droit de s'interroger sur la faisabilité d'une biéconomie dans laquelle le Domaine Public se contenterait de 50% de la richesse nationale pour assurer, non seulement toutes ses obligations régaliennes habituelles, mais en plus le bien-être socialement suffisant de chacun via la Garantie Citoyenne. D'abord, ce serait oublier un peu vite l'immense main-d'œuvre additionnelle que représentera désormais l'implication locale en Domaine Public de tous les citoyens aujourd'hui encore inactifs, et ce, vraisemblablement dès l'âge de 16 ans, ce qui représente sûrement un bon tiers de population active supplémentaire en incluant également la participation modulable et minimale des seniors et autres retraités. Ensuite, ce serait plus encore oublier les incalculables économies d'argent et d'énergie qui seront aussitôt réalisées concernant les faux besoins palliatifs et les dépenses correctives disproportionnées si typiques des sociétés bancales d'aujourd'hui, sans même compter les coûts de fonctionnement des administrations souvent redondantes qui

leur correspondent. Enfin, il ne fait aucun doute que la gestion délodiste et biéconomique, sous le contrôle direct et permanent des néo-citoyens, aboutira à une redéfinition des priorités propre à réaliser des économies sans précédent sur les dépenses jugées les moins utiles, libérant autant de moyens pour la Garantie Citoyenne, ce à quoi l'on doit ajouter aussi la participation égalitaire des super-agents économiques qui échappent à ce jour à leur devoir citoyen objectif en termes d'équivalence minutaire, ce qui concernera autant les personnes morales que physiques.

Cette « proportion publique » des salaires et revenus à venir sera tout sauf une ponction fiscale déguisée dérobant aux citoyens 50% de leurs précieux efforts, puisque, bien au contraire, c'est par le travail de deux journées ouvrées sur une semaine de quatre jours (voire de deux et demie sur cinq), et plus encore via tout *équivalent minutaire de même proportion*, mais dûment gradué au prorata de chaque revenu individuel ou structurel, que chaque adulte, comme chaque entreprise ou personne morale, fera partie intégrante du Domaine Public en accomplissant son devoir citoyen pour gagner, par un minimum de minutées, un maximum de garanties matérielles et culturelles, au travers d'une universelle semi-égalité sociale de base avec ses concitoyens (individuels ou regroupés), offrant ainsi la meilleure définition socio-économique de la démocratie, en tant qu'identité enfin commune, aussi vitale que pérenne. Car s'il est vrai que chacun doit la moitié de son existence active (ou *activable*) à la société dont il profite, celle-ci lui doit en retour la même proportion de garantie vitale, égalitairement individuelle d'une part, et mutuellement indivisible d'autre part, via une péréquation universelle objectivement fondée qui rationalise socialement les valeurs historiques subjectives.

3 - Revenu Social ou Public et Impôt à la Source.

La simplicité universelle de cette quasi *semi-fonctionnarisation* de l'ensemble des citoyens les rendra copropriétaires de leur Histoire, quelle que soit la façon dont ils participeront à cette nouvelle (et enfin véritable) *société* humaine accomplie, en fonction de leurs compétences personnelles. C'est bien là toute la différence avec l'actuelle usine à gaz

sociétale et son ingérable « millefeuille administratif », dont les impôts oppressent inefficacement tant de citoyens dans une progressivité toute relative car gravement incomplète, reprenant par exemple via la TVA, sur le dos des plus faibles, nombre d'allocations et autres exonérations aux contre-effets incontrôlables, tandis que la minorité la plus fortunée se trouve proportionnellement dispensée de participer au Bien Commun en tant que gros actionnaire ou méga-entreprise. De par leur complexité dysfonctionnelle, les structures et politiques fiscales mono-systémiques reflètent leurs impossibles replâtrages sociétaux, via une redistribution sociale de la richesse peu ou prou assimilable à une aumône faussement charitable et finalement insultante vis-à-vis de la citoyenneté.

Tous les citoyens, comme tous les peuples, ont suffisamment de bon sens pour comprendre la nécessité commune et vitale d'une forme ou une autre d'imposition en tant que participation universelle au même effort proportionnel, à condition d'en avoir les moyens, d'être assuré que la *valeur objective* de cet impôt soit bien la même pour tous, et que l'usage des ressources ainsi collectées soit démocratiquement priorisé par le biais d'une véritable démocratie. Ce qui est injuste au point d'en devenir incompréhensible, c'est le fait que certains citoyens ne payent pas d'impôt et soient pris en charge sans contrepartie ni contrôle, que d'autres soient volés via une proportion excessive de taxation en tout genre, et plus encore, que les plus fortunés échappent légalement ou non à leurs obligations au point d'être responsable de la moitié de la dette publique selon les analyses de certains macro-économistes. Le principe même du rôle *redistributeur* de l'impôt pour réduire les injustices d'une économie libérale trop subjective et empirique en matière de salaires et autres revenus ne saurait être remis en cause, mais l'absence de Garantie Citoyenne minimale, universelle et vitale induit jusqu'à présent autant d'inefficience que d'inefficacité dans la mise en œuvre des politiques fiscales mono-systémiques, dont la complexité ubuesque devient source d'abus, d'injustices, d'aberrations et de fraudes propres à choquer tout citoyen lucide et honnête, et l'enjeu principal de ces *Réflexions* sera de pouvoir aboutir, dans ce domaine fiscal, à la détermination de la formule unique respectant tous les équilibres sociétaux, ainsi que la parité du

binôme associant la Liberté à l'Égalité, comme l'individu à la société ou le Privé au Public.

En réalité, aucune personne, ni aucun groupe de personnes à la conscience digne et souveraine ne demande la charité, même via une absence d'imposition, car d'un certain point de vue, toute dérogation, prestation ou allocation *non universelle* peut être ressentie comme un aveu de faiblesse et de dépendance par son propre bénéficiaire, même lorsque les apparences peuvent en déformer la nature au point de recréer par là une forme de pseudo-privilège. Vu l'infinie variété des situations individuelles concrètes en contexte mono-systémique, il est impossible de rendre l'imposition et la redistribution efficaces et équitables en toute transparence, ce qui explique les constantes incohérences et autres excès observables au quotidien à tous les échelons de nos sociétés, depuis la haute administration jusqu'au contribuable ou allocataire, selon le cas.

Ainsi donc, le véritable impôt de redistribution-mutualisation ne peut correspondre qu'aux 50% objectivement dus au Domaine Public, grâce à la participation universelle et identique de chaque citoyen au Bien Commun d'une république dès lors socialement aboutie, sachant qu'en fonction du revenu de chacun, la formule définitive à établir devra graduer la répartition sous forme de prélèvement ou d'allocation selon le cas, du moins s'agissant l'équilibrage proprement biéconomique du revenu vital. La seule mesure *objective* de cette contribution réside dans la *durée identique de temps travaillé*, toujours transposable en minutées, quel que soit le métier exercé, comme le statut individuel ou structurel de chaque acteur socio-économique, ce calcul « de principe » devant permettre d'établir une juste et légitime individualisation de chaque taux d'imposition et du montant correspondant. La source première de toute valeur socio-économique n'étant autre que le travail, toute la richesse qui en découle doit donc se répartir pour moitié en *valeur publique ou sociale*, afin de financer le nouvel ensemble des besoins sociétaux, dont la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel, Revenu Public ou autre Salaire Citoyen, constitueront la prochaine nouveauté historique.

Au cœur de l'équilibrage vital des revenus, cette moitié objective devrait donc -entre autres- remplacer toute forme d'impôt *redistributif*, tel un écot citoyen généralisé et « intelligemment consenti », de par sa mesure précise et universelle en termes de minutées ou de temps de vie effectivement consacré au travail (ou à toute équivalence « statutaire »), devenant par-là même la fondation enfin équitable et définitive d'une société réconciliée sur l'essentiel, puisque répondant au besoin d'Égalité *minimale* caractérisant tout système dûment respectueux des Droits de l'Être Humain.

On imagine aisément les économies de temps, d'énergie et de ressources impliquées par les avantages de la Biéconomie en termes de revenu social minimum via la Garantie Citoyenne et le Domaine Public, et plus encore à quel point ce progrès correspond à l'attente inconsciente de toutes les sociétés mono-systémiques qui ont précédé les présentes *Réflexions*, tandis que l'ensemble du système fiscal pourra se simplifier à l'extrême en totale transparence, en devenant la source équitable du travail *socialement nécessaire* et en associant chaque adulte à sa juste part d'utilité commune, en écho à sa propre dignité citoyenne.

Ce *Travail Social*, à comprendre ici en tant que part de revenu domanial public de chaque activité professionnelle ou statut individuel (s'agissant de personnes physiques *et* morales), deviendra la première raison d'être de chaque citoyen ou structure *en* société, tandis que l'outil disponible de la biéconomie minutarisée permettra enfin de réorganiser de façon cohérente, juste et écologiquement économe, la répartition des énergies socio-économiques entre des secteurs et domaines privés et publics ainsi rendus plus que jamais complémentaires.

4 - Salaires et Revenus du Travail en Secteur Privé.

La partition biéconomique aura pour effet symétrique de libérer le travail et l'énergie des citoyens au sein du secteur privé, sachant bien que la priorité toujours individuelle, mais devenue enfin sainement libérale, qui correspond à ce dernier, sera désormais garantie pour *tous*

les citoyens majeurs et enfin dépourvue du moindre effet pervers vital, tout en offrant l'avantage sans précédent d'un libre choix d'implication personnelle dans ce cadre sociétal indispensable à l'épanouissement de chacun. Le secteur privé pourra enfin jouer son vrai rôle en parallèle avec son jumeau public, en participant à la démarche équilibrée d'une personne utilisant ses deux jambes, assurant dès lors à notre Léviathan Tempérant une endurance historique sans équivalent, et plus encore sans chute à répétition ni inflammation chronique.

Moyennant la nécessité universelle d'un minimum de contraintes préalables -*égales*- d'ordre sanitaire, environnemental et constitutionnel, la nouvelle liberté individuelle ou associée d'entreprendre sera plus que jamais accessible à *tous* les citoyens, permettant dès lors à chacun de s'épanouir au mieux de ses potentialités, en subissant dix fois moins de formalités que par le passé, afin de recréer partout les conditions d'un libéralisme d'envergure humaine, locale et régionale dans lequel chaque entreprise sociale, économique ou culturelle utile pourra devenir viable dès la plus petite échelle. En matière de salaire ou de revenu du travail, la clarification inter-domaniale permettra ainsi de laisser aux acteurs du secteur privé une totale liberté d'initiative et d'évaluation, sur la base des valeurs plus raisonnablement établies qu'une concurrence assainie suscitera très logiquement. En effet, les besoins socialement vitaux et suffisants étant désormais résolus par la Constitution via la Garantie Citoyenne du Domaine Public, il en résulte ici que les 50% de richesse réservés au Domaine Privé ne feront plus l'objet d'*aucune* limitation réglementaire concernant les salaires, les revenus, les prix et les profits, pour respecter comme il se doit l'*équi*-liberté constitutive de chaque personne humaine, au même titre que l'égalité objective à laquelle cette dernière a pareillement droit. Ainsi, moyennant le respect universel des mêmes contraintes minimales, le *vrai* libéralisme du secteur privé se trouvera dûment *institué* et respecté en tant que marché ouvert à tous, particulièrement dans le cadre local ou régional qui correspond à une échelle humaine optimale trop souvent dépassée, et ce, d'autant plus que le besoin de rentabilité maximale ne sera plus une question de survie, compte tenu de la sécurité garantie par le Domaine Public, ce qui finira par tempérer, ou plutôt *tempériser* ledit marché privé par *auto*régulation.

En effet, l'existence parallèle de la Garantie Citoyenne et de la démocratie locale constituera la meilleure façon de prémunir la société Tempérante contre toute dérive abusive en matière de comportement socio-économique, à tel point que, très certainement, aucune forme de plafond spécifique ne sera nécessaire concernant les salaires et profits du secteur privé, a fortiori si la loi majoritaire impose le bon sens et la cohérence minimale du *localisme* pour préserver l'environnement en réduisant les transports et répartir l'emploi de façon géographiquement équilibrée. Grâce à la partition-répartition Biéconomique, les citoyens participant au secteur privé pourront déterminer librement les salaires, les prix et les profits, mais dans un rapport de force enfin équilibré, sans plus aucun enjeu vital au sens socio-économique du terme, permettant à chacun, si tel est son libre choix, de vivre sa propre aventure domaniale individuelle en parfaite sérénité, ce qui filtrera psychologiquement les meilleurs apports et rapports de la liberté d'entreprendre, quel que soit le champ d'application social, économique ou culturel concerné.

Á terme, les salaires, revenus ou profits du secteur privé seront perçus comme un bonus sans risque en supplément optionnel vis-à-vis de la Garantie Citoyenne, tandis que la relation employeur-salarié sera celle d'une collaboration plus que d'une subordination, interdisant de la sorte tout abus de pouvoir peu ou prou assimilable à la surexploitation d'autrui, la discrimination ou l'esclavage. Le rapport d'emploi privé au sein de ce néo-secteur méritera enfin l'appellation de *libre contrat* et la souplesse des conditions d'horaire ou de salaire résultera dès lors d'un consentement mutuel propre à apaiser chaque relation professionnelle dans le respect des parties signataires. C'est dire combien la *nature* et le *vécu* des relations privées s'en trouveront dédramatisés, filtrant ainsi automatiquement les seules meilleures initiatives sociales, économiques ou culturelles, de par l'exclusion symétrique de tous les comportements abusifs ou malhonnêtes, c'est-à-dire *objectivement illégitimes* malgré leur apparente légalité. Á la différence du cadre mono-systémique qui mélange confusément les deux faces de notre nature humaine au point de faire toujours triompher les pires comportements via une forme ou une autre de concurrence déloyale ou autre abus de pouvoir, la simple

réorganisation biéconomique libèrera et favorisera sans cesse les projets les plus utiles comme les méthodes les plus honnêtes, tout en stimulant comme il se doit les initiatives individuelles potentielles de *l'ensemble* des citoyens.

De fait, chaque adulte se sentira libre de créer ou non sa propre activité, seul ou en association, pour négocier et vendre son produit, sa création ou son service éventuel, sans être nécessairement préoccupé par une rentabilité ou une profitabilité maximale s'il conçoit cette activité comme un simple mode de vie local socialement épanouissant, tandis qu'inversement, il pourra décider de chercher un emploi en louant une force de travail et des compétences désormais revalorisées par la prise de conscience de la valeur minutaire dudit travail en Domaine Public. Bien que les salaires, revenus, prix et profits du secteur privé soient en pratique indépendants de tout calcul minutaire, la comparaison avec les conditions du Domaine Public ne pourra susciter qu'une concurrence positive, favorisant, via le marché libre, les entrepreneurs et employeurs les plus innovants et les plus respectueux de l'évolution sociétale, aux antipodes des actuels excès de « l'antilibéralisme » monopolistique.

La loi des marchés privés pourra s'appliquer et évoluer au fil du temps sur la base de l'utilité véritable et de la supériorité authentique des futurs leaders socio-économiques ou culturels, lesquels seront les seuls dignes d'être suivis par des citoyens salariés ou consommateurs rendus plus volontaires et lucides que jamais par la fondation commune et égalitaire de leur liberté individuelle de différenciation. La nature ludique, innovante et stimulante du marché libéral favorisera d'autant la créativité de chacun via des relations gagnant-gagnant dédramatisées car devenues inoffensives face à la Garantie Citoyenne du Domaine Public, en contraste absolu avec la descente aux Enfers qu'implique le dumping social de l'ultralibéralisme actuel via les salaires. En prime, l'entreprise et l'entrepreneur retrouveront l'image positive qu'ils méritent, laquelle a été largement corrompue par la financiarisation et l'obsession du profit détaxé, aux dépens de l'économie réelle et de l'équilibre bisphérique minimoptimaximal humainement indispensable au bonheur de la Paix.

C’est en effet sur le chantage aux besoins vitaux que se fondent tous les *abus* de pouvoirs socio-économiques par le biais d’un calcul financier et comptable propre à faire accepter de gré ou de force les pires conditions de travail, à l’instar des fameux « ateliers du monde » d’aujourd’hui. Ainsi les comportements les plus spontanés en matière de gestion et de commerce induisent, à travers l’obsession du *low cost*, la régression et l’effondrement de la valeur travail, des salaires, et même des profits s’agissant de nombreuses PME en situation de sous-traitance et autres entreprises victimes de concurrence déloyale sur leur marché. Cette évolution, bêtement dictée par la myopie du *court-termisme*, est le résultat actuel d’un mono-système *ultra*libéral parvenu au terme de sa logique et de son échelle mondialiste, et dont la conséquence sociétale la plus grave est de réduire à néant la sphère publique improvisée qui conditionne la Paix civile, en privatisant tout ce qui est rentable, jusqu’à la réalité d’un pouvoir politique peu à peu assujetti et corrompu. C’est donc bien l’absence de la biéconomie, objectivement fondée et rendue transparente par l’analyse minutaire, qui explique le caractère inévitable de cette évolution, preuve supplémentaire que ce triste présent ne pourra que se répéter indéfiniment à l’avenir aussi longtemps que cette recette d’équilibrage tardera à se voir adoptée.

Enfin, toujours en matière de salaire ou de revenu du travail, les conditions assainies du nouveau marché libre se doubleront d’une autre forme de concurrence encore plus *positive*, car « complémentarisante » entre les secteurs public et privé. Si, par manque de ressources, défaut d’organisation, ou pour toute autre raison, le secteur public ne satisfait pas l’ensemble des besoins considérés comme socialement essentiels, le secteur privé, en s’appliquant dès lors sur une partie de la « surface vitale », pourra pratiquer des niveaux de salaires, de prix et de profit de nature partiellement illégitime au sens objectif et minutaire, donc plus ou moins en-deçà ou au-delà de la valeur d’équilibre optimale, selon le paramètre économique concerné. Inversement, plus le secteur public couvrira l’ensemble des besoins matériels et culturels perçus comme suffisants aux yeux des citoyens, plus le secteur privé devra s’ajuster à la hausse concernant les salaires et autres revenus du travail et/ou à la baisse concernant les prix et les profits. En pratique, l’équilibre absolu

de l'*équi*-répartition 50/50 correspondra à la meilleure gestion globale possible de la société dans son ensemble, encourageant dès lors les deux domaines à se compléter utilement en termes de produits et prestations, ne serait-ce que sous la menace permanente d'une mise en concurrence inter-domaniale toujours possible en cas de nécessité avérée.

Il résulte de ces réflexions que chaque citoyen adulte sera *assuré* et simultanément *obligé* d'avoir un travail ou une fonction à mi-temps représentant la concrétisation de ses droits et devoirs constitutionnels en matière socio-économique au sein du Domaine Public, quel que soit le secteur d'activité considéré, privé ou public, concernant son travail ou emploi dans la pratique.

Par cette fondation solidaire, impliquant pour chaque pays assez développé l'équivalent de deux journées sur quatre par semaine, voire ici de deux et demie sur cinq selon les habitudes historiques présentes, chaque adulte créera les conditions de son existence citoyenne égalitaire et minimale, seule façon authentique et *objectivement fondée* de gagner par ailleurs sa véritable liberté individuelle. Autrement dit, le salaire ou revenu public ou social du travail, constitutionnellement garanti sur la base de l'égalité minutaire en tant que droit-devoir incompressible et universel, pourra se compléter -sans réelle limite- d'un salaire ou revenu du travail d'ordre privé, librement choisi par chacun selon des besoins supplémentaires, et dès lors non « vitaux » du triple point de vue social économique et culturel, tel que démocratiquement exprimé. L'essence de cette *équi*-partition domaniale individualisée n'est autre que la juste fondation de la citoyenneté socio-économique, indépendamment de la carrière ou des activités de chaque adulte actif, puisque cette distinction de principe ne saurait être perceptible dans le vécu quotidien, eu égard à la double nature physiquement -et psychologiquement- *inséparable* de chaque individu grégaire.

5 - Profits et Revenus du Patrimoine.

Le travail est idéalement censé procurer toutes les ressources nécessaires à la vie quotidienne dans un contexte donné, en incluant les dépenses régulières ponctuelles ou périodiques qui rythment les saisons, y compris le renouvellement des biens de consommation durables jugés utiles ou agréables. Lorsqu'il reste de l'argent ou une forme de valeur disponible, le terme d'*épargne* est employé, surtout quand cette dernière est rendue nécessaire pour faire face à l'imprévu et s'assurer contre les risques supposés de l'avenir, ce qui s'avère indispensable dans le cadre pour le moins « insécurisant » de sociétés mono-systémiques soumises à l'improvisation historique.

Au-delà de cette épargne de précaution, une forme de patrimoine ou de « fortune » relative se constitue avec le temps, et, sitôt que les biens acquis et les valeurs accumulées ne deviennent plus essentiels à la consommation courante ou même occasionnelle, ce patrimoine rapporte un *revenu* de forme très variable, depuis la simple location d'un studio inutilisé ou acheté dans ce but, jusqu'au dividende des actionnaires, en passant par l'intérêt de tel ou tel compte bancaire ou la spéculation des amateurs de risque financier.

Dans un tout autre contexte, le « bénéfice » d'un artisan ou petit employeur en SARL sera déterminé par la différence nécessaire entre l'ensemble des coûts de fabrication ou de prestation et le résultat de la vente des produits ou services, selon la marge autorisée par le niveau des prix subjectivement pratiqués, tandis que la partie non distribuée de ce profit s'avèrera indispensable pour investir et développer chaque affaire familiale. Enfin, dans la cour des grands, les enjeux financiers prennent des proportions gigantesques sur une échelle internationale, transformant les entreprises elles-mêmes en marchandises spéculatives et sources directes ou indirectes de surprofits maximisés.

Cette description on ne peut plus succincte correspond ici à un modèle d'organisation libérale « à l'occidentale », dont la généralisation historique actuelle est à prendre comme une preuve d'utilité certaine, nonobstant les abus et disproportions de la mondialisation déjà maintes fois dénoncés dans ces pages. Constatons pour l'heure qu'à travers tout échange, le besoin d'une certaine marge de profit semble être justifié par l'Histoire, et ce bien avant l'avènement du capitalisme, puisque l'on peut retrouver les éléments constitutifs de ce dernier dans toute société un tant soit peu développée, quelle que soit la civilisation concernée, et particulièrement dès lors que la moindre notion de propriété individuelle ou partagée apparaît.

L'important, à ce stade des *Réflexions*, est de constater que tout revenu provenant d'une épargne, d'une fortune ou d'un patrimoine, et a fortiori de profits financiers, en étant *de facto* intrinsèquement connecté à l'ensemble du circuit économique, dérive plus ou moins directement de la seule source originelle de richesse que représente le *travail*, et plus encore, correspond nécessairement à une forme ou une autre d'activité en tant qu'action, choix ou rôle économique, en tout point assimilable à un « travail » très particulier. Ainsi, le bénéfice et la petite fortune d'un artisan n'est qu'une portion de valeur travail non utilisée sous forme de réinvestissement, de salaire ou revenu usuel. De même, chaque revenu d'épargne, de location, de placement en action ou obligation, ainsi que de spéculation, ne peut être que le fruit ou le résultat indirect d'un bien mobilier ou immobilier toujours constitué à l'origine de *travail*, via le jeu d'une interdépendance le plus souvent inégalitaire, puisque même dans ces contextes, les aléas font partie intégrante du jeu, dans l'opacité absolue de toute économie *désobjectivée* par la relativité historique des comportements, tant individuels que collectifs.

Non seulement la source de toutes ces formes de rentes ne peut être qu'une valeur-travail indirectement thésaurisée ou accaparée, mais l'activité que suppose le temps passé à gérer soi-même ou faire gérer par autrui ces formes de patrimoine et leurs revenus constitue en soi une forme de travail, à plus forte raison lorsque cela devient une occupation à temps partiel, voire à temps complet. Il va de soi, dès lors, que tous les

revenus indirects précédemment décrits sont objectivement équivalents à n'importe quel salaire ou revenu direct du travail, et doivent de ce fait être pleinement pris en compte dans le calcul de la partition-répartition biéconomique, impliquant donc logiquement la participation de 50% de chacun de ces revenus au Domaine Public, à tout le moins ici en termes d'*équivalence minutaire*, ce qui relativisera grandement le taux final de participation dans la quasi-totalité des cas, comme il pourra être constaté au terme de cette recherche.

Il ne s'agit-là en aucune façon de réquisitionner ou de voler la moitié du patrimoine déjà constitué, puisque ce dernier reste entier, mais seulement de faire participer tout propriétaire bénéficiant d'un *revenu* dudit patrimoine sur une proportion de la moitié légitimement *sociale* de ses gains. Cette nécessité se trouve ainsi fondée sur la double nature de chaque individu (ou personne morale), et correspond de la façon la plus réaliste au légitime niveau de toute participation citoyenne au Domaine Public, même si celle-ci peut être ressentie par le lecteur de ces pages comme un impôt contraignant, en raison des habitudes prétempérantes. Tant du point de vue moral de l'équité sociale que du point de vue plus objectif de la minutée, ces 50% sociaux applicables au *revenu* de tout capital représentent ni plus ni moins la même participation que le travail de n'importe quel citoyen, et constituent, pour un rentier ou actionnaire ne vivant le cas échéant *que* de sa fortune, l'exacte proportion égalitaire qui correspond à sa citoyenneté (du moins en tant que *base* universelle du calcul minutaire), lui assurant dès lors, au passage, la sécurité totale de la Garantie Citoyenne individuelle qui va de pair. En résumé, il n'y a *objectivement* aucune différence entre toutes les formes de revenus, du plus modeste salaire jusqu'aux plus gros dividendes d'un milliardaire, malgré la vision si déformante que l'empirisme historique et subjectif suscite vis-à-vis de la valeur socio-économique apparente de chacun, ce qui revient à dire qu'un statut impliquant le moindre revenu est en tout point équivalent à n'importe quel emploi, métier ou autre fonction, et se répartit identiquement entre les natures individuelle *et* sociale de chaque citoyen.

Il est dès lors possible d'affirmer ici que le niveau de partition-répartition de 50/50 détermine la proportion optimale de base de calcul d'imposition de toute forme de revenu du capital ou de l'épargne, ce que les économistes pourront vérifier à loisir via l'analyse minutaire directe ou comparative de *tous* les paramètres en jeu, à tel point que le moindre écart d'un côté ou de l'autre de ce minimoptimaximum induit aussitôt des effets pervers à travers le non-respect de l'équilibre inter-domanial et l'injustice ou violence spontanée qui remet en cause une proportion variable d'Égalité ou de Liberté objective. Sans doute faudra-t-il un peu de temps pour que les mentalités encore commandées par nos instincts primaires évoluent en prenant conscience de cette *réalité*, hélas rendue imperceptible par la confusion de l'empirisme mono-systémique, mais force est de constater ici qu'en matière d'impôt sur le revenu du capital, l'analyse biéconomique permet aussi de définir le bon ou juste niveau d'équilibre, en tant que *base* de calcul historiquement individualisable, seule capable de garantir la cohérence sociétale autant que la Paix civile.

Les disproportions inégalitaires caractéristiques du capitalisme libéral en tant que phénomène historique spontané démontrent l'effet déséquilibrant du non-respect de l'équilibre bisphérique indispensable, aggravé par la confusion mono-systémique déjà mentionnée, avec pour résultat une augmentation quasi exponentielle des écarts de revenu et de pouvoir d'achat, induisant tôt ou tard l'effondrement sociétal que tant de pays subissent aujourd'hui via la mondialisation financière. Au contraire de cette violence permanente, la partition-répartition biéconomique de toutes les formes de salaire ou de revenu sera la meilleure garantie de sérénité sociale définitive, comme de Justice et de justesse optimales, à condition d'être associée à une gestion locale et régionale démocratique pour la définition de tous les critères du partage inter-domanial et des priorités à satisfaire via le Domaine Public et sa Garantie Citoyenne.

Loin de démotiver les individus, cette sécurisation indispensable pour la pacification des comportements socio-économiques vis-à-vis du minimum socialement vital libèrera *l'ensemble* des citoyens, stimulant leur créativité positive plus -et mieux !- que jamais, renouant ainsi avec l'échelle humainement optimale de l'initiative locale, laquelle montre

déjà de très nombreux résultats concrets qui ne demandent qu'un juste droit à l'expérimentation élargie en vue de la généralisation opportune des meilleures solutions, comme en témoigne déjà le si bel exemple de l'économie bleue et circulaire, entre maintes autres innovations.

Le patrimoine, comme toute forme de propriété, répond à un besoin historique de sécurité ou de précaution vis-à-vis de l'avenir, et le choix de constituer volontairement une épargne, ou la chance de ne pas pouvoir tout consommer et d'épargner ainsi par défaut, font partie d'une réalité historique bien compréhensible, surtout dans le cadre de toute économie empirique et instable, laquelle justifie psychologiquement le besoin de transmission à la génération suivante via l'héritage. Il ne faut voir là qu'un besoin en tout point légitime, en particulier concernant le secteur privé et son intrinsèque liberté de choix individuelle ou associée. Notons toutefois ici qu'en Domaine Public, cette préoccupation devrait devenir totalement superflue, puisque chaque citoyen adulte sera assuré de pouvoir jouir du minimum de biens et services et du pouvoir d'achat socialement garantis par sa citoyenneté *active*, c'est-à-dire moyennant sa propre contribution ou son écot social personnel, au même titre que n'importe quel autre adulte. Dans ces conditions, le poids oppressant de cette inquiétude vitale disparaîtra des mentalités, et le choix optionnel d'épargner ou de se constituer un patrimoine pourra s'opérer beaucoup plus librement et positivement, surtout dans le cadre du Domaine Privé, à la façon d'un supplément de garantie sur l'avenir, décidé et modulé en toute liberté individuelle, telle la constitution déjà volontaire de quelque retraite ou assurance complémentaire.

Par ailleurs, la réduction objective des inégalités engendrée par la partition-répartition biéconomique ne pourra que limiter également ce besoin d'accumulation à une proportion plus raisonnable, laissant les citoyens les plus craintifs oublier de vivre pour accumuler si tel est leur choix, sans que cette attitude mentale soit préjudiciable aux épargnants équilibrés qui forment la grande majorité de nos concitoyens. Car il ne fait aucun doute, dès à présent, que la décrispation de toutes les tensions vitales sous-jacentes au besoin de constituer un patrimoine fera évoluer les mentalités jusqu'au cœur du Domaine Privé, suscitant à terme une

autorégulation de bon sens. De même, la libération de *tous* vis-à-vis de la pesanteur socio-économique qui plombe encore notre double nature fera le lit d'une nouvelle culture propre à faire tomber les milliardaires mégalomanes de leur actuel piédestal en tant qu'exemples à suivre. Car les vrais leaders exemplaires de demain ne s'enrichiront plus sur le dos de leurs compatriotes ou de tout étranger, tandis que le temps aura enfin retrouvé sa juste parité avec l'argent, dès lors que l'humain Tempérant se sera rendu maître de sa condition sociétale exhaustive.

6 - Valeur, Prix et Profits en Secteur Privé.

Conditionnant *de facto* le bénéfice ou le profit par la création d'une marge ou plus-value pouvant se voir partiellement ou totalement réinvestie, le prix de vente reste un élément déterminant de tout progrès, et dès lors se pose la question de la détermination de son niveau au sein du marché. Si la seule valeur objective et universelle ne peut être que le temps de travail mesuré en minutée, comme déjà postulé précédemment, force est de constater que le marché habituel de l'offre et de la demande représente la face concrète de l'existence d'un prix qui devient aussitôt dépense et revenu de part et d'autre du binôme acheteur-vendeur, cette réalité naturelle ayant justifié la fameuse théorie néoclassique du marché libre dont la main invisible est supposée tout optimiser, alors même que l'évolution historique en contredit à terme les principes fondateurs.

S'ajoutant à une évaluation salariale des plus aléatoire puisque le plus souvent basée sur la loi du plus fort, autrement dit la violence de conditions sociales hélas objectivement illégitimes mais historiquement légales, la détermination des prix de tous les biens et services proposés donne l'occasion d'une autre forme de domination via le commerce et le marketing pour aboutir au non-sens et au gaspillage actuels, entraînant par ailleurs le risque écologique que l'on sait. Ici encore, la confusion mono-systémique et l'absence de calcul minutaire, en permettant tous les coups les plus bas, ruinent inévitablement les activités locales et les tenants du meilleur rapport qualité-prix au profit des pires stratèges en matière de dumping, de délocalisation et de manipulation publicitaire.

Car, contrairement aux apparences, le consommateur n'est pas le maître du jeu via son pouvoir d'achat, et tous les magazines sérieux spécialisés dans ce domaine montrent à quel point on se laisse facilement abuser à travers les prix et autres opérations discount.

Sachant que le propre de l'évolution naturelle du marché est de tendre vers l'oligopole ou le monopole via la disparition ou l'absorption des concurrents, les prix se trouvent *de facto* dictés par les plus gros intérêts, au détriment d'une saine concurrence, ce qui n'exclut pas pour autant le besoin de vendre, donc de satisfaire la masse des clients au travers d'un double jeu d'enquête et autre manipulation publicitaire. Le résultat n'est que trop visible, avec l'insatisfaction des besoins les plus essentiels, associée à la surconsommation la plus futile qui soit, révélant au bout du compte un gaspillage capitaliste globalement équivalent à celui des planifications communistes les plus centralisées, bien que sous des formes forcément très différentes.

En utilisant le macroscope biéconomique, la valeur-coût de tout produit ou service peut servir de base objective à l'établissement du prix que complète l'addition d'une forme ou une autre de marge ou profit, sachant d'autre part qu'indépendamment du système socio-économique considéré, cette valeur n'est utile et effective que si l'échange *se réalise* via la vente et l'achat simultanés correspondants, faute de quoi l'objet ou la prestation en question devient une richesse inutilisable, un stock encombrant d'invendus ou une compétence socialement stérile en forme d'impasse socio-économique, équivalant à un déplorable gaspillage de ressources et d'énergie.

En d'autres circonstances, la valeur objective peut aussi exister en dehors de toute économie comptabilisable. Par exemple, un auteur amateur passionné de poésie peut écrire et produire son recueil en totale autonomie, pour le seul plaisir d'en offrir un exemplaire à ses proches ou de lire ses créations en partageant son loisir en milieu associatif. Il s'agit alors d'une activité propre à sa vie privée, au sens de personnelle, dans le seul cadre du temps disponible après son minimum d'activité citoyenne au sein du Domaine Public (en secteur public ou privé).

On peut pourtant affirmer que la valeur *objective* de sa création, en termes de temps de vie consacré à cette passion, n'est autre que le total des heures passées à concevoir, écrire, puis peaufiner cet ouvrage, total exprimable en minutées universelles, bien que, dans ce premier cas d'absolue gratuité et d'absence d'échange matériel et pécuniaire du livre en question, cette activité soit impossible à prendre en compte du point de vue socio-économique. En effet, toutes les dépenses inévitablement occasionnées par ce loisir (encre, papier, impression etc.) ne sont qu'une consommation « finale » sans effet supplémentaire autre que le bonheur créatif et associatif du poète dans le cadre de sa vie privée (troisième « temps » de la valse existentielle).

Si cette personne publie son recueil à compte d'auteur ou via un éditeur local, voire par l'intermédiaire d'Internet, avec un prix de vente générant un revenu potentiel, chaque vente sera aussitôt comptabilisable et son activité passe logiquement de la sphère intime au secteur privé de la liberté individuelle d'entreprendre. Même dans ce cas limite d'une création ou production unique et intellectuelle pour le moins non vitale du point de vue socio-économique *stricto-sensu*, ce citoyen peut de fait récolter un revenu sous forme de droits d'auteur, dont l'importance en valeur pécuniaire peut finir par rembourser et dépasser tous les coûts impliqués, y compris son temps de travail, de composition ou d'écriture pour peu qu'un nombre suffisant d'exemplaires soient vendus, et peut-être finira-t-il par devenir un écrivain à plein temps en réalisant ainsi le rêve secret de vivre de sa plume. Si tel est le cas, il devra contribuer financièrement au Bien Commun dans les mêmes proportions que tout autre citoyen.

Ce cas limite de production intellectuelle montre que la valeur minutaire *objective* s'applique en toute circonstance quelle que soit la qualité ressentie de l'ouvrage ou la réputation de l'auteur, puisque toute vie a par définition la même valeur potentielle. La différence qui pourra récompenser cet auteur par rapport à d'autres écrivains dépendra des circonstances culturelles, historiques et évolutives du marché, avec tous

les aléas empiriques que cela suppose (rencontres, soutiens, piston et autres effets *buzz*).

La valeur objective étant mesurable en minutées matérialisées par la production de chaque bien ou service et additionnant tous les éléments nécessaires au travail correspondant, il faut en déduire que le bénéfice ou le profit qui s'y ajoute est peu ou prou assimilable à un sursalaire patronal, managérial et commercial largement autodéterminé de façon empirique, bien qu'en corrélation minimale par nécessité avec une demande quelconque. Le marché correspond dès lors à une réalité historique indéniable nécessitant à grande échelle la rencontre d'une offre et d'une demande, mais sans aucune garantie de cohérence ou de proportionnalité entre les valeurs objectives produites et échangées et les prix pratiqués, induisant les nombreuses aberrations observables en la matière. Par exemple, il suffit de remarquer que le prix fixe d'un livre ne change pas en multipliant les ventes, voire que sa valeur marchande décroît même dès lors qu'il est publié en collection de *livre de poche*. Inversement, les fameux masques de protection anti-Covid ont vu leur prix multipliés par dix à vingt en quelques semaines, alors que les coûts de production-distribution sont censés diminuer en fonction direct des volumes produits ! De fait, en système libéral, il est impossible pour le consommateur lambda de connaître les coûts et les marges de profit que tout prix de vente est supposé exprimer, ce qui n'empêche pas les plus grandes entreprises d'imposer une transparence totale à leurs propres fournisseurs ou sous-traitants et de limiter ainsi les maigres profits de certains partenaires. Dès lors, chaque fois qu'un dominant économique peut imposer une marge excessive en aval, ou inversement des coûts trop réduits en amont, le transfert de valeur qui en résulte implique une perte ou un « manque à gagner » pour l'autre partie, dont l'effet négatif est souvent transférable aux intermédiaires de la filière, jusqu'au tout premier ou dernier maillon de la chaîne de valeurs selon le cas, à l'instar des éleveurs de la filière agricole. Par son effet cumulatif inévitable, ce mode empirique de détermination des prix et profits contribue dès lors au déséquilibre grandissant du marché et à l'asservissement économique des plus faibles, sinon des plus honnêtes (en termes de valeur objective minutaire).

Le bénéfice ou profit se construit donc bien autant sur la relation commerciale que sur la surexploitation salariale, même si cette dernière devient de plus en plus indirecte en s'externalisant ou en se délocalisant. Cela dit, ce jeu historique naturel propre à la liberté d'entreprendre ne saurait être remis en cause dans le cadre du secteur privé sans aussitôt déséquilibrer la balance biéconomique et le respect symétrique dû aux deux natures complémentaires de notre Humanité. Le seul plafonnement indispensable pour précisément garantir et préserver l'équilibre de la pyramide sociétale suppose toutefois le choix politique d'un localisme ou régionalisme optimal, en cohérence vis-à-vis de chaque espace socio-économique et comptable, pour répartir l'emploi et la production au plus près du consommateur local, retrouver et préserver autant que faire se peut la souveraineté économique que suppose toute indépendance, et plus encore réduire à son strict minimum la pollution des transports, ces priorités politiques étant totalement compatibles avec l'efficience socio-économique la plus optimale, comme pourront bientôt le démontrer les analyses minutaires et comparatives *exhaustives* des biéconomistes de l'ère tempérante à venir.

Moyennant la cohérence de ces contraintes de pur bon sens, il n'y a aucune raison de limiter la liberté individuelle d'entreprendre et de s'enrichir dans le contexte légitimement libéral du secteur privé, et ce d'autant plus que la coexistence parallèle du Domaine Public et de la Garantie Citoyenne encouragera spontanément les initiatives et réussites les plus utiles ou *positives*, à la façon d'un filtre à café retenant le marc indigeste de la concurrence déloyale et des pratiques malhonnêtes. Les *vrais* entrepreneurs, visionnaires souvent géniaux et méritants, seront alors récompensés par une juste fortune, dans le respect complet de ce qu'ils doivent aussi à la communauté républicaine en tant que citoyens comme les autres, via leur propre participation minutaire et égalitaire au Domaine Public. Si leur soif d'argent et de puissance reste insatiable malgré l'évolution culturelle si équilibrante de la biéconomie délodiste, leur richesse, comme leur pouvoir économique, en deviendra *légitime* et irréprochable à tous les égards, et quel que soit le niveau atteint, de sorte qu'ils n'auront plus besoin de se donner bonne conscience a posteriori

via une charité ambiguë devenue inutile. Ainsi donc, en secteur privé, les prix et profits pourront-ils continuer à se laisser déterminer par le jeu habituel et subjectif du marché, autorisant une liberté d'initiative intacte mais désormais assainie, car dépourvue de toute nocivité vitale au sens du minimum *sociétalement* nécessaire à chaque citoyen, ce qui induira des évolutions devenues enfin compatibles avec l'intérêt général, sous le contrôle politique et toujours indispensable d'une majorité réellement démocratique, dès lors que la Constitution sanctuarisera définitivement le véritable espace de liberté auquel chacun a droit à longueur de vie.

7 - Le Bon Profit, Juste Récompense du Risque.

Bien que le profit se fonde très largement sur la baisse des coûts (salariaux entre autres) et sur maximisation des prix de vente, la fortune qu'il procure est aussi le résultat d'une prise de risque et d'une initiative plus ou moins innovante, récompensant un leadership le plus souvent justifié par le marché, du moins tant que ce dernier reste suffisamment ouvert à la concurrence, ce qui n'est hélas jamais très longtemps le cas et justifie donc la nécessité de l'équilibrage biéconomique et délodiste. Dans la mesure où la partition-répartition décrite dans ce chapitre 8 permettra enfin de réguler et de tempérer cette motivation légitime pour respecter le double besoin universel de Liberté et d'Égalité minimales et vitales, et moyennant la (re)prise en compte d'une saine cohérence géo-démographique politiquement définie, les nouveaux profits privés seront plus que jamais justifiés en tant que récompenses de réussites devenues exemplaires, méritant les honneurs unanimes des médias et de l'opinion, puisqu'étant désormais dépourvus du moindre effet sociétal pervers, et ce, pour la toute première fois dans la longue et chaotique Histoire des humains.

Jusqu'à présent, d'un point de vue plus psychologique, et en tant que personne dotée d'une conscience humaine et de tous les sentiments que cela suppose, chaque entrepreneur subit aussi pour partie le jeu sans règle imposé par des circonstances socio-économiques aléatoires, ce qui l'incite à se poser la question des limites de son propre pouvoir, de son

influence sur autrui, et du rôle social que suppose sa propre évolution professionnelle, à plus forte raison s'agissant des emplois et des salaires. Sauf à tomber dans l'inconscience pathologique et si égocentrique de certains multimilliardaires noyés dans un océan d'or et d'argent, de plus en plus d'employeurs et autres responsables économiques, sensibles aux dérives financières par trop évidentes de l'*ultra*libéralisme mondialisé, ainsi qu'aux conséquences humaines de la délinquance en col blanc de certains réseaux, dénoncent eux-mêmes les abus d'aujourd'hui jusqu'au point de réclamer en chœur une redistribution minimale et décente des richesses via une sorte de *new deal*, s'interrogeant dès lors sur la façon de procéder et les proportions à respecter.

La réponse à leur juste interrogation ne peut être que minutaire et biéconomique, seule façon de concrétiser sans mélange préjudiciable la double nature de toute relation socio-économique. En effet, comme déjà souligné plus haut, le profit et la concurrence, toujours indispensables en tant que conditions stimulantes du progrès et expressions de la liberté d'entreprendre, induisent une forme de déséquilibre, d'inégalité, de fuite en avant et d'improvisation, à l'instar de la démarche souvent chaotique d'un randonneur en terrain hostile. La lutte que cela suppose définit des vainqueurs et des vaincus, des dominants et des dominés, réalité que le profit exprime parfaitement en puisant sa source aléatoire sur le dos des salariés et consommateurs. Ce jeu-là restera parfaitement légitime et se verra au bien contraire plus justifié que jamais dans le secteur privé, à condition de respecter l'espace équivalent de la Paix civile et sociale relevant du Domaine Public. Il n'est aucune autre façon pour le profit de devenir intégralement légitime, afin de se défaire de ses pires aspects autant que de ses excès politiques et planétaires. Qui plus est, la saine « décrispation » ou pacification de tous les enjeux concernant le Bien Commun et la Garantie Citoyenne ne fera que stimuler la vitalité des entreprises les plus utiles et compatibles avec l'épanouissement général, en libérant les meilleurs entrepreneurs de la concurrence déloyale des escrocs objectifs et autres délinquants économiques, conscients ou non de leur grave responsabilité dans le présent chaos.

Les futures analyses minutaires pourront aisément attester que la *pré*-partition-répartition biéconomique à 50/50 détermine et conditionne le point d'équilibre sociétal absolu, le « sommet » évolutif mais toujours bien centré d'une certaine pyramide, autrement dit, le centre de gravité de la (double) spirale ADN qui définit notre identité humaine dans son essence sociale *et* économique, ou sociétale *et* individuelle. Dès lors, grâce à l'assistance permanente d'une proportion fixe encadrant une évolution constante, la Justice ainsi définie se trouvera corroborée par la justesse d'un calcul économique enfin exhaustif, et toutes les conditions seront réunies pour profiter d'un avenir pacifique, propre à réconcilier l'économique et l'écologique, au point de pouvoir identifier ces deux dimensions de l'existence à une seule et même dynamique en constant perfectionnement. Le plus rassurant, à ce stade déjà avancé de l'étude en cours, est en effet d'observer à quel point la future partition-répartition biéconomique respectera les libertés historiques spontanées des relations économiques habituelles, tout en les *tempérant* en volume et en nature dans leur juste proportion objective et positive, grâce à la mise en place de la Garantie Citoyenne universelle d'un Domaine Public enfin devenu complet, dans le sens d'inclure la Justice et la Paix, en lieu et place des honteux gaspillages humains et environnementaux qui caractérisent les sociétés prétempérantes.

Août 2020

Réflexions Socio-Économiques 9

Macroscopie Biéconomique 5

(Cœur Pyramidal - Proportions - Localisme)
(Commerce International)

Au beau milieu des nombreux détours de navigation à vue que l'archipel des agrégats socio-économiques impose pendant la traversée pacifique de ces *Réflexions*, il est bon de s'attarder sur le sommet d'une île afin de faire le point et d'observer la direction que prend peu à peu le chapelet montagneux jusqu'à présent exploré, et plus encore l'horizon assez prometteur des prochaines étapes incontournables, tandis que ces petites terres éparpillées commencent à s'agencer en un collier ouvert et ordonné, patiemment reconstitué par le sillage d'une curiosité désireuse d'être utile et logique, malgré la persistance de certains brouillards qui devront tôt ou tard se dissiper.

Ainsi semble-t-il profitable, avant de poursuivre l'analyse des autres agrégats économiques, de prendre à nouveau la hauteur suffisante d'une réflexion historiquement transversale à visée planétaire, afin de ne pas perdre de vue la pertinence des nombreux éléments déjà étudiés vis-

à-vis de ceux qui sont encore programmés pour la suite de ce Livre II, un peu à la façon d'un fin gourmet prenant le temps de s'octroyer la pause digestive d'un « *trou normand* » au beau milieu d'un repas trop copieux, pour ne rien perdre des saveurs et des nutriments d'une bonne table.

1 - La Cohérence Pyramidale.

La cohérence nécessaire à toute société équilibrée, si gravement mise à mal depuis la mondialisation en raison de la finalité strictement financière de cette dernière, suppose un minimum de correspondance historique entre les quatre faces de chaque pyramide sociétale, (voire les cinq faces en incluant au même titre son socle naturel) afin d'assurer au mieux l'autonomie et l'indépendance de chaque communauté citoyenne. Il ne faut en effet jamais perdre de vue que la société, en exprimant un besoin grégaire d'association d'innombrables énergies individuelles, est censée permettre à *tous* ses citoyens d'accéder à un niveau de confort, de bien-être, de conscience ou d'épanouissement très supérieur à ce que ces derniers pourraient obtenir isolément, même si, comme on a déjà pu le noter, l'Histoire improvisée s'est hélas jusqu'à présent construite sur une violence et un instinct de *sur*-domination exacerbés par l'enjeu vital du *tout* ou *rien*.

La situation mondiale présente, révélée dans toute son aberration par les conséquences internationales de la pandémie du Covid 19, est la preuve historique la plus éclatante de l'absence de cohérence minimale de toute logique empiriquement mono-systémique en termes d'équilibre sociétal, de Justice et de Paix. La loi du plus fort qui prévaut encore sur les droits les plus vitaux faute de démocratie effective et de (ré)partition biéconomique a *de facto* détruit maintes cohérences locales, régionales et nationales, un peu comme si le chantier gigantesque d'une unique pyramide mondiale était en route, sur la seule base du profit maximal, aux dépens de chaque entité culturelle et sociétale. Il suffit d'observer le revirement tout récent (de principe et en paroles) d'un Président Macron en faveur du localisme et de l'indépendance industrielle pour saisir et

déplorer l'inanité de la moindre logique économique supranationale dès lors que le seul *sur*profit en constitue le moteur.

Que cela soit d'un point de vue constitutionnel et politique ou économique et social, la cohérence minimale de chaque construction sociétale suppose de fait une indépendance, une autonomie, ou pour tout dire une souveraineté aussi complète que possible, faute de quoi ladite société se trouve en situation de *vassalité* directe vis-à-vis d'une autre, laquelle se traduit aussitôt par une surexploitation relative ou absolue assimilable à une forme ou une autre de colonisation, voire d'annexion. Ainsi, tout espace géographique et démographique relevant d'une même identité comptable correspond-t-il à un territoire donné, sur lequel s'est construite -et évolue sans cesse- une communauté humaine historique dont les caractéristiques sont d'ordre politique, économique, social et culturel, (sans autre priorisation que la seule chronologie des *Réflexions* en cours).

La cohérence systémique de la pyramide allégorique suppose le maintien d'un équilibre parfaitement centré, bien qu'évolutif, entre les quatre faces de sa construction, sur la base d'un socle écologique auto-suffisant dans la mesure du possible. Dans l'idéal, cela impliquerait que ladite pyramide se construise exclusivement avec les matériaux de son environnement naturel le plus immédiat, et en utilisant intégralement les ressources décisionnelles (politiques) techniques (culturelles) et surtout organisationnelles (socio-économiques) de la population concernée. Qui plus est, ladite pyramide s'en trouverait bâtie une fois pour toutes dans une dimension donnée, fixant ainsi à jamais ses parfaites proportions, et n'évoluant dès lors qu'en termes qualitatifs concernant son contenu ou sa propre « substance sociétale ».

Or l'Histoire n'est qu'une permanente évolution, par laquelle, même dans la situation précédente, les faces de la pyramide peuvent s'épaissir et s'agrandir sans garantie aucune de le faire en même temps, sans compter que les aléas géographiques et l'éparpillement trop inégal des ressources supposent des matériaux venus d'ailleurs et de nombreux échanges commerciaux ou militaires pour se procurer les pierres taillées

ou la main-d'œuvre la plus soumise. Ainsi faut-il bien reconnaître que l'évolution historique et les progrès de communication inéluctables sont autant de facteurs favorisant un enrichissement relationnel sur le mode concurrentiel d'une lutte spontanée pour la domination, sans autre limite naturelle que la planète elle-même, à l'échelle qui nous concerne ici.

La *liberté* de cette évolution historique apporte de très nombreux bienfaits et les échanges qui résultent de cette émulation ou synergie internationale ne sauraient être remis en cause sans limiter gravement le potentiel positif de l'Histoire à venir, autrement dit du progrès ou de la communication interhumaine sous toutes ses formes. L'actuelle prise de conscience planétaire, tout comme la multiplication des échanges les plus *complémentaires*, sont autant d'avantages dont profitent un nombre croissant d'humains, y compris les ennemis de la mondialisation dans sa forme ultralibérale actuelle.

Dans ce contexte historique constamment élargi et toujours plus imprévisible, les sociétés humaines sont appelées à se « redéfinir », sans pour autant se définir à nouveau « comme avant », malgré les tentations compréhensibles de repli identitaire ou national sur fond de nostalgie d'un passé à jamais révolu, et en raison de l'absence de toute nouvelle perspective sociétale motivante. Il est inévitable que, faute de mieux, la destruction des sociétés précédentes par la coagulation mondialiste de la finance et du profit incite au retour en arrière, à la façon d'une impasse obligeant un véhicule de transport en commun à reculer, avec le risque d'y laisser sa carrosserie en blessant ses passagers. Or, sous l'éclairage du macroscope biéconomique et des principes délodistes qu'il suppose, les débats sans issue qui opposent les soi-disant *progressistes* libéraux à de prétendus réactionnaires et autres *populistes* ne font qu'exprimer la double nature des uns et des autres, tant il devient évident que seules les propositions tempérantes, de par leur juste équilibre, seront à même de réconcilier ces opinions en réalité complémentaires.

La véritable cohérence sociétale pacifique et minimale à laquelle chaque citoyen et chaque peuple a *légitimement* droit depuis l'origine de l'Humanité ne peut être assurée que par l'équilibre politique délodiste et

le minimoptimaximum de la partition-répartition biéconomique, qui en constitue la base sociale. Cela équivaut en quelque sorte à la définition d'une sous-pyramide aux proportions parfaites et de cohérence totale au sein même de la pyramide historique évolutive visible à chaque époque, laquelle est par définition toujours instable puisque constamment en chantier. Solidement ancrés sur la réalité objective et universelle de la minutée, le Domaine Public et sa gestion démocratique la plus directe et locale possible permettront bientôt de définir, d'ajuster et de conserver définitivement les justes *proportions* de l'équilibre sociétal pacifique, tout en évoluant en douceur au fil des capitalisations communes d'une évolution par ailleurs indispensable dans le temps, comme dans l'espace terrestre de notre Humanité.

Par définition, ce cœur pyramidal doit permettre à toute société de fait auto-définie d'équilibrer a minima les quatre faces sociétales de sa noble construction, et si possible jusqu'à sa cinquième (et en réalité première) face territoriale et écologique. La nouvelle définition sociétale *multifaciale* proposée par ces pages atteint un degré d'universalité sans précédent, puisqu'elle permet potentiellement de mesurer les contraintes minimales de toute société réellement autonome et souveraine. Aucune cohérence écologique, socio-économique, culturelle et politique stable n'est en effet possible sans la définition et la préservation volontaire et commune du *cœur pyramidal* de chaque société apparente, garantie qui n'interdit aucunement par ailleurs l'évolution permanente du chantier de l'Histoire, puisque, bien au contraire cette dernière s'en trouve aussitôt pacifiée.

2 - Proportions et Dimensions.

Les civilisations, tout comme les nations et leurs cultures, sont le résultat aléatoire de violentes évolutions historiques impliquant contacts et différenciation face à des voisins immédiats en même temps qu'une lutte interne et sans merci pour la domination, au fil d'une aventure plus animale qu'humaine dont les frontières actuelles sont le reflet toujours précaire. Ces regroupements humains accomplis de gré ou de force ont

peu à peu abouti à un véritable puzzle géo-démographique passablement irrationnel, associant désormais dans un village global des entités d'une variété infinie en termes de taille, de richesse et de pouvoir. Hormis l'influence originelle des barrières naturelles de notre environnement, lesquelles se trouvent désormais largement dépassées par les moyens de communication, force est d'observer que les critères de construction des multiples pyramides sociétales ainsi improvisées sont toujours subjectifs et irrationnels au regard de la nature universelle de l'espèce humaine et de toute vie terrestre, bien que précisément, les cultures induites par ces agrégats parcellaires d'Humanité témoignent d'évolutions pour le moins très différentes en termes de maturité ou de stade de développement.

Autrement dit, les contextes pratiques et historiques construisant chaque pyramide sociétale actuelle définissent des entités économiques intrinsèquement arbitraires, nonobstant l'influence inévitable des us et coutumes culturels et sociaux sur nos comportements collectifs autant qu'individuels. Pour autant, toutes les « lois objectives » de la pesanteur économique et sociale sont les mêmes partout, quelle que soit la façon historique de construire chaque pyramide, induisant à long terme des conséquences aussi implacables qu'un principe malthusien ou darwinien pour risquer jusqu'aux effondrements mortifères que l'on sait. Au fil du temps, sur le mode concurrentiel qui prévaut toujours en l'absence de tout espace vital sanctuarisé, les pays et nations d'aujourd'hui sont dans la même situation que n'importe quelle entreprise humaine, tandis que sous la direction jusqu'à ce jour illégitime de minorités dominantes, les options imposées aux divers peuples font le lit d'une spécialisation et d'une interdépendance dont la seule rationalité-finalité est aujourd'hui financière, pérennisant ainsi l'injustice et la violence systémiques en les aggravant inexorablement au péril de la Terre, Humanité comprise.

Le cas français en offre un des pires exemples, dans la mesure où cette société, parmi les plus autosuffisantes au regard de ses ressources potentielles, et hautement développée à maints égards par le passé, s'est vue vidée de sa substance par le hold-up de la mondialisation au point d'être dépendante du reste du monde pour l'essentiel de sa production et de sa consommation, tandis que l'emploi disparaît ou se précarise pour

une proportion croissante de sa population. Pire encore, la globalisation partielle du faux projet européen néolibéral aboutit à la seule promotion de la face pyramidale économique *stricto-sensu* via l'euro, pour lui faire écraser sans aucun état d'âme les faces sociale, politique et culturelle qui devraient en toute logique aller de pair.

Qu'il s'agisse de minuscules états parfois très riches par la grâce d'une ressource naturelle surabondante (si ce n'est par l'artifice d'une option financière défiscalisée les transformant en laverie d'argent sale), ou de puissances géantes d'échelle quasi continentale, voire a fortiori de la triste majorité des autres nations anciennement riches ou pauvres qui subissent de plein fouet la logique ultralibérale débridée, les pyramides sociétales deviennent de fait *anormalement* interdépendantes sans que *toutes* les faces qui doivent en maintenir l'équilibre bien centré aient une chance égale d'évoluer.

Or, dans cette perspective d'analyse historique macro-sociétale, l'approche minutaire et biéconomique permettra enfin d'éclairer le fond de la réalité mondialiste en autorisant une classification limpide entre la bonne et la mauvaise internationalisation, dès lors que l'on pourra tenir compte du cœur sociétal exhaustif de chaque pyramide. La liberté d'être et d'agir, identifiable à l'indépendance ou à la souveraineté, suppose idéalement une autonomie minimale entre les quatre (et même les cinq) faces de chaque pyramide, du moins concernant le *cœur pyramidal* que représente le Domaine Public, sans quoi il ne saurait y avoir la moindre cohérence architecturale minimale et sécurisée, autrement dit la moindre Paix sociale durable. Cela revient à dire que s'il doit y avoir échange et contact inter-pyramidal avec n'importe quelle autre « entité sociétale », l'interdépendance qui en résulte devrait être autant que possible limitée à l'épaisseur externe de la construction, cette dernière étant de fait en chantier permanent (avec les divers aléas correspondants), tandis que sa nature devrait idéalement correspondre à une partie du seul Domaine Privé.

L'analyse minutaire, par définition objective et universelle dans le temps et dans l'espace, permettra bientôt de mesurer la *vraie* valeur et

la nature « utile » ou non de tous les échanges « internationaux » aussi facilement que celles de leurs équivalents « domestiques », tandis que la partition biéconomique définira, de façon à la fois précise et évolutive, le « cœur pyramidal » dans son rapport *intra-pyramidal* avec sa propre enveloppe, via la partition domaniale paritaire déjà étudiée. Cela ouvre pour chaque pays, ou espace comptable collectif, la perspective d'une gestion socio-économique enfin optimisée de façon à la fois réaliste et exhaustive, respectant ce que l'on pourrait appeler la *loi de l'optimum maximisé* ! En effet, l'architecture de la pyramide sociétale de chaque Domaine Public potentiel, cachée sous les apparences de la construction historique et évolutive qui l'enveloppe et la fait grandir ou s'effondrer selon le cas, constitue le lieu primordial d'un équilibre sociétal propre à garantir le *minimoptimaximum* déjà mentionné, sur l'axe du centre de gravité résultant des quatre (voire cinq) faces nécessaires à l'autonomie la plus complète. Mais puisque dans la réalité historique planétaire, les relations internationales permettent avant tout de dépasser largement les limites naturelles d'un socle territorial toujours insuffisant en ressources disponibles, il faut comprendre les échanges inter-pyramidaux comme l'opportunité d'élever les quatre autres faces de la construction, via une forme de plus en plus pointue, ce qui a pour effet de rendre d'autant plus indispensable la justesse de détermination de la partition biéconomique. De fait, et suivant les lois de toute architecture, cet équilibre se trouvera sur l'axe vertical du centre de gravité, mais ce dernier, tout comme le sommet du *minimoptimaximum*, pourra toujours évoluer en hauteur par le jeu historique des contacts et des échanges, outre le développement logiquement prioritaire des potentialités sociétales internes.

Cela n'interdit aucune des configurations empiriques résultant de l'histoire économique régionale, continentale ou planétaire, mais permet de comprendre que le Domaine Public peut donc évoluer en fonction de la hauteur de son propre sommet, en tant que cœur pyramidal de chaque édifice historique. On peut rêver d'un « paradis terrestre » sociétal qui résulterait d'une parfaite et exclusive adéquation entre les cinq faces de la fameuse construction égyptienne, à tout le moins concernant le cœur architectural du Domaine Public, ce qui signifierait qu'aucun *besoin* de contact extérieur ne saurait troubler l'équilibre ainsi atteint, mais le plus

important pour la Paix sociale et l'optimisation évolutive de la gestion sociétale sous tous ses aspects suppose seulement que les *proportions* d'équilibre de ce cœur restent les mêmes quelle que soit la hauteur de l'édifice Public au sein de l'ensemble historique, garantie que seule la partition-répartition biéconomique permet d'obtenir.

La réalité historique et géographique de notre condition terrestre, dont l'aboutissement d'échelle planétaire est inéluctable, implique un certain degré d'interdépendance objective entre des sociétés toujours incomplètes et qui gagneraient à s'uniformiser sur le plan éco-technique de la gestion des ressources et des échanges socio-économiques, par le biais de la valeur universelle de la minutée et du principe biéconomique. Or de trop grandes différences culturelles et subjectives retardent cette évolution, témoignant de degrés de maturité très variables en direction de ce lointain et pourtant incontournable accomplissement sociétal et universel. Á travers cette marche pour le moins erratique et inutilement douloureuse de l'Humanité, le *sens unique* de l'avenir est pourtant déjà préinscrit au plus profond de nos gènes, tout comme dans le secret de l'atome et de son étrange antimatière, telle une programmation logique implacable, et la contribution des *Réflexions* en cours ne vise qu'à faire progresser les sciences et les consciences humaines dans cette attirante perspective, via la compréhension et la maîtrise des rapports sociétaux les plus objectifs sur les faces logiquement en vis-à-vis du social et de l'économique.

Dès lors, l'essentiel des différences culturelles observables dans l'actuelle mosaïque planétaire révèle l'empirisme irrationnel d'états, de nations et d'empires toujours construits sur le mode primaire de la loi du plus fort, sous le joug psychologique d'une condition historique et de réflexes en contradiction flagrante avec la double nature de notre espèce humaine. Les définitions culturelles et arbitraires qui découlent de cet inévitable tâtonnement nous aveuglent face à l'universalité de la réalité objective sous-jacente et de son courant le plus profond, jusqu'à nous diviser en tempêtes écumantes de violence à la surface des apparences. Sous l'éclairage du point de vue délodiste, minutaire et biéconomique, toutes les « entités sociétales » actuelles se révèlent aussi accidentelles

que fragiles, simples résultats d'une Histoire humaine trop chaotique sur fond de conditions géographiques inégales et naturellement évolutives.

Pourquoi ne pas regrouper certaines entités déjà culturellement compatibles et *de facto* interdépendantes car complémentaires, telle la majeure partie de l'Europe actuelle, si ce n'est en raison de différences subjectives, à la fois politiques et économiques, dans le but principal de préserver les intérêts minoritaires des castes dirigeantes ? Inversement, pourquoi ne pas maintenir l'indépendance de ces nations européennes en les fédérant pour les seuls projets utiles et profitables à chacune, si ce n'est pour les mêmes raisons *sur*dominatrices et conservatrices ? En prenant un minimum de hauteur de vue, il semble évident que les entités comptables, tout comme les lois sociales ou économiques si complexes dérivant des improvisations historiques de nature mono-systémique, ne sont que de vaines et incomplètes (sinon même hypocrites) tentatives de réconcilier nos contradictions humaines sous la pression constante de la loi tendancielle de l'équilibre bisphérique et de maintes luttes sociales, tentatives au demeurant programmées pour échouer, ou à tout le moins ne jamais aboutir à terme, du fait de la priorisation *abusive* des intérêts minoritaires et privés.

Quelles que soient les circonstances et leurs effets sur la hauteur toute relative de la pyramide, l'équilibre sociétal absolu dépend du *cœur* de cette dernière, sur la base objective désormais autorisée par le calcul minutaire et biéconomique, d'autant plus que cet instrument universel permettra aux futurs économistes de mesurer et de contrôler la nature et le volume des échanges réellement utiles, aussi bien que de repérer les effets pervers de toute interdépendance nocive, c'est-à-dire nuisible à l'équilibre socio-économique et pyramidal, en incluant au passage une dimension écologique devenue ainsi d'autant plus facilement mesurable.

3 - Dimension Optimale et Localisme.

En raison même des contacts planétaires, il est inéluctable que de nombreux échanges *positifs* se développent, permettant désormais à chaque *citoyen du monde* d'élargir sa conscience, sa connaissance et son expérience de toutes les saveurs de ce petit univers, et cette dimension des échanges sera spontanément favorisée par la gestion biéconomique et minutaire, à condition que la face politique correspondante devienne délodiste. Á l'inverse, tous les *abus* caractéristiques de l'opportunisme ultralibéral qui pille les ressources naturelles, recolonise des pays entiers et asservit l'ensemble des peuples, seront peu à peu gommés de la carte mondiale à mesure que les activités et les emplois se répartirons en se localisant au plus près des consommateurs, selon l'*éco-logique* du bon sens le plus élémentaire, a fortiori s'agissant du minimum socialement vital de la Garantie Citoyenne et du Domaine Public.

Ici encore, la valeur fixe et universelle de la minutée, associée aux données statistiques et à la puissance de calcul des nouveaux outils numériques ou digitaux, devrait permettre de visualiser presque en 3D, non seulement les « pyramides macro-sociétales » de tous les pays dans leurs dimensions socio-économiques les plus quantifiables, mais tout autant les constructions locales et régionales, afin d'optimiser l'équilibre nécessaire au plus près des citoyens et d'économiser ainsi le temps, l'argent et toutes les ressources humaines et naturelles, via la gestion sociale et territoriale la plus équilibrée et complète qu'il se peut.

L'incohérence si bouillonnante de l'immense chaudron mondial, dont la main invisible de la finance spéculative tourne encore la cuillère, ne fait plus aucun doute pour personne, comme le révèle par exemple le plan de relance économique post-Covid-19 de l'actuel gouvernement français, puisque l'essentiel de la très généreuse distribution d'argent public en question revient à des méga-entreprises qui ne se privent pas de dégraisser leur personnel dans l'Hexagone, tandis que les sommes allouées aux citoyens-consommateurs ne feront au mieux qu'encourager

d'autant les importations, compte tenu d'un « tissu industriel » national délibérément démantelé. Dès lors, on comprend que la fuite en avant de cette logique monopolistique suggère le mirage-prétexte d'une forme de gouvernement mondial en douloureuse gestation, aussi improbable que l'inutile promesse d'une construction politique européenne indéfiniment retardée, pendant que la gouvernance économique actuelle en *surprofite* toujours plus.

Autant il s'avère certain que des instances mondiales *réellement démocratiques* seront de plus en plus nécessaires pour intervenir dans certains contextes internationaux, autant il est visible que les organismes actuels sont impuissants à gendarmer le monde de manière efficace, et inexistants sur le plan politique, quand ils ne se trouvent pas eux-mêmes pervertis en vils outils de *sur*domination minoritaire. Á l'instar de toute démocratie de taille humaine, il est dès lors plus réaliste de partir de la base, du local, du régional et du national, pour construire, si nécessaire, une honnête coagulation bénéfique à chacun des participants, en lieu et place des jeux de puissance concurrentielle entre états. Du point de vue biéconomique, on peut dire que tous les pays dont le cœur pyramidal, c'est-à-dire le Domaine Public ou le minimum socialement vital, dépend anormalement de l'étranger, ont objectivement intérêt à fusionner avec un de leurs partenaires, faute de profiter de la masse critique suffisante pour pouvoir s'assurer la moindre Garantie Citoyenne pérenne quant à leurs besoins vitaux, sans aléa ou dépendance nette subie de l'extérieur.

D'un autre point de vue, il est vrai que la dépendance entre pays exportateurs et importateurs est largement réciproque, preuve qu'un certain degré de spécialisation internationale soude *de facto* tous ces partenaires dans une réciprocité que les pays de l'OPEP, tout comme la Chine ou le reste de l'Asie, ne sauraient démentir. L'important est dès lors de pouvoir trier le « bon » commerce international du « mauvais », dans le sens objectif d'un calcul *socio*-économique enfin exhaustif, à l'aide de l'analyse minutaire factuelle et dans le respect du principe biéconomique et de sa partition égalitaire. La dimension « optimale » de la pyramide sociétale, voire *des* pyramides sociétales emboîtées les unes dans les autres comme des poupées russes, pourra bientôt se rechercher

et se définir de façon plus objective que jamais grâce aux outils déjà proposés dans ce livre, rejoignant en cela le bon sens le plus direct, en particulier vis-à-vis de l'équilibre écologique au sens exhaustif, c'est-à-dire incluant l'humain dans la totalité de son propre environnement.

Cela suggère déjà que du point de vue cohérent de toute société humaine, le commerce international doit avant tout procurer au pays ce qui lui manque, ce qui revient à dire ici que *dans la mesure du possible*, tout ce qui peut être produit sur place pour la consommation nationale doit se trouver non seulement favorisé mais protégé par les conditions sociétales si complémentaires des trois autres faces de la pyramide, en particulier via la régulation frontalière. Par nécessité politique vis-à-vis de la Constitution délodiste devant assurer à chaque adulte la Garantie Citoyenne et l'activité minimale qui correspond, mais aussi par respect de l'indépendance et de la souveraineté que suppose l'existence même de toute entité sociétale, et plus encore pour réduire l'empreinte carbone et toutes les autres formes de pollution dérivant des transports et autres échanges inutilement complexifiés, le *localisme régional et national* s'impose déjà (ou plutôt à nouveau) dans tous les esprits de bon sens, comme le seuil indépassable à respecter, sous peine de causer aussitôt les plus graves déséquilibres sociétaux autant qu'écologiques, comme le démontre si tristement le hold-up commercial, financier et bancaire de la mondialisation *ultra*libérale.

Nul besoin d'être un génial architecte égyptien de quelque règne pharaonique pour savoir qu'on ne construit pas une pyramide sur une seule face, ni même de s'appeler Keynes pour constater l'inanité des politiques économiques excessivement libérales, lesquelles transforment un État passivement complice en pompier-infirmier impuissant face aux « plans sociaux » des multinationales. Le rôle de la face politique est de garantir l'environnement légal pour que *toutes* les entreprises utiles et viables du pays aient les meilleures chances d'auto-développement en situation de concurrence loyale, au lieu de tromper a posteriori les citoyens en venant vainement « au secours » de telle ou telle situation médiatisée, en paroles et sans les actes, tandis que sous le masque d'un virus libéral depuis longtemps monopolistique, la face politique de la

fausse pyramide sociétale se réduit à la farce politicienne d'une entité fantôme.

L'analyse minutaire des échanges internationaux permettra aux biéconomistes de mesurer plus concrètement que jamais tous les flux de travail, de valeurs et de marchandises qui caractérisent le monde actuel, avec l'avantage d'en révéler les aberrations économiques et écologiques de façon quasi incontestable, démontrant à quel point le dépassement de la progressivité localiste s'est trouvé artificiellement biaisé pour l'intérêt le plus minoritaire qui soit et dans des conditions assimilables à une délinquance criminelle vis-à-vis de milliards d'êtres humains maintenus en situation d'esclavage contemporain, dans la précarité la plus absolue. Qu'il s'agisse de choix délibérément conscients ou de la folie aveugle de la *main invisible* d'un marché dépourvu de tête, ce mode d'évolution historique ne saurait perdurer tel quel face à ses propres contradictions, et n'aura le droit légitime de perdurer qu'en se conformant *d'abord* au pilotage démocratique de la Garantie Citoyenne, seule façon pour le vrai libéralisme *positif* qu'il contient de refaire surface. Précisément, seule la priorisation démocratique délodiste, jointe à la cohérence pyramidale du Domaine Public gérant la partition-répartition biéconomique, permettra d'assainir cet empoisonnement généralisé et d'éviter le suicide collectif qui en découle, en redistribuant à parité les rôles légitimes et respectifs de la liberté d'entreprendre et de l'égalité minimale auxquelles chacun a droit par sa seule existence sur Terre. L'avenir démontrera qu'il n'est aucune autre solution possible face aux contradictions toutes *apparentes* de notre double nature, y compris à l'échelon planétaire.

4 - Localisme et Mosaïque des Marchés.

La double influence des conditions historiques et géographiques précédant l'ère planétaire actuelle a suscité pendant des millénaires la naissance de sociétés humaines séparées, à la façon de villages isolés trop rarement en interrelation pour développer le moindre dénominateur commun du point de vue pyramidal, quelle que soit la face concernée, et malgré l'ancienneté relative des premiers échanges commerciaux. Mais

l'évolution inéluctable desdits contacts, hélas plus souvent musclés que pacifiques, a conduit l'Humanité jusqu'à la situation présente, qui d'une façon ou d'une autre constitue déjà l'improvisation d'une civilisation planétaire. Car il suffit que des contacts durables se multiplient pour que tôt ou tard, via les échanges, les fusions ou les annexions, une mise en commun *objective* s'opère peu à peu, filtrant à long terme des intérêts mutuels, en dépit des conflits politiques, culturels et commerciaux que l'improvisation historique a jusqu'à présent imposés.

Á l'échelon de chaque « pays » ou entité sociétale, la pyramide résultante a concrétisé une cohérence minimale entre ses quatre faces complémentaires sur la base des ressources limitées de son socle. Or il en est des pays vis-à-vis de l'Humanité comme des individus vis-à-vis de la société, et faute de démocratie, les comportements imposés par les choix des dominants minoritaires déterminent directement la teneur des relations internationales via la diplomatie, les traités et les organismes d'échelle planétaire. Dans ces conditions, l'absence de démocratie fait que les options prises sont contraires à l'intérêt majoritaire des peuples, tandis que par ailleurs, sans mesure objective universelle et minutaire, ni partition biéconomique, les innombrables abus déjà explorés se trouvent gravement amplifiés à l'échelon des relations internationales, les guerres ne formant que la douloureuse surinfection « inter-sociétale » des abcès nationaux.

Du point de vue socio-économique, et dans la mesure où chaque « marché sociétal » a sa propre cohérence, les équilibres se mettent en place de façon locale, régionale ou nationale selon une continuité géo-démographique progressive, en conformité avec des mentalités et des comportements plus ou moins avancés sur la route du progrès *objectif* et de son logique sens unique. C'est ainsi que n'importe quel touriste peut s'épater de la différence apparente des prix de certaines denrées dans le pays exotique qu'il visite, sans réaliser que les conditions de salaire, de production et autre change monétaire relativisent cette différence toute subjective. Cela dit, dès lors que le commerce international multiplie les échanges, les pyramides en contact doivent se compléter et s'adapter à une nouvelle situation, constamment évolutive, dont les conséquences

peuvent déstabiliser leur surface externe en la faisant grandir ou épaissir lorsque ladite société gagne à l'échange, voire rétrécir ou s'éroder dans le cas contraire, sans compter que ces évolutions peuvent s'avérer bien plus cruciales lorsqu'elles mettent en jeu le cœur pyramidal et sa teneur *sociétalement vitale*.

Le commerce a pour ainsi dire toujours été nécessaire, d'abord en tant qu'échange de ce qui manque le plus à chaque partenaire, à la façon d'un troc, puis en tant qu'augmentation d'une richesse plus futile dont l'échange profite essentiellement au *sur*dominant, pour aboutir à la délocalisation du travail et de l'emploi mise en place par et pour les entreprises multinationales et leurs banques sur base d'une abolition des frontières facile à déguiser en progressisme mondialiste, et à condition qu'aucune limitation ou rationalisation socio-politique n'interfère. Dans ces conditions, les nouveaux outils d'analyse et de gestion sociétale ici proposés offrent les moyens techniques d'étudier sereinement la réalité et plus encore de piloter la préservation et l'évolution du fameux cœur pyramidal que représente le Domaine Public en tant que priorité absolue permettant de maintenir l'équilibre *éco*-démocratique, dans le sens à la fois socio-économique et écologique du préfixe. En pratique, la minutée et la partition-répartition biéconomique rendront les calculs à venir plus rationnels que jamais, au point d'éclairer quasi scientifiquement le bon sens naturel de la majorité citoyenne.

Par exemple, et s'agissant particulièrement du contexte actuel des pays développés déstabilisés par la mondialisation, il est triste de voir que seuls quelques dirigeants de tempérament particulier, qualifiés de « populistes », prennent de bonnes décisions politiques aboutissant à la relocalisation d'un maximum d'activités sur le territoire dont ils sont responsables, par le seul courage de restaurer un minimum de frontières commerciales et de taxation des importations, avec pour résultat quasi immédiat de favoriser l'emploi, ressusciter leur économie et apaiser les tensions sociales issues de la précarité. Certains pays imposent des lois qui sont en parfaite cohérence avec *leurs* priorités sociétales, nonobstant la soi-disant ouverture du marché planétaire, à l'instar de la Chine qui exige la création de *joint-ventures* à majorité minimale chinoise pour

chaque entreprise étrangère désireuse de s'y implanter dans le but de produire et de vendre, aussi bien que d'importer ou d'exporter. Dans la même « veine », et en dépit des motivations politiques et économiques impérialistes d'un Donald Trump aux USA, force est ici de reconnaître que l'emploi s'était spectaculairement redressé outre atlantique suite à sa politique dite « protectionniste » peu avant la pandémie du Covid 19, tout comme à nouveau depuis quelques temps. Ces deux grands pays sont loin d'être des exemples délodistes ou biéconomiques du point de vue sociétal, mais le bon sens qui fait passer leur intérêt avant celui des autres semble *de facto* tenir lieu de garantie minimale pour le cœur pyramidal de leur société, aussi improvisé et incomplet soit-il.

L'intérêt de l'analyse minutaire et de la partition biéconomique sera d'asseoir les bases d'une nouvelle cohérence particulièrement utile en matière de relations internationales, aussi longtemps que les entités sociétales correspondantes ne seront pas au même niveau de maturité sur les quatre faces de leur pyramide, indépendamment de leur volume. Car ce sont surtout ces différences de niveaux, plus que tout autre aspect culturel subséquent, qui font le lit quotidien de l'exploitation des uns par les autres via la néo-colonisation de la délocalisation *low cost*, suscitant, en plus des *sur*profits mondialisés qui ruinent la planète, les migrations massives de tous ceux qui fuient la misère, la guerre, et le dérèglement climatique qu'un tel gaspillage ne fait qu'aggraver.

On rétorquera peut-être que les deux exemples cités concernent de très grandes puissances capables d'imposer leur loi aux autres, mais pour autant, certains « petits pays » ne se privent pas de n'en faire qu'à leur tête dans l'intérêt premier de la majorité de leur peuple. Après tout, le propre de la souveraineté quadri-faciale, voire « penta-faciale » de la moindre pyramide volontaire est de faire la bonne *péréquation* entre ses propres contraintes architecturales locales, seule façon pour toute entité sociétale réelle de préserver sa propre dignité et sa juste fierté, et de se faire respecter via une forme d'identité « républicaine » dûment fondée sur une conscience collective affirmée. Cela s'appelle la souveraineté ou la Liberté partagée. Or c'est bien là que se trouvent le cœur du blocage à la fois politique et économique d'un vieux pays comme la France et la

preuve tangible du *hold-up* sociétal d'échelle sans précédent opéré par des pouvoirs économiques multinationaux sur les droits sociaux de cette éco-démocratie française, aux dépens de son peuple. Si les gouvernants et autres décideurs de ce pays pouvaient avoir le courage et l'honnêteté de gérer dans l'intérêt *majoritaire* du peuple, ils se sentiraient le droit et le devoir de garantir l'emploi de tous les actifs potentiels par le moyen de la *loi française*, en exigeant, ne serait-ce que par saine intelligence écologique, que toute entreprise étrangère désireuse de vendre en France soit obligée de produire en France pour le marché français, ce que la taille d'un pays de près de soixante-dix millions d'habitants justifie très largement. Si des choix transparents étaient démocratiquement laissés aux classes moyennes majoritaires, ces dernières préfèreraient sûrement l'achat de produits et services français, de qualité contrôlable, dont les prix correspondraient automatiquement à un juste pouvoir d'achat *intra-national* pour que les entreprises puissent écouler leur production sur place, tandis que par l'emploi et son salaire, les citoyens de l'Hexagone verraient leur niveau de vie croître et s'équilibrer enfin dans les mêmes proportions.

Le localisme n'est rien d'autre que cette évidence de cohérence et de fondation par le bas, comme l'impose toute construction durable, ce qui n'empêche aucunement l'augmentation de l'échelle des échanges jusqu'au niveau international, à la façon d'un arbre dont les branches s'épanouissent à partir du même tronc, et qui communique en parfaite osmose avec son environnement sans renier la plus petite de ses racines. Une entreprise étrangère ne veut pas investir ni donc vendre en France ? Quelle importance cela peut-il avoir, dès lors que de réelles garanties frontalières permettront à certains Français de produire la même chose pour leurs compatriotes ! De nombreux produits disparaîtront peut-être du marché et des gondoles de supermarché ? Quelle importance, s'il reste l'essentiel de ce dont les Français ont besoin et qu'ils sont capables de produire, en pleine cohérence sociétale interne ! La France existait en tant qu'exemple universellement enviable bien avant la mondialisation féroce du *discount* et du *low cost*, avec des produits durables de haute qualité, propres à satisfaire un *mode* de vie et une *qualité* de vie très supérieurs à l'actuelle déshumanisation dans laquelle ce grand peuple a

perdu les principes humanistes de son Histoire, au point d'être écartelé entre ses nobles idéaux de Justice-Égalité minimale et sa pâle -et naïve- imitation des pratiques managériales anglo-saxonnes.

Á l'instar de la pseudo-construction européenne dont le seul pan financier écrase les autres dimensions, les relations commerciales de niveau international sont régies par la loi du plus fort, avec encore plus de violence à la clé que leurs correspondantes intra-nationales, montrant l'échelle extrême de la logique mono-systémique du libéralisme à tous crins, alors même que cette nouvelle dimension se heurte à l'espace clos de la planète, lequel leur renvoie déjà en écho le boomerang des pires contradictions que l'Histoire ait jamais cumulées.

5 - Le Bon ou le Mauvais Commerce International.

La mondialisation actuelle est le résultat extrapolé d'un *abus* de liberté typique de l'absence d'une partition biéconomique équilibrée, et dont l'effet direct est de rétrécir, voire d'annihiler, l'espace public et sociétal de l'égalité objective minimale à laquelle chaque être humain a droit, attestant en ce sens l'exportation des contradictions « nationales » de chaque pays, à la façon d'une perpétuelle fuite en avant. Les toxines de ce capitalisme abusif font pourrir la société dont elles se nourrissent, comme un furoncle finit par faire éclater sa bulle purulente, cette phase d'inflammation et d'effondrement correspondant aux crises systémiques sociales et guerrières dont la violence extrême assainit temporairement les tissus sociétaux, au détriment de tant de vies aspirant à la Paix. Face à cette triste loi de la nature, contraire à l'idéal qui différencie l'humain de l'animal en degré de conscience, la solution biéconomique et son calcul minutaire permettront de respecter, avec autant de justesse de calcul que de justice d'intention et de pratique, les aires équivalentes de l'égalité minimale et de la liberté maximale, en évitant les interférences nocives qui polluent leurs relations fondamentalement complémentaires, et ce, aussi bien à l'échelon des relations internationales qu'au sein de chaque pays a minima « comptablement » défini.

L'équilibre sociétal pacifique dépend en réalité uniquement du maintien de la proportion biéconomique maximale de 50/50, quelle que soit la hauteur variable de la pyramide totale et la richesse factuelle qu'elle représente. Les aléas des relations internationales, tout comme n'importe quel cataclysme ou évolution naturelle, auront toujours une influence plus ou moins déterminante sur le *niveau de vie* de chaque population concernée, à plus forte raison si le cœur pyramidal lui-même est trop dépendant de l'étranger, mais le *mode de vie* sociétal optimal et pacifique restera intact aussi longtemps que la partition-répartition sera maintenue à son niveau *minimoptimaximal*. Mieux encore, la stabilité des proportions ainsi atteintes maintiendra un localisme objectivement mesurable de façon équilibrée via l'analyse minutaire, dès lors propre à promouvoir les meilleures initiatives d'échange international, non sans décourager symétriquement, et pour le bien de tous, le dumping social et la concurrence déloyale qui sont devenues les deux mamelles infectées de la délinquance mondialiste.

Outre un localisme plus justifié que jamais sur sa base minutaire, les choix futurs en matière de commerce international et de traités seront le fait d'un pouvoir *démocratiquement* garanti par le délodisme qui va de pair, en s'appuyant en toute transparence sur les outils de gestion exhaustive ici proposés, avec une exigence de *réciprocité* que le droit légitime des peuples à disposer d'eux-mêmes rendra incontournable. Cette réciprocité de bon sens, seule à même de respecter la souveraineté de *tous* les peuples, supposera par exemple qu'en symétrie avec le cas décrit plus haut, toute entreprise désireuse d'exporter soit encouragée par la loi à créer une usine dans chacun des espaces étrangers concernés, plutôt qu'à faire dépendre l'emploi national d'une demande extérieure plus ou moins aléatoire, au prix d'une logistique inutilement polluante. Car la vocation la plus naturelle des citoyens n'est pas de *sur*-travailler pour l'exportation si le marché français (par exemple) se trouve saturé, pas plus qu'il n'est logique d'importer ce qui peut être produit sur place. Si l'on supposait que, globalement, l'emploi en France dépende à 50% de l'exportation, et que ce pays importe par ailleurs une proportion plus ou moins identique de sa consommation, cela serait tout sauf la preuve d'une gestion cohérente, tant du point de vue sociétal qu'écologique,

sauf concernant des produits ou ressources localement indisponibles. Le bon commerce international est donc celui qui *complète* les besoins de chaque pays, sans induire une interdépendance chronique et artificielle le plus souvent inégalitaire et faussée, puisque basée sur des niveaux de développement trop différents, induisant une forme de colonisation et de pillage de ressources et de valeurs *objectivement illégitime* à l'échelon de la société planétaire.

Ainsi le commerce international apparaît-il lui aussi comme le fidèle reflet des travers typiques de l'*ultra*libéralisme mono-systémique, reproduisant à l'échelle amplificatrice de la planète les défauts de toute société humaine non encore pacifiée, faute d'ignorer sa double nature. Pour autant, le *bon* commerce extérieur, comme le *bon* mondialisme, sont aussi des réalités indispensables à l'épanouissement général via le progrès du développement économique, et la réussite des meilleures entreprises sur la plus grande échelle possible ne saurait être remise en cause, du moins en tant qu'expression de la liberté d'entreprendre et résultat mérité d'une *saine* concurrence. Mais cela suppose simplement la définition minutaire et démocratique du localisme optimal via chaque législation réellement souveraine, et le respect de la partition-répartition biéconomique à proportion objective des 50% que doit représenter le Domaine Public de chaque entité, y compris concernant la sphère privée des relations internationales, à travers l'équilibrage indispensable de ses droits et devoirs envers les communautés nationales impliquées et leurs espaces comptables respectifs.

Cela revient à dire qu'à la différence des manœuvres usuelles des surpuissantes méga-firmes d'envergure mondiale, la Loi définissant chaque frontière sociétale doit s'exercer de plein droit quel que soit le lieu du siège social de ces entreprises, au même titre et dans les mêmes proportions de participation que n'importe quel citoyen particulier, faute de quoi l'entreprise concernée ne remplit pas son devoir minimal et se rend responsable d'abus de pouvoir *objectivement illégitimes*, ce à quoi correspondent les justes appellations de délinquance économique et de nocivité. En termes d'analyse minutaire biéconomique, il sera donc tout à fait possible -et toujours plus facile avec les outils d'aujourd'hui- de

définir et de calculer la *positivité* ou la *négativité* de tous les acteurs et décideurs économiques dans leurs résultats les plus concrets, sachant que l'échelle internationale ne fera que révéler plus clairement encore l'utilité ou la nocivité de ces derniers, voire jusqu'à la proportion exacte entre ces deux effets pour une même entreprise. Cela dit, moyennant le respect généralisé des *proportions* de l'équilibre biéconomique qui sera bientôt établi, et à la façon du secteur privé de chaque pays, toute liberté d'action deviendra légitime, et les réussites mondiales qui en résulteront à quelque échelle que ce soit ne pourront mériter que les honneurs et l'admiration de tous, car il s'agira là de la vraie récompense d'un génie commercial, industriel ou financier dépourvu de tout effet pervers ou autre atteinte aux droits imprescriptibles de chaque peuple, comme de chacun des éco-citoyens qui le composent. Au passage, cette exploration supplémentaire démontre clairement à quel point l'indissociabilité de l'économie et de la politique est encore plus flagrante dans ses effets sur les relations internationales, ce qui justifie comme impératif également *inter-sociétal* le « mariage » définitif de la Constitution délodiste et du principe de biéconomie minutarisée dans chaque pays concerné, seule façon de rendre les futurs échanges optimaux et pacifiques à tous les égards. Á l'inverse, toute l'Histoire et son plus récent avatar révèlent hélas la connivence parfaite entre l'absence de démocratie majoritaire directe et les abus de pouvoir de la mauvaise concurrence internationale, sur fond de destructions trans-sociétales aux « effets dominos » les plus désastreux. Pour subjectifs que puissent paraître les termes de *bon* ou de *mauvais* dans ce contexte, leur sens minutaire et précis permettra bientôt à toutes les sociétés humaines de *se* gérer enfin de façon démocratique et pacifique dans l'intérêt du Domaine Public, tandis que les sociétés privées pourront *se* développer sur l'espace *libre* qui leur reviendra tout aussi légitimement, sans plus aucune conséquence *vitalement* négative ni injustement imposée sur qui que ce soit.

Les relations internationales seront ainsi l'occasion d'un mutuel enrichissement fondé sur le respect de l'Humanité, individuelle autant que collective, et la croissance mondiale qui en découlera s'en trouvera plus justement répartie sur l'ensemble des régions habitées de la planète,

en évitant d'autant plus facilement les « mégaspillages » si dévastateurs et polluants des surconcentrations confuses d'aujourd'hui.

6 - Économie Internationale et Futur Planétaire.

Les précédentes sections de ce chapitre amènent logiquement le lecteur à considérer que l'économie internationale n'est pas une science particulière ni de teneur fondamentalement différente de toute discipline observant les entités nationales qui composent le puzzle mondial, si ce n'est qu'à ce niveau supérieur de notre planète, les décideurs principaux sont des multinationales et des gouvernements, les uns et les autres étant toujours foncièrement illégitimes dans leurs *abus* systémiques, tant que leur liberté d'action sans borne ne sera pas *tempérée* et assainie par la « double » proportionnalité du délodisme politique et de la partition-répartition biéconomique (et minutarisée).

Il n'est dès lors guère étonnant que, par l'intermédiaire de ce contexte élargi, l'improvisation historique et les comportements de tous les leaders concernés *aggravent* les relations en caricaturant les mêmes travers de pesanteur socio-économique déjà observés au sein de chaque société. Plus encore qu'en contexte intérieur, en matière internationale, l'économie de marché apparaît comme une guerre ouverte permanente, non seulement entre économies nationales, mais aussi plus subtilement entre la caste des *sur*dominants d'envergure mondiale et leurs peuples asservis de travailleurs-consommateurs et autres exclus, tandis que la super-compétition en jeu se trouve exacerbée par l'absence -ou le retard savamment entretenu- de toute forme de réglementation sociale sérieuse ou de régulation politique supérieure, lesquelles supposeront à plus long terme l'universalisation des deux solutions ici proposées, afin d'obtenir la Paix à l'échelle planétaire la plus complète possible.

Hormis les manœuvres secrètes des diplomates et autres agents missionnés via maintes occasions de décisions influentes qui nourrissent à juste titre l'impression de quelque complot permanent, la partie visible de l'iceberg, en tant que véritable point de jonction international entre le

politique et l'économique, n'est autre que l'établissement des *traités commerciaux* de libre échange ou de relations préférentielles, sous la (sur)pression de nos jours pleinement assumée des lobbies, dont les plus puissants ne sont autres que l'émanation des entreprises multinationales à vocation industrielle, commerciale ou bancaire, avec les motivations prioritaires bassement financières que l'on sait. En l'absence -voire avec la complicité active ou résignée- des pouvoirs politiques, dont le rôle devrait être pourtant de réguler la liberté abusive de certains décideurs internationaux pour la rendre compatible avec l'intérêt général qui est aussi celui de la Paix civile, les superpuissances économiques dictent leur volonté et ont -beaucoup trop facilement- imposé *leurs* traités de libre échange économique intégral via la suppression de toute frontière commerciale, ainsi que l'abandon de tout pouvoir monétaire souverain aux banques privées ou aux institutions semi-publiques supranationales, tandis que pour faire bonne figure auprès des peuples, et plus encore à titre d'échange de bons procédés, de nouvelles entités politiques soi-disant internationales ont dûment récompensé les bureaucrates et autres énarques en nouvelles carrières parasitaires et grisantes prérogatives, à l'instar de l'Union Européenne et de son « impossible » accouchement politique et démocratique au bout de soixante années de simulation. Le curieux paradoxe de cette dernière est qu'elle s'appelle *Union* depuis qu'elle n'est devenue qu'un informe marché ultralibéral au sein d'une mondialisation qui détruit la plupart de ses pays membres, alors même qu'elle s'appelait *Marché Commun* aux temps heureux où chaque nation participante était *co*-gagnante par la grâce d'une saine mutualisation !

Dans la mesure où aucune démocratie directe et transparente ne semble exister à grande échelle pour le moment, et a fortiori tant qu'une solution biéconomique et minutarisée ne se verra pas majoritairement adoptée, le seul résultat possible est l'effondrement de sociétés civiles et étatiques vidées de leur substance, sans la compensation de la moindre construction régulatrice supérieure et démocratique. Sachant que toute démocratie ne peut se construire que par le bas, du seul fait que l'échelle locale ou régionale en constitue la meilleure garantie de transparence, de souplesse et d'efficacité, il ne faut plus rien attendre de majoritairement positif de la part des institutions supérieures ou supranationales, au sein

desquelles les risques inhérents de corruption inconsciente, passive ou active, croissent avec la taille en proportion géométrique. Or tel est bien le mode opératoire actuel de la constitution d'un gouvernement mondial aux ordres de l'économie et de la finance, folie ultime d'une logique qui n'a plus rien de *libéral* depuis longtemps. De fait, le portrait actuel de la situation planétaire a de quoi miner l'optimisme le plus fort et révèle de façon de plus en plus révoltante la face de dirigeants politiques moins démocrates que jamais, dont la raison d'être n'est plus que de servir les intérêts des *sur*dominants économiques et financiers, en noyant leurs peuples de paroles mensongères ou d'effets de communication, et en les divisant par les peurs les plus irrationnelles qui puissent être, afin de se maintenir au pouvoir, selon les principes si bien établis d'un Machiavel.

Á l'opposé de cette *pseudo construction* mondialiste inversée par la flèche descendante de lois minoritaires imposées des sommets via la seule force de la violence la plus illégitime, la double solution délodiste et biéconomique est à même de rendre ce magma enfin cohérent, en le triant par le bas et jusqu'au plus haut niveau planétaire, sans même avoir à démolir ce qui est déjà solidement établi comme utile, un peu à la façon d'une simple inversion de signe ou de polarité magnétique, dans le seul but de faire enfin la juste part des choses entre la Paix égalitaire et sociale minimale d'une part, et la Liberté individuelle différenciatrice d'autre part, ce qui constitue un pari tout aussi accessible à l'échelon du globe, mais uniquement en tant que conséquence logique de la mise en place du délodisme et du biéconomisme aux échelons locaux, régionaux et nationaux.

Cela induira naturellement la cohérence d'une nouvelle maîtrise politique des relations internationales, par l'intermédiaires de traités qui devront tenir compte des intérêts réciproques des partenaires en jeu, ce que toute constitution délodiste permettra en totale osmose avec l'intérêt majoritaire et la préservation du cœur pyramidal ou Domaine Public. Il en résultera logiquement un apaisement peu à peu généralisé de toutes les relations internationales, tant politiques que commerciales, dans la mesure où tous les peuples, dès lors qu'ils se libèrent des manipulations idéologiques, politiques ou religieuses des *surdominants* autoproclamés

et minoritaires, sont à même de savourer la Paix civile ou sociale, puis internationale, sans jamais avoir besoin de se diviser ou de s'inventer un ennemi intérieur ou extérieur en guise de bouc émissaire. L'écrasante majorité des humains n'aspire qu'à la Paix que conditionne l'équilibre biéconomique *minimoptimaximal*, puisqu'en réalité tous les drames de l'Histoire, tant communautaires qu'intercommunautaires, ne sont que la conséquence directe d'abus de pouvoirs idéologiques et politiques ultra-minoritaires, dont les piètres représentants seront un jour remplacés par des Présidents Délégués devenus plus respectables que leurs équivalents d'aujourd'hui, pour appliquer *à la lettre* les préférences majoritaires en matière internationale.

Alors même qu'ils n'auront personnellement plus aucun pouvoir décisionnel ou discrétionnaire sur leurs peuples respectifs, ces nouveaux dirigeants politiques seront respectés et deviendront incorruptibles, tant vis-à-vis de l'intérieur que de l'extérieur, en tant que personnification de la volonté collective de citoyens devenus intégralement *souverains*. Dès lors, les options et les comportements pacifiques, en devenant la règle intelligente dans l'intérêt réciproque de tous les peuples, diffuseront la Paix civile intérieure jusqu'à l'extérieur des frontières avec l'efficacité de l'effet amplificateur ou géométrique déjà observé précédemment. Tel est le véritable destin de la planète, le vrai dessein de la Vie, comme la secrète programmation de nos âmes et de nos consciences, suivant une juste quête de progrès vers l'Humanité supérieure des Tempérants.

Le paysage international actuel se caractérise par la domination de deux ou trois empires qui se partagent sans vergogne l'exploitation de milliards d'êtres humains privés de leur liberté légitime à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de ces géants, tandis que, sciemment tolérés par un semblant d'organisation ou de régulation internationale, de minuscules pays sont curieusement préservés pour servir de paradis fiscal ou de blanchisserie fort malodorante. La suprématie américaine, imitée de près par sa sœur jumelle chinoise, s'est ainsi construite sur des bases totalement subjectives du point de vue de la légitimité qui précède toute Histoire, provoquant en cascade des conflits régionaux insolubles dont les nouvelles armes sont plus économiques que guerrières. La plus

puissante de ces dernières étant toujours l'argent tant que les règles du jeu libéral resteront *mono*-systémiques, l'usage historiquement imposé du dollar en tant que monnaie internationale permet aux USA de faire assumer au reste du monde les croissantes contradictions de leur propre économie, et de capter ainsi les richesses et ressources de leurs vassaux, en concurrence subtile -et passablement ambiguë- avec les ambitions sans limite de leur partenaire-adversaire chinois. Le résultat est qu'à ce jour, sous le fallacieux prétexte de l'usage généralisé du dollar, la justice américaine s'octroie de fait le privilège de l'extraterritorialité, sans que ni les entreprises ni les gouvernements des autres nations n'osent réagir, de peur de perdre de juteux marchés. J.M. Keynes dénonçait déjà en son temps l'usage d'une monnaie nationale en tant que moyen de paiement international comme une dangereuse aberration historique, en suggérant très justement de créer une devise spécifique, mais on pourrait tout aussi bien, et beaucoup plus facilement, se débarrasser du dollar en recréant les conditions d'un juste échange international impliquant, soit à part égale, soit au prorata des valeurs économiques objectives et minutaires du marché, les monnaies respectives des pays directement concernés par tout échange international, ne serait-ce qu'à titre de solution provisoire. De fait, la croyance quasi religieuse en la valeur de l'étalon-dollar n'est qu'une vaste illusion artificiellement maintenue par la spéculation, et dont le jeu délibéré consiste à ouvrir ou fermer le robinet en fonction du besoin périodique du sur-dominant d'importer ou d'exporter matières premières ou produits manufacturés. On imagine aisément l'absence de fondation objective des pseudo-échanges qui peuvent découler d'une telle improvisation, sous la domination illégitime qui nourrit encore ce processus historique, ce que l'analyse minutaire des véritables transferts mis en jeu devrait pouvoir révéler plus clairement que jamais.

Le pire est que cet état de choses équivaut de fait à la remise en cause des souverainetés nationales, corroborant sur le plan monétaire et financier l'appropriation abusive des libertés, et dès lors l'irrespect de toute égalité minimale vitale à l'échelon collectif des pays ou nations, preuve de la transposition inévitable des excès caractérisant toute entité sociétale en l'absence de socio-démocratie biéconomique. Autant dire que cette pagaille mondialiste devra tôt ou tard évoluer dans la direction

suggérée par le présent ouvrage, sauf à mettre en péril fatal l'Humanité autant que sa planète si précieuse et fragile.

Le besoin d'une *tempérisation* internationale minimale ne saurait être satisfait par les actuels traités et leurs institutions internationales, dans la mesure où les représentants et décideurs impliqués ne sont pas les relais directs de choix démocratiques, ce qui explique que les options politiques adoptées ne font qu'entretenir un faux-semblant de gestion planétaire, sans aucunement remettre en cause les déséquilibres établis, ni les règles du jeu bancaire ou financier qui les entretiennent de crise en crise. Pour espérer éclaircir cet imbroglio planétaire et trouver la bonne sortie du labyrinthe actuel, l'objectivité de l'analyse minutaire sera plus indispensable que jamais, en permettant de déterminer *rationnellement* la valeur réelle des devises en jeu, tandis que l'avantage sans égal de la partition biéconomique sera de découpler le national de l'international sur le plan financier en isolant judicieusement le moyen de paiement du Domaine Public de tous les aléas impliqués par la finance internationale, sans empêcher cette dernière de jouer sur son propre terrain privé, mais désormais à ses *propres* risques et périls. Ce cloisonnement monétaire intra-pyramidal correspond peu ou prou au besoin constamment réitéré de séparer les activités financières de dépôt et de spéculation au sein des banques, ainsi qu'à l'impérieux besoin de mettre en place une banque unique pour le Domaine Public de chacune des entités sociétales afin de rendre leur cœur pyramidal plus stable et indépendant que jamais.

Á l'instar du localisme si consubstantiel d'une autonomie aussi souveraine que possible concernant tous les biens et services du cœur pyramidal ou Domaine Public, la monnaie nationale ou régionale devra être stabilisée dans sa valeur objective immuable via quelque système bancaire *public* simplifié en un seul moyen de paiement exprimable en minutée et totalement déconnecté de toute perturbation internationale par quelque moyen technique que ce soit, ce qui sera d'autant plus facile à réaliser que les évaluations financières et monétaires historiques et subjectives seront obligées de respecter la référence minutaire et de s'en rapprocher tendanciellement, tandis que les taux de change éventuels se verront ainsi *politiquement* déterminés sur cette même base objective,

au lieu d'être livrés aux marchés spéculatifs habituels. Qu'il s'agisse de faire cohabiter deux monnaies intra-sociétales ou de sécuriser autrement la partition d'une seule et même devise en deux volumes correspondant aux besoins des Domaines Public et Privé, selon les mécanismes ou les solutions techniques disponibles, l'essentiel sera de sanctuariser ou de protéger en toute circonstance la masse monétaire sociale d'usage public et sa valeur minutaire face aux aléas spéculatifs propres aux relations privées d'envergure nationale ou internationale. Cela dit, l'équilibrage biéconomique et son effet répartitif sur l'ensemble de la population des adultes-actifs aboutira déjà à l'utile sécurisation sociale des revenus, dès lors doublée de l'adaptation forcée du marché privé, y compris en ce qui concernera subséquemment les relations et pratiques financières, celles-ci ne pouvant plus se « déconnecter » de l'économie réelle, sauf à leurs *propres* risques et périls, c'est-à-dire sans plus aucun effet pervers sur le cœur pyramidal public ou éco-citoyen.

Sur le plan politique, les traités commerciaux présentés comme définitivement incontournables sont parfaitement sujets à dénonciation au bon vouloir de la préférence citoyenne majoritaire, et devront donc être revus et légitimés par chaque peuple concerné à l'occasion de la prochaine évolution délodiste, en particulier dans le cadre français d'une Sixième République temporaire, pour permettre aux citoyens de faire le tri entre ce qu'il faut conserver, modifier ou ajouter dans ce domaine, comme dans toutes les autres dimensions de la Loi commune.

Les pratiques de l'économie internationale seront donc appelées à évoluer dans le sens d'un assainissement indispensable sur la base du respect dû à chaque entité sociétale, tandis que l'objectivation de plus en plus évidente des intérêts *communs* favorisera de nouveaux espaces de fusion ou autre « fédéralisme socio-économique », voire politique, mais uniquement en fonction de la volonté majoritaire des peuples concernés, et dès lors en garantissant un *intérêt mutuel* bien compris. Si des besoins de solutions plus élargies se font ressentir afin de pouvoir dépasser les moyens insuffisants d'entités sociétales trop petites, la coagulation enfin *associative* et *positive* qui en résultera ne pourra que progressivement construire une forme de dénominateur commun à toute l'Humanité, au

fur et à mesure que ses multiples composantes sociétales comprendront la Fraternité de fait de leur condition terrestre *objective*, preuve que ces dernières auront largement dépassé les barrières culturelles et primaires d'une humanisation par trop incomplète sur l'essentiel.

En prétendant se « construire » sur l'effondrement de pyramides locales, nationales ou régionales encore en devenir du seul point de vue démocratique, le projet actuel d'un gouvernement mondial dévoile au grand jour sa finalité dominatrice strictement économique, alors qu'il faut au contraire commencer l'édifice par le bas, via la société délodiste et biéconomique la plus pacifique qui soit, pour assurer des fondations définitivement inébranlables à l'inévitable accomplissement planétaire programmé dans l'inconscient collectif de notre Humanité. La fin du monde n'est pas pour demain, et le puzzle de civilisation qui se met en place bon gré mal gré ne saurait disparaître dès lors que tous les recoins de ce globe sont en contact, suscitant déjà la prise de conscience d'une condition planétaire partagée au fur et à mesure que se mélangent les peuples et plus encore les personnes de toute origine. La seule condition pour accélérer le processus est de le pacifier en créant *l'environnement sociétal optimal* pour que les humains et leurs cultures se solidarisent et se complètent, en dépit des signes inverses d'une triste actualité toute provisoire au regard des progrès de long terme que le temps accumule.

7 - Exemplarité Sociétale et Contagion Positive.

Contrairement à la formule en forme de souhait, l'exemple vient d'en bas et du plus profond des racines de l'Histoire, par le jeu subtil de l'expérience qu'offre le temps via la transmission. Lorsque l'*exemple* vient de plus haut, voire du sommet, c'est uniquement parce qu'il a déjà fait ses preuves plus bas, différenciant aussitôt les grands personnages historiques des petits dominants usuels, à l'instar du beau parcours d'un Charles de Gaulle comparé à celui de ses successeurs. Il est vrai qu'en l'absence de toute démocratie biéconomique, les fondations sociétales faussées font s'effondrer ou s'affronter des pyramides trop bancales, et ces douloureuses périodes de remise à plat peuvent révéler de grandes

figures humaines, non sans risquer à l'inverse, et hélas beaucoup plus fréquemment, de promouvoir des caractères plus ou moins dictatoriaux, tant le besoin régressif d'un Père ou d'une Mère de la nation se fait alors ressentir.

Ces aléas historiques, pour spectaculaires qu'ils soient, ne sont que les vagues écumantes et violentes d'une surface qui cache le courant profond et essentiel de l'Histoire à long terme, lequel tisse peu à peu une trame indifférentes aux drames, via la maturation de la conscience collective des sociétés humaines, et malgré les effets de contre-courant ou de ressac aujourd'hui si tristement visibles. En réalité, dans le monde déjà planétarisé qui nous entoure, la transmission de l'information et le brassage des échanges culturels et intellectuels structurent peu à peu la nouvelle conscience universelle d'être sur un chemin commun de gré ou de force, en particulier face à l'enjeu environnemental, en conséquence d'un développement matériel et culturel nécessaire à tous, quel que soit le degré de maturation sociétale de chaque entité empiriquement définie.

La mondialisation toute matérielle et financière imposée par les dominants du moment prétend être inéluctable dans sa forme autant que bénéfique dans le fond, alors qu'en réalité, il est tout aussi impossible d'échapper au vrai fondement de son utilité matérielle que nécessaire d'en réformer le mode opératoire. Le développement pyramidal le plus équilibré possible est souhaitable à *toute* société en termes d'accession à un juste degré de confort, de bien-être social et de conscience humaine, mais l'actuel processus de développement, pour historique qu'il soit, ne revêt aucune légitimité sitôt qu'il remet en cause les besoins vitaux de l'individu et de la société, en débordant de façon aussi polluante sur le « Domaine Public » objectivement nécessaire à tout équilibre sociétal minimal, c'est-à-dire au-delà des 50% de richesse qui reviennent à part égale à chacun des citoyens adultes et actifs de la population concernée, via le Bien Commun et la garantie universelle d'une vie matériellement, socialement et culturellement décente.

Aucune construction internationale saine et durable ne peut se réaliser sur la base de sociétés déjà biaisées par une fausse démocratie

doublée d'un mono-systémisme confus, et il est facile d'observer que plus l'échelon du pouvoir politique ou économique s'éloigne du local, plus la conscience collective, citoyenne ou professionnelle, se dilue dans l'abstrait et dans l'opacité propice à tous les abus, comme le montre la différence révélatrice entre l'estime des citoyens pour leur Municipalité et la défiance que leur inspirent les degrés régionaux, nationaux et a fortiori internationaux dudit pouvoir, sans même compter ici l'efficacité inversement proportionnelle qui en découle. La démocratie locale, grâce au pouvoir d'assainissement des pratiques socio-économiques qu'elle peut conférer à des citoyens aussi autonomes et souverains que possible, doit constituer le premier maillon indispensable à tout édifice sociétal pacifique, et les Nations résultant d'une Histoire commune ne peuvent retrouver leur droits, leur liberté et leur raison d'être qu'en se fondant sur une réalité délodiste, ainsi que sur la dimension inséparable de la biéconomie minutarisée et de sa partition-répartition.

La situation internationale d'aujourd'hui, imposée comme un fait accompli par l'OPA de l'économique sur le politique depuis l'ouverture des frontières et des cohérences nationales aux quatre vents de l'*ultra*-libéralisme, est une impasse totale désormais avérée sur toutes les faces pyramidales concernées, surtout concernant la politique économique et sociale, comme en témoignent l'impuissance des responsables élus et leur perte constante de légitimité dans l'opinion des peuples chaque fois que ces derniers ont l'occasion de s'exprimer plus ou moins librement. Dans ces conditions, la seule façon pour notre Humanité de reprendre en main son destin consiste à faire l'expérience d'une évolution délodiste, pacifique et tempérante, à partir des nations existantes les plus avancées en termes de maturité citoyenne, afin de donner l'exemple d'un progrès sociétal sans précédent, ce qui supposera forcément de s'affranchir des contraintes mises en place par les minorités surdominantes du moment, quitte à devoir protéger provisoirement le ou les laboratoires concernés des effets pervers de l'improvisation historique extérieure.

S'agissant de la France, il est à espérer que son illustre passé et sa spécificité républicaine lui permettront de donner l'exemple et de montrer la voie de la Liberté équilibrée par l'Égalité inter-domaniale et

publique, puisque les solutions tempérantes ici proposées ne sont que le fruit direct de l'esprit des Lumières et de son idéal émancipateur autant que pacifique. Cela dit, n'importe quelle autre nation est potentiellement en mesure de servir d'exemple mondial, car les matériaux nécessaires à toute reconstruction sociétale équilibrée dépendent plus de la conscience collective que de la richesse matérielle ou de l'ancienneté. Peut-être les plus vieux peuples européens, rajeunis et revivifiés par le sang nouveau de l'immigration postcoloniale, seront-ils à même d'ouvrir le bal de la valse à trois temps que la solution biéconomique et délodiste promet ? Peut-être leur grande richesse et la décadence de leurs mœurs, dérivant d'une perte de sens et de finalité sociétale, leur feront-elles renoncer à prendre le moindre risque ? Peut-être en viendrons-nous à cette solution contraints et forcés par les circonstances d'un effondrement historique supplémentaire ? La juste révolte des *vrais* Gilets Jaunes, sournoisement déroutée en impasse de violence par les manœuvres croisées du pouvoir comme de l'opposition politique, offre un triste contraste avec la force maîtrisée des immenses manifestations algériennes et autres Printemps Arabes, tandis que partout à travers le monde les peuples se réveillent et expriment leur besoin de Justice et de Paix.

Quoi qu'il en soit, il s'agit-là de l'écume des temps, et la façon dont les multiples peuples de la Terre finiront par imposer la démocratie et la Justice minimale dépendra de contingences imprévisibles liées aux différentes cultures en jeu selon leur propre maturité citoyenne critique, tandis que le fond du changement, à plus ou moins long terme, passera inévitablement par la solution biéconomique et délodiste. Car les deux instruments de cette évolution sont aussi indissociables qu'universels, puisqu'ils respectent en tout point la double nature *objective* qui définit notre Humanité et s'appliquent simultanément sur les quatre faces de la pyramide sociétale, la dernière, culturelle, faisant l'objet du Livre III des *Tempérants*.

Á l'instar de toute découverte ou invention d'envergure, chaque fois qu'une innovation sociétale utile apparaît dans un cadre forcément limité à quelque frontière, elle crée un nouvel étalon de comparaison et se propage alentour d'autant plus vite qu'elle s'avère un réel progrès, ce

qui fut le cas en Europe pour les idées de la Révolution Française et le palier semi-démocratique auquel elles ont alors correspondu. Le temps aidant, l'évolution des mœurs ne suppose plus de révolution violente, a fortiori s'agissant de Tempérance et de prise de conscience objective d'une réalité désormais scientifiquement observable grâce à l'analyse minutaire. L'espoir raisonnable à la clé de ces *Réflexions* est donc de réconcilier objectivement la Liberté maximale avec l'Égalité minimale, en confirmant simultanément, mais sans plus jamais les mélanger, les points de vue opposés et complémentaires des « ennemis » d'hier, via la compréhension de la réalité universelle sous-jacente aux malentendus historiques dérivant de notre double nature humaine.

Pour des raisons de masse pyramidale critique ou minimale, le niveau décisionnel d'instauration de la société délodiste est évidemment national, en continuité logique avec l'Histoire propre à chaque pays et au peuple correspondant, nécessité qui ne devrait aucunement empêcher de promouvoir des pré-expérimentations plus régionales, voire locales, à la façon dont progresse n'importe quelle science digne de ce nom. Tout comme les spectaculaires progrès de la science physique, en particulier quantique, ne s'accomplissent qu'en validant par l'expérimentation des assertions au départ théoriques et intuitives, mais toujours suggérées par un héritage culturel précédemment « digéré », la connaissance se nourrit ainsi de la compréhension organisée d'un Univers au départ inaccessible à nos sens élémentaires, pour résoudre la confusion de notre vision du monde par la classification et la clarification de ses éléments, condition préalable à la mise au point d'une solution chaque fois supérieure qui permet de les relier dans le *bon sens*.

La planétarisation actuelle ne saurait donc cacher l'essentiel, à savoir que c'est à l'échelon sociétal de chaque pyramide nationale qu'il faut changer de logiciel, et donc poursuivre les présentes *Réflexions*, sans quoi la cohérence des quatre faces pyramidales visibles se réduirait au *no man's land* de la gestion multinationale la plus myope qui soit, ce qui est tout sauf le but des observations macroscopiques en cours.

Septembre 2020

Réflexions Socio-Économiques 10

Macroscopie Biéconomique 6

(Argent - Finance - Epargne - Investissement)
(Spéculation - Impôt - Patrimoine Privé)

Á la façon de la subtile résolution de la fameuse *énigme des neuf points*, test ludique consistant à relier ces repères positionnés en carré en traçant seulement quatre lignes d'un seul coup de crayon, l'éclairage de la solution biéconomique et délodiste permet ici de dépasser les limites imposées par l'habitude trompeuse de réflexes historiques décidément préjudiciables à la poursuite de notre humanisation.

Même si la comparaison n'est que partielle, puisque la direction du quatrième segment dépend du premier trait effectué, le principe du *dépassement* en jeu dans ces *Réflexions* consiste en une indispensable projection vers un au-delà historique encore inaccessible, établissant un phare lointain solidement planté sur l'horizon de l'avenir, dont la lueur encore diffuse n'en situe pas moins précisément l'emplacement -et dès lors la direction- de la seule destinée collective possible pour une *Paix* effective et pérennisée, via une *Justice* désormais objectivable grâce à l'universalité de l'analyse minutaire et l'inédite solution biéconomique qui lui est logiquement associée.

Le *dépassement* du cadre trop contraignant de l'équation socio-économique, tel qu'illustré par cette énigme des neuf points, est en effet la condition de tout progrès significatif, à l'instar du processus innovant qui accompagne la plupart des découvertes scientifiques, tandis que la perspective nouvelle qui s'ouvre alors stimule aussitôt la mise au point des moyens techniques nécessaires à l'accomplissement de l'objectif ainsi dévoilé, redonnant un sens à la quête humaine du progrès. Car le phare peut aussi être vu comme un *projecteur* susceptible d'éclairer la réalité sous un nouvel angle, dont la pertinence se verra corroborée par l'expérimentation que suscite l'attirance vers ce nouveau but, dès lors que ce dernier correspond à une attente très largement majoritaire, pour ne pas dire inconsciemment unanime.

Pour l'heure, et en attendant de rejoindre la bouée du prochain virement de bord sur la dimension culturelle de cette recherche, il est temps de considérer le cadre financier et monétaire des relations socio-économiques, reflet de plus en plus dématérialisé et miroir si souvent déformant de l'économie réelle et de ses rapports sociaux. Déjà abordés succinctement dans le Livre I sous l'angle politique délodiste, certains de ces rouages socio-économiques méritent en effet quelques réflexions plus détaillées à l'aune du principe de biéconomie minutarisée, afin de pouvoir mieux apprécier l'utilité des innovations ici proposées dans ce domaine ô combien crucial, tant il est vrai que l'argent et la finance sont plus que jamais le sang de l'économie et le nerf de la guerre.

1 - Argent et Monnaie d'Echange.

On sait déjà qu'en tant que moyen d'échange la monnaie est une formidable invention rendue nécessaire par le besoin de commercer en se libérant des contraintes du troc, puisque l'acceptation mutuelle d'une monnaie commune permet de conserver la valeur ainsi acquise et d'en différer l'usage en multipliant les choix possibles. Cela dit, on sait aussi qu'en l'absence du respect de la valeur minutaire à la fois universelle et objective, tout échange socio-économique est entaché d'une subjectivité

inéluctable propre à des « us et coutumes » culturellement déterminés et historiquement improvisés. S'agissant de la monnaie elle-même en tant qu'outil, le moins que l'on puisse dire est que sa valeur est encore plus subjective, voire carrément irrationnelle, puisqu'elle suppose avant tout une confiance le plus souvent imposée par quelque loi commune, tandis que de très nombreux supports locaux ont pu servir de monnaie au sein des toutes premières civilisations. Plus tard, en leur qualité de matériaux particulièrement rares et stables, d'une grande fiabilité et susceptibles de concentrer un maximum de « valeur » en un minimum de volume, l'or, l'argent, voire certaines pierres précieuses, se sont imposés en tant que moyen d'échange jusqu'à l'apparition de la monnaie scripturale, cette dernière étant aujourd'hui elle-même sérieusement concurrencée par la dématérialisation numérique.

Le support physique que constitue cet outil monétaire a toujours été subjectivement défini en termes de valeur intrinsèque, acquérant un prix psychologique des plus arbitraire sans relation objective avec la réalité des échanges, ces derniers étant eux-mêmes biaisés comme on le sait par l'interdépendance inégalitaire. Faire dépendre la richesse d'une société de la découverte incertaine d'une quantité plus ou moins grande de métaux ou de gemmes ne saurait correspondre aux besoins concrets et objectifs de tel ou tel niveau de développement socio-économique, et le fait est que la rareté excessive de ces anciens moyens de paiement a longtemps retardé l'essor des échanges, au point de susciter l'invention de la monnaie dite *scripturale*, dont le lien d'origine avec l'or était voué à se rompre tôt ou tard au fil du temps. La dépendance psychologique et mythique vis-à-vis de l'or perdure aujourd'hui à travers la thésaurisation et la spéculation que ce métal suscite encore en tant que valeur refuge inerte dès lors que sa possession est déconnectée de toute utilité réelle, sauf précisément lorsqu'il s'agit de transformer ce métal jaune en tant que matière première en bijouterie ou via quelque autre activité, même sur une échelle industrielle.

Avec l'apparition de la monnaie scripturale, un nouveau principe de confiance et de gestion bancaire centralisée en correspondance avec la réalité économique s'est peu à peu imposé, non sans risquer certaines

crises périodiques dérivant des déséquilibres inhérents à l'improvisation mono-systémique. Ainsi la monnaie apparaît-elle enfin comme un outil de gestion collective plus cohérente indépendamment de toute valeur intrinsèque en se basant entièrement sur son utilité effective, moyennant le respect d'une proportionnalité minimale entre la masse monétaire et le volume des échanges, tandis qu'en ouvrant ou fermant plus ou moins le « robinet » du crédit, le pouvoir central est censé ajuster son pilotage entre les icebergs de l'inflation et de la déflation, voire de la stagflation.

La dématérialisation croissante des moyens de paiement semble être inéluctable dans un avenir proche, et la multiplication de nouveaux moyens de paiement locaux ou mondiaux, sous une forme de plus en plus virtuelle, montre qu'en la matière tout est question de convention relativement arbitraire, tandis que par ce biais, le monopole bancaire de la création monétaire via le crédit peut aussi se trouver remis en cause. Le côté improvisé des systèmes monétaire et financier, tout comme leur croissante complexité, semble ainsi contribuer à l'opacité de multiples mono-systèmes inextricablement imbriqués les uns dans les autres, sur la base d'un dénominateur commun de spéculation et de profit maximal, a fortiori s'agissant de banques privées et autres organismes financiers d'envergure multinationale, devenus créanciers vis-à-vis d'États chaque jour plus endettés.

Concernant la substance monétaire, qui n'est après tout qu'un *fluide* censé irriguer l'ensemble de l'économie, la dématérialisation, via l'expression purement virtuelle de la valeur, suppose paradoxalement la disparition de l'argent *liquide* en faveur du paiement digital, évolution qui semble faire débat compte tenu des habitudes ancestrales inscrites dans nos réflexes, voire dans nos gènes, après tant de siècles. L'usage de billets et pièces de monnaie semble très archaïque au vu de l'évolution technologique, et même malsain d'un point de vue sanitaire, tandis que les trafics illicites, les secrètes manœuvres de corruption, les *hold-up* et autres braquages de fourgons profitent largement de l'anonymat de ces espèces en grosses coupures pour se soustraire aux radars de la Loi, favorisant les pires abus. D'un autre côté, l'attachement à cette monnaie palpable et discrète peut aussi être compris comme un légitime besoin

de liberté individuelle face aux risques de « fichage » et de surveillance absolue qu'autoriserait la numérisation de toutes les transactions, sans compter les abus qui pourraient en découler en cas de « dictature ».

Concernant ce débat sur la nature physique de la monnaie, la démocratie directe garantie par la gestion délodiste locale et nationale, tout comme l'universalité du calcul minutaire et sa logique répartition biéconomique identique entre tous les citoyens, réduira à zéro tous les risques induits par la transparence totale qu'autorisera une gestion 100% digitale, tout en impliquant bien au contraire ladite transparence comme condition *sine qua non* de la gestion optimale du seul Domaine Public. Face au dilemme du débat précité, c'est une façon de couper la poire en deux sans en mélanger les moitiés complémentaires ainsi obtenues (à l'inverse de l'opacité actuelle mixant les secteurs public et privé).

Ainsi, *tout* ce qui correspond au Domaine Public doit être rendu transparent et équivalent entre *tous* les citoyens pour la satisfaction de *tous* les besoins *sociétalement* vitaux selon la période considérée, ce qui suppose, comme expression monétaire de l'égalité minimale, l'usage d'un seul et même moyen de paiement aisément « digitalisable » sans aucun risque de voyeurisme abusif et *de facto* inutile. En effet, de par le contrôle effectif et la mutualisation universelle du libre accès aux divers éléments d'information concernant la gestion du Domaine Public, via une démocratie directe enfin localement autonomisée, la racine même des manœuvres de « voyeurisme digital » ou de manipulation disparaît, tout comme le moindre intérêt privé plus ou moins pervers à accumuler quelque information que ce soit, puisque la transparence absolue de ce Domaine Public mettra et maintiendra tous les citoyens sur un strict pied d'égalité. Au contraire, cette nécessaire transparence et la simplification universelle d'un même et unique moyen de paiement rendu directement minutaire seront les meilleures garanties d'une gestion publique efficace et incorruptible, tandis que le nouveau Domaine Privé laissera une plus grande liberté qu'aujourd'hui à maintes initiatives des plus créatives en matière de finance, mais sans aucune possibilité d'empiéter sur l'égalité minimale de la Garantie Citoyenne concernant les besoins vitaux.

Dans ces conditions, et bien que la dématérialisation monétaire paraisse inévitable et souhaitable à plus ou moins long terme, il est tout-à-fait possible de prolonger l'usage de l'argent liquide dans un cadre biéconomique, au gré de la liberté individuelle et de l'infinie créativité du Domaine Privé, dont les innovations les plus pertinentes, en devenant indispensables, se verront peu à peu socialisées en douceur au fil de leur adoption par le Domaine Public. Telle semble être la meilleure façon de concrétiser le principe biéconomique en ce qui concerne la *nature* du moyen de paiement le plus quotidien, en partant du principe selon lequel il faut simplifier autant que possible la base vitale universelle, y compris en matière monétaire. Cela respecte totalement le besoin de liberté, tout en le déconnectant précautionneusement de celui d'égalité, le premier devenant ainsi le second en ajoutant le signe « plus » de l'individualité au signe « égal » de la société minimale.

Tous les aléas financiers intrinsèquement dus à la prise de risque propre au secteur privé, y compris les manœuvres les plus « limites », pourront perdurer *en-dehors du cœur pyramidal,* selon le principe de la liberté individuelle, à cette différence près que l'absence de risque vital en réduira les enjeux au seul superflu, tandis que la Garantie Citoyenne prioritairement assurée par le Domaine Public favorisera un tri salutaire entre les meilleures et les pires initiatives jusqu'au cœur du secteur privé. L'imperméabilité qui devra être techniquement assurée entre les « masses monétaires » publique et privée visera à préserver le Domaine Public des dangers de l'improvisation historique et garantira ainsi une valeur universelle constante de la minutée en tant que mesure propre au cœur pyramidal, mais toujours comparativement transposable au secteur privé. Enfin, d'un point de vue plus concret et quotidien, l'utilisation, même pour les achats les plus insignifiants, d'une monnaie publique digitalisée à la façon de la prometteuse expérience *moneo* sans contact (hélas avortée pour cause de frais bancaires exorbitants), voire l'usage de solutions futures encore plus automatisées, constitueront un progrès assuré, mais à condition que les supports et les services correspondants deviennent totalement gratuits, ce qui paraît pour le moins logique dans le cadre d'un service bancaire public et universel digne de ce nom.

2 - La Banque Publique et les Banques Privées.

La notion de *service* bancaire est fondamentale en la matière. De fait, l'obligation imposée à tout citoyen de posséder un compte bancaire pour la moindre occasion légale est déjà la preuve du besoin universel et donc *sociétalement vital* que représente ledit service bancaire. De plus, cette nécessité individuelle se double du besoin collectif d'une gestion rationnelle et démocratiquement contrôlée des divers flux monétaires et financiers, bien que dans *tous* les mono-systèmes mixtes et confus qui perdurent, la distinction entre espaces public et privé disparaisse sous la surface opaque de la collaboration ambiguë unissant les banques privées aux banques centrales nationales, voire supranationales s'agissant dans ce dernier cas de l'Europe, par exemple.

Le système bancaire, résultat de siècles d'improvisation mono-systémique, le plus souvent construit sur la base d'initiatives privées ou politiquement minoritaires, a ainsi progressivement mis en place la face monétaire et financière de la mondialisation, via le diktat de quelques banques multinationales et d'un club fermé d'organismes surpuissants, devenant ainsi une arme de domination illégitime aux dépens de la plus grande partie des populations concernées. Depuis la fin des années 70, les États ont ainsi renoncé à leur souveraineté monétaire au profit des banques privées, tout en essayant tant bien que mal de réguler le marché a minima pour éviter les pires conséquences sociétales. Les multiples crises périodiques, financières et spéculatives, sur le fond grisâtre d'une rigueur budgétaire permanente envers les peuples et leurs besoins de services publics, sont le résultat de cette privatisation délibérée du droit souverain de frapper monnaie, permettant à la minorité la plus riche de payer toujours moins d'impôts en tant que contribuable et de prêter aux États afin de rentabiliser d'inutiles fortunes en placements intéressés. Le détournement de fonds ainsi mondialement organisé finit par produire une sorte de graisse financière de plus en plus déconnectée du réel, dont l'accumulation aberrante contredit la logique toute apparente, au point que l'on en vient parfois à prêter ou emprunter à taux négatif ! Cela dit,

l'endettement *croissant* des États sécurise le plus souvent les prêteurs en leur garantissant un remboursement profitable dont le taux d'intérêt ne fait qu'accentuer les politiques d'austérité imposées aux peuples, tandis que l'alourdissement des dettes publiques d'année en année constitue le révélateur ultime des déséquilibres sociétaux cumulatifs si typiques des sociétés prétempérantes.

Une telle évolution était prévisible, puisque les banques privées ont un but lucratif avéré et pour partie légitime en tant qu'entreprises, ce qui explique leur tendance spontanée à ne prêter qu'aux plus riches, leur besoin de mélanger dépôt et spéculation, et leur inertie face au souci de relancer la demande ou la consommation, tout comme l'offre des TPE ou PME, et ce, en dépit de certaines instructions des banques centrales, ou de la BCE s'agissant de l'Europe. Tout se passe comme si la plupart des banques privées avaient oublié leur rôle de service aux particuliers et petites entreprises, pour se spécialiser dans la spéculation au jour le jour via les marchés financiers, en collaboration plus ou moins directe avec de multiples organismes tels que les assurances et autres fonds de pension. L'emballement résultant de cette folle machine semble de plus en plus difficile à contrôler, tandis que les marchés boursiers gonflent artificiellement de bulle en bulle et de crise en crise sous le seul effet de l'arrivée massive de capitaux supplémentaires qui ne savent plus où se placer, et dans une totale déconnection vis-à-vis de la réalité industrielle ou commerciale planétaire.

Même les belles promesses d'assainissement suscitées par la très grave crise internationale de 2008 se sont vues étouffées dans l'œuf par l'aveuglement du profit bancaire et la priorisation des seuls rendements financiers promis aux plus gros clients privés, attestant la suprématie de la spéculation de court terme sur l'intérêt général le plus vital, quitte à risquer de nouveaux abus suivis de nouveaux effondrements, dont le coût final est toujours imposé aux plus faibles via les effets hélas très concrets de cette aventureuse loterie de casino. Car les comportements purement spéculatifs des principaux investisseurs suscitent de leur part des sur-réactions chaque fois plus fébriles et disproportionnées, dont les entreprises, les salariés et les consommateurs font toujours les frais en

bout de chaîne, avec pour résultat une réelle précarisation de la majorité des peuples. Dès lors, un sentiment fondé d'insécurité croissante incite les classes moyennes à épargner toujours plus par précaution, ce qui finit par aggraver la situation via l'affaissement de la demande, jusqu'au risque de réduire l'emploi et de multiplier les faillites. Ainsi le cercle vicieux du circuit économique biaisé se trouve-t-il orienté en spirale descendante, induisant une pratique baissière déprimante et contagieuse jusqu'aux classes moyennes, tandis qu'une petite minorité ne sait plus que faire de sa fortune inutile, hormis participer au concours annuel du magazine Forbes pour faire partie du fameux palmarès mondial des plus riches « personnalités ».

Les banques privées sont un rouage essentiel dans ce mécanisme d'évaporation financière, de concentration monopolistique et d'évasion fiscale, à l'exact opposé du prétendu ruissellement de la richesse, et tout se passe comme si l'économie réelle était constamment saignée par le plus mauvais des médecins moliéresques, trahissant ainsi des décideurs bancaires aux antipodes du rôle de service d'utilité commune qui leur est imparti. Pire encore, les disproportions atteintes à ce jour, jointes aux derniers développements de la robotisation et aux savants algorithmes de l'intelligence artificielle, rendent la plupart des fonctions bancaires aussi inutiles qu'un emploi fictif, en laissant des méga-ordinateurs miser sur des décisions spéculatives au millième de seconde, jour et nuit, sans la moindre intervention humaine et pour le seul profit d'une poignée de décideurs à l'échelle planétaire.

Ces pratiques frisent la déconnection totale d'un jeu d'enfant sur console virtuelle, en sur-manipulant des capitaux devenus quasi fictifs à force d'être irréalistes et emprisonnés dans le nombril financier de leurs pseudo-propriétaires. Pire encore, les masses d'argent qui les alimentent sont autant de ressources vitales prises sur l'économie réelle, expliquant en grande partie l'anormale rareté de l'argent indispensable au quotidien de tout un chacun. Car faute d'être distribuée en juste contrepartie d'un emploi concret sur la base d'un *minimum* d'égalité objective, la masse monétaire s'accumule entre quelques mains avides, au point que toute nouvelle perfusion autorisée par les banques centrales est aussitôt captée

sous forme de fonds de réserve ou autre spéculation au lieu de circuler utilement en irriguant l'économie *réelle*.

La tentation serait grande de nationaliser toutes les banques en soustrayant au privé ce levier si essentiel à l'équilibre collectif, mais le point de vue délodiste et biéconomique est à même d'éviter l'extrémité d'une telle réaction, dont les résultats révèleraient à coup sûr les défauts symétriques d'une centralisation paralysante et inefficace, à l'instar des décevantes expériences des économies socialistes pures et dures, voire des capitalismes d'état. En réalité, le véritable *service* bancaire revient à la Banque Publique du Domaine Public, en totale cohérence vis-à-vis du principe ici défendu de partition-répartition biéconomique. L'essentiel est en effet d'assurer à tous les citoyens la sécurité financière et bancaire vitale la plus absolue, à l'abri des crises historiquement provoquées par les abus du secteur privé, en permettant auxdits citoyens de s'approprier la gestion du Domaine Public, en pleine responsabilité démocratique.

Cela suppose de trouver les solutions techniques autorisant une saine étanchéité entre les deux Domaines, ce que les futurs économistes spécialistes en matière d'instruments financiers pourront bientôt mettre en œuvre, d'autant plus facilement qu'ils savent désormais dans quelle direction il faut faire évoluer les structures et pratiques bancaires, tandis que le contrôle et l'application du service public ainsi redéfini sera le fait d'une gestion transparente et aussi locale que possible, par exemple à l'échelon départemental ou communal s'agissant du cas français, si tel s'avère le choix majoritaire, bien entendu.

En parallèle au socle totalement assaini du Domaine Public et de sa Banque Citoyenne, le secteur bancaire privé pourra poursuivre son histoire libérale dans l'esprit créatif de la libre entreprise, tout en filtrant beaucoup mieux ses objectifs et ses pratiques puisque, inévitablement, il lui faudra tenir compte de l'exemple et de la sécurisation que la Banque Publique ou Citoyenne représentera désormais concernant la gestion de comptes de dépôt, d'épargne ou d'investissement. L'actuelle tendance bancaire à afficher un souhait d'éthique, voire d'écologie, en matière de fonctionnement ou de financement, pour partie sincère, mais encore trop

souvent prétexte à publicité, ainsi que la conception néo-associative ou mutualiste de certaines banques, semblent corroborer l'attente citoyenne d'une Banque Nationale enfin intégralement conçue comme un service public universel de sécurisation financière, tandis que la prise de risque et la spéculation devraient rester l'apanage des banques privées dans le secteur correspondant.

Libérée de tout besoin vital de rendement et de profit, la Banque Publique ou Citoyenne pourra se permettre d'être un véritable *service* local sur tout le territoire national, sur la base d'une égalité de traitement d'autant plus assurée que chacun de ses clients y aura les mêmes droits, en devenant en quelque sorte copropriétaire ou coactionnaire de ce bien public si essentiel. Fort de sa clientèle universelle localement gérée, ce service public pourra pleinement participer à l'équilibre financier, voire à la création monétaire, en contrôlant de près la réalité et l'utilité de tous les crédits consentis ainsi que la pertinence des investissements priorisés en relation directe et réactive avec les besoins de chaque Commune tels que ceux-ci pourront être exprimés par la majorité citoyenne ou suscités au travers de quelque projet individuel ou associé.

Á la différence des banques privées à finalité lucrative et dont la caractéristique est dès lors de ne s'intéresser qu'aux plus riches à travers les projets les plus profitables sur une échelle de plus en plus grande, la Banque Publique locale pourrait aussi logiquement promouvoir les idées impliquant les circuits économiques les plus courts ou directs, pour un résultat concrètement profitable à la vie économique et sociale locale ou régionale, permettant ainsi à de très nombreux adultes entreprenants de mettre « le pied à l'étrier » dans les meilleures conditions de réussite, quitte à abriter temporairement ces micro-entreprises d'une concurrence monopolistique extérieure abusive en endossant un rôle plus ou moins comparable à l'accompagnement assuré par les pépinières d'entreprises. Le pouvoir potentiel de création d'emploi de chaque Commune pourrait ainsi se concrétiser sur le plan financier grâce au rôle d'assistance sur mesure de cette Banque Publique, sous condition des contraintes légales prévues par la majorité citoyenne, avec l'aval du niveau départemental, le cas échéant.

Si la « souveraineté » et la liberté d'action publique doivent être rendues possibles au plus petit échelon, il est nécessaire de concéder à chaque Commune, ne serait-ce que partiellement, un certain pouvoir de création en matière d'emploi, et dès lors indirectement de monnaie, a fortiori lorsqu'il s'agit de circuits courts dont la boucle est entièrement locale. De cette façon, tous les villages aujourd'hui encore désertés pour cause d'exode rural massif et de métropolisation excessive pourront se repeupler de citoyens actifs dont le cadre et le mode de vie seront sans commune mesure avec ce qu'ils connaissent -ou plutôt subissent !- dans l'anonymat et la faillite sociale des grandes métropoles. Cette évolution, financièrement encouragée par l'appropriation citoyenne d'un certain degré de pouvoir bancaire local, favorisera utilement la renaissance des provinces dans le respect d'un équilibre écologique optimisé, tant il est vrai que l'échelle humaine des petits bourgs et autres villes moyennes correspond naturellement aux meilleures conditions d'épanouissement sociétal, en lien immédiat et quotidien avec chaque territoire, au travers de ses marchés locaux.

Cela est d'autant plus patent que l'évolution monopolistique du capitalisme a précisément vidé les territoires et les petites villes de leur substance en concentrant nombre de pouvoirs afférents au cœur de trop grandes conurbations devenues peu à peu ingérables à tous les points de vue, pour le plus grand malheur de l'environnement et de la qualité de vie des citoyens. Le délodisme biéconomique apparaît donc comme la seule et unique manière de *re*-créer les conditions d'une société locale enfin équilibrée sur les quatre faces pyramidales qui concernent chaque Commune, sans aucunement empêcher la coagulation de plus grandes structures socio-économiques publiques ou privées dès lors que celles-ci apporteront un « plus » avéré en complément de ce qui peut se réaliser localement. Il s'ensuivra une tendance à la « désurbanisation » des plus grandes métropoles au profit des villes moyennes ou petites, un exode urbain propre à rééquilibrer la répartition géographique de toutes les énergies socio-économiques, ce que facilite déjà par ailleurs l'évolution du télétravail, opportunément encouragée par la crise sanitaire de 2020.

La meilleure façon d'assurer les services bancaires les plus utiles au plus près des citoyens et sur *l'ensemble* d'un espace national donné pourrait même consister à confier aux futures Communes, entre autres prérogatives, le rôle d'agence bancaire locale pour tout ce qui concerne le Domaine Public, afin de garantir une réelle égalité de traitement entre des adultes devenus copropriétaires de leur unique Banque Citoyenne, tandis que la proximité optimale des services correspondants devrait en garantir l'indispensable transparence de gestion. Grâce à la séparation inter-domaniale ou biéconomique, la société immédiate et son économie pourront enfin renaître de leurs cendres, afin de stopper -et d'inverser jusqu'au juste équilibre optimal- la saignée systématique engendrée par la surconcentration urbaine de tous les pouvoirs économiques, dont les effets géographiques ont conduit à la désertification des territoires pour mieux surexploiter des populations de toute provenance, déracinées et entassées dans d'invivables banlieues et autres cités périphériques.

Par la même grâce de cette partition-répartition sans précédent, le secteur bancaire privé pourra s'épanouir plus librement que jamais sans plus risquer de nuire aux droits vitaux de qui que ce soit, ce qui ne devrait qu'encourager les innovations les plus positives, tout en laissant à chacun la liberté de se risquer aux jeux spéculatifs de l'épargne ou de l'investissement sur le seul espace légitime propre au secteur privé. La principale différence est que la déconnection entre les deux domaines complémentaires supprimera à l'avenir tout risque de crise majeure au sens *sociétalement* vital du terme, dans la mesure où les fonds *risqués* seront par définition plus ou moins superflus. Cela revient à dire qu'en matière pécuniaire ou financière aussi, la Paix sociale, tout comme la Justice minimale et la sécurité qui en forment les conditions, suppose de ne plus mélanger l'argent du besoin avec l'argent du risque, ni le revenu du travail socialement utile avec le profit de la spéculation, tandis que du point de vue du citoyen lambda, une vraie liberté de choix financier se trouvera garantie au-delà d'une sécurité collective minimale enfin équitablement partagée, puisque chaque personne pourra s'aventurer sur le marché libre sans risque d'y laisser la moindre minutée de sa Garantie Citoyenne, en toute conscience des priorités minimales à respecter pour rester autonome et pleinement responsable. En effet, et plus encore que

dans le cas des garanties bancaires minimales déjà assumées par l'État en cas de faillite éventuelle de certains établissements financiers, le rôle de la future Banque Citoyenne ou Publique consistera à sécuriser, à tout moment et sans limite, l'intégralité des dépôts ou de l'épargne minutaire des citoyens, sur un strict pied d'égalité de traitement. Cette séparation étanche entre les deux formes d'épargne, ainsi clairement différenciées en fonction de chaque domaine sociétal, permettra de sécuriser pour de bon l'ensemble des paramètres financiers individuels ou collectifs liés à la dimension *vitale* de la société, sans aucune possibilité de dévoiement hasardeux ni de corruption, que cela soit de la part de l'usager ou de la Banque Publique, tandis que la liberté de prendre le moindre risque pour le moindre profit restera l'apanage légitime du secteur bancaire Privé. Enfin, cette indispensable partition favorisera une cohérence de gestion sans précédent, et ce, tant sur le plan collectif qu'à l'échelon de chaque citoyen-usager, puisque ce dernier sera responsabilisé et tranquillisé en termes de droit ou de comportement financier minimal et vital, dans un cadre technique aussi simplifié qu'il se peut, et ne pourra plus jamais risquer le pouvoir d'achat qui lui reviendra via le Domaine Public. Sur un plan plus moral, voire philosophique, cela revient à constater qu'il est illégitimement dangereux, inefficient et pour tout dire, suicidaire, de jouer en risquant la plus petite somme d'argent *vital*, a fortiori lorsqu'il s'agit de celui d'autrui, même indirectement acquis. Ne serait-ce pas là la frontière « objective » qui distingue la bonne épargne de la mauvaise, indépendamment de sa profitabilité éventuelle et si variable ?

3 - De l'Épargne à la Sur-Épargne.

Comme déjà mentionné à l'occasion d'un chapitre en amont, le besoin d'épargne est tout-à-fait compréhensible lorsqu'il s'agit de se prémunir contre un éventuel coup dur, de se préparer à l'achat d'un bien particulièrement onéreux, voire de compléter une future retraite jugée insuffisante, sans compter le cas de figure également fréquent du simple résidu d'un pouvoir d'achat non consommé. Ainsi, en fonction directe des moyens de chacun, l'épargne s'accumule ou non et rapporte plus ou moins selon une répartition qui révèle l'éventail complet des inégalités

financières, reflet de l'infinie variété des conditions socio-économiques individuelles, au travers d'un jeu pour le moins douteux dans lequel les plus riches sont sûrs de gagner toujours plus, tandis que les plus petits épargnants se contentent au mieux de compenser l'inflation, sauf, entre autres, dans le fameux cas du livret A français et de sa permanente sous-rétribution, sans compter la quasi obligation de s'endetter pour cause de salaire ou revenu insuffisant, au point d'y sacrifier sa liberté de choix et la dignité qui va de pair avec l'autonomie budgétaire individuelle.

L'incertitude croissante vis-à-vis de l'avenir, largement induite par les contradictions et autres soubresauts d'un capitalisme mondialisé devenu incontrôlable, pousse les citoyens à épargner et thésauriser dans des proportions spectaculaires qui vont jusqu'à réduire artificiellement la vitalité de l'économie par défaut de consommation utile, tandis qu'au sommet de l'échelle sociétale, la spéculation s'emballe sur des bases de plus en plus fictives, à tel point qu'à l'instar des entreprises, les valeurs, placements, devises et matières premières sont devenus les supports de leur propre jeu spéculatif, sans la moindre cohérence de proportionnalité avec les évolutions de l'économie réelle. Dans ce processus malsain, le sang vital de l'économie finit par « s'évaporer » en direction des paradis fiscaux, pour y constituer d'inutiles réserves ou placements *optimisés*, tandis qu'une dette publique a minima pour moitié infondée procure une garantie de rentabilité officielle à quelques investisseurs individuels ou structurels, en complément de circuits plus opaques d'investissement, de sociétés-écrans et autres supports de blanchiments inavouables. Il s'agit là d'une fuite en avant comparable à l'inconscience d'un personnage de dessin animé courant toujours au-dessus du vide abyssal d'une falaise abrupte, ou à la folie d'un hamster en cage pédalant en roue libre dans son petit manège.

Toute la graisse ainsi accumulée, toute la masse monétaire ainsi coagulée, sont autant d'énergie subtilisée à l'économie réelle sitôt que la spéculation ou la thésaurisation se déconnectent de tout investissement concret, tandis que le volume actuel des fortunes désormais amassées ne sait plus où trouver de quoi se dilater toujours plus pour maintenir sa sacro-sainte rentabilité. Il n'est qu'à considérer le dérisoire pourcentage

de la masse monétaire effectivement en circulation dans chaque pays pour comprendre la maladie chronique de la gestion néolibérale des produits financiers, lesquels ne sont pourtant, directement ou non, que les fruits volés du travail toujours déprécié de milliards d'êtres humains.

Pour autant, puisque cet incroyable jeu de dupe est visiblement l'aboutissement d'une page d'Histoire socio-économique mondialisée largement incontournable, et même à demi respectable du seul point de vue de la liberté individuelle d'entreprendre, force est de reconnaître ici que le drame de cette évolution, et plus précisément les pires aspects de sa réalité sociale comme de ses conséquences sociétales, proviennent du confus mélange mono-systémique déjà si amplement dénoncé dans ces pages, c'est-à-dire du mixage des intérêts publics et privés, comme des attentes complémentaires de l'individu et de la société. Autant dire que cela plaide plus que jamais pour l'instauration urgente de la solution biéconomique proposée dans ce volume II des *Tempérants*. En effet, par rapport au présent propos, la sur-épargne spéculative des plus riches, tout comme son équivalent à perte chez la plupart des autres citoyens, ne font là qu'aggraver les déséquilibres sociétaux dérivant de l'absence d'égalité minimale et de liberté universelle, lesquelles ne peuvent être respectivement garanties que via la partition-répartition entre Domaine Public et Domaine Privé.

Dans un contexte définitivement délodiste et biéconomique, le besoin d'épargne se libèrera de cette fébrilité maladive, de cette fièvre vitale engendrée par le risque de *tout* perdre, comme de cette nocivité volontaire ou non dans la façon de choisir son épargne, tandis que, assez logiquement, une répartition cohérente de *deux* épargnes, de natures très différentes et de supports financiers conséquemment distincts, pourra s'opérer librement à l'échelon de chaque citoyen via un véritable *choix* totalement volontaire et assumé. Cela dit, il ne serait pas si surprenant qu'en raison même des priorités de consommation déjà couvertes par la Garantie Citoyenne, le besoin d'épargner ne soit plus aussi vital dans le cadre propre au Domaine Public, tandis que nombre de citoyens, ainsi tranquillisés sur l'essentiel, pourront « s'aventurer » plus librement que

jamais au sein du secteur privé, y compris donc en matière financière, s'agissant de prise de risque et de volume d'implication.

Á terme, l'évolution biéconomique et délodiste apaisera le cadre de vie sociétal dans de telles proportions que le besoin *vital* d'épargne ne sera plus une obsession, favorisant une nouvelle philosophie de vie basée sur la prédominance du temps sur l'argent, pour le simple plaisir de profiter d'un confort raisonnablement frugal enfin compatible avec l'équilibre planétaire, plutôt que d'amasser une fortune éphémère bien au-delà de toute décence. Le besoin excessif d'épargne et de rentabilité financière reflète un comportement dicté par l'insécurité vitale propre à tout mono-système, preuve assez paradoxale d'une soif de sécurité et de sérénité pacifique qui semble habiter l'inconscient de la quasi-totalité des citoyens, et ce d'autant plus que la « sur-épargne » peut facilement devenir pathologique dès lors que l'on se prive inutilement de vivre en prenant le moyen pour une fin et l'argent pour ce qu'il n'est pas, tant il est vrai que l'*être* se fait *avoir* par la force des *choses*.

4 - De l'Épargne à l'Investissement, via le Prêt.

L'épargne permet de financer un investissement a priori utile, à condition que ce dernier ne soit pas « purement » spéculatif ou dicté par une stérile thésaurisation, tandis que le prêt a pour fonction principale de compléter l'épargne en devançant la future réalité, aboutissant de fait à une véritable création monétaire, le plus souvent pleinement justifiée. Pour un particulier, comme pour une entreprise, l'investissement qui en résulte permet l'achat de biens, de services ou d'équipements coûteux, de nature finale ou intermédiaire, dont le premier intérêt est -au moins théoriquement- de mobiliser sans cesse tous les éléments économiques touchant de près ou de loin aux fonctions de production, de distribution ou de consommation.

En situation usuelle de mono-système mixte et insuffisamment démocratique, les critères de sélection qui permettent de prioriser les investissements publics ou privés sont inévitablement biaisés par la

domination d'intérêts économiques minoritaires du seul fait que le profit maximisé en constitue l'unique et absolue finalité chez les plus grosses entreprises monopolistiques et dès lors « financiarisées », nonobstant les autres motivations si utiles et créatives du reste du tissu industriel, en particulier concernant les TPE et les PME. Á l'instar de l'évolution du centre de gravité économique au cours de l'Histoire de la plupart des pays développés, et en corrélation plus ou moins directe avec la taille des entreprises concernées, la finalité industrielle de la satisfaction de besoins matériels s'est muée en priorité commerciale une fois le marché bien établi, pour finir par se financiariser en se monopolisant sur une échelle internationale. Au fil de ce processus, l'investissement, et donc l'affectation de l'épargne ou la création monétaire correspondante, ont évolué en nature et en volume en fonction de ces priorités historiques, tout en risquant inévitablement de subir et de transmettre les déplorables travers caractérisant une économie mono-systémique *sur*-dominée.

Dans de telles conditions, l'investissement public est condamné à jouer le jeu des lobbies privés les plus puissants, via maints circuits de corruption de fait, au détriment de priorités citoyennes qui n'ont même pas l'occasion de s'exprimer clairement, faute de véritable démocratie. L'exemple le plus récent concernant la France, à l'heure où s'écrit ce chapitre, est symptomatiquement illustré par la nouvelle loi A.S.A.P., (Accélération et Simplification de l'Action Publique), votée en totale discrétion médiatique et distraction « covidesque », pour satisfaire un exécutif impatient de simplifier les procédures des marchés publics au point de ne plus organiser de mise en concurrence pour des volumes d'argent public de plus en plus considérables, tout en accélérant les procédures et en limitant les recours, ce qui revient à légaliser pour de bon la corruption entre secteurs privé et public, en particulier concernant les collectivités territoriales. Á une autre échelle, et là dans le domaine écologique, la ministre concernée du même gouvernement, connue pour avoir fait interdire les néonicotinoïdes dans sa fonction précédente, vient quant à elle de « ré-autoriser » l'usage de ce trop fameux pesticide tueur d'abeilles et cancérigène, sous la pression directe des producteurs de betterave à sucre français, dont la productivité aurait chuté de près de 30%. Sachant que le sucre, si omniprésent dans l'industrie alimentaire,

empoisonne la santé des consommateurs, et qu'il serait même possible de compenser une partie des pertes d'une toute autre façon, y compris en taxant ou en interdisant l'importation des produits alimentaires qui contiennent ledit pesticide (quitte à induire un augmentation justifiée du prix du sucre français), le revirement politique de la ministre illustre le mensonge inhérent à la fausse démocratie représentative et électorale, en même temps que l'incohérence de la plupart des décisions politiques vis-à-vis de l'intérêt général des citoyens dans le contexte d'un mono-système centralisé.

Au vu de ces deux exemples de l'actualité française, il apparaît que l'investissement public, tout comme les prises de décisions de l'État ou des collectivités, se trouve systématiquement dérouté par le marché dans sa finalité autant que dans ses procédures, avec le gaspillage et la corruption passive ou active que l'on imagine ici. Or de telles pratiques constituent un permanent détournement de fonds publics accaparés de maintes manières, propre à engraisser simultanément l'usine à gaz de la technocratie à double, voire multiples casquettes, et les monopoles ou oligopoles économiques les plus puissants, détournant ainsi la plupart des décisions, investissements et autres flux monétaires de la priorité de l'intérêt le plus largement majoritaire.

Pour respecter *séparément* la double nature à la fois objective et historique de notre Humanité chaque citoyen a le droit légitime d'exister de part et d'autre de la frontière inter-domaniale entre Public et Privé, dans un contexte d'obligation minimale concernant le Domaine Public, et sous forme de libre potentialité au sein du Domaine Privé. Sur chacun de ces deux domaines, une existence bancaire minimale est dès lors la condition *sine qua non* de l'exercice d'une véritable liberté individuelle financière concernant la gestion du pouvoir d'achat, ainsi que le besoin d'épargner ou d'investir. Cela suppose donc qu'indépendamment de son propre rôle, le Domaine Public, au moins par l'intermédiaire de l'État et des Communes, garantisse, en tant qu'élément de citoyenneté effective, la possession inaliénable par chaque citoyen de deux comptes en banque nationaux, l'un de nature publique (à équivalence minutaire), et l'autre de nature logiquement privée. Sans être aucunement une nationalisation

ou communalisation bancaire du Domaine Privé, il s'agirait simplement par-là de garantir l'existence minimale de chaque personne majeure en tant qu'usager bancaire enfin sécurisé, au sein d'une structure nationale décentralisée, afin de promouvoir les plus petites initiatives dans une optique complémentaire de celle des banques commerciales habituelles, ce qui aurait pour effet bénéfique d'encourager ces dernières à se mettre à la portée des plus petits épargnants et investisseurs grâce à un saine mise en concurrence, obligeant ainsi les banques privées à assumer un minimum de services accessibles aux plus modestes clients potentiels.

Cela répond, du point de vue bancaire et financier, au besoin de revitalisation des provinces et des territoires, tandis que cette solution techniquement possible aurait l'avantage de placer tous les citoyens sur un pied d'égalité purement potentiel sur le seuil du Domaine Privé, en favorisant la mise en œuvre des plus petites initiatives locales, souvent propres à tisser finement la trame socio-économique la plus immédiate. Dans la mesure où, de toute manière, le secteur privé restera toujours dépendant d'un système bancaire dans lequel chaque État assure déjà un minimum de cohérence, il paraît logique que chaque banque centrale fonctionne *aussi* comme la banque citoyenne de référence minimale, sur la base d'une décentralisation totale des services correspondants jusqu'à l'échelon communal, sans pour autant interférer en aucune manière avec la gestion strictement minutaire du Domaine Public, ni réduire la liberté *légitime* et *proportionnée* du secteur privé.

De fait, à l'image du réseau ferroviaire français ou de la plupart des services publics, la logique de concentration monopolistique et de profitabilité maximale du néolibéralisme ne retient et ne renforce que la trame la plus riche du tissu économique ou industriel, laissant des trous béants à travers des provinces entières, pour finir par nouer, sans aucune cohérence équilibrée, les pelotes inextricables des grandes métropoles. Cette évolution sociétale aberrante est le fruit des travers inhérents à tout mono-système mixte et dès lors confus, ne laissant aucune liberté de choix à la quasi-totalité de chaque population concernée, et suscitant un gaspillage de vies et de ressources propre à détruire la société autant que la planète. Quelle que soit la dimension socio-économique prise en

compte, ce délitement géographique entre les deux extrêmes de la sur-urbanisation et de la désertification rurale révèle concrètement l'échec des sociétés actuelles, corroborant ainsi les revendications légitimes des *vrais* Gilets Jaunes, dont la juste révolte si violemment réprimée fut un déclic pour l'écriture des présentes *Réflexions*.

Les instruments financiers et monétaires ne font pas exception aux observations qui précèdent, et l'expérience historique, tristement évidente, prône d'elle-même le besoin d'un cadre minimal définissant la teneur précise de chaque domaine sociétal, tout comme la mise en place d'une agence bancaire universelle et citoyenne à l'échelon de chaque territoire communal. La solution ici techniquement possible d'un service bancaire public concrétisé par une administration locale ou décentralisée pourra certainement constituer le trait d'union optimal entre les deux domaines indispensables à l'équilibre, de façon totalement transparente et idéalement répartie, grâce aux nombreux outils déjà disponibles, voire à venir, qui sont du ressort des spécialistes en la matière. Sinon, avec l'encouragement des autorités locales, les citoyens pourront eux-mêmes s'associer en structures quasi équivalentes à des banques, comme c'est déjà le cas de certaines initiatives basées sur des monnaies locales, par ailleurs tout-à-fait pertinentes s'agissant des circuits les plus courts.

Les réflexions qui précèdent en matière d'épargne, de prêt ou d'investissement n'ambitionnent ni l'exhaustivité ni la technicité, mais permettent de comprendre que tout est une question de simple volonté politique, de convention sociétale, et de recadrage plus cohérent sur la base d'une approche biéconomique et minutaire aussi localement gérée que possible, dans le but de redonner autant de *sens* que de *bon sens* aux pratiques bancaires et financières les plus utiles à tous les citoyens. Cela ne doit pas remettre en cause le *libre* marché de la finance, ni le *juste* gagne-pain des banques, car, bien au contraire, l'existence du Domaine Public et d'une Banque Citoyenne servant d'exemple jusqu'au cœur du Domaine Privé pourra promouvoir des pratiques bancaires sensiblement assainies dans l'intérêt bien compris du client autant que du banquier, et ce, quel que soit le statut social de la personne concernée, à la différence de ce que l'on observe si souvent jusqu'à présent.

Le Domaine Public restant le sanctuaire de l'Égalité absolue, il n'est pas souhaitable que l'économie publique qui lui correspond copie le marché financier historiquement improvisé et très insuffisamment supervisé qui caractérise le système actuel, devenu *ultra*libéral au point de se contredire en se monopolisant. Au contraire, la fonction bancaire du Domaine Public devra simplifier les choses à l'extrême quant à la gestion des comptes citoyens individuels concernant ce domaine, ce qui revient à dire qu'idéalement, le néo-compte en banque public de chaque citoyen ne devrait être qu'un simple compte de dépôt dépourvu de tout risque volontaire ou involontaire, à la différence des très nombreuses possibilités de placement, d'emprunt ou d'investissement de son compte privé, ce dernier pouvant être ouvert dans toute autre banque usuelle, tandis que la répartition ainsi accomplie supposera *si nécessaire* deux moyens de paiement étanches l'un à l'autre, tels que pourraient s'avérer la minutée et l'euro, s'agissant de la France d'aujourd'hui, pour le cas où une différenciation purement comptable ne suffirait pas. Le plus important ici est que la prise du moindre risque bancaire ou financier devienne impossible vis-à-vis de l'argent vital, exprimé en minutées décimalisées ou en équivalent de devise historique selon le cas, et que chaque citoyen jouisse de la liberté *permanente* de faire ce qu'il veut dans le cadre de son Domaine Privé, mais en assumant intégralement les conséquences de ses choix.

Les futures solutions techniques à déduire ou rechercher auront pour but de laisser se développer le système bancaire historique dans de bien meilleures conditions, compte tenu de la sécurité absolue qui sera désormais garantie à *tous* par la gestion délodiste et aussi locale que possible du Domaine Public, de sa valeur minutaire et de son système bancaire simplifié. Les fonctions minimales afférentes correspondront de fait pour l'essentiel aux seuls besoins vitaux des consommations les plus incompressibles, tout en offrant une souplesse individuelle propre à responsabiliser chaque citoyen dans sa gestion budgétaire, en tant que membre à part entière du Domaine Public, et chacun, dès lors, sera libre de s'aventurer sans risque vital dans la partie proprement privée de sa

double existence, en développant plus encore ses compétences uniques dans le cadre sociétal correspondant.

5 - Bourses, Marchés Financiers et Spéculation.

Si étymologiquement spéculer signifie observer, la réalité du comportement naturel soumet cette observation à une finalité plus terre à terre consistant à investir son épargne ou une partie de sa fortune en pariant sur le profit d'une future « revente » du support concerné, qu'il s'agisse-là d'une action ou de toute autre forme de propriété mobilière ou immobilière, le cas échéant.

Ce besoin d'investissement, de sécurisation relative et si possible de rentabilité, tout à fait légitime en lui-même, est voué à rencontrer la nécessité symétrique de financer de nombreuses entreprises dans leurs projets, ce qui permet à l'économie toute entière de se développer via maintes formes de supports techniques. La mise en commun des moyens ainsi autorisée permet auxdites entreprises de compléter leurs éventuels fonds propres et d'emprunter plus facilement pour investir toujours plus, en fonction de leurs objectifs prioritaires. Or, le moins que l'on puisse dire est que ces priorités ont beaucoup évolué au fil de la concentration monopolistique et de la mondialisation, pour rapidement remplacer les objectifs concrets de production et de commercialisation par la seule obsession du profit financier autocentré, c'est-à-dire opérant en circuit fermé sur ses propres supports boursiers. Dans cette optique dévoyée, les entreprises et leurs actions, tout comme les fonds d'investissements, deviennent des outils-prétextes de spéculation à outrance, en manipulant « artificiellement » les cours entre actionnaires principaux, tandis que la réalité industrielle et salariale est dès lors perçue comme un ensemble de coûts inutiles à réduire autant que possible, le tout dans une optique de *court-termisme* délibérément aveugle quant aux graves conséquences de son opportunisme exacerbé.

Cette dérive typiquement anglo-saxonne a infecté l'ensemble de la planète et s'engraisse depuis de bulles spéculatives périodiques, de

démantèlements industriels d'un côté et de délocalisations de l'autre, le tout avec la complicité des leaders du système bancaire privé et la docile assistance de fait de pouvoirs politiques largement infectés. Le marché boursier lui-même traduit ce fol emballement en se gonflant sans cesse de nouveaux venus privés ou institutionnels et d'une multitude de petits actionnaires dont l'argent fait le bonheur de certains influenceurs en stimulant le prix des actions les plus célèbres jusqu'à des sommets de surévaluation, au point que la bourse suit désormais son propre chemin erratique en déconnexion croissante avec l'évolution de « l'économie réelle ». Dans cette mêlée inouïe, ledit marché boursier n'a plus rien de libéral, et ses manettes sont fermement tenues par quelques décideurs devenu puissants au point de gagner autant sur tendance baissière que haussière, se renvoyant la balle d'un match sans fin sur le dos d'une masse croissante de petits boursicoteurs désabusés, et plus gravement encore, de salariés victimes des plans sociaux exigés par les actionnaires d'envergure multinationale.

Qu'il s'agisse de la valeur des actions, de la cotation de certaines denrées parmi les plus essentielles, du marché de l'énergie, ou du taux de change si relatif des devises monétaires, tout est devenu matière à spéculer depuis fort longtemps, et la surconcentration des moyens aux mains d'une minorité de plus en plus réduite accélère et aggrave tous les déséquilibres sociaux qu'une telle anti-gestion implique, traduisant sur ce versant financier et monétaire la crise permanente et délibérément entretenue dont se nourrit le capitalisme mondialisé. Par le biais de cette coagulation et de son évaporation fiscale en d'innombrables « paradis », toutes les conditions des plus douloureux effondrements sociétaux et des pires tensions politiques se trouvent ainsi réunies, attestant la perversité illégitime de l'ultralibéralisme, équivalent socio-économique de maintes formes d'extrémisme ou autre dictature, quel qu'en soit le contexte. Si le constat est facile à établir, et la critique d'un tel leadership historique pleinement justifiée, le plus important reste de comprendre à partir de quel moment ou « palier » se révèle objectivement la nocivité sociétale de pratiques financières par ailleurs nécessaires, tâche cruciale pour la Paix, que seule la future analyse minutaire comparative et biéconomique permettra d'accomplir avant longtemps.

L'utilité de la bourse et des flux financiers n'est pas en cause, (même s'il est certain qu'une véritable démocratie aboutira tôt ou tard à un sérieux *assainissement* des pratiques boursières et bancaires), car le jeu financier en question semble bel et bien faire partie de l'évolution « naturelle » des libres comportements contemporains, et force est de reconnaître que cette réalité est *pour partie* légitime dans le seul cadre de la liberté d'entreprendre. Précisément, c'est l'absence de partition et de répartition biéconomiques qui favorise tous les abus en la matière, et plus encore, en dramatise les enjeux vitaux. En contexte délodiste et conséquemment bi-domanial, l'argent extrait de l'économie quotidienne pour éventuellement se placer en bourse ne proviendra plus du travail *vital* de qui que ce soit, puisque toutes les richesses impliquées par les activités boursières, même les plus spéculatives, ne concerneront que le Domaine Privé et seront légitimement gagnées à titre privé, induisant une totale liberté dans l'usage financier de leur légitime proportion, sans le moindre risque *absolu*, ni sur la sécurité minimale de l'investisseur, ni sur celle de quelque autre citoyen.

Dès lors, la légitimité et la bonne conscience des plus *riches*, qui pourront toujours investir, sera le résultat de leur propre mérite dans le seul contexte de *leur* Domaine Privé, sachant qu'ils participeront par ailleurs aux mêmes contraintes minutarisées que tout autre citoyen dans le cadre du Domaine Public, même en concédant à ce titre quasiment la moitié de leurs gains, s'agissant de l'infime minorité la plus riche, seule façon pour ces leaders socio-économiques d'être enfin légitimes et de s'assurer que leur enrichissement ne se fasse plus aux dépens de leurs concitoyens. Comme déjà précisé vis-à-vis des paramètres économiques précédents, la nature concrète de ces investissements et des pratiques financières correspondantes s'en trouvera automatiquement assainie et libérée de ses pires excès, sans pour autant remettre en cause le moindre droit de constitution d'une fortune financière, individuelle ou partagée, puisque cette dernière se méritera dès lors exclusivement dans le cadre de l'économie privée, en assumant une participation égalitaire *objective* vis-à-vis du Domaine Public, en tant que condition *sine-qua-non* d'une légitimité devenue enfin irréprochable. En un tel contexte délodiste et

biéconomique, la folle course à la plus grosse fortune pourra toujours se poursuivre parmi ceux qu'une telle finalité motive, mais ces derniers ne pourront constituer leur patrimoine que sur la moitié domaniale privée de toute la richesse globalement produite, après avoir dûment socialisé, via la participation universelle au Domaine Public, les 50% *brut* des futurs gains ou profits réalisés (en tant que base de calcul préalable à l'*équi*-et *semi*-répartition minutaire de la richesse « nationale »).

6 - Fortune, Patrimoine et Propriété.

Dès le moindre enrichissement, la plus petite fortune se mue en patrimoine privé dont l'effet sécurisant est d'autant plus justifié que la société humaine reste jusqu'à présent sujette à une grande incertitude sur l'avenir, et le besoin de sécurité, autant que souhait de transmettre à la génération suivante, font partie intégrante d'un comportement devenu naturel dans beaucoup de pays, malgré une grande diversité de traditions parfois plus sociales ou collectives, mises à mal par l'imparfait *modèle occidental*. Qu'il soit mobilier ou immobilier, le patrimoine individuel se fonde sur la propriété privée, impliquant les multiples inconvénients attachés aux abus factuels de sociétés humaines jusqu'à présent mono-systémiques.

Indépendamment de la notion de patrimoine « public », héritage écologique et historique de toute collectivité humaine, la définition du patrimoine privé et de la propriété individuelle qui lui correspond fera l'objet d'une indispensable adaptation à l'évolution culturelle sociétale, laquelle ne saurait être ici décrite à l'avance, puisque seules les futures majorités citoyennes pourront en préciser la vraie teneur. Il est pourtant probable que les innovations délodiste et biéconomique favoriseront un apaisement des *excès* comportementaux en la matière, puisque le bien-être matériel et social minimal et universel de la Garantie Citoyenne fera intégralement partie du Domaine Public sous une forme individualisée, vivante et positivement évolutive, ce qui rendra inutile la constitution de tout patrimoine *vital*. De ce point de vue-là, l'intégration de la Garantie Citoyenne au Bien Commun, en tant que minimum *sociétalement* décent

et expression concrète de l'égalité constitutionnelle, revient à supprimer à terme le besoin psychologique de sécurité patrimoniale et à muer cette quasi obligation du passé en un libre choix propre à chaque néo-citoyen, à la façon facultative d'un complément volontaire par rapport aux droits sociaux *effectifs* dont chacun pourra profiter de par sa participation au Domaine Public, sachant (finalement !) qu'une forme de panachage des financements correspondants, et même l'utilisation d'une unique unité monétaire, pourront très bien se concevoir sans pour autant mélanger les deux domaines sociétaux en termes de calcul des droits et des devoirs de chaque personne physique ou morale, ce qui permet donc de relativiser certaines des réflexions précédentes de ce même chapitre, s'agissant de la modalité technique d'étanchéité monétaire inter-domaniale.

En tout état de cause, la partition-répartition biéconomique déjà définie permettra à la société délodiste de garantir à chacun une égale situation minimale via le Domaine Public, apaisant toutes les tensions et inquiétudes élémentaires associées aux enjeux patrimoniaux, et évitant ainsi que tout patrimoine ou revenu du patrimoine privé porte préjudice au droit vital d'autrui, en particulier dans le contexte immobilier, tant ce dernier révèle les abus les plus indécents de l'inégalité sociale.

La propriété, ainsi que le patrimoine qu'elle permet de constituer au fil des années, fera inévitablement l'objet d'un débat démocratique aussi crucial qu'évolutif en fonction des circonstances de chaque société délodiste, sachant que le nouveau partage inter-domanial paritaire rendu possible par la biéconomie simplifiera ici encore les choses, en résolvant l'équation impossible de toute confusion mono-systémique. En effet, la justice minimale de condition socio-économique assurée par le Domaine Public, de par les droits et devoirs universels désormais couverts par la Garantie Citoyenne, procurera pour la première fois à *tous* les citoyens une réelle égalité des chances, à n'importe quelle période de leur vie en société, ce qui constituera *de facto* une sorte de « propriété collective » souple, démocratiquement évolutive dans ses contenus, aboutissant peu ou prou à la socialisation intelligente de la moitié des ressources et du patrimoine total du pays considéré, en tant qu'expression *aboutie* de

l'équilibre minimoptimaximal déjà visible à travers la loi tendancielle bisphérique maintes fois mentionnée.

En toute logique (rendue objectivement possible par la partition biéconomique et scientifiquement calculable via l'analyse minutaire), le patrimoine, à travers son évaluation sociétale *exhaustive* plus encore que seulement financière, correspond en effet à la superficie totale de la cour de récréation et du préau d'une certaine image déjà employée dans ces *Réflexions*, et il paraît pour le moins cohérent que sa valeur totale soit répartie à égalité entre les deux « domaines » ainsi considérés, ne serait-ce là que d'un point de vue global. Cela revient à dire qu'à terme, et à l'instar de la valeur annuellement créée par l'ensemble des revenus du travail, du capital ou dudit patrimoine, la propriété privée devrait avoir tendance à s'équilibrer sans pouvoir jamais dépasser 50% du patrimoine sociétal total, sachant que cette évolution logique et inévitable pourra s'accomplir soit via des choix politiques nouveaux *démocratiquement* majoritaires, soit par le biais plus progressif de l'évolution des valeurs mobilières et immobilières, ainsi que des mœurs afférentes, en tant que conséquence de la mise en place des Garanties Citoyennes désormais intégrées au Domaine Public.

Le seul critère juste et objectif possible en la matière est encore celui de la partition-répartition minimoptimaximale, lequel revient à dire que tout patrimoine privé, individuel ou collectif qui dépasserait les 50% de l'ensemble des richesses passées et présentes du pays considéré serait de fait illégitime en proportion directe de son dépassement, ce qui donnerait la mesure précise d'une taxation-réquisition-nationalisation à la fois juste et réaliste du point de vue socio-économique, sans même considérer l'aspect éminemment moral de cette équité minimale. Cela constituerait la seule façon équilibrée d'ajuster la légalité historique sur la légitimité objective de toute constitution démocratique respectant *en droit comme en fait* le double besoin universel d'égalité minimale et de liberté maximale (ou inversement, puisque la partition parfaite implique le *fifty-fifty*).

Ainsi donc, la pacification définitive de l'Histoire à venir devra impliquer d'une façon ou d'une autre cet ajustement dans tous les lieux où les proportions définies ci-dessus se trouveront dépassées, tandis que le maintien structurel de l'équilibre bisphérique optimal autorisé par la biéconomie sera la meilleure garantie de stabilité *permanente* quant aux besoins sociétaux vitaux les plus légitimes. Autant dire que la parité la plus approchée possible entre les deux domaines sociétaux constitue bel et bien le premier maillon de la tempérance. Là se situe précisément le cœur de l'équation entre l'individu et la société, comme entre la Liberté et la Justice, offrant, via l'irrespect historique de ce repère fondamental, l'explication la plus pertinente qui soit des excès et autres malheurs de l'Histoire, de l'apparition de tout abus de pouvoir et des conflits qui en résultent. Là se trouve aussi, par contraste, la lumineuse compréhension de l'effet pendulaire excessif de ladite Histoire, résultat de l'ignorance encore actuelle de ce point d'équilibre sociétal, ainsi que des moyens de son évaluation objective, tandis que les violences induites par l'absence de partition-répartition biéconomique et de constitution délodiste font louvoyer chaque société humaine d'une extrémité à l'autre sans jamais trouver le vent portant de la meilleure amure et du meilleur cap.

Là se trouve également l'évaluation politique des responsabilités et des droits légitimes, sachant que la remise à l'heure minimale de toute société humaine supposera le sacrifice de certains *abus* de pouvoir sous une légitime pression majoritaire, affermie et apaisée par la conscience de détenir enfin *la* solution équitable. Á l'instar de la richesse produite issue de toute forme de revenu, la richesse accumulée de tout patrimoine pourra légitimement se voir *partiellement* amputée de ce qui constituera un dépassement des 50%, au prorata du futur calcul biéconomique et minutarisé que suppose la justice d'une égalité minimale. Cela ne veut pas dire que les citoyens les plus riches seraient dépossédés de la moitié de leur fortune, sauf à posséder toute la richesse de la nation ! Mais la proportion excessive objectivement visible *au-delà* des 50%, et bientôt mesurable en équivalent-minutées, permettra à ces citoyens fortunés de savoir quelle limite ils n'ont plus aucun droit de dépasser sans empiéter aussitôt sur l'intérêt *universel* de l'égalité minimale, sans induire ainsi un déséquilibre sociétal techniquement préjudiciable, ni sans se rendre

moralement coupable d'un abus de pouvoir illégitime, ce qui est une manière de répondre précisément au questionnement honnête de certains milliardaires étonnés, voire sincèrement embarrassés par la croissance indécente et automatique de leur fortune. Pour autant, la *vraie* liberté financière et patrimoniale en sortira grandie et « respectabilisée » en tant que réussite pleinement méritée, le cas échéant, tandis que tout citoyen, sans plus jamais risquer d'être pauvre ou abandonné à son sort comme encore tant de nos « frères humains » d'aujourd'hui, pourra s'enrichir en parfaite bonne conscience dans la seule limite de proportionnalité ainsi définie. Enfin, précisons pour conclure cette section que les inquiétudes que pourraient susciter ces réflexions sur le patrimoine, au sens sociétal global de partition inter-domaniale, sont à relativiser grandement, dans la mesure où il ne s'agira en fait que de faire participer les seuls *revenus* afférents dans la même proportion que n'importe quelle autre source de richesse, tandis que le rééquilibrage ainsi obtenu ne pourra que réduire à terme les risques d'accaparement privé objectivement excessif, c'est-à-dire susceptible d'affecter la parité inter-domaniale, dans le pire des cas. De telles situations pourraient toutefois être prises en considération, non seulement à l'échelon sociétal, mais peut-être aussi local ou communal, le cas échéant, dans une perspective socio-écologique ou même socio-territoriale, au gré des préférences majoritaires à venir.

7 - Revenu, Fortune et Impôt Objectif.

En conséquence directe du respect *objectif* de l'Égalité minimale et de la Liberté maximale via la partition-répartition biéconomique et minutarisée, tout *revenu*, qu'il provienne d'une activité ou de n'importe quelle forme de patrimoine constituant une fortune, devra donc se voir partagé à égalité entre Domaine Public et Domaine Privé, ce qui revient à dire que l'habituelle usine à gaz des innombrables impôts, taxes et autres contributions obligatoires, et son inextricable jungle de niches fiscales par exonération ou autre déduction, pourront définitivement se simplifier comme par magie, en se résumant à l'unique participation de 50% assumée par chaque citoyen en termes d'équivalent-minutées, en guise d'étape *préalable* à l'évaluation précise des droits et devoirs de

chacun, selon un taux forcément inférieur compte tenu de l'assurance de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel. D'où la précision à sous-entendre de 50% *brut*, sachant par ailleurs que la péréquation qui ira de pair induira un transfert de valeur historique *objectivée* entre une partie de la population adulte et l'autre, selon des proportions et des taux individualisés dont le critère de calcul universel, ou repère fondamental, fera l'objet du Livre IV de ces *Réflexions*.

Cela dit, c'est bien ici par la transposition du principe de l'équi-proportion inter-domaniale à l'échelon individuel de chaque citoyen que se définissent le tout premier segment de *l'impôt objectif universel* et la justice fiscale préliminaire de l'impôt-péréquation, sur la seule base de l'égalité naturelle ou *pré*-historique de tous les êtres humains, sachant que le contenu matériel et culturel concret de ces 50% dépendra quant à lui de l'évolution historique de chaque « entité sociétale » en matière de progrès et de croissance, selon les compétences de chaque *éco*-citoyen constituant cette dernière. La prise en compte de la valeur-clé minutaire, associée à la partition-répartition biéconomique, permet donc de définir l'impôt en respectant le besoin légitime et moral de son universalité, à la différence de tous les systèmes fiscaux improvisés des sociétés jusqu'à présent mono-systémiques, ou prétempérantes.

L'égalité objective du droit individuel à une existence minimale socialement décente implique en effet la participation égalitaire de tout citoyen majeur à la *co*-satisfaction des besoins correspondants, lesquels sont par définition universels à l'échelon de chaque société. Le *Bien Commun* ainsi démocratiquement redéfini comme prioritaire, incluant désormais la Garantie Citoyenne socio-économique et culturelle en tant que privilège correspondant, forme le véritable socle de toute vie sociale digne de ce nom, le *sens commun* sociétal ou l'identité citoyenne dans l'acception la plus complète de ces termes, induisant un récit républicain enfin *vécu* et pleinement compatible avec les cultures les plus évoluées.

La réalité historique de la moindre société développée confirme cette définition via la loi tendancielle de l'équilibre bisphérique si l'on tient compte de *tous* les besoins *communs* à l'ensemble des citoyens, et

fait comprendre l'incohérence pathétique des systèmes fiscaux peu à peu improvisés et complexifiés au fil du temps, véritables reflets des tares endémiques d'une mixité socio-économique confuse et propre à engendrer tous les abus actuels de l'injustice fiscale, jusqu'à l'évasion quasi tolérée des plus grandes fortunes. Le niveau aujourd'hui atteint par l'ultralibéralisme mondial n'est que l'aboutissement le plus récent et le plus caricatural de cette fameuse pesanteur historique, imposée par la confusion de notre double nature et de ses « aspirations » apparemment contradictoires, et l'apport le plus précieux des outils ici proposés par la solution *tempérante*, en la matière, consiste simplement à trier les deux natures de chaque agrégat socio-économique pour pouvoir les rendre enfin complémentaires, en parfaite légitimité de proportionnalité et de *semi*-égalité atomisée entre tous les citoyens adultes de chaque société.

Oui, en tant que condition *sine qua non* du respect de la vie et de la Paix sociale durable, chacun, doit la moitié de son temps à la gestion démocratique et aussi locale que possible de tous les besoins communs, parmi lesquels la Garantie Citoyenne constitue la fondation permettant de concrétiser l'égalité de droit ou de principe politique dans la sphère économique et sociale. Hors le respect de l'égalité minutaire et de cette partition-répartition biéconomique, il n'est aucune situation pacifique, et toutes les formes de violence qui font souffrir les peuples perdureront inutilement dans des proportions systématiquement aggravées au fil du progrès des sciences et des techniques. Cette dette et les droits vitaux qui vont de pair signifient seulement, à ce stade de la recherche, que la division par deux de toute richesse socio-économique individuelle ou regroupée doit constituer l'opération *préalable* à l'évaluation universelle de la situation de chaque citoyen adulte ou personne morale, par rapport au critère d'équilibre minimoptimaximal de la partition-répartition.

Le seul impôt objectif et universel *de base*, ou à l'état *brut*, est donc assimilable à 50% du temps « actif » de chacun, tel que celui-ci se définit historiquement en fonction du niveau de développement culturel et matériel de chaque société, et tel qu'il peut se traduire à tout moment et en tout lieu sous la forme de richesse totale produite ou gagnée (soit directement par le jeu des relations socio-économiques spontanées, soit

sous la forme d'un Service Citoyen local équivalant à 50% du travail à temps complet légal). Á l'échelon de chaque personne adulte, l'égalité universelle de la valeur minutaire vitale se traduira en une *proportion* dès lors en tout point *identique* à celle de l'équilibre minimoptimaximal inter-domanial, permettant de la sorte de fonder, de définir, et d'évaluer historiquement le *juste* revenu social, minimal et citoyen assuré par le Domaine Public, en tant que péréquation vitale préalable à tout impôt-participation aux Biens Communs indivisibles des services ou autres infrastructures publiques, à la différence de la tendance historiquement improvisée visant à atténuer empiriquement -et a posteriori- les abus des sociétés mono-systémiques usuelles, non sans maintes injustices plus ou moins volontairement aggravées. En effet, par l'intermédiaire d'une multitude de prélèvements, l'Histoire a fait entériner comme normal le besoin vital de redistribution minimale entre citoyens démunis, pauvres, riches et ultra-fortunés, alors que les structures, méthodes et choix que tout cela suppose rendent impossible la moindre cohérence équitable, faute de base de calcul objective, sans compter les gaspillages croissants qui en découlent et les surcoûts de fonctionnement des administrations pléthoriques correspondantes. Il apparaît donc que le principe tempérant de *pré*-équilibrage par la Garantie Citoyenne, soit via une anticipation légale telle qu'un salaire minimum imposé et donc universel, soit par le biais d'un impôt-transfert de péréquation-répartition *objective* de tous les revenus, en tant que préalable à la participation de chacun aux Biens Communs habituels, concrétisera la citoyenneté socio-économique des adultes en évitant désormais l'inégale, humiliante et ubuesque pseudo-charité sociale qui cache et favorise maintes autres formes d'injustices subséquentes et aggravées.

Avec ses cohortes d'assistés si démunis, véritables sous-citoyens de fait, dépourvus de leurs droits et devoirs minimaux pour mener une vie digne et autonome, ses classes moyennes sous la pression constante de la précarisation ou du surmenage et condamnées à cimenter l'édifice sociétal par toujours plus de taxes et autres prélèvements obligatoires, et son élite, aussi richissime que minoritaire, objet des soins attentifs d'un pouvoir politique plus ou moins docilement assujetti (élite sous-imposée et qui plus est, sur-rémunérée par la dépense publique et l'endettement),

le paysage fiscal ou « public » actuel ne fait que souligner l'urgence et la nécessité incontournables de la réforme systémique tempérante, car de telles improvisations administratives ne sont que le reflet financier de la pompe aspirante mise en place depuis toujours par la violence du plus fort aux dépens des droits vitaux des plus faibles, et ce, malgré les vains discours des pouvoirs politiques minoritaires et leurs fausses promesses de « ruissellement ».

Tout comme aucune charité ne saurait tenir lieu de Justice, aucun système fiscal à finalité *redistributive* ne pourra remplacer la véritable *péréquation sociétale*, objective, transparente et efficace que seule peut offrir la définition biéconomique et minutarisée du Revenu Universel. Car ce dernier doit être *la* facette économique de l'existence citoyenne de chaque adulte en société, condition première et vitale de sa dignité et définition simultanée de ses droits et devoirs, afin de lui assurer le Bien Commun prioritaire indispensable à l'exercice de sa liberté individuelle au sein du Domaine Privé. Tant que la partition ne s'équilibrera pas au plus près des 50% pour chacun des deux Domaines sociétaux, et tant que la *ré*partition n'assurera pas à chaque citoyen le droit d'exister dans l'une et l'autre sphère, il n'y aura aucun espoir de justice sociale et de Paix, civile autant qu'internationale, car toutes les formes actuelles de violence cumulative perdureront et s'accentueront de crise en crise. La formule tempérante en cours d'élaboration n'est donc pas une charité de nature redistributive au sens habituel du terme, mais la stricte et légitime rationalisation ou *tempérisation* des comportements socio-économiques subjectifs -et excessifs- caractérisant l'Histoire et les *individus* (définis indifféremment en tant que personne physique ou personne morale).

La compréhension de notre double nature et des seuls remèdes disponibles face à l'équation contradictoire de la condition terrestre des humains pourra très bientôt permettre de poursuivre l'Histoire de façon pacifiée et intelligente, car dûment rationalisée, alliant une efficacité et une priorisation démocratiquement gérées par la constitution délodiste, l'analyse minutaire permettant quant à elle de mesurer objectivement l'ensemble des paramètres *socio*-économiques en jeu, grâce à la prise en compte de la valeur biologique (ou vitale) du *temps*.

En termes d'impôt minutaire universel, et à l'échelon individuel, cette évolution tôt ou tard inévitable, programmée dans l'inconscient de notre humanisation, concernera *tous* les citoyens majeurs des sociétés futures, obligeant les minorités qui profitent encore exagérément de la confusion historique à assumer leur part des droits et devoirs minimaux impliqués par la vie en société, en assainissant leur actuelle *sur*-liberté de tout ce qui constitue un abus objectif et donc illégitime de pouvoir, réduisant d'autant les *sur*-devoirs encore assumés par la plupart de leurs concitoyens. En réalité, cela concerne aussi bien les profiteurs du bas, que ceux du haut ou du milieu de la pyramide sociétale, sachant ici que, principalement, c'est aux deux extrémités de l'édifice que se situent les dévers les plus caractéristiques, volontaires ou non. Certains citoyens indûment assistés à force de démotivation se verront ainsi légalement et légitimement obligés de travailler, a minima dans le cadre du Domaine Public, en consacrant la moitié de leur temps aux priorités locales de la Garantie Citoyenne, redevenant par là des éco-citoyens à part entière en recouvrant la dignité et l'autonomie correspondantes.

De la même façon, à l'autre extrémité de l'éventail sociétal, les *vrais* premiers de cordée de l'avenir seront *légitimement* contraints de rendre leur réussite exemplaire et irréprochable en assumant les mêmes droits et devoirs en proportion minutaire de tous leurs revenus, et quels qu'en soient les supports, sachant que la même logique s'appliquera tout autant aux personnes morales que physiques. La saine compréhension de la réalité minutaire et du principe biéconomique les aidera à restituer la seule et juste proportion excédentaire de leur multiples revenus, pour céder seulement ce qui revient de droit à *tous* et ne plus être dans l'*abus* de pouvoir, ajustement objectif qui sera d'autant plus facile à opérer que cet excès de richesse ne leur sert déjà strictement à rien de bon, d'utile ou de positif -ni matériellement ni moralement- compte tenu du volume financier historique de leurs gains proprement privés et légitimes.

Autant dire que pour respecter l'Égalité objective minimale et la Liberté historique maximale, seul l'impôt unique et universel de 50% correspond à la *première* étape de la partition-répartition biéconomique

la plus équilibrée, ici dans le sens *brut*, préalable et général transposant l'équilibre inter-domanial jusqu'à l'échelon individuel de chaque agent ou acteur socio-économique, et répondant au besoin *péréquationnel* du Domaine Public, lequel devra désormais inclure le Revenu Universel en tant que dénominateur commun éco-citoyen rééquilibrant les injustices historiques *objectives*, moyennant la définition complète et prochaine, d'ici la fin de ces *Réflexions*, de la formule et du calcul afférents.

Octobre 2020

Réflexions Socio-Économiques 11

Macroscopie Biéconomique 7

(Impôt - Système Bancaire - Péréquation Inter-Domaniale)
(Transfert Objectif - Crises)

1 - De l'impôt au Domaine Public.

Toute société humaine, bien qu'étant une réalité historique on ne peut plus concrète, se construit sur une fiction sociétale indispensable, une forme de « récit commun » imposé autant qu'improvisé au fil du temps, tandis que les rouages étudiés précédemment, a fortiori sous leur aspect financier ou monétaire, se résument *de facto* à des *conventions* principalement arbitraires. La mise au point trop empirique des lois et réglementations correspondantes se traduit par une complexité des plus *inefficiente*, au détriment de toute équité *universelle* entre citoyens. Les civilisations les plus évoluées développent ainsi une forme ou une autre de « secteur public » utile à leur peuple de façon plus ou moins directe, en prélevant nécessairement une partie des richesses produites via des impôts, taxes et autres contributions obligatoires, sur une partie variable de la population. En contrepartie, les services régaliens et administratifs financés de la sorte sont censés garantir une paix sociale minimale et

une justice hélas encore trop relative, compte tenu de l'absence de choix démocratique des priorités communes et de la domination, tant politique qu'économique, d'une classe sociale minoritaire en situation historique et objective d'*abus* de pouvoir.

Face à cette évolution, pour l'essentiel subie, la démocratie totale autorisée par la constitution délodiste permettra d'inclure les droits et devoirs socio-économiques universels de la Garantie Citoyenne via une partition-répartition biéconomique dont le contenu concret sera enfin majoritairement défini de façon évolutive, au moyen du calcul minutaire direct ou comparatif. Dans ces conditions, le concept même d'impôt se verra redéfini comme une simple et égale *participation individuelle* au Bien Commun impliquant chaque personne physique ou morale, en tant que juste contribution respectant la double nature objective de tout être humain, comme de n'importe quelle entité sociétale dûment équilibrée, le rapport individu-société se traduisant à l'échelon commun en rapport privé-public, ou Liberté- Égalité.

En concordance historique avec l'implacable loi tendancielle de l'équilibre bisphérique, mais cette fois-ci de façon enfin universellement et équitablement réparties, toutes les formes actuelles de prélèvements obligatoires, du moins à vocation redistributive, pourront se simplifier de façon définitivement transparente en une seule et unique modalité de calcul en équivalent-minutée, identique pour chaque citoyen adulte, sur la base théorique des 50% correspondant au *minimoptimaximum* déjà défini. Les termes mêmes d'impôt ou de taxe, si négativement connotés jusqu'à présent, définiront positivement l'existence sociétale de chaque citoyen via sa participation au Bien Commun, indivisible certes aussi, mais d'*abord* divisible ou égalitairement individualisable via la Garantie du Revenu (ou salaire) Universel, ladite participation devant se graduer en fonction des capacités offertes par la chance et le mérite contingents affectés à chacun des millions de parcours historiques individuels. Les 50% de temps de « travail », d'activité ou d'autre statut correspondant concrétiseront l'existence de chaque adulte au sein du Domaine Public, dans la juste proportion objective d'un temps de vie humaine de valeur minutaire -ou vitale- avérée universellement équivalente, laissant par

ailleurs -et enfin !- la même proportion de temps disponible pour une *vraie* liberté d'épanouissement individuel supplémentaire, sans aucune autre limite d'ordre social et/ou fiscal que la règle de proportionnalité ainsi définie et son taux d'actualisation historique pour chaque revenu individuel ou « regroupé », selon qu'il s'agit de personnes physiques ou morales.

Sur la base de cette saine proportion d'équilibre inter-domanial, la simplification autorisée par le calcul minutaire fournira largement assez de moyens pour le Domaine Public, compte tenu de l'implication minimale de *tous* les adultes et des substantielles économies réalisées en matière de faux-besoins palliatifs et autres impossibles récupérations, tandis que la nouvelle répartition desdits moyens entre l'État, les régions ou Départements et les Communes fera l'objet de choix démocratiques directement citoyens (en non plus politiciens) dès lors systématiquement majoritaires et garantissant une transparence décisionnelle et partitive absolue entre les sphères publique et privée, sans la moindre place pour la corruption, que celle-ci soit systémique ou carriériste.

Il est à rappeler ici que ce temps partiel de 50%, *sociétalement* réservé pour le Domaine Public dont chaque citoyen fera partie, exprime le minimoptimaximum de participation requise pour respecter l'égalité objective à laquelle tout être humain à légitimement droit, sachant que pour beaucoup de citoyens d'aujourd'hui, ces « 50% » sont presque déjà atteints, si l'on tient réellement compte de l'ensemble des prélèvements obligatoires directs et indirects appliqués sur le travail, la consommation et l'épargne de chacun, sans compter maintes autres formes de dépenses contraintes susceptibles de faire partie d'une future Garantie Citoyenne universelle, bien que l'absence de toute répartition égalitaire minimale aboutisse aux situations d'injustice si extrêmes que l'on peut observer. Ainsi, face à l'imperfection structurelle des labyrinthes fiscaux toujours caractéristiques des sociétés prétempérantes de type mono-systémique, la partition-répartition minutarisée permettra de simplifier en une seule formule d'équilibrage universel -mais historiquement individualisable- l'ensemble des prélèvements « pseudo-redistributifs » actuels, non sans garantir en prime une transparence intégrale propre à décourager toute

fraude, et ce d'autant plus facilement que les nouveaux moyens digitaux et biométriques seront bientôt généralisés, ce qui ne saurait constituer un quelconque danger dans un contexte devenu réellement démocratique via une constitution délodiste, citoyenne et localement autogérée, en lieu et place d'une semi-monarchie oligarchique et hyper-centralisée.

Concernant les entreprises du secteur privé, et à l'instar de tout citoyen individuel devenu adulte, la participation au Domaine Public, sur la même base préliminaire de 50% de quelque forme de profit que ce soit, sera l'expression d'une réelle *citoyenneté entrepreneuriale* tenant pleinement compte de ce que chaque entité commerciale, industrielle, financière ou « de service » doit légitimement à la société humaine qui, directement ou non, rend possible son développement. C'est à ce niveau précis de participation brut de 50% que l'entreprise deviendra à l'avenir socialement *responsable* et dès lors légitimement admirable, illustrant une réussite *socio*-économique pleinement méritée et l'intelligence d'un profit enfin exhaustivement assumé.

Cela revient à dire que toute participation inférieure au *taux final* applicable à chaque revenu, bénéfice ou profit, tel que pourra le définir la suite de cette recherche, implique inévitablement une forme ou une autre de nocivité socio-économique, autrement dit d'injustice *objective* ou de violence *sociétale* aux dépens direct de nombreux citoyens définis ou anonymes, que ces derniers soient compris en tant que travailleurs, consommateurs, épargnants ou autres contribuables. En contexte mono-systémique, face aux incohérences d'un ultralibéralisme devenu aussi incontrôlable qu'un gigantesque semi-remorque emballé sur la pente glissante de sa propre pesanteur économique, nombre d'entreprises sont à la recherche d'une nouvelle virginité ou neutralité, tant vis-à-vis des enjeux écologiques qu'en matière sociale, tandis que l'éternel débat sur le leadership moral des entreprises de grande envergure se contente trop souvent d'évolutions de façade à finalité plus commerciale qu'éthique, façon *green-washing*.

La réponse à la question du véritable rôle social des entreprises, comme de tout citoyen, se trouve nécessairement dans l'équilibre de ces

50% brut de participation « minimoptimaximale » au Domaine Public, seule façon de respecter intégralement la double essence vitale de notre humanité, tant individuelle que planétaire, et d'atteindre précisément la proportion de l'équilibre optimal, historiquement corroborée par la loi tendancielle bisphérique. Il apparaît qu'au-delà des 50% de cet impôt-participation « de principe », la liberté d'entreprendre s'avèrera aussitôt illégitimement opprimée, aussi sûrement qu'en deçà de cette proportion l'entreprise ne remplira pas son devoir social minimal et incompressible vis-à-vis du principe d'Égalité objective précédant toute Histoire. C'est précisément là que se situe la définition la plus pertinente du bien-fondé de la liberté d'entreprendre, en même temps que le niveau tangible et désormais universellement mesurable de la seule contrainte à respecter, à savoir la limite de proportionnalité définissant la nature *sociétalement* et *individuellement* bénéfique ou nocive de chaque individu, entreprise ou activité.

Ce n'est donc pas une question d'envergure, et ce d'autant moins que les plus grandes entreprises méritent bien leur succès historique en s'avérant nécessairement plébiscitées par les consommateurs, à l'instar d'Amazon ou des autres membres du club des GAFAM. Le seul plafond qui vaille, quelle que soit l'évolution de la moindre sous-entité socio-économique, n'est autre que le respect de la *proportion d'équilibre* déjà largement décrite. Comme chaque *citoyen adulte* digne de ce nom, une *entreprise responsable*, au sens à la fois complet et minimal du terme, doit a priori réserver 50% de la totalité de ses profits à la satisfaction collective des besoins universels que représentent ensemble la Garantie Citoyenne minimale *et* les infrastructures communes ou autres services publics, sans lesquels aucune Justice légitime ni Paix sociale durable ne saurait être assurée, sans lesquels aucun profit propre, honnête ou digne de fierté ne s'avère possible et légitime.

De fait, chaque entrepreneur profite d'un environnement sociétal complet, doublé de progrès techniques et de réseaux de communication, de services et autres supports sécuritaires, qui sont autant de conditions préalables *vitales* pour la réussite de son entreprise, et l'ensemble de cette richesse commune, résultat précieux d'une Histoire partagée par

des millions de citoyens, sur des dizaines de générations, correspond au juste coût que représente la participation universelle précitée à hauteur de 50% brut. Sinon, comme c'est le cas jusqu'à présent, cela revient à faire payer par d'autres les énormes investissements permanents que supposent par exemple l'Éducation Nationale ou les infrastructures de transport dont les entrepreneurs profitent plus que n'importe quel autre citoyen individuel. Sachant par ailleurs que l'inclusion de la Garantie Citoyenne à la Constitution délodiste résoudra l'essentiel de son devoir social minimal, l'entreprise de demain pourra enfin s'épanouir sans plus aucun risque de nocivité vitale, assurant ainsi à l'entrepreneur tous les honneurs mérités par sa *seule* réussite, dans le respect dès lors total des droits de l'Être Humain et du Citoyen.

Telle est l'évolution rendue techniquement possible, réaliste, et mesurable grâce à l'universalité de l'analyse minutaire et au principe complémentaire de la partition-répartition biéconomique, tant il est vrai qu'en l'absence de ces deux outils de progrès dans la connaissance de notre double nature, la confusion reste totale au point de condamner les comportements de chacun aux dérives inévitables de l'abus, source des déséquilibres croissants qui détruisent nos constructions sociétales les unes après les autres. Ainsi la ligne de partage entre un comportement socio-économiquement vertueux ou nocif se situe-t-elle précisément sur la crête des 50% de participation universelle, dont la précision minutaire et la répartition citoyenne permettront de définir enfin clairement les deux espaces sociétaux complémentaires au cœur même des expériences individuelles ou associées. En effet, et pour en revenir à l'image d'une certaine cour de récréation déjà visitée, il apparaît ici que la moitié de l'espace doit se voir abritée sous la forme d'un *préau* sécurisant, apte à assurer à *tous* les citoyens-élèves une réelle couverture sociale active, égalitairement responsable et participative, impliquant chaque apprenti-adulte et représentant *de facto* la moitié de son temps et de son revenu, sur la base d'une gestion locale et démocratique transparente, (liberté partagée pour l'égalité minimale), tandis que la *demie cour* du secteur privé, ouverte aux intempéries de l'aventure, permettra à chacun des *mêmes* élèves d'y tracer -ou non !- son unique parcours personnel en

totale autonomie (liberté de différenciation individuelle ou d'entreprise *largo sensu*).

2 - Deux Monnaies pour Une Biéconomie ?

En se plaçant a minima dans le contexte d'une biéconomie *de principe*, dont l'avantage prévisible est d'être à la fois plus simple et plus réaliste que tout système totalement dédoublé, et dans la mesure où les deux domaines sociétaux se trouvent dès lors en situation de vases communicants, la différenciation effective des monnaies publique et privée devrait en fait correspondre à une distinction technique, une sorte de convention comptable autorisant une frontière suffisamment étanche entre l'argent public et l'argent privé, afin de séparer le cœur pyramidal égalitaire de sa périphérie librement fluctuante, ne serait-ce que par le transfert intégral des contributions au Domaine Public entre les mains d'une seule et unique Banque Citoyenne aux multiples agences locales. Ainsi, la monopolisation sociétale des 50% de richesse correspondante devrait-elle suffire à sécuriser ce *Bien Commun* vital et semi-égalitaire, définissant en quelque sorte, pour un pays européen, des euros publics et des euros privés, par le biais d'une double comptabilité relativement facile à opérer, à l'instar de ce que font tous les citoyens qui ont déjà plusieurs comptes et cartes bancaires. On objectera sans doute que les taux de change entre devises peuvent varier, ce qui reflète une réalité historique pour le moins empirique via la spéculation internationale et peut être susceptible de fragiliser l'équilibre pyramidal, mais ce risque pourra se voir efficacement paré grâce à une fixation légale des parités monétaires en cohérence minimale avec la valeur minutaire objective, voire par la limitation autoritaire et quantitative des éventuels capitaux fluctuants, le cas échéant. De la même manière, dans la mesure où la cohérence du cœur pyramidal Public suppose logiquement la production nationale du maximum de tous les biens et services correspondants, la dépendance aux fluctuations extérieures en sera réduite d'autant. Enfin, l'essentiel reste que le Domaine Public se maintienne toujours à 50% de partition et à surtout égalité de répartition entre tous les citoyens, même en cas de réduction temporaire des moyens concrets correspondant à la

Garantie Citoyenne, ce qui rendra la Justice étanche à toute variation de nature contextuelle (désormais) externe à la société, à la différence des aggravations d'inégalités observables de crise en crise jusqu'à présent, ces dernières étant de plus de nature endogène ou systémique la plupart du temps.

Les aléas exceptionnels, tels qu'une crise sanitaire ou climatique, seront toujours imparables, l'essentiel étant de s'y adapter, y compris en en cas de permanence, en maintenant intacte les proportions d'un cœur pyramidal dès lors seulement réduit en hauteur. Quel que puisse être le contexte historique, c'est le maintien en toute circonstance de l'équilibre biéconomique qui restera la condition de la paix autant que d'une justice objective et légitime, en évitant que telle ou telle crise ou contagion de crise éventuellement subie soit payée au prix le plus fort par les plus faibles, comme c'est hélas le cas jusqu'à présent.

Il sera donc techniquement possible de séparer l'argent public de l'argent privé, même dans le cadre d'une devise identique, tandis que la définition minutaire des fondations monétaires deviendra peu à peu la seule règle fiable de comparaison internationale, dans le respect de la valeur objectivement et moralement identique de chaque vie sur terre, ce qui entrainera bientôt l'assainissement du commerce international en permettant aux nations lésées de mesurer enfin l'ampleur de leur injuste dépendance afin de réclamer leur dû. Dans la mesure où chaque nation pourra définir minutairement sa situation économique comparative, les pays pauvres et exploités du néocolonialisme actuel seront en mesure de négocier équitablement, faisant payer aux pays leaders le vrai prix de leurs ressources et de leur travail, ce qui finira par uniformiser la valeur des devises nationales aussi rationnellement que possible. Grâce à la transparence universelle du calcul minutaire, les gouvernements locaux se verront tôt ou tard obligés de renoncer aux corruptions habituelles en devenant pleinement responsables de l'intérêt majoritaire de leur peuple, ne serait-ce que sous la pression irrépressible d'une évolution politique délodiste inéluctable à plus ou moins long terme.

Dans les domaines financier et monétaire, où tout est question de convention et de réglementation, les économistes spécialisés pourront répondre à l'attente des futurs Tempérants en adaptant les outils et les procédures aux nouvelles conditions majoritairement définies, afin de constamment ménager le seul équilibre efficace possible entre la liberté d'entreprendre et le respect de l'égalité minimale que cette même liberté présuppose pour devenir et rester légitime, autant qu'universelle.

3 - La Péréquation Inter-Domaniale.

La communication minimale nécessaire entre les deux domaines complémentaires de la société biéconomique implique logiquement une péréquation permanente à l'échelon individuel autant que national, de nature à la fois matérielle et financière, voire allant jusqu'à inclure une différenciation de produits et services, selon l'option socio-économique majoritairement choisie.

Au minimum, et dans le cas le plus simple d'une biéconomie de principe, la péréquation ci-dessus consiste à tenir compte de l'ensemble des revenus de chaque citoyen quel que soit le contexte public ou privé de l'obtention desdits revenus, pour le cas où une personne travaillerait parallèlement dans plusieurs contextes, par exemple. Á titre de rappel, la valeur minutaire peut être objectivement définie à partir du total des richesses produites par un pays en une période donnée, exprimable en termes monétaires et toujours traduisible en une seule et même réalité minutaire décimalisée par commodité. A minima, sur la base statistique et légalement définie d'un travail ou emploi à temps complet, et plus encore en tenant compte de tous les revenus hors travail, chaque citoyen participera au Domaine Public, ou mieux encore en fera intrinsèquement partie, au sens comptable du terme, sur l'équivalent d'un « mi-temps ».

Dans ce cadre, l'éco-participation *de principe* ou à l'état *brut* de chaque personne physique ou morale au Domaine Public (incluant donc désormais la fameuse Garantie Citoyenne), correspondra minutairement à l'exacte moitié du temps complet légalement défini par la majorité des

citoyens, et le *pré*-impôt correspondant devra logiquement s'évaluer à la moitié de tous les revenus de la période considérée, sachant que cette unique participation remplacera au moins la moitié des impôts, taxes et autres contributions obligatoires, directes ou indirectes qui caractérisent les systèmes fiscaux habituels, et garantira par ailleurs tous les droits sociaux afférents, y compris donc la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel. Á ce stade, il est bon de réfléchir en imaginant des situations aussi concrètes que possibles, sachant malgré tout que de très diverses solutions techniques pourront être mises au point au fil de l'expérience délodiste et biéconomique, en fonction des options démocratiquement choisies par les futurs Tempérants. Cela étant dit, le principe de base préalable aux exemples qui suivent restera toujours le même : chaque personne adulte doit théoriquement la moitié de son temps à la société humaine qui lui permet de vivre en paix, puisque les compétences de chacun en sont bel et bien le résultat historique compilé, avec en retour l'assurance de jouir d'un minimum socialement vital de confort matériel autant que culturel, et ce, quels que soient les revenus correspondant à cette moitié, puisque le calcul s'effectuera de toute façon sur la base de l'ensemble des revenus déjà perçus par l'intéressé sur une période fixée par convention majoritaire, via une péréquation minutaire systématique entre les deux Domaines sociétaux.

Pour commencer par le cas des citoyens les plus dépendants ou les plus faibles au sens socio-économique du terme, chaque personne adulte aujourd'hui dépourvue de travail ou de revenu via le secteur privé habituel sera prise en charge par la collectivité *locale* grâce aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne. Il ne saurait donc y avoir la moindre situation de chômage ou d'assistanat passif ou à sens unique dans une société humaine digne de ce nom, c'est-à-dire effectivement délodiste et biéconomique, dès lors que la nature universelle du revenu ainsi garanti répond au droit légitime à une existence décente telle que définie par la majorité citoyenne, et moyennant une activité minimale à mi-temps au service direct de la collectivité locale, à défaut de tout autre employeur ou de quelque autre forme d'autonomie individuelle.

Le travail correspondant, quelle que soit sa nature pratique, sera donc directement géré par la Commune, voire le Département, au plus près des besoins collectivement ressentis comme étant prioritaires, et s'effectuera *de facto* dans le cadre de l'administration locale ou de ses Ateliers Communaux, tandis que la fonction ainsi remplie à mi-temps sera en réalité aussi utile et aussi digne que n'importe quel emploi du secteur privé, et sur la base d'une productivité définie par la majorité citoyenne en fonction des moyens techniques disponibles. Il ne s'agira en aucun cas d'un sous-emploi, dans la mesure où les besoins locaux, en particulier en matière de services et d'environnement, sont sans limite, tant qualitative que quantitative, et les citoyens ainsi associés à l'utilité commune seront assurés de retrouver et préserver l'entière dignité et la motivation que procure une véritable activité, à l'opposé de la situation d'assistanat sans contrepartie qui détruit la vie quotidienne autant que le psychisme d'un nombre toujours croissant d'exclus. Mieux encore, les activités concernées complèteront idéalement les besoins sociétaux via des tâches indispensables trop souvent ignorées par le secteur privé pour cause de faible, voire impossible profitabilité.

Concernant les plus malchanceux d'entre nous, défavorisés par maintes circonstances personnelles ou sociétales, le service obligatoire à mi-temps qu'implique la Garantie Citoyenne empêchera la personne concernée de choisir librement ladite activité, laquelle sera légalement exigée par la Commune en tenant le plus grand compte de l'adéquation entre les capacités de chacun et la fonction correspondante, grâce à un pilotage micro-local. De plus, cette implication inévitablement imposée sera l'occasion d'une formation assurée au travers de cette expérience pratique, développant ainsi chez l'intéressé des compétences nouvelles propres à lui être des plus utiles pour un avenir plus autonome au sein du Domaine Privé, en tant qu'occasion d'un épanouissement personnel plus complet et *de facto* souhaitable. Enfin, en tenant toujours compte de ses capacités évolutives individuelles, et selon le juste principe de rotation maximale applicable à la plupart des fonctions concernées, le citoyen « fragile » associé à la vie locale devra changer d'activité selon les besoins communaux et la pénibilité des tâches, ce qui lui donnera l'occasion de tester un très large éventail de contextes pratiques et de

relations humaines des plus profitables, en tant qu'environnement idéal de réapprentissage et de *re-motivation*.

La collectivité locale aura dès lors l'obligation constitutionnelle d'employer utilement et instantanément tout citoyen majeur résidant sur son territoire, sur la base du Revenu Universel inclus dans la Garantie Citoyenne, en puisant pour cela les ressources nécessaires au sein des 50% de richesse totale réservés pour le Domaine Public, tandis que de son côté, le bénéficiaire de cet emploi (plus ou moins temporaire selon les besoins) se verra dûment obligé d'accepter les diverses affectations correspondantes en tant que participation citoyenne minimale justifiant son revenu garanti. De cette façon, la société délodiste et biéconomique palliera les manquements et dégâts si souvent engendrés par les risques et autres comportements de l'économie privée et de sa liberté historique en contexte mono-systémique, en répondant au droit objectif et légitime de chaque citoyen de vivre dans des conditions réellement décentes et déjà suffisantes, du triple point de vue matériel, social et culturel.

Loin d'être un assistanat déguisé, cette condition minimale peut suffire à satisfaire nombre de citoyens pour qui le minimum vital ainsi assuré paraîtra assez satisfaisant dans le cadre d'une philosophie de vie matériellement frugale ou minimaliste, à l'instar de ce que les futures priorités écologiques risquent fort d'encourager, et a fortiori au fur et à mesure de l'enrichissement de ce minimum universel garanti. Cela dit, les personnes par ce biais activement et dignement « protégées » seront à même d'accéder de plain-pied au secteur privé, dans un état optimal de vitalité ou de motivation professionnelle, pour le plus grand bien de leurs éventuels employeurs sur le « marché » dudit secteur. Il n'est de meilleure formation que pratique ou « vécue », et l'apprentissage d'une fonction locale, ainsi favorisé et garanti à tous, constituera la meilleure prévention imaginable contre les multiples dérives de l'oisiveté ou de l'exclusion sociale, dont les effets pervers ne sont que trop visibles sous la violence constamment accrue des sociétés mono-systémiques. Au lieu d'être considérés comme les déchets humains du marché ultralibéral, « *des gens qui ne sont rien* » au dire d'un certain Président, ces citoyens

à part entière seront les copropriétaires du Domaine Public, au même titre que n'importe quel multimilliardaire du secteur privé.

Deuxième cas de figure, une autre personne est employée par l'administration publique, le plus souvent à temps complet, sur la base d'un salaire supérieur au revenu de la Garantie Citoyenne, pour tenir compte de capacités professionnelles jugées indispensables à la bonne gestion du Bien Commun. Si cette personne travaille à temps complet au sein du service public, elle doit par principe contribuer au Domaine Public à hauteur de 50% de l'*ensemble* de ses revenus, selon l'équilibre inter-domanial déjà défini.

Or ce citoyen travaille librement, par embauche réciproquement volontaire, au sein de ce même secteur, et pour un revenu qui peut être très supérieur à celui de la Garantie Citoyenne. Il paraît dès lors pour le moins logique de « déduire » de ses 50% de contribution l'équivalent de la Garantie Citoyenne, sous la forme financière d'un revenu universel, en lui restituant dans ce cas la somme correspondante via son compte bancaire public, le cas échéant, voire tout aussi bien en procédant sous forme de simple calcul déductif. Ce citoyen fonctionnaire paiera d'une façon ou d'une autre la moitié de ses revenus du travail, mais se verra restituer la partie objectivement universelle de son mi-temps de service public, et ce, au même titre que n'importe quel autre citoyen dans une situation équivalente. Cette opération comptable, en apparence neutre sous un certain point de vue, implique *de facto* une réduction logique d'impôt *en deçà* de 50%, à hauteur pécuniaire dudit Minimum Universel de la Garantie Citoyenne, sachant qu'il peut être plus pertinent, du seul point de vue psychologique de la conscience citoyenne, de prélever 50% et créditer simultanément le compte public des citoyens se trouvant dans ce type de situation. Cette distinction comptable, à première vue futile, permettrait à chaque contribuable de prendre conscience de sa solidarité socio-économique avec l'ensemble de ses concitoyens en communauté nationale, à travers le *pool* salarial d'un revenu *effectivement* universel ainsi concrètement différencié des revenus du Domaine Privé dépassant cette garantie, même ici dans le cas d'une activité en secteur public. En réalité, tout se passe dès lors comme si, au-delà du revenu de la Garantie

Citoyenne et de son temps partiel en équivalent de 50%, le Domaine Public sous-traitait ce même fonctionnaire à titre privé, ce qui est par ailleurs assez logique puisque, par définition, seul un emploi à mi-temps est supposé correspondre au Revenu Universel du Domaine Public. Cela dit, et à la différence du cas du *citoyen minimal* précédemment envisagé, la participation correspondant ici à un travail à mi-temps sera toujours supérieure au Revenu Universel du point de vue financier. La personne concernée participera donc bien à hauteur de 50% de ses revenus mais ne récupèrera en retour que le seul *montant* intégral correspondant au Revenu Universel garanti, prenant de la sorte pleinement conscience du *complément* de salaire ou revenu dérivant de sa chance professionnelle particulière, comme de ses mérites personnels, tandis que s'ajoutera bien sûr audit Revenu Universel l'accès égalitaire à tous les services ou autres équipements communs à l'ensemble des citoyens.

La proportion restante d'impôt-participation alimentera comme toujours le Domaine Public dans son entièreté, pour la satisfaction des besoins universels de la société en ce qui concerne l'éducation, la santé, la sécurité et les infrastructures entre bien d'autres choses, sachant que ce contribuable participera à la priorisation de tous les choix collectifs correspondants en tant que citoyen. Le transfert de valeur financière qui résultera de sa participation sera l'expression concrète de la solidarité *légitimement* exigée par le droit à un socle socio-économique minimal et universel, respectant dès lors l'égalité objective *pré*-historique propre à chaque existence, et assurant ainsi à chaque personne adulte la sécurité socio-économique -et culturelle- de la Garantie Citoyenne et des Biens Communs de nature indivisible.

Concernant le troisième cas de figure d'une personne employée à temps partiel ou complet exclusivement dans le secteur privé, ou s'auto-employant en qualité d'entrepreneur dans le sens le plus large du terme (situations historiquement majoritaires), la même logique s'appliquera, dans la mesure où l'impôt objectif théorique et universel de 50% sera réduit par la proportion récupérée sous forme de salaire universel, au titre de la condition citoyenne égalitaire de tout adulte via le Domaine Public. Cela signifie que chaque citoyen dépassant en réalité le double

du revenu minimum universel assuré par la Garantie Citoyenne, quel que soit le contexte de son activité, acquittera un impôt-participation, mais ce dernier sera toujours inférieur à 50%, car diminué du montant universel de ladite Garantie Citoyenne (le double en question étant ici requis par la correspondance du Revenu Universel avec seulement un *mi-temps* d'activité, comme il pourra être constaté et démontré grâce au Livre IV de ces *Réflexions*). Il est bon de noter au passage que ladite restitution ne saurait être exprimée en pourcentage de ce que représente la Garantie Citoyenne au sein du Domaine Public, car cela aboutirait à un revenu « public » ou universel dès lors totalement inégal, puisque *financièrement* proportionnel à la richesse variable de chaque citoyen, ce qui remettrait aussitôt en cause l'égalité objective et minutaire qui définit ledit Domaine Public.

L'existence d'un revenu au contraire identique pour tous, ne serait-ce que sur le plan comptable, concrétise l'appartenance de chacun à une seule et même réalité socio-économique évolutive, à une même communauté minimale de destin sociétal, et constitue la seule façon de respecter *historiquement* l'égalité *objective* fondamentale qu'une société humaine digne de cette appellation suppose, condition *sine qua non* du dépassement des limites de notre pesanteur économique animale, pour l'établissement d'une Paix et d'une Justice sociales aussi durables que concrètement mesurables.

Il va de soi que le principe de mutualisation sociétale de 50% de la richesse produite suppose tout aussi logiquement la même proportion de participation s'agissant des revenus acquis au travers de l'épargne ou de l'investissement, car toute « fortune » ne peut provenir, directement ou non, que d'une forme ou une autre de travail, d'activité ou même de statut social, et se trouve au bout du compte entre les mains de citoyens individuels.

Le cas de l'entreprise en tant que personne « morale » est un peu différent, dans la mesure où cette entité socio-économique est un avatar historique relativement abstrait, par rapport à la réalité physiquement déterminée de chaque citoyen. Pour autant, il s'agit d'une construction

humaine, assimilable à une sorte de « super-citoyen » en tant qu'acteur socio-économique et décideur essentiel, regroupant des partenaires et autres associés, voire une multitude d'actionnaires-propriétaires dans un but éminemment lucratif, lesquels sont autant de personnes physiques. S'agissant d'une évolution historiquement empirique, il paraît logique que les profits finaux des sociétés privées soit variables, sachant que, comme n'importe quel revenu personnel, tous les « surplus » distribués entre actionnaires, direction et salariés feront déjà partie des richesses assujetties à la règle objective et légitime des 50% brut de mutualisation publique. Dès lors, le seul élément historiquement variable et subjectif peut concerner l'impôt sur les sociétés privées en qualité de personnes morales, dans la mesure où, idéalement, il serait justifié de ne pas taxer la moindre entreprise *plus* que les personnes qui la composent ou la possèdent, afin de tenir compte de l'équivalent du Revenu Universel rétrocédé aux citoyens contributeurs, ce qui implique logiquement une participation finale toujours inférieure à 50%.

En fonction directe de l'intérêt majoritaire et de la culture propre à chaque peuple, tout en ménageant la viabilité et le profit bien mérités des entreprises privées, l'objectif optimal sera donc de trouver les outils de calcul permettant de mettre en situation d'équivalence les contraintes fiscales des entreprises et des citoyens, par exemple via l'établissement d'un taux moyen évolutif et pondéré par rapport à ce que représente le Revenu Universel sur l'ensemble de la richesse produite, voire mieux encore par transposition-adaptation au monde spécifique des entreprises des échelons de taxation citoyenne historiquement observables. Selon le libre choix des futures majorités citoyennes, une telle évolution pourra indirectement objectiver le débat que suscite toujours la répartition des bénéfices entre l'entreprise, ses propriétaires actionnaires et ses salariés, via une sorte de rééquilibrage a posteriori, mais l'occasion se présentera d'explorer ce principe d'équivalence dans des conditions objectives plus propices d'ici la fin de la thèse tempérante, pour ce qui concerne le seul profit avant impôt de chaque entreprise, une fois toutes les distributions et autres réservations internes -et comptables- dûment opérées.

4 - Le Transfert Objectif.

En termes de minutées ou de proportion minutaire concernant le seul domaine Public auquel chaque citoyen adulte appartient de fait, de par son existence au sein de la société républicaine, l'égalité minimale objective aboutit à un *transfert de richesse* enfin universellement fondé, dans la mesure où le même pourcentage minutaire n'aura pas la même valeur *historique* en fonction du parcours de chaque contributeur et de son niveau socio-économique. Selon la catégorie socio-professionnelle, et donc la chance et les mérites de chacun, autrement dit l'histoire (avec un h minuscule) des individus dont tous les comportements finissent par former collectivement la « grande Histoire » (avec un H majuscule), les revenus exprimés en valeur financière de chaque période sont et seront toujours extrêmement variables, sur la base de la libre évolution propre à une société libérale, via les mœurs et autres us et coutumes dérivant de chaque culture en fonction de son lieu, de son époque et de son niveau de développement.

Mutualiser 50% de son ou de ses revenu(s) ne représente certes pas la même somme d'argent pour un mécanicien ou un chirurgien, pour une informaticienne ou une présidente de grande entreprise, tandis que cette proportion d'équi-participation peut sembler excessive alors même qu'elle résume et simplifie pourtant une réalité historique déjà peu ou prou équivalente de prélèvements et autres dépenses forcées, comme en témoigne la tendance spontanée de l'équilibre bisphérique, maintes fois mentionnée, (avec l'avantage futur d'une universalisation incluant ceux qui ne paient pas *du tout* ou pas *assez* d'impôt jusqu'à présent). Le fait est que plus on se trouve haut placé dans une hiérarchie historiquement justifiée d'une manière ou d'une autre, plus les 50% représenteront une « petite fortune », bien que, par ailleurs, l'aisance assurée par les 50% restants relativise d'autant l'importance vitale de cet argent, sachant en plus que la valeur non négligeable du Revenu Universel déduit en retour réduira sensiblement le pourcentage effectivement prélevé pour la très grande majorité des citoyens contribuables.

Il n'en reste pas moins que ce pourcentage final d'imposition minutaire sera toujours d'*égale proportion*, tout en étant intérieurement évolutif en fonction directe de la valeur financière que pourra atteindre le Revenu Universel de la Garantie Citoyenne, au gré des conditions concrètes de l'Histoire et des choix démocratiques quant au contenu de ce droit socio-économique. La proportion objective de participation au Domaine Public se mesure en minutées de vie individuelle, de valeur biologiquement et éthiquement égale et invariable entre tous les êtres humains, et le propre de la moindre citoyenneté *effective* appliquant les principes les plus élémentaires des droits de l'Être humain est dès lors d'impliquer rationnellement le transfert ou la mutualisation de valeur financière qui en découle, ce qui signifie bel et bien que, quelle que soit sa place dans la société, chaque citoyen devra s'acquitter de la même proportion *minutaire* d'impôt global, laquelle se concrétisera par une progressivité de participation liée à son propre niveau socio-économique en termes de revenu annuel exprimable selon la monnaie du moment. Cette progressivité totale et enfin objectivement fixée dans sa cohérence biéconomique correspond au principe de bon sens selon lequel chaque passager d'une unique barque sociétale se doit de participer *selon ses moyens*, autrement dit, financièrement d'autant plus qu'il profite de la chance d'être plus riche. Un rameur plus musclé que ses collègues ne se fatigue de fait pas plus les autres en fournissant proportionnellement le même effort que chaque membre de l'équipage, alors même que cette participation procure nettement plus de puissance à l'embarcation. C'est là, en matière d'*équi*-fiscalité, le véritable rôle moteur des « premiers de cordée » dans l'ascension réussie d'une progression sociétale cohérente, sans laquelle une croissance sans progrès entraîne aussitôt l'exploitation d'autrui et l'aggravation mortifère des inégalités sociales vitales par un effet cumulatif, malgré un pseudo-ruissellement et une « atténuation » fiscale hélas toujours plus dérisoires, et qui plus est, de plus en plus mal répartis.

Grâce au réalisme universel de cette comptabilité minutaire et biéconomique, la proportion d'impôt-participation de 50%, réduite par le remboursement ou la déduction instantanée du Revenu Universel (ou

de son équivalent pour l'entreprise), offrira enfin la définition fiscale la plus objective qu'il se puisse démontrer dans son fondement, ainsi que la plus constante et équilibrée dans ses proportions, non sans autoriser une parfaite souplesse ou évolutivité historique.

En dessous de cette proportion, toute tentative de soustraction à ce devoir citoyen équivaut à voler le bien d'autrui autant que le Bien Commun de la société humaine à laquelle chacun appartient et grâce à laquelle chacun peut s'enrichir selon ses « mérites ». C'est là, sur le plan fiscal et comptable, le palier indépassable permettant de repérer tous les abus de pouvoirs et autres privilèges illégitimes qui déséquilibrent nos constructions sociétales jusqu'à l'effondrement. D'où l'intérêt crucial de l'analyse minutaire et de la partition-répartition biéconomique, grâce auxquelles un impôt dûment universel et respectueux de l'Histoire peut être enfin objectivement fondé, tout en conservant une souplesse totale pour s'adapter à n'importe quelle circonstance ou à n'importe quelles conditions environnementales. Á ce point précis des *Réflexions* se situe le moyen technique de réaliser l'*équité* citoyenne authentique, puisque cette péréquation inter-domaniale individualisée permet précisément de définir l'impôt le plus objectif possible, ou le transfert de valeur le plus logique possible, à la façon d'un trait d'union de proportion constante unissant la justesse du calcul économique à la Justice du comportement social, par la semi-fusion des « rationalités » individuelles ou associées, hélas si relatives, en une cohérence maximale d'envergure sociétale.

Ainsi chacun contribuera selon ses moyens sur la base nécessaire d'une égalité minimale enfin clairement définie et mesurable en termes de *proportion* et de temps de vie de même *valeur*, alors que le *volume* historique et financier de chaque contribution élémentaire sera fonction des chances, du mérite et des opportunités des citoyens-contribuables, y compris via quelque forme d'entreprise que ce soit.

Sans doute faudra-t-il du temps pour que les mentalités évoluent dans ce sens, mais là se trouve précisément suggérée la seule direction possible pour un progrès assuré vers la Paix et la Justice, tandis que ce point de vue biéconomique et minutaire sur l'impôt permet de mieux

comprendre pourquoi la croissance ne s'accompagne d'aucun progrès humain suffisant, et surtout pourquoi la redistribution par l'impôt restera toujours *incohérente* en contexte socio-économique *mono*-systémique, induisant les graves déséquilibres déjà décrits. Comme toute découverte propre à éclairer la caverne du cerveau humain, le transfert objectif de richesse ainsi rendu possible grâce à cette répartition biéconomique fera prochainement évoluer la conscience humaine et sa philosophie sous-jacente, au point que les citoyens les plus chanceux et fortunés seront à terme fiers et heureux d'assumer pleinement leur statut de néo-leader en contribuant « historiquement » plus que la plupart de leurs concitoyens, mais en *équi*-proportion financièrement et *objectivement fondée* de leur propre réussite sociale personnelle. Car inversement, on a pu voir que le moindre dépassement de la contribution citoyenne au-delà des 50% est une atteinte illégitime à chaque liberté individuelle, du moins tant que le revenu correspondant n'est pas supérieur aux 50% (!) de l'ensemble des richesses historiquement produites par l'entité socio-économique qui se trouve concernée, sachant bien sûr qu'avec le temps, l'équilibre autorisé par la biéconomie délodiste réduira en douceur le patrimoine, ainsi que l'exploitation utile du travail d'autrui, jusqu'aux saines proportions qui sont compatibles avec les droits concrétisés par la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel.

Tôt ou tard, les conditions sociétales impliquées par l'avènement d'une république délodiste et biéconomique rendront ainsi possible une répartition juste et universelle de l'impôt incluant la Garantie Citoyenne, avec pour conséquence un équilibre pyramidal rendu constant quelles que soient les conditions locales ou planétaires et les époques à venir, et ce, d'autant plus assurément que l'*équi*-participation de tous profitera à chacun, impliquant l'ensemble de la société humaine de façon légitime et solidaire, a fortiori compte tenu de la gestion démocratique et aussi locale que possible des choix politiques à venir. En incluant la Garantie Citoyenne et en lui donnant corps via la péréquation inter-domaniale, le système biéconomique intègrera peu à peu les éléments les plus vitaux de la libre évolution historique jusqu'au sein même du Domaine Public, permettant ainsi de résoudre l'équation des premiers chapitres de ce Livre II et de souder définitivement les intérêts si complémentaires de la

société et de l'individu, autrement dit de l'*égalité objective sociale* et de la *liberté historique individuelle*, seule façon enfin rationnelle de filtrer positivement les interactions indispensables entre les deux domaines sociétaux, sans aucun risque de distorsion. Pour autant, ce principe et ce mode de calcul maintiendront entre ces deux domaines une séparation en tout point suffisante, dont la perméabilité minimale et nécessaire sera techniquement assurée de rester en équilibre constant en respectant la seule proportion adéquate, à l'image du cœur pyramidal indispensable à une société enfin apaisée, tandis que la hauteur et la texture de ladite pyramide varieront en fonction du lieu, de l'époque et des circonstances.

5 - La Modulation Historique.

Sans surprise, et comme l'Histoire l'atteste, l'impôt-participation est l'élément clé de toute existence sociétale, le cœur même de la fusion minimale nécessaire entre l'individu et la société, exprimant au fil du temps les progrès encore relatifs, voire les régressions temporaires, de l'erratique évolution humaine qui a jusqu'à présent tenu lieu de recette, faute de meilleure solution. Par la double disgrâce du mono-systémisme et de l'absence de démocratie, en laissant *de facto* les rênes du pouvoir à une minorité de *sur*dominants inspirés par les pires abus, les systèmes fiscaux usuels ne sauraient être politiquement justes ni économiquement efficients, aboutissant au patchwork administratif et réglementaire dont la France s'est fait une spécialité mondiale unique, entraînant de la sorte une « désocialisation » des plus inquiétante, porte ouverte aux réactions individuelles, corporatistes, voire sub-communautaires les plus égoïstes, autant qu'à l'injustice la plus criante, à tel point que le « pays des droits de l'Homme » abrite le peuple le plus pessimiste et dépressif du monde « développé ».

La solution biéconomique ici proposée, objectivée par l'analyse minutaire et nécessairement pilotée par le pléonasme d'une république délodiste, permet d'affirmer longtemps à l'avance que seule la partition-répartition de 50% (sensiblement diminuée par la valeur de la Garantie Citoyenne) pourra respecter à terme les conditions idéales d'une gestion

socio-économique équilibrée, c'est-à-dire évitant les gaspillages usuels autant que la moindre inégalité un tant soit peu *nocive*, seul moyen de garantir la permanence historique d'un cœur pyramidal définitivement stabilisé, quelle que soit la hauteur du sommet de l'édifice sociétal. La loi tendancielle de l'équilibre bisphérique, observable au sein de toute société d'envergure suffisante, conduit inexorablement l'Humanité dans cette direction, et le niveau minimoptimaximal de 50%, insuffisamment approché par la plupart des grandes sociétés ou civilisations, sera tôt ou tard la seule garantie de Paix et de Justice sociale optimales, pour peu qu'une évolution politique enfin dûment délodiste assure légitimement les conditions de l'Égalité minimale jointe à la Liberté maximale, grâce à la répartition citoyenne égalitaire du Domaine Publie, en particulier s'agissant de la Garantie Citoyenne du Revenu Universel, via ses droits et ses devoirs vitaux.

Lorsque certains petits pays paraissent contredire cette tendance historique encore inassouvie par la faute des réflexes que l'ignorance de notre double nature dicte à nos comportements primaires, il ne s'agit que d'États artificiels ou de pyramides « factices » profitant -autant que dépendant- du reste du monde, à l'instar des fameux paradis fiscaux dont la fonction historique est précisément de soustraire les détenteurs des plus grandes fortunes à leur devoir citoyen, avec la complicité très intéressée des minorités dominantes à la tête des grandes populations.

L'équilibre biéconomique paritaire et absolu constitue donc un objectif historiquement *inévitable*, bon gré mal gré, ce qui signifie que toute solution inférieure allant dans ce sens ne sera qu'un progrès relatif et insuffisant, bien que temporairement nécessaire, le cas échéant. En effet, comme cela a déjà été remarqué au cours de ce Livre II, il n'est pas interdit de concevoir une biéconomie asymétrique ou partielle, qui dès lors favoriserait l'un ou l'autre des deux domaines sociétaux, ce qui correspond par ailleurs à l'évolution historique sous la forme toujours confuse d'une société plus ou moins mono-systémique, et ce, quel qu'en soit le régime politique apparent. Au vu des observations de ce chapitre, et avec l'assurance d'être conforté par les futures recherches minutaires que devrait susciter cet ouvrage, il est d'ores et déjà possible d'affirmer

qu'une partition-répartition *asymétrique* induit les effets négatifs d'un déséquilibre assurément préjudiciable au domaine sociétal infériorisé, entraînant aussitôt une déformation pyramidale, un dévers architectural ou un biais sociétal propre à s'accentuer aux dépens du double intérêt de l'Humanité, en s'aggravant inexorablement, via une accélération peu à peu géométrique, jusqu'à quelque forme d'effondrement périodique, sur une durée logiquement proportionnellement plus longue à mesure que l'on s'approchera du point d'équilibre des 50%.

En termes de consommation optimisée, cela signifie que seule la biéconomie « paritaire » ou symétrique permettra la répartition la plus efficiente entre tous les biens et services d'intérêt public ou de nature *de facto* universelle et leurs équivalents ou compléments du secteur privé, seule façon structurelle et fonctionnelle d'éviter le gaspillage autant que la surconsommation dont les terribles effets écologiques ne sont plus à démontrer, sans pour autant interdire un panachage souvent souhaitable, ni une souplesse d'ajustement permanente en fonction de l'évolution des besoins ressentis.

D'un point de vue plus républicain et démocratique, la solution biéconomique intégralement symétrique offrira le niveau de répartition optimal garantissant simultanément l'équité permanente de droits et de devoirs sociaux universellement partagés en termes minutaires de vie humaine de valeur équivalente, *et* la différenciation ou *inégalité positive* dérivant du libre mérite de chaque citoyen au sein du Domaine Privé, seule façon de respecter, de concrétiser et de rendre enfin compatibles les trois termes de la fameuse devise républicaine française, en tant que valeurs éthiques pleinement assumées par des citoyens devenus tous *responsables* de leurs actes et comportements, c'est-à-dire *souverains*.

D'un point de vue fonctionnel, voire plus techniciste, et grâce à l'équilibrage d'un seul et unique impôt répartitif de 50% (brut), dont la réalité historique financière sera directement fonction de la place de chacun dans la société, la partition-répartition biéconomique autorisera une simplification et une clarification définitives du paysage fiscal, en fixant objectivement les proportions optimales de l'équilibre social le

plus stable de l'Histoire humaine passée, présente et à venir, et ce, quels que soient les aléas ou les opportunités du moment. L'*immuabilité du taux* d'imposition-participation gradué qui en découlera en fonction des revenus de chaque citoyen ou « entreprise », en même temps que son universalité, deviendront les meilleurs atouts d'une parfaite visibilité ou « prédictibilité » pour chaque décision engageant l'avenir, tant pour les entreprises du secteur privé que pour les citoyens copropriétaires du Domaine Public, sachant que les 50% réservés à ce dernier seront enfin *équi-répartis* de façon transparente et démocratique via une priorisation incluant tous les biens et les services publics actuels, à la fois complétés et -en grande partie- remplacés par le Revenu Universel de la Garantie Citoyenne.

Par cette proportion définitive et objective d'impôt-contribution, chaque citoyen fera partie du Domaine Public via un revenu identique exprimant le socle commun et évolutif d'une société enfin concrètement *solidaire*, tandis que la valeur financière historique correspondante sera la traduction individuelle d'une réussite personnelle dès lors pleinement méritée et légitime. Ainsi la définition de l'impôt autorisée par l'analyse minutaire et la solution biéconomique permet-elle de fixer, avec la juste souplesse indispensable, le fameux *seuil*, pourtant immuable quant à sa proportion, séparant la « bonne » fiscalité de la « mauvaise », de façon désormais objective et mesurable. Comme pourront très certainement le démontrer les recherches minutaires du futur, seul le point d'équilibre inter-domanial des 50% d'impôt-contribution (brut) correspondra à la fiscalité optimale associant le maximum d'effets vertueux et évitant d'autant la moindre nocivité déséquilibrante, tant en matière d'impôt individuel appliqué aux salaires et revenus que d'impôt sur les sociétés et autres bénéfices du secteur privé. Car l'hyper-simplification résultant de l'unification en une seule formule des prélèvements et contributions obligatoires de type redistributif accumulés jusqu'à présent économisera autant de temps que d'argent, et dans des proportions insoupçonnables, induisant à terme une rationalité économique enfin *écologique*.

Á l'instar de la fameuse grenouille si progressivement cuite dans sa casserole qu'elle en oublie de s'échapper d'un bond salutaire, tous les

contribuables, ainsi que les entreprises assujetties à l'I.S., subissent un système de prélèvement aussi lourd que complexe, aussi aberrant que contradictoire, entraînant pour chacun une perte de temps, une fatigue récurrente et un souci permanent, doublés de dépenses croissantes en termes de services spécialisés et d'emplois paperassiers, pour un résultat flagrant de répartition injuste, de fuites organisées et de niches fiscales objectivement injustifiées. En une pitoyable symétrie, ce processus de complexification suscite le gonflement constant d'une administration centralisée inutilement pléthorique, dont le coût de fonctionnement ne semble plus pouvoir être maîtrisé, aux dépens des antennes locales qui disparaissent des provinces pudiquement décrites comme *périphériques*.

Ce résultat, coûteux et inopérant malgré l'efficacité et la bonne volonté du personnel employé, dérive directement de la centralisation propre aux systèmes insuffisamment démocratiques en même temps que de l'improvisation instable de la réglementation fiscale, entretenant ainsi la double aberration de l'exonération totale ou relative des citoyens du bas comme du haut, et de l'évasion fiscale que cette énorme usine à gaz encourage inévitablement. Enfin les taxes « indirectes », à l'instar de la TVA, finissent de saigner à blanc les consommateurs les plus modestes, au point que le principe même d'un prélèvement peu ou prou obligatoire en tant que participation nécessaire et citoyenne au Bien Commun finit par être exécré comme un racket organisé.

Cette évolution faite de rustines poreuses collées au fil du temps révèle une suite de réponses historiques erratiques au besoin pourtant irrépressible de développer une forme improvisée de Domaine Public, et la complexité dysfonctionnelle du résultat observable de nos jours est précisément révélatrice de l'impossible mixage des confuses économies mono-systémiques, entre une cohérence publique et une logique privée tout aussi indispensables l'une que l'autre. S'ajoute à ce dilemme le fait historique indéniable de la prédominance spontanée des intérêts privés sur la solidarité publique, avec pour résultat direct un déséquilibre inter-domanial retardant indéfiniment la nécessaire progression vers la juste parité *bisphérique*, laquelle s'avère pourtant tendanciellement dictée par l'Histoire elle-même.

Là se situe tout l'intérêt historique de la biéconomie minutaire la plus symétrique, puisqu'elle permet de fonder objectivement et de façon universelle l'impôt-contribution qui remplacera avantageusement la plus grande partie des prélèvements obligatoires directs et indirects jusqu'à présent accumulés en un système devenu totalement illisible, tandis que l'établissement du revenu universel rendu techniquement possible par cette formule sociétale deviendra le vrai cœur du lien inter-domanial, la soudure indispensable et évolutive réunissant l'historicité du principe privé à l'objectivité intemporelle du principe public, associant ainsi, via la partition-répartition, la permanence de la valeur minutaire à l'infinie variabilité de ses traductions monétaires et financières.

Du point de vue éthique, donc moral, de chaque personne adulte, la solution biéconomique et sa concrétisation via l'impôt-contribution de niveau inter-domanial symétrique permettront de définir de façon quasi scientifique le meilleur niveau de participation citoyenne, dans le respect des droits inaliénables des êtres humains en société. Toutes les recherches économiques et statistiques de l'avenir pourront démontrer que ce niveau d'équilibre répond précisément à l'équation sociétale qui occupe ce Livre II, dans la mesure où cette définition précise de l'impôt en tant que *proportion immuable de valeur historiquement évolutive* répond simultanément aux besoins apparemment si contradictoires de notre double nature humaine. Celui qui n'a pour seule richesse que son temps en mutualisera la moitié, tout comme celui, plus chanceux dont le temps représente de l'argent, sachant qu'en qualité de citoyen et d'être humain, seule compte la valeur objective d'un temps biologique égal et exprimé en minutées universelles dans le contexte du Domaine Public, tandis que l'évaluation financière correspondante pourra varier à l'infini en fonction du niveau socio-économique de chaque contribuable. Ainsi, le seul véritable revenu intrinsèquement « *personnel* », la seule fortune authentiquement *légitime* de chacun, ne concerne que la moitié privée de l'existence, et la richesse totale créée au sein des 50% du Domaine Privé constitue la juste rétribution de l'histoire de chacun, voire de la vie de ceux qui ont pu précéder, en cas d'héritage. Tout le reste n'appartient

ou ne profite à chacun qu'en sa qualité de *citoyen*, et dès lors de façon strictement égalitaire, afin de répondre à notre instinct grégaire.

D'une certaine façon, il faudra finir par comprendre qu'en étant dans le même bateau, les citoyens d'une seule République forment le Domaine Public sur la moitié de leur existence socio-économique, en étant bon gré mal gré au service les uns des autres, et chacun selon ses moyens. En tant qu'élément unique et irremplaçable du Domaine Public et citoyen membre d'une communauté républicaine, chacun se trouve *de facto* associé au projet et au récit commun d'une société permettant de regrouper la juste moitié du total des énergies individuelles, selon une proportion fixe et égale en termes minutaires, impliquant la seule valeur suprême de la *vie*, condition préalable à la véritable *libération* de l'autre moitié de chaque existence via le Domaine Privé. En d'autre termes, la moindre velléité de conserver pour soi plus de la moitié de son ou de ses revenus, hors la « rétrocession » *très substantielle* du Revenu Universel garanti, peut se définir objectivement comme une véritable délinquance économique ou fiscale, un *illégitime* abus de droits ou de pouvoir, avec, pour résultat direct ou indirect, le vol d'une partie du Bien Commun, une violence à l'encontre de l'intégrité vitale d'autrui, ainsi que le non-respect effectif des idéaux fondamentaux exprimés par la célèbre devise républicaine française.

Telle est, sur le plan fiscal si essentiel à chaque société humaine, la réponse la plus complète possible à l'interrogation des personnes les plus riches encore habitées par une conscience et désireuses de savoir dans quelle mesure leur « bonheur » matériel et leur réussite sociale se construisent en partie sur le malheur d'autrui, entraînant l'effet domino de déséquilibres qu'aucune charité ostentatoire ne saurait compenser. Pour se libérer de tout scrupule et devenir des exemples éventuellement enviables, ces premiers de cordée devront renoncer, par la force de la Loi, aux abus sans limite rendus encore possibles jusqu'à présent, faute de clarification biéconomique, d'évaluation minutaire et de démocratie, puisque la légalité ne coïncide pas encore avec la légitimité dans son acception objective supra-constitutionnelle. En un sens, les milliardaires n'ont jusqu'à présent eu aucun autre choix que de suivre la folle course

imposée par l'anti-règle de la concurrence sans borne si typique d'un *homo-œconomicus* précisément borné autant que berné par l'ignorance de sa double nature, historique sans nul doute, mais *d'abord* objective.

Au risque que les lecteurs trouvent cette partie des *Réflexions* trop insistante, force est bien d'enfoncer le clou trop neuf de l'évolution nécessaire dans le crâne si dur d'un *homo sapiens* encore loin de mériter son appellation, nécessité impliquant un minimum de reformulation, à la façon d'un mineur de fond obligé d'étayer aussi solidement que possible une galerie cruciale devant déboucher sur un filon prometteur de belles surprises.

6 - Une Totale Souplesse Historique.

La proportion optimale déterminée par le principe biéconomique et son unité de mesure minutaire sera bel et bien d'une utilité historique sans précédent, en garantissant de fait le respect minimal de l'équilibre pyramidal face à n'importe quelle évolution ou contexte géographique, puisque la hauteur et la nature variable de chaque pyramide, en termes de richesse ou de biens et services correspondants, ne pourra plus jamais remettre en cause la cohérence pacifiée du cœur sociétal à travers ses constantes proportions, permettant ainsi aux lois humaines historiques de s'appuyer enfin sur la Loi naturelle et universelle de notre inévitable pesanteur socio-économique. Dès lors, la légalité saura tenir compte de l'objectivité *pré*-historique pour dépasser les si néfastes limites de cette oppressante pesanteur et enfin se légitimer pour toujours, à la façon dont nombre d'animaux terrestres ont su devenir aériens en se donnant des ailes conformes à la fameuse loi newtonienne de l'attraction universelle.

Par exemple, les débats habituels sur l'impact de la robotisation via les innombrables applications de l'Intelligence Artificielle (surtout en matière d'emploi et de bouleversements socio-professionnels), font craindre de gravissimes déséquilibres dans le cadre d'économies encore mono-systémiques, et ce, à juste titre, puisqu'aucun principe d'*osmose* parfaitement équilibrée entre public et privé, ou société et individu, ne

s'applique encore. De la même façon, la puissance privée des GAFAM, justifiée par la loi du marché libre et leur succès commercial effectif auprès de milliards de consommateurs, dessine les nouveaux contours d'un monde si différent qu'il inquiète bien autant qu'il attire, puisqu'il implique la quasi-disparition de très nombreuses professions et autres entreprises, sans compter la transformation du mode de vie de chacun. Pour autant, cette évolution technologiquement plus ou moins inévitable n'est que la simple continuation de la même aventure planétaire, et les inquiétudes certes légitimes que cette dernière suscite ne sont au fond liées qu'à l'absence dramatique de sécurisation *sociétale*, de démocratie effective sur l'espace politique, autant que de gestion bi-domaniale et minutarisée du point de vue socio-économique.

Faute d'institutions délodistes, les micro-minorités politiques au pouvoir ne peuvent que correspondre *prioritairement* aux intérêts socio-économiques les plus puissants, via un libéralisme dès lors sans limite, basé sur un laissez-faire incapable d'imposer le courage d'une volonté politique *majoritaire*, ne serait-ce qu'en matière de taxation ou d'impôt-contribution. Car malgré les difficultés techniques nouvelles impliquées par la nature mondiale des GAFAM et autres multinationales, certains pays trouvent le moyen de contrôler déjà très efficacement les activités et ressources de ces énormes entreprises, et le fait qu'il s'agisse souvent dans ce cas de dictatures ou de régimes forts révèle le choix impossible jusqu'à présent imposé aux citoyens du monde supposément libre. En tant que capitalisme d'état, les régimes autocratiques sont parfaitement compatibles avec le néolibéralisme mondial actuel, comme le démontre l'exemple chinois, tandis que sur le versant politique, ils affirment une autorité visant surtout à contraindre les libertés citoyennes, ce que font par ailleurs -ou plutôt laissent faire- les pouvoirs pseudo-démocratiques par l'intermédiaire du seul marché, mais de façon plus subtile, via un dumping de nature le plus souvent qualitative, noyé sous un apparence de futile profusion.

Dans les deux cas, l'absence de légitimité politique favorise une forme ou une autre de processus historique privatif aux dépens de toute cohérence sociétale minimale et objective, à l'exact opposé de la force

qu'endosseront les décisions majoritaires dans le cadre d'un État devenu délodiste. Ainsi le véritable choix citoyen qui devra s'opérer désormais opposera cette future Liberté majoritairement partagée de la démocratie directe à la dépendance croissante imposée par tous les autres systèmes résultant de l'Histoire planétaire, que ces derniers soient autocratiques, technocratiques, oligarchiques ou religieux, ou même, le plus souvent, déguisés en pseudo-démocratie électorale.

De la même manière, sur le plan socio-économique qui concerne ce volume II, tous les bouleversements qui font évoluer l'Histoire, via l'application de découvertes scientifiques et technologiques cruciales, sont l'occasion de remous socio-économiques profonds et déstabilisants, en perturbant inévitablement les fragiles équilibres socio-professionnels. Il s'agit-là de paliers nouveaux dans l'aventure de l'évolution humaine, dont les marches soudainement plus abruptes font disparaître certains métiers précédemment essentiels sous l'effet de nouvelles habitudes, puisque le centre de gravité du *leadership* économique change alors de mains, non sans impliquer la redistribution correspondante des fins et des moyens de tout progrès. Si le contexte politique devient délodiste, on se doute que la transition se fera de façon plus apaisée en fonction des choix *majoritaires*, et particulièrement lorsque des débats éthiques inédits sont en jeu, tandis que par sa dimension sociétale exhaustive, le principe biéconomique et son application via l'impôt-participation ne pourront que maintenir la juste répartition de l'équilibre bisphérique ou bi-domanial, en limitant les effets sociaux *négatifs* de toute perturbation historique à la *périphérie* du cœur pyramidal, les proportions inchangées de ce dernier garantissant constamment l'équité vitale via la Garantie Citoyenne et le Revenu Universel. Ainsi, au gré des ères technologiques nouvelles, les conditions matérielles et purement *économiques* pourront évoluer dans le respect toujours accru des équilibres écologiques, rendu possible par l'affirmation délodiste de l'intérêt majoritaire, sans pour autant que l'équité *sociale* fondamentale et sa double liberté, partagée et individuelle, ne soient plus jamais remises en cause.

Grâce à l'équilibre sociétal rendu techniquement possible via la biéconomie minutarisée, le juste transfert de valeur inter-domaniale que

représente désormais la proportion d'impôt-participation de 50% (brut) lissera tous les hauts et bas sociétaux de la croissance ou de l'évolution historique sous forme de *progrès humain* enfin équitablement réparti selon le droit objectif de chacun à un minimum d'Égalité *et* de Liberté, en ménageant constamment une part égale à la *souveraineté partagée* du Domaine Public et à la *responsabilité individuelle* de son jumeau Privé. Car dans ce tout nouveau cadre enfin pacifié, la Garantie Citoyenne et le Revenu Universel feront toujours partager à égalité la même condition citoyenne minimale -et suffisante-, quelle que soit la libre évolution du véritable marché libéral et légitime de l'Histoire, lequel s'épanouira plus que jamais (en s'ouvrant à chaque citoyen désireux d'y participer) dans le contexte du secteur privé et de son économie devenue *équilibérale*.

Enfin, d'un point de vue plus éthique, et en contraste on ne peut plus flagrant face aux périls sociaux entretenus par une Histoire encore mono-systémique, cette juste partition-répartition permettra aux actuels profiteurs excessifs de nos anti-sociétés-de-fait de comprendre ainsi les véritables conséquences de leur *sur*-domination instinctive, pour réduire leur libre champ d'action aux seuls risques désormais *auto-encourus* du Domaine Privé. En contexte délodiste de libre choix majoritaire, et que cela soit de force ou de plein gré, chaque citoyen assumera dignement le *minimum* sous-entendu par une existence sociale honnête vis-à-vis de tous les droits et devoirs vitaux, objectifs et universels ainsi co-définis. Car la moindre déviance deviendra aisément repérable et mesurable en tant qu'abus illégitime de pouvoir, dès lors dûment punissable par la force supérieure d'une Loi devenue enfin respectueuse de notre double nature, c'est-à-dire *juste*, et de ce fait quasi-unanimement respectée.

7 - Crises et Biéconomie.

Outre les déséquilibres propres à toute évolution, les crises dites « économiques » qui ponctuent l'Histoire contemporaine sont le reflet des multiples travers architecturaux qui condamnent les sociétés mono-systémiques à l'échec, puisque ces dernières sont *asymétriques* du point de vue de l'indispensable équilibre bisphérique. En réalité, le véritable

cœur du problème est ici plus encore politique et social qu'économique *stricto sensu*, car même lorsqu'il s'agit de l'éclatement périodique des bulles spéculatives en matière boursière, ces explosions intempestives ne sont que l'aboutissement de logiques institutionnelles pour le moins biaisées du point de vue objectif et minutaire, tandis que, par un jeu de réactions fébriles et disproportionnées, leurs conséquences bien réelles se font ressentir chaque fois plus durement sur le versant social.

Les règles du jeu historique se trouvent spontanément faussées, toujours en faveur de l'intérêt individuel ou privé, en raison des réflexes primaires dictés par l'incompréhension de notre double nature, ce qui, comme déjà largement expliqué, entraîne aussitôt l'apparition du ver dans le fruit, sous la forme de déséquilibres que le temps exacerbe tôt ou tard, aboutissant aux contradictions destructrices constatées plus haut, pour exploser via quelque « crise-boomerang » d'incohérence abusive et d'ordre technique (système bancaire, épargne et spéculation) ou social (profits, salaires, production et consommation). Quel que soit le cas, ces furoncles si douloureux et périodiques ne sont rendus possibles que par l'absence de démocratie réelle *économico-politique* et la prédominance abusive, au sein du secteur public, de l'intérêt privé qui dicte encore nos réflexes historiques primaires, faute d'avoir compris la complémentarité *objective* des deux domaines sociétaux que l'Histoire nous oblige sans cesse à reconstruire, via la loi de l'équilibre bisphérique tendanciel.

De la même façon, l'actuel mode de mondialisation, dicté par le marché et ses gouvernements complices depuis la fin des années 1970, suscite une autre forme de crise, cette fois-ci *permanente et structurelle*, dont la critique désormais généralisée n'est plus à faire, tant ses effets politiques, sociaux et écologiques mettent en péril la planète entière et recréent les conditions propices aux plus graves conflits. On retrouve là, du moins concernant les « vieux » pays économiquement développés, la triste réalité de la délocalisation industrielle et de la paupérisation des classes moyennes les plus fragiles, telle que si pathétiquement exprimée par la juste mais vaine révolte des Gilets Jaunes en France, tandis que le retour de populismes parfois dangereux menace maintes autres nations.

Les évolutions historiques les plus actuelles démontrent en creux l'urgente nécessité de siffler la fin de la récréation, pour ne pas dire de procéder à la fermeture du *bordel* ambiant, à condition que cela se fasse via l'instauration d'une constitution appliquant les principes délodistes et incluant *dans son texte même* la dimension sociétale d'une gestion biéconomique et minutarisée. La première condition, d'ordre politique, constitue le seul moyen de respecter l'égalité citoyenne via une décision toujours majoritaire à délégation proportionnelle, de façon aussi locale et transparente que possible, afin d'éviter la corruption systémique du secteur public par les intérêts du secteur privé, tandis que l'application future, et rigoureuse car minutaire, du principe biéconomique, permettra seule de donner corps à l'égalité et à la liberté objectives, minimales *et* maximales, auxquelles chaque citoyen a droit.

Nul besoin d'être un économiste nobélisé pour comprendre que la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel sont la condition même de l'existence *concrète* d'une démocratie apaisée, et dès lors la seule façon de préserver l'équilibre vital de l'individu et de la société, quelles que soient les circonstances historiques. Cela signifie que les crises de l'avenir devraient changer de fréquence en même temps que de nature, sans plus jamais engendrer le moindre déséquilibre sociétal *vital*, ni sa cohorte de plaies sociales, culturelles et politiques. Sans doute les crises de progrès (plus que de croissance), souvent impliquées par l'avènement inéluctable de nouvelles périodes technologiques, resteront-elles le lot de notre insatiable aventure humaine, mais au moins ne seront-elles plus l'occasion de violences illégitimes à travers le moindre abus d'inégalité vitale, ce qui orientera par ailleurs ledit progrès vers d'autres priorités que la seule obsession du profit maximal et de la surcroissance.

En effet, l'existence même du Domaine Public dans sa nouvelle dimension socio-économique universelle ne pourra que réduire au futile et à l'inoffensif les éventuelles crises à venir du secteur privé, ne serait-ce qu'en servant d'exemple ou de permanent contrepoids vis-à-vis des comportements de la libre entreprise, à la façon dont une régie nationale peut servir de base de comparaison sociale à ses concurrentes privées. Concernant l'éventualité de crises boursières futures, le plus important

reste que seuls les spéculateurs en fassent les frais, sans répercussion possible sur l'essentiel de l'économie réelle et vitale, garantie nouvelle qu'un cadre biéconomique devrait rendre aisément réalisable. Cela fait comprendre au passage que la notion déjà explorée de « plafond », si spontanément suggérée par les abus historiques du néolibéralisme, est intellectuellement beaucoup moins efficace que celle de plancher. Offrir la juste garantie universelle à laquelle chaque citoyen a légitimement droit, sur la base enfin réciproque et objective des devoirs que suppose la biéconomie minutarisée, fournira la meilleure médecine *préventive* possible face aux maladies chroniques des sociétés mono-systémiques, à la façon d'un régime alimentaire enfin équilibré évitant en douceur les surchauffes de l'obésité, du diabète et de l'hypertension. Or ce qui rend ce plancher historiquement universel n'est autre que sa simple nature de fixe *proportionnalité*, respectueuse de la loi naturelle de tout équilibre dynamique en situation de binarité-dualité paritaire.

Telle une cerise sur le gâteau, la répartition objectivée autorisée par les deux solutions envisagées changera aussitôt, et radicalement, les *comportements* individuels des Tempérants d'un très proche avenir, en libérant chaque citoyen du joug de sa pesanteur historique matérielle et sociale, via un libre choix évolutif entre le temps et l'argent, tandis que la réorganisation simplifiée de tous les rouages socio-économiques ainsi réalisée fournira avant longtemps les conditions d'un Revenu Universel *largement suffisant*. Dans ce contexte, le travail se verra revalorisé en devenant universellement partagé, ce qui ne pourra qu'inciter le secteur privé à réduire sa marge de manœuvre salariale dans une mesure enfin décente, tandis que le néo-consommateur y gagnera en liberté de temps et de choix plus averti que jamais. Le plancher de la Garantie Citoyenne dictera intelligemment les conditions minimales à respecter pour une gestion entrepreneuriale de type gagnant-gagnant vis-à-vis des salariés et des clients, triant de fait les projets les plus équilibrés d'un point de vue sociétal et écologique *exhaustif*, et plaçant l'entreprise au cœur du progrès le plus utile en lieu et place de la croissance la plus futile.

Les crises engendrées par les excès de l'économie de marché, sources d'*aggravation* avérée du réchauffement climatique planétaire,

se réduiront d'autant en termes d'intensité ou de fréquence, dès lors que toutes les conditions *sociétales* s'avèreront réunies pour limiter au strict minimum l'inévitable impact écologique de notre espèce humaine, en pleine conscience majoritaire des priorités correspondantes. Á travers le nouveau mode de vie social apaisé qui ne manquera pas de s'établir, le *temps retrouvé* permettra l'utilisation raisonnée, le partage, l'entretien et la réparation de maints objets du quotidien, au lieu de l'accumulation de richesses souvent inutiles faute de temps libre pour en profiter. Dans un contexte devenu aussi propice à l'épanouissement personnel et social le plus authentique, la créativité individuelle et localement partagée qui en découlera redonnera à chacun le sens perdu d'une autonomie et d'une liberté construites en Fraternité avec la communauté locale, sans aucune incompatibilité avec la conscience d'être *aussi* un citoyen du monde. Á l'inverse des utopies sclérosantes engendrées par l'adhésion aveugle à une seule facette de notre ambivalente nature humaine, le point de vue délodiste et sa « recette » biéconomique autant que minutaire offrent la seule solution souhaitable pour tous les *humains* dignes de ce nom, y compris les minorités symétriquement opposées des actuelles pyramides sociétales, les uns assumant enfin le devoir social de leur *temps*, pendant que les autres en feront autant vis-à-vis de leur *argent,* permettant aux psychismes pathologiquement désorientés par ces situations minoritaires extrêmes de recouvrer la santé en même temps que la dignité.

La condition humaine y gagnera le respect de sa double nature universelle tandis que le développement socio-économique pourra dès lors jouer son plus noble rôle de moteur de l'Histoire, via une croissance mesurée apaisée en progrès, sans que les avions de ligne se transforment en bombardiers, ni les poids lourds en chars d'assaut, ni les cargos en porte-avions, ni surtout les humains en animaux « augmentés » toujours plus puissants dans leur capacité d'autodestruction quotidienne. C'est grâce à cette juste partition-répartition symétrique, aussi équilibrée que simplifiée, que l'*Homo Sapiens* accomplira bientôt *le* pas décisif vers sa véritable destinée de Paix, par la Justice minimoptimaximale de l'*Homo Temperans*, faute de quoi l'aventure de l'Humanité bégayera jusqu'au risque de s'arrêter.

Novembre 2020

Réflexions Socio-Économiques 12

Macroscopie Biéconomique 8

(Dettes - Politique Économique - Interventionnisme)

1 - Des Fausses Dettes Historiques à la Vraie Dette Sociétale.

Les dettes librement contractées par divers agents économiques privés ou publics aptes à les rembourser intégralement, via une forme ou une autre de création de richesse ou de valeur, sont éminemment utiles et souvent *sociétalement* profitables, moyennant l'ajustement cohérent d'un taux d'intérêt viable et optimal, permettant à l'une et l'autre partie de « s'y retrouver » financièrement. Mais force est bien de constater que l'endettement chronique et croissant de citoyens (actifs ou non) de plus en plus nombreux concernant leurs besoins *vitaux*, ainsi que le gouffre financier de la dette publique pour « assurer » les services universels les plus *essentiels*, sont la preuve historique et mesurable des déséquilibres et des aberrations qui résultent d'une socio-économie mono-systémique, particulièrement en raison de la prédominance de l'intérêt privé sur la nécessaire -sinon même préalable !- solidarité collective. Comme déjà remarqué, la situation actuelle du système financier mondialisé atteint de fait la limite de sa folle logique jusqu'à toucher désormais l'absurdité

de ses plus ubuesques contradictions, puisque l'on en vient à prêter à taux d'intérêt négatif, et à distribuer sans contrepartie un argent public plus ou moins fatalement alimenté par la planche à billets, tandis qu'en une triste symétrie, la sur-épargne traduit autant l'inquiétude des classes moyennes chancelantes que l'embarras financier de la minorité la plus fortunée, en quête désespérée de quelque placement profitable. Pour rappel, il est déjà reconnu par de nombreux économistes qu'en réalité la dette publique résulte pour moitié de la baisse chronique d'imposition consentie aux plus riches particuliers ainsi qu'à leurs entreprises, tandis qu'inversement, la hausse hélas incontournable des dépenses publiques « palliatives » en matière d'aides sociales, de soins médicaux, de police, de justice et autre sauvetage éducatif ne parvient jamais à colmater les brèches sociétales de toutes les formes de violence ainsi engendrées par l'hyper-confusion mono-systémique, cela expliquant visiblement l'autre moitié d'un « déficit sociétal » *structurellement* suscité et aggravé.

En lieu et place d'une proportion et d'une affectation optimales s'agissant d'endettement, signes de bonne gestion, toutes les formes de dettes actuelles, ainsi que leurs volumes excessifs, ne sont que des fuites en avant subies par les uns ou délibérées chez les autres, selon la seule position hiérarchique des personnes physiques et morales concernées, État inclus, traduisant par-là un impossible rattrapage financier ou son symétrique de surchauffe spéculative et autre surcroissance plus ou moins anticipée, sans qu'aucun équilibre techniquement sain ne soit la plupart du temps obtenu ou durablement maintenu, pour cause d'effets délétères provenant des autres dimensions essentielles du circuit socio-économique « réel », en particulier la production et la consommation, du point de vue vital du partage de la valeur de tout travail ou statut.

La cancérisation peu à peu généralisée induite par l'absence de partition-répartition biéconomique équilibrée à 50% et de son corollaire délodiste sur le versant républicain se traduit par le développement des formes les plus nocives d'épargne, d'investissement et d'endettement, sur fond de spéculation déconnectée du réel, avec pour résultat commun l'empoisonnement contagieux de toute l'économie et la disparition de l'argent *utile*, si indispensable à tous. Ainsi se multiplient à l'infini des

formes toujours plus subtiles de fausse épargne, de fausse dette ou de faux investissement, au sens de toute cohérence objective élémentaire. C'est donc par le jeu de la circulation monétaire et du déséquilibre fiscal et bancaire qui la régule que les cellules mortifères du corps social se propagent via le sang de l'économie, jusqu'à condamner un Léviathan rendu mortel par les conditions faussées de sa propre naissance. Car le biais historique de nos comportements socio-économiques encore trop primaires entraîne les complications d'effets boomerang pervers, avec l'obligation pour le pouvoir en place d'en contrebalancer à grand frais les multiples déséquilibres sociétaux, à la façon contreproductive d'un traitement symptomatique ne s'attaquant jamais au cœur du problème.

L'État se trouve historiquement obligé d'emprunter peu ou prou l'argent qu'il n'a pas perçu sous forme d'impôt *universel* pour faire face à une masse constamment croissante de dépenses pseudo caritatives ou curatives rendues de fait indispensables par l'absence d'équilibre inter-domanial, tandis que nombre de particuliers sont contraints d'emprunter à grand risque l'argent légitime que la société ne leur procure pas, faute de faire respecter le niveau objectif et mérité du salaire de leur labeur. Le véritable échec historique ainsi promis à terme par l'improvisation du seul « pilotage » de l'intérêt individuel -ou minoritairement partisan- aboutit à l'opposé de la moindre cohérence sociétale durable, au point que tous les comportements ressentis comme les plus rationnels et les plus vrais deviennent sans cesse plus faux et contradictoires du point de vue de l'objectivité universelle et des droits légitimes qui la définissent. C'est ainsi que la coquille visible des plus grandes civilisations finit par se vider de sa substance vitale positive, impliquant aussitôt la dépression collective d'une vie creuse, car dénuée de tout (bon) *sens commun*.

Face à cette apparente fatalité historique, jusqu'à présent dictée par l'ignorance des conditions si implacables de notre double nature, la solution de l'équilibre biéconomique à 50% *brut*, sur la fondation de son principe de partition-répartition universelle, permet de comprendre que la seule véritable *dette* se résume aux obligations réciproques et égales qui fondent la complémentarité parfaite de la société et de l'individu. La dette objective et si incontournable de l'Histoire originelle unit en effet

ces deux entités, à la manière d'un tout et de ses éléments, à condition que cela soit de façon égale autant que réciproque. La dette permanente qui en résulte n'est qu'un simple devoir d'objectivité intelligente, c'est-à-dire de compréhension ou d'inclusion enfin exhaustive des tenants et aboutissants correspondants, via le progrès de la conscience humaine et l'usage de la Raison. Cela correspond ici à la notion de *valeur objective sociétale*, en tant que richesse commune résultant de l'Histoire, dans le sens non seulement matériel des apparences, mais tout autant culturel, philosophique, ainsi que scientifique et technique. La réussite souvent admirable des citoyens les plus entreprenants trouve *pour moitié* son origine dans les conditions sociétales du moment historique spécifique qui permet à ces derniers de « se réaliser » pratiquement sans limite, de même que les autres citoyens, même les plus « fragiles » d'entre eux en termes pourtant réducteurs de dépendance socio-économique, profitent à leur manière d'un environnement sociétal ou infrastructurel commun, riche héritage d'une aventure hélas jusqu'à présent trop *inéquitablement* partagée. La chance très variable octroyée à chacun par la naissance et l'éducation n'est en réalité que la trompeuse apparence historique d'un faux mérite pour l'exacte moitié de sa teneur, et tout citoyen adulte se trouve donc *identiquement* redevable (en termes *minutaires*) envers la société dont il profite *de facto*, en contrepartie des potentialités et du bien-être relatif précisément garantis par le niveau de développement de ladite société. Au final, il apparaît dès lors que la seule dette véritable, puisque objective et universelle, est celle qui unit chaque individu à tous ses concitoyens via la société, sur la base *minutaire* de l'équilibre inter-domanial à 50% défini dans les chapitres précédents, tandis que la juste contrepartie publique de cette obligation se concrétise via l'instauration constitutionnelle du Revenu Universel et de sa Garantie Citoyenne, au même titre que les multiples services ou pouvoirs dits *régaliens*, sachant que le volume des besoins de ces derniers se réduira dès lors aux seules dépenses *positivement* utiles, grâce à la disparition subséquente de tous les replâtrages palliatifs (simultanément avec celle de la précarité, de la pauvreté et de la misère, comprises dans leur sens psychologique autant que matériel, et concernant différemment *tous* les étages de la société).

Les déviances *socio-économiquement* si nocives observables en matière d'épargne, d'investissement, de dette et d'équilibre monétaire ou financier seront rendues inoffensives, pour ne pas dire ridiculement inutiles, aussitôt que l'équilibre biéconomique atteindra le seuil des 50% (brut) correspondant au juste *minimoptimaximum* précédemment établi. Comme pourront à coup sûr le démontrer les utiles analyses minutaires directes ou comparatives de l'avenir, seul ce niveau précis de partition-répartition saura correspondre à l'équilibre pyramidal inconsciemment recherché depuis les plus anciennes sociétés, entre la contrainte sociale de l'Égalité minimale, l'exigence individuelle de la Liberté maximale, et l'usage le plus économe de toutes les ressources que cela implique en matière d'impact écologique et de gestion pratique exhaustive.

2 - L'État et la Politique Socio-Économique.

En tant qu'acteur essentiel de la moindre cohérence sociétale et niveau le plus élevé de gestion d'une communauté nationale censée être souveraine, l'État s'est historiquement imposé comme le centre de toute décision stratégique d'ordre politique, socio-économique et culturel, non sans tirer sa puissance (toujours relative) d'une construction improvisée, inévitablement fondée sur la loi du plus fort, faute de démocratie réelle. Politiquement, l'absence de cette dernière implique la gouvernance de fait d'une classe *sur*dominante minoritaire directement compatible avec les pouvoirs économiques issus de la concurrence historique permanente propre à la sphère des intérêts privés ou partisans, via la propriété, les armes, l'idéologie ou l'argent, et plus encore tout mixage subtil de ces éléments selon l'époque et le lieu considérés.

Il n'en reste pas moins que, sitôt constitué, puis consolidé par le temps et l'espace géo-démographique qui lui correspond, l'État devient *de facto* le garant d'un minimum de cohérence sociétale plus ou moins pacifique, en particulier via la loi et la justice, et ce, dans l'intérêt même des citoyens qui en exercent le pouvoir ou profitent de ses faveurs. Dès lors se constitue un embryon de « Domaine Public » avant l'heure, hélas toujours historiquement trop limité par l'absence de démocratie et plus

encore par la domination minoritaire d'intérêts économiques privés très vite devenus financiers, dont la tendance « naturelle » est de s'épanouir bien au-delà de toute limite objective, aux dépens de l'équilibre sociétal inter-domanial. Les risques sociaux qui en découlent obligent l'État en question à endosser un rôle d'arbitre, soit en imposant un minimum de règles à la jungle *a-sociétale* de la liberté historique, soit en réparant les dégâts de cette dernière a posteriori via une forme ou une autre d'État-providence, voire « d'État-pompier », quand ce n'est pas *en même temps* pompier-pyromane !

Au travers de leur évolution historique, les grandes civilisations ont ainsi -en partie- obéi à la Loi de l'équilibre bisphérique tendanciel, bon gré mal gré, répondant par-là à l'instinct grégaire de l'Humanité, au besoin irrépressible de faire société pour allier les énergies individuelles et réaliser de grands projets en donnant corps aux États correspondants, non sans échouer périodiquement pour les raisons que vient précisément de cerner la thèse des *Tempérants*. La juste quête de Paix et de bien-être qui caractérise notre Humanité, dans le sens relatif de dimension et de conscience avérées « supérieures » à celles des sociétés végétales ou animales, s'exprime historiquement par la quasi « identité de fait » entre l'État et le Domaine Public. Cette équivalence n'est ici que potentielle hélas en raison de l'absence de toute décision politique *authentiquement* majoritaire, comme de partition-répartition biéconomique et minutarisée équilibrée à hauteur de 50%, mais sa réalité déjà si révélatrice au cours de notre aventure humaine démontre l'impérieuse nécessité d'atteindre et de pérenniser l'équilibre clarifié et universalisé (ou individuellement réparti) de ce fameux *minimoptimaximum*, comme si l'Histoire locale ou planétaire nous indiquait le bon chemin malgré son caractère hautement improvisé, tel un Pôle Nord social constamment visé par l'inconsciente boussole de notre humanisation.

Sous la double influence des attentes encore contradictoires de chacun d'entre nous en tant que personne sociale et libre individu, l'État ou son équivalent se trouve ainsi programmé pour une évolution dont la tendance à terme ne peut qu'être authentiquement démocratique, c'est-à-dire délodiste *et* biéconomique, et ce, en dépit du pessimisme ou autre

collapsisme ambiant que suscitent les effondrements sociétaux actuels, tant nationaux que planétaire. Car la démolition « provisoire » du Bien Commun par les exactions sans précédent d'un *ultra*-libéralisme devenu totalitaire, hoquet actuel de l'Histoire, ne saurait contrarier durablement cette promesse vitale, inscrite dans la définition même d'une Humanité toujours assoiffée de progrès grâce à la croissance de ses moyens, autant que malgré cette dernière, selon les intentions à l'œuvre.

La plupart du temps, et dans les conditions historiques pour le moins imparfaites déjà amplement analysées, la politique économique, telle que sciemment pratiquée par l'État, n'a que très peu de chances de correspondre aux intérêts majoritaires de la population correspondante, même lorsque qu'un capitaine bien intentionné se trouve à la barre. Le poids historique des principaux pouvoirs économiques, joint à l'inertie souvent complice d'une haute administration aisément corruptible, sont autant de facteurs influant sur la décision que quelques individus par ailleurs non représentatifs de la majorité démocratique, ne serait-ce que par le simple jeu du chantage à l'emploi ou à la délocalisation, surtout depuis que toutes les clés décisionnelles se trouvent entre les mains de la sphère privée ou de commissions supranationales non élues, comme c'est le cas pour la France au sein de l'Union Européenne.

La professionnalisation de la politique favorise la mise en place de réseaux d'influence structurellement « mafieux », au milieu desquels naviguent sans cesse lobbies, experts, partis politiques et autres ONG pour « conseiller » les élus décideurs, le plus souvent dans le sens des intérêts supérieurs de la classe dominante, tant et si bien que dans un tel contexte, le rôle du pouvoir politique se réduit à un permanent tour de passe-passe sur fond d'effets de communication, de promesses trahies et autres mesures délibérément contradictoires, en proportion directe des intérêts financiers en jeu. Dès lors, les grandes options de toute politique économique *prétempérante* se trouvent dictées par la Bourse et les plus grandes entreprises d'envergure multinationale, dont les bas intérêts ont abouti à l'actuelle jungle mondialiste, pour le piètre résultat que l'on sait concernant non seulement les peuples mais les États eux-mêmes, en tant que garants supposés de la Paix civile autant qu'internationale.

Le rôle de l'État, d'un Président ou d'un Ministre, tel qu'attendu par les citoyens, ne consiste pas à médiatiser des visites « sur le terrain » pour soutenir -moralement- telle ou telle entreprise ou corporation en difficulté, mais à créer et maintenir les conditions *optimales* de réussite socio-économique de *toute* activité utile, de chaque initiative citoyenne susceptible d'être viable dans le contexte national, ce qui est totalement contradictoire avec l'ouverture sans limite des frontières aux marchés internationaux ainsi qu'à la concurrence déloyale du *low-cost* et du néo-esclavage encore imposés par les leaders commerciaux et financiers de la sphère privée. On retrouve à cet égard la dérive historique que risque tout personnel politique minoritaire ou insuffisamment démocratique, ainsi que la confusion des genres désormais évidente qui fait clairement percevoir les dirigeants politiques comme les larbins empressés des plus grands patrons, au point qu'il devient fréquent de voir des milliardaires s'offrir directement le pouvoir politique à la façon d'un trophée, sans la pudeur du moindre écran de fumée. Tel est aujourd'hui le triste résultat du totalitarisme économique auquel aboutit toujours la surconcentration des puissances financières à force de monopolisation, jusqu'à atteindre le paradoxe actuel de la négation absolue du véritable libéralisme.

Point n'est besoin de citer ici des exemples supplémentaires pour montrer le lien intrinsèquement réciproque unissant la fausse démocratie électorale à la quasi privatisation du bien public et de l'État en matière de priorités économiques, tant il suffit de lire la presse hebdomadaire la mieux informée pour en observer les constants rebondissements, surtout concernant la porosité opaque de la frontière entre les sphères publique et privée, dont la pire des conséquences se traduit en termes de défiance totale des citoyens vis-à-vis des élus et de la haute administration. Cela dit, les mêmes travers se retrouvent aux échelons inférieurs des autorités et collectivités locales ou régionales, et jusqu'au niveau de la moindre commune d'envergure suffisante, sachant que les modes d'organisation politique et constitutionnelle *prédélodistes* augmentent structurellement les risques de déviance inter-domaniale par manque de transparence et absence de décision finale *citoyennement* majoritaire.

La conséquence historique inéluctable des pratiques observables atteste ainsi le besoin de réformer les fondations constitutionnelles en préalable à toute application d'une biéconomie minutarisée digne de ce nom, et fait comprendre au passage les multiples limites inhérentes à la notion d'interventionnisme. Car en l'absence de démocratie concrétisée par la partition-répartition inter-domaniale proposée dans ce volume, les autorités publiques sont condamnées à gérer leur espace géographique de façon plus économique que sociale, ou pour être plus précis, de façon *d'abord économique*, puis accessoirement sociale. En effet, un pouvoir principalement assujetti aux intérêts privés devient avant tout le levier de ces derniers, tant en matière de législation ou de réglementation que dans le domaine de l'interventionnisme, comme le démontre l'exemple historique sans précédent de l'ouverture totale des frontières aux quatre vents de la concurrence mondiale la plus déloyale et le transfert de la souveraineté *économique* aux pouvoirs financiers planétaires. Suivant la logique historique de la prédominance de l'intérêt privé sur les besoins publics, illustrée par une balance inter-domaniale ainsi déséquilibrée en faveur du marché libéral, à laquelle s'ajoute la confusion public-privé si caractéristique de chaque société mono-systémique, les pouvoirs publics assurent prioritairement les conditions de la liberté maximale bien au-delà des 50% que suppose l'équilibre du *minimoptimaximum*, tandis que leurs décisions politiques les plus « positives », au sens de *volontaires*, soutiennent la loi du marché en dépit de l'apparence des discours et des régulières mises en scènes médiatiques Ce type d'interventionnisme est avant tout *mono-économique*, c'est-à dire basé sur l'obsession de la seule croissance, de la compétitivité, de la rigueur monétaire et salariale et du suremploi non partagé, au seul *nom* d'une liberté d'entreprendre en réalité devenue monopolistique, le tout présenté sur le miroir aux alouettes de la fallacieuse promesse d'un ruissellement sans cesse remis aux calendes grecques, alors même que, dans les pays surdéveloppés, le gâteau à partager s'avère déjà écologiquement démesuré.

Dans ce même contexte mono-systémique et ultralibéral, le rôle *social* de l'État et des collectivités est certes très important, mais plutôt secondaire, en ce sens qu'il est dès lors endossé comme une obligation de rééquilibrage minimal, un indispensable rattrapage sociétal visant à

maintenir un semblant de « paix » sociale par l'application de rustines et autres aides quasiment caritatives, lesquelles sont autant d'insultes aux droits fondamentaux de chaque citoyen assisté, tandis que les conditions d'imposition et de répartition, en devenant inextricables avec le temps, favorisent les pires abus. Á terme, et en raison même des excès du libre marché sournoisement encouragé par priorité, le « pognon de dingue » que ce « rééquilibrage social » suppose atteint de vaines *dis*proportions, sans jamais résoudre l'équation sociétale fondamentale, et ce, toujours sous la pression revendicative des populations concernées, accusant un retard permanent par rapport aux *progrès* historiques potentiels, un peu comme si la société marchait à reculons, ligotée plus qu'encordée par l'effet d'entraînement des leaders politiques et économiques, ce qui ne saurait être ici surprenant, puisque ces derniers visent un but minoritaire ou privatif dès lors contraire aux aspirations de l'intérêt général.

Le rôle social des pouvoirs publics se trouve alors infecté d'une saveur amère et négative, encourageant la décadence de maintes formes d'assistanat sans contrepartie, tandis que les replâtrages correspondants n'ont aucun effet d'entraînement positif vers la sortie du tunnel, puisque ce dernier devient chaque année plus long et plus obscur, jusqu'au point d'encourager les maladies chroniques des uns et la délinquance violente des autres, obligeant l'État à la fuite en avant de dépenses palliatives et répressives toujours plus inopérantes. Tout comme on pouvait parler de fausse épargne, de fausse dette ou de faux investissements plus haut, le rôle social des autorités, pour historiquement réel qu'il soit, n'en est pas moins *faux*, car intrinsèquement faussé du point de vue objectif de la biéconomie minutarisée et des droits inhérents à chaque existence. Cela revient à dire qu'au lieu d'une politique d'abord économique compensée a posteriori par une assistance « sociale » objectivement négative, car déguisée en charité plus que douteuse, (et sur la base d'une complexité administrative aboutissant pour la France d'aujourd'hui à l'aberration de 200 types d'aides sociales différentes !) mieux vaudra adopter le plus tôt possible une politique directement *sociétale*, ou *socio*-économique au vrai sens délodiste et biéconomique de ces termes, sous la seule forme équilibrée possible des 50% (brut) de partition-répartition universelle.

Le paradoxe est qu'en séparant clairement les domaines Privé et Public pour les réassocier à égalité sur la balance sociétale, la solution biéconomique permet de réunir le social et l'économique de façon enfin objectivement viable et pérenne, alors même que nos comportements historiques primaires n'ont jusqu'à présent cessé d'éloigner et d'opposer ces deux faces si complémentaires pour l'équilibre humain. Or c'est en atteignant l'unique seuil stable des 50% (brut), de façon *minutairement* calculée et universellement répartie, que chacun de ces deux domaines sociétaux se trouvera purgé de ses maints défauts historiques et autres tares mono-systémiques. En effet, tous les éléments constitutifs de l'un et l'autre domaine n'auront alors plus aucune raison d'être faussés ou déviés par la délinquance du moindre abus *vital*, puisque, quelles que soient les circonstances des temps à venir, le calcul minutaire direct ou comparatif permettra de soupeser enfin objectivement chaque domaine et d'équilibrer en continu la balance sociétale, jusqu'à l'échelon crucial de chaque *citoyen-adulte-actif*.

Les 200 aides sociales françaises actuelles, si coûteusement mal réparties, et le plus souvent fondées sur le rattrapage aléatoire des abus d'un mono-système prioritairement capitaliste, pourront se simplifier à l'extrême en un seul et même Revenu Citoyen Universel, définissant en même temps l'identité socio-économique du peuple correspondant et sa fraternelle solidarité, tandis que chacun participera au Bien Commun à égalité d'activité minutarisée sur la base de l'équivalent d'un mi-temps. Dès lors que l'on tient compte des économies ainsi réalisées, mais aussi de la participation active de l'ensemble des adultes en âge et en capacité (même minimale) de travailler, et plus encore de la disparition des *sur-dépenses* palliatives actuelles en matière de santé, de police et de justice, il est incontestable que les budgets publics pourront inclure un Revenu Universel plus que décent, non sans réorienter la plus grande partie des services publics vers la satisfaction *positive* (et non plus palliative) de l'ensemble des besoins historiquement universels. En surprime s'offrira l'avantage sans précédent d'une liberté de temps et de choix garantie à chaque citoyen et surtout l'apaisement généralisé de toutes les tensions vitales, primaires et concurrentielles jusqu'à présent si contraires à notre indispensable processus d'humanisation. La *libération* qui en résultera,

tant individuelle que collective, deviendra aussitôt la preuve concrète du dépassement de notre nature par notre culture, donc de nos instincts les plus animaux par la Raison que procure chaque nouvelle connaissance, ouvrant à chacun l'accès à une sagesse et à un contentement aux effets écologiques salvateurs.

3 - Vers l'Assainissement Généralisé et Pacificateur.

L'État et les collectivités de demain pourront ainsi se libérer du rôle schizophrène que la confusion mono-systémique leur impose entre leurs priorités économiques et leurs devoirs sociétaux, sur la base d'une gestion aussi locale que possible propre à garantir la transparence et la réactivité la plus (ré)actualisée, au fil de besoins collectifs constamment évolutifs, et plus encore dans le respect de chaque culture ou niveau de développement. D'illusions perdues en si douloureux échecs, toutes les socio-économies mixtes, confuses et incomplètes issues de l'Histoire et jusqu'à présent ballotées entre les tendances extrémistes du tout social ou du tout économique, via les excès contraires du socialisme pur et dur ou du capitalisme hyper-libéral, n'offrent de fait aucune issue réelle et exhaustive à l'équation vitale qui se résout ici, car le choix par défaut de démocraties électorales, assises sur un mono-systémisme poreux entre les deux sphères sociétales, n'est qu'un pis-aller constamment instable, tôt ou tard sujet aux déséquilibres d'un marché privé par trop débridé, au point de déguiser hypocritement la même logique de concentration anti-démocratique sur les quatre faces de la pyramide commune.

Au contraire de cet état de choses, aussi subi qu'improvisé, la solution *universelle* de la partition-répartition biéconomique, associée à la priorisation délodiste des choix collectifs sur une base minutarisée, sera seule à même de clarifier définitivement le cocktail sociétal confus imposé jusqu'à présent par nos aspirations d'apparence *historiquement contradictoire* entre la solidarité sociale et la liberté individuelle, pour souder enfin ces deux faces *objectivement complémentaires* de notre humanité. Par cette innovation sans précédent, par cette compréhension exhaustive et enfin *calculable* de notre réalité foncièrement spécifique,

le breuvage amer, peu ragoûtant et périodiquement imbuvable de notre soif de progrès, deviendra le nectar apaisé d'une véritable Tempérance *socio*-économique aussi précisément mesurable que les fins dosages qui font tout le secret d'un parfait cocktail.

La clarification en question, uniquement possible à condition de respecter les 50% (brut) du fameux *minimoptimaximum* précédemment défini, consiste donc en un simple réaménagement de l'ensemble des ressources socio-économiques, mais avec à la clé l'inversion absolue de tous les signes - en signes +, car *la nature même* des éléments de chaque domaine sociétal s'en trouvera transformée pour le meilleur, tout en autorisant sans aucune douleur la fameuse « décroissance écologique » nécessaire sous forme de suppression spontanée de la quasi-totalité des gaspillages actuels, tant publics que privés, puisque chaque adaptation à des circonstances nouvelles restera égalitairement supportée ou assurée.

S'agissant ici, pour commencer, de l'avenir du Domaine Public, l'assainissement historique correspondant à cette clarification aura pour effet de réduire la plupart des besoins -et dès lors des dépenses- de type palliatif dans des proportions aujourd'hui inimaginables, en remplaçant positivement la quasi-totalité des allocations socialement réparatrices de l'assistanat par la Garantie Citoyenne d'un Revenu Universel, ce dernier étant d'autant plus facile à assurer qu'il correspondra toujours à *l'utilité commune* d'un équivalent-travail à mi-temps impliquant enfin *tous* les citoyens. En l'occurrence, en considérant l'universalité de ces nouvelles ressources, impliquant aussi les adultes actuellement inactifs, et incluant de surcroît les économies précitées en matière de replâtrage sociétal, une simple réflexion ou observation intuitive permet de tenir ici le pari que, pour un pays « développé » tel que la France d'aujourd'hui, le Revenu Universel disponible s'établira sans difficulté à un minimum de 1.500 € mensuels par citoyen adulte, pour une activité participative universelle équivalant à seulement deux journées et demie travaillées par semaine, estimation *minimale* que pourront corroborer tous les biéconomistes de demain, sur la base factuelle de l'analyse minutaire. Cela correspondra également à terme, c'est-à-dire au fil de la cicatrisation progressive des nombreuses plaies sociétales d'aujourd'hui, à la réduction des besoins

sociétalement palliatifs dans une proportion de 75 à 80%, (soit entre les trois-quarts et les quatre-cinquièmes !), s'agissant de santé, de police, de justice et de « rattrapage » éducatif, autre pari ici sereinement formulé.

Concernant le vécu de chaque citoyen à travers sa participation au Domaine Public, il est facile d'imaginer la révolution psychologique qu'un tel progrès sociétal autorisera avant longtemps, car la sécurisation activement partagée de ces 1.500 euros de Revenu Universel mensuel couvrira déjà suffisamment tous les besoins *sociétalement* vitaux de la période historique correspondante, non seulement en termes de pouvoir d'achat minimal et de consommations matérielles et culturelles usuelles, mais plus encore en incluant la dignité que restaurera l'utilité commune universelle et ses conséquences émancipatrices sur le comportement de chacun, tandis qu'à ces nouvelles garanties vitales s'ajouteront nombre de services publics gratuits, y compris socio-culturels, rendus désormais accessibles par la considérable main-d'œuvre supplémentaire que cette réorganisation historique suscitera. Le partage objectivement fondé et mesuré qui s'universalisera ainsi entre tous les citoyens adultes aura un effet synergique sur-multiplicateur en matière d'échanges et de relations interindividuelles, dès l'échelon du quartier-village et de la Commune, ce qui sera propre à donner un sens enfin concret à la notion du « vivre ensemble » que suppose la moindre société humaine digne de ce nom.

Il en résultera automatiquement un apaisement généralisé des violentes « oppositions de survie » primitivement concurrentielles que l'Humanité traîne comme un boulet depuis la nuit des temps, autrement dit, la disparition définitive de la précarité permanente, du souci le plus fondamental de toute existence terrestre, de l'injuste discrimination à l'encontre des plus faibles, de la misère morale que représentent la sur-dépendance et la surexploitation, et deux mots aussi complémentaires et indissociables que les deux faces d'une même médaille en deviendront aussitôt réalité : la Justice et la Paix (*socio-économiquement* fondées et préservées par leur constitution délodiste exhaustive).

Au cœur de ces *Réflexions* sur la dimension vitale des rapports socio-économiques, se trouve bel et bien la seule solution à l'équation

historique associant depuis toujours chaque individu et la société dont il dépend, équation ô combien essentielle pour le vrai bien-être de la Paix, dont les termes *également* légitimes pourront enfin s'équilibrer en toute circonstance. Ainsi, à la différence des actuelles suggestions de revenu universel, déjà exprimées par un nombre croissants de spécialistes, voire jusqu'au sein d'institutions internationales de philosophie libérale, il ne s'agit pas d'une aumône plus ou moins intéressée pour acheter la paix civile ou relancer la demande, mais bien du *droit légitime* de tout être humain devenu adulte, enfin associé au *devoir citoyen* correspondant en termes de participation minutaire, tandis que par le principe du calcul biéconomique, l'opposition duale entre le social et l'économique pourra se résoudre pour de bon grâce à une articulation distinctive proprement *socio*-économique, autrement dit pleinement *sociétale*.

De la même manière, l'assainissement et l'apaisement qui seront ainsi rendus possibles concerneront la politique économique, puisque l'État et le Domaine Public délodistes orienteront les priorités dans le sens de la préférence *majoritaire* et de ses attentes les plus localement ressenties, à travers des rouages devenus démocratiques et transparents, offrant la meilleure garantie face à la moindre corruption, autre source précieuse d'économies considérables en matière de budget.

Concernant le secteur privé et ses libres entreprises, les mêmes progrès qualitatifs se feront ressentir en termes de clarté et de simplicité en matière de droits et de devoirs de chacun, entre autres grâce à une évolution en profondeur des relations humaines propres au cadre socio-professionnel. En effet, les obligations et les garanties incompressibles définies par la répartition biéconomique fixeront une fois pour toutes les limites objectives des comportements socio-économiques de l'ensemble des partenaires concernés, en termes de proportion d'équilibre optimale correspondant à la néo-gestion la plus *juste* possible, dans le sens enfin *exhaustif* de ce qualificatif, c'est-à-dire tant du point de vue strictement économique que social et écologique, puisque c'est finalement le non-respect du point d'équilibre pyramidal des 50% (brut) de partition qui fausse chaque construction sociétale, induisant mécaniquement les pires gaspillages, jusqu'à l'effondrement.

Chaque salarié, commerçant ou entrepreneur aura les moyens de mesurer son impact, voire sa valeur sociétale *additionnelle*, à l'aune de la référence constamment fiable du minimoptimaximum objectivement défini par l'analyse minutaire, et de son expression historique sous la forme du Revenu Universel du moment, avec l'avantage sans précédent d'être pleinement conscient de la *proportion* juste et indépassable de revenu personnel net ainsi définie, proportion au-delà de laquelle tout humain devient *illégitimement* délinquant et socialement nocif, c'est-à-dire responsable d'une violence anonyme et indirecte qui nourrit encore aujourd'hui de multiples formes d'exploitation ou d'esclavage relatif ou absolu. Mieux encore, chaque citoyen saura pertinemment que le plus petit dépassement de cette proportion, au-delà de la juste récupération de son propre Revenu Universel, serait un pur non-sens en termes de gestion de ses *propres* intérêts, nonobstant la sournoise tentation des apparences et des réflexes historiques les plus primaires.

Selon le statut de chaque personne, les 1.500 euros (minimum) de Revenu Universel, du moins pour l'exemple français sous-entendu, correspondront donc à un pourcentage très variable du revenu individuel total, en fonction du niveau socio-professionnel exprimant la « chance » ou le mérite historique de chacun, mais sans jamais remettre en cause la proportion minutarisée de l'unique participation citoyenne au Domaine Public, non seulement pour le Bien Commun, mais dans l'intérêt bien compris d'une liberté privée rendue objective et inoffensive. Sur la base légitime d'une *classe citoyenne* commune, et dès lors que les conditions d'une société enfin démocratiquement apaisée se trouveront établies via le délodisme biéconomique, chacun pourra évoluer selon ses véritables mérites avec la satisfaction de s'enrichir ou de s'épanouir plus ou moins en tant que « leader », selon un libre choix dépourvu de tout effet vital pervers ou de la moindre nocivité vis-à-vis d'autrui, et avec la fierté de participer à la richesse commune de façon *objectivement égalitaire*, en fonction de ses capacités financières personnelles. Car le seul argent que l'on gagne véritablement sans rien devoir à quiconque ne représente que la moitié de l'ensemble des revenus personnels apparents, augmentée de la valeur historique *objectivée* du Revenu Universel, ce qui s'avèrera

toujours d'autant plus suffisant (voire superflu) que l'on dépassera plus largement ce dernier.

En fonction des autres priorités socialement définies, les 1.500 € en question pourront largement évoluer vers le haut au fil du temps, et plus concrètement, seules les futures analyses minutaires permettront de préciser le pourcentage *relatif* atteint par le Revenu Universel pour tel ou tel décile de la population française, détail dont le seul intérêt sera de permettre à chacun de se situer plus clairement que jamais par rapport à ses concitoyens, du moins sur le plan de l'aisance matérielle. Cela dit, et s'agissant des mêmes secteur et domaine privés, les effets positifs de la partition-répartition biéconomique seront tout aussi patents vis-à-vis des agrégats étudiés précédemment, depuis les salaires jusqu'aux profits, en passant par l'emploi, la consommation, l'épargne, l'investissement et l'endettement, sachant ici que les nouvelles conditions sociétales en jeu assainiront ces éléments moteurs en termes de *nature*, tout comme elles les tempéreront en termes de *proportion*.

La liberté universellement préservée pour chacun sera à même de révolutionner positivement les comportements et les relations, surtout en valorisant enfin le travail *à son niveau objectif*, tandis que le citoyen, en tant que travailleur-consommateur, sera libéré des excès entretenus par l'interdépendance encore vitalement inégalitaire de notre pesanteur historique. Cette *liberté universelle de choix*, sans précédent, deviendra paradoxalement un véritable « privilège citoyen généralisé », à l'opposé de l'aliénation confuse historiquement subie jusqu'aux deux extrémités de l'actuelle échelle socio-professionnelle, tandis que l'émancipation de tous grâce à chacun remettra enfin *le temps* à sa juste place par rapport à *l'argent*, ce qui induira des comportements spontanément responsables et équilibrés en lieu et place de tous les excès que l'on déplore encore.

Alors se trouveront pour la première fois réunies les conditions historiques *objectivement humanisées* d'une authentique responsabilité citoyenne, d'une citoyenneté enracinée dans la réalité socio-économique via la mutualisation égalitaire de la seule moitié des richesses produites, et dès lors à terme, du patrimoine correspondant, libérant simultanément

les deux aspirations qui fondent notre Humanité et nous distinguent -en degré- de la faune et de la flore.

Par l'effet contextuel de cet apaisement généralisé, tout à la fois individuel et collectif, les besoins actuels de suraccumulation ou de sur-sécurisation se verront réduits aux plus justes proportions, supprimant *de facto* le principal « prétexte-à-abuser » de nos pratiques économiques nocives, des comportements privés -en réalité irrationnels- cachés sous le symptôme de l'obsession financière, tandis qu'inversement la valeur du *temps* retrouvé fera savourer chaque moment de vie en laissant un libre choix constant à *chaque* citoyen de l'espace républicain. Dans ces nouvelles conditions, le pari délodiste et biéconomique se double de la promesse *qualitative* d'une priorisation enfin assainie des besoins à l'échelle de l'individu comme de la société, muant la pseudo-efficacité financière et strictement économique en efficience sociale et sociétale, condition de la transformation de la moindre croissance en progrès et de l'*écologisation* de nos comportements les plus quotidiens.

Le citoyen de base, au même titre que le multimilliardaire le plus célèbre, « touchera » le même Revenu Universel en échange de la même moitié de son temps terrestre « actif », tel que démocratiquement défini, simplement parce que l'un et l'autre ont *objectivement* la même valeur humaine, et tout porte à penser que, subissant une activité communale par définition non choisie, ce simple citoyen souhaitera s'impliquer bien au-delà de ce minimum garanti, soit en tant qu'actif indépendant, soit en se faisant embaucher au service d'autrui, à cette énorme différence près que ladite embauche sera vécue comme une libre association sans la moindre incidence vitale subie, ce qui, de l'autre côté du contrat, filtrera quasi automatiquement les initiatives les plus dignes de fleurir, celles qui se fondent sur une créativité « utile » et non plus sur la moindre exploitation indue. Mais si le citoyen de base en question, pour quelque raison que ce soit, se contente de cette dépendance socio-économique totale, il accomplira son minimum de participation universelle comme tout un chacun, tandis que son impôt-participation, pourtant à mi-temps, sera équivalent à 100% de son temps d'actif et 100% de son revenu total, moyennant une privation de liberté sur la teneur de son activité (si

son emploi n'est pas délibérément *choisi* sur une base réciproque, ou en situation d'autonomie).

Via le calcul biéconomique minutarisé, celui qui gagne 3.000 € mensuellement en gagnera en réalité 1.500 dans le cadre du Domaine Public, puisque son impôt-participation correspondra à la moitié de son revenu total, auxquels s'ajouteront ses 1.500 € de revenu du Domaine Privé, ce qui équivaudra dès lors à une opération blanche pleinement justifiée, au travers d'un cas particulier logique en termes comptables. Dans ce cas, tout se passe comme si la personne en question ne payait pas d'impôt, du moins dans le seul sens *répartitif* du Revenu Universel, bien qu'en réalité, elle participe au Domaine Public comme tout autre citoyen, en termes de minutées objectives, ainsi que par ailleurs d'impôt classique de nature *non redistributive* (ce dernier point constituant un tout autre sujet qui ne pourra être abordé, d'ici la fin de ces *Réflexions*, qu'après avoir résolu l'équation de la Tempérance). Il n'en sera pas de même pour tous les revenus supérieurs au double du Revenu Universel, puisque par exemple, l'équivalent d'un revenu de 6.000 € par mois impliquera un impôt-participation de 3.000 euros, dont la moitié se verra récupérée en Revenu Universel. On peut déduire de cela que pour tout revenu quatre fois supérieur au Revenu Universel, ce dernier, tout comme l'impôt-participation correspondant, équivaudra *de facto* à une proportion de 25% de l'ensemble des gains individuels concernés, et ainsi de suite au fil de l'augmentation quasi illimitée des revenus. Il est ici assez logique d'observer que plus les divers revenus d'un citoyen fortuné augmenteront, plus la proportion de sa part d'impôt-contribution nette s'approchera de la limite théorique des 50%, sans toutefois jamais l'atteindre en raison de la restitution légitime (sinon du dégrèvement comptable) du montant précis du Revenu Universel. De la même façon, cette Garantie Citoyenne verra sa proportion diminuer en fonction de la réussite socio-économique du citoyen-contribuable. Á titre d'exemple pratique, un multimilliardaire récoltant historiquement 6.000.000 € par mois n'en gagnera par conséquent *personnellement* que la seule moitié *privée*, soit 3.000.000, augmentés des 1.500 € de Revenu Universel, soit un total net de 3.001.500 €, tandis que pour lui l'impôt-participation net représentera 2.998.500 € soit 49,975 % de l'ensemble de ses revenus

mensuels, et qu'inversement, le Revenu Universel ne représentera donc que 0,025% du même ensemble. En toute obligation fondée sur l'égalité universelle qui précède l'aventure spécifique de chaque vie, ce super-contribuable participera donc objectivement à la péréquation dans les mêmes proportions que n'importe quel autre citoyen, conscient que son immense richesse est due pour moitié à l'ensemble du « patrimoine socio-économique cumulé » de la communauté humaine dont il profite particulièrement, quelle que soit la diversité des pays d'où il tire ladite fortune. Son revenu *objectif sociétal* sera bien de 1.500 € au titre d'être humain et citoyen solidaire, (outre un égal accès aux Biens Communs mutualisés) alors que son revenu *historique légitime*, incluant ce revenu universel, et mérité d'une façon ou d'une autre par les conditions légales et culturelles du moment, ne saurait être supérieur à 3.001.500 € pour cet exemple précis.

Plus intéressant encore, le côté répartitif vital de la péréquation sociétale tempérante signifie aussi qu'une partie non négligeable de la population « adulte-active » verra augmenter son revenu historique au prorata de chaque situation individuelle, mais selon des critères de référence, ainsi que des proportions sociales et financières, qu'il reste à établir de façon objective, universelle et transhistorique, afin d'abstraire la Loi sous-jacente aux pesanteurs contingentes, ce qui ne saurait être formulable qu'après avoir exploré la face culturelle de l'édifice étudié, objet du prochain livre de cette recherche. D'où l'incomplétude relative des exemples ci-dessus envisagés, malgré leur teneur déjà révélatrice.

Ces quatre cas de figure permettent de comprendre les tenants et aboutissants du principe d'imposition-répartition universelle en même temps que l'intérêt sans précédent de la proportion unique à respecter en tant qu'application historique d'un *minimoptimaximum* dès lors devenu la condition *sine qua non* de l'équilibre sociétal durable, de la justesse économique la plus efficace, tout autant que de la justice sociale la plus aboutie. Là se trouve la clé désormais techniquement disponible de la juste *Paix civile* si maladroitement recherchée par l'Humanité depuis ses premiers balbutiements. Quelle que soit la façon dont on pourra vérifier et calculer les interactions paramétriques de la réalité socio-économique,

le minimoptimaximum biéconomique se trouvera confirmé en tout lieu et à toute époque en tant qu'unique proportion d'équilibre possible.

Á travers les quatre exemples décrits plus haut, la répartition que suppose tout impôt prend enfin corps de façon aussi objective -et même scientifique- que possible, autorisant pour la première fois une gestion exhaustivement sociétale de chaque collectivité humaine par elle-même, en respectant la double essence de notre Humanité de façon mesurable et transparente, entre autres grâce à l'universalité de l'analyse minutaire. Á l'opposé du Léviathan bancal et désarticulé jusqu'à présent construit sur de fausses bases et toujours vainement étayé jusqu'à l'effondrement, le futur paysage macro-socio-économique pourra enfin se simplifier en se fondant sur l'*essentiel*, en parfaite souplesse d'adaptation culturelle, historique et géographique.

Ainsi s'articule la charnière entre public et privé, entre société et individu, de par la relation unissant pour chaque citoyen sa participation minutaire objective à sa participation financière historique, tandis que les différentes situations explorées via les exemples précédents aident à mieux comprendre le *sens* des diverses situations citoyennes possibles, tout comme l'appartenance de fait de chacun au même Domaine Public. Le citoyen « de base » qui s'avère dépendant et donc pris en charge par la Commune locale participera logiquement à 50% au Domaine Public, (du moins par rapport au temps complet potentiel officiellement défini) et ce, tant historiquement que minutairement, afin de profiter d'une vie matérielle et culturelle *décente*, voire déjà suffisante, démocratiquement définie par la majorité citoyenne la plus directe, pour la satisfaction de tous les besoins « communs » propres à la société humaine en question, moyennant une fonction ou un travail aussi utile à la communauté que n'importe quelle profession du secteur privé. Á l'autre bout de l'échelle sociale, le multimilliardaire indubitablement plus chanceux participera au Domaine Public dans la même proportion invariable de 50%, tout en retirant au bout du compte un revenu historique finalisé très légèrement supérieur au même pourcentage, en incluant le Revenu Universel. Dans tous les cas de figure, pour l'un et l'autre de ces citoyens, comme pour n'importe quelle tierce personne en situation intermédiaire, la double

nature d'*être social* et de *libre individu* sera ainsi respectée et évaluée de la seule façon objective possible, quel que soit le contexte sociétal.

Il ne faut pas croire pour autant que seuls les plus riches, à partir de la classe moyenne supérieure, participeront à l'impôt et aux dépenses publiques autres que la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel, car, en réalité, chacun se trouvera égalitairement impliqué dans le *pool* total de la mutualisation sociétale ainsi rendue possible, favorisant un effet de vases communicants profitable à tous du point de vue objectif autant qu'historique. Ainsi, les « entrepreneurs » et autres leaders socio-économiques mériteront toujours d'être aux commandes de l'innovation et du progrès, sans doute même sans limite de plafond, mais en sachant assumer précisément la juste contrepartie de leur pouvoir additionnel sous forme de participation au Domaine Public, via la quasi-moitié de tous leurs revenus (sachant ici qu'il en sera de même pour les personnes morales hiérarchiquement correspondantes). Mériter sa richesse, c'est satisfaire *pleinement* à son devoir de citoyen sans en faire assumer la moindre partie via l'appauvrissement minutaire, et donc *sociétalement vital*, de qui que ce soit d'autre.

4 - Une Souplesse à Toute Épreuve.

La définition technique et optimale du Revenu Universel semble de fait correspondre au fameux concept historique du SMIC pour ce qui concerne la France, ou plus généralement du revenu minimum que toute société doit légitimement assurer à chaque adulte actif quel que soit le niveau de développement du pays considéré, et l'intérêt premier de la solution biéconomique (exprimée en termes de minutées) consiste à en définir enfin les bases objectives, tout en autorisant une souplesse totale quant à l'expression historique et individualisée de la contribution qui correspond. Qualité majeure de l'universalité, ladite souplesse concerne aussi la relation entre les sphères publique et privée, sans affecter en aucune façon l'équilibre inter-domanial en matière de *calcul*. En effet, point n'est besoin de congeler la société en deux domaines strictement séparés ou opposés, ou inversement mixés jusqu'à la confusion, comme

c'est hélas le cas historiquement, car désormais le calcul minutaire et son « actualisation historique » financière permettront aux deux sphères sociétales de *communiquer* et de *s'auto-équilibrer* en permanence, qu'il s'agisse de la valeur des biens et services concernés, ou des activités et autres responsabilités socio-économiques afférentes.

Á la seule condition d'être en situation politique délodiste de choix majoritaire quant à la définition des priorités du Domaine Public, la fourniture historique de certains produits et services correspondant à ce domaine peut très bien être le fait du secteur privé s'il s'avère plus performant ou plus inventif, dans la mesure où les activités directement concernées par l'intérêt public seront de toute façon contrôlées par les citoyens en tant que premier donneur d'ordre, à la façon dont une très grosse entreprise cliente impose ses quatre volontés à son sous-traitant ou fournisseur. Pour toute « sous-traitance » ou situation équivalente, il importe que les conditions de la production, l'établissement du prix et la fixation des normes de qualité du produit ou service soient imposés ou contrôlés par le Domaine Public, via la majorité citoyenne directe. Le schéma de partition-répartition biéconomique s'avère ainsi applicable en souplesse, en fonction de la préférence majoritaire et de la culture socio-économique propres à chaque pays, telles que résultant d'une histoire toujours spécifique, sans que la balance parfaitement équilibrée de ladite société puisse être remise en cause dans le *calcul actualisé* de l'unique proportion qu'impose l'équilibre minimoptimaximal.

Désormais décentralisées et enfin rendues transparentes par les rouages délodistes, les activités d'intérêt éminemment général resteront sans doute toujours l'apanage des pouvoirs publics, comme c'est le cas de la plupart des responsabilités dites « régaliennes » jusqu'à présent, mais l'association de ces progrès politiques à la solution biéconomique n'empêche aucunement d'imaginer une sous-traitance du Privé par le Public, enfin assainie et dûment contrôlée, dont les activités concernées dépendront du libre choix majoritaire. De fait, l'histoire de tous les pays un tant soit peu développés est aussi celle d'une relative concurrence entre diverses solutions plus ou moins improvisées et hélas corrompues par l'absence de la double solution ici développée. Quelles activités de

production de biens ou autres services faut-il faire assurer par les seuls pouvoirs publics ? Peut-il être préférable de laisser le secteur privé s'en occuper ? Dans quelle mesure une solution de régie ou entreprise d'État peut-elle concurrencer le secteur privé en lui servant d'exemple ? Faut-il maintenir des activités *mixtes*, mais désormais sur la base d'une double comptabilité publique et privée ? En réalité, ces interrogations pourront potentiellement induire n'importe quelle réponse à l'avenir, pourvu que la démocratie locale directe et le calcul biéconomique minutarisé soient constamment en vigueur, seule et unique façon *historiquement objective* d'équilibrer la société et d'assainir les pratiques correspondantes.

Ces très légitimes interrogations alimentent les débats récurrents sur la privatisation ou la nationalisation de tel ou tel secteur d'activité économique, voire sur l'ajustement variable de la concurrence et de la complémentarité inter-sphériques entre public et privé, chacun pouvant constater à quel point le néolibéralisme actuel, par trop omniprésent, profite des colossaux enjeux financiers chaque fois impliqués, sur fond opaque de corruption ou manipulation de fait d'élus minoritaires au vrai sens délodiste du terme. Sitôt la maîtrise du Domaine Public assurée par la majorité citoyenne, les solutions pratiques pourront varier sans risque de corruption systémique en fonction des libres choix collectifs, sachant que l'analyse minutaire pourra servir d'étalon pour évaluer les coûts, prix et profits afférents, sur la base de critères de productivité contrôlés le plus localement possible.

En lieu et place des énormes subventions accordées au secteur privé, le plus souvent abusives et très mal réparties, qui sont l'équivalent symétrique et ubuesque d'aides sociales à fonds perdus et à sens unique si typiques de l'interventionnisme improvisé d'aujourd'hui, la gestion biéconomique et délodiste de l'avenir permettra de contrôler mieux que jamais les effets de toute politique économique majoritaire, en évitant d'engraisser les multinationales qui délocalisent et licencient à tour de bras, ou de compenser systématiquement les baisses d'impôt des plus riches par le détournement des contributions citoyennes en leur faveur, via une politique de l'offre sans contrepartie équivalente du côté de la

demande, avec l'effet pervers de l'accumulation boursière apoplectique de toutes les liquidités.

Quelle que soit la répartition pratique des productions de biens et de services résultant des choix politiques du moment, la communication inter-domaniale ainsi filtrée par le principe biéconomique et minutarisé assurera la *compensation automatique* de l'échange des valeurs socio-économiques. La privatisation ou non de telle ou telle activité sera sans effet pervers possible puisque, en tout état de cause, un unique mode de calcul universel garantira toujours l'*équi*-répartition minimoptimaximale correspondante, à travers l'actualisation historique de tous les revenus et profits afférents.

Á terme, il ne fait dès lors aucun doute que les salaires et profits se redéfiniront de façon aussi équilibrée et objective que possible, du seul fait de l'existence d'un Domaine Public digne de ce nom, avec pour heureux résultat l'émancipation de *tous* les *éco-citoyens* vis-à-vis de leur confuse pesanteur historique. Les options politiques devront bel et bien devenir majoritaires pour être légitimes, moyennant quoi le principe biéconomique et minutarisé ici proposé préviendra tout biais possible sans risque d'aggravation fatale au fil du temps. Si, à titre d'exemple, les Français décident majoritairement de privatiser tel ou tel moyen de transport, la Loi peut prévoir un contrôle strict sur cet outil stratégique pour la population, peut aussi imposer certaines conditions avantageuses devant faire partie de la Garantie Citoyenne, et de toute façon, tous les profits directs et indirects réalisés par le secteur privé participeront au Domaine Public dans la même *proportion* qu'en situation de régie ou d'infrastructure collective. Il est donc clair qu'en termes comptables, le principe du calcul biéconomique s'accommodera de chaque situation à venir, sans donc pour autant socialiser ni libéraliser à outrance la société humaine concernée. Toutefois, et en concordance avec la loi bisphérique tendancielle maintes fois mentionnée, il est plus que probable que les deux sphères sociétales finiront par s'équilibrer en deux domaines peu ou prou équivalents, en termes de poids sociétal objectif *et historique*, avec à la clé une répartition *complémentaire* des innombrables activités en jeu, ne serait-ce là qu'en raison de la tendance spontanée du secteur

privé à privilégier les activités les plus lucratives, et du besoin tout aussi naturel de son équivalent *public* de fournir des services essentiels sans recherche de rentabilité. Cela revient à dire que, dans la mesure où les rôles respectifs des deux hémisphères sociétaux seront historiquement appelés à se compléter d'une façon ou d'une autre, peu importeront les conditions contingentes ou nationales des options préférées du moment, tant que le minimoptimaximum et son juste équilibre se trouveront en tout point respectés en termes de valeur financière et minutaire.

Cela confirme que le principe biéconomique est compatible avec n'importe quel contexte historique sociétal, y compris concernant toutes les options et stratégies possibles en matière d'interventionnisme ou de planification, si le besoin majoritaire correspondant se fait ressentir. Les conditions systémiques assainies concernant les priorités décisionnelles et le respect du minimoptimaximum via le calcul minutaire changeront la *nature* des interférences publiques sur l'ensemble de la réalité socio-économique de façon désormais *positive*, et ce d'autant plus qu'il sera enfin possible de prévoir et de quantifier plus facilement que jamais les éventuels effets dominos ou boomerang de telle ou telle mesure.

5 - Un Equilibre Pluridimensionnel.

En observant l'évolution économique de ces dernières décennies à la lumière du principe biéconomique et de l'évaluation minutaire, on est en mesure de comprendre le sens caché des aberrations qui de fait « négativisent » les principaux agrégats que résument la dette, l'emploi, l'investissement, la consommation ou l'épargne. Pour aller plus loin que les remarques déjà développées sur ces diverses dimensions, force est de constater qu'en raison du confus mixage mono-systémique, de l'absence d'évaluation minutaire exhaustive et du non-respect de l'équilibre inter-domanial, tous les rouages socio-économiques se trouvent constamment contaminés par le biais du comportement historique subjectif que dicte l'obsédante recherche du *sur*profit privé. Concernant l'endettement, par exemple, sa double réalité, individuelle chez les particuliers et collective s'agissant de l'État et des pouvoirs publics, n'est que le reflet des excès

engendrés par une Histoire jusqu'à présent « subie ». Le surendettement d'un nombre croissant de citoyens devenus incapables de rembourser résulte principalement de la précarité systémique induite par l'*abus* de libéralisme, à travers la compression des salaires et la précarisation de l'emploi, comme si ces sommes d'argent compensaient finalement les portions de salaire illégitimement volées aux citoyens concernés, mais avec pour indue conséquence une mise sous dépendance assimilable à une forme d'esclavagisme sociétal, bâillonnant de la sorte les derniers de cordée pour mieux en museler la légitime quête de Justice.

Par le biais de leur consommation, ces populations défavorisées rendent leur salaire au patronat en se laissant tromper par les abus du marketing et de la dégradation touchant la qualité de biens et services dont l'importation précarise plus encore leur emploi, simple évolution de plus en plus anonyme des commerces d'entreprise des célèbres cités ouvrières et paternalistes d'antan. Ainsi, depuis les années 1980, cette monologique mondialisée empoisonne la vie quotidienne des citoyens les plus faibles, et littéralement leur santé physique via l'industrie agro-alimentaire, comme peuvent en témoigner tant d'études sociologiques et médicales ou sanitaires.

De leur côté, les pouvoirs publics s'endettent inexorablement sous le triple effet déséquilibrant de la détaxation croissante des plus riches, de la privatisation des pouvoirs monétaires, et de l'augmentation constante des besoins sociétaux d'ordre palliatif, suscitant une spirale descendante, autrement dit *négative*, en lieu et place de toute politique interventionniste *sociétalement* profitable. C'est bel et bien au travers de cette « perversion » historique habituelle des composantes économiques que toute interférence publique, en particulier gouvernementale, induit plus d'effets boomerang négatifs que de conséquences constructives. Á l'instar du cas des particuliers endettés, on peut dire que l'État s'endette *artificiellement*, et ce d'autant plus que son droit souverain lui permet en dernier ressort de créer l'argent dont il a besoin, même si le processus est rendu anormalement complexe concernant la France d'aujourd'hui en raison d'un pouvoir supranational européen honteusement *illégitime* à ce jour. De fait, l'argent accumulé par le secteur privé et bancaire via

les formes les plus diverses d'exploitation et de spéculation, augmenté des remises d'impôt envers les plus riches et d'un exode fiscal toléré par l'Europe, sert de prétexte à prêter aux États ce qu'on leur doit déjà, en espérant un intérêt qui n'est même plus garanti depuis que l'aberration de cette « antilogique » financière se cogne au plafond de ses propres contradictions. Il s'agit bien là d'une *fausse* dette, dont la disproportion donne l'exacte mesure des déséquilibres financiers et sociétaux atteints par un capitalisme devenu intrinsèquement *ultra*, et donc *anti*-libéral.

Cette aberrante situation n'empêche pas les tenants de la rigueur néolibérale de promouvoir le remboursement intégral de la dette dite *souveraine*, tant ces derniers sont obnubilés par un équilibre strictement financier rendu de fait historiquement impossible par les termes mêmes du processus en jeu, y compris s'agissant de d'épargne des citoyens. En fait, tout se passe comme s'il ne s'agissait que d'un simple jeu d'écriture permettant de jongler sur les termes, une simple convention comptable, à la façon de « dettes » ou autres déficits de SA ou de SARL reportables à l'infini, de chaque exercice sur le suivant, sans aucunement affecter la viabilité réelle de l'entreprise. La preuve en est qu'en dernier recours, sous la pression des conséquences socio-économiques du Covid 19, la très vertueuse Europe et ses États-membres font tourner à leur guise la fameuse planche à billets afin de sauver les meubles et éviter *quoi qu'il en coûte* la remise en cause des rouages systémiques, dans l'espoir à peine voilé de reprendre dès que possible un cap ultralibéral encore plus rigoriste.

Cette généreuse parenthèse obtenue par la seule force d'un virus est hélas aussi temporaire que l'aumône de circonstance octroyée aux Gilets Jaunes par le gouvernement français, mais il est à remarquer que dans les deux cas, l'effet inflationniste tant redouté est quasi inexistant, en raison même de la rareté des liquidités nécessaires aux achats les plus utiles ou quotidiens, ce qui est somme toute assez logique, puisque les règles du jeu sociétal font promptement disparaître les masses d'argent correspondantes du marché réel au profit de la spéculation financière, via le double effet de la gestion inégalitaire des rapports du travail et de la frilosité du système bancaire face à la précarité induite des citoyens,

lesquels ont le plus grand besoin d'emprunter. Ainsi les masses d'argent insufflées disparaissent-elles aussitôt de l'économie réelle (lorsqu'elles parviennent à l'atteindre), tandis que l'état encore aggravé de la société entretient une inquiétude généralisée face à l'avenir, dont l'effet est de plomber la consommation ou demande en gonflant une fragile épargne de précaution dans des proportions excessives. Tout se passe comme si l'on saignait un patient en même temps qu'on le transfuse, tel le vain remplissage d'une vaste baignoire dont on aurait stupidement oublié de boucher le siphon d'évacuation.

Faute d'avoir atteint l'équilibre du minimoptimaximum que seul le calcul biéconomique minutarisé permet d'obtenir et de pérenniser, tout fonctionne donc à l'envers, sous le diktat de comportements socio-économiques en réalité de plus en plus irrationnels, tandis que la dette publique tente vainement d'en compenser les conséquences de façon historiquement instable, voire très souvent aggravante en raison de la multiplication des replâtrages constamment induits par l'empirisme du mono-système en cause. Car, en toute logique, le secteur public devra sans cesse payer au prix fort l'irrationalité sociétale du secteur privé tant que ce dernier n'assumera pas sa juste part de responsabilité sociale via la proportion des 50% d'impôt-participation (brut). Ainsi peut-on voir à quel point l'absence de gestion biéconomique et minutarisée pollue la nature même des principaux agrégats socio-économiques, démontrant « en creux », et en avance sur l'Histoire à venir, tout le bénéfice sociétal qu'assurera une *éco*-démocratie enfin *appliquée* dans le quotidien des relations sociales, tandis que le double principe de partition domaniale et de répartition citoyenne garantira le respect symétrique du minimum d'égalité objective et du maximum de liberté historique.

6 - De la Politique Biéconomique au Localisme Écologique.

L'interventionnisme des pouvoirs publics, aux divers échelons géographiques correspondants, restera toujours utile pour faire face aux plus grandes priorités, a fortiori chaque fois qu'une évolution culturelle ou technologique bouleversera les données socio-économiques, sachant

qu'en contexte délodiste, les orientations futures en matière de politique économique seront le fait de choix majoritaires, et non plus dictées par les seuls intérêts financiers ou économiques d'une minorité dominante. Cela dit, pour l'essentiel de la politique la plus courante dans le domaine concret qui fait l'objet de ce volume II, il suffit de rappeler que le rôle du cadre politique est de garantir en tout point les meilleures conditions d'épanouissement socio-économique des citoyens concernés, avec pour seul objectif, légitimé par délégation, le devoir d'impliquer *l'ensemble des personnes majeures* composant la République, sachant que ce rôle central s'accomplit via la règle du jeu définie par la Loi, et plus encore la cruciale transmission éducative des droits et devoirs citoyens, sous forme d'éco-civisme autant que de conscientisation politique.

Les réflexions des sections précédentes ne laissent plus aucun doute possible, puisque cette définition corrobore à 100% le principe de la partition-répartition biéconomique sur la base des 50% (brut) définis par le minimoptimaximum. Autrement dit, la première condition d'une saine politique économique, c'est d'être *socio*-économique, donc établie sur le calcul minutaire universel permettant d'équilibrer à tout moment et en tout lieu l'intérêt public de chaque collectivité *et* l'intérêt privé des individus qui la composent. C'est là la seule règle du jeu qui vaille, la fameuse inconnue de l'équation établie au départ de ce volume II des *Tempérants*, et surtout la seule façon de transformer nos sociétés encore trop primaires en sociétés humaines *supérieures*, enfin devenues dignes d'ajouter ce qualificatif. C'est aussi l'interface idéale pour concrétiser et universaliser la démocratie socio-économique qui donne corps à tous les droits politiques si hypocritement proclamés depuis les Lumières, ainsi que la garantie d'une *juste* Paix civile historiquement et techniquement accessible. C'est enfin le critère absolu et objectif permettant de définir l'orientation positive ou négative de toute (ré)action socio-économique impliquant la moindre valeur minutaire et financière, et le moyen le plus neutre et fiable que l'on puisse objectiver pour différencier les pratiques saines des pratiques nocives et faire ainsi promptement disparaître ces dernières, via la clarification systémique tempérante et ses conséquences comportementales émancipatrices.

Des pans entiers d'interventionnisme socio-économique se sont « négativement » constitués au fil du temps pour pallier les mortifères conséquences d'un mono-système toujours déséquilibré, aggravant un imbroglio d'aides sociales aussi pléthoriques qu'inefficaces, tandis que symétriquement, des milliards d'euros de subventions ont été extorqués par les plus puissants intérêts privés, à force de chantage à l'emploi ou à l'investissement, sur fond de négociations stratégiques opaques le plus souvent assimilables à une forme « légalisée » de détournement d'argent public. Les rustines sociales et les fuites de liquidité ainsi improvisées ont abouti à la situation actuelle d'un pays riche tel que la France, vidé de sa substance vitale par l'aspiration et l'évaporation de l'argent utile sous forme de capitaux spéculatifs pour l'essentiel défiscalisés, en lieu et place du fameux ruissellement promis par un pouvoir politique aussi ultralibéral que minoritaire.

Or, pour l'essentiel, la plupart de ces dépenses n'auront plus lieu d'être dans le contexte délodiste et biéconomique que l'avenir réserve à l'Humanité, ou, plus précisément, leur *nature* et leur *forme* pourront se « positiver » et s'assainir en respectant les conditions réciproques de la Garantie Citoyenne, de la participation minutaire-égalitaire des citoyens au Domaine Public, et de la prise de décision majoritaire que suppose le pléonasme d'une « démocratie républicaine ». Concernant les relations socio-économiques les plus courantes, l'interventionnisme se résumera de fait au rétablissement d'un cadre national cohérent, dès lors doté de frontières « minimales » visant à garantir le respect du fameux équilibre biéconomique que représentera la seule proportion minimoptimaximale, tout en assurant des ouvertures sur l'extérieur ou l'étranger devenues par la même occasion plus équitables que jamais.

Le *bon* interventionnisme, celui qui maximise techniquement les effets les plus positifs en réduisant au strict minimum incompressible les éventuels contre-effets, ne consiste en rien d'autre que la mise en place et le maintien historiquement actualisé de la biéconomie minutarisée en proportion minimoptimaximale de 50% (brut) d'impôt-participation, ce que toutes les recherches économiques futures pourront confirmer, pour

peu qu'elles soient exhaustives par rapport à leur champ d'application, grâce au dénominateur commun de la valeur minutaire.

Pour garantir cet optimum sociétal dans le cadre d'une entité de taille démographique « suffisante », l'équilibre du cœur pyramidal déjà défini supposera en toute logique la *maximisation du localisme* social autant qu'économique, ce qui permettra d'équilibrer au mieux les quatre faces pyramidales, toujours dès la plus petite échelle possible, à la façon de subtiles poupées russes ainsi judicieusement emboîtées de l'échelon communal à l'ensemble « national » ou plus exactement *républicain*. De fait, l'émancipation, à la fois individuelle et collective, autorisée par le futur cadre délodiste dans sa dimension biéconomique, ne manquera pas de redonner vie à mille et une initiatives des plus locales, favorisant les villes moyennes en tant que solution d'équilibre à dimension humaine, tandis que la majeure partie des importations devra sans aucun doute se muer en une relocalisation urgente du maximum d'activités via un choix politique cohérent et majoritaire. Chaque fois que cela sera possible, que l'essentiel des compétences et des matières premières impliquées sera localement ou nationalement disponible, toute entreprise, étrangère ou non, souhaitant vendre ses produits ou services en France, par exemple, devra installer et développer les diverses activités correspondantes dans l'une des régions de l'Hexagone ou d'outre-mer.

Cette stratégie localiste constitue de fait le b-a.ba du bon sens le plus commun, en particulier vis-à-vis du respect de l'environnement par la réduction des transports et des intermédiaires logistiques, au point que cet *éco-localisme* devrait être explicitement intégré à une constitution complète, en tant que principe de préservation de l'équilibre écologique autant que sociétal, offrant dès lors un encadrement juridique et légal plus consistant que l'hypocrisie politicienne d'une simple déclaration de bonnes intentions. On objectera sans doute qu'une telle obligation, en y ajoutant l'assainissement des pratiques socio-économiques, le niveau d'impôt-participation de 50% (brut), et la suppression de la corruption du public par le privé via la majorité délodiste semi-référendaire, seront autant de facteurs plutôt dissuasifs pour les plus grosses entreprises, tout comme pour certains premiers de cordée « nationaux » d'aujourd'hui, ce

qui pourrait décourager leurs investissements. Bien que cette question soit promise à un développement complet dans le volume IV -et dernier livre- de la saga réflexive des *Tempérants*, force est de constater que le nouveau pouvoir politique, devenu citoyen, saura imposer sereinement ses choix majoritaires à l'ensemble des acteurs économiques via une Loi enfin démocratiquement exprimée. De ce fait, la *force* de ladite Loi se rapprochera -du bon côté et pour la bonne cause- de certains aspects des régimes les plus autoritaires en matière de politique intérieure, en termes de respect de chaque niveau d'autorité, grâce à une légitimité devenue enfin incontestable, et les plus gros *sur*-profiteurs n'auront que le choix de s'en accommoder ou de laisser enfin le champ libre aux TPE et PME locales et régionales qui n'attendent que cette occasion pour s'épanouir comme elles le méritent sur tout le territoire national.

En dépit du libéralisme mondial, certains pays affirment à juste titre leur souveraineté économique en imposant leur loi de protection minimale des équilibres nationaux, en particulier dès lors qu'il s'agit de choisir entre importation ou implantation « locale ». C'est ainsi qu'aux USA et en Chine, les entreprises étrangères sont légitimement obligées de créer des succursales et autres unités de production pour le marché visé, au lieu d'y exporter directement leurs produits, ce qui respecte déjà a minima le bon sens des principaux équilibres en matière d'emploi, de normes de fabrication et de qualité, de prix et de limitation de certains transports toujours polluants, tandis que la Chine va jusqu'à imposer la création de joint-ventures à majorité systématiquement chinoise, afin de s'assurer de la prééminence du politique et de sa Loi sur l'économique (priorité encore absolue, nonobstant certains accords très récents avec l'Union Européenne).

Cet apparent privilège, auto-réservé par ces deux géants, n'a de fait aucune raison d'être interdit à toute société humaine politiquement souveraine, et la honteuse braderie industrielle de pays comme la France démontre l'incohérence des choix politiques et stratégiques directement dictés par les intérêts dominants du secteur privé, via une succession dc traités commerciaux assimilables à une vaste corruption, à l'instar du premier « hold-up » néolibéral déjà mentionné, datant des années 70-80.

Ces dérives historiques *sociétalement suicidaires*, résultat direct de l'asservissement du politique à la dictature de l'économique, seront appelées à disparaître sitôt que les conditions délodistes de l'expression majoritaire se trouveront constitutionnellement garanties, autorisant une frontière inter-domaniale enfin *politiquement étanche* à toute tentative de corruption. Á dire vrai, le secteur privé restera toujours le moteur de l'Histoire socio-économique, comme il se doit, mais le cadre délodiste et son universelle règle du jeu biéconomique créeront les conditions d'un utile filtrage entre les initiatives majoritairement bénéfiques et les intentions néfastes qui polluent précisément la vie et les équilibres de ce même secteur privé, avec les conséquences déplorables que l'on sait.

Tout comme les partis politiques, les lobbies et autres groupes d'intérêt privés pourront continuer de plaider leur juste cause auprès des pouvoirs publics communaux, régionaux ou nationaux, lesquels seront désormais « assainis » grâce à la collégialité décisionnelle, la rotation fonctionnelle, la dépersonnalisation des directions et la validation semi-référendaire des futures majorités citoyennes, tandis que les nouveaux rouages politiques et administratifs ne seront plus corruptibles comme jusqu'à présent, favorisant dès lors la promotion légitime des meilleures propositions citoyennes socio-économiques, en utilisant des procédures transparentes qui décourageront symétriquement les moindres abus de pouvoir et autres quasi détournements de fonds publics.

En se légitimant non seulement politiquement par le délodisme, mais plus encore *socio-économiquement* grâce à la partition-répartition biéconomique et minutarisée équilibrée à 50% (brut), le pouvoir délégué et constamment majoritaire sera plus fort que tous pouvoirs minoritaires et plus ou moins usurpés issus de l'empirisme historique, tandis que la souveraineté ainsi assurée s'affirmera aussi fermement qu'en douceur, tant vis-à-vis des citoyens concernés que face à tout intérêt extérieur. Le principe équitable du gagnant-gagnant deviendra dès lors la norme du quotidien, semant la saine contagion d'un nouveau comportement *socio*-économique, c'est-à-dire d'une rationalité entrepreneuriale exhaustive et

de ce fait *intelligente*, propre à inclure et assumer enfin l'équilibre dual de notre Humanité, en se satisfaisant du profit sans *sur*profit.

Les plus gros intérêts privés actuels se sont en partie construits sur un abus de pouvoir et des pratiques objectivement illégitimes, bien qu'historiquement légales en l'absence de la prise en compte totale de notre double nature socio-économique, mais l'équilibrage offert par les présentes *Réflexions* leur donnera l'occasion de gagner en qualité ce qu'il perdront en quantité, à savoir le seul *dépassement* des 50% (brut) du minimoptimaximum, tandis que concernant tous les investissements productifs, le localisme « optimisé » en constituera très logiquement la principale contrainte -et même *conséquence*- physique correspondante.

Leur intérêt bien pensé sera de respecter une Loi devenue enfin politiquement légitime, et ce d'autant plus que la gestion biéconomique associée au délodisme permettra de fixer, constitutionnellement et une fois pour toutes, leur juste proportion de participation en tant qu'agent privé du Domaine Public. Il suffira en effet que la puissance publique devienne représentative et réellement démocratique pour que le secteur privé la respecte enfin sans pouvoir la corrompre, condition pour que cette même sphère s'épanouisse de façon vertueuse, proprement créative et admirable. Sinon, les plus réfractaires iront se développer ailleurs de leur propre chef, poursuivant désormais en toute connaissance de cause une réussite exagérée peu ou prou assimilable à une violente carrière de mafieux, d'exploiteur ou d'esclavagiste, sachant que dans le pays qu'ils quitteront, leur « part de marché » sera aussitôt prise par des concurrents dignes de jouer la partie de cartes désormais sans triche résultant de ce New-Deal Tempérant, lequel sera fort heureusement plus définitif que celui d'un certain Franklin D. Roosevelt.

Décembre 2020

Réflexions Socio-Économiques 13

Macroscopie Biéconomique 9

(Revenu Universel - Domaines et Secteurs - Corps Intermédiaires)

1 - La Simplicité, Condition de l'Efficacité.

En milieu politiquement délodiste et socialement biéconomique, la *simplification* des rouages n'aura d'égale que la *responsabilisation* de l'ensemble des agents ou acteurs concernés, que ces derniers soient des personnes physiques ou morales, des institutions publiques ou privées, aussi bien que des structures syndicales ou associatives. Comme déjà largement souligné dans le Livre I des *Tempérants*, l'avènement d'une démocratie délodiste de type direct, pétitionnaire et semi-référendaire, remplacera la *démocrature* électorale issue des révolutions incomplètes du passé par l'établissement *pacifique* d'une « autogestion » citoyenne aussi locale que possible, enfin propre à garantir la transparence la plus totale, en particulier via la rotation fonctionnelle, la dépersonnalisation qu'autorise la collégialité de toute prise de décision, et par-dessus tout, le respect absolu de la préférence majoritaire. Il en résultera une réelle simplification des institutions, des procédures et des pseudo-garde-fous qui caractérisent toute société insuffisamment démocratique et toujours

trop centralisée, tandis que le même assainissement pourra s'observer en matière d'organisation socio-économique grâce à l'équilibre constant du calcul biéconomique et son principe de partition-répartition à 50% brut.

En effet, tout mono-système historiquement biaisé entre aussitôt en contradiction vis-à-vis des lois objectives de la trop fameuse dualité individu-société et de l'équilibre inter-domanial indispensable que cette double nature suppose via le minimoptimaximum biéconomique. Qu'il s'agisse de la face politique, sociale ou économique de toute pyramide sociétale, la complexification croissante des structures et des processus n'est que le résultat d'un défaut tôt ou tard fatal, inhérent à une règle du jeu jusqu'à présent incomplète vis-à-vis des contraintes historiques les plus vitales. De fait, l'absence de fondations saines et solides condamne tout mono-système ainsi biaisé à s'alourdir indéfiniment en multipliant des institutions souvent redondantes ou contradictoires, de plus en plus parasitaires et de moins en moins efficaces, devenant autant d'occasions d'emplois *fictifs* ou honorifiques, de magouilles ou de corruption, et ce, même de façon involontaire ou imperceptiblement progressive (au début du moins), dans la mesure où les réseaux relationnels fermés se trouvent structurellement encouragés par la centralisation et le carriérisme.

Á la façon d'un mensonge enfantin grossissant à vue d'œil au fil de vaines justifications de plus en plus aberrantes, les faces politique et socio-économique des fausses démocraties à la fois électorales et mono-systémiques s'alourdissent ainsi d'institutions ou d'administrations, de directions, de hautes-autorités, d'observatoires, d'offices et d'agences qui finissent par diluer les responsabilités, tandis que leur inefficacité et leur opacité croissent en proportion directe de leur nombre illimité. Face à ce gaspillage historique aggravé et aux effets pervers de la corruption ainsi *systémiquement* encouragée, l'organisation délodiste et la fixation définitive de l'équilibre inter-domanial à hauteur de 50% (brut) d'impôt-participation auront le mérite immédiat de simplifier non seulement les relations politiques et socio-économiques, mais plus encore les *rouages collectifs* et leurs processus, dégraissant aussitôt les sociétés humaines de leurs multiples étayages, aussi précaires que redondants. Un peu à la manière d'un *lean management* judicieusement inversé, cette évolution

prévisible sera à même de libérer d'autant les énergies et autres budgets correspondants pour des fonctions plus utiles, ne conservant dès lors que les structures les plus indispensables, tandis que la tendance naturelle d'un équilibre devenu effectif suscitera, à travers la décentralisation, une réorganisation spatiale des villes et des campagnes propre à désengorger les métropoles en laissant à chacun le choix de son cadre et de son mode de vie.

La gestion principalement communale de toutes les décisions collectives politiques ou socio-économiques n'est pas incompatible avec la nécessaire *centralisation locale* d'un maximum de services publics, et ce, plus encore lorsqu'il s'agit d'appliquer et de contrôler des décisions républicaines d'envergure « nationale ». Dans la mesure où les citoyens pourront par eux-mêmes, seuls ou librement regroupés en association, surveiller en continu le bon usage de leurs 50% d'impôt-participation, tel que souverainement décidé par leur propre vote majoritaire, il sera plus efficace de « concentrer localement » le maximum de pouvoirs et de services administratifs, dans le but d'éviter autant que possible tout développement parasitaire superflu aux autres étages de la démocratie, évolution qui ne fera que renforcer le ressenti partagé d'une autogestion citoyenne responsable et optimisée.

Concernant le cas français, la crise sanitaire du Covid 19, encore actuelle au moment d'écrire ces pages, ne fait que corroborer ce besoin urgent de prise en main locale d'un maximum de libertés décisionnelles, en démontrant par défaut à quel point l'État parisien centralisé, étouffé dans ses engorgements technocratiques, s'avère encore désespérément inefficace en matière de vaccination de masse, après des échecs en tout point comparables dans la diffusion élargie des masques et des tests. La réactivité de la plupart des communes françaises ne fait que souligner l'inefficacité du niveau gouvernemental dès lors qu'il s'agit de satisfaire urgemment des besoins concrets, même s'il est légitime d'applaudir par ailleurs l'extraordinaire soutien financier de ce même État français à sa population s'agissant des plus graves conséquences socio-économiques de cette crise sanitaire sans précédent.

La simplicité maximale doit être la règle universelle pout tout ce qui concerne le Domaine Public, y compris bien sûr dans sa dimension sectorielle privée puisque, par définition, tout citoyen fait partie de ce Domaine sur la base des 50% (brut) équivalant à un temps légalement défini et estimé à deux journées et demie ouvrées par semaine s'agissant du cas français en question. En tout état de cause, ce prochain réglage minutaire et universel de participation citoyenne audit Domaine Public deviendra la principale, -voire la seule véritable- contrainte à respecter pour assurer la pérennité de l'équilibre sociétal entre liberté individuelle et justice sociale, selon une équation enfin objectivée par la partition-répartition biéconomique. La simplification inéluctable qui en découlera occasionnera des économies humaines et écologiques insoupçonnables en réduisant au strict minimum indispensable la multitude de structures, budgets, procédures, allocations et subventions devenus proprement ingérables, tandis que l'efficacité et la réactivité de la moindre décision collective atteindront des sommets sans précédent.

En matière socio-économique, l'universalité de cette partition-répartition à 50% entre tous les citoyens d'une même entité sociétale ne pourra que simplifier spectaculairement l'ensemble des structures, outils et procédures nécessaires pour gérer les droits et les devoirs afférents, avec l'avantage de donner enfin un *sens* concret à *l'identité citoyenne*, indépendamment de toute autre forme d'appartenance plus spécifique. Cela suppose en corollaire l'affirmation constitutionnelle de cette règle d'équilibre, en tant que volet socio-économique explicite et définitif des droits politiques déjà formulés par principe démocratique, sachant que ces derniers n'ont jusqu'à présent aucune réalité commune en l'absence de cette gestion biéconomique équilibrée à 50%. Le respect absolu de cette unique contrainte sociétale, en dérivant de la compréhension enfin exhaustive de notre double nature, pourra économiser jusqu'aux quatre cinquièmes des (sur)dépenses palliatives jusqu'à présent induites par la confusion mono-systémique, gommant ainsi les gribouillis inextricables que les complexifications structurelles correspondantes accumulent de décennie en « décade », puis de décade en décadence. La multiplication si malsaine des aides sociales et autres subventions *sans contrepartie* se réduira à l'essentiel d'un strict minimum positivement gérable afin de

mieux orienter le progrès d'une croissance *sociétalement* maîtrisée, au lieu de faire inéluctablement disparaître le sens et la beauté de l'édifice commun sous un labyrinthe d'échafaudages toujours plus fragiles. Á la seule condition vitale de respecter la partition-répartition biéconomique à hauteur desdits 50% (brut) de participation citoyenne, telle que définie plus haut, les Tempérants de demain, en tant qu'humains plus accomplis que jamais, auront franchi une étape historique décisive, fixant une fois pour toutes les *équiproportions* de la Paix civile, dont dépend l'heureuse contagion de la Paix planétaire.

2 - Le Contenu du Revenu Universel.

Le minimum sociétal concret que suppose le Revenu Universel, tel qu'évalué ici à 1.500 € par adulte pour la France actuelle, moyennant deux journées et demie de travail par semaine, peut sembler insuffisant aux yeux de certains, autant qu'excessif pour d'autres, au seul regard des contraintes de chacun, a fortiori tant que l'on raisonne sur la base incomplète des critères aberrants encore imposés par le mono-système néolibéral et mondialisé, pour son seul profit financier. Pour autant, ce pouvoir d'achat ou salaire minimal garanti peut déjà matériellement et socialement correspondre à une vie décente et confortable compte tenu de tous les progrès accomplis, et ce d'autant plus que l'universalité de sa sécurisation changera la donne en équilibrant les excès et frustrations qui faussent encore aujourd'hui notre vision de la réalité.

Une fois le principe de partition-répartition à 50 % (brut) établi pour le juste partage de toute richesse créée entre la société et l'individu, on sait que la définition concrète du revenu minimum fera partie des choix démocratiques de la majorité citoyenne, parmi les autres priorités que constitueront toujours les ministères déjà essentiels d'aujourd'hui, à savoir principalement ceux concernant l'éducation, la santé, la culture, la sécurité intérieure, la justice, la politique écologique et la défense. Tous les néo-citoyens, en tant que *voteurs* (et non plus électeurs), seront à même de suggérer et de valider ou non les futurs choix collectifs, soit directement s'agissant des mesures les plus locales ou communales, soit

via leurs assemblées semi-référendaires et dûment échantillonnées pour les décisions d'envergure nationale. Outre la *teneur* des décisions sur lesquelles voter, le propre d'une responsabilité politique tient d'abord aux *priorités* à définir par ordre décroissant, ce qui précisera la juste place du Revenu Universel en tant que nouvel équivalent-budget parmi les autres dépenses habituelles. Il paraît pour le moins logique de penser que la Garantie Citoyenne du Revenu Universel deviendra *la* priorité absolue et conséquemment le premier devoir constitutionnel et socio-économique de l'État, dans la mesure même où la nature et le volume de la plupart des autres budgets en dépendent radicalement, comme il a pu être précisé plus haut. L'efficience de cette nouvelle priorité *absolue* s'imposera en toute logique, puisque son efficacité sociétale se trouvera garantie par l'augmentation des moyens effectifs disponibles dérivant de la participation minimale de *tous* les citoyens adultes, la généralisation de l'impôt-participation de 50% (brut) sur l'*ensemble* des revenus, les économies immédiates occasionnées par la disparition des principaux budgets « sociaux-palliatifs » au profit du Revenu Universel, et à plus long terme, la diminution progressive de très nombreux gaspillages liés aux comportements et mentalités biaisés par l'intempérance sociétale.

Ainsi donc, tout porte à croire que la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel deviendront *la* priorité socio-économique de chaque société, en tant que meilleure façon de mutualiser un maximum de biens et services universellement nécessaires, mais en respectant le territoire *objectif* de la vraie liberté individuelle, seule façon d'obtenir en prime la preuve concrète d'une gestion *socio*-économique enfin optimale, propre à réduire au strict minimum indispensable l'impact environnemental de notre espèce humaine. Seule l'inscription constitutionnelle de l'équilibre biéconomique à hauteur des 50% (brut) du minimoptimaximum, en tant qu'application concrète des droits et devoirs propres à tout citoyen, sera à même de donner un sens *complet* aux garanties *politiques* vainement proclamées par les pseudo-démocraties actuelles, sur la base désormais quantifiable de l'analyse minutaire directe ou comparative.

L'effet « purificateur » de cette Justice concrètement équilibrée et objectivement mesurable ne manquera pas de nous éviter les dangers

inutiles de la surcroissance inhérente à tout mono-système capitaliste, en instaurant les vraies valeurs d'un libéralisme à échelle humaine, d'un marché libre nécessairement plus local et national que mondial, au sein duquel chaque néo-citoyen aura sa chance via la permanence d'un *choix* dénué de la moindre concurrence *vitale*. Les réajustements automatiques du néo-marché auront pour effet d'équilibrer mécaniquement les prix, les salaires ou revenus, ainsi que la qualité et les volumes s'agissant-là des biens et des services correspondants, de sorte que le pouvoir d'achat des 1.500 euros de l'exemple français garantira un maximum de confort *individuel* universellement partagé, tant matériel que culturel et social, à la façon d'un tissu vivant auto-régénéré après désinfection.

Selon les options démocratiquement choisies, et de fait variables au fil du temps, le Revenu Universel de la Garantie Citoyenne pourra se concrétiser, a minima, via un « salaire citoyen » directement exprimé en valeur monétaire courante, en tant que répartition socialement justifiée d'une portion de la moitié des richesses produites, sous forme possible d'un instrument de paiement spécifique protégé de toute fluctuation ou contamination typique des aléas des secteur et marché Privés, sachant qu'une telle solution supposerait alors une forme de double comptabilité généralisée au sein même de l'ensemble du secteur privé, par exemple via le truchement d'une double monnaie hermétiquement subdivisée. De la même façon, s'agissant des biens et services les plus fondamentaux, et si telle s'avère la préférence majoritaire, il sera également possible d'opter pour une stricte différenciation matérielle entre les productions et consommations privées ou publiques, en réservant dans un tel cas des produits ou prestations spécifiques au seul contexte du Domaine Public, sans impliquer pour autant que les moyens de production se trouvent en aucune manière collectivisés. Cela dit, toute autre solution imaginable restera possible au gré des préférences et options techniques propres à chaque société humaine, en fonction de son histoire et de sa « mentalité collective », et l'on a déjà pu constater que la double monnaie précitée ne serait certes pas l'option la plus simple, au point de lui préférer une partition inter-domaniale purement comptable et semi-étanchéifiée par l'utilisation d'une monnaie unique, moyennant toutefois un minimum de sécurisation technique et financière du Domaine Public, entre autres par

le biais d'une Banque Citoyenne universelle et de son système bancaire délibérément simplifié.

On voit donc que la souplesse du principe biéconomique et de la partition-répartition minimoptimaximale se prête à toutes les situations « culturelles », à n'importe quel degré ou dosage possible entre les pôles peu ou prou complémentaires du socialisme et du capitalisme, au gré de chaque civilisation, ainsi qu'au fil de l'évolution des humains en termes de conscience collective et de responsabilisation. Peu importe, au final, l'actualisation historique, technique et matérielle propre à tel ou tel lieu géographique ou autre contexte, tant que le principe des 50% (brut) de partition-répartition se trouve respecté, car l'équilibrage pacificateur que cette modalité autorise ne dépend pas de la préférence relative de telle ou telle société envers l'une ou l'autre des options extrêmes classiques, telles que celles-ci s'expriment dans la caricature politique entre partis de droite ou de gauche. Quoi qu'il advienne, la réalité historique tendra immanquablement à équilibrer les deux sphères sociétales de façon de plus en plus complémentaire, comme en témoigne la loi de l'équilibre bisphérique tendanciel. L'essentiel était de trouver le moyen de définir et de mesurer les conditions pratiques d'un calcul universel permettant d'atteindre et de maintenir l'équilibre en question, sous quelque forme d'équivalence que ce soit, ce que permet précisément, et *uniquement*, la solution biéconomique et minutarisée ici proposée. Autrement dit, cet équilibrage exprimé *en valeur minutaire* permet de devancer la tendance historique de n'importe quelle civilisation digne de cette appellation, en favorisant l'accomplissement de cette indispensable évolution paritaire entre le public et le privé, comme entre la société et l'individu, unique façon d'apaiser ce « couple » vital pour le pérenniser, sans pour autant risquer de figer son libre parcours historique, en aucune manière.

3 - Complémentarité des Responsabilités Sectorielles.

Le Domaine Public, dont *tous* les citoyens font partie intégrante à hauteur de 50% de leur temps d'activité et de leurs revenus, a donc le devoir *constitutionnel* d'assurer le respect de la partition-répartition qui

correspond aux équilibres sociétaux du minimoptimaximum, en tant que garantie concrète des droits et devoirs universels de chaque citoyen, tant politiques que (désormais aussi) socio-économiques. La responsabilité correspondante des pouvoirs publics leur donne le droit enfin légitime d'assurer -par tous les moyens disponibles et majoritairement choisis- la jouissance effective de la Garantie Citoyenne et du Revenu Universel correspondant pour chacun des citoyens adultes résidant sur le territoire républicain, moyennant, en contrepartie, la participation minutaire de ce dernier à hauteur de 50% du total de ses revenus (sinon du temps légal jugé « complet ») en tant que membre effectif du Domaine Public, et ce, quel que soit le secteur d'activité concerné. L'équilibrage constant qui en découle s'opèrera dès lors par le biais d'un impôt-participation de proportion minutarisée immuable et universelle, correspondant aux 50% (brut) du minimoptimaximum, et prélevé sur l'intégralité des secteurs d'activité public et privé, impliquant aussi bien les personnes physiques que les entités juridiques morales qui perçoivent le moindre revenu.

En conséquence logique de l'*équi-identité* universelle précédant toute histoire individuelle ou collective, et en tant que valeur intrinsèque inaliénable de chaque vie quantifiable en minutées, l'égalité minimale que suppose la Paix sociale se concrétise par un calcul distinctif entre les richesses socio-économiques publiques et privées, pour maintenir en toute circonstance l'équilibre bisphérique correspondant. Á la manière d'une boussole au sein d'une « bulle » liquide lui conservant sans cesse son équilibre horizontal, les secteurs public et privé doivent être et rester *constitutionnellement* en situation de « péréquation osmotique », ce qui implique pour les autorités l'obligation de compenser les insuffisances inévitables du secteur privé via quelque solution pratique et appropriée d'implication directe ou indirecte au sein même de la socio-économie la plus locale possible (Atelier Municipal, emploi associatif, régie, voire mise à disposition d'emplois citoyens auprès du *micro*marché privé, le cas échéant).

La Garantie Citoyenne et son Revenu Universel ne peuvent en effet se concevoir qu'en donnant à l'État et aux Communes les moyens pratiques de pallier les imperfections et autres aléas du secteur privé. Ce

dernier est toujours, par prédilection, le lieu privilégié de la création de richesse via un marché légitimement *libéral*, et l'on sait que le nouveau cadre délodiste et biéconomique sera de fait la meilleure garantie que ledit marché *reste* libéral sans plus virer au monopole *injustifié*. Cela dit, l'Histoire empirique montre à l'envi que le capitalisme naturel est aussi incapable, (sciemment ou non) de garantir le plein emploi autant qu'un revenu minimal décent, du fait même des abus de pouvoir dérivant de l'enjeu vital et concurrentiel de notre condition « animale ». C'est plus particulièrement le cas chaque fois que la pyramide sociétale dépasse les limites physiques de son équilibre précaire, comme le montrent hélas les actuelles régressions sociétales dérivant du néolibéralisme mondial via l'exclusion -ou la surexploitation- d'un nombre croissant de citoyens, voire de populations entières, et la paupérisation accélérée des classes moyennes, avec les conséquences politiques déplorables que l'on sait, via les violences et l'ensauvagement de la société, en vaine réponse aux sommets atteints par l'injustice systémique.

La nouvelle responsabilité socio-économique que la Constitution délodiste (et enfin exhaustive) impose désormais ne fera que confirmer et simplifier le rôle du Domaine Public en tant qu'*outil modérateur* ou *principe d'équilibrage constant*, un peu comme un effet de suspension hydraulique gommant les aléas des virages historiques, ou un répartiteur de freinage évitant tout dérapage vitalement dommageable. En réalité, les pouvoirs actuels improvisent déjà largement ce rôle de pompier, bien qu'en partie seulement et maladroitement, au prix d'incommensurables gaspillages, chaque fois que des comportements privés irresponsables suscitent des crises trop graves et autres cas d'urgence, tandis que les sauvetages correspondants visent surtout les banques et les entreprises, au détriment des particuliers, même en tant que salariés.

De façon plus concrète, tout cela signifie simplement que l'État, via les régions, les départements et surtout les Communes, doit prendre en charge le financement des exclus de l'économie privée aux frais de cette dernière, ou, à défaut, en frappant monnaie en toute souveraineté en lieu et place de la « fausse » dette publique précédemment explorée. Après tout, si le secteur privé et son libre marché s'avèrent incapables

d'assurer le plein emploi ou un revenu de base *sociétalement* décent, le droit ou le devoir de la puissance publique n'est autre que de compléter ces manquements, pour répondre à un besoin doublement justifié. Car, en réalité, il s'agit par-là non seulement de garantir l'égalité citoyenne ou sociale minimale à laquelle chacun a droit de par le seul fait de son existence, mais aussi et surtout de pallier l'insatisfaction des besoins (en particulier sociaux) ignorés par le secteur privé faute de rentabilité, et de créer puis distribuer la proportion de masse monétaire indûment dérobée par un marché illégitimement *sur*-libéral. On a déjà pu observer à cet effet que chaque création monétaire visant à relancer la demande et le pouvoir d'achat des citoyens les plus modestes, en réponse aux abus du hold-up décrié, n'entraîne aucun danger d'inflation, et d'autant moins qu'en réalité, la nouvelle masse monétaire disparaît instantanément dans le « puits sans fond » de l'économie virtuelle et financière, même via la seule consommation additionnelle ainsi provisoirement suscitée.

En situation historique habituelle, le risque inhérent à la plupart des comportements du secteur privé est de dépasser spontanément la limite du minimoptimaximum, soit à travers le non-respect de la valeur objective du travail, soit par l'exploitation du consommateur en matière de prix ou de qualité du produit ou service, induisant dès lors l'abus de pouvoir caractéristique de toute société mono-systémique ignorant de fait la biéconomie autant que l'universalité de la valeur minutaire. Il en résulte toujours à terme l'exclusion d'un nombre croissant de citoyens et la précarisation généralisée des classes moyennes, signes avant-coureurs d'un effondrement sociétal. Autrement dit, c'est par cupidité accrue que le secteur privé, *pétant littéralement les plombs* de toute décence, se met à saigner la population, à dérober l'argent public autant que le pouvoir d'achat des citoyens dominés, non sans corrompre peu à peu les cadres politiques ainsi que chaque administration, pour développer un marché monopolistique en contradiction totale avec les principes libéraux, ce qui étouffe la société dans une situation de dictature socio-économique. Qui plus est, ce comportement peut s'avérer plus ou moins inconscient ou « naïf », dans la mesure où, même sans être un « délinquant » socio-économique, n'importe quel citoyen se trouve entraîné dans les excès de cette spirale mortifère et aliénante du seul fait de la confusion mono-

systémique sociétale et de sa pesanteur historique, autrement dit pour cause d'absence de *proportionnalité* macro-économique ou bisphérique et de *répartition* semi-égalitaire du P.I.B. en tant que nouvelle richesse périodique.

En l'absence de toute solution biéconomique minutarisée à 50%, ce schéma historique sociétal montre que le marché se désintéresse peu à peu des besoins sociaux *positifs* et vitaux pour ne s'engraisser que sur leur dénaturation *négative*, faisant de la santé, de la sécurité, comme de tout autre service public, autant de marchés privatisés *de facto*, avec la complicité des anesthésistes politiques, dont les discours préélectoraux deviennent à chaque occasion plus mensongers. Dans ces conditions, il est primordial que la société comble les absences et autres manquements du marché privé en créant localement les services indispensables, ainsi que, *le cas échéant* (et dans de très précautionneuses proportions), la monnaie nécessaire aux budgets correspondants, quitte à promouvoir également des activités financièrement équilibrées, sans aucun besoin de s'endetter auprès d'un secteur privé dont les dominants ont tendance à absorber et retenir d'énormes quantités de liquidités en quelque réseau ou marché fermé « hors circuit utile ». Les activités, biens et services délaissés par ledit marché en raison de leur trop faible productivité ou rentabilité s'avèrent aussi nécessaires à chacun que les produits lucratifs de l'économie libérale, ce qui légitime des emplois publics possiblement plus nombreux, et ce, d'autant plus qu'après tout, la raison d'être du secteur privé n'est pas d'assurer le plein-emploi. De la même manière, sur le plan financier ou comptable, la création monétaire publique ne fait alors que remplacer la disparition préjudiciable de masses d'argent *actif* et utile ne circulant plus sur le marché usuel, suite à leur captation et leur accumulation en-dehors de l'économie générale, entre les mains d'une microminorité spéculative, via la bourse, l'immobilier, le marché de l'art ou tout autre circuit fermé, ce qui peut dès lors légitimer une création monétaire en cas de besoin avéré, en particulier lors de la mise en place des nouveaux équilibres sociétaux. Enfin, l'implication socio-économique publique pourra aussi aboutir à la création d'Ateliers, de commerces ou autres régies de toute envergure, du local au national, à but semi-lucratif ou pleinement lucratif selon le cas, et toujours dans

l'optique de compléter les manquements du marché privé, voire d'entrer en concurrence avec ce dernier en cas d'abus délibéré ou autre priorité stratégique, uniquement sur décision majoritaire des citoyens concernés, et dès l'échelon le plus local. N'est-il pas logique qu'une commune trop isolée et dépourvue de tout commerce puisse s'organiser solidairement en acquérant le droit, le *pouvoir autonome* et les moyens pratiques de créer la structure conviviale appropriée, financièrement équilibrée dans la mesure du possible ?

On comprend dès lors que l'avènement prochain d'une gestion biéconomique sur son fond de démocratie délodiste simplifiera les rôles respectifs des deux sphères sociétales, non sans s'adapter aux diverses situations de l'Histoire à venir, promouvant avant longtemps le meilleur équilibre possible entre les secteurs public et privé. De plus, l'évolution correspondante pourra constamment s'ajuster en douceur grâce à cette « péréquation *intersphérique* minutairement contrôlable » agissant à la façon de vases communicants, en parfaite osmose et complémentarité. Enfin, force est de rappeler ici que l'ouverture des initiatives du marché privé à *l'ensemble* des citoyens grâce à leur double existence sociétale offrira la meilleure occasion de stimuler la créativité, de ressusciter la vie locale sur tout le territoire républicain, à tel point que, via l'impôt-participation universel, la pseudo-dette publique disparaîtra en même temps que son triste symétrique de sur-épargne privée et spéculative, du moins s'agissant des enjeux vitaux. Le rôle local des futures Communes délodistes sera irremplaçable, dans la mesure où elles seules seront à même de décider en matière de besoins locaux, de gérer et de contrôler les activités des ateliers et autres « structures » municipales, et cela, en totale transparence continue vis-à-vis des citoyens-décideurs et de leur majorité. Par certains côtés, on peut admettre qu'il s'agit-là d'une forme optimale de micro-socialisme local, ou *communalisme*, en l'occurrence pleinement justifié, sans aucune dictature du prolétariat ni la moindre centralisation. C'est là le minimum incompressible de gestion collective indispensable, en particulier vis-à-vis des citoyens les plus fragiles sur le plan socio-économique, selon le principe de solidarité ou de Fraternité, qu'il s'agisse des *assistés* ou autres exclus des sociétés *ultra*libérales de fait. Cela dit, il faut oser se projeter dans l'avenir pour apprécier à quel

point la sécurisation sociale délodiste et biéconomique pourra réduire *l'ampleur* de cette urgente nécessité et du rôle correspondant, comparé aux dégâts sociétaux si flagrants et disproportionnés d'aujourd'hui, car tous les excès de l'ultralibéralisme mondialisé auront disparu, fermant définitivement le robinet de la paupérisation et de la surexploitation de *tous* les citoyens, grâce au plancher éco-constitutionnel de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel.

Ainsi donc, dans les dimensions vitales de la vie quotidienne, la constitution délodiste affirmera le rôle de l'État, ou de la Commune, en tant qu'instrument régulateur ou « équilibreur » inter-sphérique autant qu'inter-domanial, et ce, non seulement à travers la gestion minutaire et biéconomique du minimoptimaximum, mais aussi en tant qu'employeur responsable de tout citoyen adulte n'ayant pas trouvé sa *libre* place au sein de l'un ou l'autre des deux secteurs « sub-sociétaux ». Comme déjà précisé, chaque employé communal ou public se trouvant légitimement pris en charge par la collectivité, *hors toute embauche réciproquement choisie*, n'aura qu'une liberté limitée quant à la rotation fonctionnelle qui lui sera quasi imposée, ce qui sera par ailleurs propre à stimuler la recherche d'emploi ou l'initiative individuelle et privée de l'intéressé(e) en cas de relative insatisfaction ou frustration. Car, aussi vrai que l'État délodiste doit financer le Revenu Universel de la Garantie Citoyenne, la Commune correspondante doit piloter et contrôler toutes les conditions pratiques du *Service Citoyen* qui en constitue la juste réciprocité, sur la base d'une distribution et d'une rotation aussi optimales que possible des tâches correspondantes. Il est dès lors tout à fait justifié qu'à l'instar d'un micro-socialisme, la Garantie Citoyenne minimale s'accompagne d'une restriction proportionnée de liberté de choix, sachant qu'une fois cicatrisées les blessures sociétales des abus néolibéraux d'aujourd'hui, il ne s'agira avant longtemps que de situations minoritaires et temporaires, concernant typiquement une circonstance imprévue de perte d'emploi, ou quelque autre accident de parcours individuel.

Ainsi, en quelque sorte, une petite proportion minimale de toute société délodiste et biéconomique peut être assimilable à un contexte « socialiste » très localement géré, et applicable sur la seule minorité

citoyenne qui nécessite ce minimum d'assistance réciproquement active, correspondant précisément à la part sociétale non couverte par les libres marchés des recrutements privé et public habituels, sachant que plus la société future sera lavée des salissures de l'Histoire mono-systémique et respectueuse en tout point de l'équilibrage du minimoptimaximum, plus cette proportion d'obligation sociétale, en réalité autant « subie » par la collectivité que par les personnes adultes ainsi secourues, aura tendance à disparaître, pour se voir remplacée, soit par des contrats d'embauche publique pérennisée, soit par un libre retour à l'emploi ou toute autre forme d'activité en secteur privé. En résumé, quelle que soit la situation vécue des personnes localement concernées, la contrainte réciproque d'activité minimale du Service Citoyen sera l'expression de la solidarité républicaine déjà stipulée dans chacune des précédentes constitutions, hélas en vain jusqu'à ces *Réflexions*.

En contraste très révélateur avec la dignité sous-jacente à cette situation citoyenne minimale, la pratique improvisée de l'assistanat sans contrepartie infantilise et détruit les citoyens les plus fragiles, à la façon d'une fausse charité toujours culpabilisante, aggravant la dépendance, le ressentiment et la détresse psychologique de personnes dès lors tentées par des abus en tout point symétriques à ceux des premiers de cordée, et pour un gâchis social qui garantit à terme une faillite sociétale. Il s'agit bien dans le cas présent d'un « pognon de dingue », au sens de dépenses croissantes totalement stériles et plus encore contreproductives du point de vue socio-économique autant que psychologique, à cette différence près que la dinguerie est nettement du côté des stratégies de domination aboutissant à de tels besoins, tant les *sachants-dominants* ressemblent à des pompiers pyromanes arrosant les braises d'une pseudo-démocratie tombée des urnes dans le plus grand dépouillement, et peu à peu réduite en cendres !

Tout est une question de proportion, car la société délodiste et biéconomique n'est pas un monde de Bisounours où la perfection serait totale, puisqu'à l'échelle des citoyens les accidents de parcours seront toujours possibles, a fortiori s'agissant de la libre évolution du secteur privé. Mais les chocs individuels seront adoucis et sécurisés contre les

conséquences les plus extrêmes par la solidarité minimale que suppose chaque société en vertu du principe républicain de Fraternité, et le rôle plancher de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel offrira le meilleur moyen de tirer les plus faibles d'entre nous vers le haut, via l'emploi minimal garanti et le réapprentissage correspondant, attestant le droit imprescriptible de chacun à une existence socialement décente. L'avantage d'une société délodiste et biéconomique sera de limiter les accidents de parcours, non seulement en termes de gravité existentielle individuelle, mais plus encore ici en termes de proportion sociétale, à la différence de la paupérisation ou précarisation *de masse* si tristement caractéristique, tôt ou tard, de chaque pseudo-société mono-systémique, et toutes les situations d'injustice vitale ou de « stress absolu » auront disparu du paysage sociétal, qu'il s'agisse du chômage des adultes ou de la misère des sans-abris, entre tant d'autres degrés de violence subie. Il ne saurait donc y avoir d'autre solution que la tempérance délodiste et biéconomique pour répondre enfin positivement aux quêtes humanistes plus encore qu'humanitaires d'un Abbé Pierre ou d'un Coluche à travers leurs œuvres d'urgence.

4 - Vers une Responsabilisation Universelle.

Pour être aussi concret que possible, et tout en laissant les futurs Tempérants libres de s'organiser via la loi majoritaire, il est nécessaire de prendre en compte la réalité historique des humains d'aujourd'hui les plus *dépendants*, non pas les adultes suffisamment autonomes pour assumer spontanément leur participation minimale au sein des domaines ou secteurs public ou privé, (lesquels sont des citoyens déjà complets et aptes à gérer leur responsabilité quotidienne en matière de travail et de consommation), mais plutôt ceux qui, pour quelque raison que ce soit, s'avèrent incapables de se prendre en charge sans assistance.

En république délodiste, construite sur l'équilibre biéconomique, les « assistés » et autres « cas sociaux » pourront et devront devenir des citoyens *minimaux* comme tous les autres, premiers de cordée compris. Ils font partie de la seule et unique classe citoyenne qui fonde la société,

même si leurs difficultés requièrent une assistance particulière de la part de leur Commune de résidence. S'ils sont à ce point cassés par la vie, ou en retard plus ou moins relatif d'évolution personnelle, ils n'en ont pas moins le *droit-et-devoir* de se faire localement accompagner, moyennant l'obligation légale incontournable d'offrir leur propre part de service ou de travail à raison de deux journées et demie ouvrées par semaine, (du moins pour l'exemple français récurrent) et dès lors sous la supervision directe de la Commune correspondante. Cela suppose de fait un certain degré de coercition de la part des autorités locales, voire d'organisation collective d'une prise en charge à la fois physique et spatiale appropriée, quitte à regrouper ces personnes en ateliers spécifiques, à condition que les moyens afférents conservent une échelle humaine et très localement maîtrisée. En effet, nul ne saurait exister sans profiter d'une façon ou d'une autre de la société, sitôt qu'il ou elle se trouve en contact avec autrui et sur le territoire républicain ou national, ce qui suppose aussitôt un minimum d'obligations.

Il en résulte que refuser cette participation minimale spontanée revient à se mettre hors la loi, donc à commettre un *délit* plus ou moins volontaire de « sous-responsabilisation » socio-économique, induisant dès lors une responsabilité qui peut aller jusqu'à être considérée comme *pénale* sitôt qu'une mauvaise volonté est avérée. Car il est de fait aussi minutairement illégitime que moralement choquant de profiter du travail d'autrui sans aucune contrepartie, à plus forte raison s'agissant de la satisfaction du minimum si vital et universel définissant la *citoyenneté socio-économique*. Ainsi, au cas par cas et sur la base d'une observation localement vérifiée, les citoyens majoritaires de la Commune pourront déterminer précisément le volume de participation imposable à toute personne « assistée » en raison de son incapacité patente à s'autogérer suffisamment. Par exemple s'agissant des actuels SDF, une juste prise en charge communale devra organiser un service de travail obligatoire dûment encadré, et regrouper les personnes concernées en un lieu précis pour en assurer provisoirement le logement et la satisfaction de tous les besoins nécessaires, alimentaires, vestimentaires et surtout rééducatifs. Cette prise en charge, par sa gestion locale en petites structures, n'aura rien de commun avec les abus historiques des camps de travail typiques

de certaines dictatures et constitue la seule façon de réhabiliter des êtres humains détruits par la loi du marché, sinon par leur propre faiblesse. C'est par rapport à ces personnes « hyper-fragilisées » qu'une forme de socialisme temporaire et individualisé doit *s'imposer* a minima, dans le seul but de reconstruire chez elles une personnalité citoyenne autonome, et c'est donc au prix d'une mise entre parenthèse -toute provisoire- des libertés individuelles que l'indifférence sociétale actuelle sera remplacée par la disparition définitive et légale de la misère. La force de la Loi doit s'appliquer par n'importe quelle méthode possible vis-à-vis de tel ou tel citoyen avéré récalcitrant dans ce contexte de l'assistance totale, en une légitime symétrie par rapport aux contraintes financières imposées aux citoyens les plus fortunés, car aucune autre solution ne saurait garantir l'égalité minutaire minimale caractérisant le Domaine Public universel.

Sans même aller jusqu'au cas extrême des SDF ou de toute autre personne en situation peu ou prou comparable, il est fondamental, ne serait-ce que via l'éducation ou la rééducation civique, de restaurer la dignité et la souveraineté de chaque citoyen par sa *responsabilisation*, puisque l'autonomie citoyenne minimale est la condition de la moindre liberté assumée. Les développements des chapitres précédents ont été très logiquement centrés sur la relation complémentaire entre la liberté individuelle et l'indispensable et légitime minimum d'égalité citoyenne sans lequel l'abus de pouvoir se confond avec une « réussite » excessive stupidement limitée à sa seule richesse financière. Or, précisément, les abus de pouvoir de certains premiers de cordée, devenus à leur manière « irresponsables », induisent leur conséquence symétrique sous la forme d'une perte d'autonomie et de responsabilité chez les plus fragiles, et dans des disproportions qui dépassent très largement les accidents de parcours individuels, jusqu'au point de se métastaser à travers la misère et la précarisation de masse, signe de l'échec systémique le plus total.

Être individuellement *responsable* en tant que citoyen dès lors complet, c'est pourvoir assumer l'existence minimale correspondant au contrat de la Garantie Citoyenne sans aucune aide extérieure spécifique, que l'on soit en situation d'emploi « compensatoire » public, d'emploi public librement et mutuellement contracté en tant que fonctionnaire, ou

impliqué dans n'importe quelle activité du secteur privé. Cela suppose de s'assurer son propre Revenu Universel en contribuant, à égalité avec tous ses concitoyens, au minimoptimaximum d'activité correspondant, via les conditions pratiques définies de façon libre et souveraine par la majorité républicaine. La responsabilité en question implique donc une *autonomie comportementale* en tant que travailleur *et* consommateur, sachant que l'équilibre minimal d'*émancipation responsable* que cela suppose sera encouragé dans les meilleures conditions possibles sitôt que chacun pourra naviguer sur les eaux apaisées d'un océan délodiste et biéconomique, avec la sécurité garantie de ne jamais couler grâce au Revenu Universel et à la participation minimale d'utilité publique qui en forme la contrepartie.

S'il est assez facile d'imaginer ce que sous-entend un bon travail sur des critères clarifiés de productivité minimale et pour un résultat aisément quantifiable, c'est en matière de consommation que la liberté offerte par le pouvoir d'achat implique plus activement la *responsabilité* de chacun. Cela suppose, via l'éducation ou rééducation correspondante, un contrat citoyen explicite, par lequel chacun devient responsable de la pertinence de ses dépenses, de l'efficience minimale de ses priorités par l'ajustement de son train de vie à ses moyens financiers, autrement dit de son mode de vie à son niveau de vie, afin d'éviter toute situation d'endettement anormal ou de précarisation sur l'essentiel. En effet, dans la mesure où le Revenu Universel pourra couvrir l'ensemble des besoins vitaux au sens le plus large possible, la cohérence minimale impose que chaque citoyen soit tenu responsable de son confort *vital*, et les adultes nécessitant une assistance, bien que de plus en plus rares en situation de biéconomie délodiste, seront ceux qui ne sauront pas gérer leur budget correctement, gaspillant trop de ressources sur le futile aux dépens de l'indispensable. Dans de tels cas, la prise en charge que suscitera ce *défaut de responsabilité* impliquera une restriction de liberté pleinement justifiée par la transformation de tout ou partie du Revenu Universel sous forme de produits et services spécifiques et limités, pour prendre le relais d'un comportement dès lors inadéquat (précaution qui devrait déjà être adoptée en matière d'assistance alimentaire vitale ou de fournitures scolaires, entre maints autres exemples, chaque fois que les versements

correspondants sont détournés de leur finalité essentielle). C'est bel et bien ainsi, avec autant de fermeté que de pédagogie rééducative, que les citoyens en retard d'émancipation vers la responsabilisation se verront le plus efficacement *incités*, en étant activement accompagnés jusqu'à l'autonomie minimale que suppose toute dignité citoyenne, sachant que l'exemple d'un contexte national devenu équitable envers des citoyens égalitairement responsabilisés (grâce à leur appartenance commune au Domaine Public) ne pourra qu'infuser une conscience positive chez les plus démunis ou autres « révoltés », aujourd'hui encore délaissés par la jungle ultralibérale.

Outre la scandaleuse situation des victimes les plus flagrantes ci-dessus évoquée, celle de nombreux citoyens actifs peu à peu déclassés, allant jusqu'aux trois quarts d'une « classe moyenne » de plus en plus contrastée, révèle une sur-responsabilisation sociétale proportionnelle à l'exploitation dont ces citoyens majoritaires font l'objet, que ce soit en tant que travailleur, consommateur, contribuable ou petit épargnant. Ces fameuses classes moyennes, dont les responsabilités professionnelles sont à maints égards les plus essentielles pour la société toute entière, comme la crise du COVID 19 a pu le révéler de façon si éclatante, font injustement les frais des aberrations mono-systémiques libérales, en se trouvant systématiquement sous-rétribuées et surtaxées pour financer en même temps l'enrichissement et la détaxation de fait des premiers de cordée, ainsi que l'assistance à fonds perdus d'une proportion toujours croissante de *sous-citoyens* précarisés ou exclus. *De facto* « saignés à blanc » en continu, le plus souvent surchargés de travail et à la limite du *burn-out* dans un climat de stress permanent, les atomes du ciment de toute société stable se désagrègent ainsi sous le ruissellement de leurs obligations croissantes, sacrifiant leur vie privée, leur temps libre et leur santé à l'héroïsme finalement excessif de leur courage quotidien. La tête dans le guidon, sans un seul instant pour réfléchir à cause du tourbillon d'accélération insensé qui les aspire au sein des grandes métropoles, ces valeureux citoyens subissent en fait les surcoûts d'une croissance sans progrès, accumulant fébrilement des biens de consommation de plus en plus sophistiqués sans avoir le loisir d'en profiter suffisamment, tandis qu'à l'instar des « sans dents » si chers à un ancien président socialiste,

ils ruinent indûment leur précieuse santé et réduisent leur espérance de vie, au travers de pathologies différentes mais tout aussi mortifères.

Inutile d'insister, dès lors, sur le fait trop évident que ces 60% à 70% de citoyens seront les grands perdants des déséquilibres propres à la dérive de tout mono-système libéral dérégulé aussi longtemps que la seule solution d'équilibre possible, biéconomique et minutarisée, ne sera pas adoptée via un choix nécessairement majoritaire et démocratique. La notion cruciale de *responsabilité* ne leur est pas étrangère, puisqu'ils assument à eux seuls la majeure partie de celle des déciles extrêmes de la même société.

Enfin, au-dessus d'une catégorie *moyenne-supérieure* déjà fort rétrécie de citoyens tirant leur épingle du jeu actuel, et dont certains se rapprochent de la minorité dominante, les « élites » socio-économiques, autant que politiques, jouissent d'une *responsabilité de pouvoir* de fait foncièrement abusive, déléguant le « travail » aux directions privées et administrations publiques pour s'octroyer d'innombrables privilèges de situation et assouvir au passage des ambitions toujours plus illégitimes, à tout le moins en termes de disproportion cumulative. Volontairement ou non, ces citoyens oublieux de leurs devoirs peuvent pour ainsi dire se *gaver* en dormant, une fois passée certaine limite de fortune personnelle, profitant sans vergogne d'un d'effet boule de neige ou multiplicateur, de nature monopolisatrice dès lors exponentielle au fil des années, tandis que leurs gains par trop excessifs déséquilibrent la balance sociétale, aspirant des ressources financières automatiquement englouties dans une spéculation-thésaurisation de plus en plus déconnectée de la réalité socio-économique « positive » ou utile, faisant ainsi disparaître la masse monétaire indispensable à l'économie réelle. Ces richissimes citoyens, certes très méritants lorsqu'ils sont à l'origine de leur réussite, sont pour autant en situation *objective* d'abus de pouvoir volontaire ou non, dans le sens délodiste et biéconomique du terme, puisque leur part du fameux gâteau sociétal dépasse toujours plus largement la juste proportion du minimoptimaximum, ce qui équivaut à un comportement de délinquance socio-économique ainsi que politique, d'exploitation *illégitime* directe ou indirecte de millions d'*alter ego*, même sous l'apparence subjective

d'une relative légalité historique. Toujours plus privilégiés au sommet d'un système qui finit par s'apparenter à un jeu truqué via un entre-soi devenu structurellement maffieux, ces citoyens sur-dominants et ultra-minoritaires n'assument pas suffisamment leur responsabilité sociétale puisqu'ils surexploitent le travail et l'*existence* même d'autrui au sens minutaire et « vital » de ce terme, avec les conséquences si désastreuses abondamment décrites dans les chapitres précédents.

Grâce à la base désormais objective de l'analyse minutaire et à la solution équilibrée du principe biéconomique, ces leaders historiques, si nécessaires à toute société, peuvent enfin savoir dans quelle mesure leur réussite est *justifiée*, sur quelle base légitime ils peuvent s'épanouir sans nuire à autrui, sans déséquilibrer la cohérence sociétale. C'est la grande nouveauté à la clé des présentes *Réflexions*, par laquelle la légitimité de la réussite individuelle ou associée propre au secteur privé se trouve ainsi pleinement objectivée comme droit fondamental, en même temps que limitée par la définition de sa juste frontière avec l'intérêt général. Puisque tout être vivant en société est autant une personne sociale qu'un individu unique, en proportions strictement égales, force est bien d'en déduire que toute activité ou « création de richesse », quel qu'en soit le contexte sectoriel, s'accomplit pour moitié en tant que membre solidaire du Domaine Public, au titre de la valeur minutaire sociétale et cumulée qui permet chaque réussite personnelle, tandis que pour l'autre moitié, l'argent gagné est totalement personnel en tant que revenu ou fortune méritée d'une façon ou d'une autre, même s'il s'agit d'un héritage, dans ce cas-là seulement limitable par le respect d'un minimoptimaximum patrimonial à définir selon les critères spécifiques à chaque peuple et en fonction du patrimoine sociétal total, ce qui fera nécessairement l'objet de réflexions ultérieures.

Parmi les plus riches de nos concitoyens, nombreux sont ceux dont la conscience honnête est troublée par la sensation d'abuser malgré eux d'une fortune excessive et de revenus trop faciles, en contraste avec une misère croissante de plus en plus difficile à ignorer, au point que certains vont jusqu'à lancer des appels officiels et publier des pétitions paradoxales promouvant le besoin urgent d'une redistribution minimale

des cartes, à la façon d'un New Deal et en guise de soupape périodique propre à éviter l'explosion de la cocotte-minute sociétale. Mais sur quel critère, dans quelle proportion, et via quel système adéquat, si ce n'est sur la base objective et universelle du calcul minutaire d'une part, à hauteur du minimoptimaximum biéconomique des 50% (brut) d'autre part, et enfin via une démocratie *intégralement* citoyenne pour garantir l'égalité minimale en même temps que la liberté maximale ?

Autant dire que tous les puissants d'aujourd'hui, responsables - parfois malgré eux- des débordements sectoriels et domaniaux d'une trop grande liberté individuelle privée, même en secteur public, savent désormais où se situe précisément la limite de leurs droits authentiques, et qu'en deçà du strict respect de l'équilibre biéconomique fixé à 50% (brut) d'impôt-participation ou de mutualisation sociétale de leurs gains, « leur » fortune prospère aussitôt sur le malheur et la *privation de vie* d'autrui, infectant leur juste succès d'un comportement de délinquant, d'exploiteur, voire de complice d'un crime contre l'humanité autant que vis-à-vis des Droits de l'Homme et du Citoyen. Sachant cela désormais, et rassuré par la garantie objective de la liberté individuelle ou privée que précise enfin dans ses contours techniques la partition-répartition délodiste et biéconomique, tout citoyen fortuné sera à même d'assumer ses deux formes de liberté, en pleine conscience d'être enfin juste vis-à-vis de sa propre citoyenneté, quel que soit le contexte historique futur, pour le plaisir déculpabilisé de marcher sur ses *deux* jambes, sans que la taille de l'une nuise à l'autre au point de le faire boiter, de nécessiter une canne, ou de causer la moindre chute, image en tout point transposable à son propre ensemble sociétal. Ainsi le fondement minutaire et objectif de la solution biéconomique ici proposée permettra-t-il enfin à chaque citoyen de proportionner exactement les deux faces de sa double nature, tandis que l'environnement délodiste qui en conditionne l'application offre la seule garantie possible de faire respecter la liberté authentique de chacun dans le respect minimal d'autrui, puisque la source même de toutes les violences de l'Histoire humaine réside jusqu'à présent dans la confusion totale d'intérêts certes historiquement contradictoires vis-à-vis de l'instinct, mais objectivement complémentaires au seul regard de la Raison. Nos « déboires sociétaux » ne se résoudront donc que via la

partition-répartition proportionnée à 50% (brut), sans laquelle chacun se sent de fait menacé par autrui, sur fond de lutte vitale, sans aucune limite de débordement dès lors inévitable, alors que la solidarité qui fonde la société n'attend que cette *équi*-solution optimale pour apaiser les humains, tant à l'échelon de l'activité de chacun qu'à celui des deux domaines agrégeant l'ensemble des citoyens.

L'intelligence qui doit aller de pair avec toute supériorité censée justifier le pouvoir d'un leader implique la compréhension de ce nouvel équilibre, selon lequel, et sans surprise, les droits des citoyens les plus « riches » ne peuvent *légitimement* croître qu'en proportion directe de leurs devoirs sociétaux, ce que le réglage définitif et enfin proportionné du minimoptimaximum permettra bientôt de respecter. Sans doute cela impliquera-t-il de revoir à la baisse la disproportion correspondante de tous les profits et autres revenus *excessifs* dans la stricte limite de leur dépassement minutaire tel qu'exprimé en tant qu'équivalent monétaire, puisque l'observation des sociétés actuelles montre que les déséquilibres sont le résultat d'une forme de « sur-privatisation sociétale ».

Ainsi, par le fait d'une Loi commune enfin équitablement définie en termes *socio*-économiques et propre à respecter le nouvel équilibre inter-domanial, les privilégiés d'aujourd'hui ne devront sacrifier que la proportion *illégitimement excessive* de leurs multiples revenus (si l'on ose ce pléonasme définissant *de facto* toute forme de *sur*profit ou d'*abus* de propriété), tout en profitant -désormais plus sereinement que jamais- des 50% (+ le Revenu Universel) que représente leur véritable richesse. Il est à parier que la plupart des citoyens concernés auront à cœur de montrer l'exemple de Justice, d'intelligence et de haute conscience que cet apparent sacrifice, historiquement exceptionnel en tant que nouvelle habitude, supposera bel et bien. En ce sens, lesdits citoyens deviendront *responsables* en se donnant l'occasion de sortir d'une délinquance quasi involontaire, jusqu'à présent dictée par une ignorance mono-systémique généralisée, et la société toute entière ne pourra que les féliciter pour leur bonne volonté dans ce geste empreint de justice via le respect de la Loi. D'une certaine manière, ces citoyens fortunés -et qui le resteront bien suffisamment- deviendront le symétrique des exclus précédemment

étudiés (aidés par un emploi compensatoire accepté bon gré mal gré), car les uns et les autres seront obligés de respecter l'équilibre sociétal général, les premiers assumant sous forme financière ce que les seconds offriront en Service Citoyen, sous forme de temps et de travail d'utilité communale.

Faute de faire partie de ces citoyens lucides et honnêtes, les plus riches personnes ou structures qui fuiraient leur responsabilité sociétale en ne respectant pas leur devoir contributif à hauteur des 50% (brut) du minimoptimaximum se positionneraient aussitôt hors la loi commune et son fondement objectif universel, en se réduisant alors à des *individus* nocifs et irresponsables, des délinquants ou criminels sociaux adeptes du vol, de l'exploitation d'autrui, de la pire des discrimination, voire de l'esclavagisme de fait. Dans ces conditions, la puissance publique, tant à l'échelon local que national, sera fondée à utiliser la contrainte la plus implacable, *puisque enfin totalement légitime*, pour imposer le respect de la Loi par tout moyen possible, policier, judiciaire ou confiscatoire, agrémenté de pénalités financières dissuasives envers toute récidive, le cas échéant.

Si certains citoyens déboussolés par leur succès s'avéraient aussi inconscients qu'arrogants, leur comportement deviendrait alors encore plus répréhensible que celui des délinquants et récalcitrants situés tout en bas de l'échelle sociale, dans la mesure où ces « leaders » n'auraient aucune excuse victimaire face à la preuve minutaire de leurs devoirs, tandis que leur refus d'assumer leur responsabilité minimale offrirait la base légitime de toute mesure publique appropriée. Autrement dit, leur comportement incivique imposerait là la même rigueur « socialisante » que dans les cas extrêmes opposés et précédemment étudiés concernant le service citoyen minimal obligatoire, à la seule différence près que le recouvrement de toutes les obligations afférentes s'opèrerait sous forme financière ou patrimoniale en lieu et place d'un temps de travail utile. En résumé, aux deux extrémités de la société, comme vis-à-vis de tout citoyen intermédiaire, la limpidité totale du fondement biéconomique et minutaire d'une législation sociale historique devenue enfin objective, telle qu'expressément incluse dans la constitution délodiste, permettra

d'imposer universellement une fermeté absolue via un calcul minutaire aisément vérifiable. Car toutes les tolérances incohérentes observables aujourd'hui ne sont que le fruit de la confusion la plus totale, faute de calcul minutaire et en raison de l'ignorance du repère fondamental que constitue la proportion biéconomique minimoptimaximale. Enfin, il faut noter que la gestion à la fois étatique *et communale* des données utiles et des procédures correspondantes autorisera une réactivité immédiate en même temps qu'une transparence totale en cas de manquement avéré aux devoirs de tout citoyen, sur la base légitime et dès lors incontestable d'une Loi devenue *démocratiquement* majoritaire.

5 - Justesse, Justice et Autorité.

La responsabilisation de tous les acteurs socio-économiques, tant individuels qu'agrégés en quelque structure publique ou privée que ce soit, ne peut naître qu'au sein d'un système clarifié par la répartition des droits et devoirs universels entre tous les citoyens, ce qui ne peut être défini et quantifié que via la mesure objective de la minutée et du temps sacrifié qu'elle représente pour chaque création ou transfert de richesse, seule façon d'assurer la « traçabilité » permanente des interdépendances socio-économiques caractérisant une société *humainement* développée. La concomitance historique révélatrice entre le développement fulgurant des techniques d'observation statistique et de compilation numérique, la maturité citoyenne visiblement frustrée des consciences populaires, la relecture objective et minutaire des interrelations socio-économiques et l'innovation biéconomique qui en découle, rend pour la première fois possible et aisément calculable la maîtrise totale des dimensions les plus concrètes de chaque équilibre sociétal national, pour peu qu'une volonté politique majoritaire ait enfin le droit de s'exprimer, ce que seule une démocratie authentiquement délodiste permettra de garantir.

Les observations de la section précédente autorisent enfin une meilleure compréhension des fondements de toute autorité souveraine, individuelle ou collective, dont la fermeté nécessaire ne peut s'appuyer que sur l'association de la justice des humains à la justesse de toutes les

données indispensables. De la même manière qu'être responsable, c'est assumer pleinement son autorité sur soi-même, via la maîtrise de ses choix et le devoir de faire face aux conséquences de la liberté qu'induit l'autonomie, la justice sociale du groupe pourra bientôt se définir plus objectivement que jamais sur la base du minimoptimaximum équilibrant enfin la double nature de *chacun* en tant qu'individu et de *tous* en tant que société. Car c'est bien l'absence de repère, de proportion mesurable et de répartition équitable minimale qui favorise tous les abus, comme si l'orchestre sociétal, totalement désynchronisé, laissait chaque musicien se déconnecter des autres et jouer sa propre partition, entraînant une cacophonie insupportable, et excusant dès lors trop facilement maintes fausses notes et autres couacs aux frictions sonores assourdissantes.

La simplicité ou transparence objective de la partition-répartition biéconomique sera la base d'une responsabilisation facile à comprendre et à assumer, rejoignant par là le *bon sens commun* le plus élémentaire, tandis que la justesse, l'exactitude et la précision des contraintes d'une pesanteur historique enfin objectivée donneront à chacun la conscience des limites de sa liberté. Dès lors, la justice sociale se trouvera fondée sur une réalité palpable et mesurable, permettant au principe de l'égalité minimale de se réaliser dans les trois dimensions de l'espace sociétal, non sans évoluer par ailleurs sur la quatrième dimension du temps de vie de chaque personne, comme de l'Histoire des humains ainsi réunis.

L'autorité de la puissance publique, *localement assumée*, pourra s'exprimer avec la fermeté requise pour dissuader les écarts de conduite, et ce, dès les premières dérives comportementales, une fois que tous les citoyens seront clairement instruits des nouvelles conditions sociétales définissant leurs droits et devoirs. Car la tolérance policière, judiciaire, voire pénale, devenue peu à peu un prétexte à nombre d'excès au fil de l'abandon progressif du principe de responsabilisation, est le résultat de l'*injustice* des sociétés pré-délodistes et mono-systémiques, tandis que ladite injustice dérive précisément de la confusion, de l'inexactitude et de la « perversité historique » de nos comportements sociaux spontanés, faute de compréhension objective minimale de ce qui constitue *de facto* notre unique dénominateur commun.

Autrement dit, en définissant pour la première fois les conditions pratiques d'une vraie responsabilité via les droits et devoirs de chacun, le réglage plus cohérent que jamais du moteur socio-économique servira d'étalon qualitatif et quantitatif aux notions de Justice et d'équité, tant il est avéré que le brouillard mono-systémique et son injustice historique interdisent pour le moment toute fermeté efficace sur le plan judiciaire. De fait, les incivilités, délits, fraudes et autres crimes sont trop souvent excusables par compassion envers les plus faibles autant que par crainte vis-à-vis des plus puissants, ce qui empêche la Justice d'être efficace et finit par profiter aux délinquants de toute envergure aux dépens de leurs victimes, encourageant d'autant la récidive aggravée. On comprend dès lors qu'une fois gommées les multiples ratures du gribouillis improvisé d'une Histoire jusqu'à présent subie, les nouvelles conditions sociétales de l'avenir seront propres à garantir que chacun assume *pleinement* un écart de conduite devenu injustifié, compte tenu des garanties offertes par le Revenu Universel et de la Justice sociale rendue enfin effective via l'Égalité minimale. L'*autorité* délodiste légitime trouvera la force de s'appliquer, et la pédagogie qui lui sera associée aura toutes les chances d'être profitable aux citoyens concernés, sachant bien que leur nombre et leur proportion sociétale se réduiront aux seules dérives d'individus de plus en plus rares et « isolés », au lieu d'être des caractéristiques de classe systémiquement entretenues.

6 - Biéconomie et Corps Intermédiaires.

Parmi les nombreux progrès qu'autorisera l'évolution délodiste et biéconomique, des améliorations probables sont à espérer concernant les statuts et le fonctionnement des multiples corps intermédiaires qui s'étagent entre le citoyen et l'État, en parallèle avec les effets notoires déjà étudiés dans le Livre I des *Tempérants* à propos des institutions et structures politiques ou administratives. Qu'il s'agisse d'associations, de syndicats ou d'entreprises, les nouvelles perspectives ouvertes par les présentes *Réflexions* ne manqueront pas de susciter d'indispensables changements dans les rouages, voire dans les attributions de ces fameux

corps intermédiaires, en particulier dans le sens d'une gestion si possible plus démocratique et d'une transparence accrue, à défaut d'être absolue.

Le fait est que jusqu'à présent, les statuts et obligations légales de ces structures laissent planer une opacité propre à tous les excès, ce qui est plus choquant encore s'agissant d'associations ou de syndicats que d'entreprises, dans la mesure où ces dernières sont à finalité privée et lucrative explicite. Il est à parier ici que le goût savoureux de la vraie démocratie citoyenne remplaçant la démocratie électorale se propagera sur les papilles régénérées des adhérents associatifs, syndicaux et autres actionnaires, pour souhaiter une meilleure représentativité des bureaux directoriaux, une prise en compte constante de la préférence majoritaire, et plus encore un contrôle aussi direct que possible de la gestion des flux financiers correspondants. Au gré des futurs citoyens délodistes, la Loi sera très probablement appelée à progresser dans un sens comparable à l'évolution politique, permettant à ces structures intermédiaires si utiles d'asseoir leur nouveau rôle en assainissant leurs pratiques, sachant que nombre d'associations sont en réalité des entreprises comme les autres, où jetons de présence, indemnités et autres frais généraux remplacent largement salaires et profits, par le biais de cumuls sans limite souvent déguisés sous une hypocrite apparence de bénévolat.

Il paraît pourtant logique que de simples choristes, par exemple, ayant dûment payé leur participation sous forme de cotisation et offrant leur service en tant que bénévole à la moindre occasion, puissent être au moins consultés sur le menu d'un programme de concert à prévoir, ou invités à suggérer tel ou tel choix ou orientation jugée souhaitable, via un débat en présentiel ou à distance au sein de la micro-démocratie que devrait constituer leur modeste association. Encore ne s'agit-il là que de microsociétés volontaires sans autre enjeu qu'un simple plaisir ludique partagé, les adhérents pouvant quitter le groupe en cas d'insatisfaction. Les choses deviennent plus embarrassantes, en matière professionnelle ou financière, lorsqu'un salarié ou employé ressent le besoin légitime de se syndiquer, ou dès lors qu'un épargnant risque ses économies dans une participation directe ou indirecte en tant qu'actionnaire. Même si la libre option d'entrer ou de sortir reste constamment garantie, l'attente

cruciale desdits participants devient telle que leur « dépendance » vis-à-vis des décideurs nécessite des précautions institutionnelles spécifiques, dont l'évolution s'avère plus souvent en retard qu'en avance par rapport aux mentalités du moment.

La fonction des syndicats est particulièrement intéressante, dans la mesure où lorsque ces organismes sont censés défendre l'intérêt des travailleurs, des employeurs ou de toute profession particulière, ils se comportent comme des articulations essentielles aux équilibres socio-économiques plus ou moins empiriques de chaque histoire sociétale. Les syndicats purement sectoriels ou professionnels ont un rôle peu ou prou assimilable à celui des lobbies, des ONG, voire des partis politiques sur un plan plus idéologique. En matière d'équilibre socio-économique, les regroupements d'intérêts que ces structures représentent ont acquis une reconnaissance des plus officielle sous forme d'institutions dotées d'un financement public très généreux, ce qui, compte tenu de la démocratie trop relative qui y règne et de leur très faible représentativité en France, du point de vue statistique du nombre d'adhérents, suscite maints abus de position dominante et autres quasi détournements de fonds, auxquels s'ajoute assez souvent le reniement intéressé de l'attente *majoritaire* des adhérents.

Point n'est besoin de développer ici les tenants et aboutissants des histoires syndicales ouvrière et patronale pour comprendre que, vus sous l'angle délodiste et biéconomique, les syndicats se sont développés au fil de crises souvent violentes pour improviser un équilibre toujours précaire en matière de répartition de la richesse produite, au travers de rapports aussi inégaux qu'aléatoires, et sur fond de retard permanent en matière d'évolution des salaires, ce qui n'est pas seulement le cas des pays émergents ou en voie de développement. Le coût direct et social du travail étant à la base de tous les ressorts dans ces relations, force est de constater que la mondialisation des marchés, prioritairement assise sur l'exploitation maximale des « usines du monde », jointe au déplacement de millions d'humains précarisés via l'immigration dérégulée, se solde par une transposition hors toute frontière de la lutte des classes, en tant

que résultat d'un système capitaliste devenu ultralibéral par le biais du dépassement des contraintes et des cohérences politiques nationales.

Les relais plus ou moins spontanés que les syndicats représentent ne sont qu'un pis-aller de l'histoire socio-économique, témoignant de la recherche permanente d'un équilibre minimal dans les relations entre travailleurs ou employés et direction ou patronat. Or, l'absence de base, de moyen de calcul universel des transferts *objectifs* de valeur via le travail ou la consommation, la séparation des contextes en une multitude de filières et entreprises, et l'appropriation du pouvoir politique par le pouvoir économique faute de démocratie, ont toujours empêché la mise au point du moindre équilibre permanent susceptible d'apaiser toutes les tensions vitales, tandis que dans les cas les plus favorables, l'État, même avec les meilleures intentions d'apaisement, s'est jusqu'à présent trouvé dans la situation d'un arbitre écartelé par des obligations contradictoires, sans règle du jeu acceptable par tous.

On comprend, dans ces conditions et par comparaison, à quel point seule une refondation humainement *volontaire* des rapports socio-économiques sera à même de nous libérer du cercle vicieux des instincts historiques imposés à tous les organismes vivant sur Terre, végétaux et animaux inclus. Il n'est là d'autre solution que l'équilibre biéconomique du minimoptimaximum fixé à 50% brut de mutualisation sociétale pour décoller ensemble tout en respectant pleinement notre pesanteur vitale, seule condition pour la dépasser sans risque de crash mortel.

Le droit de grève, typiquement associé aux actions syndicales, est forcément légitime en tant qu'expression récurrente d'une quête de justice minimale, à plus forte raison chaque fois que la pression devient insupportable, mais n'en reste pas moins qu'une vaine protestation sur l'essentiel de toute relation socio-économique, en ce sens que le bien-fondé *objectif* des droits et devoirs réciproques et universels n'a jamais pu s'établir aussi limpidement qu'il le sera désormais grâce au calcul minutaire universalisé et à la relation de ce dernier au vécu terrestre de chacun. Par ailleurs, ce droit de retrait du travail via la grève est plus que relatif, trop souvent réduit à l'apanage de fonctionnaires protégés

par un statut plutôt privilégié de ce point de vue précis, tandis que la pression de la concurrence salariale internationale l'interdit quasiment *de facto* dans le secteur privé. Ainsi peut-on constater, à la lumière du principe biéconomique minutarisé, à quel point les sociétés humaines de l'avenir pourront se libérer de la tension sociétale permanente qui hélas justifie encore les actions syndicales les plus radicales, voire les plus violentes, puisque les futures relations d'emploi seront pacifiées par un juste rééquilibrage contractuel, autant que par la réévaluation minutaire du travail et du salaire correspondant, s'agissant au moins du Domaine Public dont chacun fait partie et de sa Garantie Citoyenne sous la forme du Revenu Universel optimal. Car grâce à ce plancher républicain socio-économique, la crainte du pire et la précarisation vitale qui l'exacerbe disparaîtront en même temps que la *sur*exploitation généralisée et la misère qui en est le triste reflet, révélant la solidarité objective de tous les néo-partenaires sociaux, dans le respect mutuel qui doit souder une société humaine et durable. De plus, ce dénominateur commun d'égalité minimale servira d'étalon en matière d'équilibre social, au point que les *causes* de conflit aboutissant à des grèves deviendront de plus en plus rares, puisque rendues ainsi « préventivement évitables » par le contexte social biéconomique, outre le fait que la fonction d'utilité publique de la Garantie Citoyenne équivaudra à un *service minimum* garanti *de facto* et d'autant plus acceptable que tout le monde sera logé à la même enseigne au sein du Domaine Public.

Cela suggère nettement que le droit de grève *légitime*, *objectif* et surtout universellement égalitaire quel que soit le secteur concerné, ne saurait s'appliquer que sur la *moitié* du volume horaire prévu par chaque contrat d'embauche, le cas échéant, en procurant même plus d'impact aux grèves que dans les conflits actuels, via l'avantage incomparable de pouvoir durer aussi longtemps que nécessaire compte tenu des nouvelles garanties citoyennes vitales et de la « semi-continuation » du travail que cette formule optimale autorise. Par ce néo-droit de grève tempérant de demi-blocage légalisé et imposé aux deux parties dans ces *limites* de proportionnalité, les conflits entre directions et salariés, tant individuels que collectifs, seront assurés de se résoudre promptement et en douceur, selon une solution légale enfin équilibrée entre les extrêmes de la grève

totale intenable et de la soumission indue, voire de la vaine protestation symbolique d'un simple brassard revendicatif. Sans la moindre surprise on retrouve ici l'équilibrage de la philosophie tempérante et sa tendance décidément très innovante à couper la poire en deux, pour un résultat supérieur à tout ce qui a pu précéder. Ainsi le droit de grève ne pourra-t-il s'universaliser, dans les secteurs public *et privé*, que sous la forme de ce demi-blocage dans la pire des situations, si l'on doit accorder les trois violons du politique, du social et de l'économique (et avec l'interdiction légale pour les employeurs d'embaucher ou de sous-traiter le travail non réalisé), sachant que cette innovation tempérante garantira dès lors une demi-activité dans les *deux* secteurs, ce qui conclura objectivement le « dialogue de sourds » sur l'obligation d'un service minimum dans la fonction publique, entre autres avantages. Cela étant dit, ces situations de tension extrême ne concerneront là que des cas statistiquement très exceptionnels en contexte tempérant, eu égard au rétablissement de la valeur objective du travail induit par le rééquilibrage biéconomique, en parfaite symétrie logique avec la proportionnalité d'un profit légitime d'employeur excluant tout *sur*profit indu après péréquation.

Dans ce nouveau cadre sociétal les rapports gagnant-gagnant se généraliseront en encourageant systémiquement les employeurs les plus tempérants, tandis que la qualité des multiples relations humaines en jeu se nourrira de complémentarité en lieu et place d'oppositions stériles et caricaturales. La supériorité authentique des premiers de cordée sera dès lors le seul résultat de leur mérite personnel (ou familial cumulé), dans le respect de leurs plus humbles collaborateurs, au lieu de se construire sur la fausse autorité de quelque arrogance dominatrice, tant il est vrai que l'estime et la confiance de salariés ou employés plus motivés que jamais sont la meilleure récompense des véritables preneurs de risque et responsables hiérarchiques, en même temps que la garantie pérenne de la productivité optimale du travail requis.

Cette atmosphère désélectrisée de toute tension négative et autre violence structurelle ne signifie pas pour autant la disparition prochaine des syndicats, bien au contraire. Car, libérés du poids obsessionnel de tout rapport socio-professionnel *vital* grâce au respect de la partition-

répartition biéconomique, les partenaires sociaux pourront collaborer sur bien d'autres aspects indispensables à la qualité de vie au travail, tandis que la dépolitisation ou désidéologisation des syndicats devrait favoriser une renaissance enfin démocratique de ces derniers. En effet, sans interdire aucunement la liberté d'association syndicale, il serait souhaitable de permettre ou de *systématiser* une appartenance syndicale universelle, minimale et gratuite, dont le fonctionnement en tout point démocratique garantirait la libre participation de chaque membre autant que le respect constant des choix majoritaires, même dans le cadre plus concrètement limité de chaque filière professionnelle ou métier, sachant que cela pourrait se construire sur le modèle participatif d'un processus délodiste instaurant une permanente liberté de proposition pétitionnaire, assujettie à une approbation décisionnelle de type « intra-référendaire ».

De même faut-il s'attendre à une réorientation des *objectifs* qui motivent toute action syndicale, en ce sens que, libérée de la priorité que le salaire de base représente, l'attention des futurs salariés se reportera quasi naturellement sur l'amélioration des conditions de travail, donc sur la teneur même dudit travail en termes de pénibilité et de cadence, tant il deviendra évident pour tous les partenaires impliqués que le bien-être professionnel garantit l'optimisation intelligente de la productivité. Par ailleurs, et particulièrement dans le secteur public, il serait logique que, s'agissant par exemple des enseignants de l'Éducation Nationale, les néo-syndicats s'intéressent enfin aux méthodes pédagogiques autant qu'aux conditions pratiques de leur métier, dans l'intérêt prioritaire de la réussite de leurs élèves et pour le bonheur de toujours mieux transmettre les savoirs et savoir-faire des programmes. L'avenir syndical devrait de même impliquer une évolution sans cesse plus démocratique, sans doute via une forme de gratuité effective, de *rotation délégative* et surtout de transparence en continu, afin de décourager toute déviance, corruption ou autre rente de situation. Ces mêmes syndicats *augmentés* pourraient également servir, à l'échelon local, de co-prescripteurs du volume et du rythme de travail concernant, outre le personnel technico-administratif habituel, les futurs citoyens en « emploi compensatoire » plus ou moins temporaire et ce, en complément des Délégués locaux dont le rôle sera

de répartir et prioriser toutes les fonctions d'utilité publique communale, en réponse aux choix citoyens majoritaires.

7 - Dans le Sens du Vivant.

Le Revenu Universel, concept déjà largement envisagé, discuté et pressenti comme la condition d'une équité citoyenne minimale dans nombre de débats sociétaux contemporains, constitue donc bel et bien la seule façon de concrétiser la mutualisation des intérêts communs à tous les êtres humains, quelles que soient les conditions locales, culturelles ou environnementales des diverses communautés nationales résultant de l'Histoire. Encore fallait-il jusqu'à présent en établir les fondations aussi solidement que possible, et sur la base la plus objective d'une unité de mesure socio-économique telle que la *minutée*, seul lien universel apte à décrire *toutes* les relations humaines, matérielles ou non, impliquant le moindre bien ou service lié à quelque forme d'échange « marchand » que ce soit, dans le sens le plus large du terme, puisqu'il s'agit chaque fois, finalement, d'échange de *vies* de valeur objectivement égale, sur la seule *moitié* solidaire ou sociale de nos existences.

Plus encore était-il essentiel de comprendre que la double nature de chaque personne vivant en relation volontaire ou non avec autrui implique d'une part la distinction, le *discernement*, entre l'individualité de chaque être et la « collégialité de fait » de la société qui conditionne son existence (et lui donne par-là même tout son sens), et d'autre part, la propre *subdivision complémentaire* de chaque individu entre ces deux natures si fondamentales. Intégrer le principe biéconomique équivaut à découvrir que l'*individu* porte décidément très mal son nom puisqu'il est en réalité divisible, en tant que particule élémentaire isolée *et* onde sociale ou sociétale, au point que la science économique, en devenant enfin *socio*-économique, rejoint, sur l'essentiel de cette double nature, le paradoxe expérimentalement démontré de la physique quantique. D'où la *réalité* de la partition-répartition, désormais objectivée ou révélée par une prise de conscience fondée sur l'observation, permettant, au sein même de chaque citoyen, de faire enfin la part *égale* entre l'être social

de *valeur* minutaire et objective universellement invariable, et l'être individuel de *nature* historique et unique infiniment variable. En ce sens, la partition-répartition biéconomique et son minimoptimaximum à 50% (brut) ne sont que la formulation enfin établie et compréhensible d'une réalité universelle préexistante et jusqu'à ce jour douloureusement ignorée, résolvant par-là l'équation complexe qui justifiait la recherche du présent volume, du moins pour le stade où en sont ces *Réflexions*.

En approchant du terme de cette « revue » socio-économique, et parce que « *L'homme en naissant porte en lui des droits sur la portion des fruits de la Terre nécessaires à son existence* » (pour citer à nouveau Napoléon), la juste part individuelle minimale, sociétalement vitale et décemment acceptable, dont l'irrespect prétempérant explique toutes les violences de l'Histoire planétaire, peut enfin se définir, se mesurer et se concrétiser sous la forme d'une seule et unique proportion d'équilibre immuable grâce au calcul minutaire minimoptimaximal qu'autorise la partition-répartition biéconomique. Le Revenu Universel mensuel du cas français, tel que très probable à ce stade, s'établit autour de 1.500 € par adulte, sachant que ce minimum correspond à deux jours et demi de travail hebdomadaire (comme cela devrait être définitivement démontré grâce au quatrième ouvrage des *Tempérants*), tandis que la contribution minutaire citoyenne à 50% brut, ajustée en proportion de chaque niveau de revenu, pourra alors remplacer l'ensemble des taxes, impôts et autres prélèvements obligatoires à finalité *redistributive* et *palliative*, tout en participant également aux dépenses communes habituelles autres que ledit Revenu Universel. Qui plus est, cette garantie citoyenne évoluera en termes de montant et de contenu grâce aux multiples rééquilibrages découlant à terme de la partition-répartition bisphérique, de même que via les progrès culturels et organisationnels subséquents. C'est ainsi, et *seulement ainsi*, que le sommet de la pyramide sociétale restera toujours centré et que son équilibre inter-domanial, enfin obtenu au plus près de l'absolu, se trouvera maintenu quelle que soit la hauteur historique ou circonstancielle de l'édifice.

Depuis l'*atomos* de Démocrite, les progrès de la connaissance ont rendu la science physique *quantique*, démontrant d'abord la double

nature de la lumière, à la fois onde et particule, pour comprendre qu'au final, le mouvement perpétuel atomique rend toute matière observable ondulatoire *et* particulaire mais, curieusement, *jamais en même temps*, ce qui n'est pas sans rappeler que chaque citoyen est pour moitié un élément indissociable du Domaine Public sur 50% de son « activité », et un individu considéré justement comme *particulier* sur les 50% restants, sans qu'il ne puisse à aucun instant être les deux *à la fois*. N'est-ce pas là une juste confirmation de la thèse des *Tempérants*, qui permet enfin d'associer en les différenciant les deux faces, non seulement de notre Humanité, mais également de chaque existence terrestre ? De même, les *interférences ondulatoires constructives ou destructives* de la physique quantique ne sont pas sans évoquer ici les interdépendances positives ou négatives si caractéristiques de chaque société humaine, tandis que les physiciens d'aujourd'hui font encore face au défi d'une « *décohérence croissante à l'échelle macroscopique* » pour tenter de mettre au point le fameux ordinateur quantique du futur, comme si cette décohérence ou complexification plaidait en creux pour le juste localisme écologique et démocratique, tout en insistant sur la complexification exponentielle de relations fondamentalement binaires ou duales dont l'équilibre statique *et* dynamique suppose une forme ou une autre de *parité*, autrement dit de *semi*-égalité minimale et vitale, pour apaiser lesdites relations.

Enfin, comme déjà démontré par la physique (classique autant que quantique), les éléments et les mécanismes dynamiques de l'univers se résument étrangement à quatre forces ou interactions fondamentales, à savoir, l'électromagnétisme, les interactions nucléaires dites *faible* et *forte*, auxquelles s'ajoute la loi newtonienne de la gravitation. N'y-a-t-il là vraiment aucun rapport avec les quatre côtés d'un certain monument ?

Janvier 2021

Réflexions Socio-Économiques 14

Enjeux Connexes
& Perspectives Scientifiques

Les conditions objectives de l'équilibre sociétal durable, établies grâce aux observations qui précèdent, semblent en tout point confirmer la faisabilité d'un progrès historique sans précédent, dont l'intérêt n'est rien de moins que l'émancipation des Terriens vers un niveau supérieur d'humanisation, via la *co*-définition de la justice sociale et de la justesse économique, la disparition totale de la pauvreté et de la surexploitation, et surtout l'établissement définitif des conditions de la Paix civile et de l'équité minimale et légitime que cette dernière présuppose. Sachant que les moyens organisationnels, techniques et scientifiques d'aujourd'hui permettront bientôt de concrétiser tous les principes de cette évolution conceptuelle, le cap fixé sur l'océan faussement Pacifique des relations socio-économiques s'avère aussi accessible que réaliste, et ce, d'autant plus qu'après tout, il ne s'agit que de « réorganiser » intelligemment un désordre jusqu'à présent historiquement improvisé, nécessité imposée autant par l'urgence écologique que par la noble cause de la Paix.

Si l'essentiel semble déjà démontré via les chapitres précédents, la traversée en cours ne serait pas complète sans considérer les multiples effets bénéfiques promis par la gestion délodiste et biéconomique de notre avenir sociétal, particulièrement des points de vue psychologique, sociologique, démographique et écologique, avant même de s'attaquer aux dimensions culturelles du Livre III de ces *Réflexions tempérantes*.

1 - De l'Individu à la Personne.

Dans le brouillard épais de la guerre socio-économique totale que l'ultralibéralisme impose jusqu'à présent, il est difficile d'imaginer la « révolution » psychologique et comportementale que pourra opérer le délodisme biéconomique sur chacun d'entre nous. La majeure partie des déséquilibres individuels de nature psychique ou comportementale n'est pourtant que la conséquence plus ou moins directe de contraintes environnementales néfastes via un lot quotidien de maintes frustrations, agressions, culpabilisations, et autres humiliations, lesquelles ont pour source quasi-unique la sourde violence inhérente à toute relation socio-économique déséquilibrée, c'est-à-dire ne respectant pas l'*équi*partition-répartition minimoptimaximale. En effet, dans la mesure où la double nature individuelle et collective de notre essence vitale nous échappe, chaque personne se trouve déjà intérieurement tiraillée entre des besoins aussi cruciaux que contradictoires, suscitant une lutte permanente propre à nous guider vers les pires comportements, à défaut de savoir maîtriser sereinement la dualité de notre être le plus profond, lui-même noyé sous la surface de pulsions dictées par notre environnement immédiat.

La multiplication des techniques zen et autres consommations de bien-être psychique, si caractéristique d'un besoin de rééquilibrage des énergies individuelles, est on ne peut plus révélatrice de l'échec sociétal actuel au tout premier échelon de chaque individualité, car, même si certains « sages » suffisamment indépendants parviennent à préserver leur bulle de sérénité personnelle, ce sauvetage s'accomplit souvent aux dépens de la société, ou à tout le moins via une rupture vis-à-vis des contraintes minimales que celle-ci implique. De la même manière, les

très nombreux adeptes de séances zen ou de toute activité équivalente ne profitent en fait que de simples parenthèses d'une heure, d'un weekend ou d'une semaine, dont les effets sur le reste de leur vie trépidante sont hélas éphémères, tandis que ces activités se structurent en un colossal marché comparable à la multiplication des besoins d'accompagnement psychologique ou psychiatrique, sous forme de coaching individuel ou collectif, dans des disproportions qui sont la contremesure exacte de la violence sociétale.

Or les éléments individuels constitutifs d'une société ont besoin d'une forme ou d'une autre d'*interaction* pour exister au sens plein du terme, et seule la conscience d'une *utilité commune* permet à chacun de s'épanouir et d'exister humainement afin de satisfaire au besoin social dérivant de notre nature grégaire, nécessité que corrobore en creux la détresse psychique et les dérives comportementales des citoyens les plus isolés, même sous couvert d'un égocentrisme assumé. Dès lors, comme déjà observé au tout début de ce Livre II des *Tempérants* à propos des relations aléatoires entre Robinson Crusoé et Vendredi, le psychodrame individuel vécu par chacun des protagonistes provient de l'ignorance de l'équilibre nécessaire entre la solidarité *objective* et égalitaire de leur coexistence interdépendante et la satisfaction concurrentielle et vitale de leur présence *historique* en tant qu'individus. Dans ce fameux exemple, l'innovation de la pensée Tempérante, en matière socio-économique, est précisément de permettre à l'un et l'autre de prendre conscience de la confusion de leur situation de fait pour en comprendre les *deux* facettes complémentaires, afin de dépasser leurs réflexes primaires dans l'intérêt commun, pour enfin *faire société* le plus pacifiquement et efficacement possible. Cela suppose d'une part la prise de conscience chez chacun de l'intérêt supérieur d'une *association* aussi démocratique que possible concernant la priorisation des choix et des projets de leur microsociété insulaire, et d'autre part la partition-répartition biéconomique du travail et de la richesse qui en résulte, via le respect d'un minimoptimaximum ici réduit à sa plus élémentaire expression. On comprend aisément qu'un comportement aussi éclairé a fort peu de chance de naître spontanément à l'échelon de deux individus subissant la pression d'un environnement inhospitalier, puisque dans toute l'Histoire, même les civilisations les

plus élaborées ont jusqu'à présent ignoré la réalité mise au jour par la présente recherche, pour le plus grand malheur de leurs effondrements successifs. Inversement, ce n'est sûrement pas un hasard si les principes ici révélés par l'observation biéconomique et minutaire coïncident avec l'implosion tonitruante de la logique mondialiste ultralibérale, dans la mesure où c'est justement sur les plus grandes échelles qu'apparaissent les pires contradictions de la façon la plus spectaculaire, suivant ainsi la *décohérence croissante* observée en physique quantique. Sans doute était-il nécessaire d'atteindre ce degré planétaire d'aberration historique pour engendrer, par réaction positive, la découverte des lois et principes proposés dans ce volume, et il est à cet égard fort heureux que la même coïncidence offre sur un plateau, via la puissance de l'informatique, les moyens techniques appropriés au calcul minutaire et aux statistiques factuelles les plus fiables, sur quelque échelle que ce soit.

Le poids de l'environnement socio-économique, cette fameuse *pesanteur* jusqu'à présent indépassable faute d'en respecter la double teneur, ne sera bientôt qu'un mauvais souvenir expliquant les violences sociétales du passé, et chaque personne adulte, simplement informée des conditions objectives de sa nature duale, s'en trouvera libérée de toute tension ou frustration vitale, de toute pulsion concurrentielle *négative*, ce qui ne pourra qu'adoucir les émotions qui nous gouvernent, dont les plus irrationnelles proviennent le plus souvent d'agressions extérieures, via les formes de conflit socio-économique étudiées dans les pages qui précèdent. La concurrence *positive* perdurera pour le meilleur sans plus jamais attenter à l'intégrité vitale de chacune et de chacun, entraînant l'effet corollaire d'apaiser l'individu *en lui-même* quant à sa légitime liberté de choix et d'action, grâce à un panachage enfin personnalisable entre le temps et l'argent à chaque période de sa vie. Au contraire de l'aliénation imposée par les mono-systèmes qui poussent aux extrémités d'options individuelles ou collectives tendanciellement « totalitaires », suivies de leur cohorte d'effets boomerang pervers, l'équation sociétale biéconomique se traduira par l'équilibre des émotions et comportements sous forme de bien-être psychologique et de relations pacifiées, au point de nous libérer de toutes les formes de drogue et autres excès mortifères, sans compter qu'à plus long terme, l'héritage génétique de l'ensemble

de la population finira par intégrer, via le caractère ou le tempérament, les nouvelles données d'un civisme authentiquement tempérant.

Compte tenu des conclusions auxquelles aboutit déjà ce volume des *Réflexions*, il ne fait aucun doute que l'*homo-oeconomicus* égoïste décrit par la théorie libérale par trop incomplète du marché, sur la seule base de l'intérêt financier ou de la loi de la jungle, évoluera rapidement en citoyen *éco-logique* supérieurement émancipé et responsable, afin de compléter la dimension historique de ses « instincts primaires » les plus basiques par le respect de sa propre nature sociale, condition même de son épanouissement et de son équilibre psychologique. En même temps que vis-à-vis de son environnement, cela se traduira par le respect de sa propre nature écologique, de sa propre espèce humaine locale autant que planétaire, à l'opposé de l'autodestruction *de facto* inhérente aux mono-systèmes précédemment analysés. Libéré de toute pression vitale pour devenir au contraire responsable de ses choix les plus quotidiens, l'être humain (re)trouvera le sens profond de son travail en même temps que plaisir naturel de consommer de façon raisonnable. Sa frénésie d'achat se tempèrera en un mixage idéal d'indépendance consommatrice, centré sur une toute nouvelle notion de bien-être, dont l'évolution favorisera le *savoir faire soi-même* et la créativité en lieu et place de la dépendance passive qu'implique une consommation excessive. Enfin et surtout, en ayant *le temps* de son côté, à la merci de ses préférences, il deviendra en quelque sorte l'entrepreneur de sa vie et de son destin familial, en même temps qu'un citoyen-consommateur éclairé et d'autant plus conscient de ses choix qu'il en assumera plus et *mieux* que jamais les conséquences.

L'*individu* autocentré sur son nombril, dont l'isolement frustré et concurrentiel fait le bonheur du capitalisme financier, pourra librement devenir une *personne* à part entière, un véritable éco-citoyen qui n'aura plus à craindre la moindre dépendance vitale vis-à-vis d'autrui, ni à se croire obligé d'imiter les pseudo-modèles de réussite mis en avant par la publicité via la démagogie consumériste si intéressée de trop nombreux médias. De plus, la vie sociale n'étant plus perçue comme une lutte sans merci, chacun pourra se sentir utile aux autres sur le pied d'égalité que représenteront la participation individuelle au minimoptimaximum et le

Revenu Universel qui lui correspondra, à tel point que chaque aventure professionnelle au-delà de cette limite deviendra un « bonus » des plus stimulant sans générer le stress *subi* qui empoisonne la vie de tant de nos concitoyens. Enfin, dès l'âge de la majorité et jusqu'à une *vieillesse* individuellement repoussée autant qu'il sera possible, la participation de *toutes* les générations adultes permettra à chacun de panacher l'emploi garanti avec n'importe quelle autre priorité estimée utile en fonction des contraintes propres à telle ou telle tranche de vie, décrispant d'autant les rapports intrafamiliaux, et comblant ainsi les fossés intergénérationnels.

2 - Vers de Nouveaux Rapports Interindividuels et Sociaux.

Les progrès qualitatifs induits par la biéconomie délodiste seront la base d'un *mode de vie* supérieurement équilibré, quel que puisse être le *niveau de vie* localement rendu possible par les conditions historiques et géographiques, sachant bien sûr qu'en toute logique, les sociétés les plus défavorisées auront intérêt à mutualiser ou socialiser plus d'énergie humaine tant que l'économie privée encore atrophiée n'impliquera pas une proportion suffisante de citoyens, selon le principe de compensation inter-domaniale. Concernant les rapports interindividuels de proximité, le mode de vie familial, enfin solidement fondé sur l'égalité des sexes grâce à l'émancipation individuelle minimale désormais garantie à toute personne majeure, ne pourra que pacifier les relations de couple tout autant que les contacts entre générations, puisque, sitôt devenus adultes, les jeunes pourront exister pleinement en tant que citoyens autonomes, même en poursuivant leurs études. La liberté acquise par l'assurance de pouvoir changer d'orientation et expérimenter de nouveaux contextes professionnels tout au long d'une vie aura pour effet de développer les capacités de chacun et de rééquilibrer le psychisme, via l'appartenance généralisée à une même condition citoyenne minimale, stimulant ainsi la conscience sociétale d'une identité humaine et républicaine effective. La répartition des rôles familiaux, plus particulièrement dans le domaine crucial de l'éducation des plus jeunes enfants, évoluera pour le meilleur en libérant les parents du dilemme cornélien d'aujourd'hui, puisque le partage des tâches parentales et de la présence au foyer se verra facilité

par la possibilité généralisée d'un travail à mi-temps, permettant aux deux parents de se relayer et de s'organiser sans le moindre stress indu. Enfin, face à l'actuelle précarité des étudiants et aux énormes difficultés socio-économiques qu'ils rencontrent dans la poursuite de leurs études et surtout en matière d'insertion professionnelle, la Garantie Citoyenne du Revenu Universel et son activité minimale correspondante offriront à chacun les droits et devoirs d'une véritable émancipation dès la majorité légale, en pleine responsabilisation d'un libre choix d'avenir, assurant la même sécurité vitale -et la même dignité- à *tous* les jeunes adultes, et ce, dès l'âge de seize ans, comme il sera recommandé dans la suite de ces *Réflexions*.

Ces attentes logiques complètent les observations déjà largement faites concernant les relations professionnelles entre collègues comme entre employés et employeurs, ainsi que la transformation des loisirs de consommation en activités créatives individuelles ou partagées, sur fond de maîtrise du temps libre et d'implication citoyenne accrue. On peut donc parier que la teneur même des relations sociales se transfigurera grâce à l'effet équilibrant d'un système devenu biéconomique, comme pourront aisément l'observer les sociologues d'un proche avenir, preuve a posteriori que l'apaisement des relations humaines et l'établissement de l'équilibre sociétal durable présupposent bien la partition-répartition minutarisée en réponse aux exigences de notre double nature. Dès lors, ces nouvelles conditions d'existence à l'échelle interindividuelle seront propres à susciter des équilibres macro-sociétaux à la fois permanents et dynamiques, puisque, grâce à la double existence domaniale de chacun, l'égalité minimale et légitime enfin concrétisée aboutira à une société « économiquement démocratique » dans laquelle l'ascenseur social ne pourra plus être indûment bloqué par une minorité. Dans des conditions aussi favorables, le développement des initiatives individuelles les plus saines induira un enrichissement commun via une croissance mesurée en *progrès*, dans le sens humain de ce dernier terme, confortant ainsi la Justice objectivement fondée d'une Paix civile peu à peu mondialement contagieuse. L'évolution de la « mentalité collective » qui colore le bain moral ou philosophique sous-jacent à chaque ensemble sociétal humain dictera donc à long terme de nouveaux comportements supérieurement

épanouissants à chacun des étages d'une maison commune devenue plus solide et pérenne que jamais, permettant à notre Histoire de poursuivre sa course de façon à la fois pacifique et écologiquement vertueuse.

La nouvelle règle du jeu ainsi établie par le calcul biéconomique ne pourra que favoriser le développement harmonieux et autonome des pays les plus pauvres d'aujourd'hui moyennant l'avènement inévitable d'une démocratie délodiste adaptée à chaque culture locale, tandis que de son côté, le *sur*développement des pays les plus riches se tempèrera de façon quasi automatique grâce à l'émancipation socio-économique *et* politique de tous les citoyens concernés. L'assainissement des pratiques et des comportements, conforté par la précision universelle du calcul minutaire appliqué à tous les échanges, depuis les individus jusqu'aux nations et continents, permettra de faire respecter l'intégrité de chaque pyramide sociétale cohérente et de son équilibre inter-domanial dans des conditions *objectives*, suscitant dès lors nombre d'alliances ou fusions rationnellement fondées sur l'intérêt commun en lieu et place des luttes d'influence qui asservissent des peuples entiers sous la coupe des *sur*-dominants, dont la logique impérialiste est systématiquement source de divisions, puis de conflits et autres guerres régionales ou mondiales.

On comprend donc mieux que jamais le lien étroit ou l'effet de synergie des faces politique et socio-économique de tout édifice sociétal puisque les conséquences perverses des violences et abus de pouvoir minoritaires font monter la *sur*pression des contradictions intérieures ou nationales jusqu'au point de les transposer à l'international, impliquant une forme ou une autre d'ingérence dominatrice propre à remplacer les échanges commerciaux les plus justifiés par le commerce des armes et la contagion mortifère qui va de pair contre de soi-disant « ennemis ». La continuité progressive de toutes les échelles de contact humain tisse le lien unissant chaque individu à l'Humanité toute entière, ce qui crée les conditions d'un transfert « psychologiquement » positif ou négatif d'énergies ou rayonnements socio-économiques qui peuvent être sains ou malsains, constructifs ou destructifs, bénéfiques ou pervers, selon les intentions et comportements dictés par l'intérêt historique apparent. De fait, tout régime *monosystémique* et non démocratique produit une dose

croissante de violence, d'injustice, de haine et autre frustration dont la contagion est en tout point comparable à celle d'un virus pandémique, pour finir par la division sociétale ou inter-sociétale qui permet à chacun de se désigner un bouc-émissaire confortable, justifiant alors les pires agressions verbales ou physiques. Au contraire de cette stupide logique, les conditions de vie et de Justice assurées par la biéconomie délodiste promettent l'imitation « élargie » de la bonne et unique recette sociétale qu'autorise désormais le dépassement objectif de nos réflexes primaires historiques, tant il est vrai que les peuples sont toujours majoritairement pacifiques pour peu qu'ils apprennent à s'assumer afin de se libérer des *ego* dilatés et illégitimes qui les gouvernent.

Pour finir, on peut être assuré que l'émancipation humaine sans précédent qui résultera d'une telle évolution décuplera, voire centuplera les occasions de tester, d'expérimenter et de révéler ainsi les meilleures solutions pratiques à chaque besoin ressenti comme utile, non seulement dans le contexte du secteur privé et de son marché logiquement lucratif, mais plus encore au sein même du secteur public, à titre de partage ou de *don* à la collectivité, sans autre récompense que le privilège de laisser son nom à la mémoire commune, en tant que citoyen ayant participé au progrès de l'Humanité.

3 - L'Enjeu Démographique et Alimentaire.

L'échec patent du système actuel, mondialisé sur la seule base du *sur*profit, encourage un catastrophisme de bon aloi aux divers étages de nos sociétés malades, largement amplifié par l'effet multiplicateur de médias toujours avides de sensation, au point de persuader les humains qu'ils sont condamnés à périr en tant qu'espèce terrestre, sous le coup d'une équation impossible impliquant la croissance démographique vis-à-vis des ressources alimentaires, tandis que l'incertitude résultante se double d'un crucial dilemme opposant le développement économique à son impact écologique. Noyées sous la pression d'informations toujours plus alarmantes, les populations les plus « conscientes » de la planète en font une dépression collective chronique, culpabilisant jusqu'à préférer

ne plus faire d'enfants (ces derniers étant vus comme des prédateurs et pollueurs en puissance), à l'encontre de l'instinct vital de reproduction propre à chaque espèce vivante, comme si les humains n'avaient plus le droit d'exister et de donner sens à leur supériorité spécifique. Ainsi les peuples actuels se trouvent-t-ils prisonniers d'une analyse d'autant plus déprimante que le « modèle » ultralibéral, économique *stricto sensu*, se prétend universellement imposé comme la seule évolution possible, ce que résume le trop fameux leitmotiv « *There is no alternative.* » d'une Margaret Thatcher.

Plus que déçus à juste titre par les expériences sociétales mono-systémiques du socialisme et du communisme, écœurés par l'ingérable complexité de systèmes mixtes et confus pilotés depuis des décennies par et pour les puissances financières, les peuples subissent de plein fouet les contradictions du capitalisme débridé à la façon d'une fatalité, tandis que les gagnants les plus fortunés de ce jeu de dupe se prennent à imaginer le monde parfait d'un Homme digitalement augmenté, devenu *a-mortel* et dès lors tenté de supprimer des générations futures rendues inutiles. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que s'installe un catastrophisme psychologiquement destructeur au sein même des pays qui « *sur*dominent » le monde, lequel se présente désormais comme une société planétaire où se transposent tous les constituants de n'importe quelle entité collective, via l'*ordre* économique dicté par les maîtres du marché, et au prix du *dé*sordre social, culturel et politique que l'on sait.

Au bas de l'échelle, les pays les plus pauvres se trouvent ainsi maintenus dans le « cercle vicieux » d'un sous-développement propre à perpétuer la surpopulation et son lot de famine ou de malnutrition, avec la complicité directe de régimes autocratiques ouvertement corrompus, pour mieux en piller les précieuses ressources via le néocolonialisme de la « libre » concurrence, ce qui a pour effet démographique de maintenir les populations concernées dans un mode de vie trop précaire pour faire évoluer à la baisse le taux de natalité, alors même que celui de mortalité s'est déjà considérablement réduit grâce à de réels progrès en matière d'hygiène minimale et de médecine.

Il est tout-à-fait normal qu'à l'occasion du décollage spécifique que représente tout développement socio-économique, une période dite de *transition démographique* aboutisse à une explosion numérique, le temps que les deux taux en question s'équilibrent enfin, puisque de fait, l'évolution des mentalités et des comportements est plus lente que celle des progrès techniques et matériels qui la suscitent. Cela dit, la pauvreté dérivant de l'injustice croissante de la loi du marché mondialisé, jointe aux abus politiques, aux traditions figées et autres luttes ethniques, ne fait que prolonger indûment cette étape temporaire en interdisant la mise en place des premiers maillons d'un micro-développement, condamnant les populations concernées aux pires manipulations sur fond de survie et d'enfer quotidien.

Un peu plus haut dans l'échelle mondialisée de la spécialisation des tâches, telle que cette dernière se voit planifiée par la monologique mercantile et financière, les pays émergents, parmi les plus peuplés, sont transformés en « ateliers du monde », à l'image d'une nouvelle et vaste classe moyenne majoritairement inférieure, accablée de surtravail, de responsabilités, d'impôts et de taxes, à la fois pour le plus grand profit d'une minorité dominante et pour le vain secours aux populations les plus démunies, via la subséquente croissance des coûts socio-palliatifs, et selon le principe pour le moins hypocrite d'une charité minimale en lieu et place de justice. Dans la plupart de ces pays, le bouillonnement démographique transitoire est déjà en passe de se stabiliser en raison du développement socio-économique, ainsi que via les nouveaux modes de vies qu'une telle évolution implique, ce qui promet à terme un relatif vieillissement de ces populations, pour peu que l'*ensemble* de chaque entité démographique soit concerné par le progrès, en termes de confort, d'activité et plus encore d'éducation, a fortiori dès lors que les femmes parviennent à « s'émanciper » autant que les hommes (ici dans la seule limite de ce verbe en contexte de marché ultralibéral !). Les évolutions démographiques de ces vastes entités confirment la tendance générale d'une baisse de natalité sur un palier assimilable à un haut plateau que le développement correspondant devrait stabiliser à plus long terme, pour peu que les principaux équilibres socio-économiques soient réellement respectés, ce qui ne saurait être dûment le cas sans recourir tôt ou tard à

une gestion biéconomique et délodiste. De plus, les injustices sociales, particulièrement contrastées dans ces pays à forte croissance, ont pour effet pervers d'accroître la proportion de familles nombreuses en état de pauvreté, à la façon de la précarisation observable jusque dans les pays supposément développés.

S'agissant de ces derniers, et nonobstant les effets natalistes de l'immigration postcoloniale, la situation démographique se caractérise par une tendance nette à la *dépopulation*, via un taux de remplacement générationnel devenu négatif, dérivant sans doute principalement d'une contradiction rendue aberrante entre *niveau* de vie et *mode* de vie. Car l'aliénation collective entraînée par la décadence sociétale en cours, sur fond d'injustice croissante, de stress urbain et de rythme fou, exprime le coût humain qu'impose la priorisation de l'argent sur le temps, faute de partition-répartition biéconomique, phénomène que semble corroborer en tout point l'observation des populations urbaines, en particulier au sein des plus grandes métropoles, dans lesquelles les conditions de vie sont devenues tristement incompatibles avec l'équilibre des couples et des familles, aggravant d'autant le vieillissement et la diminution de la population, non sans révéler au passage d'énormes disparités locales ou régionales.

Dans ce pitoyable décor démographique dont l'échelle planétaire reproduit -en pire- les incohérences sociétales de tout mono-système excessivement libéral, l'enjeu agroalimentaire correspondant se présente comme un défi impossible, opposant le gaspillage éhonté de pays riches désormais préoccupés par le diabète, le mauvais cholestérol, et autres maladies cardio-vasculaires létales, à la malnutrition ou à la famine des populations les plus pauvres, avec pour conclusion hâtive la vision d'un avenir apocalyptique fait de surpopulation et de rareté symétrique des ressources alimentaires. D'un certain point de vue, les extrapolations des prévisionnistes sont déjà vérifiées par les faits, dans la mesure où, précisément, si l'on maintient les paramètres sociétaux du libéralisme *mono-systémique* actuel, l'avenir immédiat peut paraître suicidaire pour l'espèce humaine et la planète. Néanmoins, sachant que la seule issue possible, biéconomique et délodiste, est désormais disponible, l'espoir

peut enfin remplacer le pessimisme, puisque l'équilibre sociétal devient techniquement accessible, libérant bientôt l'Humanité de la violence des rééquilibrages à la fois darwiniens et malthusiens qui s'opèrent dans la douleur, sous forme de guerre, de famine ou d'épidémie en particulier, chaque fois que les humains se trompent de direction. Pour l'essentiel, la surpopulation apparente et son enjeu alimentaire actuel ne sont que la conséquence directe de l'échec sociétal *ultra*libéral en termes de partage ou de distribution de la richesse via le travail qui en est la seule véritable source, la preuve historique et irréfutable de la faillite mono-systémique la plus violente qui soit, attestant, sur une échelle devenue planétaire, l'effondrement on ne peut plus logique d'une impossible pyramide.

Avec une volonté politique assumée dans l'intérêt *majoritaire*, ainsi que des moyens humains ou financiers intelligemment coordonnés, de nombreux pays ont déjà pu démontrer que ni la « surpopulation », ni même la pauvreté apparente des ressources naturelles ne constituent des obstacles insurmontables. Lorsque les bonnes priorités sont établies, des déserts peuvent devenir des oasis de culture maraîchère, et l'agriculture diversifiée la plus traditionnelle ou biologique peut être aussi rentable et productive que les immenses champs empoisonnés des économies agro-industrielles, sans entraîner les contre-effets qui se payent a posteriori en ruinant la santé publique. Car, au fond, tout est une question de juste *répartition* minimale, moyennant quoi notre densité démographique est loin de mettre en péril la planète ou d'entraîner une famine inéluctable. De plus, de très nombreuses solutions techniques écologiquement saines et déjà localement validées à travers le monde entier n'attendent que la liberté et l'égalité minimale de chance, interdites par le marché actuel, pour régénérer les provinces et redonner sens aux territoires de chaque pays, avec la promesse garantie de ressusciter l'emploi dans un équilibre géographique, écologique et sociétal enfin établi et pérennisé.

Le contraste révoltant qui oppose la suralimentation des uns à la famine des autres, tout comme la surcroissance des premiers au sous-développement des seconds, montre une fois de plus que l'absence de partition-répartition biéconomique et de priorisation délodiste condamne toutes les sociétés mono-systémiques au grand écart fatal d'une forme

d'*extrémisation*, même s'agissant des équilibres internationaux, et ce, du seul fait de l'exportation des contradictions nationales jusqu'à l'échelle planétaire.

Face à cette logique insensée, qui fait encore boiter les sociétés humaines sous l'effet de l'hypertrophie de leur jambe droite, la solution proposée dans le présent volume constitue non seulement *la seule* issue pacifique possible, mais plus encore la seule façon *efficiente* et *efficace* de gérer toutes les ressources disponibles en respectant l'environnement, non sans faire évoluer simultanément l'ensemble des Terriens jusqu'à la Tempérance socio-économique. En effet, les conditions de l'existence à venir en milieu délodiste et biéconomique, de par l'équilibre structurel qui caractérise cette solution sociétale, ne pourront qu'inciter chacun à la tempérance comportementale jusqu'à présent interdite par nos vains réflexes primaires. S'agissant de démographie, ledit équilibre se fixera librement à égale distance des excès qui opposent l'instinct de survie et la dépendance religieuse ou idéologique des peuples les plus pauvres à l'absence totale de temps et de libre choix caractéristique des économies surdéveloppées, pour enfin respecter « spontanément », en moyenne, un taux de remplacement intergénérationnel cohérent avec les conditions sociétales et environnementales, permettant dès lors de stabiliser avant longtemps la population mondiale en lui faisant conclure sa transition démographique. Parallèlement, sur le plan alimentaire, enfin apaisé par la sécurisation universelle de la partition-répartition biéconomique et la jouissance d'une vraie liberté de choix, le mode de vie à venir laissera s'épanouir la sagesse spontanée du *bon sens commun* le plus partagé, en libérant les citoyens des excès si affligeants -et à terme mortifères- de la malbouffe et de la surconsommation. En effet, la base oppressante d'un rythme de vie *imposé* étant appelée à disparaître en même temps que la schizophrénie de ses contradictions, les excès alimentaires, tout comme les drogues refuges, n'auront même pas besoin de se voir interdits pour s'effacer peu à peu du paysage sociétal, dans la mesure où les habitudes abusives les plus néfastes sont avant tout dictées par l'absence totale de choix librement responsable entre le temps et l'argent, via le stress d'un rythme fou, ou son symétrique d'exclusion-désœuvrement, transformant aussitôt n'importe quel support en une addiction aliénante, en tant que

refuge psychologique d'une vaine fuite en avant par dopage face à un mode de vie dépourvu de sens. C'est donc bien par la constitution de sociétés délodistes et biéconomiques, en faisant évoluer en direction de leur liberté les mentalités et les cultures encore soumises à quelque abus de pouvoir non démocratique, et afin de responsabiliser *tous* les citoyens sur un unique contrat social équitable, simple et objectivement fondé, que la Paix des humains et l'équilibrage de tous leurs comportements quotidiens coïncideront, seule façon d'éviter bientôt les effondrements périodiques des pyramides sociétales passées et actuelles. L'équilibrage psychologique individuel et collectif déjà mentionné plus haut dictera à chacun le meilleur choix responsable et possible s'agissant du nombre d'enfants souhaités par un couple ou du mode d'alimentation optimal de néo-familles désormais apaisées, parmi lesquelles nombre de divorces, directement ou indirectement causés par les conditions de vie ubuesques de nos sociétés incomplètes, pourront se voir évités. Car c'est au cœur d'une vie conjugale et familiale librement choisie, avec enfin le *temps* de se connaître et d'évoluer ensemble, que les néo-citoyens délodistes pourront souder plus solidement que jamais le tout premier maillon de la communauté humaine, l'égalité *vitale* assurant une cordée mutuellement émancipatrice entre les partenaires de chaque couple, tout comme entre les grands-parents, les parents et les « enfants majeurs ».

La surpopulation et la précarité alimentaire sont en réalité très « relatives » à l'échelon planétaire dans la mesure même où ces drames sont dus à une absence de développement *harmonieux* du point de vue sociétal, au sein même de chaque pays comme entre toutes les nations du monde. Ces plaies intolérables se cicatriseront sans aucune difficulté sitôt ajustées les règles du jeu en faveur de l'équilibrage optimal promis par les solutions *tempérantes*. En milieu délodiste et biéconomique, être nombreux ne saurait constituer qu'un avantage, dès lors que le travail se trouve partagé sur la base d'un emploi à mi-temps au minimum grâce au principe absolu de la partition-répartition inter-domaniale à 50% (brut), tandis que cette garantie citoyenne poussera spontanément des millions d'humains enfin libérés à quitter les méga-conurbations invivables pour régénérer toutes les provinces au travers d'une véritable *reconstruction écologique*, pour reprendre ici les propres termes de l'économiste Gaël

Giraud. Puisque la vraie source des richesses utiles réside dans l'activité socialement interdépendante de chaque personne, plus une population délodiste et biéconomique sera numériquement importante, plus il lui sera facile de satisfaire un maximum de besoins *universels*, tout en travaillant d'autant moins pour y parvenir. Le travail, en tant qu'utilité commune, et aussi vital qu'il soit dans la raison d'être qu'il procure tant matériellement que socialement, n'est pas le seul but de la vie, mais le meilleur moyen de se libérer « semi-collectivement » pour ainsi profiter de toute autre forme d'activité personnelle ou partagée, grâce au choix qu'autorise le respect et la maîtrise équivalente du *temps*.

Précisément, seule la prochaine mise en place d'une partition-répartition minutarisée permettra d'équilibrer a minima la distribution du travail et des richesses entre tous les acteurs socio-économiques, en respectant totalement la légitime liberté individuelle d'entreprendre, afin de tenir compte à égalité de la double nature de chacun, sans plus aucun risque de « déviance » nocive ou d'abus de pouvoir socio-économique, condition incontournable d'une pacification généralisée dont l'intérêt supplémentaire sera de supprimer, en même temps qu'un endettement objectivement fictif, la surexploitation de la vie humaine, des énergies et autres « ressources » terrestres d'un unique écosystème planétaire.

4 - L'Enjeu Écologique face au Développement.

Toute personne écologiquement motivée trouvera sans doute, à la lecture des *Tempérants*, qu'une indécente portion congrue est laissée à la dimension environnementale dans le cadre de cet écrit, compte tenu de la gravité des enjeux planétaires en matière de pollution agricole ou industrielle et de réchauffement climatique, sachant que l'urgence se fait sentir de façon désormais incontestable à tous les niveaux de ce drame historique. Précisément, la surabondance d'ouvrages, de recherches, et autres témoignages souvent fort pertinents en la matière ne nécessite aucune surenchère redondante, si ce n'est la prise en considération de l'effet délodiste et biéconomique face au débat et à la mise en place des solutions écologiques aux urgences actuelles, sachant par ailleurs qu'à

l'instar des véritables écologistes, toute personne consciente ou lucide comprend déjà que seule une refondation *sociétale* entière permettra de sortir de l'impasse qui se précise à grands pas.

L'essentiel des dégâts écologiques dus aux superpouvoirs acquis par l'espèce humaine concerne principalement la pollution des éléments naturels et vitaux que sont l'air, la terre et l'eau, ainsi que la disparition « artificielle » de milliers d'espèces animales ou végétales, en particulier via l'usage des pesticides et autres procédés chimiques industriels, avec pour effet corollaire la détérioration de notre propre cadre de vie et, pire encore, l'empoisonnement de notre santé résultant d'une alimentation appauvrie autant que surabondante, ainsi qu'une hyper-métropolisation urbaine devenue peu à peu invivable. Force est ici de constater que ces dégâts sont directement liés au développement matériel de nos sociétés humaines, participant de façon évidente à un réchauffement climatique qui par ailleurs dépasse notre responsabilité pour 75% de son amplitude, selon une libre opinion purement intuitive déjà exprimée dans le livre I des *Tempérants*, corroborée ici toutefois par la preuve de prélèvements glaciaires dont les « carottes » révèlent que vers 4.500 avant notre ère, *tous* les continents ont subi un réchauffement planétaire très soudain, sur une durée de vingt ans, dont la sécheresse consécutive a temporairement détruit l'Egypte pharaonique (ce qu'attestent d'abondants hiéroglyphes), alors même que les humains ne pouvaient en être tenus responsables. Il est dès lors préférable de réfléchir calmement sur toutes les formes de pollution directe que nous causons *effectivement*, et sur lesquelles il y a moyen d'agir en ajustant conséquemment nos priorités *sociétales*, sans pour autant culpabiliser au-delà d'une responsabilité très limitée en ce qui concerne les rouages gigantesques et incontrôlables de la dynamique planétaire, et surtout interplanétaire, dont l'horloge géante détermine les ères climatiques successives en parfaite indifférence vis-à-vis de notre microscopique Humanité. Cela étant dit, qu'il s'agisse-là de réduire les conséquences écologiques négatives de nos décisions et comportements, ou de s'adapter aux violents caprices de la Nature et de l'Univers, il est facile de comprendre qu'une société devenue enfin juste et pacifique constitue la condition même de l'efficacité *maximale* de toute politique écologique, a fortiori basée sur la responsabilisation la plus locale qu'il

se peut, s'agissant de la mise en pratique et du contrôle de décisions nationales, ainsi qu'internationales, *réellement démocratiques*. Car face aux mutations impliquées par les défis écologiques, la solution délodiste assurera la justesse et la justice de nos comportements collectifs, tout autant que la partition-répartition biéconomique apaisera nos relations individuelles avec la Nature, en conséquence directe de la maîtrise de notre propre nature humaine.

L'impact de l'espèce humaine est le résultat de comportements, de décisions, de choix et autres options techniques plus ou moins tolérés ou avalisés par nos sociétés via la Loi, et répondant à des priorités hélas encore dictées par le seul profit immédiat, dans une vision *maximisante* et *court-termiste* dont l'aveuglement est désormais avéré pour tout un chacun. Cela dit, il serait gravement dommageable de remettre en cause la nécessité totalement légitime d'un développement planétaire dûment *équilibré* sous le seul prétexte que l'*ultra*-libéralisme gaspille et pollue délibérément, de façon il est vrai aussi désastreuse que suicidaire. Car c'est principalement la modalité, le *mode opératoire* du développement prôné par le capitalisme financiarisé, dans un cadre mono-systémique et non démocratique, qui enferme le cœur du problème écologique actuel dans un cercle vicieux aux conséquences gravissimes, imposant tous les abus et autres contournements imaginables dont la puissance politique et corruptive des lobbies industriels ou financiers fait encore preuve afin de promouvoir ou faire perdurer les pires pratiques anti-écologiques par souci de « rentabilisation maximale », avec la complicité difficilement cachée d'un double langage politicien, pendant que les coûts et autres conséquences sociétales ou sanitaires sont supportés par les citoyens, en tant que travailleurs, contribuables ou consommateurs. C'est donc ainsi, en raison de l'absence de toute démocratie véritable, socio-économique et politique, que, par l'effet boomerang de mauvais choix imposés aux citoyens, les humains se trouvent bien autant menacés que la planète et l'ensemble des formes de vie qu'elle contient.

La mise en place d'une constitution délodiste propre à respecter systématiquement le choix majoritaire le plus direct des citoyens, sur la base d'un processus de débat donnant à chaque *voteur* ou décideur une

vision complète des *pour* et des *contre* suscités par chaque proposition ou projet, sera la meilleure garantie du respect de l'intérêt général en matière d'équilibre écologique et de santé, et les choix qui seront faits, en toute conscience et transparence des enjeux concernés, permettront de prendre en compte mieux que jamais les conséquences écologiques des options débattues, sans dépendre du pouvoir égoïste d'une minorité politique dominante trop facilement soudoyée par les intérêts privés, ou influencée par des « experts » qui sont à la fois juges et parties.

Ainsi les priorités pourront-elles être définies selon la préférence majoritaire, ce qui n'empêchera nullement les minorités de faire avancer leurs thèses de façon démocratique, via l'expérimentation, l'information et le débat citoyen, jusqu'à pouvoir rallier la majorité citoyenne à leur cause sitôt que celle-ci s'avèrera préférable ou historiquement légitime. Grâce au néo-cadre républicain délodiste, les contradictions écologiques si patentes qui caractérisent souvent la vacuité des discours et promesses par rapport aux décisions finales opposées qui sont prises, disparaîtront au profit de la cohérence, tandis que les citoyens, devenus *responsables*, tant individuellement que collectivement, seront enfin prêts à *assumer* les conséquences de *leurs* choix sans plus aucune raison de s'en plaindre auprès de qui que ce soit d'autre qu'eux-mêmes, quitte à devoir rectifier promptement leur erreur, le cas échéant.

Cette responsabilisation, gage d'authentique maturité concernant les finalités décisionnelles et la définition subséquente de leurs priorités écologiques, se doublera, au niveau communal ou départemental, d'une liberté d'initiative et d'expérimentation sans précédent, permettant aux solutions les plus pertinentes de faire leurs preuves pratiques et d'être aussitôt transmises aux échelons supérieurs sans se voir artificiellement et illégitimement bloquées par le moindre intérêt particulier, grâce à un *processus démocratique ascendant*, aux antipodes du centralisme d'État imposé par les minorités électorales d'aujourd'hui. Car c'est à l'échelon communal et départemental que la liberté d'action et d'initiative sera désormais la plus complète et constante, qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé, seule façon cohérente de susciter et d'encourager les meilleures entreprises en matière de protection de l'environnement,

d'économie d'énergie ou de promotion des circuits locaux, domaines déjà foisonnants de maintes propositions et autres inventions efficaces qui n'attendent que la liberté de s'épanouir enfin, sans se voir étouffées dans l'œuf par quelque intérêt privé régional ou multinational.

En tant que condition *sine qua non* d'un authentique équilibre écologique permettant de marier à égalité les intérêts complémentaires de notre double nature, de réconcilier à nouveau l'*Homo Sapiens* et son précieux environnement dans une osmose aussi parfaite que possible, la refondation indispensable de nos sociétés humaines implique tout autant le délodisme républicain que sa dimension sociale biéconomique, dans la mesure même où, en devenant bientôt une réalité historique, ces deux principes seront les piliers de la Tempérance et de la Paix, c'est-à-dire de l'*équilibre* qui, par définition, évite tout excès ou gaspillage. Comme nombre d'observateurs le pressentent déjà depuis longtemps, la justice sociale et l'équilibre sociétal constituent les préalables indispensables à tout comportement écologiquement sain, du citoyen individuel jusqu'à l'*État-Bien-Commun*, car l'égalité vitale et la sérénité qui en découlent induisent aussitôt la juste mesure d'un bien-*être* qui n'a plus besoin de trop *avoir*, grâce à l'abondance du temps libre regagné et de son rythme naturellement approprié.

La revitalisation des provinces ou « territoires » désertifiés par la surcroissance déshumanisée des métropoles mondiales remettra à jour la priorité *naturelle* de l'environnement immédiat, justifiant la création de millions d'emplois privés ou publics jusqu'à aujourd'hui interdits ou ignorés par la pseudo logique de la gestion financière à l'anglo-saxonne, laquelle se nourrit désormais d'une dégradation généralisée sous forme de baisse constante du qualitatif à travers maintes formes de *dumping*, s'agissant des biens et services publics ou privés, tout comme du mode de vie d'une masse croissante de « sous-citoyens » réduits au mieux à l'aberration de surconsommer pour sur-travailler. De plus, les solutions ou autres projets écologiques par trop technicistes et leur néo-marché monopolisé seront désormais triés au regard de leur véritable utilité, non seulement grâce à la prochaine transparence démocratique, mais aussi par la simple concurrence des innovations qui proviendront de certaines

communes particulièrement innovantes, dont la créativité économe en matière environnementale pourra compléter, voire remplacer nombre de stratégies technocratiques nationales ou internationales insuffisantes ou financièrement surévaluées par quelque manœuvre lobbyiste.

Les abus les plus préjudiciables à l'environnement, en termes de quantités gaspillées autant que de choix techniques et organisationnels destructeurs concernant les ressources, les matériaux, les techniques de fabrication ou les réseaux de distribution, sont avant tout le résultat de l'exacerbation croissante des inégalités et des contrastes sociétaux ou internationaux, tandis que, par réaction symétriquement exagérée, on est indûment tenté de remettre en cause d'un seul bloc le principe même de tout développement en confondant dès lors injustement le nécessaire, le suffisant et le superflu. Á l'instar de l'évolution culturelle qui va de pair, les progrès matériels et le vrai confort qu'ils procurent sont souhaitables à l'humanité toute entière, comme le prouve l'empressement de millions de migrants aux portes des pays les plus développés, désireux à juste titre de fuir la pauvreté et la violence a-sociétale qui l'entretient, sans savoir hélas que la paupérisation ravage aussi les pays les plus riches sous l'effet de la dérive *ultra*libérale.

Ce qui doit être urgemment remis en cause, c'est le mécanisme par lequel tous nos choix concrets de production, de distribution et de consommation nuisent en même temps à l'équilibre environnemental et à la Paix sociale dès lors qu'ils n'optimisent pas le compromis toujours nécessaire entre les besoins légitimes des humains et ceux de la Terre qui conditionne l'*existence* même, flore et faune comprises. L'obsession du profit par la seule baisse des coûts, si caractéristique de l'anti-gestion *ultra*libérale, a précipité une mondialisation fondée sur la concurrence déloyale de la surexploitation du travail *low cost* via une délocalisation effrénée, la compression maximale des salaires et de la valeur minutaire comparative des emplois les plus utiles, pour finir par dévaluer jusqu'à la qualité et la durabilité de tous les produits les plus courants, lesquels doivent conséquemment être renouvelés à fréquence toujours croissante, induisant une pollution redondante de l'usine jusqu'à la déchetterie.

La fameuse rationalité financière du profit maximal, à l'opposé du « bon sens » sociétal et environnemental le plus élémentaire, gaspille toutes les ressources terrestres et humaines, détruisant de la sorte chaque forme de vie et d'équilibre auto-renouvelé ou auto-entretenu, attestant le lien d'inter-causalité qui unit les *conditions* de vie socio-économiques et politiques au *cadre* de vie naturel et humanisé, via le *mode* de vie qui en découle logiquement. Á titre d'exemple, les besoins vestimentaires ne sont plus satisfaits, pour la majeure partie des consommateurs, qu'en achetant quasi hebdomadairement des *sous-produits* fabriqués par des milliers d'adultes ou d'enfants en situation de quasi esclavage, selon des procédés nocifs pour la santé et préjudiciables à l'environnement au point d'être interdits en Europe, à des distances impliquant un transport polluant assuré par les néo-galériens de la logistique « optimisée », et pour une utilisation frisant le non-sens du « jetable » après deux ou trois passages en machine. Pire encore, comme a pu l'attester la disparition quasi-totale et immédiate de l'industrie textile française sitôt le libre-échange établi comme règle du jeu mondialiste, et ce, dès avant la fin du siècle dernier, cette triste économie de la chaussette jetable, du polo qui peluche et du tee-shirt qui se décolore au premier lavage va de pair avec l'emballement du rythme de travail des uns, le chômage total des autres, et une déstabilisation fatale des prix via la jungle tarifaire des marques, sous-marques et autres promotions ou soldes, pour aboutir à une vaste braderie permanente encouragée par des circuits commerciaux de plus en plus opaques et complexes, avec la bénédiction de l'OMC et de la Commission Européenne, s'agissant ici du cas français qui concerne ces pages en tant qu'exemple (à ne pas suivre encore, en l'occurrence !).

Pour pousser la réflexion plus loin, on comprend aussitôt que si l'industrie textile française n'avait pas été sacrifiée aux intérêts des plus grandes multinationales de cette époque, elle produirait en priorité pour le marché dit « national », selon une cohérence de coût du travail et des matériaux ou autres options techniques propre au marché européen, en exportant vers des pays à niveaux de développement compatibles, sur la base de prix dès lors plus élevés, mais en assurant des emplois locaux et régionaux et un équilibre de salaires ou de pouvoir d'achat tiré vers le haut via maints progrès techniques, et ce, malgré le respect croissant de

l'environnement. La cohérence pyramidale et prioritairement localiste qui correspond aurait sauvé les bassins de l'industrie textile française et préservé au maximum l'environnement local et planétaire par la même occasion, évitant la surexploitation des *usines du monde* asiatiques en même temps que la paupérisation et l'inégalité croissante qui délitent le tissu social et politique d'une nation devenue dépendante sur l'essentiel de ce qui fonde la souveraineté.

Il est visible que la mondialisation heureuse de nos élites répand les miasmes de la financiarisation à outrance dans tous les domaines les plus cruciaux du quotidien, jusqu'à empoisonner la santé des peuples par l'alimentation industrielle, générant par ailleurs des conséquences migratoires et interculturelles totalement improvisées, sur le fond gris-brun de contradictions sociales et politiques devenues intenables. Loin de vouloir se remettre en cause, la petite minorité des grands *sachants* et autres décideurs préfère laisser dériver notre vaisseau planétaire vers les récifs d'une violence exacerbée, à la fois civile et internationale, avec le plaisir de toujours plus diviser pour mieux régner, non sans sur-profiter au passage des dividendes produits par les marchés opportunistes et si vainement palliatifs de la santé, de la sécurité et de l'armement.

Cette vaste évolution régressive, déguisée en progressisme, n'est qu'un contre-sens absolu, révélant à quel point la redéfinition de nos sociétés, indûment « privatisées » bien au-delà du minimoptimaximum, impose une constitution délodiste de toute urgence, dont la traduction sociale par la biéconomie sera à même de restaurer, en même temps que l'équilibre société-individu ou égalité-liberté, les vraies conditions d'un développement raisonnable du point de vue écologique. Dans la mesure où déjà les pays émergents, tout comme les plus développés, sont en hypertension de surcroissance artificielle et largement embourbés dans l'impasse d'un faux marché libéral, la marche arrière d'une forme ou une autre de « décroissance » mesurée sera bel et bien indispensable, à la manière du refroidissement urgent d'une centrale nucléaire en pleine surchauffe. Mais le seul cadre possible pour assurer une cohérence aux priorités *politico-écologiques* de l'avenir ne peut être que délodiste, afin de toujours respecter la préférence majoritaire sur la base pragmatique

de l'expérimentation locale, tandis que de son côté *socio-économique*, seule l'égalité minimale de la Garantie Citoyenne, concrétisée par un Revenu Universel minutairement équilibré par le minimoptimaximum, pourra gommer à jamais tous les *abus* comportementaux préjudiciables à l'environnement, tant immédiat que planétaire, et éviter les injustices sociales aggravées par chaque mesure de serrage de vis -ou de ceinture- à finalité écologique.

Dès lors, la décroissance optimisée s'observera en particulier sur les rayons des « magasins » du futur, à travers la réduction d'une fausse variété de produits sur-déclinés et standardisés, de denrées alimentaires insipides et autre toc électro-ménager aux gadgets encombrants, sachant que grâce au contrôle citoyen sur la qualité du vital, l'éventail des choix possibles s'auto-réduira à une différenciation raisonnable, basée sur des produits de bon goût ou de fiabilité garantie *dès* le « bas de gamme ». Mieux encore, le retour d'une proportion croissante de produits locaux, régionaux ou nationaux dûment créateurs d'emplois sera le résultat de la revitalisation des territoires tout en remplaçant la surabondance actuelle si déroutante et son honteux gaspillage de stocks par le juste éventail de produits au meilleur rapport qualité-prix possible et respectueux envers les consommateurs, tant il apparaît que la liberté s'embarrasse à mesure que le choix s'élargit.

Le double rééquilibrage des présentes *Réflexions* sera vu comme une décroissance par tous ceux qui sont tentés de confondre croissance technico-économique et progrès socio-culturel, alors que depuis déjà des décennies, même les sociétés les plus avancées du globe payent leur surcroissance sous forme de dégénérescence et de décadence, au point que les pires dérives politiciennes sont désormais à craindre, y compris celle de « démocratures » devenues contraires à leurs propres principes de Liberté d'Égalité et de Fraternité. Autant dire que tout esprit un tant soit peu lucide face aux enjeux écologiques du développement ne peut qu'adhérer pleinement au délodisme biéconomique, en tant que seule issue pacifique, et surtout durable, envisageable pour demain. C'est bien là l'avantage sans précédent des solutions présentées dans les volumes I et II des *Tempérants*, dont la complémentarité tient pleinement compte

du lien unissant nos modes de vie à notre environnement terrestre, et ce d'autant plus que le principe du localisme ou de l'équilibre pyramidal le plus proche permettra désormais de faire le meilleur tri possible entre la différenciation régionale des modes de vie en fonction des ressources disponibles et la généralisation des solutions les plus universelles, dans le respect continu du principe d'économiser autant qu'il se peut *toute* la Nature, vie humaine comprise.

Dès lors peut-on affirmer, sans même multiplier inutilement les exemples ou les références, que l'attente impatiente et justifiée de tous les citoyens conscients de l'urgence d'une priorisation écologique vient enfin de trouver dans ces pages sa réponse *systémique*, à la fois politique et socio-économique, grâce au binôme si prometteur de la Constitution délodiste et de sa co-fondation biéconomique, seule façon rationnelle de susciter un courant continu et écologiquement vertueux entre le local et le national, et par conséquent, entre l'international et le mondial. Car de la sorte tous les enjeux planétaires afférents se résoudront *à la source* en respectant la logique verticale ascendante de l'*origine* des erreurs, abus, incohérences, violences et autres injustices que toutes les formes de *sur*-domination cumulative font simultanément subir à la Nature et à notre Humanité.

5 - Perspectives Scientifiques.

Avant de considérer les tenants et aboutissants d'ordre culturel des innovations tempérantes exposées jusqu'à présent, objet du Livre III des *Réflexions*, il est bon, en conclusion de ce volume II, de s'interroger sur l'intérêt proprement « scientifique » du principe biéconomique et de son mode de calcul minutaire. Les observations de ce tome essentiel, en développant plusieurs concepts fondamentaux aboutissant au schéma prometteur d'une solution en tout point optimale, qui plus est, confirmée par la loi de l'équilibre bisphérique tendanciel, permettent à la pensée économique de s'enrichir d'une dimension sociale *objective* sur la base du calcul minutaire et de la parité inter-domaniale intégrale à respecter et répartir entre tous les citoyens, en tant qu'expression de notre double

nature et fondement d'une « démocratie socio-économique » optimale et indéfiniment apaisée.

Loin de réduire le social à la seule *minutée* ou valeur biologique du temps vécu et échangé par chacun d'entre nous, ce que complèteront bientôt les *Réflexions Culturelles*, le fait d'intégrer ce paramètre évident comme seule et unique unité de mesure universelle permet à la Science Économique de relier enfin tous les agrégats sociaux et historiques qui en font l'objet, offrant une nouvelle pertinence d'analyse, et surtout les moyens pratiques, via un mode de calcul plus exhaustif et significatif que jamais, de comprendre et de modéliser à l'avenir la réalité de toute communauté dans ses fonctions matérielles et toujours nécessaires de production, de distribution et de consommation, sous l'aspect crucial de la *répartition sociale*. Paradoxalement, les concepts développés dans les chapitres précédents, en intégrant par ce biais le *social*, rendent le calcul scientifique enfin réaliste, au point de permettre très bientôt à chaque citoyen, non seulement de vivre et de s'épanouir professionnellement sans nuire aux *équi*droits fondamentaux et objectifs de ses compatriotes, mais plus encore d'évaluer à tout moment sa situation personnelle du point de vue socio-économique. Ainsi, l'éclairage total autorisé par la biéconomie minutarisée révèle au grand jour tous les liens de la fameuse interdépendance croissante qui définit une société avancée, et chacun, du plus simple « citoyen lambda » au chercheur érudit et spécialiste en biéconomie, pourra désormais étudier les futurs chiffres, graphiques et autres données socio-économiques en parfaite transparence, puisque la valeur minutaire de référence sera toujours traduisible en une portion précise de durée de vie humaine, de valeur objective invariable, tandis que chaque distorsion repérée par analyse comparative avec les valeurs historiques, financières ou monétaires du paramètre considéré n'en sera que plus révélatrice.

La (re)découverte de la valeur du temps via la *minutée*, comme n'importe quel postulat par définition indémontrable, ne peut acquérir sa validité que par l'expérience, et en l'occurrence, par l'expérimentation historique qu'elle autorisera très bientôt sous l'ère délodiste -et plus encore biéconomique- qu'appelle urgemment la situation actuelle de la

quasi-totalité des peuples de la Terre. Comme dans toute évolution de la connaissance, a fortiori « scientifique », seule la confirmation de l'utilité effective de chaque découverte ou invention peut justifier a posteriori le choix du postulat sous-jacent. Or le moins que l'on puisse dire, avant même ladite application ou démonstration historique, est que toutes les observations des chapitres précédents, à travers leurs analyses sous le prisme nouveau de la biéconomie minutarisée, constituent la meilleure garantie de progrès sans précédent, tant concernant les sciences sociales que la réalité socio-économique et politique. Cela dit, le propre d'une découverte d'envergure est de ressembler à une lapalissade, tout comme l'invention ou l'innovation qui en résulte paraît dès lors couler de source à la façon d'une évidence logique, à l'instar de l'apparente simplicité de la première loi d'Isaac Newton, laquelle stipule en effet que *tout corps en mouvement continue de se mouvoir sauf si quelque chose l'arrête* ! Ainsi la science ne fait-elle que nommer la réalité en la *re*découvrant, puis en distinguer les éléments pour mieux en comprendre l'ensemble, seule façon logique d'en respecter les lois pour quelque futur avantage matériel ou culturel. Il est donc rappelé ici que le postulat minutaire est une façon de redécouvrir, en la formulant explicitement, une évidence aussi incontournable que 2+2=4 en base 10, et même si toute science ou connaissance peut se voir relativisée selon les perspectives infinies du temps et de l'espace, entre les extrémités de la physique « quantique » (ou subatomique) et de la macro-physique interplanétaire, le propre de la *minutée vécue* est de correspondre à 100% à l'échelle intermédiaire humaine, socio-économique et écologique propre à toute vie évoluant à la surface de la croûte terrestre. C'est donc sa cohérence dimensionnelle qui procure à une telle évidence, simultanément objective et historique, sa pertinence de base scientifique, dans le sens de validité en tout lieu et à toute époque.

En tant qu'innovation conceptuelle, la biéconomie minutarisée est donc beaucoup plus qu'une simple évolution d'ordre idéologique, voire éthique ou moral, dont la rationalité accrue justifierait l'adoption historique dans un proche avenir, en réponse aux échecs si douloureux de l'Humanité. Comme les économistes et statisticiens pourront bientôt en faire la vérification par eux-mêmes, il s'agit en l'occurrence d'une

avancée *scientifique* majeure propre à objectiver -et donc à démystifier- les relations socio-économiques (à l'instar de la constitution Délodiste envers les relations politiques), ce qui aura pour conséquence de rendre plus réalistes que jamais les calculs, les recherches, les descriptions et autres simulations d'un objet *socio*-économique rendu mesurable par la minutée, pour la gestion de l'équilibre minimoptimaximal sans lequel toute pyramide sociétale est promise à l'effondrement le plus violent. Ainsi un nouvel instrument de mesure pourra-t-il se mettre curieusement au service de la Paix et de la Justice, tant il est vrai que cette dernière suppose la *justesse* et la précision d'un calcul « exhaustif » rendu enfin possible par l'analyse minutaire, seule façon de réunir objectivement les échelles *micro* et *macro*-économiques grâce à la dimension sociale du temps biologique élémentaire.

Le bond théorique autorisé de fait par cette nouvelle approche aura pour corollaire le progrès technique de l'équation biéconomique qui lui correspond en tant que seule solution d'équilibre respectant la double nature, minutairement objective et sociétalement historique, de notre condition terrestre et *écologique*, dans le sens précisément complet de ce dernier terme. Par ailleurs, les spécialistes des sciences sociales devraient voir leurs frontières fusionner progressivement en tant que *bi*-économistes, mais aussi *socio*-économistes, voire « *bio*-économistes », aptes à inclure le calcul minutaire dans une discipline plus pertinente que par le passé, et ce, dans la mesure où l'interdépendance des sciences humaines se trouve avant tout déterminée par l'omniprésence des enjeux discutés dans ce volume II, au point que nombre de « sous-disciplines » sont nées de la complexification des rapports humains, faute d'avoir pu résoudre la fameuse équation sociétale qui a occupé cet ouvrage. Ainsi peut-on déjà deviner que ladite biéconomie minutarisée changera non seulement le cours de l'Histoire humaine la plus concrète en pacifiant les rapports socio-économiques à tous les échelons de nos sociétés, mais plus encore le cap d'une nouvelle pensée de l'Humanité sur elle-même, tant scientifique que philosophique, en ouvrant aussi des perspectives de recherches toujours plus prometteuses en résultats. Une telle évolution des connaissances à venir est d'autant plus certaine que chaque science dite *humaine*, de la psychologie à l'histoire en passant par la sociologie,

implique les ressorts les plus essentiels de notre condition ou *pesanteur* terrestre individuelle et collective, autrement-dit socio-économique.

Plus concrètement, et sur la base des principes mis en relief dans cet ouvrage, les biéconomistes auront pour tâche essentielle de vérifier, de façon historiquement actualisée, la pertinence des assertions chiffrées intuitivement tout au long des chapitres qui précèdent, non sans ajuster *factuellement* les calculs nécessaires aux circonstances correspondantes. Les études socio-économiques à venir permettront sans aucun doute de confirmer la thèse de l'équilibre minimoptimaximal, en révélant chiffres en main à quel point cette partition inter-domaniale à 50% (brut) est la seule façon de gérer une socio-économie sans gaspillage, ni aucun effet destructeur. Les analyses minutaires comparatives permettront aussi de situer les paliers techniques au-delà desquels telle décision stratégique ou tel comportement individuel ou collectif en apparence « rationnel » devient nocif des points de vue systémique et objectif, ce qui guidera plus judicieusement que jamais les décisions politiques du futur en la matière. Par ailleurs, et grâce à la minutée, les chercheurs seront enfin équipés de la seule unité de mesure directe et comparative de fiabilité universelle et intemporelle totale, pour développer de nouveaux modèles prévisionnels dont les conclusions gagneront d'autant en pertinence et réalisme, tandis que d'autres esprits plus abstraits pourront se régaler de théorie des jeux et autres fins schémas prospectifs enfin connectés à une réalité historique objectivée.

Les progrès des logiciels de calcul et la puissance croissante des algorithmes, tout comme l'actuel développement de la 5G, dont l'utilité nouvelle coïncide étrangement avec les innovations socio-économiques ici proposées, sont autant d'instruments qui permettront de visualiser de plus en plus clairement les rouages purement techniques de nos sociétés, à condition de tenir enfin compte du calcul minutaire, seule et unique expression chiffrable de la dimension sociale minimale impliquée par l'interdépendance économique. En extrapolant quelque peu, il est très probable qu'avant longtemps on puisse observer les contraintes socio-économiques matérielles et calculables sous forme de résumé exhaustif en trois dimensions, sans oublier l'enrichissement des observations sur

le temps que des analyses dynamiques minutarisées rendront forcément plus respectueuses de la réalité. Ainsi peut-on raisonnablement anticiper d'incroyables progrès scientifiques induits par l'intégration totale ou la transposition de la minutée et du principe biéconomique aux finalités et aux moyens que toute science suppose, ces découvertes correspondant pour l'heure à la saine décrispation des relations socio-économiques par la compréhension la plus objective de notre double nature, pour le bien suprême de la Paix.

Il résultera de cela, via les progrès induits des diverses sciences appelées *humaines*, la possibilité technique de mesurer de plus en plus exhaustivement l'ensemble des données sociétales « utilitaires », et ce, indépendamment des données proprement éthiques relevant des choix politiques ou comportementaux, individuels ou collectifs, sachant que ces derniers seront tout autant éclairés par la conscience biéconomique que libérés par leur expression délodiste. Les puissants ordinateurs, sans doute quantiques, du futur, pourront bientôt tenir compte de l'ensemble des paramètres mesurables en matière socio-économique, permettant de figurer en diagrammes la totalité des interdépendances d'un système ou sous-système donné, ce qui, joint au progrès délodiste et à sa gestion biéconomique, rendra possible d'ajuster au mieux l'équilibre du sommet pyramidal de chaque société humaine, tandis que l'universalité de cette évolution *tempérante* sera à terme le meilleur moyen de lisser, d'apaiser et d'unifier objectivement toutes les relations internationales, au fur et à mesure que les humains devenus *éco-citoyens* comprendront l'efficacité inégalable de ce mode de « gestion sociétale » exhaustive. Les frontières artificielles s'en trouveront ainsi peu à peu redessinées de façon non seulement économiquement mais aussi écologiquement plus cohérente, en respectant enfin, par intérêt mutuel bien pensé (et de fait calculable), la priorité de l'égalité minutaire sur la liberté de la différence culturelle (la première étant aussi universelle que la seconde est contingente).

Toujours du seul point de vue macro-économique indispensable pour pouvoir apprécier un équilibre sociétal, national ou planétaire, les spécialistes et techniciens de la finance et de la gestion monétaire seront contraints de progresser dans le sens de l'intérêt général, définissant, à

l'échelon de chaque économie aussi bien qu'en contexte de relations internationales, les rouages simplifiés et assainis d'un système -à tout le moins public- enfin efficace, « *énergiéconome* » si l'on ose dire, et mis en cohérence avec la réalité minutaire. Dans le domaine finalement très arbitraire des usages monétaires, bancaires ou financiers, pseudo-dette comprise, les astuces imaginatives et autres mécanismes, jusqu'ici mis en place pour servir en premier le surprofit, la spéculation et l'évasion fiscale la plus opaque, devront se recycler bon gré mal gré en solutions techniques publiquement transparentes, traçables et universelles, à tel point que l'unité minutaire finira tôt ou tard par devenir la seule devise mondiale pratique, fiable et de cours constant, en tant que référence de valeur absolue indépendante de toute subjectivité locale ou historique, jusqu'à s'imposer très logiquement comme l'unique monnaie d'échange planétaire faisant pleinement sens.

De leur côté, les historiens pourront aussi enrichir leurs études futures grâce à l'apport capital de la minutée, non sans en profiter pour éclairer d'un jour nouveau les aléas sociétaux de l'Histoire via l'analyse biéconomique, laquelle aidera à expliquer, en reconstituant les fragiles équilibres des minimoptimaxima du passé, les causes les plus profondes de l'effondrement de telle ou telle pyramide. Les archives disponibles se verront plus utiles que jamais pour quasiment recréer les rouages socio-économiques des sociétés perdues au fil du temps, sous l'angle innovant de la comparaison avec l'équilibre biéconomique et sur la base d'une valeur minutaire pertinente quelle que soit l'époque considérée.

Toujours en matière de recherche et de compréhension globale des relations socio-économiques, le gigantesque chantier analytique qui s'offre aux chercheurs, statisticiens et autres comptables aura pour noble objectif d'aider les citoyens délodistes à définir plus efficacement que jamais les multiples budgets des collectivités nationales, régionales et communales, tandis que l'efficience de leur priorisation sera totalement justifiée et garantie par la préférence citoyenne majoritaire. L'analyse minutaire s'avèrera des plus utile en la matière, tant pour mesurer plus objectivement la nécessaire productivité de la moindre tâche locale que pour déterminer les limites, les paliers et autres proportions à respecter

afin d'éviter qu'en matière d'administration publique en particulier, des choix supposément vertueux deviennent nocifs. Enfin, la simplification sans précédent induite par l'universalité de l'analyse minutaire (et par la partition-répartition fixe à 50% brut des richesses sociétales) permettra d'économiser au mieux toutes les ressources disponibles, en effaçant définitivement les complications si ingérables dues aux mono-systèmes confus qui auront précédé cette évolution ô combien historique !

Plus spécifiquement, et à une échelle volontairement sectorielle, l'intérêt de certains spécialistes se portera sur telle ou telle filière de produits ou telle strate sociétale choisie, en s'aidant plus que jamais de l'analyse minutaire comparative pour décrire les *véritables* échanges de valeur *objective* et leur contraste par rapport à la réalité historique du moment, permettant ainsi de définir sans biais idéologique les multiples rouages intermédiaires qui conditionnent la forme et la santé variables de nos *Léviathan* socio-économiques. La valeur des produits et services, dérivée d'une valeur du travail toujours traduisible en minutées, prendra un nouveau sens propre à développer la compréhension la plus explicite possible des relations socio-économiques et plus encore de leurs effets éventuels d'*inversion de rationalité* en fonction de certains paliers ou de certaines proportions critiques. Les futurs chercheurs et analystes auront l'occasion de progresser spectaculairement dans leur quête de savoir, en trouvant au passage les conditions d'une nouvelle utilité sociale, dans le noble but d'améliorer sans cesse la qualité de leur société humaine, au lieu d'être contraints de décrire et de justifier les aberrations d'un mono-système historiquement à bout de souffle, et de théoriser à grand-peine des fictions comportementales qui sont tout sauf un objet scientifique. Si une comparaison s'imposait ici, ce serait celle de la pomme de Newton, dont la chute, pourtant révélatrice d'une loi fondamentale, cause de fait une tavelure et un pourrissement précoce sur le fruit, une fois ce dernier tombé à terre. Trop de recherches futiles semblent en effet se concentrer sur la pomme elle-même et sa déliquescence accélérée en guise d'objet scientifique, au lieu d'essayer de voir plus haut et plus loin, en élevant leur nécessaire interrogation bien au-delà de la branchette qui retenait ce fruit doublement symbolique.

Grâce à la nouvelle base conceptuelle proposée dans ce Livre II, les biéconomistes pourront enfin intégrer la dimension sociale dans son aspect le plus directement mesurable sans en réduire l'universalité ni la fixité de valeur objective, pour acquérir un rôle majeur dans l'évaluation des richesses annuellement produites, mais aussi et surtout des moyens disponibles au Domaine Public afin d'assurer la cohérence sociétale la plus permanente qui soit. Cette coopération transparente entre science et politique permettra de définir le plus rationnellement possible le niveau historique concret de l'impôt-participation de chacun, et, sur la base des priorisations citoyennes majoritaires, la valeur et le contenu évolutifs du Revenu Universel de la Garantie Citoyenne, responsabilité désormais constitutionnelle de l'État et des Communes en démocratie *réelle*, c'est-à-dire politique *et* socio-économique, la dimension culturelle restant à explorer dans le prochain livre des *Tempérants*.

Plus original encore, et à l'échelon microéconomique de chaque adulte, la transparence autorisée par une gestion enfin complétée sur l'essentiel aura pour effet de mettre en lumière une situation personnelle dérivant pour sa première moitié de la citoyenneté égale et universelle assurée à tous par la Garantie Citoyenne du Revenu Universel, et pour sa seconde moitié, de l'implication particulière de chacun dans le cadre du Domaine Privé, quel que soit le « secteur » considéré. La conscience d'être citoyen solidaire au sein de l'*onde sociale* ou sociétale n'en sera que plus fortement ressentie, concrétisant l'équivalent d'une république démocratique enfin biologiquement incarnée via la minutée, tandis que symétriquement, l'évaluation personnelle de la trajectoire volontaire et méritée de chaque *individu-particulier* à la fois unique et irremplaçable deviendra objectivement calculable en tant qu'expression d'une liberté enfin *pleinement* assumée. La distinction effective et mesurable de notre double nature -du moins matériellement socio-économique- s'exprimera désormais de façon totalement explicite au cœur de chaque expérience individuelle, sans plus jamais en mélanger indûment les deux moitiés si complémentaires, ni empiéter sur les droits vitaux de qui que ce soit, ni surtout entraîner les mortifères déséquilibres sociétaux qui en découlent immanquablement.

De plus, et par contraste on ne peut plus éclairant vis-à-vis des multiples situations individuelles propres aux économies d'aujourd'hui, les innovations conceptuelles et techniques qui précèdent pourront aider chacun à comprendre et quasiment visualiser les aspects spécifiques de sa propre condition sociale *prétempérante*, avant toute réforme délodiste et biéconomique, en prenant déjà conscience d'être *sur*-dominé, dominé, à l'équilibre, dominant ou *sur*-dominant, directement ou non, ainsi que dans quelle (dis)proportion précise, et ce, (en tenant bien compte des prélèvements obligatoires et autres allocations) par simple comparaison avec le repère du Revenu Universel « potentiel » et de son équilibrage minimoptimaximal (et plus précisément encore par rapport au double exact du montant correspondant), ce que certains apports du quatrième livre de ces *Réflexions* rendront très facilement calculable, quel que soit le pays ou la société considérée.

Toute personne socio-économiquement « inactive » et recevant une forme ou une autre de subvention se trouve en situation de *privilège relatif* équivalant à un *vol passif* de ressource sociétale commune, dont d'autres citoyens subissent inévitablement les conséquences sous forme de spoliation en valeur-argent et valeur-temps, et la situation *illégitime* correspondante ne peut dès lors se corriger qu'en participant au service de la collectivité, sur la base d'un emploi compensatoire minimal à mi-temps géré par la Commune locale, en contrepartie du Revenu Universel garanti. Inversement (et à l'instar des personnes morales), tout adulte plus fortuné, actif ou non, ne participant pas *intégralement* au Domaine Public par le biais de l'impôt-participation de 50% (brut) sur ses revenus (historiquement ajusté quant à son montant financier finalisé), se trouve en situation de *privilège absolu* au prorata de la différence observable vis-à-vis du minimoptimaximum, ce qui équivaut dès lors à un *vol actif* de ressource sociétale commune, ou une *délinquance socio-économique* de fait volontaire ou non, impliquant aussitôt l'exploitation illégitime de la vie et du travail d'autrui, quelles que soient les conditions *légales* du lieu et de la période considérés. Entre ces deux situations, chacun pourra aisément s'évaluer dans sa dimension socio-économique *stricto sensu*, sitôt déterminé le niveau *sociétalement objectif* du Revenu Universel garantissant la citoyenneté et la démocratie dans leur dimension vitale.

L'obligation constitutionnelle de répartition minimale équitable entre tous les éco-citoyens adultes d'une même entité sociétale suffisamment souveraine, fondée sur l'évaluation minutaire minimoptimaximale et biéconomique la plus rationnelle qui soit et sur la base de droits et de devoirs vitaux minutairement identiques, permettra bientôt d'actualiser constamment l'équilibre objectif en valeur historique, en maintenant en parfaite transparence les conditions de la Justice et de la Paix, sociales autant que politiques.

L'apaisement des relations socio-économiques ira de pair avec la simplification maximale des rouages publics, en particulier s'agissant des besoins, des dépenses et autres énergies gaspillés dans la complexité aberrante des impossibles et confus rattrapages qui plombent encore nos sociétés et en aggravent inexorablement les déséquilibres. Au contraire du gâchis écologique et sociétal ultralibéral, la solution biéconomique, associée à son cadre délodiste, apparaît comme *la seule réorganisation possible* du désordre empirique de l'Histoire, via le classement enfin logique des domaines Public et Privé et la prise de conscience collective de leur nécessaire complémentarité, fonctionnelle autant qu'humaine, sur la fondation objective de la minutée universelle, afin de rationaliser socialement nos relations économiques et de *faire la Paix* une bonne fois pour toutes, en arrimant cette dernière à la Justice minimale qui en forme la condition première. Cette simplification, clarifiée par un calcul exhaustif intégrant ainsi notre dimension sociale par la prise en compte du temps biologique propre à toute existence, créera et maintiendra les conditions optimales de la modération écologique de toute croissance ou évolution future, seule solution *systémique* pour sauver simultanément la planète Terre et l'Humanité qui en est responsable.

Au final, la résolution biéconomique de l'équation posée au tout début de cet ouvrage promet une révolution pacifique des idées et des comportements sociaux qui fera date dans l'Histoire planétaire, avec un « avant » et un « après » sans commune mesure en termes de *qualité* de vie, tant individuelle que collective, tandis que les *vrais* leaders et autres premiers de cordée de l'avenir pourront désormais se regarder dans leur miroir avec la fierté de faire évoluer *l'ensemble* de leur société humaine

dans le respect absolu de leur propre nature individuelle, en devenant la source respectable d'un « ruissellement » enfin objectivement dosé, et *justement* plus généreux que les gouttelettes jusqu'à présent concédées.

Dans leurs propres secteurs d'activité, qu'il s'agisse d'initiatives sociales, économiques ou culturelles, ces citoyens plus chanceux ou plus méritants que d'autres seront plus que jamais le fer de lance du *progrès*, en ayant à la fois le plaisir et le privilège d'orienter l'Histoire désormais *positivement*, mais force est de préciser qu'ils deviendront d'autant plus nombreux que *tous* les citoyens seront désormais libérés de la pesanteur qui nous a jusqu'à présent divisés depuis la nuit des temps. Dès lors, le « ruissellement » équilibré des dettes-et-bienfaits sociétaux de chacun, dûment universalisé par la seule proportion objectivement graduable, justifiera enfin l'authentique richesse privée d'un libre choix généralisé et légitimera un pouvoir d'influence hiérarchique intégralement fondé, permettant à ces dominants tempérants de devenir des exemples à suivre pour tous ceux qui pourraient se sentir en manque d'émancipation.

Alors seulement, la société toute entière sera comme aspirée par ces inspirateurs, littéralement « tirée vers le haut » via une humanisation supérieure enfin dépourvue d'effets pervers, tandis que les violences et autres injustices socio-économiques *vitales* auront bel et bien disparu, faisant percevoir l'Histoire de notre « mauvais temps » actuel comme la Préhistoire de la véritable Humanité, celle de l'*Homo Temperans*.

Février 2021

Pour rappel, la suite de cette lecture est gratuitement téléchargeable sur le site web :

https://www.bernardgarde-lestemperants.com

tandis que commentaires et débats entre lecteurs vous attendent sur

Youtube à l'adresse : @bernardgarde-lestemperants

TABLE

Réflexions Socio-Économiques 1
Le Temps des Humains

Introduction. 5

1 - Le Paradoxe de l'Histoire Diagonale. 7
2 - Unité Elémentaire et Société Minimale. 10
3 - L'Égalité Objective du Temps Humain. 13
4 - La Valeur Objective, ou « Minutée ». 16
5 - Money is Time. 19
6 - La Minutée, Valeur Socio-Économique Universelle. 21
7 - Le Paradoxe de l'Endettement Objectif. 23
8 - Endettement Objectif et Équilibre Sociétal. 26
9 - Minutée et Rareté. 28
10 - Leadership et Progrès, ou l'Inégalité Positive. 33

Réflexions Socio-Économiques 2
Les Incidences de la Minutée

1 - La Valeur Objective Individuelle. 39
2 - La Valeur Objective Partagée. 45
3 - La Richesse Objective. 50
4 - Rapports de Force, Produits et Marchés. 56
5 - Valeur Objective, Valeur Historique, Temps et Argent. 58
6 - L'Anti-Minutée, ou Temps Libre. 66
7 - Du Temps Libre au Temps Librement Travaillé. 70

Réflexions Socio-Économiques 3
Principes de Biéconomie

Arrêt sur Image. 73

1 - Le Dilemme Socio-Économique. 77
2 - La Quatrième Voie de la Biéconomie. 80
3 - Biéconomie Individuelle. 90
4 - Sphère Publique et Biéconomie. 95

Réflexions Socio-Économiques 4
Les Options Biéconomiques

Leçon de Management. 108

1 - Biéconomie Horizontale ou Parallèle. 110
2 - Biéconomie Horizontale et Entreprise Publique. 115
3 - Bien Commun et Propriété Collective. 117
4 - Deux Monnaies pour Deux Richesses ? 124
5 - Une Politique Économique Démocratique. 128
6 - Une Impasse Prévisible. 133
7 - Socialisation en Douceur. 136
8 - Biéconomie Verticale ou Étagée. 138

Réflexions Socio-Économiques 5
Macroscopie Biéconomique 1
(Besoins - Consommation - Biens et Services)

1 - Perspective. 143
2 - Besoins et Consommation. 147
3 - Biéconomie et Tempérance Consommatrice. 152
4 - Consommation Associative ou Mutualisée. 157
5 - Besoins et Consommation en Domaine Privé. 158
6 - Consommation, Liberté et Responsabilité. 161
7 - Biens et Services en Mono-économie Mixte. 163
8 - Biens et Services en Biéconomie. 168
9 - Une Proportionnalité Prometteuse. 174

Réflexions Socio-Économiques 6
Macroscopie Biéconomique 2
(Travail - Activités - Emploi – Retraite)

1 - Un Double Concept. 177
2 - La Double Nature du Travail. 180
3 - Le Droit-Devoir de Travailler. 184
4 - Travail et Vie Active. 188
5 - Travail et Retraite. 192
6 - Initiative Socio-Économique et Création d'Emploi. 201
7 - Travail Public et Utilité Commune. 206

Réflexions Socio-Économiques 7
Macroscopie Biéconomique 3
(Productivité - Pénibilité - Salaire - Prix - Profit)

1 - Cohérence de Fait et Souplesse de Principe. 210
2 - Durée Hebdomadaire du Travail et Productivité. 218
3 - Intensité Professionnelle et Pénibilité. 227
4 - Salaire, Prix et Profits Mono-Systémiques. 235

Réflexions Socio-Économiques 8
Macroscopie Biéconomique 4
(Partition - Domaine Pubic - Domaine Privé)
(Salaires, Prix et Profits)

1 - La Partition « Minimoptimaximale ». 246
2 - Salaires et Revenus du Travail en Biéconomie. 254
3 - Revenu Social ou Public et Impôt à la Source. 259
4 - Salaires et Revenus du Travail en Domaine Privé. 262
5 - Profits et Revenus du Patrimoine. 268
6 - Valeur, Prix et Profits en Secteur Privé. 273
7 - Le Bon Profit, Juste Récompense du Risque. 278

Réflexions Socio-Économiques 9
Macroscopie Biéconomique 5
(Cœur Pyramidal - Proportions - Localisme)
(Commerce International)

1 - La Cohérence Pyramidale. 282
2 - Proportions et Dimensions. 285
3 - Dimension Optimale et Localisme. 291
4 - Localisme et Mosaïque des Marchés. 294
5 - Le Bon ou le Mauvais Commerce International. 299
6 - Économie Internationale et Futur Planétaire. 303
7 - Exemplarité Sociétale et Contagion Positive. 310

Réflexions Socio-Économiques 10
Macroscopie Biéconomique 6
(Argent - Finance - Epargne - Investissement)
(Spéculation - Impôt - Patrimoine Privé)

1 - Argent et Monnaie d'Echange. 316
2 - La Banque Publique et les Banques Privées. 321
3 - De l'Épargne à la Sur-Épargne. 328
4 - De l'Épargne à l'Investissement, via le Prêt. 331
5 - Bourses, Marchés Financiers et Spéculation. 337
6 - Fortune, Patrimoine et Propriété. 340
7 - Revenu, Fortune et Impôt Objectif. 344

Réflexions Socio-Économiques 11
Macroscopie Biéconomique 7
(Impôt - Système Bancaire - Péréquation Inter-domaniale)
(Transfert Objectif - Crises)

1 - De l'impôt au Domaine Public. 351
2 - Deux Monnaies pour une Biéconomie ? 357
3 - La Péréquation Inter-Domaniale. 359
4 - Le Transfert Objectif. 367
5 - La Modulation Historique. 371
6 - Une Totale Souplesse Historique. 378
7 - Crises et Biéconomie. 381

Réflexions Socio-Économiques 12
Macroscopie Biéconomique 8
(Dettes - Politique Économique – Interventionnisme)

1 - Des Fausses Dettes Historiques à la Vraie Dette Sociétale. 386
2 - L'État et la Politique Socio-Économique. 390
3 - Vers l'Assainissement Généralisé et Pacificateur. 397
4 - Une Souplesse à Toute Épreuve. 407
5 - Un Equilibre Pluridimensionnel. 411
6 - De la Politique Biéconomique au Localisme Écologique. 414

Réflexions Socio-Économiques 13
Macroscopie Biéconomique 9
(Revenu Universel - Domaines et Secteurs)
(Corps Intermédiaires)

1 - La Simplicité, Condition de l'Efficacité. 421
2 - Le Contenu du Revenu Universel. 425
3 - Complémentarité des Responsabilités Sectorielles. 428
4 - Vers une Responsabilisation Universelle. 436

5 - Justesse, Justice et Autorité. 446
6 - Biéconomie et Corps Intermédiaires. 448
7 - Dans le Sens du Vivant. 455

Réflexions Socio-Économiques 14
Enjeux Connexes & Perspectives Scientifiques

1 - De l'Individu à la Personne. 459
2 - Vers de Nouveaux Rapports Interindividuels et Sociaux. 463
3 - L'Enjeu Démographique et Alimentaire. 466
4 - L'Enjeu Écologique face au Développement. 473
5 - Perspectives Scientifiques. 482

BIBLIOGRAPHIE

Pour les raisons mentionnées dès l'introduction du premier livre, la bibliographie des *Tempérants* se résume aux six ouvrages suivants, classés par année de parution :

Les Carnets de Léonard de Vinci (Tome 1)
Classement et notes d'Edward Maccurdy - Collection Tel - Éditions Gallimard (1942).

J'ai vécu quinze milliards d'années
Jean E. Charon - Albin Michel (1983).

Napoléon Bonaparte - Collection Géants
Citations choisies par A. Folch. - Les Éditions du Huitième Jour (2005).

Constitution française du 4 octobre 1958
La Documentation française - (2016).

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (deuxième édition)
Stéphanie Hennette-Vauchez - Éditions Dalloz (2018).

La Physique Quantique en cinq minutes par jour
Blandine Pluchet - First Éditions (2019).